

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE - FACULTÉ DES LETTRES

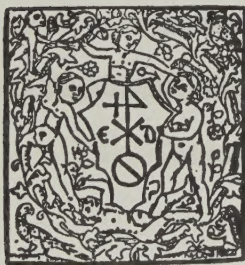
Les «Principes de politique» de Benjamin Constant

LA GENÈSE D'UNE ŒUVRE
ET L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE DE LEUR AUTEUR
(1789-1806)

Thèse
présentée à la Faculté des lettres de
l'Université de Lausanne pour obtenir le grade de
docteur ès lettres

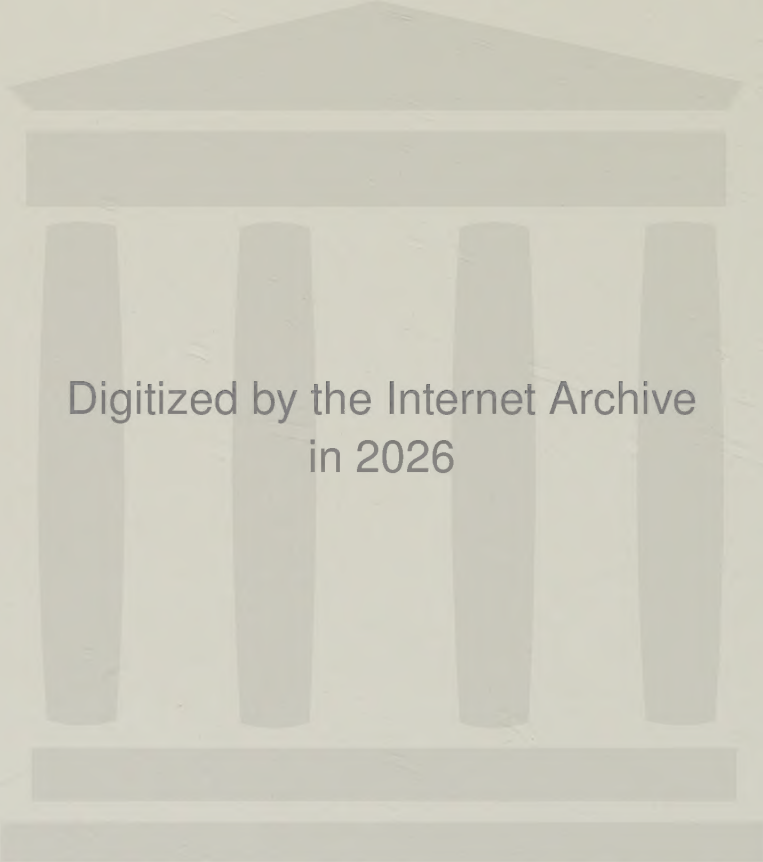
par
Etienne HOFMANN
licencié ès lettres
licencié ès sciences politiques

Tome I



LIBRAIRIE DROZ S.A.
11, rue Massot
GENÈVE
1980

1979



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555009_0001

LES PRINCIPES DE POLITIQUE
DE
BENJAMIN CONSTANT

Copyright 1980 by Librairie Droz S.A., 11, rue Massot, Genève

All rights reserved. No part of this book may be reproduced or translated in any form, by print, photoprint, microfilm, microfiche or any other means without written permission.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE - FACULTÉ DES LETTRES

Les «Principes de politique» de Benjamin Constant

LA GENÈSE D'UNE ŒUVRE
ET L'ÉVOLUTION DE LA PENSÉE DE LEUR AUTEUR
(1789-1806)

Thèse
présentée à la Faculté des lettres de
l'Université de Lausanne pour obtenir le grade de
docteur ès lettres
par
Etienne HOFMANN
licencié ès lettres
licencié ès sciences politiques

Tome I



LIBRAIRIE DROZ S.A.
11, rue Massot
GENÈVE
1980

IMPRIMATUR

Le Conseil de la Faculté des lettres, sur le rapport d'une commission composée de MM. les professeurs Jean-Pierre Aguet (Lausanne), Jean-Charles Biaudet (Lausanne) et Pierre Deguise (New London), autorise l'impression de la thèse de Monsieur Etienne HOFMANN intitulée : les « *Principes politiques* » de Benjamin Constant. *La genèse d'une œuvre et l'évolution de la pensée de l'auteur (1789-1806)*, sans se prononcer sur les opinions du candidat.

Le doyen de la Faculté des lettres :

Prof. Alain Dubois

Lausanne, le 10 octobre 1979



Pour Anne
qui m'a toujours soutenu au cours
de ce travail.

« Le nombre des livres est tel qu'ils ne font plus d'effet dans ce siècle, même les meilleurs, et Benjamin est peut-être heureux de n'avoir pu réussir à se faire imprimer. Un tableau digne de son génie et du talent que je lui crois serait l'histoire de la République et de l'Empire français traitée philosophiquement. Mais cela ne pourrait être qu'un ouvrage posthume. »

(Lettre de Rosalie de Constant à son frère Charles, du 7 octobre 1806. Genève, BPU, Ms Constant 18/3, f. 113 v.)

« L'entreprise que j'ai faite depuis six semaines [...] de mettre en ordre et de faire copier dans quelques volumes tout ce que j'avais écrit depuis que je me suis mis à penser, m'a fort occupé [...] j'ai eu, au milieu de ma mélancolie, un certain plaisir minutieux à voir l'ordre dans lequel j'avais rangé mes idées et à suivre chaque jour l'accroissement de ma collection. Elle est à moitié copiée et arrangée dans sa totalité : quant à l'usage que j'en ferai, qui peut le prévoir ? Aucun peut-être, et je me dédommagerai en pensant qu'un autre temps peut-être en héritera ; comme si chaque siècle n'était pas tellement occupé de lui-même qu'il n'a ni la volonté, ni le loisir de rechercher dans le précédent ce qui n'a pas eu une influence qui s'étend jusqu'à lui. Mais ces appels à la postérité ont été inventés pour consoler les hommes du temps dans lequel ils vivent, et lors même qu'on n'y croit pas, l'idée en fait toujours un certain plaisir. »

(Lettre de Benjamin Constant à Prosper de Barante, de fin septembre 1810. *Revue des deux Mondes*, 1er août 1906, p. 536.)

REMERCIEMENTS

Pendant les années de recherches que cet ouvrage et l'édition des *Principes de politique* ont nécessitées, de nombreuses personnes nous sont venues en aide. Sans qu'il soit possible de les citer toutes, nous aimerions reconnaître ici plus particulièrement la dette que nous avons contractée auprès des membres du jury de cette thèse : — le professeur Jean-Pierre Aguet, directeur de ce travail, qui n'a jamais ménagé ni son temps, ni ses conseils, ni ses appuis et auquel cette étude comme notre formation d'historien doivent énormément ; — le professeur Jean-Charles Biaudet, directeur de l'Institut Benjamin Constant, qui a toujours manifesté le plus grand intérêt pour nos recherches et qui nous a communiqué, comme à tous ses élèves, le goût du travail bien fait ; — le professeur Pierre Deguise, constantien éminent, dont la bienveillance pour nos premiers pas dans la route qu'il a tracée nous a été si souvent utile et nécessaire.

Sans le généreux appui fourni pendant deux ans et demi par la fondation Janggen-Pöhn à Saint-Gall, ni l'édition du traité de Constant ni la rédaction de cette thèse n'auraient été possibles. Nous adressons donc au Conseil de la Fondation et à son Président, le Dr Wegelin, notre très vive reconnaissance.

Nous n'aurions garde d'oublier le Directeur de la Bibliothèque cantonale et universitaire, Monsieur Jean-Pierre Clavel, qui nous a autorisé à publier le manuscrit des *Principes de politiques* et qui a toujours considérablement facilité nos recherches. Auprès de tous les employés de la Bibliothèque, nous avons rencontré une très grande serviabilité, malgré le surcroît de travail que nous leur avons souvent imposé.

Notre gratitude s'adresse également à l'Université de Lausanne et à la Société académique vaudoise. L'impression de ces deux volumes et en particulier celle du texte de Constant n'a pu être entreprise que grâce à leur générosité. Nous tenons à remercier spécialement Monsieur le Vice-recteur Werner Stauffacher et Maître Colin Martin pour leur amabilité et leur soutien.

Monsieur Alain Dufour, notre éditeur, a témoigné une très grande compréhension face aux exigences d'une édition critique et devant les problèmes que pose au candidat au doctorat l'impression de sa thèse. Qu'il en soit très vivement et très sincèrement remercié, ainsi que pour l'hospitalité qu'il nous offre, en accueillant ces

volumes dans sa collection « Travaux d'histoire éthico-politique ».

Nos amis Jacqueline et Roger Joseph ont accepté la tâche ingrate de la relecture du texte dactylographié puis des épreuves d'imprimerie. Nous voudrions leur dire notre très vive reconnaissance pour le travail minutieux qu'ils ont accompli, grâce auquel quantité d'erreurs ont pu être évitées.

Comment exprimer à notre épouse tout ce que nous lui devons ? A sa patience et à son abnégation qui ont été très grandes, s'est ajoutée l'efficacité de sa collaboration. Le fait de collationner deux fois et à haute voix l'ouvrage de Constant ne l'a pas empêchée de nous être de la plus grande utilité pour la correction définitive des épreuves et pour la confection des index. En lui consacrant cette thèse, nous ne faisons que reconnaître bien faiblement notre dette.

Lausanne, le 31 mai 1980.

INTRODUCTION

Bien que le nombre des travaux qui lui sont consacrés puisse faire illusion, la pensée politique de Benjamin Constant demeure mal connue. Quelques ouvrages, traitant exclusivement de ce sujet, sont anciens, reposent sur une documentation de seconde main et n'apportent souvent qu'un catalogue artificiel des principales idées du député libéral de la Restauration. Ainsi, Georges de Lauris, Jacqueline de la Lombardière et Jean Hiestand¹ n'ont donné qu'une médiocre contribution à la connaissance des théories de Constant et ce sont pourtant les seules études d'ensemble qui ont existé pendant longtemps. Mais, plus encore que leur information lacunaire — pardonnable en un temps où l'on ne connaissait pas le *Journal intime* et où l'on n'avait qu'une petite partie des documents qui abondent aujourd'hui — c'est surtout leur méthode qui est critiquable. Ces thèses de droit (le sujet a été en effet pendant quelque temps l'apanage des juristes) ont séparé de façon regrettable la biographie de Constant de sa pensée politique ; ils en ont fait deux parties distinctes, sans que l'on comprenne comment cet homme, qui apparaît chez ces auteurs sous les traits d'un raté sans caractère et dont la vie décousue semblait partagée entre la poursuite des plaisirs et celle des honneurs, comment cet homme a pu établir une doctrine aussi rigoureuse et enseigner à ses contemporains les règles de la monarchie constitutionnelle. A lire ce type d'ouvrage, on saisit mal le lien entre cette personnalité bizarre et l'importance de son œuvre. Celle-ci semble alors être sortie d'un seul coup de cet esprit fécond mais désordonné : elle est comme désincarnée. Paul Bastid,

¹ Georges de Lauris, *Benjamin Constant et les idées libérales*, Paris, Plon-Nourrit, 1904. Cette thèse a suscité quelques réactions intéressantes ; signalons celles d'Emile Faguet, Un nouveau livre sur Benjamin Constant, *La Revue*, 1er mars 1904, pp. 46-51 ; Edouard Rod, Les idées politiques de Benjamin Constant, A propos d'un livre nouveau, *Bibliothèque universelle et revue suisse*, 109e année, t. XXXIV, avril-juin 1904, pp. 449-475 ; Gustave Rudler, [Compte rendu dans] *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. V, 1903-1904, p. 579. — Jacqueline de la Lombardière, *Les idées politiques de Benjamin Constant*, Paris, Au commerce des idées, 1928. — Jean Hiestand, *Benjamin Constant et la doctrine parlementaire*, Genève, J. Guerry, 1928. — Il va sans dire que nous ne pouvons pas commenter dans cette introduction tout ce qui est paru sur les idées politiques de Constant. Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie à la fin de cette étude.

dans son énorme livre paru en 1967, à l'occasion du bicentenaire de la naissance de Constant, n'échappait pas à cette tradition. Plaçant une cloison étanche entre la biographie de Constant (premier volume) et sa doctrine (second volume), il admettait en effet :

Lorsqu'on aborde la pensée de Benjamin Constant après avoir étudié sa vie, l'horizon semble changer du tout au tout. Autant celle-ci se révèle erratique et désordonnée, autant celle-là apparaît ferme et stable, sujette seulement à une évolution qui n'en compromet pas l'architecture générale et n'en détruit pas la logique. Les contradictions disparaissent et une puissante unité s'accuse.²

Le reproche le plus grave que l'on puisse adresser à cette opinion, c'est d'avoir voulu absolument figer la pensée constantienne en un système, une doctrine, sans que l'on comprenne par quel cheminement l'auteur y serait parvenu. Tout se passe comme si Constant n'avait écrit en fin de compte qu'un seul livre, à la fin de sa vie, à la suite d'une révélation et sans que cette œuvre ait été marquée par son époque et par les événements mêmes de la vie de Constant. On dirait que les dates de rédaction, les circonstances précises et les buts des œuvres de Constant n'ont aucune signification : les citations sont généralement prises n'importe où dans les écrits politiques, pourvu qu'elles justifient ou qu'elles illustrent le thème traité. La pensée de Constant, telle qu'elle est présentée dans ce genre d'ouvrage, ne formerait qu'un bloc, qu'un monolithe, dans lequel on taille un superbe monument : le socle, c'est le respect inconditionnel de l'individu ; la partie centrale, la garantie de toutes les libertés que l'on énumère au passage (religieuse, personnelle, du commerce, de l'industrie, de la presse, etc.) ; enfin, l'organisation de l'Etat (le pouvoir royal neutre, la responsabilité ministérielle, les chambres, le suffrage censitaire). Tout au faite de cet édifice, on place la fameuse phrase : « J'ai défendu pendant quarante ans le même principe, liberté en tout... »³ En rendant compte du livre de Paul Bastid, Pierre Deguise disait justement : « L'inconvénient de cette méthode est peut-être l'excès d'une qualité ; ce compartimentage méthodique tend à transformer la pensée en système [...] Mais ainsi présentée, cette pensée politique semble échapper à l'homme qui l'a conçue. »⁴

² Paul Bastid, *Benjamin Constant et sa doctrine*, Paris, A. Colin, 1967, p. 495.

³ Cette déclaration de Constant, répétée si souvent, se trouve dans sa *Préface des Mélanges de politique et de littérature*, Paris, Pichon et Didier, 1829.

⁴ Pierre Deguise, La doctrine politique de Benjamin Constant, *The Romanic Review*, t. LVIII, N° 1, février 1967, p. 200. De même, Gustave

D'une façon plus générale encore, l'ensemble des commentaires sur la pensée politique de Constant s'est intéressé surtout aux brochures et aux ouvrages publiés à partir de 1813, négligeant ainsi souvent les essais du Directoire, que l'on tenait volontiers pour des écrits de jeunesse et qui auraient révélé plus l'ambitieux que le véritable penseur politique. Ce point de vue, certes, était compréhensible : déjà l'importance numérique des œuvres de la Restauration éclipsait à elles seules les pages moins abondantes et moins célèbres de la période 1795-1799 ; elles n'étaient pas non plus très faciles à situer dans la vie politique complexe de ces cinq années. Et puis, il faut bien l'admettre, toute une tradition polémique, qui s'échelonne des contemporains mêmes de Constant jusqu'à Henri Guillemin, a jeté avec succès le discrédit sur la vie et l'œuvre du publiciste.⁵ Combien alors de plaisanteries sur « Constant l'inconstant »,⁶ sur le « faible Benjamin »,⁷ ce jouet des femmes, qui leur devait tout, son ascension comme ses idées. L'auteur d'*Adolphe* s'est vu si souvent assimilé à son héros et s'est vu si souvent accusé de tant de travers moraux et caractériels, qu'il est devenu difficile de parler de lui et de ses écrits, sans prendre un peu son parti, sans faire, presque malgré soi, un acte de réhabilitation. C'est pourquoi,

Rudler, dans son compte rendu cité de l'ouvrage de Georges de Lauris, avait donné autrefois cet avertissement : « Comment en bonne méthode, les idées politiques de B. Constant pourraient-elles s'abstraire de sa vie politique ? Et comment même sa vie politique pourrait-elle se détacher de sa vie ? »

⁵ Il serait trop long de mentionner ici tous les écrits hostiles à Constant. Ils sont à foison. L'exemple le plus classique est celui d'Henri Guillemin, à qui l'on doit : *Benjamin Constant muscadin, 1795-1799*, Paris, Gallimard, 1958, et *Madame de Staël, Benjamin Constant et Napoléon*, Paris, Plon, 1959 (réédité à Bienne, Panorama, 1966, sous le titre : *Madame de Staël et Napoléon ou Germaine et le caïd ingrat*). L'influence de tels ouvrages a été considérable et ils sont venus renforcer un véritable mythe Constant dont les origines comme le développement seraient intéressants à étudier de près. Pour montrer à quel point les idées reçues sont solidement ancrées dans le public, on lira l'article de Jean-Paul Enthoven, *Le Benjamin de la liberté*, *Nouvel Observateur*, N° 668, 29 août-4 septembre 1977, pp. 54-55 (avec une caricature de Wiaz, qui en dit encore plus long que l'article).

⁶ Emile Henriot, *Benjamin Constant l'inconstant, Courrier littéraire, XIXe siècle*, Paris, La Renaissance du Livre, M. Daubin, 1948, t. I, pp. 107-109. Fred Bérence, *Benjamin Constant l'inconstant (1767-1830), Grandeur spirituelle du XIXe siècle français*, t. I, *Les aînés*, Paris, La Colombe, 1958, Ch. 3, pp. 63-76. Arrigo Cajumi, *Constant l'incostante, Colori e Veneni. Saggi di varia letteratura, Napoli*, Edizioni scientifiche italiane, 1956, pp. 97-110. Luigi Baccolo, *Constant l'incostante, Tempo presente*, mai 1967, t. XII, N° 5, pp. 53-58.

⁷ Nous pensons au titre de l'article de Philippe d'Hugues, *Benjamin, le faible Benjamin, Revue de Paris*, avril 1968, pp. 57-67. On citera encore comme type d'article malveillant : André Thérive, *Benjamin Constant ou le raté magnifique, Revue hebdomadaire*, 38e année, mars 1929, pp. 355-362.

certain biographes, voulant faire honnêtement la part des choses, ont admis que le « grand Constant », le vrai penseur libéral ou le maître d'école de la liberté n'apparaissait qu'à partir de la Restauration.⁸ Cette attitude a renforcé inévitablement cette idée que la production des années 1813 à 1830 était seule importante. Elle a donc laissé dans l'ombre et comme en pâture aux détracteurs de Constant, d'une part son activité de républicain militant, de 1795 à 1799, puis de tribun sous le Consulat, de 1800 à 1802, et d'autre part l'énorme travail de réflexion sur la politique, de 1802 à 1806, qui se situe dans le prolongement logique de son précédent engagement. Il est vrai que pour cette période, en dehors de quelques publications, de quelques articles et de vagues allusions, dans la correspondance, à des ouvrages en cours, on ne possédait pas, jusqu'à une date récente, de documents attestant la composition de traités politiques. Or, depuis 1961, après l'achat par la Bibliothèque nationale de Paris des « Oeuvres manuscrites » dites de 1810,⁹ la critique découvre ce que l'on soupçonnait seulement, à savoir que Constant avait rédigé de gros volumes, qu'il n'avait pas pu les publier, mais qu'il en avait repris de nombreux passages dans ses brochures de la Restauration.¹⁰ Paul Bastid, Olivier Pozzo di Borgo et d'autres encore étudient ces textes manuscrits, les commentent et en éditent des extraits.¹¹ Cependant, le mystère qui entoure la

⁸ C'est par exemple chez Dorette Berthoud que cette tendance est la plus manifeste : « Le vieillard a largement racheté les erreurs de sa jeunesse et de son âge mûr. » *Constance et grandeur de Benjamin Constant*, Lausanne, Payot, 1944, p. 6.

⁹ Une première description en avait été faite dans : *Collection J[ean] D[avray], Manuscrits et livres précieux du quinzième au vingtième siècle*, [Catalogue des pièces mises en vente aux enchères à Paris les 6 et 7 décembre 1961], Paris, Impr. Union, 1961, N° 139. Voir les titres cités ci-dessous n. 11.

¹⁰ Dans sa *Préface* à *De l'esprit de conquête*, Constant avait dit en effet : « L'ouvrage actuel fait partie d'un traité de politique terminé depuis longtemps. » Benjamin Constant, *Œuvres*, texte présenté et annoté par Alfred Roulin, Paris, Gallimard, 1957, p. 985 (Bibliothèque de la Pléiade). Alfred Roulin avait prévu avec beaucoup de justesse que c'était surtout au traité de 1806 que Constant avait le plus emprunté pour écrire son pamphlet de 1813 (voir sa note correspondante au texte cité ci-dessus, p. 1623 de son édition).

¹¹ Paul Bastid, Dos manuscritos de Benjamin Constant, *Revista de estudios politicos*, N° 143, sept.-oct. 1965, pp. 5-31. Dans son *Benjamin Constant et sa doctrine*, Paul Bastid a souvent emprunté sans le dire des pages entières aux traités politiques inédits ! Benjamin Constant, *Ecrits et discours politiques*, présentation, notes et commentaires par O[livier] Pozzo di Borgo, Paris, J.-J. Pauvert, 1964, t. I, pp. 190-202 ; 239-240 (dans la note 22 qui donne la description de ces « Œuvres manuscrites » de 1810, avec un bref commentaire qui montre l'embarras de l'auteur quant à l'origine précise de ces textes). Voici les auteurs chercheurs qui, à notre connaissance, sont les

genèse de ces œuvres n'est pas encore totalement dévoilé et, malgré cette importante découverte, les textes publiés par Constant sont encore plus estimés que ses manuscrits : ceux-ci sont cités, décrits mais toujours considérés comme secondaires ; on juge certes nécessaire de remarquer que Constant avait déjà exprimé telle ou telle idée bien avant sa publication, mais la date de rédaction est rarement prise en ligne de compte pour expliquer le contexte d'une citation.¹² De plus, puisque ces œuvres ne sont pas entièrement inédites, elles semblent pour beaucoup d'un médiocre intérêt ; et si l'alternative se présente, l'on préfère le plus souvent reproduire un passage d'après le texte publié, car il représente en quelque sorte la dernière volonté de l'auteur ; on le croit donc authentique et plus digne de confiance.

La recherche sur la pensée politique de Constant aboutissait alors à une véritable impasse, d'où elle avait quelque peine à se dégager. Pour une fois, la découverte des manuscrits semblait plus embarrasser la critique qu'elle ne lui facilitait la tâche. D'un côté, des historiens comme Bastid ou Pozzo di Borgo sentaient à quel point les textes manuscrits étaient une source nouvelle et considérable de renseignements, mais ils ne savaient pas comment l'exploiter ; ils étaient pour ainsi dire prisonniers de toute cette tradition historiographique qui mettait l'accent sur les œuvres de la Restauration ; on le sent en lisant leurs ouvrages : ces nouveaux documents gênaient leur conception d'un Constant théoricien de la monarchie constitutionnelle et les textes qui venaient de faire surface ne s'inséraient pas toujours très bien dans leurs schémas explicatifs. Mais d'un autre côté, trop de questions se posaient encore sur l'origine de ces traités politiques, pour que l'on puisse reprendre le sujet sur une base nouvelle.

seuls à avoir travaillé sur les manuscrits de 1810 : — Patrice Thompson, Constant et les vertus révolutionnaires, *Europe*, 46e année, N° 467, mars 1968, pp. 49-62 ; ainsi que dans son édition de Benjamin Constant, *Deux chapitres inédits de l'Esprit des religions (1803-1804)*, Genève, Droz, 1970 ; et dans son livre : *La religion de Benjamin Constant, Les pouvoirs de l'image*, Pisa, Pacini, 1978. — Béatrice C. Fink, *The idea-world of Benjamin Constant as expressed in his political philosophy*, Ann Arbor, University Microfilm, 1967. — Mary-Susan Hartmann, *The liberalism of Benjamin Constant during the Bourbon Restoration in France*, Ann Arbor, University Microfilm, 1971. — Jean Roussel, *Jean-Jacques Rousseau en France après la Révolution, 1795-1830. Lecture et légendes*, Paris, A. Colin, 1972, pp. 429-522, *Les fausses sinuosités de Benjamin Constant*. — Simone Goyard-Fabre, L'idée de souveraineté du peuple et le libéralisme pur de Benjamin Constant, *Revue de métaphysique et de morale*, t. LXXXI, N° 3, juil.-sept. 1976, pp. 289-327.

¹² Ceci est particulièrement sensible dans les travaux de Béatrice C. Fink et Mary-Susan Hartmann, ainsi que dans l'article de Simone Goyard-Fabre.

En janvier 1974, les archives de famille déposées à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne par le baron Rodolphe de Constant Rebecque devinrent enfin accessibles. L'on savait depuis longtemps que ce fonds abritait les manuscrits des *Journaux intimes*, du *Cahier rouge*, de *Cécile* et surtout du plus ancien état d'*Adolphe*. Mais en plus de ces œuvres bien connues et publiées, ces archives recèlent encore les manuscrits *originaux* des œuvres politiques, soit *De la justice politique* (la traduction de l'ouvrage de Godwin), les *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays* et surtout les *Principes de politique applicables à tous les gouvernements*, sans oublier quelques liasses de notes diverses, groupées sous le titre d'*Additions à l'ouvrage intitulé Fragments...* ou *Additions à l'ouvrage intitulé Principes...* Ainsi, une nouvelle série de documents surgissait, dont l'intérêt était manifeste : il apparut très vite que ces manuscrits politiques étaient la version originale qui avait servi de base à la copie de 1810. Celle-ci, du même coup, sans perdre pour autant sa valeur, était reléguée au second plan ; elle ne se présentait alors plus que comme une mise au propre pratique, plus facile à transporter (problème essentiel pour Constant qui voyageait beaucoup), comme un double de sécurité au cas où les premiers manuscrits viendraient à disparaître. Sans doute, le texte ne diffère presque pas entre les exemplaires lausannois et la copie parisienne ; mais les premiers ont cet avantage énorme pour l'historien de conserver les traces des ébauches successives, des corrections, des additions et des retouches ; grâce à cela et surtout aux modifications du plan, on peut voir l'œuvre dans sa gestation primitive ; même si le manuscrit ne répond évidemment pas de lui-même à toutes les questions qui se posent à son sujet, ce nouveau lot de matériaux promet toutefois d'enrichir passablement la connaissance de la genèse des œuvres politiques de Constant et d'éclairer quelques pans encore obscurs de sa pensée.

Parmi ces textes du fonds lausannois, l'un attire tout spécialement l'attention : ce sont les *Principes de politique applicables à tous les gouvernements*. Contrairement à la traduction de Godwin, que Constant n'avait pas terminée, et à l'« ouvrage abandonné », ce traité est achevé et apparaît d'emblée comme l'*opus magnum* ou la synthèse de la réflexion politique de l'auteur. De plus, grâce aux traces encore visibles d'une première élaboration, on peut avec certitude identifier ce manuscrit comme étant celui que Constant rédigea en 1806 et dont il parle beaucoup dans son *Journal intime*.¹³

¹³ Ainsi se vérifie l'hypothèse émise par Alfred Roulin, qui avait effectivement pensé que les ouvrages principaux publiés dès 1813 étaient en par-

Il devenait alors possible, grâce à ces sources nouvelles, de reconsidérer le problème de la genèse de l'œuvre politique constantienne. En retraçant d'une part l'évolution de la pensée politique depuis ses premières manifestations attestées jusqu'à la rédaction du traité de 1806, en commentant brièvement et en éditant d'autre part ce manuscrit, nous pensons apporter à la connaissance du personnage comme de son œuvre et à celle de l'histoire des idées post-révolutionnaires, une contribution nouvelle. Dans cette perspective, cette œuvre est donc étudiée comme l'aboutissement d'une longue recherche sur le pouvoir politique et, ainsi, elle n'est plus appréciée seulement en tant que document accessoire ou que source auxiliaire, mais au contraire comme un ouvrage essentiel, reflétant une pensée arrivée à sa maturité. Pour mieux comprendre le discours constantien, il nous a paru nécessaire de revoir ce traité dans le contexte précis qui l'a vu naître et de l'envisager dans sa dynamique propre, depuis ses origines jusqu'à son achèvement, indépendamment des utilisations postérieures qu'en a faites Constant à partir de 1813 : ce n'est plus en tant que réservoir de textes, mais pour eux-mêmes que les *Principes de politique* seront examinés. Cette démarche permettra en premier lieu d'éviter une séparation trop stricte et arbitraire entre l'homme et l'œuvre : nous tâcherons de montrer à quel point l'étude de la pensée est indissociable de celle de la vie et du caractère de Constant ; ensuite, cette approche aura pour principale conséquence de déplacer le « centre de gravité » que nous avons observé de la Restauration vers le Consulat et l'Empire, puisque ce n'est pas la publication, mais l'élaboration des textes qui nous intéresse au premier chef ; enfin, en étudiant la genèse des *Principes de politique*, nous serons inévitablement amené à parler des liens de parenté entre les différents traités politiques élaborés de 1799 à 1806 (les *Fragments* et les *Principes de politique* notamment).

Il ne s'agit nullement de nier le rôle du député et du journaliste qui luttera sous Louis XVIII et Charles X pour le maintien des garanties constitutionnelles contre la menace des ultras. Mais il est nécessaire de mettre en évidence la période même pendant laquelle la pensée de Constant s'est formée ; il vaut mieux faire ressortir le cadre exact dans lequel les textes les plus caractéristiques ont pris naissance. Sans doute, les pages que nous publions ne sont pas

tie extraits du traité rédigé en 1806. Voir son édition des *Œuvres* de Constant, p. 1623 (note relative à la page 985) et p. 1627 (notice relative aux *Principes de politique* de 1815). Il faut dire encore que seule l'édition intégrale des *Journaux intimes* par Alfred Roulin et Charles Roth (Paris, Gallimard, 1952) permettait de savoir que Constant avait rédigé un ouvrage politique en 1806 ; les éditions précédentes du Journal (*Revue internationale*, janv.-mars 1887 et Dora Mélégar, 1895) ne contenaient presque rien sur cette année-là.

toutes, et de loin, inédites ! On les retrouve pour la plupart disséminées dans de nombreux livres de circonstance. Mais on conviendra aussi que le message qu'elles véhiculent a une tout autre résonance, lorsqu'elles sont replacées dans leur contexte initial. Constant avait eu évidemment de bonnes raisons pour découper ainsi ses manuscrits et faire éclater l'unité et la cohérence premières de son œuvre. Il faudra d'ailleurs étudier un jour, dans le détail, les transformations qu'il a fait subir aux passages originaux et les conséquences qu'a eues pour leur signification profonde cette sorte de dissémination des éléments primitifs de sa pensée. Mais pour l'instant, il suffit et il est nécessaire à la fois de publier les *Principes* de 1806, cette pierre angulaire de l'œuvre politique. En retraçant leur histoire, nous voyons que ce traité termine une période de plus de dix ans, pendant laquelle Constant s'est occupé presque essentiellement de politique,¹⁴ soit en étant mêlé aux événements, soit en philosophe méditant sur les relations entre gouvernants et gouvernés. Après 1806, s'étend une longue interruption de sept années, où le romancier, le critique littéraire, le dramaturge, le poète et l'historien des religions l'emporte chez lui sur le publiciste. L'on comprendrait mal non seulement Constant, mais avec lui la pensée libérale, si l'on réduisait son activité réelle et féconde à la seule période qui va de la fin de l'Empire aux premiers mois de la Monarchie de Juillet.

Aux limites chronologiques que nous nous sommes fixées, il faut ajouter celles que l'ampleur du sujet nous impose. Premièrement, nous avons renoncé à analyser dans le détail la traduction de Godwin et les *Fragments d'un ouvrage abandonné* pour des raisons qui seront exposées le moment venu¹⁵ ; en effet, les *Principes de politique*, vu leur importance et la place qu'ils occupent dans l'histoire de la pensée de Constant, ont été le seul objectif de notre travail, obligeant à tout ramener dans la perspective de ce traité. C'est donc dans l'idée de mieux le comprendre et de mieux l'expliquer que nous avons progressé dans les événements les plus marquants de la vie de Benjamin, de 1789 environ jusqu'en 1806, en éliminant tout ce qui n'avait pas de relation directe avec le sujet. La biographie du personnage est suffisamment connue ; mais cela ne nous a pas empêché de revenir parfois sur des faits en apparence anecdotiques, lorsqu'ils permettaient de mieux connaître le caractère et par conséquent souvent les idées de Constant. Il faut être en effet à l'écoute de certains échos qui se répètent d'un bout à l'autre de l'œuvre et qui apparaissent inopinément, tantôt dans la cor-

¹⁴ Sauf de l'été 1803 à février 1806, comme nous le verrons plus loin.

¹⁵ Une édition critique des *Fragments* est en préparation par les soins de l'auteur de ce travail, en collaboration avec Mlle Lucia Omacini.

respondance, tantôt dans un article ou une brochure. Ils témoignent, par leur fréquence, du rôle essentiel de quelques notions, comme celles d'enthousiasme, de devoir, d'incertitude ou, au contraire, du goût profond, viscéral, pour la stabilité. Mais ce sont avant tout les textes politiques qui, au fur et à mesure qu'ils se présentaient, ont fourni les principales étapes de cette étude ; après avoir été brièvement situés, ils ont été analysés non pas tellement pour eux-mêmes, mais comme jalons, témoignant chacun à leur façon que la pensée de leur auteur était en évolution, qu'elle avançait progressivement vers son élaboration la plus achevée : le texte des *Principes de politique*. On ne trouvera donc pas pour chacun d'eux, même pour les plus brefs, de commentaires complets et détaillés, car cela nous aurait entraîné dans des développements trop nombreux, qui auraient finalement camouflé le but même de notre recherche. En revanche, dès qu'un élément se présentait, dont nous savions qu'il se répéterait plus tard et qu'il s'amalgamerait avec d'autres thèmes caractéristiques, nous l'avons mis en évidence. Il fallait faire ressortir petit à petit, en suivant les événements majeurs de la carrière de Constant, tout ce qui pouvait mieux situer le traité qui terminait la période envisagée. L'unité et la constance que discernait Paul Bastid dans l'œuvre politique de Benjamin correspond effectivement à une réalité observable. Mais il était vain de vouloir l'opposer à une vie soi-disant désordonnée. Cette comparaison est stérile et ne débouche finalement sur aucun élément intéressant. Si Paul Bastid avait fait cette constatation, c'est parce que les œuvres qu'il avait étudiées provenaient en grande partie d'un tronc commun : les traités rédigés entre 1800 et 1806 ; il était donc naturel qu'une certaine homogénéité s'en dégage. Néanmoins, la même observation peut se faire, en suivant le cheminement qui conduisit Constant depuis ces premiers essais jusqu'à cette synthèse finale. Et, cette fois, la vie de l'auteur, quelque mouvementée qu'elle soit, ne contredit pas l'idée d'une pensée relativement uniforme et qui se développe dans une direction toujours plus précise, mais elle aide plutôt à saisir le pourquoi de certaines options fondamentales. Ainsi, le repos, la tranquillité, l'ordre, qui sont parmi les exigences majeures de l'idéal constantien, s'expliquent en partie par cette impossibilité qu'avait Benjamin de s'établir et de trouver un havre définitif, et aussi par la souffrance réelle qu'il éprouvait devant cette situation. Il faut donc lier les deux phénomènes, la réalité vécue et son expression plus théorique, et non pas les opposer.

Enfin, seconde limite que nous nous sommes imposée, les *Principes de politique* ne feront pas l'objet d'une analyse exhaustive. Après avoir mis en évidence le contexte intellectuel encore plus que politique, il sera nécessaire d'indiquer comment ce texte est construit, avec

quels matériaux, avec quelle méthode et dans quel but. Si l'on préfère, on peut dire aussi qu'après le *contexte*, il faut expliquer le *prétexte* de l'ouvrage et signaler quelles ont été les réponses de Constant aux diverses sollicitations qui l'avaient poussé à écrire ce livre. Ce travail ne rendra donc pas compte de tous les sujets si variés que Constant a abordés, après tant d'autres publicistes et philosophes, dans les dix-huit parties de son traité. Commenter par exemple ses arguments en faveur de la liberté du commerce des grains, contre le faible taux de l'intérêt légal, sa défense du jury ou encore ses idées en matière de recrutement militaire, aurait nécessité des recherches considérables, aurait aussi provoqué des coq-à-l'âne fâcheux, sans jamais toucher à l'essentiel qui reste la portée de son message et sa valeur relativement à l'époque dans laquelle il a été émis. C'est donc les fondements de sa pensée et non le détail de ses connaissances que nous avons voulu étudier : de quoi est fait le libéralisme constantien et pourquoi il apparaît sous cette forme et à ce moment ? Telles sont les questions auxquelles nous tenterons de répondre ; pour le reste, l'édition des *Principes de politique* y suppléera dans une large mesure.

L'ouvrage que nous publions n'est donc qu'une étape d'une recherche plus longue sur la pensée politique de Constant. D'une part, nous espérons que la publication des *Principes* suscitera des commentaires nouveaux et instructifs, abordant les problèmes avec d'autres méthodes que les nôtres. D'autre part nous envisageons de poursuivre cette étude, en nous préoccupant cette fois non plus de la genèse, mais de l'avenir et du développement de ce traité de 1806. Deux questions au moins se posent à cet égard : celle de la continuité ou du changement des idées politiques de Constant ; produit en partie par l'expérience révolutionnaire, le message de 1806 va-t-il résister à l'expérience de la Restauration, bien plus longue et plus féconde pour l'auteur ? La seconde question à traiter est celle du contenu des textes politiques postérieurs : les brochures, les articles et même certains discours du député sont largement tributaires des traités inédits composés entre 1800 et 1806. En reprenant, selon son habitude, des rédactions antérieures, en se recopiant lui-même, Constant s'impose une méthode particulière, sur laquelle il est nécessaire de se pencher d'une façon systématique. Entre le *texte* et le *contexte*, il existe tout un échange, toute une série de rapports qui sont encore mal éclaircis. Cette étude se révélerait instructive à la fois pour la connaissance des processus d'élaboration d'une doctrine et pour celle de l'intelligence d'un auteur, dont on pourrait mieux comprendre la structure et le fonctionnement.

Quoi qu'il en soit cependant de ces perspectives, il reste évident que l'avenir des études constantiennes ne peut être envisagé

sans un travail préalable d'érudition et sans une collaboration entre les chercheurs. Trop de données manquent encore et surtout trop peu de textes ont été correctement publiés, pour que l'on puisse songer à entreprendre sans risque de nouvelles problématiques. Il est donc hautement souhaitable qu'une équipe se constitue, dans le but d'éditer la correspondance et les œuvres, afin que la recherche future se fasse sur une base plus solide et sur un corpus plus étendu.

PARTIE I

DES PREMIÈRES MANIFESTATIONS D'UN INTÉRÊT
POUR LA POLITIQUE
A LA RÉDACTION DES *PRINCIPES*
(1789-1806)

INTRODUCTION

La période qui s'étend de 1789 à 1806 est très diverse et mouvementée pour Benjamin Constant. Il n'est donc pas possible de la considérer comme d'un seul tenant et nous avons respecté les coupures que les biographes placent habituellement après 1794 et après 1799. Elles correspondent respectivement à la rencontre de Mme de Staël et à l'ascension de Bonaparte, deux faits capitaux pour Constant. De cette manière le lecteur suivra le rythme propre de la vie du personnage et les aléas de son existence ne seront pas estompés arbitrairement. Si notre point de départ n'équivaut à rien de précis dans la carrière de Benjamin, il se réfère bien sûr à l'événement par excellence de cette époque, la Révolution française, qui a tellement marqué l'œuvre politique de Constant.

En revanche, chacun des trois moments considérés, soit de 1789 à 1794, de 1795 à 1799 et de 1800 à 1806, est relativement homogène ; nous en avons chaque fois défini les caractéristiques principales. Le lecteur aura alors une information brève, mais suffisante sur les sources à disposition (celles-ci diffèrent considérablement d'une période à une autre et elles déterminent la substance même des chapitres), sur les événements les plus marquants de la vie de Constant, enfin sur des détails touchant à son caractère, à ses déplacements, à sa santé et à ses relations, tout ce qui peint le décor, l'ambiance et le milieu dans lequel il évolue.

Des premières réflexions encore vagues et des premières réactions épidermiques devant les bouleversements révolutionnaires, jusqu'à la synthèse finale, en passant par l'expérience proprement dite de l'action politique, on peut déceler un fil conducteur reliant, malgré quelques écarts, les expressions successives d'une pensée qui chemine dans un sens univoque. Mais cette recherche ne peut se faire qu'en insistant aussi sur les aspects non directement politiques et l'on tirera parfois d'une attitude, d'une phrase dans une lettre, des renseignements utiles pour saisir les bases morales et intellectuelles de sa pensée. Nous proposons donc une relecture du discours constantien, en restant attentif à sa dynamique propre qui le conduit naturellement vers ses prises de positions quasi définitives de 1806.

Chapitre premier

BENJAMIN CONSTANT DEVANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE (1788-1794)

Dans le développement de la pensée de Constant, la Révolution tient naturellement une place considérable. D'une part, c'est elle qui éveille peu à peu en lui une conscience politique qui jusqu'alors était comme assoupie. D'autre part, elle lui permet de définir sa tendance en opposant quatre-vingt-neuf à quatre-vingt-treize, la bonne à la mauvaise révolution. Il est donc essentiel de connaître son attitude devant les événements qui bouleversent la France. Comment ce jeune Suisse de vingt-deux ans, appartenant à la génération qui subit le plus profondément l'expérience révolutionnaire et qui demeurera imprégnée de l'esprit de quatre-vingt-neuf, comment cet homme à l'intelligence et aux talents si développés voit-il la Révolution ? Il n'en est ni un acteur ni un spectateur direct : relégué de 1788 à 1794 dans la petite cour allemande de Brunswick,¹ en qualité de chambellan, il ne voit qu'à distance les changements s'opérer dans la grande nation. A travers les gazettes, à travers ses correspondants et bientôt par les récits des émigrés, lui parvient une image souvent déformée des faits. Ses réactions, son interprétation s'expliquent par son éloignement des lieux de l'action ; n'étant pas aux premières loges, il hésite devant l'événement, qu'il ne comprend pas, qui bouscule ses attentes et parfois déçoit ses espérances. Le recul, cependant, garde un avantage : il lui permet de réfléchir plus à loisir et de comparer ses informations.² Pendant son séjour à Bruns-

¹ Parti de Suisse en février 1788, il quittera Brunswick en août 1794 ; il ne reste pas continuellement dans cette ville, mais fait de fréquents séjours en Suisse et en Hollande : septembre 1788 : une semaine en Hollande ; juillet 1789 : en Suisse ; septembre 1789 à mai 1790 : en Hollande ; septembre à décembre 1791 : en Suisse ; juin 1793 à avril 1794 : en Suisse. — Tous les détails biographiques se trouvent dans la thèse de Gustave Rudler, *La jeunesse de Benjamin Constant, 1767-1794. Le disciple du XVIIIe siècle, utilitarisme et pessimisme*, Mme de Charrière, Paris, A. Colin, 1908, 542 p. (cité désormais : Rudler).

² Constant tire principalement ses renseignements de la presse ; il se plaint souvent que les journaux lui manquent. Ainsi, le 13 août 1790, à son oncle Charrière de Sévery : « Nous avons malheureusement peu de communications avec la France et il ne nous parvient que peu des journaux qui

wick, Constant fait une sorte d'apprentissage, son opinion progressivement se forme ; au gré des tergiversations, il acquiert un bagage qui ne sera pas négligeable quand il entrera sur la scène parisienne en 1795.³

Nous nous proposons, dans ce chapitre, de suivre les réactions successives de Constant devant les événements, d'analyser leur contenu, en tenant compte de son état d'esprit et du milieu dans lequel il vit.⁴ Gustave Rudler, dans sa magistrale thèse sur *La jeunesse de Benjamin Constant*, a déjà traité le sujet dans un chapitre intitulé : Les idées politiques de B. Constant. Il distingue trois périodes correspondant à trois attitudes politiques différentes : la première, qu'il appelle « girondine », où Constant affirme son admiration pour Roland ; une seconde dirigée « contre la Montagne (novembre 1792-décembre 1793) » ; enfin, une dernière, orientée cette fois « vers la Montagne (décembre 1793-septembre 1794) ». Les observations de l'érudit constantien sont toujours valables. L'immense documentation traitée, la précision et la sûreté de sa méthode et de son analyse, sa connaissance de la psychologie du personnage obligent tous les chercheurs qui veulent le suivre à se reconnaître largement tributaires de son travail. Néanmoins, ce découpage en trois temps, qu'il a observé dans l'évolution politique de l'ami de Mme de Charrière, ne doit pas faire illusion ; durant cette période brunswickoise, la pensée de Constant demeure floue, hésitante, entrecoupée de dégoût pour la politique. Certes, la nature des sources

répandent ailleurs tant de lumières et d'émulation. » Cf. ci-dessous p. 41. Le 3 mai 1794, Mme de Charrière lui annonce l'envoi prochain d'une « cargaison de Moniteurs » (BCU, Fds C II 34/1, N° 47), que Constant n'a toujours pas reçus le 23 mai (Lettre à Mme de Charrière, NeV, Ms 1313/55), mais le 26, il trouve des *Moniteurs* dans une Société de lecture à Brunswick (Rudler, p. 456). Cf. également la lettre du 4 mai, reproduite ci-dessous, p. 70.

³ Le témoignage de Mme de Charrière corrobore cette impression : elle lui écrit le 8 avril 1794, peu après son départ pour l'Allemagne : « Ces derniers jours et surtout ce soir-là, [2 avril, probablement] je fus frappée de votre sens droit, vrai, impartial, ne négligeant aucune lumière qui se puisse acquérir sur ces mêmes objets sur lesquels il semble que vous ayez l'habitude de juger d'après un peu de passion, de prévention. Je vous ai accusé quelquefois de ne pas revoir pour les corriger des impressions anciennes ; et point du tout, il se trouve que vous réexaminez et réappéciez les hommes et les choses avec une patience étonnante. [...] J'ai trouvé votre morale aussi sévère que votre raison est éclairée. » Philippe Godet, *Madame de Charrière et ses amis, 1740-1805, Genève*, A. Jullien, 1906, t. II, pp. 111-112 (cité désormais : Godet). La lettre est reproduite aussi dans Rudler, p. 444.

⁴ Il réagit différemment selon qu'il séjourne à Brunswick ou en Suisse : « L'hostile et étroit milieu brunswickois ne le confirme plus dans ses opinions [démocratiques] ; au milieu de la douceur lausannoise, il paraît osciller d'un parti à l'autre. » Rudler, p. 479.

disponibles explique en partie le caractère discontinu des idées de Constant ; nous possédons avant tout sa correspondance (à Mme de Charrière et à Mme de Nassau, principalement), qu'il émaille de ses observations sur la guerre, la diplomatie ou sur telle ou telle décision du gouvernement français.⁵ Il n'est pas toujours facile de faire la jonction entre les éléments épars qu'il fournit dans ses lettres. De plus, certaines d'entre elles sont perdues et dans d'autres, il observe un silence embarrassant pour l'historien.⁶ Aussi, chaque fois que cela sera possible, nous compléterons le dossier de Gustave Rudler ; les lettres de Mme de Charrière à Constant, par exemple, qu'il ne connaissait que par l'ouvrage de Philippe Godet, apportent un éclairage nouveau, non seulement sur leur relation sentimentale, mais encore sur leur tendance politique respective.⁷ En dehors de la correspondance, il n'existe pas beaucoup d'autres sources utilisables. Quelques documents, signalés dans ses lettres, ont disparu ; sa critique de l'ouvrage de Burke, par exemple, n'a jamais été retrouvée, pas plus que son ébauche de la vie de Mauvillon, qui seraient l'une et l'autre d'un précieux secours pour la compréhension de ses idées. Toutefois, ce qui reste est encore suffisamment éloquent pour risquer une interprétation qui ne soit pas trop hasardeuse. C'est pourquoi nous laisserons, le plus souvent possible, les documents parler d'eux-mêmes.

Un détail encore, qu'il faut signaler, car il est important : La santé physique et morale de Constant est très mauvaise.⁸ Ses lettres

⁵ Dans presque toutes ses lettres, les allusions à la politique viennent à la fin, après l'exposé de ses affaires, de sa santé ou de son état d'esprit. De même, Mme de Charrière écrit, dans une gradation symptomatique : « Le tricette, l'impériale [jeux de société] les nouvelles de France absorbent tout. » Lettre du 30 août 1790 à Constant (BCU, Fds C II 34/1, N° 6 ; Godet, t. I, p. 446, avec une erreur de lecture).

⁶ Les lettres de 1789 sont exemptes d'allusions à la politique française.

⁷ Un article essentiel sur les relations de Belle et de Benjamin fait état des lettres de Mme de Charrière à Constant, accessibles depuis 1974 seulement : Roland Mortier, Isabelle de Charrière, mentor de Benjamin Constant, in : Actualité d'Isabelle de Charrière (Château de Zuylen, 12-14 septembre 1974), *Werkgroep 18e Eeuw, Documentatieblad*, Nr 27, 28, 29, juin 1975, pp. 101-137.

⁸ Voir par exemple les lettres du 27 avril 1788, 9 juin 1788, 8 septembre 1788, début octobre 1793, 26 mars 1794. Gustave Rudler, *Bibliographie critique des œuvres de Benjamin Constant*, Paris, A. Colin, 1908, pp. 39 à 85, classe chronologiquement toute la correspondance de Benjamin et donne la référence pour chaque lettre. Le 29 mars 1794, Constant écrit à sa tante de Nassau : « J'ai été obligé de prendre médecine et cette médecine m'a un peu bouleversé. Du reste, je crois vraiment que je commence à soupçonner que ma santé est un peu meilleure ; je vois avec plaisir que je m'en occupe beaucoup, que j'aime à en parler et à en écrire. La vocation de malade imaginaire

fourmillent de plaintes continuelles à ce propos, tout l'ennuie, tout le dégoûte : la vie monotone et la mesquinerie de la cour le dépriment plus qu'elles ne l'amuse ; son mariage (contracté le 8 mai 1789) devient très vite un échec et un poids ; les tracas consécutifs au procès de son père le rongent. A Mme de Charrière, il écrit le 17 septembre 1792 de Brunswick :

Quant à ma vie ici, elle est insupportable et le devient tous les jours plus. Je perds dix heures de la journée à la cour où l'on me déteste, parce qu'on me sait démocrate, parce que j'ai relevé le ridicule de tout le monde, ce qui les a convaincus que j'étais *un homme sans principes*. Sans doute tout cela est de ma faute : blasé sur tout, ennuyé de tout, amer, égoïste, avec une sorte de sensibilité qui ne sert qu'à me tourmenter, mobile au point d'en passer pour sot, sujet à des accès de mélancolie qui interrompent tous mes plans et me font agir, pendant qu'ils durent, comme si j'avais renoncé à tout, persécuté en outre par les circonstances extérieures : par mon père à la fois tendre et inquiet, livré à Marianne et m'écrivant de superbes lettres ; par une femme amoureuse d'un jeune étourdi, platoniquement dit-elle, et prétendant avoir de l'amitié pour moi, persécuté par toutes les entraves que tous les malheurs et les arrangements de mon père ont mis dans mes affaires, comment voulez-vous que je réussisse, que je plaise, que je vive ?⁹

Ce passage reflète parfaitement bien l'état d'esprit et les soucis continuels de Benjamin Constant, pendant la plus grande partie de son séjour en Allemagne. Période sombre, que viennent rarement réjouir quelques moments heureux, mais fugaces. Gustave Rudler parle alors de « pessimisme aigu » ; Constant n'en sortira que lors de la rencontre avec Mme de Staël et dès ses débuts dans la politique du Directoire, sans en être pourtant totalement délivré. A cette mélancolie s'ajoute encore un scepticisme profond, qui donne à ses réflexions, à ses sentiments et à sa vision du monde cette teinte grise et terne, dont Sainte-Beuve s'est plu à exagérer la nuance.¹⁰

est aussi attachante ou même plus qu'aucune autre et elle offre des dédommagements continuels. Chaque pilule est un espoir, chaque médecine une puissance, chaque drogue une émotion. Qu'importe où nous puisons nos intérêts ? » *Journal intime de Benjamin Constant et Lettres à sa famille et à ses amis*, précédés d'une introduction par D[ora] Méléhari, Paris, P. Ollendorff, 1895, p. 203 (cité désormais : Méléhari).

⁹ *Ibid.*, pp. 393-394. L'original est perdu. Gustave Rudler cite le passage depuis « Sans doute tout cela... » et corrige « sot » par « fol » (Rudler, p. 393), conjecture purement gratuite.

¹⁰ Le 4 juin 1790, il écrit à Mme de Charrière : « Je sens plus que jamais le néant de tout, combien tout promet et rien ne tient, combien nos forces sont au-dessus de notre destination et combien cette disproportion doit nous rendre malheureux. » Rudler, p. 376. Ce dernier se refuse pourtant à

Voilà quels sont les éléments dominants de la vie et du caractère de Benjamin Constant pendant ces premières années de la Révolution. Nous pouvons dès maintenant suivre les étapes de l'éveil de sa conscience politique.

I. — *De l'indifférence aux sentiments démocrates, 1788-1790*

Avant la Révolution française, Constant ne semble pas avoir marqué un intérêt très vif pour les affaires de l'Etat et la science du gouvernement ni même témoigné une opinion quelconque à ce propos. Ce jeune esprit cosmopolite ne se sentait rattaché à rien, à aucune terre, à aucune patrie.¹¹ Cette particularité explique en partie l'indifférence initiale pour l'organisation des sociétés. Baignant dans la philosophie des Lumières, il est attiré de préférence vers la métaphysique et surtout la religion, étude qu'il poursuivra sa vie durant.¹²

Toutefois, lors de son passage à Edimbourg (de 1783 à 1785), alors qu'il était membre de la *Speculative Society*, il fit ses premières

employer le mot scepticisme pour désigner la forme de pensée de Constant. Il lui préfère le terme de pessimisme. Voir sa démonstration, *ibid.*, pp. 285-286. Sur Sainte-Beuve et Constant, voir Gustave Rudler, Un portrait littéraire de Sainte-Beuve, *Revue d'histoire littéraire de la France*, t. XII, 1905, pp. 177-202, et Pierre Deguise, *Benjamin Constant méconnu. Le livre « De la Religion »*, Genève, Droz, 1966, IX-307 p., enfin Mario Matucci, Sainte-Beuve critique di Constant, *Saggi e ricerche di letteratura francese*, t. XII, 1973, pp. 353-378.

¹¹ Un de ses biographes a peint avec justesse cette situation particulière au jeune Benjamin : « Ensuite, la vie errante reprend son cours. Il ne s'installe jamais : il campe, et ses séjours mêmes à la campagne familiale ressemblent à des haltes dans une auberge. Son unique domicile, c'est une diligence et les seuls meubles qui lui soient familiers, ce sont ses coffres où dorment côte à côte Tacite et Crébillon, enfouis dans du linge sale. Comme tous les nomades il s'organise et travaille sans effort, indifférent aux pavés cahotants et aux bruits des relais, aux paysages qui défilent devant ses yeux de myope et aux intempéries qui ne l'arrachent pas à sa méditation. » Arnold de Kerchove, *Benjamin Constant ou le libertin sentimental*, Paris, A. Michel, 1950, p. 24. Cette esquisse n'est point trop caricaturale : Constant cherchera longtemps un havre où s'arrêter. Rare observation juste dans ce livre d'ailleurs mauvais.

¹² En 1785, selon le *Cahier rouge*, il commença son Histoire du polythéisme, qui ne devait voir le jour qu'en 1824 seulement et après de nombreux avatars. En mars 1788 (d'après les lettres à Mme de Charrière des 9 et 20, Rudler, pp. 305 et 316), il prépare une réfutation de *De l'importance de la morale et des opinions religieuses* de Necker. — Sur tout ce qui touche l'histoire des religions par Constant, voir Pierre Deguise, *op. cit.*, et Patrice Thompson, *La religion de Benjamin Constant. Les pouvoirs de l'image*, Pisa, Pacini, 1978.

armes d'orateur en intervenant à plusieurs reprises dans des discussions aussi variées que la tolérance universelle, les Croisades, le duel ou la manière de traiter les femmes ! Les procès-verbaux de ces réunions, publiés par Gustave Rudler,¹³ attestent que le 6 janvier 1794, il prit part au débat sur la question : « L'exécution de Charles Ier était-elle justifiable ? » La semaine suivante, il fut parmi les interlocuteurs qui s'intéressaient au problème : « La défense d'un Etat libre doit-elle être confiée à une milice ou à une armée permanente ? » L'histoire et les sciences sociales occupaient une place de choix à l'ordre du jour. Mais il s'agit avant tout d'exercices, de joutes verbales, grâce auxquelles on affine assurément son talent pour les débats publics et les controverses, où par contre la conviction profonde n'est pas requise.¹⁴ Quant à l'influence de l'Ecole écossaise sur l'étudiant de seize à dix-huit ans qu'il était, il est impossible de la mesurer. Gustave Rudler déclare prudemment à ce sujet : « Le libéralisme profond, instinctif et doctrinal de l'Ecole écossaise [...] devait s'accorder avec son individualisme. Cela est du moins infiniment probable. Il ne semble pas douteux non plus que le libéralisme politique de l'Ecosse ait agi sur son libéralisme encore latent ou déjà né. »¹⁵

Lorsqu'en décembre 1787, il séjourne à Colombier et à Neuchâtel, Mme de Charrière est en train de rédiger ses *Observations et conjectures politiques*. Aussi curieux que cela puisse paraître, cet ouvrage, qu'il a vu naître et dont il connaissait la moindre ligne, puisqu'elle se soumettait de bonne grâce à sa critique, ne pique pas son intérêt pour la politique. Il se borne à corriger de façon spirituelle l'orthographe et la grammaire de son amie, mais aucune réflexion sur le fond, sur le sujet ne s'échappe de sa plume. Lui-même « fait des feuilles » en vue d'un arrangement avec un libraire. Nous ignorons quel thème il développe au milieu de ses lectures de Restif et des soins du docteur Leschaux. Il est peu vraisemblable qu'il se fit l'émule de Mme de Charrière ; comment expliquer sinon qu'il ait pu résister au plaisir de l'attaquer sur son terrain, de la contredire, de faire valoir son opinion ? Au lieu de ces controverses,

¹³ Rudler, pp. 166-169.

¹⁴ En 1787, lors de son escapade en Angleterre, il rencontra Lady Charlotte Wentworth « que je contemplai, dit-il, avec une vénération toute particulière, parce qu'elle était la sœur du marquis de Rockingham, et que la politique écossaise m'avait inspiré un grand enthousiasme pour l'administration des Whigs dont il avait été le chef. » *Le Cahier rouge*, in : Benjamin Constant, *Œuvres*, texte présenté et annoté par Alfred Roulin, Paris, Gallimard, 1957, p. 158 (Bibliothèque de la Pléiade). C'est le seul indice que nous ayons trouvé d'une prise de position nette en faveur d'un parti.

¹⁵ Rudler, p. 172.

ses lettres, encore une fois, ne nous livrent que la vétilleuse objectivité du correcteur d'épreuves. Constant bien plus probablement avançait son *Histoire du polythéisme*,¹⁶ comme il le faisait déjà à Colombier :

Benjamin Constant survint. Il me regardait écrire, prenait intérêt à mes feuilles, corrigeait quelquefois la ponctuation, et se moquait de quelques vers alexandrins qui se glissaient parfois dans ma prose. Nous nous amusions fort. De l'autre côté de la même table, il écrivait sur des cartes de tarot, qu'il se proposait d'enfiler ensemble, un ouvrage sur l'esprit et l'influence de la religion, de toutes les religions connues. Il ne m'en lisait rien, ne voulant pas comme moi s'exposer à la critique et à la raillerie.¹⁷

Mais, pour que se manifeste enfin un sentiment, une opinion à caractère politique et des considérations qui ne soient pas purement intellectuelles ou livresques, il faut attendre l'année 1788.¹⁸ C'est alors que les démêlés de son père avec ses officiers et Leurs Excellences de Berne entrent dans leur phase la plus critique. Cette affaire rebondit sur la famille Constant et en particulier sur Benjamin, qui verra son existence perturbée par tous ces litiges.¹⁹ La haine vis-à-vis du patriciat bernois était certes bien enracinée parmi les Constant, comme chez tous les petits hobereaux vaudois exclus des charges publiques. Cependant, tout porte à croire que le jeune Benjamin se serait encore accommodé du régime bernois, s'il n'y avait pas eu l'affaire du régiment de son père pour transformer des ressentiments de famille en hargne personnelle. Dans une lettre à son oncle Samuel on voit pour la première fois la politique faire irruption dans son existence :

Mais il [le duc de Brunswick] n'est point étonné qu'un homme du Pays de Vaud soit exposé à tant de persécutions, et tous ceux qui connaissent la forme de notre gouvernement, et qui ont vu des exemples de la justice des Aristocrates envers

¹⁶ Dans une lettre à Mme de Charrière, datée du 5 avril 1788, il est question de *Lettres sur l'histoire* dédiées à celle-ci. Gustave Rudler se demande si ce ne sont pas là les « feuilles » écrites à Neuchâtel. Gustave Rudler, *Bibliographie...*, op. cit., p. 48, N° 44 et p. 51, N° 63.

¹⁷ Godet, t. I, p. 390. Lettre de Mme de Charrière non datée (mais de 1798 probablement) à un correspondant inconnu.

¹⁸ Durant son séjour à Paris, de décembre 1786 à juin 1787, où il fréquentait le salon des Suard, l'actualité n'attira nullement son attention, tout occupé qu'il était par le jeu et ses rocambolesques aventures sentimentales avec Jenny Pourrat. La réunion de l'Assemblée des notables (22 février 1787), le renvoi de Calonne (8 avril), le renvoi de l'Assemblée des notables (25 mai) n'étaient pourtant pas des faits divers !

¹⁹ Rudler, pp. 330-354, donne tous les détails sur cette affaire.

leurs sujets, doivent trouver la conduite des ennemis de mon père très conséquente et très simple. J'ai remarqué dans les lettres de mon père le découragement dont vous me parlez, j'en suis très fâché en ne la considérant que sous quelques points de vue. Mais je n'en suis pas aussi fâché quand je pense que c'est peut-être le seul moyen qu'il ait d'être en repos, de ne pas être tourmenté, vexé, calomnié, foulé aux pieds par nos hauts et puissants seigneurs et méconnu, peut-être blâmé par nos serviles compatriotes.

Ne croyez pas, mon cher oncle, que ce que je dis soit par dégoût pour notre pays. Il a bien des avantages, je les sens vivement et j'espère bien en profiter tôt ou tard ; mais ils ne sont pas suffisants pour me dérober les inconvénients auxquels nous sommes sujets et les désagréments inhérents à notre situation. Sûrement que l'aisance, la douceur, la bonté qui font le charme de la société dans laquelle vous vivez, sont bien capables de faire oublier toutes les parties pénibles de notre existence, et si on devait passer sa vie toujours à Lausanne au milieu de ses amis, de ses parents, de tant de gens instruits, de tant de femmes aimables, si on pouvait ne s'occuper qu'à jouir des agréments journaliers que l'on y trouve, il n'y aurait pas de paradis égal à la Suisse.

Mais dès qu'on a le malheur d'avoir embrassé quelque vocation qui nécessite à une espèce de concurrence avec nos maîtres, on est, comme ne le prouve que trop l'exemple de mon père depuis plusieurs années, exposé à toutes sortes de persécutions et de manœuvres basses et atroces ; aussi je ne crois point que quelque fermeté que puisse opposer mon père à la rage de ses ennemis, il parvienne jamais à la possession tranquille du régiment. Je craindrais au contraire qu'en prolongeant sa résistance il ne prolongeât ses inquiétudes, et que chaque victoire, s'il en remportait même encore, ne fût une source de chagrins. Je ne pourrais donc voir avec autant de peine sa renonciation au régiment que je verrais la continuation de ses ennuis. Son repos m'est beaucoup plus précieux que sa fortune et la mienne : et s'il est obligé de quitter, j'aurai de l'indignation et de l'horreur pour les misérables qui l'auront persécuté et opprimé, mais je n'aurai pas autant de regrets à ce qu'il perdra que de plaisir à le voir enfin tranquille. Grâce au ciel, quelque tournure que prennent ses affaires actuelles, son honneur est en sûreté. Il ne dépend pas d'une aristocratie quelle qu'elle soit de déshonorer ceux qu'elle dépouille.²⁰

Dans une certaine mesure, il est permis de douter de la sincérité de Benjamin, quand il brosse un tableau si idéaliste de la société lausannoise, où il ferait bon vivre si les Bernois n'étaient pas de mauvais maîtres. Son oncle Samuel n'est d'ailleurs pas dupe de ses

²⁰ Lettre du 14 mars 1788. *Lettres de Benjamin Constant à sa famille 1775-1830*, précédées d'une introduction par Jean-H. Menos, Paris, Savine, 1888, pp. 103-104 (cité désormais : Menos). Le texte est revu et corrigé par Gustave Rudler, *Bibliographie...*, op. cit., p. 50.

sentiments ; il déclare à ses filles : « [Benjamin] déteste les Bernois, le pays de Vaud, les campagnes [propriétés de famille], il n'y remettra jamais les pieds que pour tout vendre. »²¹ Avec ou sans les Bernois, il est de toute façon peu probable que Constant ait songé sérieusement à une vie paisible dans sa ville natale, où l'attendait une famille peu faite pour le comprendre.

Quoi qu'il en soit et même en tenant compte du ton qu'il emploie toujours avec ses oncles et tantes, la lettre citée annonce une évolution réelle dans son attitude : on le sent profondément touché dans son honneur, sa piété filiale (et bientôt dans sa fortune)²² ; l'injustice dont est victime son père et qui l'atteint personnellement est ressentie non seulement comme telle, mais surtout comme venant d'un pouvoir jugé oppresseur et par conséquent illégitime : « Il ne dépend pas, dit-il dans une véritable péroraison, il ne dépend pas d'une aristocratie quelle qu'elle soit de déshonorer ceux qu'elle dépouille. » Ainsi, c'est par une de ces formules lapidaires, par une maxime que Constant quitte le cas particulier pour s'élever au niveau du principe, en exprimant pour la première fois une opinion politique : sa haine de l'aristocratie.

Evidemment, il ne s'agit nullement de théorie : les sentiments l'emportent encore sur la doctrine. Mais cette première prise de position ne fait que se durcir, dès que les procès de son père réclament son intervention ; à partir du mois d'août 1788 et dans les années qui suivent, il multiplie les démarches, les enquêtes, les mémoires justificatifs et les pétitions pour que justice leur soit rendue. A vingt-et-un an, il ne ménage ni sa santé ni son temps ni ses affaires privées, pour tenter de sauver l'honneur et le patrimoine familial. Nul doute que toute cette activité fiévreuse n'ait fait que confirmer son amertume et sa colère envers le patriciat bernois.

C'est dans une telle disposition que le surprend la Révolution française. Comment réagit-il devant cet événement ? En fait on n'en sait rien.²³ Aussi paradoxal que cela puisse paraître, pendant toute l'année 1789 et une partie de 1790, il ne se fait nulle part

²¹ Lettre du 14 octobre 1788. Rudler, p. 344. Constant explique à Mme de Charrière, dans une lettre du 11 mars 1788, le caractère particulier de sa correspondance avec son oncle Samuel, *ibid.*, pp. 307-308.

²² C'est en août 1788 seulement, que la fuite bizarre de son père, après la perte de tous ses procès, complique sérieusement leur affaire et risque de compromettre leur fortune.

²³ Gustave Rudler admet : « Il était d'avance acquis à la Révolution ; on peut dire que tout son caractère, comme toute son éducation, devait le ranger au parti de la liberté. » Rudler, p. 473. Nous avons pour notre part quelques réticences devant des arguments tels que le caractère ou l'éducation pour expliquer l'adhésion de Constant aux principes de 1789. Plutôt qu'une véritable explication, il s'agit là d'une tautologie.

l'écho des discussions passionnées, qui doivent forcément suivre la lecture des gazettes.²⁴ Sa correspondance ou mieux ce qu'il en reste²⁵ est muette à ce propos. Le 6 octobre 1789, il est vrai, Constant écrit à son oncle Samuel, depuis La Haye : « Les nouvelles de France, dit-on, sont bonnes. Dieu le veuille. »²⁶ Gustave Rudler interprète mal, à notre avis, le sens de cette phrase, en disant dans sa thèse : « Le premier mot de politique qui se rencontre dans ses lettres est un mot de sympathie pour la Révolution. »²⁷ Il semblerait plutôt que Constant fasse allusion non pas à la politique, mais à des fonds placés en banque. En effet, dans la même lettre à son oncle, juste avant cette remarque sur les « nouvelles de France », il écrit : « Vous êtes à présent aussi instruit que moi de la situation de nos affaires. » De plus, le 8 septembre 1788, il s'était plaint à Mme de Charrière que les 50.000 francs placés à Paris seraient bientôt perdus à la suite d'une banqueroute.²⁸ Depuis lors, il devait surveiller attentivement toute opération qui pouvait entraîner la ruine de son père. On voit mal d'ailleurs à quel événement politique la phrase de Benjamin pourrait se rapporter. En tout cas pas aux « journées d'octobre » qu'il ne peut pas encore connaître le 6 de ce mois et dont il ne parlerait pas sur ce ton. Comment interpréter alors ce curieux silence ? L'indifférence ? C'est difficilement concevable ; toutefois, les préoccupations consécutives aux affaires de son père,²⁹ qui l'obligent à rester en Hollande de septembre 1789 jusqu'en mai 1790, son mariage, sa santé déficiente détournent peut-être son attention vers des contingences plus immédiates. L'hypothèse est plausible mais n'emporte pas la conviction ; dans l'état actuel de la documentation, il serait malgré tout téméraire de se

²⁴ Rosalie de Constant note en effet dans son *Cahier vert* en juillet 1789 : « La Révolution de France occupe tous les esprits, excite tous les sentiments, toutes les craintes, toutes les espérances et divise la société. » Cité d'après Lucie Achard, *Rosalie de Constant, sa famille et ses amis, 1758-1834*, Genève, Ch. Eggimann, s.d., t. II, p. 73.

²⁵ Il reste, pour 1789, 13 lettres de Benjamin (non comprises les lettres d'affaires), dont 8 à son oncle Samuel, 3 à Mme de Charrière, 1 à sa cousine Rosalie et 1 à sa tante de Nassau. 6 lettres signalées dans les précédentes ont été perdues. Depuis avril jusqu'au mois de juillet, il n'y en a pas de conservée. En juillet, il est à Lausanne, pour présenter sa femme à sa famille ; il est donc normal qu'il n'écrive pas à sa cousine ni à sa tante. L'absence la plus curieuse de commentaires se remarque surtout dans les trois lettres à Mme de Charrière du 4 et 26 août et du 14 septembre.

²⁶ Gustave Rudler, *Bibliographie...*, op. cit., p. 63.

²⁷ Rudler, p. 474.

²⁸ *Ibid.*, p. 339.

²⁹ La contradiction n'est qu'apparente : les déboires de son père peuvent tout à la fois susciter une opinion politique, ainsi que nous l'avons fait remarquer, et en même temps le détourner de l'actualité française.

hasarder plus avant. Il y a là tout de même un mystère embarrassant : on comprend mal pourquoi ni la convocation ni la réunion des Etats généraux, ni le 14 juillet, ni la nuit du 4 août, ni même les « journées d'octobre » n'accrochent son intérêt, alors que la révolte des patriotes brabançons a droit à une courte note dans une lettre à son oncle Samuel ; elle se trouve dans un post-scriptum qu'il faut citer intégralement pour apprécier le coq-à-l'âne :

Ma femme allait achever sa lettre lorsqu'une visite est venue l'interrompre et la forcer à remettre ce plaisir à mardi prochain. Les Brabançons font merveilles. La révolte est déclarée, ils ont pris Lille [Lillo], Hoogstrâten et Sandhuyk et ont envoyé des ambassadeurs à Berlin, ici [La Haye] et à Londres. Je crois qu'il serait bon de répandre quelques copies de cette requête.³⁰

Le ton prouve que les victoires des insurgés belges lui font plaisir ; mais la place occupée par la politique est encore petite, reléguée à l'extrême fin d'une lettre et calée entre deux annonces anodines. Sans compter qu'il s'agit de Bruxelles et non pas de Paris ! Nous reviendrons plus en détail sur l'intérêt que manifeste Constant pour l'indépendance des Pays-Bas autrichiens.

Trop peu de documents datés de 1790 nous sont parvenus, pour que nous puissions ne pas citer cette lettre peu connue à son oncle Charrière de Sévery, où la politique occupe cette fois une grande place :

Je vous rends mille grâces des nouvelles que vous me mandez, nous avons malheureusement peu de communications avec la France et il ne nous parvient que peu des journaux qui répandent ailleurs tant de lumières et d'émulation. Je souhaite que cette émulation soit fructueuse. J'excepte de mon souhait ma nouvelle Patrie gouvernée par un grand homme aussi équitablement que si ce grand homme n'était que juste ; mais à cette exception près, je n'en fais point. Je suis fâché des excès où se porte le peuple après avoir secoué le joug : mais je le serais plus si le joug n'était pas secoué. J'ignore si l'égalité universelle est une chimère, mais je sais que l'inégalité aristocratique est la plus affreuse des réalités. Quand le pays, qui gémit sous cet horrible gouvernement, est beau, comme était la France, quand le

³⁰ Lettre du 29 octobre 1788. Gustave Rudler, *Bibliographie...*, op. cit., p. 65. Le 27 octobre, les troupes de Van der Mersch, commandant l'armée des patriotes belges, s'emparent de Turnhout seulement. La nouvelle de cette victoire, vite amplifiée par la presse hollandaise, fit croire que le succès était beaucoup plus considérable. L'attaque contre Lillo fut repoussée. Voir Suzanne Tassier, *Les démocrates belges de 1789. Etude sur le Vorckisme et la Révolution brabançonne*, Bruxelles, M. Lamertin, 1930, pp. 173-174. — La requête dont il est question dans cette lettre concerne les affaires de son père.

climat en est doux, le ciel pur, le site superbe, les habitants instruits et aimables, le contraste entre la tyrannie et la nature n'en est que plus révoltant. C'est alors vraiment le Paradis et les anges soumis aux Démons, et lorsqu'on a le malheur d'y être né, c'est toujours de la France que je parle, telle qu'elle était, il vaut mieux abandonner ce paradis défiguré et se réfugier où que ce puisse être, que de trembler et ramper sous une foule de despotes subalternes, d'autant plus insolens par le fait que, par le droit, ils ont moins d'autorité. Je ne pense ici qu'à la tyrannie ministérielle qui vient d'être détruite en France.

Vous, mon très cher oncle, et moi, nous sommes également à l'abri de ce fléau. Nous vivons l'un et l'autre sous les deux plus doux gouvernements. Celui de Berne est connu pour sa douceur, sa sagesse, et surtout pour sa popularité. Quant à nos nouvelles, vous saurez déjà que la paix est faite, que les Brabançons, après avoir employé dix mois de liberté à s'opprimer, à rétablir des couvents et à faire aller le peu de soldats qu'ils avaient à confesse, vont rentrer sous le joug autrichien, et que l'Allemagne est hors d'inquiétude.³¹

Que tirer d'une telle lettre ? tout y est arrangé et savamment calculé pour ne pas froisser les opinions de son oncle, selon ce style particulier de Constant, qui tente toujours de se mettre à la place de son correspondant, de se montrer sous un jour favorable (au risque souvent de passer pour hypocrite). Il faut évidemment en retrancher les révérences calculées aux gouvernements brunswickois et bernois,³² pour ne conserver que deux éléments intéressants. Premièrement, la précieuse indication sur le manque d'informations ; cela permettrait de comprendre pourquoi les événements français sont jusqu'alors absents de sa correspondance.³³ Deuxièmement, le passage un peu alambiqué sur les « excès du peuple ». L'oncle de

³¹ Lettre datée de Brunswick le 13 août 1790, citée par William et Clara de Charrière de Sévery, *La vie de société dans le Pays de Vaud au XVIIIe siècle*, Lausanne, G. Bridel, Paris, Fischbacher, 1911, t. I, p. 158. L'original se trouve aux Archives cantonales vaudoises, dans le fonds Charrière en cours de classement.

³² Le ton patelin de cette lettre ne s'explique pas seulement par la personnalité du destinataire, assez chatouilleux sur la question du patriotisme. Constant a-t-il le secret espoir que la censure ouvre cette lettre et qu'ainsi ses « bons sentiments » soient connus tant à Berne qu'à Brunswick ? Il doit en tout cas se ménager les bonnes grâces du duc, dont l'intervention auprès du Stadthouder de Hollande pouvait être d'un précieux secours dans les procès de son père. Rudler, pp. 343-344 et les lettres de Benjamin à son oncle Samuel, Menos, pp. 102-120. Il explique à Mme de Charrière par quel stratagème leur correspondance échappe à la censure (Gustave Rudler, *Bibliographie...*, op. cit., pp. 49-50) ; il peut donc s'arranger facilement pour qu'on intercepte son courrier.

³³ Cet argument serait pleinement valable, si Constant était resté continuellement à Brunswick ; mais il passa neuf mois à La Haye, où de nombreux journaux devaient lui parvenir.

Charrière devait lui avoir présenté un récit outré de la situation et Constant est bien embarrassé pour lui répondre sans dévoiler tout le fond de sa pensée. Pourtant, les contours de ses idées se précisent déjà : il ne démord pas de son amertume anti-aristocratique (« je sais que l'inégalité aristocratique est la plus affreuse des réalités ») : il accepte donc volontiers qu'on « secoue le joug », mais condamne les « excès du peuple ». Rien de très original, il faut le dire, dans cette marche en trois temps, dont il respectera la cadence, à quelques variantes près, durant toute sa vie. Il se montre déjà le partisan du juste milieu, le modéré, qui estime que la révolution est faite, maintenant que les anciens privilèges sont abolis. Craint-il la révolution populaire après la révolution bourgeoise ? Peut-être, mais il faut quand même relever ce doute, en 1790, qui s'estompera dès la Terreur : « J'ignore si l'égalité universelle est une chimère. »

Enfin, les révolutionnaires brabançons, mentionnés pour la deuxième fois, intéressent visiblement Constant. Il est nécessaire de s'y arrêter quelques instants.

Le 17 septembre 1790, il écrit à son amie de Colombier :

Je crois que je me livrerai à la botanique ou à quelque science de fait. La morale et la politique sont trop vagues, et les hommes trop plats et inconséquents. Tout en prenant cette résolution, je suis à faire un ouvrage politique qui doit être achevé en un mois pour de l'argent. Je me suis mis en tête qu'avec les restes de mon esprit je pourrais payer mes dettes, et j'ai fait avec un libraire l'accord de lui faire un petit ouvrage d'environ cent pages (anonyme comme vous sentez bien) sur la révolution du Brabant. Il m'en donnera cinquante louis. J'aime autant cela que de ne rien faire. L'ouvrage sera mauvais, mais se vendra à cause du titre. Le libraire n'y perdra pas. Le public, que m'importe.³⁴

La désinvolture avec laquelle il entreprend ce travail augure mal du résultat. L'ouvrage restera en plan. L'intervention autrichienne dans les Pays-Bas, en décembre 1790, rend caduques ses observations et le dissuade de poursuivre un écrit qui ne se justifiait plus à ses yeux : « Mes Brabançons se sont en allés en fumée comme leurs modèles et les 50 louis avec eux. Le moment de l'intérêt et de la curiosité a passé trop vite », confie-t-il à Mme de Charrière le 10 décembre.³⁵ Le manuscrit original n'a pas été retrouvé ; mais Constant fit insérer son ébauche dans la copie de ses œuvres en 1810, sous le titre : *De la Révolution du Brabant en 1790*.³⁶ Telles qu'elles

³⁴ Rudler, p. 379.

³⁵ *Ibid.*, p. 474.

³⁶ Paris, B.N. Nouv. acq. fr. 14362, f^{os} 128-139. Gustave Rudler qui connaissait les sept volumes des « Œuvres manuscrites de 1810 », conservés

nous sont parvenues, ces pages se présentent sous la forme d'une dissertation sur les forces en présence dans les provinces belges, après le départ des Autrichiens. Contrairement à ce que le titre pourrait faire croire, Constant ne fait pas l'histoire de la révolution brabançonne d'octobre 1789 à décembre 1790, mais il évalue les chances qu'a chaque tendance de l'emporter sur les autres. Il commence donc par énumérer les différents partis rivaux et leurs chefs respectifs ; il expose ensuite leur programme général, qu'il développe dans d'éloquents prosopopées, où les quatre principaux groupements prennent tour à tour la parole ; il termine enfin par des considérations sur les plans de chacune de ces formations politiques. C'est dans cette dernière partie que l'auteur présente son opinion personnelle et ses propres conjectures sur la suite des événements. Aux « espérances vagues » et aux « idées mal digérées » du parti « aristothéocratique » des Etats, il oppose le plan « beau, vaste et juste » des démocrates :

Les démocrates, au moins ceux de bonne foi, ont un plan qui seul de tous ceux qu'on a formés en Belgique, mérite d'inspirer quelque intérêt. Ils voudraient que la nation assemblée sans toutes les odieuses distinctions qui existent, et sans que la plus nombreuse, comme la plus utile des classes fût exclue de cette convocation sous le prétexte usé d'anciens et onéreux privilèges, prononçât sur la forme du gouvernement qu'elle désire, et que la Belgique offrît le grand exemple d'un peuple, maître non seulement du choix de ses délégués, mais de la manière dont ce choix doit s'opérer ; exemple encore purement idéal, puisque de tout temps et dans tout pays, les champions du peuple, comme ses oppresseurs, agissent en son nom sans le consulter.³⁷

La note pessimiste (ou réaliste) qui termine cette citation marque la nuance qui sépare Constant des démocrates. On sent qu'il veut garder une distance critique, qu'il refuse de s'engager et d'être dupe de l'esprit de parti ; il veut rester l'observateur qui se réserve le droit de découvrir, derrière le vague des mots et des slogans, une réalité décevante. Cette prudence, qui émerge à peine dans ce pre-

autrefois dans les archives Monamy-Valin, crut l'ouvrage perdu. Cela est d'autant plus curieux, qu'il commente longuement dans sa *Bibliographie* (*op. cit.*, pp. 43-44) une étude sur la discipline militaire des Romains qui se trouve aux f^{os} 140-148 du même volume. A lire *De la Révolution du Brabant en 1790* dans le manuscrit de 1810, il ne fait pas doute que la rédaction est contemporaine des événements : Constant n'a pas repris et arrangé son texte de 1790, mais il en a fait copier le passage qu'il jugeait le plus digne d'être conservé. Il est en effet vraisemblable que l'original a dû être plus considérable : entre septembre et décembre 1790, l'auteur a eu le temps d'écrire plus de 23 pages !

³⁷ *De la Révolution du Brabant en 1790*, f^o 135.

mier écrit politique conservé, se retrouvera fréquemment dans son œuvre.

Disons, pour conclure sur ce petit ouvrage, que Constant a bien vu les différences qui séparent chaque faction ; son analyse, quoique confuse, rend compte des nuances de chaque tendance. Il démêle avec habileté l'écheveau compliqué des relations diplomatiques et comprend fort bien l'intérêt des puissances à l'égard des insurgés belges. Ce qui lui échappe en revanche, c'est la force réelle des camps en présence. Prenant peut-être ses désirs pour des réalités, il minimise la puissance des Etats et grossit exagérément celle des démocrates. Il ne connaît apparemment pas le rôle considérable du clergé qui est intervenu de façon décisive aux côtés des Etats, en fanatisant et en poussant à l'émeute le petit peuple des campagnes et des villes contre les démocrates. Ces derniers, victimes de nombreux actes de brigandage, ont dû se résoudre à l'exil. Toute la dimension sociale du problème lui demeure inconnue.³⁸ La question reste de savoir sur quelles sources il a travaillé. Lors de son séjour à La Haye, il a pu tirer ses renseignements de la presse (*l'Ami des Belges*, la *Gazette des Pays-Bas*, le *Journal de Bruxelles*, etc.) et des nombreux pamphlets et brochures qui sortent à foison.³⁹ A Brunswick, il dispose en tout cas de *l'Esprit des Journaux français et étrangers*.⁴⁰ Cette documentation lui fournit des précisions sur le programme des groupes politiques et sur les principaux événements mais ne donne peut-être rien sur l'état d'esprit des différentes classes sociales. Il est évident que seule une plus longue recherche permettrait d'éclaircir ce point de détail, mais dans le cadre de ce chapitre elle ne se justifie guère.

Au moment même où il renonce à ses « Brabançons », il commence à réfuter les *Réflexions sur la Révolution française* d'Edmund Burke, dont plusieurs éditions paraissent en 1790 :

Je m'occupe à présent à lire et à réfuter le livre de Burke contre les *levellers* français. Il y a autant d'absurdités que de lignes dans ce fameux livre ; aussi a-t-il un plein succès dans toutes les sociétés anglaises et allemandes. Il défend la noblesse, et l'exclusion des sectaires, et l'établissement d'une religion dominante, et autres choses de cette nature. J'ai déjà beaucoup écrit sur cette apologie des abus, et si le maudit procès de mon père ne vient pas m'arracher à mon loisir, je pourrai bien pour

³⁸ Suzanne Tassier (*op. cit.*, 283-413) expose longuement la situation précaire des démocrates livrés à la vindicte populaire par un clergé très puissant.

³⁹ *Ibid.*, *passim* et bibliographie.

⁴⁰ « Nous n'avons aucun autre journal français » dit Constant à Mme de Charrière le 9 juin 1788. Rudler, p. 329. Mais en 1790, la situation devait avoir changé.

la première fois de ma vie avoir fini un ouvrage. Mes Brabançons se sont en allés en fumée...⁴¹

En l'absence de tout vestige de cette réfutation, il est évidemment difficile de faire de longs commentaires sur la seule base de ce qu'il en dit à Mme de Charrière.⁴² Pourtant au ton qu'il emploie dans ce passage, on devine que l'ouvrage de Burke l'exaspère. Les outrances de l'auteur, sa haine de toute abstraction, son respect des préjugés, son mépris de l'égalité, considérée comme contre nature, ne doivent guère plaire à Constant, héritier des philosophes et comme tel pleinement confiant dans la nature humaine. En outre les *Réflexions* ont un grand succès en Allemagne ; à Brunswick, le duc et son entourage ne peuvent s'empêcher sans doute de gloser sur ces « vérités » assénées aux Français et se félicitent de cette œuvre contre-révolutionnaire. Il n'est pas impossible que ce soit par réaction contre cet esprit de la Cour — qu'il déteste et où il n'ose s'exprimer ouvertement — que Constant entreprend sa critique. Il y trouve en quelque sorte un exutoire à sa mauvaise humeur. Il ira même jusqu'à dire plus tard : « je me tiens pour dit que pour ne pas être ultrarév[olutionnaire], il faut que je ne sois plus au milieu des contrarév[olutionnaires]. »⁴³

Comment se fait-il qu'il ait abandonné ce projet ? Seules de vagues conjectures s'entremettent encore en guise de réponse : le procès de son père, qui « prend mauvaise tournure »⁴⁴ à la fin de l'année, a dû peut-être l'« arracher à son loisir », ainsi qu'il le craignait ; son manque de recul et d'information ont été certainement un handicap, sans oublier son atonie et sa langueur coutumières à cette époque et qui le détournent de son travail.⁴⁵

Mais si, en définitive, sa réfutation n'a pas abouti, ses velléités de compréhension des phénomènes et d'explication des faits, entreprises en automne 1790 à propos du Brabant et des *Réflexions* de Burke, finissent par porter leurs fruits ; un processus de maturation

⁴¹ Lettre du 10 décembre 1790 à Mme de Charrière. Rudler, p. 474.

⁴² Gustave Rudler déclare à ce propos (*ibid.*, p. 475) : « Apologie de la noblesse, exclusion des sectaires, établissement d'une religion dominante : on n'a qu'à prendre le contre-pied de ces 'absurdités' pour entrevoir le système de Constant, si toutefois il a déjà un système. C'est l'égalité nominale, civile, politique et religieuse. »

⁴³ Lettre du 26 mai 1794 à Mme de Charrière. Rudler, p. 456. Il faut cependant remarquer que la cour de Brunswick passe alors pour une des plus éclairées et une des plus attachées aux lumières de toute l'Allemagne.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 380.

⁴⁵ Le 24 décembre 1790, il écrit à Mme de Charrière : « Je perds l'habitude et la force de travailler, je n'ai plus que des idées décousues, le latin me devient pénible à lire, écrire est un supplice pour moi. » Rudler, p. 382.

se produit indéniablement dans l'attitude politique de Constant : parti d'une indifférence presque totale pour ce qui a trait à l'Etat, au pouvoir, à la société, il affirme en 1788 son opinion anti-aristocratique ; puis il quitte peu à peu cette réaction affective et toute personnelle, pour se déclarer démocrate vers la fin de 1790. Cet aveu ressort implicitement de cette remarque (presque un reproche) à Mme de Charrière formulée le 10 décembre :

Vous ne me paraissez pas démocrate.⁴⁶ Je crois comme vous qu'on ne voit au fond que la fourbe et la fureur ; mais j'aime mieux la fourbe et la fureur qui renversent les châteaux forts, détruisent les titres et autres sottises de cette espèce, mettent sur pied égal toutes les rêveries religieuses, que celles qui voudraient conserver et consacrer ces misérables avortons de la stupidité barbare des Juifs, entrée sur la férocité ignorante des Vandales. Le genre humain est né sot et mené par des fripons, c'est la règle ; mais entre fripons et fripons, je donne ma voix aux Mirabeaux et aux Barnaves plutôt qu'aux Sartine et aux Breteuil.⁴⁷

Cette apostrophe ne manque ni d'énergie ni de conviction. Mais avant de l'analyser plus en détail, deux remarques s'imposent à propos de la qualification de « démocrate » que nous voulons faire endosser à Benjamin Constant. En premier lieu, il ne faut pas attribuer au mot une acception trop précise⁴⁸ ; il sert à désigner assez simplement celui qui est favorable à la Révolution et à l'abolition des privilèges. Ensuite, « démocrate » n'est pas parfaitement synonyme d'« anti-aristocrate », en passant du négatif au positif, la notion se charge d'une connotation ou d'une valeur un peu différente. Le cas de Constant est parlant à cet égard : en 1788, son attitude anti-aristocratique est une sorte de cri du cœur, elle exprime la haine de celui qui se juge bafoué, c'est presque un réflexe de

⁴⁶ Le 8 janvier 1791, Mme de Charrière lui répond : « Quant à la démocratie et [à] l'aristocratie, les démocrates et les aristocrates, je dirai volontiers le contraire de ce que dit un jour le chirurgien Cabanis. Aimez-vous mieux lui disait-on, qu'un bras soit cassé que démis ? — J'aime tout, répondit-il. Moi je n'aime rien. Tout cela est trop méchant, trop vilain, trop malheureux. Pour pardonner aux uns, il faut que je songe aux autres. » BCU, Fds C II, 34/1, N° 8.

⁴⁷ Rudler, pp. 474-475.

⁴⁸ « L'acception des mots aristocrate et démocrate a tellement changé pendant le cours de la Révolution, qu'on ne sait plus ce qu'ils doivent signifier ni quelle idée y attacher. » Ferdinand Brunot, *Histoire de la langue française des origines à 1900*, t. IX, 2e partie, Paris, A. Colin, 1937, p. 647. — Le sens changeait aussi en fonction de l'endroit ; le 20 avril 1794, Constant écrit à Mme de Charrière à propos de Goettingue : « je remarque que l'aristocratie ici est beaucoup plus tempérée par les lumières, et la démocratie modérée par l'intérêt. » Rudler, p. 446.

classe. Le qualifier à ce moment-là de « démocrate » n'aurait pas beaucoup de sens. En 1790, par contre, il ne s'agit plus seulement d'attitude, mais de réflexion, de discernement et de conscience.⁴⁹ C'est ce que nous fait comprendre sa réplique à Mme de Charrière, qu'on pourrait presque appeler profession de foi politique, si le mot n'était pas si étranger à Constant. Comme devant le programme des patriotes belges, il demeure sceptique et réaliste à la fois, en admettant avec son amie, « qu'on ne voit au fond que la fourbe et la fureur » ou que « le genre humain est né sot et mené par des fripons ».⁵⁰ Mais il dépasse cette vision pessimiste de la nature humaine. Il distingue dans la médiocrité universelle un camp, celui des Mirabeau, auquel il accorde malgré tout sa préférence, parce que c'est celui qui permettra au genre humain d'aller au-delà de la « stupidité barbare » et de la « férocité ignorante ». Il admet donc que la société est dynamique et perfectible. La seule excuse de la fureur révolutionnaire et des excès qu'il condamne, c'est d'être un facteur de progrès.

A la fin de 1790, sa confiance dans la marche de la civilisation l'emporte, dans son esprit, sur l'horreur de la violence. Cet équilibre précaire, qui forme la base de ses convictions résistera-t-il aux « chocs » du 10 août, de la mort du roi, de la Terreur ? C'est précisément ce qu'il faut examiner maintenant.

II. — Découragement et espérances nouvelles, 1791-1792

A ce moment d'optimisme relatif, à ces derniers mois consacrés au travail et à la lecture, succèdent deux années d'apathie, de découragement et de paresse ; les rares documents qui sont conservés pour la période 1791-1792⁵¹ ne font que reprendre le refrain d'un éternel « à quoi bon » :

Ni moi non plus, je ne vois de motif pour rien dans ce monde, et je n'ai de goût pour rien. Cependant, si cette horrible

⁴⁹ En 1792, Mme de Charrière fait aussi une distinction entre les deux termes, quand elle écrit le 28 juillet à Suard : « Je suis beaucoup plus anti-aristocrate que je ne suis démocrate. » Godet, t. II, p. 64. Constant évolue en sens contraire.

⁵⁰ Il dit déjà dans *De la Révolution du Brabant en 1790* : « De tout temps et dans tout pays, les champions du peuple, comme ses oppresseurs, agissent en son nom sans le consulter. » Cf. ci-dessus p. 44.

⁵¹ Il ne subsiste que 5 lettres à Mme de Charrière, 1 à ses cousines, 2 à sa tante de Nassau. Gustave Rudler, *Bibliographie...*, op. cit., pp. 66-69. La lettre de juin 1791 (Rudler, p. 478) inspire trop peu de confiance quant à son authenticité, pour qu'il soit possible d'en tirer des renseignements positifs.

et écrasante affaire [de son père] ne pesait pas sans cesse sur moi, je ne me plaindrais pas. L'uniformité de ma vie me tiendrait lieu d'amusement [...] Quand même je serais conformé de manière à étudier et à connaître la vérité, quand même la nature m'aurait donné des forces et des talents, comme le commun des hommes n'en a pas, puisque les circonstances, la fortune, mes passions, mon père, ma santé s'opposent à l'exercice de ces facultés, elles se réduisent à zéro. Un moins un, égal à rien ; cent moins cent égal à rien.⁵²

Cinq mois plus tard, il reprend de même :

Je suis parvenu à ce point de désabusement que je ne saurais que désirer si tout dépendait de moi et que je suis convaincu que je ne serai dans aucune situation plus heureux que je ne le suis. Cette conviction et le sentiment profond et constant de la brièveté de la vie me fait tomber le livre ou la plume des mains toutes les fois que j'étudie ; les plaisirs du monde, la société, les amusements bruyants, insipides, étouffants ou monotones qu'on substitue à d'autres plaisirs je ne dirai pas plus solides, mais plus faciles, me sont désagréables parce qu'ils ne parlent ni au cœur ni à l'esprit. Les plaisirs de l'esprit, les seuls que je goûte, n'ont plus assez de charme pour moi pour fixer mon attention, de sorte que je passe ma vie dans une pénible et inquiète paresse, avec le sentiment que je pourrais mieux employer mon temps, le regret vague de le voir s'écouler et ne rien faire, et la conviction que tout ce que je ferai ne servirait à rien et qu'au bout de 50 ans tout revient au même.⁵³

Ces fragments méritaient d'être cités, pour mieux faire comprendre l'atmosphère particulière dans laquelle Constant baigne à Brunswick. Mais que devient la politique dans tout cela ? Cette timide confiance dans le progrès et dans l'humanité, qui perçait en 1790, peut-elle se concilier avec le désenchantement qui suit ? Gustave Rudler, pour sa part ne voit pas de contradiction dans ces attitudes et constate même qu'« on a toujours vu le mépris des hommes se concilier chez les pessimistes, par une sorte de revanche, avec la foi en l'humanité et son progrès. Presque tous les pessimistes sont des optimistes blessés par la vie et qui se consolent de leur blessure par un rêve ».⁵⁴ L'explication est séduisante ; on voit mal en effet ce concept de perfectibilité de l'espèce humaine, encore à l'état embryonnaire dans son esprit mais promis à un bel avenir,⁵⁵ se laisser

⁵² Lettre du 24 décembre 1790 à Mme de Charrière. Rudler, p. 383.

⁵³ Lettre du 21 [mai ?] 1791 à la même, *ibid.*, p. 385.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 477.

⁵⁵ Constant rédigea un essai intitulé *De la perfectibilité de l'espèce humaine*, qu'il inséra dans ses *Mélanges de littérature et de politique* (Paris, Pichon et Didier, 1829, pp. 387-415). Pierre Deguise a republié ce texte difficile d'accès (Lausanne, L'Âge d'Homme, 1967, pp. 41-65) ; dans son intro-

désamorcer par un spleen profond mais forcément passager. Constant lui-même fait très bien la distinction, lorsqu'il constate : « Dieu ou la nature ont tout fort bien arrangé dans ce monde pour la conservation de l'espèce, mais assez mal pour le bonheur des individus. »⁵⁶ C'est dans cet état d'esprit, encore noirci par la mésentente conjugale⁵⁷ que, le 6 juillet 1792, Constant revient à la politique ; celle-ci ne peut que renforcer ses idées pessimistes ; il écrit ce jour-là deux lettres, l'une à Mme de Charrière, l'autre à sa tante de Nassau, dont nous extrayons les passages sur la « trahison de l'Assemblée » :

Je vois que la morale est vague, que l'homme est méchant, faible, sot et vil et je crois qu'il n'est destiné qu'à être tel.

La politique, qui est la seule chose qui pique encore un peu ma faible curiosité, me persuade plus tous les jours ces vérités affligeantes. Croiriez-vous que les gens les plus violents dans l'Assemblée nationale, ceux qui affichent le républicanisme le plus outré sont de fait vendus à l'Autriche. Merlin, Basire, Guadet, Chabot, Vergniaud, le philosophe Condorcet sont soudoyés pour avilir l'Assemblée et les démarches incroyables dans lesquelles ils l'entraînent sont auras de pièges qu'ils lui tendent ; ils se déshonorent pour la déshonorer. Ce Dumouriez, que je croyais fol, mais de bonne foi, est du parti des émigrés. C'est pour quelque argent qu'il fait déclarer la guerre, qu'il sacrifie des millions d'hommes. Ces gueux-là ne sont même pas des scélérats par ambition ou des enthousiastes de liberté. Ils sont démagogues pour trahir le peuple. Cet excès d'infamie dont j'ai eu les preuves m'a inspiré un tel dégoût, que je n'entends plus les mots d'humanité, de liberté, de patrie sans avoir envie de vomir⁵⁸

Quand on sait surtout, ce dont j'ai longtemps voulu douter, mais ce que des preuves incontestables m'ont démontré, que la moitié de l'Assemblée est vendue aux étrangers et que ces messieurs qui affectent un zèle si républicain, Guadet, Vergniaud, Chabot, Condorcet, Pétion, etc., tous les dénonciateurs pétitionnaires, clubistes et journalistes, sont les soudoyés des émigrés et n'égarent l'Assemblée, en lui faisant approuver toutes les horreurs qui se commettent, celles du 20 juin, p[ar] e[xemple], que pour ajouter du désordre et faciliter la subversion ; quand on sait que ce Dumouriez, dès le moment de son ministère, était la créature des ennemis de la France et n'a fait déclarer la guerre que pour leur fournir un prétexte plus plausible et plus prompt de l'attaquer, que les directions qu'il s'est obstiné à donner aux généraux avaient pour but de détruire leurs armées, on conçoit un bien profond mépris pour notre misérable espèce et on désespère de la voir jamais un peu libre, un peu heureuse, un peu estimable. Ses lumières sont des feux follets qui disparaissent

duction, il dit : « L'essai *De la perfectibilité* est le développement d'une idée aussi fondamentale que celle de la liberté et qui date d'aussi loin » (p. 11).

⁵⁶ Lettre du 21 [mai ?] 1791 à Mme de Charrière. Rudler, p. 385.

⁵⁷ Surtout à partir de juin-juillet 1792, *ibid.*, pp. 384-394.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 390.

quand on en a le plus besoin. Sortir du néant pour souffrir, était-ce la peine de naître ?⁵⁹

Cette trahison, qui lui retourne le cœur, est une des crises les plus graves qui ébranlent ses convictions déjà chancelantes. Au ton des deux lettres du 6 juillet, il est possible de deviner quelle sera sa réaction à la nouvelle de la prise des Tuileries le 10 août.⁶⁰ Constant n'a jamais donné d'éclaircissements sur la nature des preuves « incontestables » de la corruption des personnages qu'il cite. C'est éventuellement à la cour du Duc de Brunswick — celui-là même qui signera, trois semaines plus tard, le 25 juillet, le fameux manifeste qui porte son nom — que le jeune chambellan reçoit des confidences ou glane des indiscretions.⁶¹ Peut-être également, le sachant favorable aux idées nouvelles, des courtisans lui font accroire que ces révolutionnaires qu'il admire ne sont pas même « des enthousiastes de liberté » mais plus vulgairement des traîtres vénaux. Quelques suppositions que l'on puisse faire à ce sujet, l'essentiel est de reconnaître que Constant se laisse convaincre et reste très frappé de cette nouvelle. La profondeur de sa déception laisse entrevoir aussi à quel point il se sentait engagé dans la cause révolutionnaire. Ces lettres du 6 juillet dénotent également un des traits marquants de Constant théoricien politique : son exigence de sincérité, de bonne foi⁶² et de moralité. Cet homme, que ses détracteurs ont

⁵⁹ Mélégar, pp. 176-177, corrigé sur l'original, BCU, Fds C, Co 3302.

⁶⁰ Sur le 10 août et le 2 septembre, il ne subsiste que cette brève allusion dans une lettre à sa tante de Nassau, au début d'octobre 1792 : « Vous me rassurez sur le sort de Victor [son cousin, qui était parmi les Suisses qui défendirent les Tuileries le 10 août] qui m'avait mis dans de grandes angoisses ; cependant mes inquiétudes subsistent, parce que j'ai peur que vous ne m'ayez parlé que du 10 août et non du non moins fameux et plus exécrable 2 [septembre]. J'ai vu une liste des malheureux immolés à cette dernière horreur et le nom de Victor y était ! » Mélégar, p. 174, corrigé sur l'original, BCU, Fds C, Co 3301. La lettre est datée : « 8bre » ; le quantième a disparu dans une déchirure du bas de la page. Dans la *Bibliographie* de Gustave Rudler, cette lettre est classée sous le N° 130.

⁶¹ L'attitude peu combattive du duc de Brunswick et de ses troupes à Valmy (20 septembre) a amené quelques historiens à supposer que ce vaillant général avait été lui-même soudoyé. On soupçonne aussi des connivences maçonniques entre Dumouriez et le duc. S'il est vrai qu'il y a eu des tractations secrètes entre le duc et ses adversaires, elles devaient dater d'avant septembre et Constant était assez bien placé pour être au courant. Sur le mystère de Valmy, voir la note de Jean Tulard in : Pierre Gaxotte, *La Révolution française*, Paris, Fayard, 1975, p. 225.

⁶² Le mot apparaît souvent sous la plume de Constant et de Mme de Charrière. Déjà à propos des démocrates brabançons (cf. ci-dessus, p. 44) et plus loin à propos de Ferrand (cf. p. 59).

voulu faire passer pour un blasé et un roué est en fait un candide et un naïf à bien des égards.

Au mois de septembre 1792, au moment où s'affrontent Français et Prussiens, Constant ne semble pas très bien savoir lui-même où vont ses préférences. Et son embarras ne peut être attribué à l'opportunisme : l'issue de la bataille le trouvera tout aussi partagé. L'ambivalence de ses opinions ressort de sa lettre à sa tante de Nassau, au début d'octobre :

Parlons donc des affaires actuelles avec toute la modération qu'on se doit et la prudence qu'on doit aux autres. Voilà nos armées en France ! Vous sentez, par mes relations et par la reconnaissance que je dois au chef de ces armées [le duc de Brunswick] de quel parti je dois être ! Mais les difficultés sont bien plus grandes qu'on ne croyait.

Tout scélérats, pendants, rebelles, insubordonnés, jacobins, enfin c'est tout dire, que soient les soldats français, ils se battent comme des diables et les gazettes ont beau faire, ceux qu'ils tuent n'en sont pas moins morts.⁶³

Quelle façon curieuse de se mettre dans le « parti » du duc, tout en admirant sans en avoir l'air la vaillance de l'adversaire ! Pour qui sait comprendre à demi-mot, le possessif « nos armées » ne trompe pas. Le ton ne change guère, quand il apprend la nouvelle des victoires françaises :

Voilà nos armées qui s'en reviennent, non pas comme elles sont allées, car elles ont diminué d'un bon quart par les maladies. Voilà Longwy et Verdun, ces deux premières et seules conquêtes, rendues aux Français et 20.000 hommes et 28 millions jetés par la fenêtre sans aucun fruit. Quand je dis aucun fruit, je me trompe, car la paix va se faire, au moins entre la Prusse et la France, et c'est un grand bien. Nous tremblons en attendant au bruit des exploits de Custine. [...] Qui l'aurait dit que 150.000 des meilleures troupes de l'Europe échoueraient devant 20 à 30.000 hommes sans discipline, sans armes et sans souliers !⁶⁴

Comment Gustave Rudler a-t-il pu voir là « un cri de surprise et de triomphe » ?⁶⁵ Car rien dans ce passage ne laisse croire à une exultation de la part de Constant : Issu d'une nombreuse lignée de soldats de métier, il ne fait qu'apprécier à sa juste valeur le courage des troupes françaises. En fait, cette guerre semble avoir eu à ses

⁶³ Mélégar, p. 173.

⁶⁴ Lettre du 5 novembre 1792 à Mme de Charrière. Rudler, p. 401. Custine occupe Mayence et Francfort le 21 octobre. Constant venait de l'apprendre.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 477.

yeux un relent trop fort de corruption, pour qu'il s'attache à la cause d'un Dumouriez et pour qu'il se réjouisse ouvertement de la victoire française.

Par contre, la politique intérieure attire de nouveau son attention. En même temps qu'ils fêtaient Valmy, les Français inauguraient un nouveau régime ; le 21 septembre, la royauté était abolie et la République commençait. Le suffrage universel amena à la Convention une majorité bourgeoise, où les modérés à la suite de Roland (resté ministre) semblaient dominer. « La Convention, remarque M. Bouloiseau,⁶⁶ ne représenta globalement ni l'esprit du 10 août, ni la volonté populaire, mais la société bourgeoise dans sa diversité. » Il est compréhensible que dans ces conditions Constant approuve les premiers pas de ce nouveau régime :

Que dites-vous du Convent [Convention] ? Il paraît avoir plus de rigueur que l'Assemblée et j'espère que le parti de Roland, qui est mon idole, écrasera les Marat, Robespierre et autres vipères parisiennes. Je regarde la reconnaissance de la République dans le courant de cet hiver comme immanquable, du moins de la part de quelques puissances. Ainsi si les Français ne se déchirent pas eux-mêmes, les voilà sauvés.⁶⁷

La mise en place des nouvelles institutions signifie pour Constant avant toute chose la fin de la dictature parisienne, le rétablissement des formes judiciaires et l'arrêt des massacres. Son « girondinisme » est de circonstance : c'est plus un soupir de soulagement qu'une conviction intime.⁶⁸ En particulier, la fermeté et la sévérité de Roland, dénonçant dans son rapport à la tribune, le 23 septembre,⁶⁹ les désordres, la justice expéditive et réclamant des mesures

⁶⁶ Marc Bouloiseau, *La République jacobine. 10 août 1792-9 thermidor an II*, Paris, Ed. du Seuil, 1972, p. 56 (Nouvelle histoire de la France contemporaine, t. II).

⁶⁷ Lettre du 5 novembre 1792 à Mme de Charrière. Rudler, p. 401.

⁶⁸ C'est Gustave Rudler qui, à la suite de Sainte-Beuve, emploie le mot de « girondinisme » pour qualifier l'attitude politique de Constant au moment de son admiration pour Roland. Il convient de nuancer cette étiquette. Hortense Allart, qui avait connu Constant sous la Restauration, répliquait déjà à Sainte-Beuve : « Vous l'appeliez *Girondin* ; oui, pour les belles intentions, mais ce qui caractérise les Girondins c'est l'inexpérience, l'absence de doctrine. Et Benjamin Constant c'est la doctrine et la science. Il y a d'ailleurs une naïveté, une candeur, quelque chose d'abandonné qui est si noble... » Cité par Marie-Louise Pailleron, Hortense Allart et Sainte-Beuve, *Revue des deux mondes*, 1er juin 1940, p. 469. Bien entendu, Hortense Allart fait allusion au député de la Restauration et non pas au jeune Benjamin Constant. N'importe en l'occurrence, la réplique mérite d'être citée.

⁶⁹ Comme les nouvelles ne circulent que lentement entre Paris et Brunswick, Constant au début novembre ne doit connaître que les événements

pour les prévenir, suscitent l'admiration spontanée de Benjamin. Après sa déception de juillet, il reprend confiance et place à nouveau ses espoirs dans la politique française.

Ce changement de perspective pourrait paraître un peu brutal, si l'on ne savait par ailleurs que Constant sort à ce moment de cette dépression qui l'accable depuis deux ans. La petite histoire a aussi ses grands effets : une amourette, « une consolation qui fait le bonheur de [s]a vie » l'a tiré, selon ses propres termes, de son affreuse apathie et a ranimé sa léthargique existence. Son moral remonte ; il se remet au travail.⁷⁰ Gustave Rudler a trouvé encore une fois le mot juste : c'est une véritable « résurrection ».⁷¹

III. — *De l'horreur de la Convention aux sentiments républicains, 1793-1794*

Une nouvelle période s'ouvre donc pour Constant,⁷² où la politique occupe une place de plus en plus importante. Sous bien des aspects, et pour ce qui regarde strictement notre sujet, les années 1793-1794 ont un caractère différent de celles qui les ont précédées. Quelques remarques liminaires s'avèrent nécessaires. Premièrement, c'est de Suisse essentiellement qu'il observe la situation internationale ; en juin 1793, il est à Lausanne et de décembre à mars 1794, il loue un appartement au château de Colombier, tout près du manoir de Mme de Charrière.⁷³ Or, comme nous l'avons déjà signalé, l'atmosphère dans laquelle il vit, le milieu, la société

de fin septembre et début octobre 1792, période qui est connue comme celle du triomphe passager des Girondins.

⁷⁰ Tout ceci ressort de sa lettre du 5 novembre 1792 à Mme de Charrière, dont voici le passage qui nous intéresse ici : « Bénie sois-tu, erreur douce et consolante qui m'a tiré de mon affreuse apathie, qui a ranimé ma léthargique existence, qui a rouvert un cœur égoïste et sec à un sentiment bienveillant. Ne m'abandonne pas, erreur chère, ne me laisse pas retomber dans le supplice de ne tenir à rien au monde, de n'être occupé que de moi. Charme-moi, trompe-moi jusqu'à mon dernier soupir [...] Bonheur de la confiance et de l'abandon, délices d'un intérêt mutuel, vous m'avez rendu tous, santé, esprit, jouissance de tout genre. » Rudler, pp. 400-401. Celle qui lui arrache un tel lyrisme est une jeune comédienne, Caroline.

⁷¹ *Ibid.*, p. 401.

⁷² Gustave Rudler résume cette nouvelle période de la manière suivante : « Un égoïsme toujours puissant, mais traversé d'intentions altruistes ; une lassitude profonde, mais sous laquelle se retrouve un vouloir vivre grandissant ; une faiblesse de caractère attristante, mais ennoblie par des élans de sensibilité et de bonté. » *Ibid.*, p. 399.

⁷³ Il reprend la route de l'Allemagne en avril et reviendra en Suisse à la fin juillet.

qu'il fréquente réagissent sur sa vision des choses. Tandis qu'à la cour du duc, il accentue ses sentiments de démocrate, au point de passer pour jacobin ; à Lausanne, il les contient.⁷⁴ Deuxièmement, ses changements de domicile modifient sa correspondance ; de juin à décembre 1793, étant à Lausanne, c'est Mme de Charrière qu'il prend pour confidente ; de décembre à mars, il s'adresse depuis Colombier à Mme de Nassau. La nature des sources change en fonction du destinataire, car il ne s'épanche pas aussi volontiers auprès de sa tante qu'auprès de son amie. Depuis l'Allemagne, il échange ses impressions avec les deux femmes, pour le plus grand bénéfice de l'historien, qui ne dispose pas de plus d'informations — la distance augmente les risques de pertes — mais de plus de nuances dans les observations de Constant.⁷⁵ Enfin, l'Europe en guerre, les relations internationales, le sort des armées le préoccupent au moins autant que la politique française. Sa lassitude, son désir de paix l'amèneront même à admettre, provisoirement, la terreur de Robespierre. Nous reviendrons plus loin sur cette concession assez surprenante mais tout de même logique.

L'espoir qu'il avait conçu, en novembre 1792, d'une politique modérée de la Convention est vite déçu. En janvier 1793, Constant déchanté :

La conduite imbécile et lâche des législateurs français dissipe aussi mes illusions politiques. Je ne crois pas plus à la liberté qu'au bonheur, et je ne demande que des livres et la plus absolue indépendance, et je l'aurai ou je ne pourrai vivre.⁷⁶

Le rétablissement de la Commune (2 décembre 1792), le procès du roi inaugurent mal la nouvelle année. Benjamin Constant n'a rien écrit qui nous soit parvenu sur la mort du roi. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il n'avait aucune confiance dans le réta-

⁷⁴ Voici comment il décrit les opinions des Lausannois : « On déraisonne ici sur les affaires de France d'une autre manière que dans l'endroit que je viens de quitter [Brunswick]. Là, c'est l'inconséquence et l'humeur qui aristocratisent ; ici aristocratise l'orgueil et démocratise l'avarice. Or cette dernière est de beaucoup la plus forte et si la peur des Français ne la réprimait pas un peu, je crois que pour être payés de nos rentes nous serions tout à fait jacobins. Mais l'idée d'être dépouillés de tout par le régime révolutionnaire, refroidit notre beau zèle, et de la sorte, nous ne nous montrons que de sots poltrons et d'inconséquents avares. » Lettre du 20 et quelque août 1794 à Mme de Charrière. Rudler, p. 490.

⁷⁵ La plus grande partie des lettres de Constant à sa tante de Nassau et à Mme de Charrière, datant de 1793 et 1794, sont publiées par Dora Mélégar. La perte de nombreux originaux empêche de contrôler une édition, dont nous savons par ailleurs l'infidélité.

⁷⁶ Lettre du 1er janvier 1793 à Mme de Charrière. Mélégar, p. 396.

blissement de la monarchie, ainsi que l'indique cette page à sa tante :

Je ne puis me moquer des contorsions, convulsions de misérables, qui se débattent dans la boue et dans le sang. Encore si je pouvais, comme bien d'autres, me réjouir de ce que les armées du Nord, la légion germanique, croate, etc., rétabliront la monarchie, j'aurais au moins une idée moins sombre, mais comme le rétablissement de la monarchie, s'il a lieu, ne me paraît pas la même chose que le rétablissement du bonheur, cette consolation n'en est pas une pour moi. Il est vrai qu'on se promet infiniment de la modération avec laquelle les rois useront de leur victoire et il est certain que tous les exemples que l'histoire nous offre autorisent une pareille espérance. Toutes les fois que les souverains ont été maîtres absolus et qu'ils n'ont eu ni résistance ni obstacle ni soulèvement à craindre, on sait qu'ils en ont agi avec toute l'humanité, l'équité et la modération possibles, qu'ils ont eux-mêmes toujours eu soin de réprimer les abus du pouvoir, de limiter leur autorité, de donner une constitution sage et libre aux peuples qui se trouvaient sans défense entre leurs mains, enfin de faire tout ce qu'ils promettent de faire en France. Depuis Constantinople jusqu'à Rome et depuis Alger jusqu'à Pétersbourg, tout fourmille de preuves en faveur de cette éternelle vérité. Espérons donc, ma chère tante, que plus les hommes pourront faire de mal, plus ils feront de bien et que le sentiment de la toute-puissance et de la certitude de l'impunité seront chez les grands et les rois des motifs de vertu sublime et de scrupuleuse délicatesse. Amen.⁷⁷

Constant est en effet bien placé à Brunswick pour connaître les dispositions des puissances à l'égard de la France. En outre, les émigrés, qu'il rencontre en Suisse⁷⁸ et en Allemagne, ne lui inspirent que du dégoût pour l'ancien régime. Et l'ironie grinçante de sa lettre prouve assez à quel point il est irréconciliable avec l'absolutisme.

En fait, il oscille entre deux pôles opposés et retombe, sans amertume cette fois, dans la perplexité des années précédentes. Son goût pour le juste milieu le rapproche même du patriciat bernois, qu'il juge avec beaucoup plus d'indulgence qu'autrefois :

Si nous *causons* de gouvernement, je crois que vous serez contente de moi. En raisonnement je suis encore très démocrate. Il me semble que le sens commun est bien visiblement contre tout autre système. Mais l'expérience est si terriblement

⁷⁷ Lettre du 8 avril 1793 à sa tante de Nassau, *ibid.*, p. 178. Corrigée sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17269, f° 7).

⁷⁸ Il écrit de Bâle, le 7 avril 1794 à sa tante de Nassau : « Je n'ai vu de Colombier [jusqu'ici] que des émigrés ! Les uns m'ont arraché des larmes. [...] D'autres émigrés moins malheureux et plus insolents ont effacé tout impression de pitié. Je les ai trouvés disséquant la *Gazette de Berne*, comme les corbeaux rongent la carcasse d'un âne mort. » Mélégar, p. 206.

contre celui-ci, que si dans ce moment je pouvais faire une révolution contre un certain gouvernement dont vous savez que nous n'avons guère à nous louer, je ne le ferais pas. Je respecte le bonheur d'une partie considérable de ses habitants, et tout bien pensé je ne trouve pas ceux qui se plaignent si à plaindre, surtout quand je pense à leur violente aristocratie à d'autres égards. J'en connais plus d'un qui frémit de n'être pas admissible aux emplois, et qui frémirait tout autant de voir un commis ou un marchand admis à sa table. Avec de telles conséquences on est peu fait pour défendre la liberté. On piaille, et c'est tout. Il se peut que ce changement dans ma façon de voir vienne de l'impatience que j'éprouve de me retrouver dans ce pays.⁷⁹

Ce qui frappe dans cette page, encore plus que l'adoucissement de ses propres griefs contre Berne, c'est le reproche qu'il fait aux aristocrates vaudois. A ses yeux, dirait-on, il n'est pas possible de défendre la liberté si l'on ne comprend pas le peuple, si l'on ne l'admet pas « à sa table ». Ce mélange entre le social et le politique ne manque pas de surprendre sous sa plume. Non pas que la misère, les revendications populaires le laissent indifférent,⁸⁰ mais cette sorte de liaison nécessaire qu'il voit entre démocratie et libéralisme, ne se retrouvera pratiquement plus dans ses écrits. La réflexion de Constant dut plaire à Mme de Charrière. Cette femme, née dans la haute noblesse hollandaise, n'avait aucun préjugé en faveur de sa classe. Bien au contraire, pleine de bonté et charitable sans affectation, elle aimait secourir la détresse et se dévouer pour ses domestiques, au risque de se brouiller avec ses familiers plus collet monté.⁸¹ A ce propos, il n'est pas inutile de citer l'opinion de la dame de Colombier :

On s'est accoutumé, et cela est venu peut-être aussi des mots collectifs, on s'est accoutumé dis-je à voir le *peuple* en masse, et à regarder *une nation* comme un troupeau d'hommes. Les tyrans l'ont considéré comme un troupeau moitié de dindes, moitié de bêtes de somme et de peine. Si on ne les mange pas précisément, c'est tout comme ; on les mène paître où l'on veut, on exerce les plus forts à contenir les plus ombrageux. Leurs désirs privés ne sont jamais consultés, mais leur volonté en masse est quelquefois redoutée. Les raisonneurs philanthropes de leur côté considèrent naïvement le peuple comme un bon enfant sans expérience, sans malice, qu'il faut carresser et instruire. Les pleurs de cet enfant leur fendent le cœur. Il n'est responsable de rien, il n'a

⁷⁹ Lettre du 17 mai 1793 à Mme de Charrière. Rudler, pp. 409-410.

⁸⁰ Il s'étend longuement et avec beaucoup de détails sur l'épouvantable misère des paysans allemands, dans une lettre à sa tante de Nassau, le 14 avril 1794. Mélégar, pp. 207-208.

⁸¹ Godet, t. I, pp. 463-469.

que des besoins et des souffrances. Le rendre heureux c'est tout ce qu'ils rêvent.

Mais ce peuple n'est pas un enfant, n'est pas un homme, n'est pas un être collectif non plus ni une pure collection d'hommes, c'est Pierre et Jean et Jacques et Catherine. Les Cromwel et les Marat et les Colot d'Herbois et les Louis XI et les Tibère, les Duc d'Albe, les Du Bois Crancé y sont, en sont, c'est eux. Trouvez-vous bien malheureux, bien fâcheux, bien dommage qu'ils soient contenus et [massacrés (?) malmenés (?)] par leurs semblables ? Qu'un Néron se trouve être l'esclave d'un Caligula, et qu'un duc d'Albe envoie un Philippe 2 aux galères ? Les philanthropes n'ont pas une aussi douce opinion des hommes de leur village que du peuple en gros, en masse, que de la nation allemande ou française, que de l'humanité, et la raison en est simple : où la foule est si grande on ne reconnaît personne. [...] Voici ce que je barbouillai hier pour m'amuser. Je vous l'envoie non que je sois sûre que cela vous amuse mais c'est au moins de la métaphysique et n'est pas de l'impériorité (que je sache).⁸²

Cette crainte de l'abstraction, comme de l'arbre cachant la forêt, la peur de l'anonymat et la préférence pour l'individu, tout cela correspond à ce que pense Constant lui-même. La parenté de leurs idées se retrouve encore dans cette réflexion de Mme de Charrière à Mlle L'Hardy :

Avec tout cela, il m'est impossible de trouver fort à redire aux révolutions. Toutes les fois qu'on s'en formalisera, que l'on criera à tue-tête en faveur des puissances, des légales autorités, songeons au gros roi et à celles qui le gouvernent.⁸³

Ces différentes citations montrent combien les idées de Mme de Charrière étaient voisines de celles de Constant et combien leur entente sur les questions politiques est encore parfaite. Elle le restera jusqu'au printemps 1794.⁸⁴

Les émeutes parisiennes des 4 et 5 septembre 1793, à moins que ce ne soit déjà la Loi sur les suspects (17 septembre), provoquent un nouveau dégoût chez Constant. « Je n'ai plus le courage de pen-

⁸² Lettre de Mme de Charrière à Benjamin Constant. BCU, Fds C II, 34/1. Cette lettre n'est pas datée. On peut la supposer sans grand risque d'erreur de 1793 ou 1794.

⁸³ Fragment d'une lettre de Mme de Charrière à Mlle L'Hardy du 27 août 1793. Godet, t. II, p. 71.

⁸⁴ Nous ne pouvons pas suivre Gustave Rudler quand il affirme : « Ils ne se sont jamais beaucoup entendus sur les idées. Sans avoir en rien le préjugé ni les préjugés de la noblesse, Mme de Charrière est aristocrate. Benjamin est démocrate. La Révolution et l'émigration les ont confirmés au rebours l'un de l'autre dans leurs dispositions primitives et en ont accru l'écart. » Rudler, p. 424. Les citations que nous avons données témoignent plutôt de la proximité de leurs idées, du moins jusqu'au printemps 1794.

ser à la politique », écrit-il à Colombier le 25 septembre.⁸⁵ En effet, pendant plusieurs semaines, il n'est plus question des événements ; Constant porte toute son attention sur quelques ouvrages qui viennent de paraître. En septembre et en octobre, les deux amis échangent leurs impressions et leurs notes de lecture. C'est tout d'abord les *Réflexions sur le procès de la Reine* de Mme de Staël qui attirent leurs critiques. « C'est à cracher dessus », déclare Constant à Belle, qui ne peut que souscrire à cet avis.⁸⁶ Leurs reproches, toutefois, ne portent que sur le style et nullement sur le fond ou l'intention de l'auteur. Mallet du Pan et ses *Considérations sur la nature de la Révolution française* reçoivent le même genre de remarques.⁸⁷ Le *Rétablissement de la monarchie* d'Antoine Ferrand retient plus longuement leur attention. C'est Mme de Charrière qui le signale à Constant, voici en quels termes :

Je lis avec admiration un livre d'aristocratie outrée, auquel je trouve de grands défauts mais très bien écrit avec clarté, élégance, ordre et bonne foi. Je dis bonne foi⁸⁸ parce que dès les premières pages l'auteur énonce toute sa doctrine sans nul semblant de modération, sans nul étalage de bonhomie, de pitié, d'aucun beau sentiment. Il se pourrait bien qu'il fût un petit brin hypocrite en fait de religion mais je veux croire que non. Voilà un adversaire digne de vous. Prouvez-lui que son vœu est impossible à réaliser et dites-lui que sa frayeur de voir récompenser ceux qui méritent d'être punis est une misérable raison pour rejeter un arrangement qui d'ailleurs conviendrait à la France. Le livre s'appelle *Rétablissement de la monarchie*, l'auteur *M. Ferrand*. Vous serez content tout au moins du style, car il n'est ni académique ni le contraire.⁸⁹

⁸⁵ Mélégar, p. 428, datée par erreur 25 décembre 1793.

⁸⁶ *Ibid.*, pour la remarque de Constant. L'avis de Mme de Charrière se trouve exprimé dans sa lettre du 23 septembre 1793 à Benjamin Constant. BCU, Fds C II, 34/1, N° 32. Voir aussi Godet, t. II, pp. 137-195, le chapitre intitulé : *Madame de Charrière et Madame de Staël*.

⁸⁷ Constant écrit à Mme de Charrière, le 25 septembre 1793 : « J'ai lu hier Mallet qui écrit comme un Iroquois [sic, le passage est si peu clair, que le texte doit être altéré]. » Mélégar, p. 428. A quoi Mme de Charrière répond le 28 : « Je n'ai pu lire de Mallet que la fin et les notes. C'est exécrablement écrit et bien nonchalamment pensé. Il n'y a ni suite, ni ordre, ni liaison dans les raisonnements. » BCU, Fds C II, 34/1, N° 34.

⁸⁸ A noter l'importance du mot, qui revient cette fois sous la plume de Mme de Charrière. Mais voir la note suivante.

⁸⁹ Lettre de Mme de Charrière à Benjamin Constant du 23 septembre 1793. BCU, Fds C II, 34/1, N° 32, inédit. Le 28, elle ajoute : « Quant à Ferrand, c'est tout le contraire [de Mallet]. Il a tout ce qui manque à l'autre, mais on peut le soupçonner de mauvaise foi en ceci qu'il met la révolution trop peu sur le compte des circonstances et trop sur le compte des intentions. Le Parlement dont il était membre est tombé selon lui dans un piège et cela est vrai, mais ce piège il l'avait lui-même tendu. » *Ibid.*, N° 34.

Benjamin relève le défi. Le 8 octobre, il commence la lecture, qu'il poursuit jusqu'au 11.⁹⁰ Le lendemain, dans une longue réponse à une lettre perdue de Mme de Charrière, il réfute quelques assertions de l'auteur royaliste. Ils étaient tombés d'accord pour en apprécier le style ; mais pour ce qui est du raisonnement, Belle, qui n'aimait pas beaucoup la métaphysique, s'en remit à Benjamin. C'est la première page de réflexions abstraites sur la politique que nous ayons de lui⁹¹ :

Je vous avoue que la distinction entre *droit* et *faculté* me paraît fausse. Il n'y a point de *droit* dans l'état de nature ; en se réunissant, les hommes conviennent de ce qu'il est bon ou permis de faire et de ce qu'il faut se refuser. Ils créent par cette convention un *droit* dans chaque individu de faire les choses permises, un *droit* dans la société de proscrire ou punir les choses défendues. Mais pour créer ces *droits*, les hommes ont dû faire usage de leurs *facultés*. S'ils ont pu en faire usage alors, ils peuvent et pourront en faire usage de nouveau dès que les *droits* qu'ils auront créés iront contre le but qu'ils avaient eu en les créant et ne leur procureront les avantages qu'ils en attendaient. Cet exercice de leurs facultés est ce qu'on appelle le *droit naturel* de l'homme. Le droit n'est que celui du plus fort, j'en conviens, et dans toutes les disputes de ce genre il faut en revenir au droit du plus fort. Mais, observez où cette théorie vous mènera. Il peut y avoir des états d'oppression tels qu'une révolution, je ne dirai pas est légitime, mais est inévitable. Cette révolution, en renversant le gouvernement, anéantit d'après votre système toute espèce de *droits* puisqu'il n'y en a point de naturels, mais que tous sont les résultats de la convention faite par les hommes à la formation de leur société.

Cette convention dont le gouvernement seul est l'expression et l'interprète (j'écris un peu comme Mallet) étant détruite, les *droits* qu'elle a créés périssent avec elle. Donc il n'y a plus de *droits* chez un peuple qui a détruit son gouvernement, il n'y a que des *facultés* ; donc rien n'est juste ni injuste, donc tout ce qu'on a appelé des forfaits n'était que l'exercice des *facultés*, exercice légitime tant que ces facultés existent seules et ne sont bornées ni par des *droits* ni par des *devoirs*, car les *devoirs*

⁹⁰ Lettre du 8 octobre 1793 à Mme de Charrière : « J'ai acheté de Ferrand le *Rétablissement de la Monarchie*. Il me semble très bien, et très franchement, et très erronément écrit. Je le réfuterai du moins pour moi. Je serai bien aise de voir un aristocrate de bonne foi, raisonnant avec toute la force dont la cause est susceptible. Je n'en ai encore lu que les dix premières pages. » Mélégar, p. 402. — Et le 11, à la même : « J'ai achevé M. Ferrand. Je n'en suis plus si content. Je le trouve un éloquent forcené, mais je n'y trouve pas cette justesse, même apparente, d'esprit que vous m'aviez promise. La phrase que vous me citez serait bonne en ôtant plus et moins. [Allusion à une lettre perdue de Mme de Charrière] », *ibid.*, p. 405.

⁹¹ Si on excepte le fragment de juin 1791, dont l'original a été perdu et qui est reproduit, d'après Gaullieur et sous toute réserve par Rudler, p. 475.

n'existent pas sans les *droits* ; ce qui est *devoir* pour l'un est *droit* pour l'autre, etc.

Si je voulais défendre la conduite de la Convention, je le ferais d'après ces principes.⁹²

Paul L. Léon, dans son *Benjamin Constant*,⁹³ cite ce passage, croit y voir une « défense de la Convention » (!) et en déduit surtout que Constant « refait le chemin parcouru par Rousseau ». C'est aller trop vite en besogne. Gardons-nous de repérer, à partir de ces seules lignes, l'influence précise de tel ou tel auteur !⁹⁴ Rousseau d'ailleurs n'était pas le seul à parler d'état de nature, d'origine de la société et de naissance du droit : ce genre de préoccupations, que nous appellerions aujourd'hui anthropologie sociale, étaient très goûtées au XVIII^e siècle et Constant n'a pas dû chercher bien loin des notions qui étaient toutes à sa portée. Bien plus que des sources ou des parentés probables, il faut relever dans cette page essentielle une notion-clé de la pensée constantienne : celle de *garantie*. Le mot n'apparaît pas, mais l'idée est au centre de ce texte. Tout en conservant son sens des réalités (« le droit n'est que celui du plus fort, j'en conviens »), Constant estime quand même, que la seule et frêle barrière qui subsiste contre la force déchaînée, c'est le droit naturel. Sinon, la porte est ouverte à toutes les exactions, celles de la Convention, comme celles de la contre-révolution, si celle-ci avait lieu. Le droit naturel protège et garantit l'individu ; il limite le pouvoir, mais dans une très faible mesure ; Benjamin en est conscient, puisqu'il reconnaît que le plus fort peut l'emporter. Mais si le principe du droit est sauvegardé, la force est l'exception et ne devient jamais la règle ou le partage de l'humanité.

Cette discussion avec Mme de Charrière contient déjà en germe et dans un raccourci saisissant les théories que Constant développera plus tard dans ses traités politiques. A propos de sa méthode, il convient de remarquer que son goût pour la métaphysique ne l'entraîne pas dans de vagues spéculations. Les définitions qu'il invoque n'ont pas de valeur en elles-mêmes, mais seules leurs conséquences concrètes pour le bonheur des individus entrent en ligne de compte.

⁹² Lettre du 12 octobre 1793 à Mme de Charrière. Mélégar, pp. 406-407. Le passage incriminé se trouve aux pages 92 à 102 du *Rétablissement de la Monarchie*.

⁹³ Paris, Rieder, 1930, pp. 46-47.

⁹⁴ S'il ne l'avait pas déjà fait auparavant, Constant a dû lire Rousseau sur les conseils de Mme de Charrière qui appréciait beaucoup l'auteur de la *Nouvelle Héloïse*. Aucune indication ne permet cependant de savoir si, à cette époque, Constant avait lu le *Contrat social*. Ce traité, assez peu répandu avant 1789, était très en vogue à ce moment-là. Cf. Roger Barny, Rousseau dans la Révolution, *Dix-huitième siècle*, t. VI, 1974, pp. 59-98.

C'est pourquoi, à la fois par conviction et pour rassurer Mme de Charrière, il affirme dans cette même lettre :

Au reste je ne suis pas, il s'en faut bien, l'ami des abstractions. Je les regarde comme la cause de la plus grande partie de nos erreurs, tant religieuses que politiques ; je suis d'autant plus confirmé dans cette opinion que les dévots et les aristocrates, tous deux également, ont recouru à des abstractions qu'ils réalisent pour éblouir et égarer notre sotte espèce. Les sans-culotte le leur rendent bien actuellement, s'il est possible que le résultat de tout cela soit que les abstrakteurs n'existent bientôt pas plus que leurs abstractions.⁹⁵

La philosophie politique comme l'observation des événements le ramènent au juste milieu ; même les massacres qui suivent la capitulation de Lyon (le 9 octobre) ne le jettent pas pour autant du côté des contre-révolutionnaires :

Enfin je désire que Ferrand et Mallet, Mallet et Ferrand soient oubliés, la Convention bientôt détruite et la république paisible. Si alors de nouveaux Marat, Robespierre, etc., viennent la troubler et qu'ils ne soient pas aussitôt écrasés qu'apparus, j'abandonne l'humanité, et j'abjure le nom d'homme.⁹⁶

Ferrand, quant à lui, ne sera pas oublié de si tôt. Constant le prendra encore souvent pour cible, le considérant comme le type achevé de l'écrivain réactionnaire et un de ces « misérables fauteurs de l'arbitraire ».⁹⁷ Pour ce qui est d'« abjurer le nom d'homme »,

⁹⁵ Lettre du 12 octobre 1793 à Mme de Charrière. Méléhari, p. 408.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 409.

⁹⁷ « Misérables fauteurs de l'arbitraire, qui n'y voyez qu'une arme dont vous voulez vous emparer », s'écrie Constant dans les *Principes de politique* (p. 122), à propos de Ferrand précisément, dont le nom revient souvent sous sa plume. Le 8 janvier 1794, il écrit à sa tante : « M. Ferrand m'est connu ; c'est un enragé de la première force qui veut tout remettre comme autrefois, depuis Sainte Geneviève jusqu'à M. de Calonne ; et qui veut surtout punir depuis Lally jusqu'à Marat, depuis l'homme qui a voulu la révolution du 14 juillet 1789 jusqu'aux massacres du 2 septembre 1792 ; enfin c'est un endiablé aristocrate qui écrit bien, avec feu et amertume. Je crois qu'il est un peu loin de son compte. » Méléhari, p. 186, corrigé sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17269, f° 9). Le 17 octobre 1794, lors de la parution des *Considérations sur la révolution sociale*, Constant écrit à Mme de Charrière : « Votre M. Ferrand vient de publier une brochure encore plus mauvaise que son *Rétablissement de la Monarchie*. Ce qui assurément n'est pas peu dire. » Cité par Dorette Berthoud, *Lettres inédites de Benjamin Constant*, *Revue de Paris*, oct. 1964, p. 72. — En 1795, Ferrand réapparaît dans l'article de Benjamin paru dans le *Républicain français* du 24 juillet 1795. Puis en 1797, au ch. 7 de *Des réactions politiques*, enfin, en 1817, à propos de la *Théorie de la Révolution*, dans le *Mercure de France*, t. II, 28 juin 1817 et t. III, 16 août 1817.

il est prêt à le faire et en tout cas ses sympathies pour la Révolution chancellent, lorsque le 16 octobre il apprend l'exécution de la reine et celle des Girondins (ceux-ci ne seront guillotins que le 31 octobre) :

Je suis tout stupéfait d'horreur ! Mon médecin sort d'ici ; il a eu à dîner un de ses amis venant de Paris. Il dit que probablement la reine, Brissot, Duperret, Carra et deux autres sont guillotins actuellement. Il a vu saisir et guillotiner Gorsas. Le peuple dançait, sautait, chantait, applaudissait en le menant à l'échafaud et pendant le supplice [...] Quel peuple ! Quelle espèce que la nôtre ! Il faudra bien en venir à souhaiter que le repos sous le despotisme⁹⁸ succède à ces convulsions d'anthropophages [...] Mais ne croyez-vous pas qu'à la paix le règne de cette infâme Convention, de cette infâme Municipalité, de cette infâme Commune, de ces exécrables Jacobins finira ? Croyez-vous que le peuple, la masse de la nation soit véritablement aussi dégradée et féroisée qu'elle le paraît ? Si cela est, il ne faut pas balancer à se mettre du côté des puissances et à faire des vœux pour l'extirpation de cette détestable race. Mais cela peut-il être ? Jamais on n'a vu un peuple dans cet état [...] Serait-il possible que les Français fissent seuls exception ? Je ne puis le croire. Malheureusement il est bien vrai que nous n'avons pas un seul exemple d'un peuple civilisé retombant dans l'état barbare avec toute la crapule, les vices fétides et lâches de la civilisation, ni un seul non plus de la dernière classe du peuple en possession de toute l'autorité.⁹⁹

Il faut admettre que Constant a reçu une véritable commotion, qui ébranle toutes ses convictions, pour qu'il aille jusqu'à désirer le « repos sous le despotisme » et à ne pas hésiter « à se mettre du côté des puissances ». Désormais un seul et mince espoir lui reste, c'est que la paix ramène l'ordre. Le lendemain, cet espoir se précise ; l'exemple historique qu'il cherchait d'un « peuple civilisé retombant dans l'état barbare », il l'a trouvé :

J'ai relu les interrogatoires de diverses personnes victimes ou témoins des horreurs commises en Amérique, lors de la guerre de l'Amérique, par les républicains sur les torys, et j'ai vu *avec plaisir* qu'on en avait commises autant et d'aussi basses et *atroces* qu'en France. Je dis, *avec plaisir*, car l'Amérique, après des atrocités pareilles à celle de la Convention, est devenue un pays libre, paisible, heureux. Le sentiment du danger avait rendu les

⁹⁸ « Repos sous le despotisme » est une expression que Constant réemploiera sous le Directoire, mais avec une tout autre intention, puisqu'il affirmera : « Le repos sous le despotisme n'est que l'impuissance dans le désespoir. » Cette phrase apparaît une première fois dans son article du *Républicain français*, 24 juillet 1795, et une seconde fois dans la dernière page de *De la force du gouvernement*.

⁹⁹ Lettre du 16 au 18 octobre 1793 à Mme de Charrière. Rudler, pp. 481-482.

Américains barbares. Il en sera de même des Français. Les vertus et les lois reviendront avec la paix.¹⁰⁰

Ce réconfort moral que lui apporte un exemple historique explique pourquoi les quelques succès militaires remportés à ce moment-là par les Autrichiens ne lui procurent aucun soulagement, comme on aurait pu le penser en lisant ses réactions devant l'exécution de la reine et des Girondins. Le 18 octobre en effet, il écrit à Mme de Charrière un texte qui montre bien que ses sympathies pour la Révolution sont malgré tout irréversibles. La méfiance à l'égard des puissances semble plus forte que son horreur du sang :

Après avoir gémi pendant deux jours sur les atrocités de la Convention, je me suis mis à gémir le matin sur ces défaites.¹⁰¹ Je n'ai pas eu une disposition heureuse puisque je m'afflige de tout. Certes, si les puissances voulaient rétablir un gouvernement tant soit peu modéré, je ne balancerais pas à faire des vœux pour elles. Mais elles n'en feront rien. Vous verrez la presse entravée, toutes les espèces de garottements mis en usage, et les modérés victimes des forfaits de leurs plus mortels ennemis. C'est dans l'amertume de mon cœur que je le dis. Mais cela sera. La superstition et le despotisme renaîtront. Les Ferrands que vraiment je méprise et que j'abhorre autant que les Robespierres crieront qu'il faut un joug de fer, et il y aura un joug de fer.¹⁰²

Ces hésitations, ces tergiversations ne doivent pas surprendre chez un homme à l'esprit aussi mobile. Sans compter que la Révolution, qui se fait chaque jour un peu plus sanglante, a de quoi décourager un homme épris de modération et avide de paix. Mais très vite, il s'oppose à nouveau aux puissances et à tout le courant contre-révolutionnaire, pour retrouver sa place habituelle entre Ferrand et Robespierre. L'expression la plus claire de son opinion du moment, il la proclame par le truchement d'un ouvrage, dont il cite de large extraits à Mme de Charrière le 28 octobre :

A propos de livres, je vous en apporte un bien étrange. C'est un livre adressé au Comité de législation, par un homme à Paris, qui se nomme et qui est déjà connu par d'autres ouvrages et ce livre contient des choses qu'il est incroyable qu'on ose dire et imprimer sur la tyrannie actuelle. J'honore et j'aime l'auteur ; et la lecture de son ouvrage m'a fait un vrai bien. Il n'est ni aristocrate furieux, ni démocrate sans-culottes.¹⁰³

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ Prise de Maubeuge et de Perpignan par les armées de Cobourg. Ce succès est éphémère et à la bataille de Wattignies (15-17 octobre) l'avantage revient aux Français.

¹⁰² Lettre du 16 au 18 octobre 1793 à Mme de Charrière. Rudler, p. 483.

¹⁰³ Mélégar, p. 412. L'original est perdu. La description succincte que

Cette étiquette, Constant pourrait sans difficulté se l'attribuer. Au moment où lui parviennent les nouvelles de la mort des girondins il est en train d'écrire un « mauvais dialogue entre Brissot et Louis XVI ». ¹⁰⁴ Ce pamphlet n'a jamais été achevé, mais le 11 novembre, il le résume à l'intention de son amie :

Je n'ai pas eu le courage d'achever mon *Dialogue entre Louis XVI, Brissot et Marat*. Les horreurs de la France m'affligent et me stupéfient (on dit stupéfait). Cependant je le regrette. Le cadre était bon. C'était d'abord Brissot qui représentait à Louis que c'était l'ineptie et les tracasseries de la cour, ces mauvaises intentions vacillantes, cette envie faible et sans moyens de faire une contre-révolution, et les fureurs extravagantes des émigrés qui avaient forcés les révolutionnaires à leurs premiers crimes ; que depuis la conduite insensée des puissances, les mauvais traitements faits aux villes prises, les vengeances indistinctement annoncées à tous les partisans aristocrates, l'emprisonnement de La Fayette, etc., avaient favorisé le peuple et faisaient tout le mal actuel, parce que les Français voyaient qu'on les

fait Constant de cet ouvrage n'a pas permis de l'identifier à coup sûr. Le *Catalogue de l'Histoire de France* ou l'irremplaçable ouvrage d'André Monglond, *La France révolutionnaire et impériale*, ne signalent aucun livre qui puisse correspondre à ce que dit Benjamin dans sa lettre à Mme de Charrière. Ceci est pour le moins mystérieux. Comment admettre qu'un livre de l'importance dont parle Benjamin ne soit recensé nulle part ? Cet ouvrage était peut-être à ce point modéré et tolérant qu'il fut interdit. Or, un mouchard de la police, un dénommé Latour-Lamontagne, indique dans son rapport du 13 septembre 1793 que Brissot (alors en prison) fait imprimer un ouvrage chez Maret imprimeur (Pierre Caron, *Paris pendant la Terreur. Rapport des agents secrets au ministre de l'intérieur*, Paris, A. Picard, 1910, t. I, p. 89). D'autre part, nous savons par le témoignage de Champagneux, qui dirigea la police après la Terreur, que Robespierre fit brûler l'édition et même le manuscrit de cet ouvrage de Brissot (Cl[aude] Perroud, *Etude critique sur les Mémoires de Brissot, La Révolution française*, t. LVII, juil.-déc. 1909, p. 9). Ne serait-il pas permis de penser que quelques exemplaires avaient pu échapper à l'autodafé et dont l'un aurait pu parvenir à Lausanne ? Champagneux prétend qu'un exemplaire au moins fut sauvé. En l'absence de toute autre indication plus complète, nous proposons cette hypothèse, en soulignant que le personnage de Brissot et sa pensée peuvent assez bien convenir à la description laconique de Constant.

¹⁰⁴ Lettre du 9 novembre 1793 à Mme de Charrière. Mélégar, p. 417. Le 17 octobre 1793, il écrit en effet à Mme de Charrière : « Mme de Nassau m'a proposé un ouvrage qui serait curieux, mais long, un abrégé chronologique des fautes et crimes des deux partis. Voulez-vous que nous y travaillions ensemble ? Pour ne pas nous égarer dans des détails étrangers au sujet, il faudra fixer l'époque où commencera notre histoire. Si nous remontons aux causes, cela n'aurait pas de fin. Notre ère datera immédiatement après la Révolution de 1789, la prise de la Bastille ; il faudra voir ce que les aristocrates auraient dû faire, et qu'auraient dû faire les révolutionnaires d'alors. Ce double parallèle, poussé jusqu'au bout, ne serait pas sans intérêt. » Rudler, pp. 482-483. Il estime à juste titre (*ibid.*, p. 484, n. 1) que le *Dialogue* n'est que le développement de cette idée.

punissait également s'ils s'en tenaient à leurs crimes passés ou s'ils accumulaient crimes sur crimes, qu'ainsi par le sang et les horreurs ils avaient tout à gagner et rien à perdre. C'était ensuite Marat qui se moquait de ce que Brissot avait pu croire qu'on dirigeait le peuple comme on l'excitait, de ce qu'il n'avait pas cru que les moyens qu'il employait seraient employés contre lui ; que le peuple est un rocher qu'on peut faire rouler, mais qu'il faut toujours courir devant ce rocher, sous peine d'être écrasé. Qu'en prêchant l'ordre il se montrait au peuple comme ceux qu'il lui avait rendus suspects, que le seul homme qui ait bien connu la Révolution, c'était lui, Marat. etc.

Mais comment voulez-vous qu'on écrive au milieu des têtes qui roulent ?¹⁰⁵

Cette image de la Révolution, comparée au rocher qui écrase ceux qui veulent l'arrêter, fait penser que Benjamin Constant était devenu résigné, en rédigeant cette sorte de rétrospective. Est-ce l'amorce d'une nouvelle attitude politique ? Gustave Rudler remarque en effet que « les résistances initiales de Constant contre la Montagne avaient commencé ou allaient commencer à fléchir ».¹⁰⁶ Cependant, il est difficile de dater avec précision ce revirement. Tâchons au moins de dégager les circonstances qui l'on vu naître.

Dès le mois de décembre, séjournant à Colombier, Constant fréquente le « ménage Huber »,¹⁰⁷ à savoir Thérèse Forster-Heyne, la femme de Georges Forster (un des partisans allemands les plus dévoués à la cause révolutionnaire) et Louis-Ferdinand Huber, qui épousera Thérèse en avril 1794. Le « citoyen » et la « citoyenne », comme les appelle Mme de Charrière, ne cachent pas leur sympathie pour les idées nouvelles ; et tandis que Benjamin leur témoigne d'emblée son amitié, Belle reste plus réservée à leur égard. Cette méfiance à l'encontre des deux Allemands provoque assez souvent la mauvaise humeur de Constant ; ainsi, le 30 août 1793 :

Et quand M. Huber serait un jacobin, le grand malheur ! Croyez-vous donc aussi à la propagande ? Et que propagandiserait-il à Colombier ? Que je suis fâché de vous voir ces chimériques terreurs ! Nous avons été bernés en Allemagne de dénonciations, avertissement, découvertes de ce genre. Il n'y a jamais eu de vrai que la malignité des inventeurs et la bêtise des croyants.¹⁰⁸

¹⁰⁵ Mélégar, pp. 419-420. Le 19 novembre 1793, il écrit à la même : « Mon dialogue est au diable. Comment voulez-vous que je travaille dans le sang et au milieu des cadavres. » Rudler, p. 484, n. 1.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Sur les relations avec les Huber, voir Godet, t. II, pp. 89-135, le chapitre intitulé : *Le ménage Huber* ; et Rudler, pp. 433-438.

¹⁰⁸ Mélégar, p. 400, sous date fausse. Huber sera désormais un sujet tabou pour Benjamin, comme l'indique cette remarque de Belle, le 21 sep-

Les relations véritables entre Constant et Huber sont mal connues, de même que les raisons précises qui firent de cette amitié une cause de brouille entre Belle et Benjamin. Comment apprécier dans ces conditions l'influence qu'a pu avoir ce couple sur lui durant l'hiver 1793-1794 ? La bienveillance qu'il leur marque ne suffit pas à expliquer la radicalisation de ses idées à ce moment-là. Sans compter que les Huber, même s'ils passent pour jacobins à Neuchâtel, ce qui ne signifie pas grand-chose, ne doivent avancer que des opinions modérées et, à tout prendre, dans la ligne de celles de Constant.

Ainsi, pour comprendre le glissement de Constant « vers la Montagne », comme l'interprète Gustave Rudler, il faut faire intervenir des raisons plus plausibles.

Constant est de plus en plus préoccupé depuis l'automne 1793 par la situation internationale et la guerre intérieure en France. La Vendée, Toulon, Lyon, les campagnes contre la première Coalition prennent de jour en jour le pas sur des considérations politiques plus générales ou plus théoriques. Le 28 décembre, il écrit par exemple à sa tante :

La prise de Toulon, dont je ne doute pas, me paraît une chose des plus extraordinaires mais en même temps des plus décisives et je me flatte que la paix s'en suivra. [...] Quelles horreurs à Lyon ! J'en ai été malade deux jours. Landau n'est pas pris que je sache, mais je le crois fort aventuré. S'il échappe les Prussiens et les Autrichiens quittent l'Alsace ; nouvelle possibilité de paix. J'ai soif de paix.¹⁰⁹

Ce désir de paix revient désormais dans chaque lettre¹¹⁰ : Constant se persuade chaque jour davantage que la terreur et le despotisme de Robespierre s'effondreront, une fois la guerre terminée, parce que ce régime ne trouve sa raison d'être que dans la menace des puissances. Ce raisonnement, Constant l'avait déjà formulé le 16 et 17 octobre dans sa lettre à Mme de Charrière, quand l'exemple de l'Amérique était venu le reconforter. Il concluait, optimiste : « les vertus et les lois reviendront avec la paix. »¹¹¹ Mais en décem-

tembre 1794 : « Et vous ne devez pas me dire ne me conseillez plus, laissez-moi en repos sur ma démocratie, mon Huber, ma Charlotte, etc. » BCU, Fds C II, 34/1, N° 56.

¹⁰⁹ BCU, Fds C, Co 3304. Mélégar, p. 183, donne un texte tellement défiguré, qu'il n'est pas possible de l'utiliser.

¹¹⁰ Le 5 février, le 5 mars, le 26 mars et le 17 avril 1794, dans ses lettres à sa tante de Nassau. Mélégar, pp. 191, 196, 200, 211. Dans sa lettre du 7 juin 1794 à Mme de Charrière : « Vous croyez peu à la paix, moi beaucoup. » Rudler, p. 462.

¹¹¹ Cf. ci-dessus, p. 64.

bre, il va plus loin : les succès des armées françaises, les victoires de l'an II, parce qu'ils amèneront la paix, justifient de son point de vue le régime cruel qui les a favorisés. Voilà pourquoi, le 21 décembre, il peut écrire à sa tante ces lignes révélatrices :

Je m'attends à quelque grand mouvement en France. Il paraît que l'établissement du gouvernement provisoire de Billaud-Varennès et Robespierre excite un grand mécontentement. Comme le gouvernement établi, de l'aveu de ceux qui l'ont fait, un despotisme sans bornes dans la Convention, ceci déchire le voile et ce n'est plus guillotine et liberté mais guillotine et despotisme. *Je suis tellement harassé de ces convulsions, que je désire presque que ce gouvernement s'établisse et s'affermisse pour rendre la paix à l'Europe.* Mais j'en doute.¹¹²

Ce rapprochement avec la cause des Jacobins, on le voit, est encore bien timide. Il se renforce en mars 1794 au moment de la lutte entre les factions parisiennes : Constant prend nettement parti pour Robespierre contre Collot d'Herbois, les Cordeliers et les Hébertistes. Et s'il craint que Collot ne l'emporte, c'est parce qu'il a eu vent d'un projet d'invasion de la Suisse. L'opportunisme encore une fois lui dicte sa conduite : « Si Collot d'Herbois triomphe nous aurons la guerre. Son plan est de faire attaquer la Suisse par trois points : Genève, Neuchâtel et le Valais ; je sais cela d'une manière assez sûre ! Ainsi prions pour Robespierre. »¹¹³

Cependant la paix n'arrive pas et les massacres continuent à Paris. La mort des Dantonistes le dérouté complètement ; il avoue à son amie, qui n'avait pas du tout suivi ses nouvelles brisées :

Votre prédiction se vérifie bien. Voilà quinze Français de seize à quarante-cinq ans guillotines. Je suis tout étonné de la mort de C. Desmoulins et de Philippeaux. Robespierre frappe à droite et à gauche toutes les têtes proéminentes comme Tarquin les pavots. Je ne conçois pas qu'il trouve encore des instruments : en voilà plusieurs qu'il brise au moment même qu'il s'en sert. Que dit M. de Charrière qui pensait comme moi que sa puissance une fois bien établie les guillotinages cesseraient ? Pour moi, je ne dis rien, je gémis un peu, mais j'attends.¹¹⁴

¹¹² Lettre du 21 décembre 1793 à sa tante de Nassau. Mémos, p. 128, corrigé d'après Rudler, Gustave, *Bibliographie...*, op. cit., p. 75, n. 2. C'est nous qui soulignons. Constant fait allusion dans ce passage au décret du 4 décembre 1793.

¹¹³ Lettre du 15 mars 1794 à sa tante de Nassau. BCU, Fds C, Co 3308 et Mélégaré, p. 199, qui oublie la dernière phrase, pourtant essentielle. Le 22 mars, ses vœux sont exaucés, il écrit de nouveau à sa tante : « Bonnes nouvelles de Paris. Les Collatins sont écrasés ou peu s'en faut. Si les Jacobins soutiennent bien ce qu'ils me semblent avoir très bien commencé, je crois leur victoire sûre et la paix prochaine. » Mémos, p. 133.

¹¹⁴ Lettre du 20 avril 1794 à Mme de Charrière. Rudler, p. 446.

Or depuis trois semaines, Constant a quitté Colombier pour se rendre à nouveau en Allemagne. Il rencontre à Goettingue des professeurs aux opinions modérées ; mais à Brunswick il n'en va pas de même : au sein de la petite cité allemande fort réactionnaire, ses opinions se durcissent. Il se cabre même devant les remarques aigres-douces de Mme de Charrière, qui lui écrit aussi le 20 avril :

Parlons un peu de Robespierre. J'ai été très frappée du ton de son discours aux Jacobins quand il répondit à Dufourny et le fit arrêter au sortir de sa séance. [...] Robes[pierre] dans sa rage tutoyait Dufourny. Cela ne leur fait rien du tout qu'on se tutoie ou non, qu'on soit patriote ou non. Régner et tuer tout ce qui les empêche de régner, voilà tout ce qui les occupe et qu'importe ? Si ceux-là ne tyrannisaient pas ouvertement, d'autres tyranniseraient sourdement. Les Ja[cobins], les Jé[suites], l'acqua tofana ou la guillotine tout cela est bien égal. Je disais l'autre jour à ...gen [Huber] : si ceux qui guillotinent aujourd'hui sont guillotins demain l'on dira que c'est encore fort bien ; ceux-ci à leur tour auront été les traîtres et je vois que l'on a le bon esprit de régler ses opinions sur les événements. Il sourit, balbutia un peu, puis dit : ce n'est pas tout à fait cela, mais on explique les événements par ses opinions et comme on espère et croit que tout tend vers un meilleur ordre de choses on regarde tout ce qui se fait comme un acheminement au bien ou comme un bien. Oui, dis-je, et moyennant cela on appelle coupable tout ce qui est puni. Moi je ne vois pas d'innocents parmi eux mais ce n'est pas tant s'en faut une espérance pareille à la vôtre qui me mène à cette manière de les juger. [...] Je crois qu'on ne pense déjà plus en France à la *parfaite égalité* ; je doute qu'on la joue et avant que l'autre pièce fût connue, la parfaite tyrannie et la parfaite anarchie règneront en France. Il ne faut plus rien dire à ces gens qui n'ont plus de théâtre intéressant que l'échafaud. Ils y sont tantôt auteurs, tantôt acteurs ; pourrait-on les distraire ou faut-il essayer de leur enlever des spectateurs ? non, laissons cela. Dans ce moment le monde politique et tout le monde littéraire n'est rien. Voltaire et Rousseau eux-mêmes ne se feraient plus entendre au milieu du bruit qu'ils ont excité.¹¹⁵

En 1793, Constant n'aurait pas désavoué une pareille lettre ; il aurait même renchéri. L'horreur qu'il avait ressentie au moment de la mort de la reine le prouve assez. Il en est tout autrement en été 1794. Il prend tout à fait à son compte la remarque malicieusement adressée à Huber : « je vois qu'on a le bon esprit de régler ses opinions sur les événements. » Piqué au vif, il répond le 4 mai :

¹¹⁵ Lettre de Mme de Charrière à Benjamin Constant du 20 avril 1794. BCU, Fds C II, 34/1, N° 45. Citée en partie par Godet, t. II, pp. 114-115. Mme de Charrière fait allusion au discours de Robespierre du 5 avril 1794, *Œuvres complètes de Maximilien Robespierre*, Paris, 1967, t. X, p. 410.

Parlons un peu de Robespierre, dites-vous : non pas s'il vous plaît, n'en parlons point, ou plutôt, car j'aime bien que vous en parliez, parlez-en, mais permettez-moi de m'en taire ; car je n'y entends rien et je veux attendre. La haine est *pour moi* un sentiment si peu *doux*, j'ai si peu de talent de m'admirer quand je sens une vive indignation, que je me refuse ces sentiments le plus que je peux. Ils ne viendront que trop tôt s'ils doivent venir. Je ne veux pas anticiper. Je suis d'ailleurs trop loin. Je n'ai ici aucune gazette française. Je ne sais ce qui se passe à Paris que par des extraits défigurés par les nouvellistes allemands et par vous. Or... donc je ne puis juger de rien. Je vois beaucoup de mal, je vois une distance immense et de nombreux et profonds abîmes entre le bien et l'époque actuelle ; mais il est sûr que nous marchons. Est-ce vers le bien ? Je l'ignore. Mais je n'en désespérerai que lorsque nous serons arrêtés au mal. N'allez pas me *mécomprendre*. J'aime beaucoup que vous me parliez politique, mais je ne puis répondre sur ce que je ne sais pas ; et pour citer La Fontaine, dans l'espoir qu'en sa faveur vous approuverez mon modeste silence, je vous dirai toujours : *mais attendons la fin*.¹¹⁶

Tout en enrobant d'un peu de miel les bords de la coupe amère, Constant oppose à son amie une fin de non recevoir claire et nette. Dès ce moment, la politique les sépare ; chacun va rester dans ses positions. La querelle mérite d'être suivie, car elle permet de mieux cerner les idées de Constant. Lui, qui hésitait toujours sur le parti à prendre, qui était ballotté au gré des nouvelles, tantôt du côté des puissances, tantôt du côté des révolutionnaires, il trouve soudain un ton ferme et convaincu, auquel il ne nous avait pas habitué. Cet extrait de la lettre du 6 juin 1794 en fournit un exemple frappant :

J'ai un peu peur que nos idées ne se contredisent plus que jamais. Ce que j'entends, ce que je vois, ce que j'éprouve me fait faire beaucoup de chemin, et je n'ai plus aucun doute, aucune hésitation, aucune impression vacillante, ou sympathétique sur le sujet et sur lequel nous différons. Qui veut le but veut les moyens et je me lasse de mon inconséquence.¹¹⁷

¹¹⁶ Le début jusqu'à « je veux attendre » est cité par Godet, t. II, p. 118 ; le reste par Rudler, pp. 459-460.

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 460. Le lendemain, il déclare dans le même esprit : « Nous sommes dans un temps d'orage et quand le vent est si fort, le rôle de roseau n'est point agréable. Le rôle de chêne isolé n'est pas sûr et je ne suis d'ailleurs pas un chêne. Je ne veux donc point être moi, mais être ce que sont ceux qui pensent le plus comme moi et qui travaillent dans le même sens. Les partis mitoyens ne valent rien, dans le moment actuel, ils valent moins que jamais. Voilà ma profession de foi que j'abrège, parce que je suis sûr que vous ne serez jamais de mon avis, dont je suis guère. » *Ibid.*, pp. 461-462. A propos du juste milieu et du parti mitoyen, voir ce que dira Constant sous le Directoire ; ci-dessus Ch. 2, pp. 162-163.

Une telle déclaration surprend par l'aplomb et la sûreté de soi assez inhabituelle chez Constant.

Son retour à Lausanne au mois d'août ne change pas sa manière de penser. Les deux amis restent retranchés derrière leurs arguments. Il est nécessaire de citer encore deux documents importants, qui éclairent, mieux que ne pourrait le faire un commentaire, le fond de leurs pensées. Constant écrit le 9 septembre 1794 à Colombier :

Vous vous êtes trompée si vous avez cru que je doutais de la possibilité de la république sans un tyran à la Robespierre, et par conséquent avec la liberté. J'ai cru la compression, dans ce moment de crise, absolument nécessaire ; je la crois telle encore. Mais je pense qu'il viendra un temps et que ce temps n'est pas éloigné où il n'y aura plus besoin de cette compression et où la république ne sera que la liberté. Quant à ma tolérance ou à ce que vous appelez ma modération, ce n'est assurément pas mépris pour des opinions contraires, mais c'est décision et inébranlabilité dans la mienne. Je suis comme un homme qui, obligé de passer par un très mauvais chemin, fatigué d'entendre ses compagnons de voyage se récrier sur les pierres, la boue, les trous, les cahots, se boucherait les oreilles et fixerait ses yeux sur la tour du village ou de la ville où il veut arriver. Aujourd'hui je puis bien raisonner, distinguer, hésiter même en conversation, mais mon opinion est faite, mon parti pris, et je me remets à ma place dès que la conversation a fini. J'ai ri de la manière *doucette et détournée* avec laquelle vous voulez me réconcilier avec une contre-révolution. Si la France, me dites-vous, sans les coalisés, se contrerévolutionniserait, ce serait le mieux pour nous et pour tout le monde. Non pas, s'il vous plaît. Votre raisonnement que l'expérience que je voulais voir s'achever se serait achevée, n'est point bon. C'est à la paix que mon expérience commencera. La guerre est un ingrédient dans mon pot qui ne devrait point y être, et je ne puis juger de l'effet du mélange et de la cuisson tant que cet ingrédient y sera. Si après une paix glorieuse et assurée avec les ennemis de l'extérieur, après l'anéantissement au moins moral, c'est-à-dire l'acte de rendre non dangereux les ennemis intérieurs, j'entends par là les royalistes, les ex-nobles, les agioteurs et les prêtres, la France se contrerévolutionnise, si les Français, libres des préjugés que l'Ancien Régime leur a laissés, les Français, en tant qu'hommes, après une expérience républicaine, se laissent soit par la ruse, soit par la conviction que cela vaut mieux, ramener à la royauté, alors mon expérience sera faite et je n'aurai plus un mot à dire.¹¹⁸

Cette lettre si riche résume et développe à la fois tout ce qui a été dit sur le ralliement de Constant à la dictature montagnarde. Constatons d'abord que la mort de Robespierre ne l'a pas fait dévier de ce chemin ; aucune lettre n'en parle et l'on ignore ses réactions et ses commentaires sur le 9 thermidor.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 487.

En outre, qui dira la part d'orgueil qu'il y a dans cette attitude inflexible, dans cette fidélité apparemment inébranlable, avec laquelle il s'accroche à ses nouveaux principes ? Devant son amie, son mentor, il ne serait pas très glorieux de baisser pavillon. La plupart des biographes, à la suite de Gustave Rudler, ont observé avec sagacité, que la brouille avec Mme de Charrière (qui se termine par une quasi rupture en octobre 1794, après la rencontre avec Germaine de Staël) correspond à une sorte d'émancipation du jeune Benjamin. Il n'est certes plus l'adolescent un peu folâtre, passant à Colombier, après l'escapade en Angleterre. Les soucis des dernières années l'ont mûri. Et il n'est pas impossible que les transformations que subit sa personnalité rejaillissent sur ses convictions politiques.

Celles-ci viennent de franchir une nouvelle étape : en ralliant la Convention, dans l'idée qu'elle amènerait la paix, Constant est devenu naturellement républicain. C'est l'aboutissement logique de son adhésion à la Montagne. Jusqu'alors, on s'en souvient, il ne s'était jamais prononcé sur la question de la forme du gouvernement. Il se souciait plus des garanties de liberté, des freins que l'on pouvait mettre au despotisme et à l'arbitraire, sans égard pour l'étiquette derrière laquelle se cachait le gouvernement. La lettre ci-dessus laisse entendre clairement, qu'en été 1794 il se préoccupe davantage de la bannière sous laquelle se rangent les opinions. Le mot « royauté », par exemple, se substitue dans son vocabulaire à « aristocratie » ; le roi, la monarchie, symbolisent le despotisme de l'Ancien Régime, qui était caractérisé auparavant dans l'esprit de Constant par l'existence des privilèges. Il ne nous appartient pas de développer ici plus longuement ce qui fera l'objet des chapitres suivants. Mais ce nouvel élément de la pensée politique méritait d'être signalé à sa place et dans son contexte.

Nous laissons à Mme de Charrière le soin de poursuivre l'analyse de la lettre de Constant. Dans sa réponse, datée du lendemain 10 septembre, elle fait quelques observations qui ne manquent pas de justesse :

Vous me répondez fort bien, quoiqu'à mon sens vous ne pensiez pas bien. Il est très vrai que l'expérience ne serait pas finie comme vous l'entendiez, qu'elle serait au contraire interrompue. Si la contre[ré]volution se faisait en France actuellement, il y aurait seulement ceci de prouvé, c'est qu'à l'heure qu'il est Pitt, les coalisés, leurs peuples, le peuple français mis tous ensemble n'ont pas été disposés de façon à ce que l'expérience se finît en France et pour la France. Le mécontentement des Allemands, les tentatives des Russes, la dysenterie, l'ineptie des Princes-généraux paraissaient favoriser l'achèvement tel que vous le désiriez ; d'autres circonstances le contrariaient. Je dirai moi que la nature des choses s'opposera toujours à un pareil achèvement et que s'il pouvait avoir lieu, si en cela je m'étais

trompée, que même il eût lieu. je dirais que la nature des choses détruirait cette république, à qui, contre mon attente, elle aurait permis de s'établir. Peut-être ai-je tort, peut-être c'est vous. Je suis fâchée que notre querelle ne soit pas de nature à se pouvoir terminer. Vous direz toujours que la paix avec les ennemis extérieurs n'est pas assez glorieuse et bien assurée, que l'anéantissement des ennemis intérieurs n'est pas assez complet. C'est une partie d'échec dont l'échec et mat est impossible pour vous ; c'est-à-dire que vous ne pouvez la perdre. Prenez garde de ne vous pas jeter dans l'opiniâtreté de l'esprit et de ne plus voir ni entendre que ce qui servira votre opinion. C'est fort bien de ne pas se plaindre du mauvais chemin, mais c'est fort mal, c'est-à-dire c'est dommage pour un bon esprit, de prendre, pour la tour du village où l'on veut aller, une perche éclairée par la lune.¹¹⁹

Mme de Charrière connaît bien son jeune ami. Elle sent que la voie dans laquelle il s'engage n'est pas la sienne et que cette raideur dans les principes, ce jacobinisme ne conviennent pas à son personnage. Elle regrette son « sens droit, vrai, impartial », sa « morale aussi sévère que [sa] raison est éclairée », ainsi qu'elle se plaisait à le complimenter le 8 avril 1794.¹²⁰ Elle craint désormais ce qu'elle appelle son « opiniâtreté de l'esprit ». Elle sent confusément que l'homme de parti l'emporte chez Constant sur l'historien, le critique, l'observateur froid. Ce qu'il gagne en conviction, il le perd en impartialité. Mais Mme de Charrière ne comprend pas que le comportement de son ami correspond à un besoin de s'affirmer, de trouver une raison d'être, une raison d'espérer au milieu de l'ennui et de la grisaille qui l'entourent. Jamais l'écart entre les générations ne parut aussi grand entre eux. Mme de Charrière est lasse et résignée :

Depuis que les cruautés des Robespierre, lui écrit-elle le 12 décembre, ne me viennent plus tourmenter l'imagination, je ne me sens qu'un froid dégoût pour les sociétés et ceux qui les mènent ou les tracassent. Aucune opinion ne me fâche plus et supposez que j'en aie une, mais cela est fort douteux, il m'est égal qu'on aie celle-la ou une autre. Quand j'ai un peu de fièvre, je

¹¹⁹ BCU, Fds C II, 34/1, N° 67. Constant répond le 12 septembre : « Pourquoi êtes-vous fâchée que notre querelle soit de nature à n'être jamais finie ? Quel besoin y a-t-il que nous soyons du même avis ? Pourvu que nous nous convenions, j'espère que ni l'un ni l'autre de nous n'est assez fol pour prétendre faire de son opinion la règle universelle et je vous déclare que l'opposition que je trouve entre nos façons de voir ne change en rien mes sentiments envers vous. Quant à ce que vous me dites de la nature des choses, hélas ! je ne sais pas trop ce que c'est la nature des choses. Je prendrai bien garde sans doute de ne pas me jeter dans l'opiniâtreté de l'esprit. J'ai pris note de votre avertissement avec sa date et j'en ferai usage. Cependant qu'importe que j'aie ce défaut-là ou un autre ? Le plus grand sera toujours de ne pas être de votre avis. » Méléhari, pp. 446-447.

¹²⁰ Cf. ci-dessus, n. 3.

m'en aperçois à la lueur de la chandelle ou bougie que je vois plus jaunâtre et plus pâle qu'à l'ordinaire, et le monde depuis quelque temps n'est plus éclairé pour moi que par une lumière faible et jaunâtre et j'aime assez cette douce teinte. Je n'en demande pas d'autre.¹²¹

Mme de Charrière finit donc, en politique, là où Constant avait commencé, par l'indifférence. En décembre 1794, Benjamin avait déjà trouvé auprès de Mme de Staël une exubérance et des teintes plus vives et plus attrayantes que la chandelle de Colombier.

Avant de conclure, quelques mots encore sur un ouvrage que Constant commence lors de son dernier séjour à Brunswick.

Le 31 janvier 1794, il apprend la mort de Jacob Mauvillon, l'érudit économiste et théoricien militaire, qui collabora avec Mira-beau à la *Monarchie prussienne*.¹²² La présentation que Constant fait de Mauvillon à sa tante, prouve combien il était désespéré de la perte de cet ami :

J'ai fait une perte à Brunswick qui en change absolument le séjour pour moi. Le gentilhomme de lettres, qui possédait toutes les qualités qui me convenaient, celui qui, pendant cinq années d'ennui et d'humeur, m'avait consolé, soutenu, encouragé, celui sans lequel, en un mot, je serais mort ou devenu aussi brute que mes alentours, l'ami de la liberté [et ?] des lumières, cet homme dont les hautes opinions, sans exceptions, en morale, politique, religion, s'accordaient en tous les points avec les miennes, cet homme qui m'avait écrit il y a cinq semaines et dont j'attendais la réponse, cet ami qui entraînait pour la moitié dans la possibilité que je me figurais encore de passer quelque temps à Brunswick, cet homme est mort ! il avait à peine quarante-neuf ans. Je suis atterré de cette perte et le serai bien plus encore si je me retrouve à Brunswick entre un tas de fous, de bêtes et de méchants. [...] Je compte à Brunswick écrire un ouvrage sur toutes les particularités de cette vie d'ennui. J'y ferai connaître, et la littérature allemande si mal connue, et cette classe d'hommes respectables qui en imposent mêmes aux princes sous la griffe desquels ils sont, et les ouvrages de mon ami qui sont bien dignes d'être traduits au moins en partie. Ce seront mes occupations de l'été prochain.¹²³

L'influence de Mauvillon sur le jeune chambellan dut être considérable à en croire cette lettre. Il est regrettable que Constant n'en

¹²¹ BCU, Fds C II, 34/1, N° 67.

¹²² *De la monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, Londres, 1788, 8 vol.

¹²³ Lettre du 31 janvier 1794 à sa tante de Nassau. Mélégar, p. 187 et p. 190 ; aussi dans Rudler, pp. 413-414. Le 17 mars 1805, Constant notera dans son Journal intime : « Je ne me suis jamais relevé de la mort de Mauvillon. »

ait jamais rien confié à quiconque, avant la mort de l'écrivain ; sur la base de cette seule oraison funèbre, il est difficile de savoir comment Constant s'est peu à peu formé au contact de Mauvillon. Et comme aucune étude ni biographie n'ont paru sur ce dernier, qui auraient donné quelques informations sur sa pensée, on en est réduit aux hypothèses.¹²⁴

Le projet d'un ouvrage sur l'Allemagne et Mauvillon se précise au mois d'avril. Constant rend visite à Mme Mauvillon, qui lui « décrit en deux heures la vie de son mari avec une netteté, une finesse, des nuances, une profondeur » telles qu'il pense se mettre « incessamment à cette biographie ». ¹²⁵ Il prend un réel plaisir à la conversation de cette femme de qualité, qu'il revoit souvent.¹²⁶ Cependant, sa biographie n'avance pas et elle est retardée à cause de son travail sur les religions.¹²⁷ Encore un ouvrage laissé en plan, après tant d'autres ! Mme de Charrière le regrette beaucoup :

Je crois avoir pensé que vous auriez assez le temps de vous montrer, quand je ne serais plus, le Montesquieu de l'Esprit des lois et qu'en attendant il vous fallait être le Montesquieu des Lettres persanes. Sérieusement je regardais cette Vie de M[auvillon] comme devant être vos lettres persanes. J'y prévoyais le plaisir de vous voir effectuer, finir quelque chose.¹²⁸

En déplorant les intentions velléitaires de Constant, Mme de Charrière dresse ainsi le bilan de toute cette période 1788-1794. Que reste-t-il au juste de ces six années passées à Brunswick ? Benjamin lui-même est parfaitement conscient et souffre profondément de cette vie inactive, de tout ce temps perdu en occupations idiotes à la cour, en soucis domestiques, en maladies et en dépressions. Cependant, pour qui suit avant tout les progrès de sa pensée politique, cette époque offre un intérêt incontestable. Il n'a rien publié, certes ; mais faut-il regretter pour les lettres françaises et pour la gloire de l'auteur ces arrangements avec des libraires, dans le but de payer

¹²⁴ Voir Rudler, p. 415.

¹²⁵ Lettre du 28 avril 1794 à Mme de Charrière. Méléhari, pp. 436-437.

¹²⁶ Lettre du 29 avril 1794 à la même. Rudler, p. 450.

¹²⁷ Lettre du 23 mai 1794 à la même, *ibid.*, p. 455.

¹²⁸ Lettre de Mme de Charrière à Benjamin Constant du 27 novembre 1794. BCU, Fds C II, 34/1, N° 66, et Godet, t. II, p. 170. Le 29 septembre 1794, elle lui écrivait déjà : « Peut-être désirais-je, par *amour-propre* pour vous, vous voir vous élever encore au-dessus de ce désir de gloire, vous voir la mériter plus que la rechercher. Cela ne vous aurait pas empêcher de l'obtenir. Ne la désirais-je pas pour vous autant que vous, quand je souhaitai que la vie de Mauvillon, avec tout ce qu'elle fournissait de vues politiques et philosophiques à exposer, vous annonçât au public, vous et votre grand ouvrage, comme les *Lettres persanes* avaient annoncé Montesquieu et l'*Esprit des lois* ? » Godet, t. II, p. 159.

ses dettes comme il le disait lui-même ? Non, sans doute. Le peu d'écrits qui subsistent dans ses papiers permettent de dire qu'il ne maîtrisait pas encore les sujets qu'il abordait. Il ne savait pas encore du reste où allaient ses préférences : outre l'étude sur les religions, il s'essaye successivement à l'analyse politique avec la *Révolution du Brabant*, à la réfutation contre Burke et Ferrand, au pamphlet avec le *Dialogue entre Louis XVI, Brissot et Marat*, enfin à la biographie avec la *Vie de Mauvillon*. Constant visiblement cherchait sa voie, se dispersait et manquait de système et d'ordre. Ses tentatives sans lendemain prouvent au moins qu'au milieu de l'ennui, Constant conservait son goût du travail. Loin de l'effervescence révolutionnaire, c'est à travers l'étude et non par l'action qu'il s'est familiarisé avec la discussion politique. Toute banale que cette remarque puisse paraître, il faut insister sur cette distance qui le sépare des événements. Et, quelque émotion qu'il ait ressentie à la lecture des journaux et aux récits des témoins, il ne pouvait se faire qu'une simple idée de la situation : entre la réalité et son interprétation, il y a forcément un décalage et une distorsion. Il s'en rendra compte lui-même lorsque, en 1795, il sera brusquement placé au milieu de la tourmente.

Le recul par contre laisse la place au doute, à la réflexion et à l'analyse. Il refuse par exemple de parler de Robespierre à Mme de Charrière, en mai 1794, sous prétexte qu'il est mal informé ; avec beaucoup d'esprit et de perspicacité, il dénonce la partialité de ses contemporains : s'estimant plus objectif, il se moque de l'outrance des aristocrates et des émigrés, il démasque l'hypocrisie des Vaugeois et Mme de Charrière elle-même n'obtient pas grâce devant son esprit critique.

Ainsi Constant restera toujours un « homme du dehors », un *outsider*, peu fait pour s'intégrer ou participer à une politique, si ce n'est par raccroc. Les reproches qu'on ne manquera pas de lui faire à ce sujet ne seront jamais complètement dénués de fondement.

En prenant les documents pour guides, nous avons pu suivre les étapes principales de sa première formation politique et placer quelques jalons permettant de mieux comprendre les développements ultérieurs de sa pensée. Parti de l'indifférence, il suit une ligne parallèle aux événements, passant par la critique de l'aristocratie, puis par l'aveu de ses sentiments démocrates, pour aboutir au républicanisme. Le contenu de chacune de ces tendances est encore bien vague ; sous des étiquettes différentes, auxquelles il ne faut pas trop accorder d'importance, se mélangent ses exigences d'ordre et de paix, sa haine de toute violence, son goût pour la voie moyenne, sa crainte des extrêmes. La morale se mêle dans son esprit à la politique, qu'il ne conçoit pas sans bonne foi et sans honnêteté. Son

réalisme, son sens pratique et son opportunisme restent teintés d'une bonne dose de candeur. Enfin, dans une page de théorie politique, apparaît en filigrane une des pièces maîtresses de sa philosophie : la notion de garantie. Mais l'état de la documentation comme le caractère embryonnaire de ses idées ne permettent pas encore de risquer les mots de libéralisme ou libéralisme individualiste pour définir ses opinions. Il faut éviter de plaquer sur le jeune Constant des concepts, qui ne seront pleinement acceptables que sous l'Empire ou la Restauration. Le libéralisme chez lui n'est pas un donné qu'il s'agit de constater, mais un aboutissement dont il faut déterminer les origines.

Chapitre II

LE RÉPUBLICAIN MILITANT SOUS LE DIRECTOIRE 1795-1799

I. — *Le retour à la modération ; l'engagement politique*

Le crédit que Constant accorde en été 1794 à la politique montagnarde est de courte durée. Sa sympathie pour les jacobins est un feu de paille : ce modéré par nature, si l'on peut dire, ne peut demeurer longtemps l'apologiste de la terreur, même si les circonstances lui ont semblé la justifier pour un moment. A Mme de Charrière, avec laquelle il s'était brouillé à ce sujet, il explique son revirement, le 14 octobre 1794 :

La politique française s'adoucit d'une manière étonnante. Je suis devenu tout à fait talliériste et c'est avec plaisir que je vois le parti modéré prendre un ascendant décidé sur les jacobins. Dubois Crancé en promettant la paix dans un mois si l'unanimité pouvait se rétablir dans l'assemblée et Bourdon de l'Oise en appelant la noblesse une classe malheureuse et opprimée, qui a eu des torts, mais qui doit s'attacher à la République, oublier ses ressentiments, reprendre de l'énergie, m'ont fait une impression beaucoup plus douce que je ne l'aurais attendu d'un démocrate défiant et féroce tel que je me piquais de l'être. Je sens que je me modérantise, et il faudra que vous me proposiez anodinement une petite contre-révolution pour me remettre à la hauteur des principes.¹

Dans un certain sens, Constant demeure logique avec lui-même. On se souvient qu'il avait dit que « la guerre [était] un ingrédient dans [s]on pot qui ne devrait point y être »² et il avait parié que,

¹ Sainte-Beuve, Benjamin Constant et Madame de Charrière, *Revue des deux mondes*, t. VI, 15 avril 1844, p. 261, revu sur l'original : NeV, Ms 1313/76. Le 18 octobre 1794, Mme de Charrière répond : « Je ne vous envie pas votre satisfaction, je ne contredirai pas vos espérances, réjouissez-vous, espérez et laissez-moi me taire. » BCU, Fds C II, 34/1, N° 61. — Les discours de Dubois-Crancé et de Bourdon de l'Oise, auxquels Constant fait allusion, ont été prononcés le 13 vendémiaire an III (4 octobre 1794) et reproduits dans le *Moniteur* du 7 octobre 1794.

² Lettre du 9 septembre 1794 à Mme de Charrière, citée ci-dessus p. 71.

dès la paix revenue, la république reviendrait d'elle-même à des mesures moins rigoureuses et moins sanglantes. Or, la promesse de Dubois Crancé, si vague soit-elle, le confirme dans son opinion, puisque cet espoir de paix concorde avec l'« ascendant décidé » du parti modéré dans l'assemblée. La confiance qu'il n'avait concédée au régime de Robespierre que sous la pression des circonstances tombe donc d'elle-même.

La dernière phrase de la citation mérite que l'on s'y arrête un instant ; car, bien que lancée sous la forme d'une boutade, tout à fait dans le ton de la correspondance avec l'amie de Colombier, elle trahit un certain malaise latent chez son auteur : le retour à la modération n'implique-t-il pas aussi un retour aux hésitations d'antan ? C'est en partie par lassitude pour son « inconséquence », comme il le disait lui-même,³ qu'il s'était convaincu que la voie suivie par la Montagne était la bonne. Pour un caractère aussi partagé, indécis et versatile que le sien, prendre un parti offre l'avantage d'une sécurité morale un peu factice, mais bienfaisante. Si Mme de Charrière lui vantait par exemple l'ouvrage d'un Ferrand ou d'un Mallet du Pan, devant l'outrance de leurs propos réactionnaires, il se mettrait, en les réfutant, « à la hauteur des principes », c'est-à-dire il se réfugierait dans un monde où les tergiversations embarrassantes n'ont plus cours, parce que les principes ont réponse à tout. Doute et modération sont deux aspects inhérents à la personnalité de Constant, celle-ci entraînant celui-là. Malgré le besoin de certitude et de stabilité tout aussi essentiel chez lui, Benjamin Constant remet toujours en cause ses propres décisions.⁴ L'idéal serait précisément de placer la modération « à la hauteur des principes ». En prenant résolument parti pour le juste milieu, Constant concilierait ainsi deux tendances contradictoires de sa nature : la modération et le besoin de stabilité. Toute sa réflexion politique des années qui suivent tente de réaliser cet équilibre.

Constatons donc que vers les mois de septembre et d'octobre 1794, s'annonce un tournant dans la pensée de Constant : c'est alors qu'apparaît la notion capitale d'*engagement*, qui restera comme une note dominante pendant la période du Directoire. Mais avant de préciser cette nouvelle donnée, il faut voir si une influence extérieure n'a pas aidé cette conversion. A la même époque en effet, se produit l'événement bien connu qui bouleverse l'existence de Benjamin : le 18 septembre, il rencontre à Lausanne Mme de Staël.⁵

³ Lettre du 6 juin 1794 à la même, citée ci-dessus p. 70.

⁴ Sur l'indécision comme tendance fondamentale du caractère de Constant, voir Pierre Deguise, *Benjamin Constant méconnu...*, op. cit., p. 99.

⁵ Sur la chronologie précise et l'évolution des rapports sentimentaux entre Germaine et Benjamin, voir : Madame de Staël, *Lettres à Ribbing*, éta-

Dans quelle mesure cette femme d'esprit, dont il devient très vite éperdument amoureux, n'a-t-elle pas influé sur son changement d'attitude ? La plupart des biographes se sont plu à le peindre sous les traits d'un homme complètement envoûté par celle qui serait devenue son Egérie et qui lui aurait dicté sa conduite comme sa pensée. Sainte-Beuve en particulier a beaucoup contribué à accréditer la légende d'un Constant sans caractère et sans originalité, devant tout aux femmes. Mais il convient de nuancer ce portrait exagéré.⁶

Nous avons déjà constaté combien Constant est sensible au milieu dans lequel il évolue et jusqu'à quel point son opinion se modifie au gré de ses états d'âme.⁷ Le même phénomène se produit auprès de Mme de Staël. Son amour pour elle, bien que malheureux,⁸ lui fait voir les événements sous un autre jour. Sans compter que Germaine Necker de Staël n'est pas la première venue : fille d'ancien ministre, elle est célèbre par sa naissance, son mariage avec l'ambassadeur de Suède, ses anciennes relations avec Narbonne et Talleyrand (entre autres), enfin ses écrits.⁹ Elle est de plus très au fait de la politique qu'elle a toujours suivie avec un grand intérêt ; modérée, tout à fait dans l'esprit de quatre-vingt-neuf, mais résolument hostile à toutes les violences qui se sont commises depuis le 10 août 1792, elle accueille avec soulagement la politique plus tem-

blissement du texte, introduction et notes par Simone Balaye, Paris, Gallimard, 1960, p. 151, et l'excellent ouvrage de Béatrice Jasinski, *L'engagement de Benjamin Constant. Amour et politique (1794-1796)*, Paris, Minard, 1971, 292 p. (cité désormais : Jasinski).

⁶ Arnold de Kerchove (*op. cit.*, p. 126) fournit le meilleur exemple de cette exagération : « Trop faible et trop désarmé pour trouver en lui-même l'expression définitive de sa personnalité qui se cherchait, c'est à cette femme débordante de vitalité qu'il va demander la force de réaliser ses virtualités. A l'homme d'action, elle va dicter un programme, au théoricien de la politique, fournir l'occasion d'exercer ses talents, au révolutionnaire platonique, ouvrir un champ d'activité, à l'apôtre indécis, donner une religion qui aimante son désir de dévouement et de foi. » Après un tel portrait, l'auteur conclut bizarrement : « Ceux qui le connaissent mal croiront qu'il n'est qu'un instrument aux mains d'une intrigante [...] En réalité, c'est lui qui se servira d'elle. » Paul Bastid estime pour sa part que c'est Constant qui a influencé Mme de Staël et qui l'a amenée à l'idée républicaine (*Benjamin Constant et sa doctrine*, Paris, A. Colin, 1966, t. I, p. 106). Cette interprétation est parfaitement inexacte.

⁷ Cf. ci-dessus, pp. 54-55.

⁸ Germaine ne cédera aux avances de Benjamin qu'au début de 1796, ainsi que l'a prouvé l'édition des *Lettres à Ribbing*. Voir l'édition citée de Simone Balaye et aussi Jasinski, ch. 1er : *Débuts d'une liaison : Mme de Staël et Benjamin Constant*.

⁹ Mme de Staël avait déjà publié notamment les *Lettres sur les ouvrages et le caractère de J.-J. Rousseau*, 1788 ; les *Réflexions sur le procès de la Reine, par une femme*, 1793 ; *Zulma*, 1794 et à la fin de cette même année elle rédige ses *Réflexions sur la paix adressées à Mr Pitt et aux Français*.

pérée des Thermidoriens.¹⁰ Le « démocrate défiant et féroce » — ainsi que Constant aime à se qualifier — trouve auprès d'elle une interlocutrice informée et bien plus à même que Mme de Charrière, par exemple, de lui être supérieure sur le terrain de la politique. Tout occupée alors à sauver ses amis traqués par la police de la Convention, Mme de Staël n'aurait pas admis d'ailleurs qu'on vienne justifier devant elle des mesures de répression et l'emprisonnement, voire la condamnation des nobles. Il est donc fort probable que, vivant dans l'entourage de cette amie des Constitutionnels de 1789, Constant, sensible du reste à son charme et à son éloquence, tempère sa fougue révolutionnaire ; ceci d'autant plus volontiers que sa défense de la terreur est toute relative et conditionnelle et qu'il s'est promis de plaire à l'hôtesse de Mézery.

Mme de Charrière, la toute première, croit reconnaître dans la soudaineté de ce revirement l'influence de Mme de Staël. Elle en est cruellement blessée. Elle n'avait ménagé aucun argument pour tenter de faire revenir Benjamin sur une voie plus conforme à sa nature et à son éducation. En vain ! Il renâclait et continuait de plus belle dans son obstination. Et voilà qu'en quelques semaines il se ravise, prétextant un adoucissement de la politique ! Le 11 janvier 1795, elle lui adresse cet amer reproche :

Il n'y a pas jusqu'à votre changement politique qui ne me fasse du mal. Quant à ceci c'est la manière et non la chose. Après que j'aie lu et entendu mille fois et avec douleur les maximes acerbes, tout à coup vous voilà talliériste talleyraniste que sais-je encore quoi ! A la bonne heure encore vous êtes le maître [...]¹¹

Et plus tard elle lui avouera encore :

¹⁰ Ses lettres de l'automne 1794 en apportent la confirmation. Madame de Staël, *Correspondance générale*, texte établi et présenté par Béatrice Jasinski, Paris, J.-J. Pauvert, 1968, t. III/1, *Lettres de Mézery et de Coppet* (16 mai 1794-16 mai 1795) (abrégé désormais : *Corr. gén.*). Voir en particulier les lettres des 22 et 27 octobre à Ribbing. — La lecture de cette correspondance et des commentaires de Mme Jasinski est l'une des meilleures manières de comprendre la pensée politique de Mme de Staël. On se reportera avec profit aux études suivantes : Henri Grange, Necker, Mme de Staël et la Constitution de l'an III, *Approches des Lumières*, Mélanges offerts à Jean Fabre, Paris, Klincksieck, 1974, pp. 225-239. Béatrice Jasinski, Mme de Staël et la Convention, mai-octobre 1795, *Madame de Staël et l'Europe*, Colloque de Coppet (18-24 juillet 1966), Paris, Klincksieck, 1970, pp. 39-52. B[asil] Munteanu, *Les idées politiques de Madame de Staël et la Constitution de l'an III*, Paris, Les Belles-Lettres, 1931, 77 p.

¹¹ Godet, t. II, p. 179. L'original (BCU, Fds C II, 34/1, N° 73) est daté seulement : « Dimanche 11 janvier » ; or le 11 janvier 1795 est précisément un dimanche. La fin de la lettre est perdue.

C'est quand vous vous montriez robespierriste non quand vous vous montriez staëliste que je vous ai accusé de ne penser pas ce que vous disiez.¹²

Il est clair qu'elle ne peut pas lui reprocher de revenir à des principes modérés ; mais l'avoir fait si brusquement ! Elle, qui avait dû essuyer les rebuffades et les « maximes acerbes », croit voir une rivale l'emporter presque sans coup férir. Mais nous qui bénéficions d'un recul appréciable et d'informations plus complètes que celles de Mme de Charrière, nous pouvons estimer que l'influence de Mme de Staël, dans le cas particulier, n'est pas si considérable. Elle précipite seulement un revirement qui se serait de toute façon produit à brève échéance, puisqu'il dépendait de l'évolution des événements extérieurs.

Par contre, si elle ne lui dicte pas sa conduite, comme cela a été trop souvent avancé, Mme de Staël apporte à Constant quelque chose de plus précieux, parce que plus rare pour celui que nous n'avons connu qu'apathique, découragé et sceptique : c'est auprès d'elle qu'il découvre l'*enthousiasme*, cette faculté de se laisser emporter par une force irrésistible, sans rapport avec le calcul ou la raison, mais où les sentiments, les passions, les ressorts intimes de l'être servent de guide à l'individu.¹³ Un pareil état d'esprit, Constant ne l'a jamais rencontré auparavant et c'est cela qui doit forcer son admiration et son amour, au moins autant que la conversation et le charme de Germaine.¹⁴ Mme de Charrière en effet agissait envers

¹² *Ibid.*, p. 180. L'original (BCU, Fds C II, 34/1, non classé) porte la mention : « Ce mercredi au soir. » Nous n'avons pas pu préciser davantage, mais la lettre semble être postérieure à celle du 11 janvier 1795.

¹³ Dans ses *Réflexions sur la paix intérieure*, imprimées en 1795 mais non publiées, Mme de Staël s'écrit : « Découvrez, rendez-nous le plaisir de l'admiration ! Il y a trop longtemps que, dans la carrière du beau, l'homme n'a étonné l'homme ; il y a trop longtemps que l'âme froissée n'éprouve plus la seule jouissance céleste restée sur cette triste terre, cet abandon complet d'enthousiasme, cette émotion intellectuelle qui vous fait connaître, par la gloire d'un autre, tout ce que vous avez vous-même de facultés pour juger et pour sentir. » *Œuvres complètes de Mme la baronne de Staël*, Paris, Treuttel et Würtz, 1820, t. II, pp. 161-162.

¹⁴ L'enthousiasme chez Constant se manifeste déjà dans l'éloge dithyrambique qu'il fait de Mme de Staël dans sa lettre du 21 octobre 1794 à Mme de Charrière : « J'ai le bonheur, moi, depuis quelque temps, de repousser les sensations stériles et je n'aime pas à me débattre dans le passé quand je crois pouvoir encore espérer de l'avenir [...] depuis que je la [Mme de Staël] connais mieux, je trouve une grande difficulté à ne pas me répandre sans cesse en éloges, à ne pas donner à tous ceux à qui je parle le spectacle de mon intérêt et de mon admiration. J'ai rarement vu une réunion pareille de qualités étonnantes et attrayantes, autant de brillant et de justesse, une bienveillance aussi expansive et aussi active, autant de générosité, une poli-

lui plutôt comme un éteignoir, tandis que Germaine va raviver l'ambition littéraire, le goût de l'étude et l'envie d'entrer dans la carrière des lettres.¹⁵

Certes, il ne faut pas imaginer que Constant devienne un exalté ou un inspiré. Au contraire, chez lui comme chez Mme de Staël, l'esprit et le raisonnement ne perdent jamais leur importance. En disciples des Lumières, ils placent la raison sur un piédestal, sans que cela empêche le cœur, les sentiments, la générosité, le sacrifice, la passion de recevoir aussi, chez eux, leur droit de cité. Constant regardera même toujours avec méfiance les manifestations de l'enthousiasme populaire, susceptible de dégénérer en émeutes et générateur d'un arbitraire aussi dangereux que celui des pires tyrans.¹⁶

Ce qui demeure essentiel pour notre propos, c'est cette confusion entre l'enthousiasme et l'engagement. Le premier est le complément, l'appui presque indispensable du second ; l'un se situe sur le plan de la morale et l'autre sur celui de la réflexion ; mais les deux éléments participent de l'évolution que subissent la pensée et la personnalité de Constant en automne 1794. Cette volonté d'agir, ce

tesse aussi douce et aussi soutenue dans le monde, tant de charme, de simplicité, d'abandon dans la société intime. C'est la seconde femme que j'ai trouvée qui m'aurait pu tenir lieu de tout l'univers, qui aurait pu être un monde à elle seule pour moi. Vous savez quelle a été la première. Mme de Staël a infiniment plus d'esprit dans la conversation intime que dans le monde ; elle sait parfaitement écouter, ce que ni vous ni moi ne pensions ; elle sent l'esprit des autres avec autant de plaisir que le sien. Elle fait valoir ceux qu'elle aime avec une attention ingénieuse et constante, qui prouve autant de bonté que d'esprit. Enfin, c'est un Etre à part, un Etre supérieur, tel qu'il s'en rencontre peut-être un par siècle et tel que ceux qui l'approchent, le connaissent et sont ses amis, doivent ne pas exiger d'autre bonheur. » Godet, t. II, p. 166. — Mme de Charrière est bien entendu blessée par un tel portrait. Le 8 novembre 1794, elle écrit à Mlle L'Hardy à ce propos : « J'aime mieux rompre toute correspondance que de me laisser ennuyer plus longtemps par les expressions de ce nouvel enthousiasme. Aimez ! Enthousiasmez-vous ! lui ai-je dit : vous êtes bien le maître et je suis bien la maîtresse aussi de ne plus vous écrire. » *Ibid.*, p. 168.

¹⁵ Constant accuse son amie du Pontet, dans un billet non daté mais que l'on peut situer avant la rencontre avec Mme de Staël, d'avoir ruiné ses ambitions : « Jusqu'au fantôme de la gloire littéraire que vous aviez pris tant de peine à tuer chez moi. » Godet, t. II, p. 158. Les griefs de Constant sont peut-être injustes et en tout cas trop sévères ; toutefois, la floraison de ses écrits sous le Directoire prouve que les encouragements de Germaine ont été plus profitables que le mentorat de Belle. N'en déplaise à Paul Valéry pour qui « l'enthousiasme n'est pas un état d'âme d'écrivain ». (*Variété*, Introduction à la méthode de Léonard de Vinci.)

¹⁶ Constant, par exemple, préfère le bicamérisme au monocamérisme, parce que, dit-il, « la division du Corps législatif en deux chambres, prévenant les décrets d'enthousiasme, est un garant de stabilité ». Lettre du 29 octobre 1795 à sa tante de Nassau. Mélégaré, p. 246.

renoncement au doute et aux oscillations entre révolution et réaction va se cristalliser dans la défense de la république modérée, thermidorienne, puis directoriale. Attitude foncièrement nouvelle, qui tranche avec celle des années précédentes et dont il faut préciser maintenant les implications éthiques et intellectuelles avant de pénétrer plus en avant dans l'étude des textes politiques.

II. — Les caractères principaux de la période 1795-1799

Alors que jusque-là, Constant n'avait eu de contacts avec la Révolution qu'à travers les gazettes et les récits, il va entrer de plain-pied dans la vie politique. Qui veut défendre la république et « être à la tête d'un parti »¹⁷ se doit d'être sur place ; si bien que dès le printemps 1795, il est à Paris en prise directe avec la réalité.¹⁸ A la vision des phénomènes de l'extérieur, succède une connaissance immédiate des événements et des hommes.

Cette volonté de jouer un rôle se traduit nécessairement par une *activité considérable* : en cinq ans, de 1795 à 1799, Constant publie en effet quatre brochures, plusieurs articles dans les journaux, traduit Godwin ; il est parmi les animateurs influents d'un Cercle constitutionnel (dès juin 1797) et préside l'administration communale de Luzarches, sans oublier la vie mondaine, les salons et les dîners qu'il fréquente. Tout se passe, durant cette période, comme s'il prenait une revanche sur les années d'ennui et de morosité passées à Brunswick. Ou peut-être éprouve-t-il une sorte de vide, de besoin de dépenser son énergie, maintenant que ses soucis familiaux et domestiques sont en passe d'être résolus.¹⁹

L'apathie d'autrefois cède le pas à l'*ambition*. Constant lui-même l'admet dans son récit intitulé *Cécile* :

Au printemps de 1795, je la [Mme de Malbée alias Mme de Staël] suivis en France. Je me livrai avec toute l'impétuosité de mon caractère et d'une tête plus jeune encore que mon âge aux opinions révolutionnaires. L'ambition s'empara de moi, et je ne

¹⁷ Selon l'expression que Constant utilise dans *Cécile* ; nous donnons la citation plus complète et la référence ci-dessous, p. 86.

¹⁸ Cependant, il reviendra plusieurs fois en Suisse ; de décembre 1795 au mois d'avril 1796, d'août à octobre 1796 ; en décembre 1796 et de novembre 1798 à février 1799.

¹⁹ Le 18 novembre 1795, le divorce entre Benjamin et sa femme Minna est définitivement prononcé. Quant au procès paternel, il se termine le 19 février 1796 en faveur de Juste de Constant. Rudler, p. 381, n. 2. Toutefois, les difficultés financières consécutives à ces litiges entraîneront Benjamin dans de nouveaux procès, sur lesquels nous sommes mal renseignés

vis plus dans le monde que deux choses désirables, être citoyen d'une république, être à la tête d'un parti.²⁰

Cette envie de places, cet appétit des honneurs et de la faveur du public est une des caractéristiques essentielles de Constant. Si cette tendance n'apparaît pour ainsi dire pas avant 1795, elle subsistera par contre sa vie durant. M. Henri Guillemin a écrit un livre — le monument par excellence du pharisaïsme critique — pour démontrer que Constant est un arriviste sans grand scrupule, goulûment avide d'une situation lucrative.²¹ Il est impossible de nier chez Constant ce travers peu glorieux sans doute et qu'il partageait (notons-le bien !) avec la grande partie de ses contemporains. Cependant, il ne faut pas non plus lui donner un relief disproportionné.

L'entrée en lice de Benjamin Constant se fait d'une manière brouillonne. Témoins ces trois *Lettres à un député*²² qui prouvent manifestement une appréciation hâtive de la situation politique. Cela tient à cette part de *naïveté* due à « l'impétuosité de [s]on caractère » et à sa « tête plus jeune encore que [s]on âge ». En se confiant à son ami Coulmann sous la Restauration, il parlera alors de sa « naïveté républicaine ».²³ C'est également sous l'aspect d'un jeune homme candide et un peu niais²⁴ que l'ont vu certains de ses

²⁰ *Cécile, Troisième époque*, in : Benjamin Constant, *Œuvres*, op. cit., p. 182.

²¹ Henri Guillemin, *Benjamin Constant muscadin, 1795-1799*, Paris, Gallimard, 1958, 299 p. Écrit avec beaucoup de verve et généralement bien documenté, cet ouvrage partial a eu sur les études constantiennes le même effet déplorable que les articles de Sainte-Beuve au milieu du siècle passé. Il a eu au moins l'avantage de provoquer des historiens plus honnêtes et plus sérieux et de susciter d'intéressantes mises au point. Ainsi, par exemple : Pierre Deguise, Constant a-t-il été dénonciateur ? L'affaire Oudaille, *Mercur de France*, t. CCCXLIII, 1961, pp. 75-92 ; l'ouvrage déjà cité de Mme Jasinski, qui réplique à H. Guillemin d'une façon remarquable pour tout ce qui concerne les spéculations de Constant et la question de sa nationalité française ; enfin, parmi les innombrables comptes rendus de *Benjamin Constant muscadin*, nous citerons seulement ceux de Jean Bloch-Michel, *Passez Muscade ! Preuves*, N° 98, 1959, pp. 62-67 ; de François Mauriac, *Comprendre, c'est aimer, Figaro littéraire*, 31 janvier 1959 ; du Numéro spécial des *Lettres nouvelles*, 24 juin 1959, pp. 1-14, intitulé : Enquête sur la méthode critique ; enfin de Jean-René Suratteau, *Annales historiques de la Révolution française*, t. XXXI, 1959, pp. 383-387.

²² Voir ci-dessous, pp. 98-99.

²³ J[ean]-J[acques] Coulmann, *Réminiscences*, Paris, M. Lévy, 1869, t. III, p. 46.

²⁴ Répliquant aux *Lettres à un député* de Constant, la *Sentinelles* rédigée par Louvet parle de l'« impudence niaise » de leur auteur. Le mot fait sans doute impression sur Constant, qui le citera encore à son ami Coulmann trente-trois ans après. J[ean]-J[acques] Coulmann, op. cit., p. 55. Le texte imprimé porte *imprudence* au lieu d'*impudence*, mais le manuscrit de la

contemporains. Barras, par exemple, qui dans ses *Mémoires*²⁵ le représente avec Mme de Staël le « tenant par la main », dans « une tournure guindée qu'on aurait pu trouver niaise » et s'exprimant par un « bredouillage efféminé ». Desservi peut-être par son physique et certainement par sa gaucherie et son extrême timidité, Constant ne plaît pas ; en s'en méfie, on craint en outre son esprit sarcastique, on le soupçonne aussi et non sans quelque raison d'intrigues et de manœuvres surnoises. Joubert le déteste cordialement.²⁶ Fabre de l'Aude insistera dans ses souvenirs sur le caractère versatile du personnage, capable, selon lui, de rédiger des discours aptes à défendre n'importe quelle cause.²⁷ Enfin le bref témoignage de Mme de Chastenay, qui ne manque pas d'intérêt :

Benjamin Constant paraissait assez souvent au Directoire. Je ne puis pas dire qu'il y eut un grand succès ; tout ce qui venait de ces salons n'était pas également distingué par l'esprit. Plusieurs affectaient de s'étonner de l'assiduité d'un Genevois²⁸

Bibliothèque nationale (Nouv. acq. fr. 24914) permet de corriger l'erreur, comme l'indique Jasinski, p. 126.

²⁵ *Mémoires de Barras*, publiés par Georges Duruy, Paris, Hachette, 1895, t. II, pp. 102-103. Si le portrait physique de Constant vu par Barras reste intéressant, à cause de son côté caricatural, accentuant certains tics du personnage, il n'est pas possible en revanche de prendre tout à fait au sérieux les déclarations du Directeur. Celui-ci, en effet, prétend avoir fait la connaissance de Benjamin grâce à Mme de Staël, qui lui aurait présenté son amant lors de la parution de *De la force du gouvernement*, la première brochure de Constant. Or, au moment de la diffusion de cet ouvrage à Paris, au début mai 1796, Mme de Staël est à Coppet. De plus, Barras feint de n'avoir jamais entendu parler de Constant, avant que celui-ci vienne lui offrir en mains propres son livre. Cela n'est guère croyable, puisque le Directoire lui-même fit reproduire la brochure dans le *Moniteur*, du 1er au 9 mai 1796. Barras a dû vraisemblablement rencontrer Constant déjà en 1795 dans l'entourage de Mme de Staël. La scène qu'il rapporte dans ses *Mémoires* est soit purement fantaisiste, soit mal située. De toute façon, les propos du Directeur doivent être utilisés avec circonspection, puisque ses souvenirs ont été mis en forme par Rousselin de Saint-Albin puis repris par G. Duruy.

²⁶ Voir sa lettre du 26 juin 1797 à Mme de Pange et celle du 26 août 1797 à Mme de Beaumont, *Pensées, essais, maximes et correspondance* de J[oseph] Joubert, recueillis et mis en ordre par Paul Raynal, Paris, Le Normant, 2e éd., 1850, t. II, pp. 262 et 266. La rancœur du philosophe à l'égard de Constant se retrouve encore dans ses *Carnets*, à la date du 13 mai 1796, *Les Carnets de Joseph Joubert*, texte recueilli sur les manuscrits autographes par A. Baunier, Paris, Gallimard, 1938, t. I, p. 123.

²⁷ [Jean-Pierre Fabre de l'Aude], *Histoire secrète du Directoire*, Paris, Ménard, 1832, t. III, pp. 10-19. Écrits au début de la Monarchie de Juillet, ces souvenirs s'inspirent visiblement des accusations qui ont pesé sur Constant après sa soi-disant palinodie aux Cent-Jours.

²⁸ Genève étant rattachée à la France depuis le traité du 26 avril 1798, Constant fit des démarches pour se faire reconnaître Genevois dès le début 1799, dans le but de se faire élire au Conseil des Cinq-Cents comme député

sans place, grand, blond, maigre et pâle, et les yeux couverts de besicles. M. Benjamin Constant était souvent très isolé, et n'en paraissait pas ému ; il faisait ses observations, et ne causait guère dans l'occasion que sur un ton de demi-persiflage, qui masque toutes les opinions.²⁹

Cette citation montre bien à quel point Constant a du mal à s'intégrer dans la société, combien il est différent et souvent mal compris de son entourage. Il a peu d'amis et sa liaison même avec Germaine devient vite compromettante.³⁰ Il reste donc toujours, même au cœur de l'action, un *homme du dehors*. La qualification d'étranger, dont on lui rebat les oreilles, ne tient pas seulement à des arguties juridiques de nationalité, mais résulte aussi de l'impossibilité qu'éprouve la société à l'accepter : il se produit, à son égard, pourrait-on dire, un phénomène de rejet.

Indiscutablement, Benjamin souffre de cet état de chose. Et quand bien même son soutien à la république reste indéfectible, c'est l'enthousiasme qui chancelle. Sa correspondance enregistre périodiquement des reliefs de *découragement* et le besoin de fuir Paris, les factions et les coteries. Ainsi, dans cette lettre à sa tante de Nassau, le 8 mai 1796 :

Je vous écris, ma chère tante, de la ville la plus tranquille qui soit sur la surface de la terre. Chaque jour affermit le gouvernement parce que chaque jour il devient plus juste et trouve dans la Constitution assez de force pour comprimer tous les

de cette ville. Cette allusion permet de situer approximativement la scène décrite par Mme de Chastenay.

²⁹ *Mémoires de Madame de Chastenay (1771-1855)*, publiés par Alphonse Roserot, Paris, Plon-Nourrit, 1896, t. I, p. 366.

³⁰ Quand, le 15 mai 1798, il demande à sa tante de lui trouver une épouse, afin de rompre avec Germaine, il dit précisément qu'il en veut une « dont surtout [il] ne trouve pas le nom dans les journaux ». Méléhari, p. 292. Cette lettre publiée par D. Méléhari sous le N° 71 et avec la mention « date illisible » est en fait la suite de la lettre N° 58 (*ibid.*, pp. 266-268) qui est du 26 floréal an VI (15 mai 1798). — La célébrité de Mme de Staël, si elle lui est utile dans de nombreux cas, embarrasse aussi beaucoup les projets de Constant. Dans *Cécile*, il écrira : « Ce n'est pas que Mme de Malbée ne partageât pas mes opinions et ne s'associât pas à mes espérances, mais son imprudence, son besoin de faire effet, sa célébrité, ses liaisons nombreuses et contradictoires armaient contre elle toutes les défiances. Les chefs de la France républicaine [...] ne considéraient comme leurs alliés que ceux qui se faisaient leurs complices ; et Mme de Malbée, malgré ses efforts pour les cultiver et par ses efforts mêmes, leur était suspecte ; et leurs soupçons rejaillissaient sur moi. J'en souffrais beaucoup : j'aurais donné la moitié de ma fortune et dix années de ma vie pour faire éclater mon dévouement à une cause dont j'étais peut-être le seul partisan de bonne foi. » *Œuvres, op. cit.*, pp. 184-185 ; voir aussi le témoignage de Constant dans les *Réminiscences* de Coulmann, *op. cit.*, pp. 50-51.

partis. Je ne dirai pas le même bien de la société [...] Je suis profondément fatigué de Paris. J'y ai fait assez de connaissances, l'ouvrage que j'ai publié ayant produit quelque sensation, mais ces connaissances, outre que l'intérêt n'est pas mon défaut, sont tellement difficiles à ménager entre elles, il y a tant de tracasseries personnelles, auxquelles on ne peut pas rester étranger, il est si difficile de ne pas déplaire aux uns pour plaire aux autres, enfin on a si fréquemment l'occasion de se faire un ennemi ardent pour se conserver un ami tiède que je suis harassé de toutes les considérations de détails qui m'ont occupé depuis huit jours ; je partirai dans peu de jours pour ma campagne et j'irai oublier loin de Paris les hommes et les factions. Une république naissante est une superbe chose à considérer par ses effets ; mais il ne faut pas l'observer avec un microscope.³¹

La campagne lui procure le calme et le repos nécessaires à sa santé d'une part,³² mais aussi à son travail et à sa réflexion. « Oublier les hommes pour ne [s']occuper que de la recherche de la vérité », ainsi qu'il l'annonce au début de sa brochure *Des effets de la terreur*, c'est ce qu'il réclame en vain chaque fois qu'il se sent incompris et bousculé par les critiques. C'est pourquoi celui qui ne verrait, dans les achats de biens nationaux que fait Constant et dans ses démarches pour se faire reconnaître citoyen français, que la seule âpreté aux gains et aux sinécures, aurait une idée très superficielle de la mentalité du jeune écrivain.³³ Il s'agit bien plus pour lui de se fixer, de jeter l'ancre une fois pour toutes et de retenir son frêle esquif par tout un réseau serré d'attaches indissociables : une carrière, des propriétés, une renommée, une femme, etc. Nous retrouvons ici en fait ce même besoin de stabilité, cette même crainte des mouvances et des incertitudes que nous avons déjà signalés.

Cependant, le découragement, qu'il éprouve à plusieurs reprises devant les « tracasseries » et les « considérations de détails »,³⁴ est de courte durée. Cela ne lui fait pas abandonner le parti qu'il a pris de défendre les institutions républicaines. Il y a même chez lui un côté *militant* qui découle logiquement de son engagement et qui lui donne un ton de polémiste et des allures de bretteur.³⁵ Il n'hésite

³¹ Mélégar, p. 255, corrigé sur l'original (BCU, Fds C, Co 3319). D. Mélégar avait lu, par exemple : « j'irai enterrer loin de Paris les honneurs et les fonctions. »

³² C'est Camille de Roussillon qui signale à Mme de Charrière, le 11 juillet 1795, que la santé de Constant s'altère considérablement à cause des veilles et de la vie trépidante des salons. Godet, t. II, p. 209.

³³ Voir sur les achats de biens nationaux et les requêtes pour devenir Français : Jasinski, ch. 3 et 8 et l'Appendice I.

³⁴ Constant fait allusion aux comptes rendus sévères sur sa brochure *De la force du gouvernement*, sur lesquels nous reviendrons.

³⁵ Il se bat effectivement en duel contre deux journalistes ; une pre-

pas à donner lui-même le premier coup, provoquant une levée de boucliers chez d'anciennes « connaissances » comme Suard ou Lacroix, avec qui il doit rompre. C'est pourquoi ses brochures ont si souvent cette forme de réplique à des adversaires, qu'il ne nomme pas, mais qui se reconnaissent dans ses portraits. Constant fait donc l'expérience d'une vie politique plus compliquée et surtout moins idéale, qu'il ne l'aurait souhaité. Sa naïveté lui faisait croire à la puissance des arguments, à l'ascendant du talent sur des esprits qui se seraient immédiatement ralliés à ses vues. La réalité est tout autre : des luttes ouvertes, des alliances sans lendemain, l'« ennemi ardent » qu'il faut se faire « pour conserver un ami tiède », les coups bas, les calomnies, l'ingratitude. Au lieu de discussions franches entre gens éclairés et polis, où prédomine la raison, il trouve un débat embrouillé dans lequel on ne s'entend plus, parce que les mots ont perdu leur sens.³⁶ Les « noms [de justice et de vertu] sont à la merci de qui veut les employer. Robespierre peut invoquer la patrie, la liberté, la morale, comme Lanjuinais », dit-il dans *De la force du gouvernement actuel*.³⁷ Dans toute son œuvre, Constant est attentif à l'altération que subit le langage et à l'abus des notions dont on ne sait plus ce qu'elles recouvrent.

Son engagement pour la cause du Directoire et son ambition l'entraînent dans un certain nombre de compromissions. Il y a d'abord ces hommes nouveaux, amenés à la surface par la Révolution, pas aussi raffinés qu'il le voudrait mais desquels il doit s'accommoder. Charles de Constant, en séjour à Paris en 1796, apporte un témoignage intéressant à ce sujet :

Samedi 4 [juin 1796]. Nous fûmes hier au déjeuner de Benjamin, nous y trouvâmes des faiseurs comme Bergoeing, Riouffe, Jullian, Méjan, Trouvé, Allart, Fontette, Cos, Van Berchem, etc.³⁸ La gaieté bruyante, les propos les plus libertins,

mière fois en juillet 1796 contre Bertin de Vaux (Jasinski, ch. 7) ; la seconde fois contre Sibuet, rédacteur de l'*Ami des lois*, en avril 1798 (Eugène Asse, Benjamin Constant et le Directoire, *Revue de la Révolution*, t. XVI, sept.-déc. 1889, pp. 116-119).

³⁶ Voir en particulier le tableau que Constant fait des séances de la Convention en 1795 dans les *Réminiscences* de Coulmann.

³⁷ Mme de Staël dit de même dans ses *Réflexions sur la paix intérieure* : « il ne reste plus dans notre langue aucun mot sans tache pour exprimer [l'amour de la liberté]. » *Œuvres complètes*, op. cit., t. II, pp. 103-104.

³⁸ Il est si rare de trouver un quelconque recensement des fréquentations de Constant sous le Directoire, qu'il nous paraît utile de donner quelques renseignements biographiques sur chacun de ces convives : — François Bergoeing : Né à Saint-Macaire en 1750, chirurgien, il est élu député suppléant à la Convention en septembre 1792. Il échappe à la proscription des Girondins et reprend son siège à la Convention en mars 1795, après avoir republié une protestation contre l'arrestation de ses amis. Il fréquente sous le Directoire

les expressions les moins mesurées faisaient la base de la conversation ; on passa en revue la conduite de quelques principaux chefs de parti, morts, en vie, en place et hors de place ; on parla des différents partis qui s'agitent dans ce moment ; on paraît craindre la faction d'Orléans comme existante encore, ennemie jurée du gouvernement, elle semble réunir les constitutionnels et les jacobins ; au moins elle se servirait de ces derniers pour frapper les premiers coups et comme une milice toujours prête au pillage et à la vengeance et à tous les excès, qui renferme le plus d'enthousiastes et de fous. Le gouvernement appelle bon patriote

Barras et Mme de Staël. Exilé de Paris sous le Consulat, il rejoint en 1808 Murat à Naples, dont il devient maître du Palais jusqu'en 1815. Rentré en France en 1824, il meurt en 1829. — Honoré Riouffe : Né à Rouen en 1764, il fait ses études à Paris et se destine à la carrière des lettres. Il compose en effet avec Dugazon une comédie qui est jouée en 1792. Ses amitiés et ses relations avec les Girondins le font emprisonner sous la Terreur. Il se rend célèbre dès sa libération par la publication des *Mémoires d'un détenu pour servir à l'histoire de la tyrannie de Robespierre*. Il intervient entre Constant et Bertin en juillet 1796, afin de réconcilier les deux adversaires. Membre du Cercle constitutionnel avec Constant, il y prononce l'éloge funèbre de Louvet le 26 octobre 1797. Nommé au Tribunat après le 18 brumaire, il devient un des adulateurs de Bonaparte et par conséquent un des adversaires de Benjamin Constant (cf. ci-dessus, ch. 3). Créé baron d'Empire, il meurt en 1813. — Pierre-Louis-Pascal Jullian : Né à Montpellier vers 1769. Compromis après la fuite à Varennes, il est arrêté en octobre 1793 et reste en prison jusqu'au 9 thermidor. Devenu l'ami de Fréron et de Barras, il se retrouve souvent à la tête de la jeunesse dorée du Directoire. Il accompagne Fréron dans le Midi et publie avec lui un Mémoire sur la situation dans cette contrée. Sous l'Empire, il est un des agents de Fouché. Il a publié des *Souvenirs de ma vie depuis 1774 jusqu'en 1814* (Paris, 1815). — Etienne Méjan (plus probablement que Maurice, son frère) : Né en 1766 à Montpellier, il adopte en 1789 les principes de la révolution, écrit des articles dans le *Bulletin* fondé par Maret et sert de secrétaire à Mirabeau en rédigeant son *Courrier de Provence*. Désapprouvant les excès de la Terreur, il se retire de la politique pour n'y rentrer qu'après le 9 thermidor et dès lors, il collabore à l'*Historien*, le journal de Dupont de Nemours. Secrétaire du prince Eugène sous l'Empire et gouverneur de ses enfants, il meurt en 1846. — Claude-Joseph Trouvé : Né à Anjou en 1768 dans une famille d'artisans. D'abord clerc de notaire à Paris, puis journaliste au *Moniteur*, dont il devient rédacteur en 1794. Protégé par Larevellière-Lépeaux, il entre dans la diplomatie et, fidèle serviteur du régime sous le Consulat et l'Empire, il est nommé baron et préfet. En 1814, il se rallie aux Bourbons et, après avoir été rédacteur du *Conservateur*, il meurt en 1860. — Nicolas-Gabriel Allart : Homme d'affaire parisien, père de la romancière Hortense Allart de Méritens, il fréquente en particulier des hommes comme Regnault de Saint-Jean d'Angély, Talma, Duroc et Chénier. Constant reste lié avec lui encore sous l'Empire. — Fontette et Cos (?) : n'ont pas pu être identifiés. — Guillaume, dit Billy Van Berchem : Né en 1772, il sert dans l'armée d'Italie comme aide de camp du général Amédée de La Harpe, puis s'installe comme banquier à Paris sous le Directoire. Il rentre en Suisse en 1815 et meurt en 1857. Lié avec Bonaparte et Frédéric-César de La Harpe, il doit s'être distancé de Constant au moment de l'intervention française en Suisse (janvier 1798).

le pur girondin, qui veut la république sur des bases d'équité, de justice et d'humanité. C'est donc le système des Vergniaud, Brissot et autres, qui domine aujourd'hui [...] B[enjamin] voyant mon étonnement des manières et des propos de ceux qui étaient chez lui ne peut s'empêcher de me dire : Croirait-on cependant que c'est là la cour du gouvernement d'aujourd'hui, il est bien vrai que si les républicains ont plus d'énergie plus ... que les aristocrates, si on les estime davantage pour leurs travaux, pour les dangers qu'ils ont courus, pour le but qu'ils cherchent d'atteindre, j'aimerais mieux rencontrer en société ces derniers, dont les manières sont plus de mon goût et plus analogues à l'idée que nous nous faisons de l'éducation et des mœurs.³⁹

Ce passage prouve que l'on peut être bon républicain, tout en gardant le genre du hobereau qui ne transige pas sur les « manières ». Mais il est probable aussi que Constant se sent plus à l'aise au milieu de ces « faiseurs » qu'il ne veut bien le dire à son cousin. Les principes des gens qu'il fréquente lui importent après tout plus que leur genre de vie. Mais, il y a plus compromettant pour sa réputation que ces dîners : comme partisan du gouvernement, Constant se place du côté de la force, apportant sa caution, à défaut de sa participation, aux coups d'Etat nombreux qui jalonnent l'histoire du Directoire. C'est en partie grâce au 18 fructidor qu'il devient président de l'administration municipale de Luzarches et en tant que tel il fait respecter strictement l'observation du calendrier et des fêtes révolutionnaires, dans une commune attachée aux anciens usages. E. Tambour, qui a étudié en détails cette activité de Constant, estime que ces « mesures [...] n'étaient pas précisément conformes à ses doctrines libérales ».⁴⁰ Henri Guillemin triomphe, lorsqu'il présente la lettre où Constant réclame l'éloignement du curé Oudaille. Un libéral, cet homme « désignant un ecclésiastique à la rafle » et qui « se débarrasse d'un homme qui le gêne » ?⁴¹ Enfin, Jean Baelen prétend même :

³⁹ Lettre de Charles de Constant à sa sœur Rosalie. BPU, Ms C, 16/1, f° 193. Le texte publié par Georges Bertin, *Revue rétrospective*, juil.-déc. 1894, p. 88, n'est pas du tout conforme à l'original. Charles de Constant avait l'habitude de retranscrire ses lettres dans un Journal, dont l'exemplaire original est à Lausanne (BCU, Fds C II, 38/1) et dont une copie plus tardive est à Genève (BPU, Ms C, 1/2). Le texte du Journal est sensiblement différent et à la liste des convives de Benjamin il manque les noms de Trouvé et d'Allart.

⁴⁰ E[rnest] Tambour, Benjamin Constant à Luzarches, *Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise*, févr.-nov. 1906 ; puis dans ses *Etudes sur la Révolution dans le Département de Seine-et-Oise*, Paris, J.-B. Baillière, 1913, pp. 276-399. Nous citons d'après cette dernière édition plus commode. La citation ci-dessus se trouve à la p. 333.

⁴¹ Henri Guillemin, *op. cit.*, p. 177. Sur l'affaire Oudaille, voir la rectification de Pierre Deguise, *art. cit.*

Tout fait croire que le maniement journalier des affaires publiques aurait profondément modifié la philosophie politique et le tempérament même de Constant. Il est très probable que l'exercice d'un pouvoir étendu aurait changé sa figure d'apôtre de la pensée libérale [...] Dans le jeune Benjamin Constant de l'an VI [...] on eût pu déceler plutôt un despote en herbe qu'un avocat de la liberté d'opinion.⁴²

Pour Albert Mathiez, « le libéralisme de Benjamin Constant était un libéralisme à éclipses. Il venait d'applaudir au 18 fructidor et il ne comprenait le libéralisme que subordonné à la défense de la propriété. Il se serait fort bien accomodé d'un gouvernement fort qui, à l'exemple de celui de Cromwell, aurait garanti les profiteurs du régime contre le retour des revenants et contre les entreprises des partisans de l'égalité réelle. »⁴³ Rien n'est plus manifestement faux que cette manière de juger et il faut même avoir une connaissance bien superficielle du personnage et de ses œuvres pour ne voir chez lui que le porte-parole des possédants. Mais l'erreur commune à tous les auteurs, qui viennent d'être cités, c'est de faire à tout prix de Constant un libéral au même titre que le député de la Restauration. Certes Constant lui-même se range au nombre des « amis de la liberté », selon le terme en usage alors. Sous cette étiquette vague se groupent tous ceux qui ne sont des fervents ni de l'Ancien Régime ni de la Terreur. Cela ne signifie pas grand-chose. Constant se rallie au gouvernement parce que celui-ci est fermement décidé à maintenir les principales acquisitions de 1789. Les membres de ce gouvernement font donc aussi partie, aux yeux de Constant, des « amis de la liberté ». Ce n'est que plus tard qu'il comprendra que liberté et pouvoir sont deux concepts antinomiques, conciliables sous certaines conditions bien précises qu'il exposera dans ses *Principes de politique*. Mais nous n'en sommes pas encore là. Même si certaines pages écrites sous le Directoire proclament, il est vrai, quelques dogmes libéraux — le chapitre sur l'arbitraire dans *Des réactions politiques* par exemple — nous sommes encore loin du penseur qui, sous l'Empire, écrira un véritable traité de philosophie libérale et qui, sous la Restauration, défendra le régime parlementaire comme seul apte à assurer la liberté. Il faut donc se garder de commettre un vulgaire anachronisme et faire en quelque sorte abstraction de toute

⁴² Jean Baelen, *Benjamin Constant et Napoléon*, Paris, J. Peyronnet, 1965, p. 41.

⁴³ Albert Mathiez, Saint-Simon, Lauragais, Barras, Benjamin Constant et la réforme de la Constitution de l'an III après le coup d'Etat du 18 fructidor an V. *Annales historiques de la Révolution française*, t. VI, 1929, p. 11. Pour une critique des affirmations aventureuses de A. Mathiez sur Constant, voir ci-dessus, pp. 156-161.

une partie de l'existence de Constant, qui n'a pas pu influencer celle qui nous occupe.

Qu'il n'y ait pas, comme le croyait E. Tambour, une « doctrine libérale » dans les premières brochures de Constant, cela n'empêche nullement l'existence d'une pensée politique en gestation, encore vague et peu structurée mais non négligeable. Cette pensée parfaitement en accord avec son action politique se consacre avant tout à la défense des institutions en place. Ce flirt avec le pouvoir et la petite expérience de président de commune ne font pas de Constant un « despote en herbe », comme le croit Jean Baelen. Nous penchons vers un raisonnement différent : c'est parce qu'il a tâté de l'autorité que Constant a pu en comprendre le danger et échafauder plus tard un système qui évite tout débordement du pouvoir sur l'individu. Enfin, malgré ce qu'en ont pensé Albert Mathiez et Henri Guillemin, Constant n'a pas pour préoccupation majeure la défense de la propriété. Ce qui est essentiel par contre dans son idée c'est de ne pas entraver la « marche de l'humanité » et la Révolution représente un pas immense fait dans le sens du progrès.⁴⁴

Les sources disponibles, pour étudier l'éveil d'une conscience politique chez Constant, pendant les premières années de la Révolution, se restreignent presque essentiellement à sa correspondance. Pour la période 1795-1799, en revanche, nous disposons surtout des textes que Constant publie à ce moment-là.⁴⁵ Ses lettres à sa tante de Nassau et à son oncle Samuel, si intéressantes soient-elles, deviennent désormais subsidiaires pour notre étude ; elles permettent de cas en cas d'utiles précisions sur l'état d'esprit de leur auteur et sur les circonstances qui ont vu naître les brochures de Benjamin. C'est donc essentiellement sur les ouvrages, les articles et les discours de celui-ci que va se porter notre attention, tout d'abord en

⁴⁴ Constant écrit le 10 prairial an III (29 mai 1795) à sa tante de Nassau : « La propriété et les talents, ces deux seules sources raisonnables d'inégalité parmi les hommes, vont reprendre leurs droits et l'humanité aura gagné à tous les malheurs qui ont pesé sur le monde par cette révolution. » Méléhari, pp. 234-235, corrigé sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17239, f° 36). Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur cette question de la propriété dans ce chapitre, notons seulement, sur la base de cette citation, que la notion de propriété est étroitement imbriquée dans celle de perfectibilité de l'espèce humaine.

⁴⁵ Aux textes publiés par Constant, il faut ajouter sa traduction de Godwin, restée inédite jusqu'en 1972, date de la publication de Burton R. Pollin d'après le manuscrit conservé à Paris (B.N., Nouv. acq. fr. 14360-14362, dans les t. III-V des *Œuvres manuscrites de 1810*) : Benjamin Constant, *De la justice politique*, traduction inédite de l'ouvrage de William Godwin..., éditée par Burton R. Pollin, Québec, les Presses de l'Université Laval, 1972, 393 p. (Droit, Science politique, 5).

les situant dans leur contexte, puis en examinant les thèmes principaux qui forment la trame de la pensée du jeune écrivain.

III. — *Les premières publications de textes politiques*

Malgré les études de Eugène Asse, E. Tambour et Henri Guillemin, qui se sont surtout attachés à la biographie du personnage, la pensée politique de Constant sous le Directoire reste mal connue. L'ouvrage si utile à cet égard de Béatrice Jasinski ne dépasse pas l'année 1796 et les commentaires des deux recueils édités par Carlo Cordié et Olivier Pozzo di Borgo⁴⁶ ne comblent guère cette lacune et ne fournissent pas tous les textes que Constant rédigea durant cette période.⁴⁷

⁴⁶ Carlo Cordié, *Gli scritti politici giovanili di Benjamin Constant, 1796-1797* (Introduzione, bibliografia e testi), Como, C. Marzorati, 1944, LXXV-239 p. Benjamin Constant, *Ecrits et discours politiques*, présentation, notes et commentaires par O[livier] Pozzo di Borgo, Paris, J.-J. Pauvert, 1964, 2 vol. Pour les textes reproduits dans ces deux recueils, voir la note suivante.

⁴⁷ Pour plus de commodité, nous donnons ici la liste des écrits, articles et discours publiés par Constant de 1795 à 1799, en mentionnant l'endroit où ils ont été reproduits : — Lettres à un député de la Convention, *Nouvelles politiques nationales et étrangères*, 24-26 juin 1795, rééd. : Jasinski, pp. 110-125. — A Charles His, rédacteur du *Républicain français*, le *Républicain français*, 24 juillet 1795, rééd. : Jasinski, pp. 134-141. — Discours de Louvet à la Convention [rédigé par Constant] prononcé le 20 août 1795, *Moniteur*, 26 août 1795, rééd. : Jasinski, pp. 146-150 ; 285-290. — Extraits de lettres à Louvet publiés dans la *Sentinelles*, 18 janvier et 20 février 1796. — *De la force du gouvernement actuel de la France et de la nécessité de s'y rallier*, paru dans le *Moniteur* du 1er au 9 mai 1796 et en librairie dès le même moment, rééd. : Cordié, pp. 5-91. — *Aux citoyens représentants du peuple composant le Conseil des Cinq-Cents*, Paris, Impr. nationale, an IV, reproduit dans le *Républicain français*, 29 juillet 1796, et dans le *Moniteur*, 1er août 1796. — *De la restitution des droits politiques aux descendants de religieux fugitifs*, *Moniteur*, 26 août 1796, rééd. : Jasinski, pp. 251-257. — *Des réactions politiques*, 30 mars 1797, rééd. : Cordié, pp. 125-211 ; Pozzo di Borgo, t. I, pp. 21-91. — *Des réactions politiques. Seconde édition augmentée des Effets de la terreur*, 29 mai 1797, rééd. : Cordié, pp. 95-121 ; Pozzo di Borgo, t. I, pp. 93-112. — *Discours prononcé au Cercle constitutionnel pour la plantation de l'arbre de la liberté le 30 fructidor an V* (16 septembre 1797), paru en librairie et reproduit dans l'*Echo des cercles patriotiques*, N^{os} 14 et 15 [21 septembre et 16 octobre 1797], rééd. : Cordié, pp. 215-233 ; Pozzo di Borgo, t. I, pp. 115-128. — Discours du 23 brumaire an VI (13 novembre 1797) lors de son installation comme président de l'administration communale de Luzarches, éd. : E[rnest] Tambour, *op. cit.*, pp. 316-319. — *Discours prononcé au Cercle constitutionnel le 9 ventose an VI* (27 février 1798) paru en librairie et reproduit dans le *Moniteur*, 11-12 mars 1798. — Discours à l'occasion de la fête de la souveraineté du peuple, le 20 mars 1798. E[rnest]

Pour traiter convenablement ce sujet, un livre entier serait nécessaire, qui tiendrait compte du climat idéologique et qui serait à même, grâce à la connaissance de la presse, des clubs et des salons, de relever l'importance des brochures retentissantes de Benjamin Constant. Dans le cadre de ce chapitre, il n'est évidemment pas possible d'aller si loin. On manque du reste de renseignements précis sur les cercles constitutionnels et sur le rôle véritable que tint Constant dans celui de Salm. Sur ses fréquentations, ses amis politiques, l'information est très lacunaire.⁴⁸ Enfin, à part le gigantesque travail de Marc Regaldo sur la *Décade philosophique*, la presse du Directoire est pauvre en monographies, qui apporteraient un éclairage intéressant sur la tendance des journaux et de leurs rédacteurs.⁴⁹

Mais dans les limites que nous nous sommes imposées, il est intéressant et nécessaire à la fois de reprendre ces premiers textes politiques dans l'ordre où ils ont été pensés et rédigés, afin d'en mieux comprendre les motivations et les objectifs et d'insister, plus que cela n'a été fait, sur l'unité de leurs principes, ainsi que sur les relations qu'ils ont forcément entre eux et avec d'autres écrits de la même époque.

Quand Constant arrive à Paris, le 6 prairial an III (25 mai 1795), c'est pour assister à la défaite complète de l'insurrection des faubourgs.⁵⁰ Il écrit le jour même à sa tante : « Le triomphe de la Convention a été aussi complet que son courage a été sublime. Les hommes de sang sont écrasés. »⁵¹ Quatre jours plus tard, il lui fait un tableau plus complet de la victoire de l'assemblée et conclut : « Enfin, l'opinion se forme, l'ordre s'établit, l'assemblée s'épure,

Tambour, *op. cit.*, p. 335, le signale mais le texte n'a jamais été édité et n'est connu que par un procès-verbal déposé dans les Archives départementales de Seine-et-Oise à Versailles. — Benjamin Constant à ses collègues de l'assemblée électroale de Seine-et-Oise, 10 avril 1798. Quelques passages reproduits par E[rnest] Tambour, *op. cit.*, pp. 339-342. — Des suites de la contre-révolution en Angleterre, juillet 1799.

⁴⁸ L'extrait de la lettre de Charles à Rosalie, que nous avons cité ci-dessus, est très utile, mais il ne donne de renseignements sur l'entourage de Benjamin que pour 1796. Nous sommes plus au fait des relations qu'il a dans le salon de Mme de Staël, mais en dehors de l'ambassadrice il y compte beaucoup d'ennemis.

⁴⁹ Marc Régald, *Un milieu intellectuel : la Décade philosophique (1794-1807)*, Paris, H. Champion, 1976, 5 vol. (thèse de l'Université de Paris IV). Ce monumental ouvrage complète celui déjà très utile de Johanna Kitchin, *Un journal philosophique : la « Décade », 1794-1807*, Paris, Minard, 1965, 315 p. Voir aussi sur un autre périodique : Max Fajn, *The « Journal des hommes libres de tous les pays » 1792-1800*, Paris, La Haye, Mouton, 1975, 194 p.

⁵⁰ Sur les « journées » de Prairial, voir : Georges Lefebvre, *Les Thermidoriens*, Paris, A. Colin, 1937, ch. 7.

⁵¹ Lettre du 6 prairial an III (25 mai 1795), Mélégar, p. 233.

et nous pouvons attendre incessamment la promulgation d'un gouvernement fort et solide, libre de ces exagérations insensées et qui depuis cinq ans ont fait ruisseler le sang et tomber les têtes de tant d'hommes honnêtes ou modérés. »⁵² Benjamin Constant, on le voit, se range carrément du côté de l'ordre. Il conteste au peuple tout droit à l'insurrection, parce que, selon lui, elle ne peut qu'engendrer des « excès »,⁵³ des « exagérations insensées » et sanglantes. Peut-on alors parler à son sujet de réflexe de classe ou de peur bourgeoise devant l'émeute ? Oui, peut-être, quoique cette explication trop globalisante fasse fi des nuances et risque d'amener des interprétations outrancières, dans lesquelles Constant prend l'allure d'un cynique profiteur du malheur d'autrui.⁵⁴ Bien plus qu'une attitude de nanti, qui tremble pour son bien ou qui s'impatiente de la curée, il faut observer que cette exigence d'ordre correspond chez Constant d'une part à ce besoin de calme et de repos propre à sa nature et surtout à cette idée, dominante à son époque, selon laquelle la politique est une affaire qui se règle entre « honnêtes hommes » dans un parlement ou dans un cabinet, mais pas dans la rue, où les *passions* s'agitent au mépris de la *raison*. La populace ou le vulgaire, comme il dit souvent, suscite son dédain non pas en tant que classe pauvre, mais en tant que classe dangereuse, parce que, ne possédant pas des lumières suffisantes, elle n'intervient sur la scène politique qu'au moyen de la violence. Sa haine, il la réserve au *démagogue* qui profite des soulèvements populaires pour se hisser au premier rang. Constant n'a donc pas une conscience claire des graves problèmes économiques et sociaux auxquels devront faire face les nouveaux dirigeants et dus en grande partie à l'abolition du « maximum » et à la mauvaise récolte.⁵⁵ Il est typique d'observer que la

⁵² Lettre du 10 prairial an III (29 mai 1795), *ibid.*, p. 234, corrigée sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17249, f° 36).

⁵³ En 1790, il manifestait déjà sa crainte des excès, voir ci-dessus Ch. 1er, p. 41.

⁵⁴ Henri Guillemin dit à ce sujet : « La France paraît bien devenir telle que Constant souhaitait la voir : un giboyeux terrain de chasse, calme, abrité, ceinturé de gardiens, remplissant toutes les conditions requises pour des opérations d'un rapport durable. Il n'y a pas huit jours que Benjamin est à Paris qu'il brûle déjà, tant les circonstances sont propices, de 'commencer' enfin 'ses affaires'. » *Op. cit.*, pp. 33-34. H. Guillemin cite à l'appui de son interprétation la lettre de Constant à sa tante du 29 mai 1795 (voir référence à la n. 52). Or, il y est dit seulement ceci : « Je ne puis me décider entre les trois différents partis qu'il m'est permis de prendre sur mes rentes. » Rien, on le voit, ne laisse supposer qu'il « brûle » de se lancer dans des affaires.

⁵⁵ Sur ces questions économiques, voir : Georges Lefebvre, *op. cit.*, ch. 6, et Denis Woronoff, *La République bourgeoise de Thermidor à Brumaire, 1794-1799*, Paris, Ed. du Seuil, 1972, ch. 4. Le « maximum » avait été

disette l'émeut moins que « ceux qui ne peuvent jamais voir la liberté assise que sur le cadavre de leurs parents », ⁵⁶ c'est-à-dire les pères, mères, frères ou sœurs des victimes de la terreur.

Ces remarques étaient nécessaires pour mieux comprendre l'état d'esprit de Constant au moment où, arrivant à Paris, il est à la veille de se lancer dans la politique active.

En effet, installé depuis un mois à peine et alors qu'il s'était félicité de la tournure prise par les événements comme du « triomphe » de la Convention, il publie à l'endroit de cette dernière des articles pleins de verve et de critiques amères. Les 24, 25 et 26 juin, paraissent sans signature ⁵⁷ dans les *Nouvelles politiques nationales et étrangères* trois *Lettres à un député de la Convention*, qui s'en prennent au « renouvellement des deux-tiers ». Au moment où Boissy d'Anglas, le 23 juin, présente à la tribune le nouveau projet de constitution, élaboré par la commission des onze, ⁵⁸ des « rumeurs avaient pu circuler déjà » ⁵⁹ sur l'obligation qu'avaient les citoyens de réélire une partie de la Convention, bien que le mode d'élection de la nouvelle assemblée, n'avait pas encore été rendu public. Cette tactique avait été prévue pour empêcher qu'une majorité réactionnaire n'entre dans le nouveau corps législatif : depuis Prairial (20 mai), il est vrai, ce ne sont plus tellement les jacobins qui sont à craindre, mais les royalistes, les anciens feuillants ou les constitutionnels pressés de rentrer en scène. ⁶⁰ Or dans le salon fort bigarré de Mme de Staël, cette dernière tendance est bien représentée et l'on s'oppose vivement à cette réélection considérée comme une violation de la souveraineté populaire. « Moitié complaisance, moi-

aboli le 24 décembre 1794. En été de la même année, la récolte avait été mauvaise.

⁵⁶ Lettre citée du 29 mai 1795 à sa tante. L'opinion de Constant reflète tout à fait celle de Mme de Staël et de son salon.

⁵⁷ Cet anonymat est assez vite dévoilé, même parmi les républicains. Constant a prétendu dans ses confidences dictées à Coulmann (*Réminiscences*, *op. cit.*, p. 55) : « qu'ils ne surent jamais que j'étais l'auteur de ces lettres. » Cela est faux. En rendant compte, une année plus tard, le 5 mai 1796, de la brochure *De la force du gouvernement*, Lacretelle ne manque pas de désigner Constant parmi ceux « qui se sont élevés [...] contre la réélection des deux tiers [...] dans ce même journal ». *Nouvelles politiques...*, 16 floréal an IV, N° 226, p. 903. Le 29 avril 1797, à propos de *Des réactions politiques*, le même journal revient à la charge et dénonce encore une fois Constant comme l'auteur de ces *Lettres* (*ibid.*, 10 floréal an V, N° 220, p. 879). Voir aussi Jasinski, p. 132.

⁵⁸ Georges Lefebvre, *op. cit.*, p. 164.

⁵⁹ Jasinski, p. 108. Constant déclare à Coulmann : « cette idée avait circulé dans tout Paris. La rumeur fut générale. » *Réminiscences*, *op. cit.*, p. 53.

⁶⁰ Voir l'analyse de la situation par Georges Lefebvre, *op. cit.*, ch 10.

tié principe, dira Constant à Coulmann, car il faut avouer que l'idée de forcer une réélection n'était pas rigoureusement dans mes principes, je partageais l'impulsion de la grande coterie qui m'entraînait dans un tourbillon et je publiai trois belles lettres dans un journal que dirigeait M. Suard, contre la pensée que les conventionnels se perpétueraient en tout ou en partie. »⁶¹ Le succès que ces trois articles se taillent dans les rangs des royalistes dessille tout de suite les yeux de Constant.⁶²

Il se rend compte premièrement que son analyse de la situation intérieure de la France repose sur des observations hâtives ; après tout, il n'est à Paris que depuis un mois ! Devant la réaction des salons d'une part et des républicains d'autre part, qui le réfutent par l'organe de la *Sentinelle*,⁶³ il s'aperçoit qu'il y a lieu d'être moins optimiste au sujet de l'opinion publique. Il avait commencé sa première *Lettre à un député* en démontrant d'un ton bien assuré, que les craintes de la Convention devant le soi-disant péril des prochaines élections étaient illusoires :

Reprenons vos raisonnements ; discutons même vos craintes. Mais songez que la peur a la vue courte ; ne vous laissez pas aveugler par elle. Au nom même de votre terreur, je vous demande un instant de calme...

A la suite de son développement, il posait la question :

Si au contraire, comme tout le prouve, et comme le reconnaissent les partisans les plus zélés de notre système, la nation est fatiguée de secousses, si elle déclare presque à l'unanimité ne vouloir plus ni révolution ni contre-révolution, quelle peut être la nécessité de prolonger les pouvoirs d'une moitié de la Convention ?

La conclusion s'imposait d'elle-même : « Non, mon ami, dans aucun cas imaginable il ne peut être utile à la chose publique de décréter qu'une partie de la Convention siègera de droit dans la législative. » Car « chez un peuple tellement disposé, on n'a rien à

⁶¹ J[ean]-J[acques] Coulmann, *op. cit.*, p. 54.

⁶² *Ibid.*, pp. 54-55 : « Mes lettres firent un bruit du diable ; tous les salons me sautèrent au col. Mme la princesse de Poix me fit prier de venir chez elle, pour me témoigner son admiration [...] un comité d'écrivains m'envoya quelqu'un pour me féliciter et m'inviter à coopérer avec eux au rétablissement de la royauté. »

⁶³ Les 10, 11 et 12 messidor an III (28, 29 et 30 juin 1795) paraît dans la *Sentinelle* une *Lettre au rédacteur* réfutant Constant. Comme l'a déjà vu Mme Jasinski (p. 128), cette lettre, signée d'ailleurs C.R.F., ne peut pas être de Louvet lui-même. Mais comme ce dernier dirige ce journal, c'est à lui que Benjamin attribue cette réplique. Voir en effet J[ean]-J[acques] Coulmann, *op. cit.*, p. 55.

craindre des esprits inquiets. »⁶⁴ Des affirmations marquant autant de confiance dans l'avenir font en fait le jeu des royalistes ; leurs flatteries et leur empressement à enrégimenter le jeune écrivain, permettent à celui-ci de comprendre que l'appréhension des conventionnels n'est pas entièrement dénuée de fondements. Il modifie en conséquence son point de vue et commence à admettre que celui qui veut sauver la république ne peut se passer de ceux qui se sont compromis pour elle. En 1828, dans ses *Mémoires inédits*, il trouvera la formule qui explique ce changement dans sa manière de juger :

La Convention était en 95 comme le Sénat de Bonaparte en 1814, une digue de sang et de boue contre les partisans de l'ancien régime. C'était une vilaine digue, mais il ne fallait pas la renverser.⁶⁵

Après l'expérience de ce premier article, le republicanisme de Constant devient un peu moins idéaliste et se teinte d'une bonne part d'opportunisme⁶⁶ : il avait voulu parler au nom des principes, il doit composer avec une réalité qu'il avait méconnue. Il mesure ainsi, non sans un certain désabusement, le décalage entre l'*idée* et la *circonstance* : « Il n'en est pas moins vrai que dans la circonstance et pour quelqu'un qui comme moi voulait à tout prix la République, mes lettres étaient une très grande sottise. »⁶⁷ Pendant toute la période du Directoire, et même au-delà, nous verrons Constant tenter en vain de concilier l'intention avec la réalisation, la théorie avec la pratique et la pensée avec l'expérience. Constant conçoit donc que ce qui reste vrai dans l'absolu — en l'occurrence le respect de la volonté générale lors des prochaines élections — ne l'est plus relativement aux contingences. Cette expérience brise net la velléité d'opposition manifestée dans ses *Lettres à un député* pour la première fois de sa carrière et le jette décidément du côté des défenseurs des institutions républicaines, considérés comme les garants de l'ordre et la sauvegarde contre tout retour à l'Ancien Régime ou à la Terreur. Il n'est donc pas étonnant de le voir dès lors se lier d'amitié avec Louvet et même travailler avec le rédacteur de la *Sentinelle* à la réfutation de son premier article.⁶⁸ Mme

⁶⁴ Les citations des *Lettres à un député de la Convention* sont reprises de Jasinski, pp. 110, 112-113 et 115.

⁶⁵ J[ean]-J[acques] Coulmann, *op. cit.*, p. 54.

⁶⁶ Nous verrons plus loin (p. 123) que ce mot peut aussi s'entendre dans un sens positif.

⁶⁷ J[ean]-J[acques] Coulmann, *op. cit.*, p. 54.

⁶⁸ Sur la participation de Constant au discours de Louvet à la Convention le 20 août 1795, à propos du mode de réélection des deux tiers de l'as-

Jasinski a déjà démontré avec pertinence, qu'on ne pouvait parler dans ce cas de « manque de convictions », puisqu'au fond l'attachement de Constant pour la république n'avait pas varié.⁶⁹ Disons seulement que sa candeur de néophyte s'était seulement évanouie au cours de ce premier combat.

Son prochain article, paru le 24 juillet 1795 dans le *Républicain français*,⁷⁰ est dirigé cette fois contre les émigrés et les apologistes de la contre-révolution tels d'Antraigues et Ferrand dont il fustige les « libelles insensés, monuments étonnants de la frénésie de la vengeance » (p. 140).⁷¹ Cet écrit paraît juste après le débarquement de Quiberon, où, comme dit Constant, « le catholicisme et la royauté viennent de nouveau attaquer une république au sort de laquelle est attaché l'espoir de tout ce qu'il y a de noble et de grand dans la nature » (p. 134). Certes, le 24 juillet, au moment où Constant publie ces pages, l'expédition des émigrés a déjà lamentablement échoué. Aussi n'a-t-il pas voulu prévenir un danger immédiat, mais plutôt mettre en garde les royalistes modérés et les partisans d'une monarchie constitutionnelle contre un retour à l'Ancien Régime, car eux-mêmes en seraient les premières victimes. Il prend bien garde dans cet article de distinguer nettement les émigrés de la première heure, des fugitifs « réfugiés victimes de la tyrannie décemvirale » (p. 137) et souhaite que ceux-ci puissent revenir dans leur patrie et concourir à l'établissement de la république. Il leur présente comme trompeur et dangereux tout espoir d'une restauration monarchique et les exhorte à se solidariser avec le nouvel ordre social. Ainsi, dans sa conclusion, il lance un vibrant appel à tous les Français :

[Ils] doivent se rallier à la république, quelques secousses qu'elle éprouve encore, tous doivent la défendre ou périr avec elle plutôt que de l'abandonner [...] La constitution fût-elle fautive, le gouvernement fût-il faible, il faut soutenir cette constitution pour l'améliorer : il faut se presser autour du gouvernement pour lui donner plus de force, abandonner quelques différences d'opinion pour se rattacher aux bases de l'ordre et de la

semblée, nous renvoyons à Jasinski, pp. 142-154 et 285-289. L'exactitude avec laquelle Mme Jasinski a traité ce problème nous permet de n'y plus revenir.

⁶⁹ Jasinski, p. 129, qui répond par la même occasion aux arguments de Henri Guillemin, pour qui tout dans l'attitude de Constant n'est que calcul.

⁷⁰ Les citations de ce texte proviennent de la réédition de Jasinski, pp. 134-141.

⁷¹ Constant pense aux *Observations sur la conduite des puissances coalisées* du comte d'Antraigues et au *Rétablissement de la monarchie* de Ferrand. Sur celui-ci et ce qu'en pense Constant, voir notre Ch. 1er, pp. 59-62 et n. 97.

sûreté, ne chercher d'asile que dans la victoire, n'attendre de repos que dans votre sagesse, de votre constance et de votre union⁷² (p. 141).

Cette invitation à la concorde se situe tout à fait dans la ligne des *Réflexions sur la paix intérieure* que Mme de Staël rédige en juin-juillet 1795, mais qu'elle ne publiera pas.⁷³ Dans cet ouvrage, elle s'efforce de démontrer aux royalistes constitutionnels que leur intérêt est le même que celui des républicains. Comme dit Mme Jasinski, cet ouvrage est une « tentative de réconciliation nationale par l'accroissement d'un centre, auquel les royalistes constitutionnels et les républicains amis de l'ordre étaient adjurés de se rallier ».⁷⁴ Mais le véritable problème réside dans la question de la force du gouvernement et dans la confiance qu'il peut inspirer aux non-républicains. Constant, lui, insistait, dans son article du 24 juillet 1795, sur le ralliement, nonobstant la puissance réelle du pouvoir. « Le gouvernement fût-il faible, disait-il, il faut soutenir cette constitution pour l'améliorer. » C'était en quelque sorte proposer un pari pascalien sur le plan politique. En août, cependant, les événements semblent lui donner raison et, pleinement rassuré, il écrit le 7 août à sa tante : « je crois que tous les jours, malgré quelques petites tentatives jacobines, quelques divisions dans l'assemblée et autres petits mouvements, la République s'affermir. »⁷⁵ Mais, à l'approche de la consultation populaire, au mois de septembre 1795, sur les décrets des deux-tiers, les royalistes constitutionnels refusent l'amalgame que leur proposaient, en juillet, les Thermidoriens et, avec eux, Constant et Mme de Staël. Le dépit de Benjamin devant cet échec d'une conciliation de tous les « amis de la liberté » éclate dans sa lettre du 4 septembre 1795 à sa tante :

Eh bien, dit-il, après avoir énuméré les bienfaits de la Convention depuis Thermidor, les hommes qui se disaient modérés, les hommes qui ne demandaient pour aimer la République qu'une véritable liberté, profitent aujourd'hui de cette liberté pour préparer de nouvelles insurrections et une révolution nouvelle. Depuis huit jours, les assemblées primaires réunies pour accepter la Constitution retentissent des motions les plus incendiaires.⁷⁶

⁷² Au début du même article il critique « ces âmes égoïstes et timides qui ne demandent que le repos et qui ne sentent pas, dans leurs calculs insensés, que le repos sous le despotisme n'est que l'impuissance dans le désespoir » (p. 134).

⁷³ C'est François de Pange qui lui recommande de ne pas le publier ; sur ses raisons, voir *Corr. gén.*, t. III/2, p. 73.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 23.

⁷⁵ Lettre du 7 août 1795. Mélégar, p. 238.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 241, revue sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17239, f^{os} 42-43).

Dans la même lettre, il parle du « délire contre-révolutionnaire de quelques intrigants ». Et c'est désormais contre cette frange d'hommes modérés mais aveuglés par leurs rancunes à l'égard de la Convention, contre les responsables du 13 vendémiaire, contre ces réactionnaires sceptiques qui ne veulent pas croire en l'avenir de la république que Constant va combattre. Il rompt avec ses anciennes connaissances comme Suard et Lacretelle, s'engage plus avant dans la défense de la république et décoche à ses nouveaux adversaires sa première flèche : la brochure *De la Force du gouvernement actuel de la France*. C'est en Suisse, à Coppet, où il était rentré avec Mme de Staël à la fin de décembre 1795, qu'il rédige cet ouvrage. Mais avant de quitter Paris, il avait assisté avec soulagement à la mise en place des nouvelles institutions. Les dernières semaines de la Convention avaient été inquiétantes pour les partisans de l'ordre et, le 21 octobre 1795, Constant écrivait à sa tante : « Le 5 brumaire [27 octobre 1795],⁷⁷ jour de l'établissement de la nouvelle constitution, y parviendrons-nous à ce jour qu'un si petit espace sépare de nous ? Ou bien échouerons-nous encore au port ? Chaque jour quelque orage s'élève, nous heurtons contre quelque écueil, mais jusqu'ici le vaisseau n'est pas brisé. »⁷⁸ Il terminait sa lettre par cette invocation : « Prions pour que la liberté s'établisse avec calme [...] pour que la France se remette enfin de ces longues secousses qui ont fait tant de malheureux et tant de coupables. » Neuf jours plus tard, son vœu semblait exaucé et il pouvait annoncer la bonne nouvelle : « Le grand jour est passé [...] La Convention a cessé d'être et le Corps législatif est installé [...] Enfin, voilà une barrière établie contre les entreprises des nouveaux factieux et quelques instants de repos paraissent nous être assurés. »⁷⁹

Ainsi, si l'on excepte sa mauvaise humeur à cause de l'emprunt forcé, c'est avec un sentiment de confiance dans l'avenir de la république que Constant arrive en Suisse.⁸⁰ Et là, au milieu d'autres

⁷⁷ C'est en fait le 6 brumaire an IV (28 octobre 1795) que les 741 députés élus furent appelés à siéger. Cf. Denis Woronoff, *op. cit.*, p. 48.

⁷⁸ Mélégar, p. 243, corrigée sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17239, f° 44). L'inquiétude que Constant manifeste n'est pas dénuée de fondements. François de Pange et lui ont été appréhendés et incarcérés pendant une nuit, pour être intervenus dans une rixe. Sans l'intervention de Louvet et de Chénier, cette aventure aurait pu mal se terminer. Le récit détaillé de cette affaire se trouve dans Jasinski, pp. 160-173.

⁷⁹ Lettre du 7 brumaire an IV (29 octobre 1795) à sa tante de Nassau, Mélégar, p. 246.

⁸⁰ La loi sur l'emprunt forcé a été votée le 10 décembre 1795 ; le même jour, Constant écrit à sa tante : « les finances, au lieu de se rétablir, vont de mal en pis et tous les emprunts forcés sur la classe aisée ne les remettront pas. Ces sortes de mesures révolutionnaires n'ont qu'un effet bien décidé, celui de démoraliser la classe pauvre en lui représentant l'aisance qui est

occupations, telles qu'un procès en souffrance avec LL EE de Berne, il s'efforce de neutraliser les manœuvres du ministre d'Angleterre en Suisse, Wickham, qui finançait les mouvements anti-républicains en France.⁸¹ Vers le 15 mars 1796 environ, il commence la rédaction de son livre ; c'est du moins ce que laisse entendre sa lettre de la mi-avril à Louvet : « Je vous envoie [...] une brochure que j'ai composée dans le moment où notre gouvernement délibérerait s'il reconnaîtrait votre ambassadeur. »⁸² Or, c'est le 16 mars 1796 que le Grand Conseil bernois délibère sur la reconnaissance de l'ambassadeur français Barthélemy.⁸³ Le 19 mars, Constant travaille encore à *De la force* et le 22 la brochure est achevée.⁸⁴ Le 11 avril, vraisemblablement, elle sort de presse ; le lendemain 12 avril elle est entre les mains de quelques intimes, et les jours suivants elle est envoyée à Louvet, à Roederer et à Marc-Auguste Pictet.⁸⁵ C'est à

l'effet de l'industrie comme une raison de taxation et de vexations arbitraires et la pauvreté comme un privilège. [...] Je ne doute point cependant que tout ne s'arrange et que cette république que j'ai adorée dès sa naissance, quoique son intérieur et ses premières années n'aient pas été sans tache et que son berceau soit bien ensanglanté, ne s'affermisse en dépit des passions, des projets et surtout du manque de lumières de la majorité de ses agents. » Mélégar, pp. 247-248.

⁸¹ Le 18 janvier et le 20 février 1796 paraissent dans la *Sentinelle*, trois lettres datées de Lausanne le 10 janvier et de Neuchâtel les 1er et 4 février. Mme Jasinski (pp. 175-182) pense que ces textes doivent être des extraits de lettres de Constant à Louvet. Cette assertion est parfaitement fondée et la preuve en est fournie par une lettre de François de Pange à Benjamin du 14 pluviose an IV (3 février 1796) qui dit en effet : « Louvet a reçu votre lettre, il m'a dit même qu'il en avait imprimé un passage dans sa *Sentinelle* » (BCU, Fds C II, 34/4).

⁸² Gustave Rudler, Une correspondance inédite, Benjamin Constant et Louvet, *Bibliothèque universelle et revue suisse*, t. LXVII, 1912, p. 240. La lettre n'est pas datée et G. Rudler inscrit « vers le 15 avril ». Elle est probablement du 11 ou du 12 avril, car c'est à cette date au plus tard que la brochure qu'il envoie à Louvet sort de presse ; cf. n. 85.

⁸³ Richard Feller, *Geschichte Berns*, t. IV : *Der Untergang des alten Bern, 1789-1798*, Bern, Feuz, 1960, p. 227.

⁸⁴ Le 19 mars 1796, Mme de Staël écrit à François de Pange : « J'écris sur la passion, Benjamin pour la République. » *Corr. gén.*, t. III/2, p. 162. Le 22 mars, elle demande à Marc-Auguste Pictet « combien de temps et combien d'argent faut-il pour faire imprimer à Genève, cinq cents exemplaires d'une brochure de cent pages, à peu près six feuilles ? C'est tout à la fois très pressé et très secret » (*ibid.*, p. 164). Comme l'ouvrage est annoncé comme très républicain, la demande doit déplaire à Pictet et *De la force du gouvernement* est imprimé à Lausanne, où Mme de Staël et Constant séjournent du 23 mars au 13 avril (*ibid.*, pp. 165-170).

⁸⁵ Le 12 avril 1796, Mme de Staël demande à Rosalie de Constant : « Avez-vous lu le livre de Benjamin ? Je suis bien sûre du plaisir que vous aurez à lire un ouvrage qui a déjà le suffrage de tout ce qui l'a lu et tiendra

ce dernier que nous devons la première analyse de cette brochure qui allait susciter de nombreuses réactions. Le 22 avril, en effet, il remercie Mme de Staël pour son envoi, voici en quels termes :

Il est impossible, Madame, de mettre plus d'art, d'esprit et de style à défendre une mauvaise cause que n'en montre M. Constant dans l'ouvrage que vous avez eu la bonté de m'adresser de sa part. Certains passages, — celui du masque qu'il faut laisser au crime, le portrait des terroristes, etc.⁸⁶ — sont du plus grand effet. Mais après avoir admiré l'auteur, on trouve en somme que l'ouvrage ne pourrait guère servir qu'à persuader à des anges qu'il leur conviendrait de se laisser gouverner par des démons plutôt que par Satan lui-même ; et comme les anges sont maintenant aussi rares en France qu'ailleurs, je crains que sous le rapport de la conviction qu'il cherchait à produire, M. C[onstant] n'ait perdu sa peine.

Il suppose qu'on raisonne !!... On sent, on souffre, on est tantôt passionné, tantôt apathique, mais on ne raisonne plus. Un malade peut raisonner sur sa fièvre passée, mais non pas sur celle qu'il a. On ne raisonne nulle part en France, — pas même dans le conseil des Cinq Cents, où les coups de poing prennent, dit-on, la place des cris, qui avaient dès longtemps étouffé les raisonnements.

Une république en France, au XVIII^e siècle, est le rêve des jeunes gens qui ont l'âme honnête et qui ne connaissent ni les hommes ni l'ambition. Elle est aussi le hochet qu'ont employé depuis quatre ans une série de démagogues pour amuser le peuple pendant qu'ils vivaient et s'enrichissaient à ses dépens. Mais le peuple fait souvent comme les enfants : il s'ennuie de son hochet, puis il le brise.

Je conviens que le revers du tableau n'est guère plus séduisant ; mais je crois à tout prendre le ralliement moins difficile autour de l'idée simple d'un roi, fût-il un soliveau, qu'autour de l'idée très complexe et passée de mode d'une constitution soi-

la première place parmi tous les écrits que la Révolution a fait naître. » *Ibid.*, p. 170. Pour que ce livre soit lu le 12, il semble normal qu'il ait été terminé la veille au moins. En plus de Rosalie, les premiers lecteurs de la brochure sont de toute évidence les hôtes du Petit-Ouchy, où Mme de Staël loge lors de ce séjour à Lausanne, soit Narbonne et Adrien de Mun ; Hippolyte Terray qui habite Lausanne et qui est un des familiers, doit aussi compter parmi les premiers lecteurs de la brochure (*ibid.*, p. 165 et *passim*). Dès la sortie de presse, Constant envoie à Louvet cent exemplaires avec mission de les mettre en vente et d'en faire des extraits dans la *Sentinelles* (cf. n. 82). Le 14 avril, Mme de Staël envoie un exemplaire à Roederer pour compte rendu ; enfin, entre le 14 et le 20 avril, elle fait de même à Marc-Auguste Pictet, *Corr. gén.*, t. III/2, pp. 171-172.

⁸⁶ Allusion aux passages suivants : « Le Ciel a donné au crime même une sorte de pudeur, qui n'ose pas démentir les vertus qu'on lui attribue et qui lui sert de conscience. Lorsqu'il est puissant, loin de le démasquer, il faut lui prêter un masque. » *De la force du gouvernement...*, s.l., 1796, p. 15. Le portrait des terroristes se trouve au ch. 2, p. 32.

disant républicaine... Comment expliquerez-vous au peuple ce que c'est que la Liberté ?...⁸⁷

Les remarques de M.-A. Pictet sont déjà bâties sur le même canevas que la plupart des comptes-rendus qui paraîtront un peu plus tard sur cet ouvrage : en premier lieu, viennent les louanges sur le style et le talent de l'auteur, ensuite les critiques de ses intentions et de ses idées. Sur ce dernier point, la lettre de Pictet révèle l'ampleur du fossé qui sépare cet homme désabusé et sceptique du jeune enthousiaste de la république ; le premier ne croit pas à la marche inéluctable de l'espèce humaine, tandis que pour le second « la révolution a toujours été malgré les hommes, elle ira encore et nous conduira à la véritable liberté et au repos qui en est inséparable ».⁸⁸ Cette confiance, presque cette foi, ne pouvait toucher le physicien genevois, chez qui l'on retrouve un peu le ton de Mme de Charrière, avec cette différence toutefois qu'elle aurait rejeté cette idée du peuple-enfant, en traitant celui qui s'en serait servi de « raisonneur philanthrope ».⁸⁹ Que Constant ne convainque pas d'emblée un lecteur tel que Pictet n'est pas surprenant. Car, bien plus qu'un simple plaidoyer pour le gouvernement du Directoire, son livre est un pamphlet lancé à la tête des « hommes qui se dis[ent] modérés »,⁹⁰ soit la grande partie des écrivains et des journalistes du moment, entraînés dans le courant réactionnaire. A lire de près le premier chapitre intitulé *Des hommes qui ont attaqué la Convention*, on comprend pourquoi ceux qui étaient alors visés par ses attaques avaient plus lieu d'être blessés que convaincus :

Il y a, dans toutes les sociétés, une classe d'hommes scrupuleux, vétillieux et mécontents, qui ont des talents, de l'honnêteté, une mémoire implacable, et une vanité sans bornes. Ces hommes ne sont pas dangereux aux gouvernements, mais ils leur sont importuns. Ils ne les attaquent pas, mais ils les chicanent, les harcèlent, les fatiguent. Mettant un prix égal à toutes leurs idées, ils reviennent à la charge, avec une égale insistance, sur les questions les plus grandes et sur les plus petits griefs. L'importance qu'ils attachent aux choses ne naît pas des choses en elles-mêmes, elle naît d'eux : une opinion leur paraît consacrée lorsqu'ils ont pris sa défense, et comme ils ne voient le salut de l'Etat que dans leur considération individuelle, ils se font un

⁸⁷ Pierre Kohler, *Madame de Staël et la Suisse*, Lausanne, Paris, Payot, 1916, pp. 410-411. La lettre de Pictet est reproduite, dit P. Kohler, d'après une copie.

⁸⁸ Lettre du 10 décembre 1795 à sa tante de Nassau. Mélégar, p. 248.

⁸⁹ Voir ci-dessus Ch. 1er, pp. 57-58, la longue lettre de Mme de Charrière où elle expose sa notion du peuple.

⁹⁰ Selon l'expression employée dans sa lettre du 4 septembre 1795 à sa tante, voir ci-dessus p. 102 et n. 76.

devoir d'une persévérance qui, souvent appliquée à des objets, soit minutieux, soit irréparables, a le désavantage, alternativement, d'user leur influence, ou de la rendre fâcheuse, d'aigrir les hommes en place, ou de les accoutumer au blâme, et finit même par réunir ce double inconvénient (pp. 7-8 de l'édition de 1796).

Le ton comme le style ne sont pas sans rappeler ceux du moraliste de la fable ; comme quelqu'un qui connaîtrait bien son La Fontaine, Constant transpose sur ses adversaires politiques tous les défauts de la mouche du coche : ne va-t-il pas jusqu'à qualifier les discours et les feuilles réactionnaires de « bourdonnement continu d'aigreur, d'insinuations et d'amertume » (p. 9) ? Le goût pour l'apologue se retrouve encore dans ce bref passage que n'aurait pas renié le grand fabuliste :

Ces hommes [...] ont mesuré mathématiquement l'éloignement où il faut être d'un magasin à poudre pour ne pas le faire sauter : ils vont, sans besoin, sans utilité, pour le seul honneur de leur théorie, se placer avec des matières inflammables précisément sur la ligne qu'ils ont tracée : le feu prend aux poudres, vous êtes renversé, blessé ; mais ils vous prouvent avec toute la logique du monde que le magasin n'eût pas dû sauter. Eh ! mesurez moins et éloignez-vous ; il nous importe peu d'admirer vos calculs et beaucoup de prévenir l'explosion (p. 10).

Constant reproche à « ces hommes », qu'il ne nomme jamais, non seulement leur vanité et leur inutilité, mais encore le danger qu'ils représentent pour l'ordre et la justice : « Plus d'une fois, remarque-t-il, une insinuation amère a retardé le rapport d'un mauvais décret, une allusion blessante a provoqué une mesure injuste » (p. 11). Ce que craint Constant, c'est que le gouvernement républicain, lassé de ces critiques incessantes, sorte de la modération ou plutôt de sa tendance à la modération, dont il s'est fait une règle de conduite. Se considérant comme un ami sincère de la liberté, Constant estime qu'il faut encourager les autorités dans la voie qu'elles ont prises et rechercher les moyens de les retenir dans le juste milieu. Son principal souci est donc toujours le maintien de l'équilibre entre les extrêmes, équilibre que les réactionnaires, par leur manque de coopération et d'indulgence envers ce qui rappelle la Convention, risquent de compromettre aux dépens de la liberté : « Je désire ardemment, déclare Constant dans sa Préface, voir se terminer la Révolution, parce qu'elle ne saurait désormais être que funeste à la liberté. » Il prêche donc le pardon, l'oubli des crimes d'antan, invoquant comme arguments d'une part les « intentions pures » (p. 14) de la Convention thermidorienne et son « empressé-

ment à limiter sa propre puissance » (*ibid.*),⁹¹ mais aussi d'autre part des motivations d'ordre psychologique :

C'est en louant les hommes qu'on les pousse vers le bien ; c'est en se montrant persuadé qu'ils ne peuvent se refuser aux actions honnêtes, qu'on les force à ces actions. Le Ciel a donné au crime même une sorte de pudeur, qui n'ose pas démentir les vertus qu'on lui attribue et qui lui sert de conscience. Lorsqu'il est puissant, loin de le démasquer, il faut lui prêter un masque : en déguisant la laideur, on la diminue, parce qu'elle n'est souvent que le fruit de l'idée qu'il en a conçue, et ainsi réagit sur elle-même. J'ai vu plus d'une fois la générosité, l'humanité, toutes les vertus, en un mot, qui tiennent à la grandeur, et prêtent à l'ostentation, naître d'un éloge dans les cœurs déjà corrompus ; ils n'osaient pas repousser l'éloge, et en le recevant ils se sentaient engagés (pp. 15-16).

Il y a là sans doute une bonne part de sophisme et Constant lui-même est loin d'être aussi optimiste sur le fond de la nature humaine. Toutefois, le passage ne manque pas d'intérêts ; il montre l'importance que l'auteur accorde à la morale et sa curiosité pour les ressorts et les mécanismes cachés de l'âme.

Mais qui sont ces hommes que Constant a pris pour cible ? Comme nous l'avons déjà indiqué, il se retourne contre ceux-là mêmes qu'il distinguait, avec bienveillance, des émigrés dans son article du *Républicain français* : les royalistes modérés et les constitutionnels qui avaient espéré le succès de l'insurrection de vendémiaire an III. Leur nom apparaît d'ailleurs au bas des comptes rendus que les journaux réactionnaires consacrent à *De la force du gouvernement*. Les critiques adressées à cet ouvrage sont d'autant plus acerbes que leur auteur avait des raisons de se sentir visé par Constant. Ainsi, le royaliste Richer Sérisy, rédacteur de l'*Accusateur public*, présente la réplique la plus sévère à cet ouvrage qu'il qualifie de « composé de ce que nos *Lycophrons* modernes peuvent enfanter de plus ridicule ».⁹² Le *Courrier républicain*, qui, malgré son titre, est l'une des feuilles les plus réactionnaires, n'hésite pas à employer la calomnie pour rendre compte du duel que Constant eut, le 14 ou le 15 juillet 1796, avec Bertin de Vaux, qui l'avait

⁹¹ Il est probable que Constant fasse ici allusion au discours du 2 thermidor an III (20 juillet 1795) prononcé par Sieyès à la Convention et dans lequel se trouve un long passage sur la limitation des pouvoirs, que Constant reproduira dans le premier chapitre des *Principes de politique* (pp. 45-46, note C). En 1830, dans ses *Souvenirs historiques* (*Première Lettre, Revue de Paris*, t. XI, 1830, p. 121) il rendra encore hommage à la clairvoyance exprimée dans ce discours. Notons toutefois que l'indulgence qu'il éprouve en 1796 pour la Convention thermidorienne ne durera pas !

⁹² L'*Accusateur public*, Nos XVII et XVIII, s.d., p. 42.

insulté dans la *Feuille du jour*.⁹³ Sans doute plus modéré, mais néanmoins considéré par Constant comme un de ces hommes « vétilleurs et mécontents », Lacretelle rappelle malicieusement aux lecteurs des *Nouvelles politiques, nationales et étrangères*, que Constant avait « dans ce même journal » attaqué la Convention une année auparavant, alors que dans son ouvrage il ne tarit pas d'éloge sur cette assemblée.⁹⁴ Cette allusion aux *Lettres* anonymes à un député de la Convention est de bonne guerre, car il ne faut pas oublier que Constant fait, aux yeux des rédacteurs des *Nouvelles politiques* (dont Suard), figure de transfuge. C'est de la même veine qu'est l'article sans signature du *Miroir*, où Constant est présenté comme « un jeune homme suisse, ou d'origine suisse, qui écrit avec le plus grand talent, qui a souvent des idées de la plus grande justesse et qui les exprime avec autant de précision que de netteté, mais qui débite encore plus d'idées fausses et paradoxales, qu'il colore de toutes les grâces, de tous les prestiges d'un esprit étincelant qui incendie sa raison ».⁹⁵ A la façon dont l'auteur anonyme enrobe de miel l'amertume de ses critiques, il est clair que nous sommes loin de l'intransigeance d'un Richer Sérisy. Quant au qualificatif de suisse ou d'étranger, il apparaît dans toutes les recensions mêmes les plus favorables à Constant⁹⁶ et le *Moniteur*, qui reproduit *in extenso* sa brochure,⁹⁷ reprend la même épithète dans son chapeau introducteur. Et comme nous l'avons déjà vu à propos de Pictet, les louanges sur le style précèdent généralement la critique des idées.⁹⁸ Dupont de Nemours, qui livre dans l'*Historien*

⁹³ C'est à cause d'un malentendu et sur la base d'informations erronées, que Bertin, dont les opinions ne sont pas très éloignées de celles de Constant, écrit contre lui un article malveillant dans la *Feuille du jour* du 15 juin 1796. Sur le point de se battre en duel, les deux hommes s'expliquent et se réconcilient grâce à l'intervention de Riouffe, leur ami commun. Mais, le 19 juillet, quatre jours après cette rencontre, le *Courrier républicain*, publie un article insultant où le courage de Benjamin est mis en doute. Sur toute cette affaire, voir le récit détaillé et le texte des dits articles dans Jasinski, pp. 219-231.

⁹⁴ Cf. ci-dessus n. 57.

⁹⁵ Le *Miroir*, 14 floréal an IV, 3 mai 1796, p. 10. L'article est continué le 5 et le 7 mai.

⁹⁶ La *Décade philosophique, littéraire et politique*, N^{os} 75 et 76, 30 floréal-10 prairial an IV, 19-29 mai 1796, pp. 335-341 ; 412-422. Le *Mercure de France*, N^o 38, 8 juillet 1796 et N^o 40, 28 juillet 1796, pp. 75-96 ; 193-217.

⁹⁷ Le *Moniteur*, 1-9 mai 1796.

⁹⁸ L'avis de François de Pange est intéressant à cet égard. Il écrit à Benjamin, le 6 mai 1796 en lui parlant de son style : « Dites-moi au nom du Ciel pourquoi vous avez mêlé aux expressions justes et élégantes dont se compose votre style, quelques-uns de ces mots nouveaux que je ne puis souffrir. Qu'avons-nous besoin des mots *républicaniser* et *révolutionner*. La langue de Bossuet, de Racine et de Rousseau attendait-elle donc Danton et Cha-

l'analyse la plus judicieuse et la plus impartiale de *De la force*,⁹⁹ peut être également placé au nombre de ceux, qui à tort ou à raison se sont reconnus dans le portrait peu flatteur de Benjamin. C'est aussi le cas de Roederer, qui publie un court article dans le *Journal de Paris* du 11 juin 1796. Enfin, Adrien Lezay Marnésia, jeune publiciste de 27 ans, prend le contre-pied des opinions de Constant en publiant sa brochure intitulée : *De la faiblesse d'un gouvernement qui commence et de la nécessité où il est de se rallier à la majorité nationale*.¹⁰⁰

Ce qu'il faut remarquer, croyons-nous, c'est que Constant attaque, dans son premier chapitre, des personnes qui, sous bien des aspects, sont très proches de lui : même éducation, même culture, même classe, et surtout même idéal d'ordre et de modération ; tous se prétendent des amis de la liberté. Certains, comme Suard ou Lacreteille, sont d'anciennes connaissances¹⁰¹ ; d'autres — et c'est là ce qu'il y a de plus surprenant — comptent au nombre des amis de Mme de Staël : Roederer et Lezay, notamment, auxquels il faut ajouter Mathieu de Montmorency, car, bien qu'il n'ait pas manifesté son opinion dans la presse, nous savons d'ailleurs qu'il apprécie bien peu les idées comme le personnage de Constant.¹⁰² Cela

bot pour être complète ? Je dispute souvent contre cette manie de néologisme et je ne vous pardonne pas d'avoir donné à mes adversaires l'avantage de pouvoir m'opposer l'autorité d'un écrivain tel que vous. » BCU, Fds C II, 34/4.

⁹⁹ *L'Historien*, N° 158, 8 floréal an IV, 27 avril 1796, pp. 325-333. L'article est signé P.N.

¹⁰⁰ Paris, Matthey, an IV, 64 p. Roederer a bizarrement prétendu dans son compte rendu cité du 11 juin 1796 dans le *Journal de Paris*, que la brochure de Lezay n'était pas une réplique à celle de Constant. Ce dernier est en tout cas « furieux d'y trouver du talent et beaucoup d'esprit » (Lettre de Charles de Constant à sa sœur Rosalie du 3 juin 1796, BPU, Ms C, 16/1). Sur Lezay, voir l'ouvrage de Egon von Westerholt, *Lezay Marnésia. Sohn der Aufklärung und Präfekt Napoleons (1769-1814)*, Meisenheim, A. Hain, 1958, 241 p.

¹⁰¹ Constant avait connu Suard et sa femme déjà avant la Révolution. C'est chez eux qu'il logea en 1785 et en 1787, lors des deux séjours qu'il fit à Paris. Rudler, pp. 123-124 ; 149-154 ; 173-176. Quant à Charles de Lacreteille, Constant fait sa connaissance probablement en 1796, au moment de la publication des *Lettres à un député de la Convention*. Nous ne savons pas s'ils s'étaient rencontrés avant cette date.

¹⁰² L'aversion de Matthieu de Montmorency à l'endroit de Constant est révélée par une lettre de celui-là à Mme Necker de Saussure, du 14 décembre 1796, citée par Paul Gautier, *Matthieu de Montmorency et Mme de Staël, d'après les lettres inédites de M. de Montmorency à Mme Necker de Saussure*, Paris, Plon, 1908, pp. 85-86 ; voir aussi *Corr. gén.*, t. III/2, p. 257, n. 2. Sur les relations entre Roederer et Mme de Staël, voir Jean Ménard, *Mme de Staël et Roederer*, avec des documents inédits, *Revue de l'Université d'Ottawa*, t. XXX, N° 1, janv.-mars 1960, pp. 150-184.

revient à dire qu'une frange importante du salon parisien de l'ambassadrice doit être froissée par les remarques aigres-douces du jeune républicain. Comment Mme de Staël, pourtant si jalouse de conserver tous ses amis, a-t-elle pu accepter, favoriser et même lancer un écrit, qui ne pouvait manquer de lui aliéner une partie de ses relations ? Cette question mérite d'être posée, surtout si l'on attribue à Mme de Staël une influence sur les idées de Constant. Mme Jasinski admet, pour sa part, que ce dernier « était capable de tirer de son propre fonds toute l'inspiration de la nouvelle brochure. Mais, continue-t-elle, l'étroite communion d'idées où il vit avec son amie suggère qu'elle ne reste pas étrangère à la genèse du pamphlet ». ¹⁰³

Il n'est pas douteux, en effet, que les opinions politiques de Germaine avaient depuis plus d'une année évolué dans le sens d'un républicanisme sincère. Quand elle arriva à Paris au printemps 1795, elle s'empessa de rassurer l'opinion prévenue contre elle, en publiant une sorte de profession de foi républicaine, qui fâcha déjà à cette époque ses amis royalistes. ¹⁰⁴ Elle ne pouvait donc que souscrire aux idées exprimées dans *De la Force du gouvernement*, qui était dans une certaine mesure le succédané de son propre livre, les *Réflexions sur la paix intérieure*, dont les circonstances avaient empêché la parution quelques mois auparavant. ¹⁰⁵ En outre, une brochure, si manifestement dévouée aux institutions en place et que l'on savait rédigée chez elle à Coppet, ne pouvait que diminuer la méfiance que la baronne inspirait au pouvoir et favoriser ainsi son retour en France ; et, comme le dit le général Montesquiou, non sans malveillance d'ailleurs, l'ouvrage de Benjamin servait le cas échéant de « passeport pour son amie ». ¹⁰⁶ Cependant, quelque valables que soient les raisons politiques et tactiques qu'a Germaine d'applaudir à la brochure de Constant, il n'en demeure pas moins

¹⁰³ Jasinski, p. 197.

¹⁰⁴ Le texte est inséré dans les *Nouvelles politiques* du 3 juin 1795. Mme de Staël déclare notamment : « Je souhaite sincèrement l'établissement de la République française sur les bases sacrées de la justice et de l'humanité, parce qu'il m'est démontré que, dans les circonstances actuelles, le gouvernement républicain peut seul donner du repos et de la liberté à la France. » Cité d'après *Corr. gén.*, t. III/2, p. 7 ; voir aussi les pp. 5-6 et 10-11 sur les circonstances qui ont amené Mme de Staël à publier ce texte.

¹⁰⁵ Cf. ci-dessus n. 73.

¹⁰⁶ Lettre du 1er mai 1796 de Montesquiou à Isabelle de Montolieu, citée par Dorette Berthoud, *Le général et la romancière, 1792-1798. Episodes de l'émigration française en Suisse*, Neuchâtel, La Baconnière, 1959, p. 214. Mme de Staël a effectivement prétendu devant le Résident Desportes à Genève, le 11 juin 1796, qu'elle était « en partie l'auteur de l'ouvrage de Benjamin Constant » (*Corr. gén.*, t. III/2, p. 204). Mais il est évident qu'elle n'avancait cela que pour obtenir les bonnes grâces du Résident.

qu'elle ne peut souscrire à toutes les assertions de l'auteur touchant directement les adversaires de la république directoriale. Constant prend une position beaucoup plus radicale et catégorique qu'elle, en rompant délibérément avec une société à laquelle Mme de Staël veut rester fidèle. Comme le dit Mme Jasinski, la « divergence » entre les deux « vient du tempérament plutôt que de l'intelligence ».¹⁰⁷ Certes, le lecteur attentif reconnaît au passage quelques « accents » staëliens dans la prose constantienne de cette époque : la référence si fréquente à l'enthousiasme, au « culte sacré du malheur », des analogies de style tout à fait frappantes, qui sont comme un hommage rendu au talent et à la sensibilité de la femme aimée.¹⁰⁸ Mais l'influence se borne à cela seulement ; Constant garde son indépendance d'idées et de ton, que Germaine désapprouve en partie. Elle s'en explique à Roederer précisément, dont le compte rendu de *De la force du gouvernement* l'a déçue :

Ce dont je répons, écrit-elle le 17 juillet 1796, c'est de ce que j'écris ; mais l'ouvrage de Benjamin n'est pas le mien. Je suis, il est vrai, très enthousiaste de son talent, et j'avoue que je vous ai trouvé de l'humeur dans votre manière d'en parler. Séparez de ce livre ce qui peut être blâmé dans quelques endroits, et voyez s'il est possible de mettre plus d'idées et de style dans une brochure. J'avoue que j'en ai été même surprise, malgré la haute opinion que j'ai de l'esprit de l'auteur [...] Enfin, il y a des pages dans cette brochure que je crois à l'égal de ce que nous admirons le plus dans la langue française. Je trouve donc qu'il fallait plus ménager un tel talent que ne l'ont fait nos amis : il ne faut pas qu'il passe dans un autre camp.

Voilà mon opinion comme littérateur. Quant à ce qui vous en a déplu, je suis à beaucoup d'égards de votre avis. La raillerie de *mémoire implacable*, etc., n'était pas de mon opinion ; je trouve que les honnêtes gens ont fait des fautes, mais c'est avec plus de respect que j'approcherais de leur examen.¹⁰⁹

L'on voit donc clairement dans ce passage ce qui sépare Constant de Mme de Staël, qui aurait pour sa part gardé un ton plus conciliant, plus respectueux et surtout moins tranchant. En fait, Constant est déjà passé « dans un autre camp ». Non pas qu'il abandonne les principes d'une société fondée sur l'ordre et la liberté, car il rejette tout recours à l'anarchie et au jacobinisme ; mais il opte désormais franchement pour des institutions dont les « honnêtes gens » se méfient, parce qu'elles sont entachées du régime de la Terreur. Le mot « république », pour beaucoup, est synonyme de

¹⁰⁷ Jasinski, p. 198.

¹⁰⁸ Sur l'influence de Mme de Staël sur la rédaction de *De la force du gouvernement*, cf. *ibid.*, pp. 200-203.

¹⁰⁹ *Corr. gén.*, t. III/2, pp. 217-218.

despotisme à la mode de Robespierre. Constant prouve qu'il a la vue moins courte et qu'il sait distinguer par delà l'expérience sanglante la valeur intrinsèque des principes que comporte l'idée républicaine. Tout recul, toute manœuvre rétrograde, amorcée par crainte de la république, risque d'entraîner la société vers un retour à l'Ancien Régime, mouvement qui s'accompagnerait nécessairement d'une répression bien plus terrible encore que celle qu'ont supportée les Français en 1793. La république n'est peut-être pas le meilleur système possible, mais dans les circonstances, c'est le plus sûr garde-fou contre l'inévitable catastrophe que représente la menace d'une réaction.

Encore faut-il, pour que la position de Constant se justifie, que cette menace soit effective et non pas seulement un épouvantail inutilement agité. Or depuis le 9 thermidor et malgré le 13 vendémiaire, l'opinion était de façon générale opposée à la Convention et au Directoire. Les journaux contre-révolutionnaires et royalistes dépassaient en nombre et en audience les feuilles républicaines.¹¹⁰ Certains rédacteurs n'hésitaient pas à provoquer : ainsi *Le Thé*, une des gazettes royalistes parmi les plus acharnées, publiait chaque jour, bien en évidence, un nom extrait de la liste des Conventionnels qui avaient voté la mort du roi. De tels procédés, joints à des articles incendiaires et calomnieux ne manquaient pas d'exciter la rancune contre tous ceux qui avaient, de près ou de loin, trempé dans le régime de la Terreur. Quand Constant parle de « mémoire implacable », il n'exagère en rien l'état des esprits qui règne en France au moment où il rédige *De la force du gouvernement*.

A ces hommes « qui ont attaqué la Convention », qui marchent « vers l'avenir le dos tourné », qui ne « contemplent que le passé » et dont les « souvenirs sont tous en ressentiments » (pp. 19-20), Constant veut prouver dans le reste de son livre que le gouvernement est suffisamment fort pour repousser leurs attaques inutiles. La jeune république a pour elle plusieurs avantages ; premièrement elle est établie,¹¹¹ ensuite les intérêts de la majorité des Français lui sont attachés, tandis que le retour à l'ancien régime entraînerait inévitablement un bouleversement social considérable ; enfin, les autorités en place sont décidées à se défendre. A ce sujet, Constant signale une ultime ressource du gouvernement devant la menace

¹¹⁰ Voir Eugène Hatin, *Histoire politique et littéraire de la presse en France*, Paris, Poulet-Malassis et de Broise, 1860, t. IV, pp. 327-357.

¹¹¹ Mme de Staël, dans ses *Réflexions sur la paix intérieure*, avance le même argument : « La constitution républicaine étant ce qui est le plus près d'être à les plus grands avantages pour s'établir : elle peut arriver sans efforts ; elle n'a pas besoin de secousses ; elle sera, si personne ne s'y oppose : la force d'inertie est pour elle. » *Œuvres complètes*, op. cit., t. II, p. 169.

royaliste : les terroristes, « ces puissances aveugles de destruction et de mort [qui] ont mis au retour de la royauté un obstacle qu'elle ne surmontera jamais » (p. 32). L'auteur poursuit ainsi sa démonstration :

Tant que le gouvernement sera tranquille, il pèsera sur les terroristes [...] Mais si le gouvernement se croyait en danger, si une faction acharnée parvenait à forcer ses lignes, si, dans le poste périlleux, qu'avec un courage, qu'il est bien insensé de méconnaître, il a osé prendre entre les partisans de la terreur et ceux de la royauté, il se voyait prêt à être immolé par ces derniers, il reculerait sans doute jusqu'après des autres. S'il se voyait repoussé dans ces tanières sanglantes, il en ressortirait, avec leurs féroces habitants, pour s'élancer sur les agresseurs coupables, à qui seuls alors en serait le crime, qui seraient comptables de toutes les calamités de la patrie, de tout le sang qui serait versé (pp. 33-34).

Les contemporains ont mal compris, ou n'ont pas voulu comprendre, ce que Constant veut dire. « On lui reproche, dit son cousin Charles, d'avoir indiqué au gouvernement qu'il pouvait se servir des jacobins, et cette conspiration [de Babeuf] prouve à quel point il s'est trompé. Ils sont si fort en horreur à tout le monde qu'on ne lui pardonne pas cela. »¹¹² Aucun des comptes rendus de l'ouvrage ne manque d'accuser l'auteur d'avoir attiré l'attention du Directoire sur cette réserve de puissance qu'il pourrait utiliser à son profit. Aussi, Lacretelle s'écrie dans les *Nouvelles politiques, nationales et étrangères* :

Imprudent auteur, où avez-vous appris à compter dans les forces d'un gouvernement les ressources du désespoir, du délire et de la fureur ? Voulez-vous me le montrer puissant ; et vous me le montrez parricide, déchirant à la fois les entrailles de la patrie et ses propres entrailles. Que toutes les voix s'élèvent à l'instant contre horrible supposition, qu'elles défendent le gouvernement contre son propre apologiste.¹¹³

La réplique ne manque pas d'habileté. Cependant Constant n'a jamais préconisé la mobilisation des faubourgs ; il a voulu au contraire insister sur le fait que la réaction pourrait à la limite réveiller un monstre que Thermidor, puis les journées de Germinal et de Prairial avaient réduit au silence.¹¹⁴ Mais aussi la supposition de

¹¹² Lettre de Charles de Constant à sa sœur Rosalie du 14 mai 1796. BPU, Ms C, 16/1, f° 169.

¹¹³ *Nouvelles politiques, nationales et étrangères*, N° 228, 18 floréal an IV, 7 mai 1796, p. 911.

¹¹⁴ Mme de Staël prend la défense de Constant dans sa lettre à Roederer du 17 juillet 1796 : « Il y a un troisième reproche sur lequel j'ai trouvé les adversaires de Benjamin de mauvaise foi : c'est lorsqu'il a parlé du secours

Constant arrive bien mal à propos, ainsi que le suggère son cousin Charles : le 10 mai 1796, la police a arrêté les meneurs de la conjuration des Egaux et l'opinion est toute sensibilisée par le danger auquel on vient d'échapper ; le public comprend soudain que la menace la plus immédiate ne vient pas des royalistes mais des sans-culottes. Le contexte donne, provisoirement du moins, tort à Constant et les journalistes réactionnaires ont beau jeu de lui découvrir cette paille dans son livre.¹¹⁵

Pour mieux défendre le gouvernement, Constant se place sur le terrain des faits et se veut pragmatique. « Cédez à la force des choses, proclame-t-il, [...] et ralliez-vous au gouvernement » (p. 36). Toute tergiversation lui paraît funeste et toute discussion lui semble une vaine rhétorique :

Pour faire marcher une institution, il faut qu'un homme soit partial pour l'institution. Il ne faut pas que, pyrrhonien politique, il aille recueillir les doutes, peser les probabilités et demander sans cesse à la majorité, si elle persiste à préférer la forme actuelle. L'esprit de l'homme est versatile, il faut que les institutions soient stables (p. 28).

Il exprime ensuite la même idée, mais en se servant d'une image qu'il affectionne particulièrement :

des terroristes. S'il l'avait conseillé, c'est avec horreur qu'il faudrait parler de lui ; mais il a répété ce que nous avons tous écrit et dit, que c'était un des dangers qui résulteraient des efforts royalistes. Or les adversaires de Benjamin ont en ceci bien caractérisé leur mauvaise foi. S'ils avaient réellement cru qu'il conseillait d'appeler les terroristes, ils l'auraient attaqué avec mille fois trop de ménagement ; s'ils ne l'ont pas cru, le supposer est une cruelle calomnie. » *Corr. gén.*, t. III/2, p. 219. Il faut noter également que les comptes rendus favorables à Constant ont réagi contre l'interprétation de Lacretelle ; voir la *Décade*, N° 76, 10 prairial an IV, 29 mai 1796, p. 413, et le *Mercure de France*, t. XLVI, N° 38, 8 juillet 1796, pp. 82-83.

¹¹⁵ C'est en effet l'explication fournie par le rédacteur anonyme du *Mercure de France* : « J'avoue que la lecture de cet endroit de l'ouvrage m'a causé une impression fâcheuse [...] j'ai bientôt reconnu que le sentiment pénible que j'éprouvais et que beaucoup d'autres que moi ont dû partager, venait de ce qu'on jugeait l'opinion de l'auteur d'après des circonstances qui n'étaient pas les mêmes quand il a composé son ouvrage. Lorsque ce dernier a paru, c'est précisément l'époque où la faction des terroristes ourdissait la plus horrible conspiration contre le gouvernement ; assurément l'occasion n'était pas favorable pour persuader au public que cette faction pouvait être utile. » *Art. cit.*, p. 82. Le 16 mai 1796, Charles de Constant commente encore pour sa sœur : « il paraît que de plus en plus on se rallie au gouvernement. C'est plutôt à la découverte de cette affreuse conspiration qu'à l'ouvrage de Benjamin qu'on le doit. » BPU, Ms C, 16/1, f° 172.

Loin de nous le pilote incertain, qui encore ballotté par une mer orageuse, mais en face du port, demande à son équipage si par hasard il ne voudrait pas recommencer sa route¹¹⁶ (p. 29).

Il termine enfin par cette exhortation :

Délivrez-nous de vos doutes, ne nous fatiguez plus de votre scepticisme, aidez-nous à consolider la liberté, à faire fleurir la République, à écraser l'anarchie, ou renfermez-vous dans les écoles, faites-les retentir de vos arguments, enivrez-vous de vos abstractions et ne venez surtout jamais troubler nos réalités (pp. 29-30).

A quelques nuances près, on pourrait presque attribuer ces paroles à un Napoléon Bonaparte, premier Consul, fulminant contre les Idéologues de l'Institut et du Tribunat. Constant lui-même ne tiendra plus de pareil discours sous le Consulat ni sous l'Empire. Gardons-nous toutefois, sur la base de ces citations, de faire de Constant un apôtre du pouvoir absolu, il ne prêche nullement la soumission à un état totalitaire, mais réclame de ses concitoyens un acte de confiance, de patriotisme sinon de foi. Ni son engagement pour la cause du Directoire ni son enthousiasme, un peu naïf mais de bonne foi, n'impliquent le fanatisme et l'aveuglement. Il prévient d'ailleurs l'objection : « A Dieu ne plaise que je transforme l'hésitation en perversité. Je ne veux pas, inquisiteur républicain, faire un crime d'une incertitude qu'il est impossible à certains esprits de ne pas avoir » (p. 30). Il pense ainsi à tous ceux que la Terreur a frappés dans ce qu'ils avaient de plus cher et qui sont irrémédiablement hostiles à toute forme républicaine du gouvernement. Il demande néanmoins à ces victimes de ne pas se venger, si du moins elles ne veulent pas servir (p. 56). Il admet sans difficulté qu'il y a des mécontents ; mais convaincu que « l'homme a l'humeur frondeuse plus que destructive » (p. 23), il est sûr que « les intérêts de la plupart de ceux qui s'imaginent être mécontents, sont liés, quelquefois sans qu'ils le sentent, au gouvernement » (*ibid.*). Bien qu'optimiste, il ne cache pas, dans son troisième chapitre, tous les maux dont la France souffre encore. Mais il lui est facile de démontrer que la royauté, loin d'assurer la paix et la prospérité, risquerait au

¹¹⁶ L'image de la barque, ballottée dans la tempête avant d'atteindre le calme du port, revient souvent dans la prose comme dans la correspondance de Constant. Ainsi, dans sa lettre du 21 octobre 1795 à sa tante : « Chaque jour quelque orage s'élève, nous heurtons contre quelque écueil, mais jusqu'ici le vaisseau n'est pas brisé. » Et le 29 octobre à la même : « Nous avons été menacés de bien des orages et ce n'est pas la faute d'un parti puissant encore si nous avons atteint le port. » Mélégar, pp. 243 et 246, revu sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17269, f° 44).

contraire de les compromettre, puisqu'il faudrait une nouvelle révolution pour l'établir : ainsi qu'il l'avait déjà prouvé dans le second chapitre :

Ceux qui veulent renverser la République sont étrangement la dupe des mots. Ils ont vu qu'une révolution était une chose terrible et funeste et ils en concluent que ce qu'ils appellent une contre-révolution serait un événement heureux. Ils ne sentent pas que cette contre-révolution ne serait elle-même qu'une nouvelle révolution (p. 21).

C'est en effet l'idée centrale de l'ouvrage, que tout nouveau bouleversement serait contraire à la marche de l'espèce humaine. Pour Constant, la France a réalisé sa révolution, elle est même pour un temps allée trop loin dans ce sens, mais le 9 thermidor l'a remise à sa juste place : « La République est un but, la Révolution fut une route, il est temps de détourner nos regards de cette route, pour voir enfin où nous sommes arrivés » (p. 38). Il veut donc enjoindre aux Français de terminer la révolution, de ne se faire aucune illusion sur les résultats fatalement néfastes de nouvelles secousses, qu'elles soient dirigées vers l'arrière, l'ancien régime ou vers l'avant, la révolution sociale destructrice de la liberté et de la propriété. Ce n'est donc pas tant la forme de l'Etat qui importe,¹¹⁷ mais le moment présent, les circonstances actuelles qui nécessitent une phase d'arrêt, d'ordre et de repos. D'où la métaphore si fréquente, dans les écrits de Constant, du *port*, du havre de paix, que l'on atteint après une navigation incertaine et périlleuse. « Mon but, dit-il au début du chapitre VII, a été de prouver, que, toutes choses égales, la République en France, par cela seul qu'elle est établie, devrait être préférée » (p. 79). Contrairement à ce qu'affirme le compte rendu du *Miroir*,¹¹⁸ Constant n'a jamais voulu justifier n'importe quel gouvernement du fait de sa seule existence. Son raisonnement montre qu'il attribue une valeur relative à la république : c'est en France et dans ce moment bien précis de l'Histoire que le gouvernement

¹¹⁷ Dans sa Préface, il déclare : « Il a été loin de ma pensée d'écrire contre aucun genre de gouvernement » (p. 15) ; et dans le corps de l'ouvrage : « La forme du gouvernement n'influe sur le commerce que par la liberté qu'elle lui laisse » (p. 40) ; « Je n'écris contre aucune forme de gouvernement, mais contre toute espèce de révolution nouvelle » (p. 98).

¹¹⁸ « Mais je suppose que le gouvernement ou plutôt les membres du gouvernement français fussent ce qu'ils ne sont pas : par exemple, s'ils étaient le Grand Turc, les inquisiteurs de Venise, Caligula, Néron, Louis XI, etc., vous, Benjamin Constant, qui avez juré la liberté, l'égalité, vous iriez donc les défendre parce qu'ils *étaient* ou qu'ils *sont* les chefs d'un gouvernement *qui était* ou *qui est*. Convenez que quand on a de pareils critiques, on ne se déclare pas le défenseur de la liberté, ou que si on veut la défendre de bonne foi, on les abjure. » Le *Miroir*, 16 floréal an IV, 5 mai 1796, p. 18.

républicain est bon, parce qu'il établit ce que la révolution a voulu, sans qu'il ne soit plus nécessaire de courir les risques de cette révolution.

Cependant, l'avantage de ce qui existe positivement, de préférence à tout renversement, à toute virtualité, n'est pas une raison suffisamment convaincante pour rallier les Français au Directoire. Il faut encore démontrer d'une part que le gouvernement est modéré, qu'il est un rempart contre l'anarchie et le despotisme (c'est l'objet du chapitre II, *Du rétablissement de la Terreur*) et d'autre part que la république a une « prééminence abstraite » (p. 79), une valeur fondamentalement supérieure à n'importe quelle monarchie. Benjamin consacre à ce thème l'ensemble de son chapitre VII, un des plus longs et des plus importants par les idées qui y sont développées : *Des avantages du gouvernement républicain*. Sans doute, ne respecte-t-il pas rigoureusement son intention première exprimée dans sa Préface, qui était de ne pas tenir compte de la forme du gouvernement ; il se tire d'embarras grâce à un artifice rhétorique : « Si j'avais voulu démontrer sa prééminence abstraite [de la république], j'aurais allégué mille raisonnements que je n'ai même pas indiqués » (*ibid.*). Il prend en conséquence la précaution d'introduire chaque argument contre la monarchie ou pour la république par une formule au conditionnel du genre : « j'aurais porté mes regards », « j'aurais observé », « j'aurais ajouté », « j'aurais recherché », etc., en sous-entendant : « si j'avais voulu traiter cet aspect ». Ce petit stratagème rhétorique lui permet de jeter sur le papier la plupart de ses griefs contre la monarchie, tout en sauvant les apparences formelles. Il s'en tient d'ailleurs presque uniquement aux différences qui ont trait à la morale, en négligeant presque celles qui touchent les institutions. A ses yeux, les monarchies ont un « coloris uniforme et terne. Elles condamnent une grande partie de nos facultés et de nos espérances à l'inactivité. Or le repos est un bien, mais l'inactivité est un mal ; les hommes veulent qu'on ne les agite pas, mais ils ne veulent point qu'on les paralyse » (*ibid.*). L'inactivité est, selon lui, la source « de ce sentiment aride et dévorant, qui consume notre existence, qui décolore tous les objets et qui, semblable aux vents brûlants de l'Afrique, dessèche et flétrit tout ce qu'il rencontre » (p. 80).¹¹⁹ Ce sentiment « naît principalement de cette privation de but, d'intérêt et d'espérances » (*ibid.*). Toujours à cause de lui, « on ne peut s'oublier, on ne peut se livrer

¹¹⁹ C'est ce passage qui est très proche par le style d'un endroit de *De l'influence des passions* de Mme de Staël. Voir la comparaison dans Jasinski, p. 208. Nous interprétons cette ressemblance plus comme un hommage de Constant que comme une influence de Mme de Staël.

à l'enthousiasme, on n'est pas électrisé par la reconnaissance de ses égaux, on se courbe devant les remerciements d'un maître » (p. 81). Ces citations pourraient être multipliées ; il s'agit seulement de faire sentir à quel point la pensée politique de Constant est soutenue par un système de valeurs morales. Une étude plus approfondie du vocabulaire employé pour désigner les éléments négatifs de la monarchie (terne, uniforme, inactivité, paralyser, aride, dévorant, desséchant, flétri, etc.) montrerait chez l'auteur l'exigence et le respect des qualités les plus propres à la vie humaine et le refus de tout ce qui pourrait les étouffer. De telles pages préfigurent celles que Constant et Mme de Staël écriront plus tard contre l'utilitarisme et en faveur de la théorie du devoir et de l'esprit de sacrifice.

Constant, qui sera sous la Restauration un des spécialistes les plus écoutés des questions constitutionnelles, ne leur attribue sous le Directoire qu'une minime importance.¹²⁰ A peine leur consacre-t-il un bref passage dans ce septième chapitre où pourtant elles auraient trouvé leur place.¹²¹ Par contre, il veut prouver que c'est avant tout sur le plan des idées et au point de vue philosophique que la république l'emporte sur la monarchie. Ce n'est pas en juriste ou en publiciste qu'il se pose, mais en penseur, ami des lumières et de l'humanité. Ses raisonnements, parfois un peu alambiqués, ne manquent pas d'originalité ni d'intérêt. En particulier, le rapport qu'il distingue entre les mots et les idées, entre la forme et le fond, mérite d'être cité comme une des clés de sa pensée :

On connaît assez le pouvoir des mots sur les hommes. Ce pouvoir est quelquefois bien funeste, mais il a souvent une grande utilité.

Les mots ont sur nous une telle influence qu'ils ramènent les idées. Séparés d'elles, par une cause étrangère, ils s'y rejoignent, dès que la cause n'existe plus. Les formes perpétuent l'esprit et bien qu'elles puissent être horriblement perverses, elles ressemblent à ces arbres qu'il est facile de plier, mais dont l'élasticité les redresse, lorsqu'on cesse de les comprimer.

Les formes républicaines conservent une sorte de tradition de liberté, qui se rattache au vrai, après les interruptions causées par la tyrannie ; les formes despotiques, au contraire, consacrent l'esclavage, de manière que l'esprit servile survive à la servitude, et que la chute d'un maître ne trouve dans le cerveau

¹²⁰ Contrairement à Mme de Staël qui leur porte toute son attention. Voir B[asil] Munteanu, *op. cit.*, et Henri Grange, *art. cit.*

¹²¹ « A l'objection répétée [contre la république] de la complication des ressorts [administratifs], j'aurais répondu que le même nombre de ressorts est toujours nécessaire. La simplicité prétendue de la Monarchie est illusoire. Un roi comme tout pouvoir exécutif est forcé de déléguer sa puissance et la royauté ne fait que rendre ces délégations inévitablement arbitraires et souvent absurdes » (p. 83).

des esclaves, aucune fibre qui retentisse à l'indépendance (pp. 84-85).

Si l'on veut apprécier l'importance de ces observations, il faut se rappeler que Constant publie son livre au moment où les théories contre-révolutionnaires se taillent un succès non négligeable dans le public. A la lecture des ouvrages d'un Ferrand, d'un Mallet du Pan et bientôt d'un Joseph de Maistre,¹²² l'opinion se met effectivement à reconsidérer ces notions de liberté, de souveraineté populaire, d'égalité, que la Révolution avait érigées en valeurs, et dont la Terreur, en les avilissant, n'a fait que vider le contenu. Constant, en tant que disciple du mouvement des lumières, se donne pour tâche de réhabiliter ce qu'il nomme les *principes*.¹²³ Il admet le premier que l'on a abusé de certains mots et qu'au nom de la liberté l'arbitraire le plus total a été exercé ; mais pour lui, ces mêmes mots conservent, comme en filigrane, la marque indélébile des idées qu'ils recouvrent. Alors il suppose — c'est là son originalité — que la puissance inhérente au langage, comparée à une sorte d'« élasticité », suffit à redonner de la vigueur aux notions les plus abâtardies. La république a ceci de valable qu'elle perpétue des formes et un langage qui font remonter à la surface les « vrais principes ».

Les divergences de vues qui séparent Constant d'un Ferrand, par exemple, sont encore plus profondes : les écrivains royalistes réduisent l'importance des bouleversements révolutionnaires en proportion des gigantesques desseins de la Providence. A leurs yeux, le désordre et les pires horreurs de la Convention ne sont que l'aboutissement logique des aberrations des philosophes ; Dieu a même voulu ces calamités pour châtier l'homme de ses inconséquences et parce qu'il est sorti de la route de l'obéissance et du devoir ; mais, selon les plans divins, tout doit rentrer dans l'ordre immuable, dont la monarchie d'Ancien Régime est la forme achevée. Constant, resté fidèle au courant de pensée du XVIIIe siècle, estime au contraire que l'humanité évolue et progresse continuellement et indépendamment de toute volonté extérieure ou transcendante : la raison ou le moteur de cette marche en avant provient de la « puissance des idées » :

¹²² Sur les ouvrages de Ferrand et Mallet du Pan, voir Ch. 1er, p. 59. Les *Considérations sur la France*, parues en 1797, sont une réplique à *De la force du gouvernement*. Voir F. Vermaire, Les origines des *Considérations sur la France* de Joseph de Maistre, *Revue d'histoire littéraire de la France*, t. XXXIII, 1926, pp. 521-529.

¹²³ Constant dit en effet, au début de son second chapitre : « Ceux qui ont lié leur sort à la République ont à défendre, au lieu de préjugés, ce qu'ils regardent comme des principes » (p. 22). Sur les *principes*, voir ci-dessus, pp. 140-145.

Les rois, les grands, et ceux qui les défendent semblent ignorer la puissance des idées. Accoutumés à ce que des forces visibles dominent d'invisibles opinions, ils ne sentent pas que c'est à ces opinions que cette force est due. [...]

C'est cependant aux idées seules que l'empire du monde a été donné. Ce sont les idées qui créent la force, en devenant ou des sentiments, ou des passions, ou des enthousiasmes. Elles se forment et s'élaborent dans le silence ; elles se rencontrent et s'électrissent par le commerce des individus. Ainsi soutenues, complétées l'une par l'autre, elles se précipitent bientôt, avec une impétuosité irrésistible.

Jamais une idée mise en circulation n'en a été retirée. Jamais une révolution fondée sur une idée n'a manqué d'en établir l'empire, à moins que l'idée ne fut incomplète. Alors la révolution n'était qu'un symptôme avant-coureur d'une crise et elle s'est achevée dès que l'idée complète est revenue à la charge (pp. 91-95).

Ce dernier alinéa contient un des postulats de base de la pensée constantienne : c'est celui de la *concomitance* ou de l'*adéquation* entre les *idées* et les *faits*, ou entre les *idées* et les *institutions*. Sa formulation est un peu laconique et Constant sent le besoin de développer plus longuement sa réflexion dans une note. Il commence par poser le principe de l'indépendance des idées :

Il faut observer d'abord que les idées sont indépendantes des hommes. Comme tout dans la nature, elles ont leur marche, leurs progrès, leurs développements. Elles se forment des sensations, des expériences, des événements, toutes circonstances extérieures qui ne nous sont nullement soumises.¹²⁴

Il est donc impossible d'établir des idées, que la force des choses n'amène pas, de faire rétrograder celles que la force des choses a amenées, ou de rendre une valeur à celles dont le règne est passé (p. 93).

Nul doute que Constant substitue, en parlant de « force des choses », à un déterminisme providentiel cher aux philosophes catholiques et réactionnaires, un déterminisme idéal. Dans l'un comme dans l'autre système, l'homme n'est pas maître de sa destinée. Mais les idées sont immanentes et proviennent « des sensations, des expériences, des événements », tandis que pour de Maistre, par exemple, « ce qu'il y a de plus admirable dans l'ordre universel des choses, c'est l'action des êtres libres sous la main divine ».¹²⁵ Notons

¹²⁴ Dans *Des réactions politiques*, il précisera : « Les hommes créent les circonstances, mais les circonstances entraînent les hommes » (p. 40 de l'édition de mars 1797).

¹²⁵ Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, Ch. 1. C'est nous qui soulignons.

en passant que l'un parle de « *force* des choses », ¹²⁶ ce qui évoque un mouvement, un dynamisme, et l'autre d'« *ordre* des choses », ce qui implique une conception statique de l'état social. Bien qu'engendrées spontanément dans le processus complexe des activités humaines (sensations, expériences, événements, circonstances), les idées s'émancipent pourtant, échappent à tout contrôle et progressent de façon parfaitement autonome, modelant l'évolution de l'homme sur la leur. Elles suivent un rythme qui leur est propre et qu'aucune intervention (humaine ou divine) ne peut infléchir. Toute innovation intempestive qui irait à contre-courant ou qui serait en avance sur l'horaire est caduque :

Les idées qu'on veut ainsi créer pour son usage, étant sans aucune relation avec celles qui existent nécessairement, ne peuvent s'allier à rien, ni jeter aucune racine. Elles ne forment point un tout et de la sorte, étant isolées et sans appui, elles ne tardent pas à disparaître (p. 93).

C'est pourquoi Constant défend la république qui est opportune et propice, parce qu'elle érige des institutions en parfait accord avec des *principes* reconnus à ce moment-là pour vrais. La monarchie s'accroche au contraire à des *préjugés* dont le désavantage est « de ne pouvoir être employés, lorsqu'on en a besoin et de manquer précisément à l'époque, où ils seraient le plus nécessaires » (*ibid.*). Le préjugé implique un désaccord ou un décalage : c'est une *idée fausse*, dont le danger est double :

On a donc à craindre, des idées fausses, non seulement leurs résultats immédiats et naturels, qui sont ordinairement funestes, mais tout ce qui paraît le moins en résulter. Qui peut tracer la route que suivra un esprit sorti de celle de la raison ? La vérité est une, mais l'erreur est multiforme. Une idée fausse est une impulsion désordonnée dont la direction est incalculable. En donnant cette impulsion et par l'effort même qu'il a fallu pour la donner, on s'est mis hors d'état de la conduire¹²⁷ (p. 94).

Même si, en fin de compte, « les idées fausses perdent chaque jour du terrain » (*ibid.*), même si « elles ne tardent pas à disparaître » (p. 93), il n'en demeure pas moins qu'elles sont nocives, dans la mesure où elles retardent la marche du progrès et parce qu'elles engendrent des troubles. C'est pourquoi Constant attribue implici-

¹²⁶ Constant avait eu en 1794 une polémique à peu près semblable avec Mme de Charrière, à propos de la « nature des choses », cf. Ch. 1er, pp. 72-73 et n. 119.

¹²⁷ Cette distinction entre erreur et vérité a paru si essentielle à Constant qu'il la reproduira presque mot pour mot dans les *Principes de politique* (p. 361).

tement à l'écrivain éclairé une mission, qui ne consiste pas tellement à promouvoir des idées nouvelles mais à distinguer les vraies des fausses¹²⁸ ; c'est alors lui qui donne le ton juste et permet d'éviter les discordances ; il est positivement un *opportuniste*, dans ce sens précis qu'il connaît, grâce à sa raison, le moment favorable où l'écart entre les circonstances et les idées est inexistant. On comprend dès lors mieux la colère de Constant à l'endroit des royalistes modérés : ceux-ci, selon l'auteur de *De la force du gouvernement*, n'ont pas compris leur rôle : ils se perdent en vaines récriminations sur des crimes passés, plutôt que de s'en tenir à l'essentiel, aux principes avec lesquels la constitution républicaine est en parfait accord. Le relativisme et l'opportunisme de Constant se retrouvent dans le titre même de sa brochure, où il est question du gouvernement *actuel* et de la *nécessité* de s'y rallier, ce dernier mot devant être pris dans son sens fort de caractère inéluctable, ainsi que le précise l'auteur à la fin de ce chapitre VII :

Il faut enfin céder à la nécessité qui nous entraîne, il faut ne plus méconnaître la marche de la société, ne plus amener, par de vains efforts, des luttes sanglantes, ne plus trouver une consolation à marquer chaque défaite par de grands malheurs, ne plus faire acheter aux hommes leurs droits par des crimes et par des calamités (p. 98).

Cette « marche de la société » est guidée par une « idée-mère qui n'a jamais été tout à fait expulsée du cœur de l'homme » (p. 95) : l'*égalité* :

Au sortir du nuage impénétrable, qui couvre sa naissance, nous voyons le genre humain s'avancer vers l'égalité, sur les débris d'institutions de tout genre (pp. 95-96).

Constant distingue alors une série d'étapes par lesquelles le genre humain a passé, s'avançant toujours dans le sens du progrès, c'est-à-dire vers une plus grande égalité parmi les hommes. Il observe en premier lieu l'existence des *castes proscrites* (ce qui correspond à peu près au système tribal des premiers âges), puis l'*esclavage*, suivi par la *féodalité* et enfin la *noblesse* que la Révolution a abolie.¹²⁹ Constant n'est évidemment pas le premier à découper l'Histoire en périodes successives et à rechercher le fil

¹²⁸ Mme de Staël, dans ses *Réflexions sur la paix intérieure*, dit de même : « Les hommes de génie paraissent créer la nature des choses ; mais ils ont seulement l'art de s'en emparer les premiers. » *Œuvres complètes*, op. cit., t. II, p. 118.

¹²⁹ Il faut entendre par là que la Révolution a supprimé les privilèges attachés à la noblesse.

conducteur qui les relie les unes avec les autres. On songe immédiatement à Condorcet (dont Constant cite d'ailleurs le nom) et à son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*¹³⁰ ; mais ce sont aussi les propres recherches de Benjamin sur les religions qui l'amèneront à penser que l'enchaînement des faits n'est pas dû au hasard et qu'il obéit au contraire à un ordre logique parfaitement décelable. Il dit à propos de l'égalité :

[l'homme] a mêlé cette idée à tout. Il n'y a pas une religion naissante qui ne l'ait consacrée et il a toujours fallu que la fraude sacerdotale dénaturât l'institution pour l'en écarter (p. 95).

Et dans une note correspondante, il envisage une « superbe histoire à faire », parce qu'« on voit [...] clairement, dans les annales des peuples, l'espèce humaine se rassemblant après un bouleversement physique et sous une théocratie écrasante, se mettant, pour ainsi dire, en marche, par une impulsion irrésistible et inaperçue, et regagnant lentement et par de terribles secousses tous les droits qu'elle avait perdus » (p. 96).

Plus que la parenté des principes entre Condorcet et Constant, ce qui importe davantage c'est la place de choix que ce dernier attribue à l'égalité dans sa conception de la perfectibilité. On mesure déjà à quel point ses réflexions ont avancé depuis le temps où il déclarait à son oncle de Sévery ne pas savoir « si l'égalité universelle est une chimère ».¹³¹ Mais s'il continue à penser que l'égalitarisme total est absurde et dangereux, et s'il voit dans « la propriété et les talents, [l]es deux seules sources raisonnables d'inégalité parmi les hommes », ¹³² cette notion reste essentielle dans sa conception téléologique de l'évolution humaine. Elle apparaît chez lui avant même celle de la liberté et demeurera jusque dans le texte *De la perfectibilité de l'espèce humaine*, paru dans les *Mélanges de littérature et de politique* en 1829, une des préoccupations constantes de sa pensée. Il ébauche même cette « superbe histoire à faire » : ses papiers conservent en effet un texte inachevé qui a pour titre : *Du moment actuel de la destinée de l'espèce humaine ou histoire abrégée de l'égalité*.¹³³

¹³⁰ Dont la première édition date de l'an III (1795). Condorcet ne fait d'ailleurs que perpétuer une théorie de l'Idée de Progrès qui remonte au moins au XVII^e siècle. Voir l'introduction de O.H. Prior et celle d'Yvon Belaval dans l'édition J. Vrin, Paris, 1970 (Bibliothèque des textes philosophiques), pp. VII-XXXVIII.

¹³¹ Dans sa lettre du 30 août 1790, citée ci-dessus, Ch. 1, p. 41.

¹³² Cf. ci-dessus, n. 44.

¹³³ BCU, Fds C, Co 3292. Sous la cote Co 3394, on trouve une série de trois plans successifs de cet ouvrage, que Constant commence peut-être à la fin du Directoire ou sous le Consulat. Un élément bien vague de datation est

Ainsi, il faut en convenir, l'engagement de Constant et sa défense du Directoire ne peut pas être réduit à un simple acte d'allégeance d'un ambitieux pressé de plaire au gouvernement en place. Le texte de sa première brochure, examiné de près, montre au contraire que sa conviction repose sur une théorie déjà élaborée de la perfectibilité de l'homme et sur celle, qui en découle, du moment propice et opportun, où les institutions sont au niveau des idées. Loin d'être un précurseur en ce domaine, Constant est surtout un des rénovateurs de l'esprit de 1789, menacé par la réaction. Condorcet disparu, une minorité groupée à l'Institut et dans le salon de la veuve du dernier des philosophes et dans celui de Mme Helvétius, maintient les principes de la philosophie des lumières, qu'une certaine opinion accuse de tous les maux dont la France et l'Europe ont souffert.¹³⁴ Constant participe à ce même combat, à ce second souffle de la raison contre un nouvel obscurantisme. Il amorce un rapprochement vers ceux qu'on appelle les Idéologues et vers les rédacteurs de la *Décade*, plus ou moins leur organe, et qui publie un compte rendu fort élogieux de *De la Force du gouvernement*.¹³⁵ Sans jamais collaborer directement à la rédaction de ce journal, il suit néanmoins la même ligne politique, et au Cercle constitutionnel, créé en juin 1797, il en rencontrera les principaux collaborateurs.¹³⁶ Le retentissement de sa brochure, l'accueil favorable que lui font le *Moniteur*, le *Républicain français*, la *Décade* et le *Mercure de France*, lui ouvrent des portes et lui procurent de nouvelles relations. C'est à son talent et à ses idées qu'il doit de rencontrer Cabanis, Garat, Daunou, Gallois, Fauriel, Ginguéné, etc. qu'il retrouve encore avec d'autres convives lors des dîners du tridi à la rue du Bac.¹³⁷

fourni par le titre du onzième chapitre prévu : « L'application de ces principes aux institutions possibles aujourd'hui », chapitre qui devra comprendre une analyse de la notion de *pouvoir neutre*. Or, c'est sous le Consulat, dans les *Fragments d'un ouvrage abandonné...*, que Constant développe cette idée. — Sur l'égalité dans la pensée de Constant, voir Béatrice C. Fink, Benjamin Constant on equality, *Journal of the history of ideas*, t. XXXIII, avril-juin 1972, pp. 307-314. Cette étude est basée sur les manuscrits cités ici.

¹³⁴ L'opinion est sensibilisée par ce qu'on appellera la « thèse du complot », dont l'abbé Barruel et ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* sont le principal propagateur, et qui ramène la Révolution à une gigantesque machination de la maçonnerie et de la philosophie des Lumières.

¹³⁵ Sur la définition du mot « Idéologue » et sur les relations de ce groupe avec la *Décade*, voir Marc Régaldo, *op. cit.*, ch. 2. Le compte rendu de la brochure de Constant, paru dans la *Décade* les 19 et 29 mai 1796, n'est pas signé.

¹³⁶ Marc Régaldo, *op. cit.*, p. 416, n. 2.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 481. Voir aussi Pierre Deguise, *Benjamin Constant méconnu*, *op. cit.*, p. 70.

Cependant, la confiance dans le gouvernement en place n'est pas sans limite et Constant n'est pas la dupe de son propre système. Le dernier chapitre de son livre s'adresse franchement aux dépositaires du pouvoir, auxquels il ne craint pas de dire :

Je crois avoir prouvé que je ne méconnaissais point l'empire des circonstances. Mais on ne doit pas oublier combien dans ce genre l'abus est facile. Si l'on n'y prend garde, il y aura toujours des circonstances à invoquer contre les principes. Les factions marcheront de circonstances en circonstances, sans cesse en dehors de la loi, tantôt avec des intentions pures, tantôt avec des projets perfides, demandant éternellement de grandes mesures, au nom du peuple, de la liberté, de la patrie (pp. 102-103).

Plus loin, il se fait plus pressant encore et évoque clairement les améliorations qu'il est urgent de faire :

Aujourd'hui une source épouvantable d'arbitraire est encore ouverte : il est instant de la tarir. La plupart des lois révolutionnaires ne sont point abrogées [...] Hâtez-vous de les frapper du néant, que leur origine exige. Donnez à toutes celles qui sont justes et nécessaires une sanction nouvelle et brisez les autres : jusqu'alors aucun citoyen ne pourra dormir en paix. Le glaive des Decemvirs paraîtra toujours suspendu sur toutes les têtes (pp. 104-105).

Constant, contrairement à ce qu'avancait Dupont de Nemours,¹³⁸ ne confond pas gouvernement avec république et il admet sans réticence qu'il y a encore beaucoup à faire pour que l'équité et la modération règnent en France ; mais il insiste davantage sur les encouragements qu'il faut prodiguer à l'Etat que sur les critiques à lui adresser, car il reste persuadé que « c'est en louant les hommes qu'on les pousse vers le bien » (p. 15) ou, ce qui revient au même, que « l'on devient par habitude ce qu'on voulait d'abord paraître par hypocrisie » (p. 85). Peu à peu, toutefois, sa confiance initiale s'estompera : les à-coups de la politique directoriale puis surtout la férule napoléonienne auront progressivement raison de ce premier élan enthousiaste qui se muera en défiance de plus en plus âpre devant toute sorte d'autorité.¹³⁹ Déjà, à la façon d'un prélude, ce pre-

¹³⁸ « L'auteur confond sans cesse le *gouvernement* avec la *république* et ceux qui font des observations sur la conduite du gouvernement avec les *ennemis* de la *république*. » *L'Historien*, N° 158, 8 floréal an IV, 27 avril 1796, p. 326.

¹³⁹ Sous le Directoire, l'attitude de Constant face au pouvoir est encore ambiguë, faite d'attraction et de répulsion. Ainsi, il déclare à sa tante, le 11 juin 1796 : « Paris me fatigue profondément, malgré l'accueil distingué qu'on m'y a fait. Je ne suis pas destiné à vivre avec la puissance. Le pouvoir est toujours le pouvoir ; il donne je ne sais quoi d'inquiétant. On a l'air de de-

mier livre de Constant, annonce par quelques notes à peine perceptibles la grande symphonie libérale des *Principes* de 1806. Dès le premier chapitre, par exemple, il concède à « ces hommes vétilleux », dont il critique si violemment par ailleurs l'esprit, une utilité manifeste dans un vieux gouvernement, car, dit-il, « ils le tiennent dans une sorte d'inquiétude salutaire qui empêche l'excès des abus » (p. 8). Pour justifier la nomination tant décriée de quelques anciens jacobins dans l'administration, il va jusqu'à prétendre :

[...] il est avantageux, je dirai même, il est nécessaire à l'établissement de la liberté que ces agents soient en opposition avec l'opinion. Ils sont par là soumis à la surveillance de la haine : s'ils étaient dans le sens de l'opinion, ils ne pourraient s'empêcher d'aller trop loin¹⁴⁰ (p. 66).

On sent déjà percer cette idée que tout pouvoir, par nature, a tendance à outrepasser ses intentions et les limites qui lui sont légitimement imposées ; l'autorité a donc besoin d'être tenue par des rênes, parce que « la puissance est plus enivrante que la liberté » (p. 83). Constant dénonce également cette disposition habituelle des gouvernants :

Laisser parler est ce que les hommes en place apprennent le plus difficilement et ce qu'il leur est pourtant le plus nécessaire de savoir (p. 9).

Cette simple phrase préfigure tout ce qu'il dira dans les *Principes* sur « De l'action de l'autorité sur les Lumières » ou sur la liberté de la presse. Et enfin, avec son goût prononcé pour l'apophtegme, Constant proclame déjà en 1796 que « le grand art est de gouverner avec force, mais de gouverner peu » (p. 70). Il lui restera justement à préciser l'étendue de la sphère étatique, à lui prescrire des bornes fixes, au-delà desquelles elle ne saurait se risquer sans danger pour les libertés individuelles.

Mais nous n'en sommes pas encore là. Il a fallu s'arrêter un peu longuement sur ce premier écrit politique important, qui a trop sou-

mander quelque chose, lorsqu'on se presse autour de gens qui peuvent donner. Et quoique je ne prétende ni ne puisse prétendre à rien, j'ai la conscience d'un ambitieux sans avoir ses illusions ni ses espérances, c'est sûrement une mauvaise division. » Mélégar, p. 289, revu sur l'original (BCU, Fds C, Co 3326).

¹⁴⁰ L'argument n'est pas du goût de Mme de Staël, qui se montre sur ce point d'accord avec les adversaires de Constant. Elle écrit à Roederer le 17 juillet 1796 : « Je n'aurais jamais justifié les nominations jacobines. L'ingénieux des raisons est une preuve de leur fausseté. » *Corr. gén.*, t. III/2, pp. 218-219.

vent été négligé,¹⁴¹ parce qu'on le considérait à tort et presque uniquement comme le support d'une habile propagande, destinée à favoriser la reconnaissance de la citoyenneté française de son auteur.¹⁴² *De la force du gouvernement* eut un immense succès et même s'il valut à Constant plus d'ennemis que d'appuis — ce qui est normal, vu le ton de l'ouvrage et le climat politique dans lequel il fut publié — il permit la consécration de l'auteur au rang des premiers écrivains politiques du moment. En outre, ce livre contient déjà tous les thèmes qui apparaîtront dans les autres brochures publiées sous le Directoire : pendant quatre ans, Constant va rester invariablement attaché à la position adoptée depuis les journées de Vendémiaire, c'est ce qui donne aux écrits sortis de sa plume durant cette période une physionomie bien particulière, dont le propre est la répétition de principes déjà énoncés dans *De la force du gouvernement*, mais évidemment avec d'autres arguments. Ce sont ceux-ci que nous tâcherons de mettre en valeur.

Le titre de la nouvelle brochure de Constant, *Des réactions politiques* (1797), montre que l'auteur persiste à voir dans le royalisme modéré ou ultra le principal danger qui menace la république. Il avait déjà peint un tableau effrayant de ce que serait la France sous une restauration monarchique, dans le troisième chapitre de *De la force du gouvernement*, en insistant particulièrement sur la répression sanglante qui s'ensuivrait et qui n'épargnerait aucun de ceux qui auraient pris part, même de très loin, à l'abolition de l'Ancien Régime.¹⁴³ Cette crainte de la réaction comme d'un véritable fléau est une sorte de leitmotiv qui revient dans tous ses écrits du

¹⁴¹ Olivier Pozzo di Borgo est fort méprisant à l'égard du style, dont il dit que c'est « un jargon tendu et contourné, où l'incohérence des images le dispute à l'obscurité des abstractions » (*op. cit.*, t. I, p. 17). Aussi, n'a-t-il pas jugé bon de faire figurer ce premier texte dans son recueil.

¹⁴² Voir l'ouvrage d'Henri Guillemin, par exemple.

¹⁴³ On lit en effet dans *De la force du gouvernement* (p. 47) : « [Les royalistes] reliraient avec soin toutes les pages de la Révolution pour prendre la date de tous leurs griefs. Pour eux, il n'y a pas de prescription. Leur haine s'est aigrie en vieillissant et leur besoin de vengeance est devenu plus impérieux, en proportion qu'il a plus longtemps été comprimé. Ils remonteraient des agents du Directoire aux Conventionnels, des Conventionnels aux Jacobins, de ceux-ci à la Gironde, de la Gironde aux Feuillants, des Feuillants aux Législatifs, des Législatifs aux Constituants, des Constituants aux Monarchistes, des Monarchistes à tous les coupables du 14 juillet 1789. » Et dans *Des réactions politiques*, il poursuit cette même idée : « Vous tous qui, pendant un jour, pendant une heure, avez espéré de la révolution, vous qui l'avez applaudie, ou secondée, ou souillée, Constituants, Législatifs, Conventionnels, Feuillants, Jacobins, criminels d'acclamation ou coupables de silence, vous êtes frappés d'un égal anathème. Votre sort à tous est décidé » (p. 52).

Directoire. Les républicains selon son cœur sont des hommes « sans ressentiments et sans haines, sans regrets comme sans remords, ne pouvant être ni les objets ni les auteurs d'aucune réaction ».¹⁴⁴ Bien que dans son avant-propos, Constant prétende s'être « fait une loi de ne répondre jamais aux critiques », son livre continue en fait la polémique engagée par *De la force du gouvernement* avec les journalistes royalistes. *Des réactions politiques* est une réplique aux comptes rendus qui avaient pris son premier livre à partie. Il est d'ailleurs possible que Constant ait songé à une riposte en juin 1796 déjà. Il écrivit en effet à sa tante de Nassau, le 25 de ce mois :

Je travaille à la seconde édition de mon ouvrage que l'on m'a demandée et qui paraîtra dans quelques jours un peu augmentée.¹⁴⁵ J'ai un autre livre en tête que je voudrais bien achever avant mon départ, mais je n'ose l'espérer.¹⁴⁶

Il est permis de penser, en l'absence d'autres documents plus précis, que Constant rassembla quelques notes et voulut peut-être réfuter Lezay et tous ceux qui avaient mal accueilli son premier ouvrage. Quoi qu'il en soit de cette première ébauche, c'est seulement en février et en mars 1797 que le livre prend forme et le 30 mars qu'il sort de presse.¹⁴⁷ Mais, en plus des raisons personnelles qu'il a de rétorquer à ses adversaires, l'aggravation de la situation politique justifie à elle seule la composition d'une nouvelle brochure venant appuyer les forces déclinantes des républicains. En effet, le début de l'année 1797 marque une avance considérable de l'opinion contre-révolutionnaire. Les royalistes, au moyen de sociétés appelées « Instituts philanthropiques » et soutenus par le clergé ré-

¹⁴⁴ C'est ainsi qu'il décrit les descendants des religieux fuyant l'Allemagne, dans un article paru le 26 août 1796 dans le *Moniteur*, dont le texte est reproduit dans Jasinski, pp. 251-257.

¹⁴⁵ Cette nouvelle édition de *De la force du gouvernement* est peut-être celle de Strasbourg, Levraut, 1797, signalée par Quérard.

¹⁴⁶ Lettre du 7 messidor [an IV] (25 juin 1796). Mélégar, p. 261, corrigé sur l'original (BCU, Fds C, Co 3320). Il ne fait aucun doute que cette lettre est de 1796 et non de 1797 et que l'allusion à la seconde édition ne peut pas se rapporter à celle de *Des réactions politiques*, car, le 25 juin 1797, la deuxième édition de cette brochure était déjà parue depuis trois semaines.

¹⁴⁷ L'Avant-propos est daté en effet : « Hérivaux, ce 10 germinal an V. » Le 8 février 1797, Benjamin écrit à son oncle Samuel : « Je suis dans ce moment occupé à finir un ouvrage que je compte publier vers le commencement du mois prochain, il prend tous mes moments. » BPU, Ms C 34, f° 39. La lettre est inédite, mais le passage cité se trouve déjà dans E[rnest] Tambour, *op. cit.*, p. 295, n. 2. Le 10 février 1797, Constant dit à sa tante qu'il s'occupe d'un « ouvrage qui sera imprimé dans trois semaines à peu près ». Mélégar, p. 251. On voit donc que le projet initial accuse un léger retard.

fractaire et la majorité des journaux, orchestrent une campagne nationale en faveur d'un retour à l'ancien ordre des choses. Les élections de l'an V, qui se déroulent pendant les dix derniers jours de mars, amènent une majorité réactionnaire au Conseil des Cinq-Cents.¹⁴⁸ Ce triomphe confirme les appréhensions de Constant et de Mme de Staël, qui se rend compte que « le juste milieu [...] n'est jamais en France qu'un passage si rapide qu'il sert à peine de transition entre un excès et l'autre ».¹⁴⁹ Constant exprime le 4 mars 1797, dans une lettre à L.-F. Huber, toutes les inquiétudes qu'il ressent :

La réaction est à son comble, mais elle est sentie profondément par ceux qui sont intéressés à prévenir son triomphe, et malgré les apparences, je ne crois point que la liberté périsse. *Je ne suis pas aussi tranquille sur le prix qu'il en coûtera pour la défendre contre ses ennemis*, et je crains que nous ne soyons encore loin du port.¹⁵⁰

Dans ce passage, derrière une confiance mitigée, perce déjà une nouvelle crainte. De toute évidence, si l'opinion se précipite dans la voie contre-révolutionnaire, elle ne peut s'appuyer ni sur le peuple ni sur l'armée, auréolée par ses victoires, qui demeurent l'un et l'autre inébranlablement attachés à la république. Mais la force des institutions en place ne rassure pas complètement Benjamin. Ne doit-on pas craindre, en effet, une épreuve de force entre le gouvernement et les conseils ? Et même si le premier l'emporte, ne sera-ce pas au prix de nouvelles persécutions et de nouvelles atteintes à la liberté ? On se souvient que Constant avait terminé son premier livre par ce conseil pressant, adressé au pouvoir, de rester toujours dans la stricte légalité et de se méfier de l'arbitraire. Sa seconde

¹⁴⁸ Sur les succès contre-révolutionnaires au début de 1797 et sur le complot anglo-royaliste, voir Georges Lefebvre, *Le Directoire*, Paris, A. Colin, 1971 (1ère éd. 1946), ch. 5. Sur les élections, voir Jean-René Suratteau, *Les élections de l'an V aux Conseils du Directoire, Annales historiques de la Révolution française*, t. XXX, 1958, pp. 21-63.

¹⁴⁹ Lettre de Mme de Staël à Henri Meister du 22 avril 1797. *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 60.

¹⁵⁰ Cette lettre est perdue ; mais le passage cité a été conservé par Huber qui l'a recopié dans sa lettre du 13 mars 1797 à Usteri, en rappelant la date de celle de Constant (14 ventose [an V], 4 mars 1797). La lettre de Huber à Usteri, comprenant le passage de Constant, est citée dans Godet, t. II, pp. 275-276 en n. C'est nous qui soulignons. — Après avoir cité Constant, Huber fait le commentaire suivant à Usteri (selon la traduction de Godet) : « Cela sonne de façon assez inquiétante, mais le jugement de Constant n'a jamais été pour moi un guide et j'ai déjà mieux vu de loin que lui de près. Ses données lui viennent probablement de Louvet, Chénier et consorts. Au reste, il me promet l'envoi d'un 'petit ouvrage' où je trouverai ce qu'il ne m'écrit pas. »

brochure va dans le même sens ; elle n'est pas seulement une critique impitoyable des tendances réactionnaires, mais aussi et au moins autant, un appel à l'observance fidèle de la loi et de la justice. Cet aspect de son ouvrage n'a pas été suffisamment relevé par la critique, trop pressée de voir en Constant un soutien du coup d'Etat du 18 fructidor. Les contemporains par contre y ont été plus sensibles : l'*Historien*, qui n'avait pas ménagé, en 1796, ses critiques à l'auteur de *De la force du gouvernement*, parce que « trop enclin vers les gouvernants, il offusqua les gouvernés », lui décerne de grands éloges pour son deuxième livre.¹⁵¹ Ainsi, après avoir clairement défini ce qu'il entend par réactions (subdivisées en réactions contre les hommes et en réactions contre les idées), Constant précise pour chacun des cas quels sont les devoirs du gouvernement. Au début du chapitre III, il résume sa pensée de la façon suivante :

Si, dans les réactions contre les hommes, le gouvernement a surtout besoin de fermeté, dans les réactions contre les idées, il a besoin surtout de réserve. Dans les unes, il faut qu'il agisse ; dans les autres qu'il maintienne. Dans les premières, il importe qu'il fasse tout ce que la loi ordonne ; dans les secondes, qu'il ne fasse rien de ce que la loi ne commande pas (p. 17 de l'édition de mars 1797).

Devant l'évolution des événements, Constant se rend compte que la réaction n'est pas seulement nuisible, parce qu'elle est inopportune et qu'elle va en sens inverse de la marche de l'humanité, mais il prévoit encore les conséquences funestes d'une défense trop énergique du pouvoir :

Le gouvernement seul lutte encore contre cette disposition générale. Il lutte, mais avec effort, et le combat même est, pour la liberté, un danger d'un genre nouveau (p. 35).

Que se passerait-il en effet en cas de victoire du gouvernement ?

Il n'est pas de la nature d'un gouvernement de suivre toujours la ligne des principes, en marchant contre l'opinion. L'isolement le rendrait forcément sombre, égoïste et ambitieux. Obligé de fermer l'oreille à la voix publique, il l'ouvrirait bientôt à celle de son intérêt particulier, et le despotisme militaire assurerait à la fois l'anéantissement des préjugés anciens, l'établissement d'un mépris grossier pour les lumières, flétries dans la défense de ces préjugés, et la perte de la liberté (p. 37).

Cette quasi prophétie contient une idée que nous avons déjà relevée à propos de *De la force du gouvernement* : le pouvoir a tou-

¹⁵¹ L'*Historien*, 18 germinal an V, 7 avril 1797, pp. 275-277 ; article signé « Fidelis ».

jours tendance à suivre la pente qui l'entraîne fatalement vers l'arbitraire. D'où la nécessité, encore implicite dans les écrits du Directoire, de trouver en dehors de l'autorité, puisqu'elle-même en est dépourvue, des limites, des digues pouvant entraver le cours parfois trop capricieux de son action. L'image qui s'impose, au sujet de la puissance, est celle d'un fleuve qu'il faut canaliser, pour éviter tout débordement. Constant parle aussi de « nature » d'un gouvernement, qui l'empêche de « suivre toujours la ligne des principes » ; il veut donc dire que, par essence, l'autorité est abusive et que l'arbitraire couve en elle, prêt à éclore : toute puissance est un ennemi potentiel de la liberté. Ce n'est que sous le Consulat que Constant développera des théories dont le principal objet sera d'indiquer les garanties que toute constitution doit obligatoirement comporter ; et à vrai dire ce n'est que sous l'Empire qu'il formulera avec clarté cette idée qu'aucun pouvoir n'est innocent par lui-même. En 1797, Constant en est déjà parfaitement conscient ; mais il serait malhabile de traiter plus longuement un tel thème, alors qu'il sait de source sûre que le gouvernement actuel est le seul rempart contre un retour des anciens préjugés. C'est pourquoi il importe de le soutenir et de prévenir le danger en dénonçant avec virulence les écrivains réactionnaires.

Dans son bref chapitre IV, Constant rappelle que le devoir des écrivains, des « hommes qui dirigent l'opinion par les lumières », est de « s'opposer aux réactions contre les idées » (p. 20).¹⁵² Il déplore, dans les deux chapitres suivants, la « conduite des écrivains actuels », qui s'écarterent de ce devoir.

Tout en regrettant amèrement le discrédit que la terreur a placé sur l'« étendard » de la liberté, il insiste pourtant sur la nécessité de se rallier au gouvernement, sinon « jamais l'ordre ne pourra naître ; jamais les gouvernants ne reprendront cette confiance en eux-mêmes qui les empêche de recourir à l'arbitraire » (p. 25). En 1796, Constant ne reprochait aux hommes à la « mémoire implacable » que leur manque d'indulgence et de coopération et il qualifiait leurs interventions de « bourdonnement continu d'aigreur » ; la situation a empiré depuis et en 1797 les écrivains contre-révolu-

¹⁵² Constant profite de l'occasion pour avertir le gouvernement : « [les idées] sont le domaine de la pensée seule et la loi ne doit jamais l'envahir. » Il continue ensuite, sur le mode lyrique : « Il est beau le traité entre la puissance et la raison, ce traité par lequel les hommes éclairés disent aux dépositaires d'un pouvoir légitime : vous nous garantirez de toute action illégale et nous vous préserverons de tout préjugé funeste. Vous nous entourez de la protection de la loi et nous environnerons vos institutions de la force de l'opinion » (p. 20).

tionnaires ne ressemblent plus cette fois à la mouche du coche mais à l'apprenti sorcier :

Lorsque les écrivains se permettent des insinuations amères, des déclamations exagérées, des regrets inutiles, ils n'agissent pas seulement contre le gouvernement particulier qu'ils n'aiment pas, mais contre l'idée générale de l'ordre. Ils mettent un obstacle de plus à son rétablissement ; ils confirment le peuple dans l'habitude du mécontentement, et font sentir au gouvernement la nécessité de l'arbitraire (*ibid.*).

En d'autres termes, Constant reproche à ces hommes de réveiller le serpent qui sommeille inévitablement dans le pouvoir et veut leur faire partager l'entière responsabilité d'éventuelles atteintes aux principes et aux libertés dont ils bénéficient.¹⁵³ En attaquant sans cesse les institutions républicaines, ces écrivains risquent de mettre en branle un mouvement dont ils ne seront très vite plus les maîtres, car, dit Constant, « la main qui donna le mouvement est rarement celle qui le dirige ou l'arrête, et le premier auteur d'une impulsion tombe souvent victime de celui qui s'en empare » (p. 40). Donc, selon Benjamin, l'opinion réactionnaire manque de discernement, de sens et de maturité politiques ; elle est formée de gens plus pressés de faire impression sur le public que de terminer la révolution.

Ceux à qui Constant adresse ces reproches sont les mêmes personnes qu'il invectivait une année plus tôt. Il prend bien garde de les confondre avec les royalistes purs, exagérés ou absolutistes qui ne pensent qu'à la vengeance. Ce sont, dit-il, « une classe d'écrivains nombreuse et puissante, qui semble employer tous ses moyens à prolonger cette agitation des esprits, cette exagération rétrograde des opinions » (p. 26). Il sait leur reconnaître au passage des « intentions pures » et souvent de la « bonne foi » ; mais, ils sont avant tout des aigris, qui, sous la monarchie se plaisaient à jouer un rôle d'opposants de salons, dans lesquels leur esprit frondeur excitait

¹⁵³ Constant prétend même que les réactionnaires abusent des libertés qu'ils condamnaient autrefois. Ainsi, à propos de la presse, il leur lance : « Les mêmes hommes qui maintenant invoquent la liberté illimitée de la presse, s'élevaient avec fureur contre cette liberté, lorsqu'ils n'avaient pas besoin qu'elle existât ou, pour mieux dire, lorsqu'ils avaient besoin qu'elle n'existât pas. Alors, il fallait prévenir les maux au lieu de les punir ; alors, les feuilles périodiques étaient un poison terrible, une liqueur enivrante, dont le gouvernement devait garantir le peuple. — Une réunion bizarre de circonstances les pousse aujourd'hui dans un sens contraire. La puissance et les préjugés étant pour le moment en opposition, leurs défenseurs ont besoin de la licence de la presse pour servir leur cause. Ils recourent à la raison, faute d'avoir reconquis la force. En voulant nous faire rétrograder, ils sont réduits à mettre en usage et à déclarer sacrée la ressource même qui nous a poussés si loin, malgré leurs efforts » (p. 58).

l'admiration de la société. La Révolution les a progressivement laissés pour compte. « De là ce regret véritable de leur considération passée et ce regret apparent du système qui leur valait cette considération » (p. 29). Constant, toujours attentif aux mécanismes et aux « ressorts » cachés de la vie de l'homme ou de la société, trouve une explication psychologique à ce comportement :

Ces réactions qui, de révolutions désastreuses, font encore des révolutions inutiles, naissent de *la tendance de l'esprit humain* à englober dans ses regrets tout ce qui entourait ce qu'il regrette. Ainsi que dans nos souvenirs de l'enfance, ou d'un temps heureux qui n'est plus, les objets indifférents se mêlent à ce qui nous était le plus cher, et le charme du passé s'attache à tous les détails, l'homme qui, dans le bouleversement général, a vu s'écrouler l'édifice de son bonheur individuel, croit ne pouvoir le relever qu'en rétablissant tout ce qui partagea sa chute ; les inconvénients mêmes et les abus lui deviennent précieux, parce qu'ils lui paraissent, dans le lointain, liés intimement aux avantages dont il déplore la perte (pp. 7-8).

Cette volonté de comprendre les phénomènes qu'il observe et d'en rechercher les causes profondes n'entraîne pas Benjamin pour autant sur la voie de l'indulgence. Et là où il se montre particulièrement sévère, c'est à l'égard des anciens amis des lumières qui ont trahi cette cause : « Ainsi, dit-il, les opinions libérales sont attaquées par des transfuges de la philosophie, par des disciples mêmes de ces génies immortels qui ont osé rêver la régénération de l'espèce humaine » (p. 34). Malgré l'anonymat qui les voile et qui rend ainsi toute identification aléatoire voire impossible, il est difficile de ne pas songer, à Suard, qui avait approché les philosophes, et surtout à Laharpe. De celui-ci, Constant fait par ailleurs un portrait des plus méchants :

[...] un homme, incrédule lorsque les philosophes distribuaient la gloire, et flatteur de la Commune lorsque la Commune assassinait, tente de relever d'une main débile une superstition expirante. Cet homme, sous le régime de la Terreur, rédigeait dans un journal l'article *littérature* ; il plaçait froidement, près des listes sanglantes des victimes de chaque jour ses dissertations académiques : il faisait des phrases à côté des échafauds. Déiste d'abord par vanité, ensuite athée par peur, fanatique aujourd'hui par orgueil, et toujours bouffi d'un talent toujours médiocre, il se prétend saisi d'une indignation subite, trois ans après les crimes, et se pavane de son entourage, trois ans après le danger¹⁵⁴ (p. 54).

¹⁵⁴ Olivier Pozzo di Borgo remarque que Constant n'a pas toujours aussi sévèrement jugé cette conversion de Laharpe (*op. cit.*, t. I, p. 223, n. 39).

Constant n'a pas nommé Laharpe ; mais ses contemporains n'ont pas manqué de reconnaître le célèbre écrivain. Si l'*Ami des lois*, républicain, jubile de le voir ainsi maltraité,¹⁵⁵ Roederer prend sa défense dans un compte rendu malveillant et souvent injuste de la brochure de Constant.¹⁵⁶ Il est difficile d'expliquer pourquoi l'auteur de *Des réactions politiques* s'en prend particulièrement à Laharpe plutôt qu'à un autre. Peut-être a-t-il voulu, en personnalisant un peu plus ses attaques, éviter toute équivoque et ménager la susceptibilité d'autres journalistes et écrivains, avec lesquels il ne tient pas à se brouiller, et qui auraient eu la mauvaise idée de se reconnaître dans un portrait plus général. Laharpe, qu'il n'aime pas et dont la conversion subite au catholicisme fait sourire, lui servirait ainsi de catalyseur ou de bouc émissaire. Le procédé ne serait pas des plus élégants, il faut en convenir. Avec Necker, personnage à ne pas froisser s'il en est un, Constant joue la carte de la franchise ; il fait une allusion à l'ouvrage de l'ancien ministre, *De la Révolution française*, en parlant de ceux qui « plaide[nt] pour l'hérédité » (p. 31). Tout de suite, il s'explique dans une longue note qui commence comme suit : « L'on ne croira pas, j'espère, que je méconnaisse les talents et les vertus de M. Necker, parce que ses opinions politiques me paraissent erronées » (p. 103). Voilà qui évite tout malentendu fâcheux. Avec Lezay-Marnésia, Constant ne lâche pas le fer mais reste sur la défensive ; il le réfute à deux reprises¹⁵⁷ et le contre-attaquera plus énergiquement au mois de juillet 1797 en publiant *Des effets de la Terreur*. Roederer, bien qu'il ne soit pas fait spécifiquement allusion à lui dans le livre de Constant, se sent concerné au premier chef par les reproches de l'auteur. C'est en tout cas ce que l'on devine à lire sa recension, qui le place parmi les coryphées des réactionnaires modérés. Notons en passant que c'est parmi ceux-ci, que se recruteront les soutiens les plus fidèles du régime bonapartiste — tels Lezay et Roederer, précisément —, tandis que les Daunou, les Chénier et les Constant se retrouveront dans l'opposition sous le Consulat. Cette remarque pour dire que le fossé entre

¹⁵⁵ L'*Ami des lois*, N° 613, 29 germinal an V, 13 avril 1797. L'article est signé : S ; il s'agit vraisemblablement de Sibuet, qui est rédacteur de ce journal avec Poulthier. Ces deux journalistes, élogieux en 1797, seront parmi les plus virulents contre Benjamin après Fructidor.

¹⁵⁶ *Journal d'économie publique, de morale et de politique*, N° 25, 10 floréal an V, 29 avril 1797, p. 305. Notons que ce même Roederer changera également d'opinion à l'égard de Laharpe, qu'il critique vertement dans ses *Œuvres du comte P.-L. Roederer*, Paris, Firmin-Didot, t. IV, 1856, p. 221.

¹⁵⁷ Constant cite une première fois Lezay à la p. 14, puis une seconde fois à la p. 24 de *Des réactions politiques*, sans indiquer le nom de l'auteur et sans employer de qualificatifs polémiques. Lezay est présenté seulement comme un des théoriciens du mouvement rétrograde.

Constant et Roederer ne pourra aller qu'en s'élargissant et que leurs divergences de vues reposent sur des options fondamentalement différentes. Mme de Staël, qui, toujours conciliante, déteste les ruptures et admire du reste le rédacteur du *Journal de Paris*, essaye de s'interposer entre les deux écrivains. Dans sa lettre du 15 avril 1797, elle plaide en faveur des théories de Benjamin et tente de convaincre son correspondant :

Dites-moi, je vous en prie, mon cher Roederer, pourquoi vous n'avez pas encore écrit un mot dans le *Journal de Paris*, en bien ou en mal sur l'ouvrage de Benjamin. Certes, ce n'est pas insignifiant qu'il est, et jamais sujet dans un tel moment ne dut inspirer plus de pensées. Se fait-on l'idée d'une réaction pareille à celle-ci, ou plutôt, au titre près, la contre-révolution n'est-elle pas absolument faite ? Je ne conçois rien aux premiers amis de la liberté et surtout à vous, plus signalé que personne en ce genre : vous vous amusez à combattre des ombres, tandis que l'ennemi le plus redoutable, l'ennemi sans appel est à vos portes ? [...] mais il est bien question de ce parti vaincu [les jacobins] quand l'autre triomphe, et triomphe et contre vous et contre la liberté ! Vous ressemblez à des gens qui, pour se donner une contenance, continuent à frapper en l'air d'un côté pour n'être pas obligés de regarder de l'autre.¹⁵⁸

La réponse ne se fait pas attendre : le 29 avril paraît, dans le *Journal d'économie publique*, l'analyse de *Des réactions politiques* que nous avons déjà signalée pour son ironie et sa méchanceté. Curieusement, ni Constant ni son amie ne se vexent du ton souvent méprisant du publiciste.¹⁵⁹ Mais, Roederer est en revanche à ce point vindicatif qu'il revient à la charge le 9 mai 1797, dans le même journal, avec un article intitulé : *Examen impartial de cette question : la profession de journaliste est-elle, de sa nature, un métier vil ?*¹⁶⁰ Il s'en prend cette fois aux jugements sévères que Constant, dans son sixième chapitre, porte contre la presse rétrograde. Benjamin y condamne avant tout la licence et les abus de certains journaux. Il dit, par exemple :

¹⁵⁸ *Corr. gén.*, t. IV/1, pp. 54-55.

¹⁵⁹ C'est du moins ce que laisse entendre la lettre que Mme de Staël lui adresse le 10 mai 1797 : « Non, mon cher Roederer, je ne me brouillerai point avec vous pour votre article sur Benjamin. Il dit qu'il y a des corrections de style dont il profitera, et, du reste, il a trop de respect pour l'amertume pour n'avoir pas une sorte de faible pour vous. » *Ibid.*, pp. 67-68. Roederer a-t-il apprécié l'ironie qui perce derrière cette remarque ? Nul ne sait.

¹⁶⁰ *Journal d'économie publique, de morale et de politique*, N° 26, 20 floréal an V, 9 mai 1797, pp. 371-383.

La nécessité d'écrire tous les jours me paraît, il est vrai, l'écueil du talent. Ce calcul journalier, qui fait d'une feuille un revenu qui supprime les souscriptions, qui établit une rétribution pécuniaire, si positive et si détaillée, entre le lecteur dont on flatte l'opinion, et l'écrivain qui la flatte, ne laisse ni le temps ni l'indépendance que demande la composition d'ouvrages utiles. Le besoin de frapper par des réflexions fortes mène à l'exagération, celui d'amuser par des anecdotes entraîne à la calomnie. Tous ces inconvénients s'aggravent encore par les querelles polémiques, par les disputes personnelles, inséparables de cette profession (pp. 42-43).

Constant n'exagère pas ; l'*Ami des lois* le reconnaît volontiers et fait amende honorable : « oui, nous méritons une partie des reproches qu'il adresse à tous les journalistes, et nous sommes assez francs pour l'avouer » peut-on lire dans ce journal,¹⁶¹ qui n'est pas, à ce moment-là du moins, le plus virulent. Toutefois et bien qu'il prenne la précaution de dire qu'il ne veut pas « blâmer en général l'existence des journaux », Constant dépeint la profession de journaliste comme peu respectable, irrité qu'il est par toutes les calomnies que lui-même et surtout Mme de Staël ont essuyées depuis près de deux ans.¹⁶² Roederer devine d'ailleurs tout ce que la diatribe de Constant cachait comme « ressentiments personnels » et n'a aucune peine à lui opposer des arguments redorant le blason des journalistes. Peut-être, la querelle entre les deux hommes sur ce point n'est-elle qu'un simple malentendu ; Roederer reconnaît pour sa part qu'il « existe des journaux infâmes ». Si les deux adversaires avaient pu s'expliquer, ils se seraient peut-être mis d'accord au sujet de la presse. Cependant, nous croyons voir dans l'attitude casante de Roederer, comme dans son ton méprisant, l'indice qu'ils étaient irréconciliables et qu'un désaccord profond sur le rôle de l'écrivain les séparait tout à fait.

Nous avons déjà dit que Constant voit dans la défaite même de la réaction un danger au moins aussi grand que dans sa victoire : pour défendre les institutions en place, le Directoire, provoqué par cette agitation rétrograde de l'opinion, serait peut-être tenté de sortir de la légalité. Le principal chef d'accusation du réquisitoire de Constant est donc l'incitation à l'arbitraire. Sentant venir cette nouvelle

¹⁶¹ L'*Ami des lois*, art. cit., p. 2.

¹⁶² En 1796, Constant avait eu des démêlés avec le *Courrier républicain* et la *Feuille du jour*, cf. ci-dessus p. 109 et n. 93. Mme de Staël était salie de la pire manière dans les journaux royalistes tels que la *Quotidienne*, le *Mémorial* ou le *Thé*. On trouve encore un article calomnieux sur Constant dans le *Messenger du Soir*, *Gazette générale de l'Europe*, N° 323, 23 thermidor an V, 10 août 1797, p. 3.

menace, il s'empresse, dans son neuvième chapitre, de mettre en garde tout gouvernement contre l'emploi de ce terrible moyen.

L'arbitraire est défini comme « l'absence des règles, des limites, des définitions, en un mot, l'absence de tout ce qui est précis » (p. 80). Constant remarque ensuite pertinemment que les « règles, les limites, les définitions sont des choses incommodes et fatigantes » ; on a donc tendance à vouloir s'en débarrasser et l'on tombe facilement dans l'arbitraire « sans s'en douter » (*ibid.*). C'est une maladie infectieuse, dont les sciences, la morale et la religion sont préservées, mais qui se réfugie dans la politique ; et là, elle sape inévitablement toute institution et n'importe quel gouvernement. Avec une logique impitoyable, Constant prouve successivement ces trois affirmations :

L'arbitraire est incompatible avec l'existence d'un gouvernement, considéré sous le rapport de son institution ; il est dangereux pour l'existence d'un gouvernement, sous le rapport de son action ; il ne donne aucune garantie à l'existence d'un gouvernement, sous le rapport de la sûreté des individus qui le composent (p. 84).

Ceux qui croient pouvoir se servir de l'arbitraire momentanément ou même dans l'intention de punir le crime se font illusion, parce qu'il « attaque ce qui est la base de tout avantage : la durée » (p. 91). On voit apparaître un des éléments essentiels et constitutifs de la pensée de Constant : le *temps*, régulateur et réparateur de toute chose, au rythme duquel tout doit s'accorder. L'arbitraire est formé d'expédients dont l'utilité est trompeuse, parce qu'elle néglige cette notion de temps naturel et lent, qui s'écoule sans heurts ni secousses. Toute rupture, toute saccade dans ce mouvement est mauvaise. La Terreur est l'exemple type du gouvernement qui a cédé à l'arbitraire. Le seul moyen de ne pas être envahi par ce fléau, c'est de s'en tenir à l'observation de la constitution, qui est « la garantie de la liberté d'un peuple » (p. 95). Ces pages sur l'arbitraire sont sans contredit celles qui, par la rigueur de la démonstration et la force de certaines expressions comme de certaines images, rappellent le plus ce que Benjamin Constant écrira plus tard, lorsqu'il érigera dans ses *Principes de politique* le libéralisme en système.¹⁶³ Ce sont les seules également qui obtiennent grâce devant le sévère Roederer, qui ajoute en plaisantant : « Benjamin Constant est si heureux dans ses derniers chapitres, que ses amis devraient lui conseiller de n'en faire jamais d'autres. »¹⁶⁴ Elles s'inscrivent enfin

¹⁶³ Un bref passage de *Des réactions politiques* (p. 95) est repris d'ailleurs presque textuellement dans les *Principes de politique*, p. 115 et n. 39.

¹⁶⁴ *Journal d'économie publique, de morale et de politique*, art. cit. du 29 avril 1797, p. 310.

comme le prolongement et le développement des avertissements contenus déjà dans la conclusion de *De la force du gouvernement*.

Ceci permet d'affirmer que l'auteur est pleinement conscient de la gravité de la situation politique dans laquelle il vit. D'un côté, une opinion réactionnaire qui devient, grâce aux élections de Germinal an V, une menace autrement plus effective que lorsqu'elle se cantonnait dans la presse ; de l'autre côté, un gouvernement qui n'a pas les moyens constitutionnels de résister à la poussée anti-républicaine et contre-révolutionnaire. Dans ces conditions, respecter scrupuleusement la constitution revient inévitablement à s'en servir contre les principes pour lesquels elle a été établie. Le but des royalistes, qui n'ont plus guère d'espoir dans une insurrection armée, est de renverser le régime républicain en s'assurant le pouvoir par des voies légales. Dès lors, les écrivains et les hommes politiques, convaincus que toute concession à la réaction les entraîne sur une pente fatale, au bout de laquelle se trouvent la restauration monarchique et l'abandon des idées pour lesquelles ils se sont battus depuis huit ans, buttent devant un dilemme insoluble, s'ils ne veulent pas se risquer hors de la légalité.

Encore faudrait-il s'entendre sur l'ampleur de cette menace des contre-révolutionnaires. Un Roederer, par exemple, ne partage pas du tout les mêmes inquiétudes que les républicains et minimise considérablement la portée des critiques de Constant : « A entendre [cet] auteur, dit-il dans son compte rendu, il semblerait que les écrivains, dont il vient de faire une censure si amère et si injuste, eussent habituellement prêché les dignités héréditaires et le fanatisme religieux ; tandis qu'ils ne cessent de proclamer la république, et que s'ils témoignent des regrets en faveur du culte, ce n'a jamais été sous d'autres rapports que celui de l'appui que la morale reçoit de la religion. »¹⁶⁵ Il est évident que Roederer parle pour sa propre paroisse, car il est toujours resté un modéré ; mais la lecture de journaux comme la *Quotidienne*, le *Mémorial*, le *Courrier républicain*, pour ne citer que ceux-là, laisse une impression différente. Constant n'exagère donc pas, en prédisant une navigation difficile entre Charybde et Scylla, entre la réaction et l'arbitraire. Il est alors possible que dès cette époque, Constant songe aux moyens de modifier la constitution, de manière à ce que la république ne louvoye plus entre le coup d'Etat et son propre renversement.¹⁶⁶ Mais, au printemps de 1797, devant cette sorte de montée des périls, il estime

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 305.

¹⁶⁶ Comme nous l'avons déjà dit, Mme de Staël fait de ces questions constitutionnelles l'objet de ses préoccupations, à ce moment-là du moins, et Constant doit sans doute en parler avec elle.

que son devoir est de rallier l'opinion au gouvernement d'une part — et d'autre part, il tente de rattacher tous les esprits aux *principes*, dont l'oubli et la perversion ont conduit, selon lui, à la situation actuelle.

Il consacre à ce sujet l'ensemble de son huitième chapitre, le moins clair de tous,¹⁶⁷ mais un des plus importants pour notre étude, parce qu'il prouve encore une fois que la pensée politique de Constant prend sa source dans une réflexion philosophique qu'on ne peut négliger. Il justifie ainsi son intention :

La réhabilitation des principes serait une entreprise à la fois utile et satisfaisante : on sortirait, en s'y livrant, de cette sphère de circonstances dans laquelle on se trouve perpétuellement froissé de tant de manières. On serait exempt de tout retour personnel vers les individus : au lieu d'avoir à relever des imprudences ou des faiblesses, on n'aurait à traiter qu'avec la pensée seule. On réunirait, à l'avantage de mieux approfondir les opinions, celui, non moins précieux, d'oublier les hommes (p. 65).

Ce passage peut être analysé sous deux aspects différents ; premièrement, il est caractéristique d'un état d'esprit propre à Constant, qui trouve dans la recherche spéculative un refuge et un réconfort moral ; nous avons déjà évoqué ce thème¹⁶⁸ ; ensuite, de façon plus générale et moins personnelle, Constant exprime ici le vœu que tous les Français oublient leurs ressentiments et leurs querelles, pour se tourner vers ce qui est essentiel et important : les idées ou les principes.

Dans le cadre de son livre, Constant ne peut se permettre des développements trop considérables sur ce sujet ; mais, dit-il, « dans la suite, si nul écrivain plus habile ne me devance dans cette carrière, j'essayerai peut-être d'exposer ce que je regarde comme les principes élémentaires de la liberté » (*ibid.*). Ce projet encore vague ne verra le jour qu'en 1806 avec la rédaction de ce qu'il appellera précisément : *Principes de politique*.

La définition que Constant donne du principe est surprenante

¹⁶⁷ C'est peut-être à ce chapitre que Constant fait plus particulièrement allusion, quand il écrit à son oncle Samuel, le 13 juin 1797 : « Je sens mieux que personne tous les défauts de cette brochure. Elle a peut-être celui de l'obscurité [...] ses défauts existent beaucoup moins pour ceux qui sont sur les lieux [...] l'obscurité par exemple se dissipe tout à fait pour quiconque a suivi les événements. Ce n'est pas que le défaut en soit moindre ; mais lorsqu'on écrit au milieu des hommes et des événements mêmes qui occupent, il est très difficile de s'empêcher de généraliser ses observations et de rendre par là même obscurément, comme idée abstraite, ce qui eût pu l'être avec clarté comme circonstance particulière. » Ménos, p. 149, corrigé sur l'original (BPU, Ms C, 34, f^{os} 41-42).

¹⁶⁸ Cf. ci-dessus, p. 89.

au premier abord, parce qu'elle néglige totalement le sens étymologique du mot. Esprit positif, il se méfie des causes premières et préfère considérer la naissance des phénomènes comme due à des faits concrets.

Un principe est le résultat général d'un certain nombre de faits particuliers [...] Tout dans l'univers a donc ses principes, c'est-à-dire, toutes les combinaisons, soit d'existences, soit d'événements, mènent à un résultat : et ce résultat est toujours pareil, toutes les fois que les combinaisons sont les mêmes. C'est ce résultat qu'on nomme principe¹⁶⁹ (p. 66).

Cette définition est assez proche de celle qu'il donnait des idées dans *De la force du gouvernement* ; il disait, on s'en souvient : « Elles se forment des sensations, des expériences, des événements. »¹⁷⁰ Les idées comme les principes ont donc une genèse semblable, les deux sont le *résultat* de *combinaisons*. Mais tandis que celles-là ont leur évolution, leur *marche*, ceux-ci s'enchaînent les uns avec les autres, chaque principe étant un maillon, un *anneau* distinct. C'est effectivement l'image de la *chaîne* que l'auteur emploie continuellement et de préférence à toute autre, pour désigner l'ensemble des principes. Sans qu'il soit loisible d'être catégorique sur ce point, il est possible de rattacher les idées, telles que Constant les définit, au concept d'organisme, et les principes à celui de mécanisme. Constant voit les idées en mutation linéaire et continue ; à chaque étape, des idées nouvelles remplacent celles qui sont caduques et qui ne reparaitront plus, un peu comme dans un corps vivant, où des cellules meurent et d'autres naissent, selon un processus qui permet la survie et le développement de ce corps. Les principes par contre ne meurent pas. Ils se combinent dans une structure de plus en plus complexe, au fur et à mesure qu'un principe nouveau est admis, sans que ce dernier arrivé modifie ou supprime un principe déjà en place. C'est ainsi que de la métaphore de la chaîne, on passe insensiblement à celle du rouage, évoquant à son tour un engrenage et une machine.¹⁷¹ Constant distingue alors les

¹⁶⁹ Roederer n'oublie pas de relever, avec une certaine pédanterie, que *principe* vient de *principium*, qui veut dire commencement, point de départ et que ce mot ne peut pas être défini comme un *résultat*. En fait, si l'on prend la peine de faire un instant abstraction du sens étymologique, les idées de Constant se comprennent parfaitement. *Journal d'économie publique, de morale et de politique*, art. cit. du 29 avril 1797, p. 307.

¹⁷⁰ Cf. ci-dessus, p. 121.

¹⁷¹ La conception mécaniste qu'a Constant des phénomènes sociaux et politiques se retrouve encore dans cette comparaison faite à propos de la constitution ; si toute latitude est ôtée au gouvernement, « la machine s'arrête, faute d'espace entre les rouages » ; si, au contraire, on accorde trop de

principes premiers ou *généraux* des *principes intermédiaires* ou *secondaires*, qui assurent continuellement la liaison et évitent toute solution de continuité :

Lorsqu'on dit que les principes généraux sont inapplicables aux circonstances, l'on dit simplement que l'on n'a pas découvert le principe intermédiaire qu'exige la combinaison particulière dont on s'occupe. C'est avoir perdu l'un des anneaux de la chaîne ; mais cela ne fait pas que la chaîne en existe moins. Les principes secondaires sont tout aussi immuables que les principes premiers. Chaque interruption de la grande chaîne n'a pour la remplir qu'un seul anneau (p. 67).

Il s'ensuit qu'un principe ne peut pas être *isolé* ; l'efficacité et la réalisation des principes dépendent de leur solidarité et de leur cohésion :

Lorsqu'on jette tout à coup au milieu d'une association d'hommes, un principe premier, séparé de tous les principes intermédiaires qui le font descendre jusqu'à nous et l'approprient à notre situation, l'on produit sans doute un grand désordre ; car le principe arraché à tous ses entours, dénué de tous ses appuis, environné de choses qui lui sont contraires, détruit et bouleverse ; mais ce n'est pas la faute du principe premier qui est adopté, c'est celle des principes intermédiaires qui sont inconnus : ce n'est pas son admission, c'est leur ignorance qui plonge tout dans le chaos (p. 68).

Si la combinaison des principes est susceptible de changement, ou si la chaîne peut s'allonger, les principes eux-mêmes, pris en quelque sorte individuellement, sont immuables, « car l'essence d'un principe n'est pas d'être général, ni applicable à beaucoup de cas, mais d'être fixe » (p. 67). Constant est toujours soucieux de ne pas passer pour un subtil métaphysicien, dont les cogitations naviguent uniquement dans les hautes sphères de la pensée et sont totalement dénuées de sens pratique. Il se veut au contraire proche des réalités, aussi s'empresse-t-il de dire, dans ce chapitre qui dément quelque peu cette louable intention :

Les principes ne sont donc point de vaines théories, uniquement destinées à être débattues dans les réduits obscurs des écoles. Ce sont des vérités qui se tiennent, et qui pénétreraient

latitude au gouvernement, « la machine se disjoint, faute de liens qui retiennent les parties ensemble ». *Des réactions politiques* (p. 95). Sur les concepts d'organisme et de mécanisme, voir l'étude d'Annie Becq, *Politique, esthétique et philosophie de la nature dans le Groupe de Coppet, Le Groupe de Coppet*, Actes et documents du deuxième colloque de Coppet, Genève, Paris, M. Slatkine, H. Champion, 1977, pp. 83-98. D'un point de vue plus général, voir également Judith E. Schlanger, *Les métaphores de l'organisme*, Paris, J. Vrin, 1971, 269 p. (Bibliothèque d'histoire de la philosophie).

graduellement jusque dans les applications les plus circonstanciées, et jusque dans les plus petits détails de la vie sociale, si l'on savait suivre leur enchaînement (p. 68).

Constant s'efforce ensuite de prouver que « tout principe renferme, soit en lui-même, soit dans son rapport avec un autre principe son moyen d'application » (p. 77). Si, explique-t-il, l'on a préféré jusque-là les préjugés aux principes, c'est que l'on avait lancé ceux-ci isolément et qu'ils comportaient une idée de destruction. On les a donc rejetés. Constant prend l'exemple de l'hérédité, « préjugé abstrait [qui] tenait à un enchaînement d'institutions, d'habitudes, d'intérêts, qui descendait jusque dans l'individualité la plus intime de chaque homme » ; tandis que l'égalité était un principe non reconnu, bien que vrai, parce qu'il ne « tenait à rien, attaquait tout, et ne pénétrait jusqu'aux individus que pour bouleverser leur manière d'être » (p. 71). Ainsi, pour qu'un principe soit applicable, il ne faut pas qu'il reste isolé, mais il est nécessaire que toute la chaîne qui le relie aux principes intermédiaires soit restaurée. L'auteur prend alors un autre exemple dans la morale et entre dans une brève controverse avec Kant. Pour le philosophe allemand, dire la vérité est un devoir absolu ; Constant démontre que ce principe premier est inapplicable, tant que l'on n'a pas établi son corollaire, à savoir que « nul homme n'a droit à la vérité qui nuit à autrui » (p. 76). Ainsi seulement, grâce à ce principe intermédiaire, on évite le devoir absurde et asocial, qui consiste à dire la vérité à des assassins « qui vous demanderaient si votre ami qu'ils poursuivent n'est pas réfugié dans votre maison » (p. 74).¹⁷²

Pourquoi Constant prend-il la peine de démontrer que, si un principe semble inapplicable, cela ne veut pas dire qu'il est erroné mais qu'il n'a pas été suffisamment défini ? Il répond en fait à une objection implicite sur le fond de sa théorie de la marche progressive des idées. Il commence en effet *Des réactions politiques* en affirmant de nouveau ce qu'il avait déjà dit dans *De la force du gouvernement* : « Pour que les institutions d'un peuple soient stables, elles doivent être au niveau de ses idées » et « lorsque l'accord entre les institutions et les idées se trouve détruit, les révolutions sont inévitables » (p. 1). Alors, pourrait-on lui rétorquer, maintenant que la Révolution est censée avoir rétabli cet accord, aboli les préjugés

¹⁷² Cette controverse avec Kant est étudiée par Basil Munteanu, *Episodes kantiens en Suisse et en France sous le Directoire*, Ph.-A. Stapfer, L.-F. Huber, Mme de Charrière, B. Constant, *Revue de littérature comparée*, t. XV, 1935, pp. 387-454. Voir aussi Ernst Behler, Kant vu par le Groupe de Coppet : la formation de l'image staëlienne de Kant, *Le Groupe de Coppet. op. cit.*, pp. 135-167.

et consacré les principes, pour quelles raisons n'y a-t-il pas consensus autour de ceux-ci et de la république qui les proclame, et pourquoi tant d'honnêtes hommes attribuent-ils encore de la valeur à ce que vous appelez des préjugés ? Le courant d'opinion réactionnaire et l'état général des esprits en France auraient tendance à prouver que les seules institutions qui pussent être actuellement en accord avec les idées sont celles qui existaient sous la monarchie. La Révolution n'est donc qu'un simple accident, une jacquerie comme beaucoup d'autres et l'ordre des choses s'établira à nouveau sur le principe (au sens habituel du terme) du droit divin.

Sans doute, seule une petite minorité de royalistes purs pourraient tenir un pareil discours à Constant. Mais les constitutionnels et les modérés lui feraient également observer que la république n'est pas du goût de la majorité de l'élite pensante en France. Constant ne serait pas insensible à ces objections qui accordent à l'opinion publique au moins autant d'importance que lui. C'est un peu pour répondre d'avance à de tels arguments qu'il développe cette idée de résistance à des principes jugés destructeurs, alors que « la nature humaine, qui s'arrange toujours de ce qui est, s'est bâtie, des préjugés, une espèce d'abri, une sorte d'édifice social, plus ou moins imparfait, mais offrant du moins un asile » (p. 70). Il reconnaît que les préjugés sont tenaces du fait qu'ils sont ancrés dans la société, mais ils n'en demeurent pas moins faux et dangereux :

car, s'il n'y a pas de principes, il n'y a rien de fixe : il ne reste que des circonstances, et chacun est juge des circonstances. On marchera de circonstances en circonstances, sans que les réclamations puissent trouver même un point d'appui. Là où tout est vacillant, aucun point d'appui n'est possible. Le juste, l'injuste, le légitime, l'illégitime, n'existeront plus, car toutes ces choses ont pour bases les principes, et tombent avec eux. Il restera les passions qui pousseront à l'arbitraire, la mauvaise foi qui abusera de l'arbitraire, l'esprit de résistance qui cherchera à s'emparer de l'arbitraire, comme d'une arme pour devenir oppresseur à son tour¹⁷³ : en un mot, l'arbitraire, ce tyran aussi redoutable pour ceux qu'il sert que pour ceux qu'il frappe, l'arbitraire règnera seul (p. 78).

Si donc les principes ont quelque peine à se faire admettre, ils conservent du moins l'avantage d'être une garantie contre l'arbitraire, ce à quoi les préjugés ne peuvent prétendre. On retrouve également dans ce passage le besoin de stabilité, de sécurité, ou, comme le dit l'auteur, de « point d'appui » ; exigence qui est à la base de la recherche constantienne du bonheur, comme le refus de tout hasard,

¹⁷³ La comparaison de l'arbitraire avec une arme se retrouvera dans les *Principes de politique*, à propos de Ferrand, p. 122 et n. 56.

de toute hésitation ou de toute fluctuation. Mais cette fixité que Constant réclame dans la morale et la politique n'est-elle pas en contradiction avec l'idée d'un monde en marche et en perpétuelle évolution ? Non, car, premièrement, l'espèce humaine n'avance pas à l'aveugle, mais suit au contraire une route bien tracée, à la poursuite de droits dont elle a été frustrée et qu'elle veut retrouver (l'égalité, par exemple) ; ensuite Constant a défini un principe comme « le résultat général d'un certain nombre de faits particuliers » ; or « ce résultat n'est général que par rapport aux combinaisons desquelles il résulte. Il n'est donc général que d'une manière relative et non d'une manière absolue » (p. 66). Cette précision permet alors d'affirmer que « toutes les fois que l'ensemble de ces faits subit quelques changements, le principe qui en résultait se modifie : mais alors cette modification elle-même devient principe » (*ibid.*). De la sorte, la contradiction n'est qu'apparente entre la théorie de la perfectibilité et celle de la permanence des principes. Ceux-ci, dans l'idée de Constant, ne doivent pas s'opposer à la marche de l'espèce humaine, mais aux heurts et aux à-coups des circonstances, qui mènent à l'arbitraire.

Constant s'est donné trois tâches dans son livre : « mettre en garde contre les réactions », « prévenir contre l'arbitraire » et « rattacher aux principes » (p. 99). Il existe entre ces trois éléments une certaine dialectique. En effet :

Si les réactions sont une chose terrible et funeste, évitez l'arbitraire, car il traîne nécessairement les réactions à sa suite ; si l'arbitraire est un fléau destructeur, évitez les réactions, car elles assurent l'empire de l'arbitraire ; enfin si vous voulez vous garantir à la fois et des réactions et de l'arbitraire, ralliez-vous aux principes, qui seuls peuvent vous en préserver (*ibid.*).

Cet extrait a un peu l'allure du C.Q.F.D. d'un théorème politique. Constant a voulu effectivement que sa brochure soit une démonstration rigoureuse et non pas une simple opinion. D'où un plan très précis, une démarche difficilement attaquable quant à sa logique ; parfois aussi une rhétorique un peu sèche, surtout dans les passages les plus abstraits. Mais dans l'ensemble de son livre, Constant se montre un habile théoricien, pour qui la politique, comme les sciences, est une question de raisonnement, où les passions n'ont que faire : « Partout où éclate la démonstration, les passions n'ont plus de prises » (*ibid.*).

Des réactions politiques sont évidemment l'œuvre d'un homme très attaché au Directoire et à certains de ses membres, comme Barras et Larevellière. Constant avoue à sa tante que sa brochure « a resserré [s]es liaisons avec les hommes qui sont à la tête de la répu-

blique ». ¹⁷⁴ Toutefois le ton apologétique et l'enthousiasme naïf de *De la force du gouvernement* ont fait place à une plus grande lucidité et, cette fois, c'est aux principes plus qu'au gouvernement qu'il invite à se rallier. Une évolution se dessine déjà qui prépare l'opposant du Consulat.

Le second ouvrage de Benjamin vaut à son auteur un succès appréciable et il songe très vite à une nouvelle édition. ¹⁷⁵ Celle-ci paraît fin mai ou début juin, augmentée de *Des effets de la terreur*. ¹⁷⁶ Ce nouvel essai est une réplique à une brochure de Lezay-Marnésia, *Des causes de la Révolution et de ses résultats*, parue en mai 1797 dans le *Journal d'économie publique*. L'ami de Roederer y défend l'idée que la terreur est une conséquence nécessaire de toute révolution et qu'elle contribue à affermir la république. Il faut bien se rendre compte qu'une telle explication ne provient pas d'un jacobin ou d'un sectateur du régime de Robespierre. C'est au contraire la faction royaliste qui répand cette thèse avec l'intention plus ou moins avouée de discréditer la république, en la supposant bâtie sur des échafauds et baptisée dans le sang. Or, dans l'optique des réactionnaires, si la terreur est fille de la révolution, c'est cette dernière qui doit être tenue pour responsable des excès, ce sont les premiers principes et les premiers amis de la liberté qui doivent être condamnés : le mal doit être extirpé à sa racine. Poussée dans ses derniers retranchements, la théorie de Lezay aboutit à l'absurde, ainsi que le montre Constant :

¹⁷⁴ Lettre du 25 germinal an V (14 avril 1797). Mélégar, p. 264.

¹⁷⁵ « Cette brochure a eu assez de succès, il s'en est vendu 1000 exemplaires en 3 jours et je vais en publier une seconde édition. » *Ibid.* A son oncle Samuel, un mois plus tard, le 13 juin 1797, il parle de 2000 exemplaires vendus en quinze jours. Ménos, p. 149. A titre de comparaison, nous dirons seulement que 2000 exemplaires correspondent au nombre d'abonnés parisiens du *Journal des Débats* en 1803, cf. André Cabanis, *La presse sous le Consulat et l'Empire (1799-1814)*, Paris, Société des Etudes robespierristes, 1975, p. 320. — Mme de Staël, le 22 avril 1797, écrit à Pictet-Diodati, à propos du livre de Benjamin : « Les républicains le portent aux nues. La moitié des modérés le louent modérément et l'autre se tait avec humeur se croyant désignés. » *Corr. gén.*, t. IV/1, pp. 62-63. En plus des comptes rendus déjà signalés de l'*Ami des lois*, de l'*Historien* et du *Journal d'économie publique*, des recensions paraissent également dans : La *Sentinelle*, 5-11 avril 1797 ; l'*Eclair*, N° 556, 28 germinal an V (27 avril 1797) ; les *Nouvelles politiques, nationales et étrangères*, 29 avril 1797 ; le *Moniteur*, 15 mai 1797 ; la *Décade*, 8 juin 1797, article signé Charles Thérémin :

¹⁷⁶ Bien que la brochure *Des effets de la terreur* soit datée de : « 10 prairial an V (29 mai 1797) », il est probable qu'elle n'a paru que quelques jours plus tard. Le 13 juin 1797, Constant dit précisément à son oncle : « je voudrais vous en envoyer la seconde édition, qui vient de paraître. » Ménos, p. 149.

Tous les crimes pourraient être pardonnés, les principes seuls seraient punis. On proscrirait Vergniaud, on justifierait Marat [...] il suffirait de n'avoir apporté, dans les convulsions révolutionnaires, pas une idée, mais des fureurs, pour que tous les excès, toutes les atrocités fussent excusées, comme les appuis indispensables d'une institution que les agents de la terreur avaient été forcés de défendre (pp. 13-14 de l'édition de 1797).

Le raisonnement de Lezay n'est pas éloigné de celui de Ferrand, qui, dans *Le rétablissement de la monarchie*, disait effectivement :

Ce ne sera pas à des Brissot, des Marat, des Manuel que la postérité demandera compte de tant d'horreurs et de calamités : ce sera à ceux dont les noms ont seuls figuré dans les premiers moments de la révolution [...] Ce n'est pas tout d'arracher les fruits de cet arbre planté par les constitutionnels, et par eux arrosé de sang. Il faut l'abattre : il faut couper jusqu'à la dernière racine ; et bien loin de se servir de la moindre de ses branches, pour l'enter sur un tronc antique et vénéré, il faut fouiller tout autour avec l'attention la plus scrupuleuse et ne pas lui laisser la possibilité d'un rejeton.¹⁷⁷

Certes, Ferrand est un fanatique et Lezay un modéré ; Benjamin ne les confond pas, il prétend seulement que les idées de l'un ne peuvent que favoriser l'esprit de vengeance de l'autre.

Distinguer, comme le fait Lezay, une relation de cause à effet entre révolution et terreur et considérer celle-ci comme l'aboutissement logique et normal de certains principes, équivaut en outre à légitimer l'arbitraire et les crimes qui en résulteraient et à ériger la terreur en principe. Constant dénonce immédiatement cette conséquence dangereuse des idées de Lezay :

La terreur, réduite en système, et justifiée sous cette forme, est beaucoup plus horrible que la violence féroce et brutale des terroristes, en cela que, partout où ce système existera, les mêmes crimes se renouvelleront, au lieu que les terroristes peuvent fort bien exister sans que la terreur se renouvelle. Ses principes consacrés seront éternellement dangereux. Ils tendent à égarer les plus sages, à pervertir les plus humains [...] Il est un degré d'arbitraire qui suffit pour renverser les têtes, corrompre les cœurs, dénaturer toutes les affections. Les hommes ou les corps revêtus de pouvoir sans bornes deviennent ivres de ces pouvoirs. Il ne faut jamais supposer que, dans aucune circonstance, une puissance illimitée puisse être admissible et, dans la réalité, jamais elle n'est nécessaire (pp. 15-16).

Voilà, exprimée dans la dernière phrase, une des idées majeures de la pensée politique de Constant et que nous retrouverons à plus

¹⁷⁷ Cité par Constant dans *Des réactions politiques*, p. 105.

d'une reprise : envisager l'arbitraire comme un recours occasionnel, c'est déjà le laisser envahir tout le système. Aucune exception ne peut être prévue, sinon la porte est ouverte à tous les abus.

Pour réfuter *Des causes de la Révolution*, Constant commence par montrer « que la terreur n'a pas été nécessaire au salut de la république, que la république a été sauvée malgré la terreur, que la terreur a créé la plupart des obstacles dont on lui attribue le renversement » (pp. 17-18). Dans la pensée de Constant, le pouvoir contient, dans la sphère de ses attributions, toute latitude nécessaire à l'accomplissement de ses tâches, même les plus urgentes et les plus difficiles. Nul besoin dans ce cas de mesures exceptionnelles ou arbitraires. Si bien que tous les résultats positifs dont on glorifie la terreur ne sont dus en fait qu'à l'exercice normal de la puissance publique :

Ainsi l'on dit que ce fut la terreur qui fit marcher aux frontières, que ce fut la terreur qui rétablit la discipline dans les armées, qui frappa d'épouvante les conspirateurs, qui abattit toutes les factions. Aucune de ces assertions n'est exacte. Les hommes qui opérèrent toutes ces choses étaient en effet les mêmes hommes qui disposaient de la terreur : mais ce ne fut pas par la terreur qu'ils les opérèrent. Il y eut, dans l'exercice de leur autorité, deux parties, la partie gouvernante, et la partie atroce, ou la terreur. C'est à l'une qu'il faut attribuer leurs succès, à l'autre leurs dévastations et leurs crimes (pp. 19-20).

L'auteur reprend alors une série de cas prouvant que la terreur outrepassait continuellement et sans aucune nécessité les limites imparties à tout gouvernement ; voici, par exemple, ce qu'il dit des tribunaux révolutionnaires :

On a prétendu que ces atrocités ne furent pas sans fruit et que, la mort ne choisissant pas, tout tremblait. Oui, tout tremblait sans doute ; mais il eût suffi que tous les coupables tremblassent, et le supplice de vieillards octogénaires, de jeunes filles de quinze ans, d'accusés non interrogés, ne pouvait être nécessaire pour effrayer les conspirateurs (pp. 24-25).

Non seulement la terreur fut inutile sur le seul plan des résultats pratiques, non seulement elle fut monstrueuse, mais elle est encore nuisible à plus long terme, parce qu'elle pervertit les notions les plus justes et frelate les principes :

Elle a accoutumé le peuple à entendre proférer les noms les plus saints pour motiver les actes les plus exécrables. Elle a confondu toutes les notions, façonné les esprits à l'arbitraire, inspiré le mépris des formes, préparé les violences et les forfaits en tous sens. Elle a frappé de réprobation, aux yeux du vulgaire, toutes les idées qu'embrassaient autrefois avec enthousiasme les principes de la Révolution.

siasme les âmes généreuses, et que suivaient, par imitation, les âmes communes (pp. 31-32).

Du point de vue de Constant, c'est peut-être là l'effet le plus grave de la terreur, parce que le plus durable et le plus profond. L'auteur est très imbu du rôle des écrivains, des philosophes et des hommes de génie ; il leur demande de répandre leurs lumières, d'éduquer progressivement la masse, incapable par elle-même de s'élever au niveau des principes. Et voilà qu'en quelques mois la terreur sape ce travail de longue haleine et ruine les efforts entrepris pour inculquer des idées saines à la place de préjugés. Les crimes eux-mêmes s'oublient : on pardonne avec le temps le sang versé injustement, mais les séquelles de la perversion des principes demandent plus de temps pour s'effacer. C'est pourquoi Constant veut laver la révolution et la république du soupçon de collusion avec la terreur, qui, dit-il, « n'a été ni une suite nécessaire de la liberté, ni un *renfort* nécessaire à la révolution » (p. 33). Les républicains ne sont pas autre chose que les victimes de la terreur.

Ayant démontré que la terreur est étrangère à la république, Constant s'adresse pour terminer aux « anciens amis de la liberté » (p. 38) qui sont « indécis » et qui ont favorisé la réaction. Il les conjure encore une fois de se rallier aux républicains, dont ils partagent après tout bon nombre d'idéaux et d'intérêts, plutôt qu'aux « aristocrates », qui ne leur pardonneront jamais leur participation à la révolution. *Des effets de la terreur* est une espèce de contre-poison : l'auteur se rend compte que les constitutionnels et certains modérés sont séduits par une théorie qui fait le jeu des royalistes. Si la terreur est une conséquence naturelle d'une révolution elle pourrait l'être aussi d'une contre-révolution. Constant avait déjà dénoncé cette tendance dans *Des réactions politiques* :

Derrière ces écrivains, dont les intentions sont pures [les constitutionnels] mais que dominent des souvenirs amers ou d'excessifs scrupules, marche, avec des vues plus vastes, des moyens mieux combinés, des projets mieux suivis, un parti montagnard de sa nature, mais montagnard pour la royauté (pp. 40-41).

Tant qu'ils ne se sont pas ralliés sincèrement à la république, les modérés hésitants sont dans la même position que les Girondins autrefois ; comme eux, ils risquent d'être entraînés vers une nouvelle terreur, dont certains viennent d'admettre qu'elle est nécessaire, et dont ils seront parmi les premières victimes. Constant ne semble pas douter de la bonne foi de Lezay, quand celui-ci se déclare républicain ; affirmer que la terreur était un mal nécessaire est une manière de dégager la république actuelle de sa responsabilité. Mais Cons-

tant insiste sur le danger d'une telle doctrine, dont certains pourraient s'emparer :

Si jamais de nouveaux terroristes, en quelque sens que ce fût, si les partisans d'une terreur royale, la seule aujourd'hui qui nous menace, se saisissaient de l'autorité, ils pourraient nous étaler les sophismes que l'on entasse, nous énumérer, d'après des auteurs célèbres, tous les heureux résultats de la terreur, et appuyer cette affreuse théorie sur les ouvrages mêmes de ceux qui s'en montraient naguère les plus ardents ennemis (p. 17).

Tout en condamnant la terreur, Constant s'attaque donc avant tout à la réaction. Son essai peut parfaitement servir d'introduction à la nouvelle édition de *Des réactions politiques* ; les deux brochures s'inscrivent dans la tentative des républicains de résister à la montée de la contre-révolution pendant l'été 1797.

Benjamin Constant ne lutte pas d'ailleurs contre la réaction par le moyen de ses seules brochures. Vers la mi-juin, il est parmi les fondateurs du Cercle constitutionnel, créé pour contre-balancer l'influence des royalistes réunis au Club de Clichy.¹⁷⁸ L'activité de Constant au sein de ce club républicain n'a laissé aucune trace ; de toute façon l'existence de cette société est éphémère : le 23 juillet 1797, tous ces cercles constitutionnels sont fermés, malgré la liberté de réunion garantie par la constitution.¹⁷⁹ Une telle mesure montre quelle est l'emprise de la majorité réactionnaire sur le pouvoir. Les républicains et Constant avec eux s'inquiètent de plus en plus. Le 11 juillet 1797, il écrit à son oncle Samuel :

¹⁷⁸ Le 11 juillet 1797, Constant écrit à son oncle Samuel : « Vous aurez vu dans les papiers des détails bien défigurés sur un cercle qui a commencé par un dîner chez moi et qui est composé actuellement de plus de 600 personnes parmi lesquelles se trouve tout ce qu'il y a d'estimable et de distingué dans le parti républicain. Le gouvernement encourage fort cette réunion et déjà à présent elle sert à relever l'esprit public. » Ménos, pp. 151-152, lettre datée du 23 messidor an V. Nous sommes très mal renseignés sur ces Cercles constitutionnels, qui se créent pendant l'été 1797 à Paris, où l'on en compte une quarantaine, et dans toute la France ; cf. Georges Lefebvre, *op. cit.*, p. 58. L'ouvrage d'Augustin Chalamel, *Les clubs contre-révolutionnaires*, Paris, L. Cerf, C. Noblet, 1895, est fort décevant dans les pages qu'il consacre, malgré son titre, au Club de Salm. Barras, dans ses *Mémoires* (*op. cit.*, t. II, p. 412 et pp. 459-460) cite Talleyrand comme le fondateur du cercle en question. Pourtant, Constant, dans sa lettre du 20 décembre 1797 au Directoire, revendiquera encore une fois cet honneur : « Chazal et moi fondâmes le Cercle constitutionnel et ce fut chez moi que cette réunion nécessaire prit enfin naissance. » *Ibid.*, t. III, p. 129.

¹⁷⁹ Georges Lefebvre, *op. cit.*, p. 58. Ces cercles ouvriront à nouveau leurs portes au lendemain du 18 fructidor.

Les dernières élections ont été abominables, et sans quelque miracle qu'on doit espérer, mais qu'il est difficile de prévoir, on ne peut se flatter que la république survive aux élections prochaines.¹⁸⁰

Le 1er août, il dépeint encore à son oncle la situation économique et politique comme catastrophique et fait une réflexion analogue à celle qu'on vient de lire :

Si d'ici à deux mois il n'arrive pas je ne sais quel événement qui remette la république à flot, il n'y a aucune espérance à avoir et cet événement même peut être une calamité par les conséquences.¹⁸¹

Espoir mêlé de crainte, tel avait été déjà le thème de sa lettre du 4 mars 1797 à Huber¹⁸² et surtout de son livre *Des réactions politiques* : à moins d'un « miracle », l'alternative qui s'offre aux républicains n'est pas des plus réjouissantes ; il leur faut choisir entre une offensive des royalistes, qui entraînerait à plus ou moins brève échéance le renversement de la république, ou un coup d'Etat, avec les risques d'un nouveau despotisme. Constant, après avoir publié trois brochures retentissantes contre la réaction et passant de ce fait pour l'un des champions de la cause républicaine, ne peut faire autrement que s'engager à défendre cette dernière. Par ses entrées au Directoire, son activité au Cercle constitutionnel et ses liens d'amitié avec des députés et des hommes en place, il est un des mieux informés de la situation politique. N'exagérons toutefois pas l'importance de son rôle ; les détails techniques de la préparation du coup d'Etat du 18 fructidor lui échappent entièrement ; les questions pratiques, militaires et financières ne sont pas de sa compétence. Il apporte seulement sa caution d'écrivain politique et s'occupe, avec Mme de Staël, de rallier les « indécis », les modérés hésitants. Ils circonviennent à deux reprises Thibaudeau, mais sans succès.¹⁸³ Germaine fréquente quelques députés royalistes « pour les transactions ».¹⁸⁴ Benjamin, selon certaines sources, aurait très vite opté pour des solutions radicales sans trop s'embarasser de scrupules inutiles. Fabre de l'Aude, l'ami de Barras, rapporte une conversation au cours de laquelle, Constant se serait écrié : « Voilà

¹⁸⁰ Ménos, p. 152.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 154.

¹⁸² Cf. ci-dessus, p. 130 et n. 150.

¹⁸³ Antoine-Claire Thibaudeau, *Mémoires sur la Convention et le Directoire*, Paris, Baudoin, 1824, t. II, pp. 244-245. Les rencontres avec Thibaudeau ont lieu les 13 et 15 août 1797.

¹⁸⁴ Expression de Mme de La Tour du Pin-Gouvernet, citée dans *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 88.

que le Directoire va sans doute frapper le grand coup. Je n'ai cessé de lui crier aux oreilles que, s'il ne tue pas les conseils, les conseils le tueront. »¹⁸⁵ Selon Thibaudeau, Constant aurait affirmé, chez Mme de Staël, « qu'il fallait en finir ». ¹⁸⁶ Enfin, Mallet du Pan prétend même que « Barras [...] guidé par Benjamin Constant et par Madame de Staël entraîna ses deux collègues » la veille même du coup d'Etat.¹⁸⁷ L'hostilité que ces auteurs vouaient au jeune publiciste rend tout de même leurs affirmations un peu suspectes. Constant, il est vrai, se vantera le 20 décembre 1797, dans sa lettre aux Directeurs, de la part active qu'il prit lors de la journée « mémorable » du 18 fructidor.¹⁸⁸ Faut-il prétendre sur la base de ces faits et de ces témoignages que Constant n'a obéi, dans cette circonstance, qu'à l'appel d'une ambition sordide ? Henri Guillemin et avant lui Eugène Asse et E. Tambour ont insisté sur les échecs répétés que Constant essuie, en 1796 et 1797, dans ses tentatives pour se faire reconnaître français et pour obtenir une place ; ces auteurs ont alors avancé qu'il s'est compromis dans le coup d'Etat parce qu'il espérait que le gouvernement le récompenserait pour ses services rendus. Il n'est pas question de nier que Benjamin est ambitieux ; nous avons d'ailleurs montré, au début de ce chapitre, que cette attitude est très voisine de son engagement politique. Mais il convient également de ne pas donner à ce côté de sa personnalité un relief trop accusé et en faire l'unique mobile de ses actes. Il ne s'agit pas non plus de louer sa conduite, mais de la comprendre. Que pouvait faire d'autre un homme qui n'avait cessé depuis plus d'une année de répéter qu'il fallait se rallier à la république pour éviter une contre-révolution ? Rester neutre ? Se réfugier sagement en Suisse et attendre sans se compromettre que l'événement se passe ? Un tel procédé aurait été lâche et méprisable. Et sa correspondance et ses ouvrages témoignent— nous avons assez insisté là-dessus — de ses craintes quant aux conséquences d'un coup de force contre la représentation nationale légalement instituée. Et rien ne prouve

¹⁸⁵ Jean-Pierre Fabre de l'Aude, *op. cit.*, t. III, p. 15. Cf. ci-dessus, n. 27.

¹⁸⁶ Antoine-Claire Thibaudeau, *op. cit.*, t. II, p. 243.

¹⁸⁷ Jacques Mallet du Pan, *Correspondance secrète avec la Cour de Vienne*, publiée par André Michel, Paris, Plon, 1884, t. II, p. 339. Henri Guillemin lui-même admet que dans ce cas « Mallet s'avance beaucoup » (*op. cit.*, p. 170). Le comte de Pontécoulant, dans ses *Souvenirs historiques et parlementaires* (Paris, M. Lévy, 1861, t. II, p. 437) déclare aussi, mais sans aller aussi loin que Mallet : « Je n'oublierai jamais que Mme de Staël et Benjamin Constant, dont la haute intelligence devait mesurer toute la profondeur de l'abîme où l'on nous entraînait, étaient dans le salon de Barras, dans la nuit même qui précéda cette terrible catastrophe. »

¹⁸⁸ *Mémoires de Barras, op. cit.*, t. III, p. 129.

que, dans ses conversations de juillet et août 1797, il ne soit pas revenu sur cette question de l'arbitraire et qu'il n'ait pas brandi encore une fois le spectre de la terreur. Entre deux dangers, Constant choisit celui qui lui semble le moins menaçant ou le moins immédiat. Il est convaincu qu'il faut agir contre les « réacteurs » et qu'il faut faire vite. Dans sa pensée, renverser la majorité des conseils, c'est renouveler la Révolution, c'est sauver la liberté et l'égalité contre les privilèges de l'hérédité. Nul besoin d'ailleurs de changer de régime ou de constitution, il faut seulement restaurer la république ou, comme il le dit lui-même la « remettre à flot ». Ce n'est donc qu'une simple opération de sauvetage. Il croit pouvoir ressusciter l'esprit de 89 ou de 92, en évitant le cortège de malheurs qui s'ensuivirent : les massacres de septembre, la Commune, le Tribunal révolutionnaire, etc. Car, si le despotisme et l'arbitraire renaissent, la réaction reviendra automatiquement et l'on ne sortira jamais de ce cercle vicieux.

Candeur ! Illusion ! Peut-être ; mais en tout cas pas hypocrisie. Constant, imprégné de la foi du républicain prosélyte, refuse en effet tout scepticisme, toute hésitation. Pendant cet été 1797, son engagement est total mais pas aveugle ni fanatique. Or si la victoire des triumvirs sur les conseils supprime la menace réactionnaire, elle confirme, par les proscriptions qui suivent, les appréhensions de Constant sur le prix qu'il faut payer pour éviter une contre-révolution. Il se convainc que le seul fait d'avoir touché à la constitution, en renversant la représentation nationale, suffit à ôter toutes les garanties contre l'arbitraire. Plus tard, il se montrera très sévère à l'égard des « amis peu éclairés de la république [qui] avaient coopéré » à la journée du 18 Fructidor.¹⁸⁹ Mais déjà lors de son *Discours pour la plantation d'un arbre de la liberté*, prononcé le 30 fructidor an V (16 septembre 1797) devant le Cercle constitutionnel, il met d'emblée le doigt sur le problème crucial du moment :

Nous célébrons la fête de la liberté sauvée, mais nous voulons que cette fête même serve à la consolider [...] Ce qui doit aujourd'hui fixer tous nos regards, absorber toute notre attention, ce sont les mesures de garantie, les institutions préservatrices, elles seules nous dispenseront de recourir à des violences toujours affligeantes. [...] C'est beaucoup que l'abolition solennelle de la peine de mort. Les victoires du peuple français ne seront plus suivies de supplices [...] Mais ce n'est pas assez d'avoir exclu la mort des moyens de la République, il faut encore en exclure l'arbitraire ; l'arbitraire incompatible avec l'existence de tout gouvernement, destructeur de tout ce qu'il atteint, vice corrompateur de toute institution, éternel ennemi, par son

¹⁸⁹ Benjamin Constant, *Souvenirs historiques. Première Lettre. Revue de Paris*, t. XI, 1830, p. 117.

essence, de toute dignité, de toute durée, de toute force éternelle.

Or rien ne peut suppléer à l'arbitraire que la force morale des institutions. La puissance de la conviction est indispensable à qui veut renoncer à la violence, et pour nous interdire à jamais la ressource dangereuse des secousses illégales, il faut nous assurer une marche progressive et régulière¹⁹⁰ (pp. 115-117).

Le coup d'Etat en effet n'a pas été suivi d'un bain de sang : ceux que le Directoire jugea indésirables ont été déportés, ce qui signifia tout de même pour certains d'entre eux une mort atroce. Néanmoins, aux yeux des hommes comme Constant, à qui répugnent les excès post-révolutionnaires, cette « modération » est un progrès incontestable par rapport à ce qui s'était passé sous la Terreur. Cependant, et là réside l'intérêt de son discours, Constant invite ses concitoyens à ne pas se satisfaire de cette mesure salubre. Il reprend le ton et les thèmes des derniers chapitres de ses brochures. Ces avertissements ou ces conseils sont adressés cette fois à l'armée, dont l'intervention a permis la victoire du gouvernement. Cette force nouvelle ne pourrait-elle pas devenir l'ennemie des lumières ? Constant veut conjurer cette menace. Il reconnaît d'abord que la classe éclairée s'est fourvoyée dans la réaction :

Par une évolution singulière, elle s'est efforcée de tourner ses lumières contre ce qui détruisait les préjugés. Elle a vicié l'opinion, il a fallu invoquer les armes pour arrêter les progrès du mal, et nous venons de voir, spectacle inouï dans les fastes de l'histoire, la force physique défendant la liberté contre les attaques du raisonnement. Rendons grâce à nos généreux libérateurs [...] Mais, garantissons-les de préventions injustes contre les lumières [...] Oui, soldats intrépides, vous êtes les sauveurs de la liberté, mais les philosophes en furent les créateurs [...] Ah ! n'oubliez jamais que, pour que les victoires soient utiles, il faut qu'elles soient devancées par les lumières (pp. 123-124).

Ce discours de Benjamin Constant a été jugé sévèrement. Il est exagéré de le qualifier d'« apologie de Fructidor », ainsi que l'a fait Olivier Pozzo di Borgo.¹⁹¹ Pour les bien juger, il faut replacer ces pages dans leur contexte précis et les comparer, comme l'a fait Edouard Laboulaye, avec d'autres discours de l'époque, qui n'ont même pas le mérite de prévenir contre l'arbitraire.¹⁹² De plus, n'oublions pas que Constant est absolument convaincu que la France

¹⁹⁰ Les chiffres entre parenthèses renvoient au recueil d'Olivier Pozzo di Borgo (*op. cit.*, t. I, pp. 115-128).

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 128.

¹⁹² Edouard Laboulaye, Benjamin Constant, *Revue nationale et étrangère*, t. VI, 21^e livraison, 10 septembre 1861, pp. 13-28.

vient d'échapper à une catastrophe : selon lui, si les républicains n'avaient pas réagi, l'opinion aurait délibérément choisi la monarchie, qui se serait installée après une terrible répression. Il est évidemment impossible de lui donner sur ce point tort ou raison, mais il est nécessaire de relever la sincérité de sa conviction, si l'on ne veut pas mal interpréter ses actes comme ses écrits. Olivier Pozzo di Borgo a accusé Constant de « versatilité voire de duplicité », ¹⁹³ parce qu'il accepte le coup d'Etat après avoir blâmé, dans *De la force du gouvernement*, toute violation des formes. C'est encore, pensons-nous, une erreur. La seule raison qui pousse Constant à soutenir le Directoire n'est pas le respect de celui-ci pour les formes mais sa capacité de s'opposer à un danger, jugé autrement plus menaçant : la réaction. Or, depuis Vendémiaire an IV, depuis septembre 1795, il n'a pas cessé de désigner l'opinion rétrograde comme un danger réel pour la république. Son comportement politique en été 1797 et son discours se situent parfaitement dans la ligne qu'il a adoptée depuis le début du Directoire. Dans son exposé au Cercle constitutionnel, on retrouve le même enthousiasme militant que dans *De la force du gouvernement* : Constant reprend presque textuellement sa fameuse distinction entre justice et impartialité ainsi que sa tirade contre les « pyrrhoniens politiques » :

Ne confondons plus l'impartialité avec la justice. La justice est un devoir dans les gouvernants, l'impartialité n'est qu'une folie et un crime. Pour faire marcher la liberté, il faut être partial pour la liberté¹⁹⁴ (p. 119).

Non, Constant n'a pas varié et il est resté fidèle à sa défense de la république. Après Fructidor et durant la période que Georges Lefebvre a appelée la « Terreur directoriale », Constant, rendu plus circonspect par les événements, approfondira les réflexions qu'il a déjà faites sur la nature maléfique de tout pouvoir quel qu'il soit. Il se rendra compte alors que le coup d'Etat est un mauvais calcul pour la liberté. Cependant, c'est aussi, progressivement, cette notion même de liberté qui va changer, mûrir dans son esprit ; au moment où nous en sommes, la liberté ne se définit que par rapport à l'institution qui la proclame ; elle est solidaire de la république, parce que la république combat la monarchie et la terreur, deux formes de gouvernements qui font peu de cas de la liberté. L'idée de liberté

¹⁹³ Olivier Pozzo di Borgo, *op. cit.*, p. 128.

¹⁹⁴ Dans *De la force du gouvernement* (p. 28), il y avait le mot *institution* à la place de *liberté*. Cette substitution n'est pas indifférente. Nous y voyons le symptôme d'une évolution de Constant qui se détache peu à peu des questions de forme et qui insiste de plus en plus sur les aspects fondamentaux des relations entre gouvernants et gouvernés.

se séparera peu à peu chez Constant de tout ce qui concerne la forme des gouvernements ; elle deviendra l'antithèse des concepts d'autorité, de pouvoir et de puissance. Nous avons déjà rencontré les premiers symptômes de cette évolution, mais la distinction n'est pas encore très nette ni très catégorique, comme elle le sera sous l'Empire. Dans son discours, Constant, pour justifier le coup d'Etat, dit encore : « Le torrent est sorti de son lit, mais il n'a point changé son cours » (p. 127). Il prouvera dans ses *Principes de politique* que le torrent ne doit *jamais* sortir de son lit. Et parlant de l'influence désastreuse de la mode sur l'opinion, il s'écrie dans cette harangue : « Il faut étouffer la mode, ternir l'aristocratie, fermer tous les lieux publics où elle ferait de nouvelles conquêtes [...] populariser au contraire le plaisir » (p. 122). Quand on lit ces mêmes *Principes de politique*, après une telle phrase, on mesure quel chemin Constant doit encore parcourir pour mériter l'étiquette de libéral. Pendant l'époque du Directoire et pour quelques années encore, le libéralisme de Constant est hybride, dirions-nous, pour le différencier du « libéralisme pur », selon l'expression de Marcel Prélot.¹⁹⁵ Constant accorde sa confiance au gouvernement et se félicite que celui-ci ait retrouvé la force nécessaire pour faire marcher les institutions républicaines. Ce côté « gouvernemental » se retrouve évidemment dans l'exercice de sa présidence du Canton de Luzarches, où il aime à faire respecter les lois républicaines.¹⁹⁶ Mais là encore, il ne faut pas exagérer et attribuer à Constant des plans de despote. Albert Mathiez, par exemple, a cru pouvoir démontrer que Constant et Mme de Staël ont participé à une sorte de complot, visant à réformer la Constitution de l'an III, dans le sens d'un renforcement considérable de l'exécutif. Il place les deux amants parmi les « principaux dirigeants » d'une « coterie 'd'intriguants' ou de royalistes masqués ou ralliés qui gravitaient autour de Barras », et qui était décidée à concentrer « toute la puissance dans le Directoire ou dans son Président ou dans un Consul à vie ».¹⁹⁷ Les allusions à Constant sont particulièrement malveillantes et, chose curieuse, ne reposent que sur des sources extrêmement fragiles. Tout d'abord, Mathiez attribue à Constant deux articles

¹⁹⁵ Marcel Prélot, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 1961, p. 441.

¹⁹⁶ Il écrit à son oncle Samuel le 8 novembre 1797 : « Le Directoire m'a nommé à la place de Président de l'administration de mon Canton, place qui ne rapporte rien, qui coûte quelque chose et qui donne assez de peines mais que je crois du devoir de tout bon citoyen d'accepter dans un moment de désorganisation et de danger. » BPU, Ms C 34, f° 52. Cette lettre ne se trouve pas dans Ménos.

¹⁹⁷ Albert Mathiez, *art. cit.*, p. 18.

parus dans les numéros 10 et 13 de l'*Echo des cercles patriotiques*, le premier sur la foi d'une vague insinuation du *Journal des hommes libres*, le second de sa propre intuition reconnaissant « le style si personnel » et « la marque de fabrique » de Benjamin Constant. Le *Journal des hommes libres* du 3 vendémiaire an VI (24 septembre 1797) dément un communiqué de la *Sentinelle*, qui affirmait que les rumeurs sur un prochain ajournement du Corps législatif n'étaient pas fondées. Le *Journal des hommes libres* réplique alors : « on pourrait surtout citer un certain journal intitulé l'*Echo du cercle constitutionnel* [sic pour patriotique] qui pense comme la *Clef du Cabinet* et écrit comme Benjamin Constant et qui, dans son N° 10, fait l'éloge de Cromwell et de Robespierre [...] pour avoir tous deux concentré le pouvoir, frappé les représentants présumés ou connus de la nation [...] »¹⁹⁸ Mathiez fait alors ce commentaire surprenant que nous avons déjà en partie cité :

Que le « libéral » Benjamin Constant ait été soupçonné par le journal montagnard d'avoir brossé cet éloge des dictateurs, cela ne doit pas nous surprendre outre mesure. Le libéralisme de Benjamin Constant était un libéralisme à éclipses. Il venait d'applaudir au 18 fructidor et il ne comprenait le libéralisme que subordonné à la défense de la propriété. Il se serait fort bien accommodé d'un gouvernement fort qui, à l'exemple de celui de Cromwell, aurait garanti les profiteurs du régime contre le retour des revenants et contre les entreprises des partisans de l'égalité réelle. S'il montrait du courage à défendre la mémoire de Robespierre, il faut avouer qu'il n'avait pas attendu sa mort pour admirer ses rares qualités d'homme d'Etat.¹⁹⁹

La fin de cette citation montre bien que son auteur ne met pas en doute l'allusion du *Journal des hommes libres*, qui est pourtant très imprécise. Cela ne mériterait pas que nous nous arrêtions sur un pareil détail, si les affirmations de Mathiez n'avaient pas eu des répercussions fâcheuses auprès des historiens du Directoire. Chez Georges Lefebvre, par exemple, on discerne encore l'écho de l'interprétation de son maître. Il dit à propos des projets de réforme de la Constitution de l'an III : « les plus cohérents semblent avoir été tramés par Sieyès, avec le concours de Talleyrand et probablement aussi de Mme de Staël et de Benjamin Constant qui, à plusieurs

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 9.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 11. A. Mathiez cite en note l'article de Gustave Rudler (Robespierre et les Jacobins dans la correspondance de Benjamin Constant, *Annales révolutionnaires*, t. III, 1910, pp. 92-103) dans lequel Rudler a répertorié toutes les allusions de Constant à la politique de la Convention, d'après ses lettres à Mme de Charrière ou à sa tante de Nassau. Nous avons vu, dans le Ch. 1er que l'engouement pour Robespierre était relatif et passager.

reprises, fit l'éloge de Cromwell et de Robespierre pour avoir su donner la prééminence à l'exécutif ».²⁰⁰ On remarque qu'avec le temps et en passant d'un auteur à un autre, Constant devient peu à peu un apologiste de Robespierre. Or il n'en est rien et une lecture attentive de l'article incriminé du N° 10 de *l'Echo des cercles patriotiques* montre d'une part que son auteur anonyme ne fait pas tellement l'éloge de Cromwell ou de Robespierre, mais qu'il prend ces deux hommes d'Etat comme exemple (en même temps que Lycurgue ou Solon) de ceux qui eurent à mâter des extrémistes « babouvistes » ou « levellers », de peur de se faire entraîner par le parti sur lequel ils durent une fois s'appuyer. Il s'agit de prouver que tous les démagogues recourent invariablement à la tyrannie. En outre, un passage de cet article sur la faiblesse du Directoire, « tremblant devant tous les partis, les caressant aujourd'hui avec une souplesse perfide », permet d'affirmer que Constant ne l'a pas rédigé, puisqu'il s'est efforcé au contraire de souligner la force du gouvernement. Le N° 10 de ce périodique doit probablement dater du 10 fructidor an V (27 août 1797)²⁰¹ ; or, huit jours avant le coup d'Etat, il serait pour le moins saugrenu de la part de Constant de miner le terrain sur lequel il avançait. Nous contestons donc formellement qu'il ait écrit ou même inspiré cet article. En ce qui concerne le N° 13 de *l'Echo des cercles patriotiques*, qui est vraisemblablement paru le 25 fructidor an V, soit le 11 septembre 1797,²⁰² nous sommes moins catégorique quant à une éventuelle participation de Benjamin. Voici le texte en question :

Un bruit circule depuis quelques jours, dit la Clef du Cabinet des Souverains, c'est que le Corps législatif doit ajouter ses séances, et qu'il y aura en conséquence quelque interruption dans la confection des lois : nous pensons que si cet ajournement a lieu, disent les rédacteurs, les factions auront moins de moyens, et la constitution plus de puissance.

Nous ajoutons à l'assertion de la Clef du Cabinet, qu'un corps législatif permanent, n'est utile que lorsqu'il faut *révolu-*

²⁰⁰ Georges Lefebvre, *op. cit.*, p. 94. C'est nous qui soulignons.

²⁰¹ L'article n'est pas daté ; mais une notice à la fin de chaque numéro rappelle que *l'Echo des cercles patriotiques* paraît tous les cinq jours, les quintidis et les décadis ; or, d'après une note du neuvième numéro, on sait que la parution commença le 25 messidor an V et en supposant une parution régulière, le numéro 10 doit être sorti le premier décade de fructidor.

²⁰² Toujours selon le calcul de la note précédente ; à quoi il faut encore ajouter que le numéro 14 reproduira une partie du *Discours pour la plantation de l'arbre de la liberté*, prononcé le 30 fructidor ; le numéro 14 est donc soit du 30 fructidor (à supposer que Benjamin ait donné son texte avant de le prononcer) soit au plus tard le 5e jour complémentaire an V (21 septembre 1797) ; ce qui ramène le numéro 13 soit à la date que nous indiquons (11 septembre) soit au plus tard le 16 septembre.

tionner ; mais quand les lois sont organisées et que tous les rouages politiques sont en activité, une assemblée de législateurs, en permanence, ne peut être qu'un levain de fermentation intestinale ; nous n'avons qu'à examiner tout ce qui a été suivi sous tous les gouvernements représentatifs.

Il est dans la nature de l'homme de vouloir toujours agrandir son horizon individuel ; et des législateurs éternellement sur leur chaise curule, pour se donner une consistance politique, porteront toujours les mains à la machine sociale, sous le prétexte de donner à ses ressorts une perfection chimérique, et perpétueront ainsi nos crispations civiles, car les lois sont la partie nerveuse du corps politique, on ne peut y toucher sans l'ébranler dans toutes ses parties.

Le pouvoir exécutif a maintenant assez de lois pour guide, et les représentants se réuniraient à époques fixées pour l'épuration, en quelque sorte, de ses comptes administratifs ; ne pourraient-ils pas se réunir à l'instant où ils verraient les éléments de la tyrannie s'organiser au palais directorial ?²⁰³

Nous avons signalé les quelques mots ou expressions de ce texte, qui peuvent donner à penser que Constant en est l'auteur. *Révolutionner* se trouvait déjà dans le huitième chapitre de *De la force du gouvernement* et ce néologisme avait fait froncer les sourcils du puriste François de Pange²⁰⁴ ; *rouages*, *machine*, *ressorts* figurent volontiers parmi les métaphores « mécanistes » chères à Constant ; de même la réflexion sur la *nature de l'homme* ou bien l'image implicite de la chaîne ou de la série dans la dernière phrase en italique. Ceci dit, il faut bien avouer que ce ne sont que des indices et pas une preuve formelle. En outre, Constant vient de publier, coup sur coup, trois ouvrages auxquels la presse, les comptes rendus et le tirage relativement élevé ont donné une large audience ; on vante généralement son talent et c'est encore, au Cercle constitutionnel, un orateur écouté²⁰⁵ : il est fort probable que certains journalistes lui empruntent, consciemment ou non, quelques tournures un peu particulières. Une grande prudence s'impose, lorsqu'on s'amuse à ce petit jeu des identifications sans aucun autre point de repère que le style. En cherchant bien, on finirait par récolter une ample moisson d'articles que Constant n'aurait même pas eu le temps d'écrire.

²⁰³ L'Echo des cercles patriotiques, N° 13, s.d. [11 ou 16 septembre 1797], pp. 12-13.

²⁰⁴ Voir l'extrait de sa lettre du 6 mai 1796 à Benjamin, cité ci-dessus, n. 98.

²⁰⁵ A propos du *Discours pour la plantation de l'arbre de la liberté*, on trouve ce compte rendu évocateur : « Il n'y a pas beaucoup d'exemples depuis les premiers jours de la révolution, d'une si grande puissance exercée sur tant d'âmes à la fois par l'éloquence. » Le *Conservateur, journal politique, philosophique et littéraire*, 2e jour complémentaire an V (18 septembre 1797), p. 141.

Ainsi par exemple, dans ce même journal, au N° 3, un papier intitulé : *La sûreté de la chose publique dépend de la force du pouvoir exécutif* pourrait être attribué à Benjamin, non pas tellement, cette fois, à cause du vocabulaire, mais du ton, de l'allure générale et de l'ordonnance stricte de la composition. Mais, il faut renoncer très vite à cette hypothèse, quand on lit une phrase comme celle-ci : « Qu'on n'oppose pas à mes assertions cet adage favori de ces républicains d'un mois, *que la puissance exécutive est usurpatrice par sa nature.* » Car c'est précisément Constant lui-même que semble viser cette apostrophe.

En fin de compte, Albert Mathiez paraît avoir été un peu trop prodigue en allongeant ainsi la liste déjà étendue des contributions de Benjamin. Mais, indépendamment de cette question d'identification, c'est l'interprétation du texte que nous avons cité qui est erronée. Que veut dire en effet son auteur anonyme ? Il recommande que les députés se réunissent en sessions ordinaires et régulières, mais déconseille la permanence d'une assemblée. Pourquoi ? Par crainte de la « fermentation intestine », c'est-à-dire d'une agitation politique, qui paralyserait très vite le gouvernement, désarmé constitutionnellement, parce qu'il n'a ni droit de veto, ni droit de dissolution. L'exemple récent du dernier corps législatif dominé, grâce aux élections de Germinal an V, par les réactionnaires, avait démontré que le gouvernement en était réduit au coup d'Etat. Avouons qu'il faut un flair singulier ou une bizarre méthode d'analyse pour dépister dans l'auteur d'un texte aussi anodin soit un partisan de la faction d'Orléans, soit un royaliste « masqué » ! Benjamin Constant, à la suite de Mme de Staël qui en savait long sur le problème constitutionnel, s'était effectivement rendu compte de la nécessité de modifier la Constitution. Et sans doute possible, il prévoit à partir du 18 fructidor qu'il serait avantageux de consacrer dans la Constitution et non pas seulement dans les faits la puissance de l'exécutif. Mais rien ne prouve qu'il ait voulu donner « toute la puissance au Directoire ou à son Président ou à un Consul à vie ». Sur la base de quel document, Albert Mathiez peut-il prétendre que Constant « dut être fort embarrassé »²⁰⁶ quand le Cercle constitutionnel lui proposa « de composer [sur la question de l'ajournement du corps législatif] un ouvrage propre à éclairer la nation et les représentants du peuple » ?²⁰⁷ Et qu'est-ce qui permet de dire qu'il « déclina [cet] honneur immérité » ? Il déclare le 8 novembre 1797 à son oncle qu'il travaille à un ouvrage, sans donner plus de préci-

²⁰⁶ Albert Mathiez, *art. cit.*, p. 13.

²⁰⁷ *L'Ami des lois*, 5e jour complémentaire an V (21 septembre 1797). Cité d'après Albert Mathiez, *art. cit.*, p. 13.

sion sur le sujet²⁰⁸ ; peut-être s'agit-il d'une étude sur l'opportunité d'une réforme constitutionnelle que des circonstances inconnues l'empêchent de mener à chef.

Les sources font donc défaut, qui permettraient de connaître quelles sont, à la fin de 1797, les idées de Constant en matière d'organisation de l'Etat.²⁰⁹ Nous en sommes réduits aux conjectures. Il semble du moins qu'il se contente encore d'être un penseur politique, évoquant les idées et les principes généraux, plutôt qu'un théoricien ou un praticien des questions constitutionnelles. Ce n'est pas que le sujet ne l'intéresse pas, car, étant l'intime de Mme de Staël, il doit vraisemblablement participer aux conversations et aux débats qu'elle dirige sur cette question. Mais il reste, dirait-on, dans l'expectative, comme s'il ne se sentait pas encore assez sûr de ses connaissances et de son expérience pour en débattre valablement. C'est peut-être la raison pour laquelle il préférera commencer par la traduction, l'adaptation et la critique du livre de Godwin, avant de pouvoir lui-même faire une œuvre originale. Ainsi, au lieu de s'évertuer ou de s'ingénier à lui attribuer des articles qu'il n'a peut-être jamais écrits, il vaut mieux étudier des textes comme sa traduction de *Inquiry concerning Political Justice* ou ses *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*.²¹⁰ Nous reviendrons sur ces traités, le moment venu.

L'article paru le 24 septembre 1797 dans le *Journal des hommes libres*, insinuant que l'*Echo des cercles patriotiques* écrit comme Benjamin Constant, marque le début d'une campagne de presse ca-

²⁰⁸ Lettre du 18 brumaire an VI (8 novembre 1797). BPU, Ms C 34, f° 52. Cette lettre ne se trouve pas dans Ménos.

²⁰⁹ Pour être précis, disons que nous possédons deux témoignages fort brefs et contradictoires. Le premier, de Mallet du Pan (*op. cit.*, t. II, pp. 344-345) qui signale Constant parmi les plus acharnés partisans de l'ajournement du Corps législatif. L'autre, d'un informateur de Rewbell, un dénommé Barbet, qui, dans une lettre du 5 novembre 1797 à Rewbell, prétend que Constant l'a fait dénoncer comme favorable à l'ajournement des Conseils et il ajoute à propos de Benjamin : « Il sent qu'une grande assemblée sans cesse délibérante est une proie offerte à son ambition. » Cité par Henri Guillemin, *op. cit.*, pp. 182-183, en n. Ce dernier auteur estime qu'entre septembre et novembre 1797 Constant a « opéré sur ce point une volte-face ». Voilà le mot lâché ! Chaque fois qu'il est difficile d'expliquer l'attitude de Constant, ses détracteurs invoquent inmanquablement la palinodie et l'apostasie ! Il semble bien et nous le verrons encore au début du troisième chapitre, que Constant n'ait jamais accepté une diminution du pouvoir législatif au profit du pouvoir exécutif, mais plutôt un meilleur équilibre et une procédure constitutionnelle pour éviter les crises.

²¹⁰ Nous ne faisons nullement grief à Albert Mathiez de n'avoir pas vu des textes inédits et d'ailleurs inaccessibles de son vivant ; mais l'absence de document n'excuse pas non plus le parti-pris.

lomniaise contre le jeune écrivain. Ce même périodique publie encore, le 1er novembre 1797, une série de questions insultantes à Benjamin, où les accusations les plus grotesques côtoient des plaisanteries pour le moins douteuses.²¹¹ Depuis le 18 fructidor, en effet, la frange des républicains extrémistes, que l'on désigne alors sous le nom de jacobins ou terroristes, n'a plus que les modérés pour adversaires, puisque la réaction est soit décimée, soit muselée. Mais si l'ennemi a changé, les accusations ne varient guère : les républicains modérés, alliés la veille, se sont brusquement métamorphosés, selon les journaux jacobins, en « crypto-royalistes », « anglo-royalistes » ou encore « orléanistes ». Et quand des rumeurs circulent sur un éventuel renforcement de l'exécutif, ces mêmes feuilles crient au complot anti-républicain. Le Cercle constitutionnel et Benjamin Constant parmi ses membres deviennent la principale cible de cette faction. Après ce qu'il a écrit, il est difficile de faire passer Constant pour un royaliste ; c'est pourquoi les articles dirigés contre lui emploient souvent les moyens les plus vils pour discréditer leur adversaire : on l'accuse d'être le fils d'un baron suisse, d'avoir été chambellan du duc de Brunswick, d'être l'amant d'une intrigante, etc. Venant tout juste d'échapper aux calomnies des journaux royalistes, Constant et Mme de Staël essuyent dorénavant les sarcasmes souvent grossiers de la presse d'un autre extrême.

D'une façon générale, cette résurgence du jacobinisme inquiète, à l'approche des élections de l'an VI, le Directoire et tous ceux qui, par peur sociale et par haine du terrorisme, s'appuient sur un système censitaire, défendant l'ordre et la propriété. Le Cercle constitutionnel charge alors Benjamin Constant de lui faire un rapport sur la situation politique. Le 9 ventôse an VI (27 février 1798), il prononce devant cette assemblée un discours très important qui résume parfaitement bien sa pensée politique, telle qu'elle se dégage de ses autres écrits du Directoire. C'est l'expression parfaite du « juste milieu », de l'équilibre et de la modération. Mais ces termes mêmes peuvent prêter à confusion et il faut prendre garde de ne pas faire de Constant un partisan de l'attentisme, de la résignation et de la faiblesse. Il donne au contraire un sens très précis à son refus des extrêmes, qu'il ne considère pas comme une position de repli, mais au contraire comme un avant-poste, comme le fer de lance d'une politique nouvelle. Il s'est expliqué très clairement à ce sujet dans *Des réactions politiques* ; le passage que nous en extrayons peut tout à fait servir d'introduction à son discours :

²¹¹ Questions à Benjamin, dit Constant, républicain suisse et représentant de tous les patriotes de 91, au cercle constitutionnel. *Journal des hommes libres*, N° 168, 11 brumaire an VI (1er novembre 1797).

Personne n'est en garde plus que moi [...] contre ces panégyristes éternels des modifications qui, cherchant toujours le milieu, restent toujours à moitié chemin, et, ne croyant pas que l'ordre social puisse être fondé sur des bases fixes, prennent le balancement pour de l'aplomb et la fluctuation pour de l'équilibre.

Cette neutralité de l'esprit entre l'erreur et la vérité est d'autant plus dangereuse qu'elle se transforme en qualité aux yeux de ceux qui l'ont adoptée. Comme en pactisant avec tous les abus, ils ménagent tous les systèmes, et négocient avec tous les préjugés, ils se glorifient du nombre de traités partiels qu'ils concluent, ou plutôt qu'ils proposent, et ne sentent pas que ces traités incomplets et contradictoires sont des germes nouveaux de désordres. Il me semble voir un homme dont les mouvements sont entravés par une foule de frêles liens, et qui dit avec orgueil : un autre les briserait ; moi je les respecte. Oui ; mais un autre avancerait, vous n'avancez pas, et derrière vous roule la force des choses ; elle approche, elle est imminente, elle vous presse, elle va vous heurter ; vous et vos considérations serez écrasés.

Sans doute, il est un milieu entre les modifications qui entravent et les exagérations qui égarent. Ce milieu, ce sont les principes, mais les principes dans toute leur force, dans tout leur ensemble, dans leur ordre naturel, dans leur enchaînement nécessaire, adoptés tous, réunis et classés, se prêtant ainsi un appui mutuel, et pourvoyant à la fois à leur conservation générale et à leurs applications de détail (pp. 62-63).

Cette conviction de l'écrivain engagé, qui repousse tout scepticisme et toute neutralité, se retrouve dans son discours du 27 février 1798. Il commence par rassurer ses auditeurs : le retour du terrorisme n'est plus à craindre, parce que ses sectateurs ont perdu tout enthousiasme, tout fanatisme et que les causes qui l'avaient provoqué sont évanouies. Il n'a que dédain pour les nouveaux jacobins : « Ce ne sont plus ces âmes ardentes qui [...] cédaient à l'impulsion d'une indignation longtemps contenue [...] Ce sont des jongleurs de sédition, des spéculateurs de massacre, incapables de fanatisme, parce que dans le fanatisme il y a de la grandeur ».²¹² Ces gens doivent être négligés en tant que force politique et considérés seulement comme « coupables d'attentats privés ». « Vous n'êtes pas des terroristes, vous n'êtes que des criminels » dit Constant, qui recommande à ses concitoyens d'effacer « du vocabulaire de la révolution le mot terroriste » et de combattre cette « horde » « non par des dénominations, mais par des principes ». Aux calomnies du *Journal des hommes libres*, Constant répond par le mépris, traitant

²¹² Cité d'après le *Moniteur* des 11 et 12 mars 1798. Le discours fut aussi imprimé sous la forme d'une brochure (Paris, Vve Galetti, s.d.). Nous ne donnons pas la référence aux pages du *Moniteur*.

ses ennemis comme des quantités négligeables indignes des Robespierre et des Danton ; eux, étaient de grands révolutionnaires ; ils ne sont que de petits révoltés. Cette réplique cinglante et cruelle pour la vanité de ses adversaires est plus habile que ne l'aurait été une peinture outrée de l'année 93, qui aurait représenté les jacobins de 98 comme une force redoutable. En fait, dit Constant, il suffit pour les disperser, de leur opposer les *principes*. Dans *Des réactions politiques*, il en avait donné une définition abstraite ; dans son discours, il raisonne plus simplement et de manière plus concrète. D'une part, admet-il, « la révolution a été faite pour la liberté et l'égalité de tous, en laissant inviolable la propriété de chacun » ; d'autre part, « la révolution a été faite contre deux fléaux dont se compose la monarchie : l'arbitraire et l'hérédité ». Or, la révolution est terminée, le 18 fructidor en a été le dernier acte. L'hérédité en tout cas ne reparaitra plus et Constant rappelle aux royalistes que « l'espèce humaine marche en avant », qu'elle « s'égale en même temps et par cela même qu'elle s'élève ». Il n'en va pas de même pour l'arbitraire :

Sa nature est vague et insaisissable. Il se glisse, sous différents noms, dans toutes les formes de gouvernement ; il se prévaut de toutes les apparences du danger ; il s'autorise de toutes les frayeurs du peuple ; il profite surtout de l'indolence des gouvernants. Comme il leur offre un moyen plus facile de trancher la difficulté présente, ils n'aperçoivent pas dans ce moyen le désordre de l'avenir. Pour sortir de l'embarras d'un moment, ils immolent la garantie ; la garantie, cette condition pour laquelle seule les hommes ont accepté les entraves de l'état social.

Contre l'arbitraire, il prescrit premièrement des lois précises et fixes ; deuxièmement, l'observance des formes, qui « sont les divinités tutélaires des associations humaines » ; enfin, réclamation nouvelle dans les écrits de cette période, la responsabilité des agents. On aurait tort de voir dans ces paroles une critique du coup d'Etat du 18 fructidor ou alors d'accuser Constant d'hypocrisie, en arguant qu'il exige en théorie des formes qu'il ne respecte pas lui-même en pratique. Répétons que la « mémorable journée » du 18 fructidor est pour ce frustré de 89 et de 92 un ersatz de la Révolution ; c'est un peu son Jeu de Paume, sa Bastille et son 10 août, qu'il n'avait vécus que par gazettes interposées. « Mais, dit-il, si quelques formes ont été violées, si quelques parties de la liberté ont été froissées, nous en accusons le royalisme ; c'est lui qui nous a poussés dans ces défilés où le danger semblait motiver l'oubli momentané de la loi. » Ces barrières tutélaires contre les abus de l'autorité, il les demande

au gouvernement actuel, auquel il commence à reprocher le penchant trop marqué pour l'illégalité.²¹³

Si l'abolition de l'hérédité et la lutte contre l'arbitraire annoncent le règne de l'égalité et de la liberté, il reste encore à protéger la propriété. C'est dans ce discours du 27 février 1798 que Constant est le plus explicite à ce propos. Il avait déjà relevé que les intérêts des Français étaient indissolublement liés à la république ; à plusieurs reprises, il avait fait allusion, en toute connaissance de cause, aux acquéreurs de biens nationaux, qui réclamaient avant le 18 fructidor la protection du gouvernement contre toute sorte de sévices que leur faisaient subir les partisans de l'ancien ordre des choses. Devant le Cercle constitutionnel, il expose plus clairement sa doctrine. La propriété est définie comme « un miracle de l'ordre social » dont « elle est devenue la base » :

De ce qu'elle [la Révolution] n'a pas été faite contre la propriété, il en résulte qu'elle a été faite en sa faveur, et tous les moyens du gouvernement, toutes les mesures des législateurs doivent tendre à la maintenir, à la consolider, à l'entourer d'une barrière sacrée.

Autour d'elle se sont groupés tous les intérêts ; sur elle se sont reposées toutes les existences. Il n'est aucune de ses branches qu'on puisse impunément briser : la moindre atteinte qu'on lui porte, retentit dans toutes les parties de l'empire : qui dépossède le riche, menace le pauvre : qui proscriit l'opulence, conspire contre la médiocrité.

La propriété devient le ciment de l'édifice social, le facteur de cohésion entre tous les éléments de la société. Si on touche à ce principe (car la propriété peut être définie comme un principe au sens où Constant l'entend), il se produit une réaction en chaîne, qui ébranle le tout. Mais pour être conservée, il faut que la propriété se rallie à la république, sinon elle court à sa perte :

La propriété [...] semble consacrer beaucoup de regrets et quelques efforts au rétablissement de la royauté vaincue. Que la propriété y prenne garde, l'arrêt des destinées est irrévocable ; qui soutient ce qui doit tomber, ne fait que déterminer sa propre chute ; et si la propriété s'aveugle, nous pourrions bien périr avec elle, mais non la protéger.

Ce passage est particulièrement intéressant : Constant néglige la menace dirigée par quelques nivelleurs ou babouvistes contre la pro-

²¹³ En plus des proscriptions, Constant a une raison personnelle d'en vouloir au gouvernement qui a « éloigné » Mme de Staël. Constant tente dans son éloquente lettre du 20 décembre 1797 d'intervenir en sa faveur auprès du directoire, mais en vain. Cette fameuse lettre est publiée dans les *Mémoires de Barras*, op. cit., t. III, p. 129.

priété ; si les propriétaires par contre ne se préoccupent pas de la marche de l'espèce humaine et de l'évolution des idées, ils risquent de provoquer par leur réaction une révolution nouvelle faite non plus seulement contre l'hérédité et l'arbitraire, mais encore contre la propriété. Or ce bouleversement serait catastrophique, parce que toute révolution engendre des malheurs individuels, mais surtout parce qu'elle ne correspondrait pas à la marche des idées, qu'elle serait en quelque sorte en avance sur l'horaire et, par conséquent, produite en pure perte pour l'humanité. On remarque donc à quel point la doctrine de la perfectibilité forme le substrat cohérent de toute la pensée politique de Constant : le temps est le grand régulateur et le grand arbitre ; celui qui veut, dans ses entreprises, retarder ou dépasser son rythme est voué à l'échec. Le système des principes a cet avantage, aux yeux de Constant, qu'il est adapté à l'évolution des idées, qu'il suit sans heurts ni secousses. Aussi l'auteur peut conclure :

Dans ces principes résident et la tranquillité individuelle, et la prospérité publique. Sans eux tout est confusion ou apathie, violence ou stupeur. Avec eux, tout s'apaise, se régularise, se consolide et s'affermir. Les souvenirs s'effacent, les craintes se calment, les habitudes se forment, et bientôt naît le patriotisme, produit de l'habitude, du bonheur et de la sécurité.

Le discours du 27 février est publié au début du mois de mars 1798 sous forme de brochure. Tout de suite, l'*Ami des lois* entreprend une série d'articles presque quotidiens et, du 10 au 15 mars, déverse sur Constant tout le fiel dont il est capable. Pourquoi ce journal républicain, d'une tendance assez proche de celle de Benjamin et dont le propriétaire, Sibuet, avait signé le compte rendu élogieux de *Des réactions politiques*, se retourne-t-il contre lui ? C'est pour le moins mystérieux. Peut-être s'agit-il d'une querelle de clubs ; le 27 février, Constant a parlé devant le Cercle constitutionnel dit du Palais-Royal et l'*Ami des lois* annonce le 10 mars que le Cercle constitutionnel du 10^e arrondissement se désolidarise d'avec l'auteur du discours.²¹⁴ Il est possible également qu'il soit question d'une querelle de personnes. Derrière l'*Ami des lois*, il y a Rewbell qui n'aime pas Constant et qui déteste Mme de Staël. Et puis, le journal

²¹⁴ Le 12 mars 1798 paraît une *Lettre d'un républicain du département de la Gironde à un de ses amis à Bordeaux, sur le discours prononcé par Benjamin Constant...* Cet opuscule de 15 pages n'est pas signé, mais provient de l'imprimerie de l'*Ami des lois*. Il est probablement dû à la plume de Sibuet, car on retrouve des phrases entières de ce pamphlet dans un de ses articles de l'*Ami des lois* du 14 mars 1798, intitulé ironiquement : « Défense de Benjamin Constant. » Cette *Lettre à un républicain* insiste sur la différence entre les Cercles constitutionnels.

de Sibuet avait vigoureusement défendu l'intervention française en Suisse et avait contrecarré les démarches de la baronne auprès du Directoire et de Bonaparte. Constant ne semble pas s'être ouvertement prononcé sur ce sujet ; mais il est fort probable qu'il était avant l'entrée des troupes françaises en Suisse, du même avis que son amie.²¹⁵ De toute façon, il est de tradition dans la presse de cette époque d'accoler son nom à celui de Germaine : on le traite de « sigisbée » ou de « complaisant d'une baronne intrigante ». Qui déteste l'un, déteste l'autre. Sans pouvoir être catégorique sur les motifs qui ont poussé ce journal républicain à publier des articles aussi diffamatoires, on peut néanmoins assurer que ce ne sont pas de profondes divergences d'opinion. Le but de l'*Ami des lois* est de dénoncer Constant comme étranger et royaliste aux électeurs devant qui il se présente. Le 21 mars 1798, en effet, il sera élu membre de l'Assemblée électorale de Versailles ; il publie, le 10 avril, une brève adresse à ses collègues réfutant les accusations portées contre lui et les assurant de sa sincérité républicaine.²¹⁶ L'*Ami des lois* reprend les hostilités, le 12 avril, en publiant un article, intitulé : *Ni Benjamin Constant, ni Antonelle*, dans lequel Poulthier fait un parallèle pour le moins bizarre entre un ancien montagnard et un républicain, qualifié d'aristocrate pour la circonstance. Malgré ses démentis, ses brochures et l'appui d'hommes influents,²¹⁷ Constant

²¹⁵ Un des rares renseignements précis nous est fourni sur ce problème par la lettre du 28 juillet 1800 de Mme de Staël à Henri Meister : « J'ai vu dans votre lettre à mon père, Monsieur, que l'on vous avait dit que Benjamin avait des relations avec les patriotes du Pays de Vaud. Je crois qu'il n'est aucun homme à qui ce reproche convienne moins qu'à lui. Il évitait avec soin tous les rapports avec ce pays, voulant faire reconnaître ses droits de Genevois et de Français ; et de plus, il a manifesté au Directoire une opinion directement opposée à celle de La Harpe, qui le savait et s'en plaignait. » *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 295. Sous quelle forme, Constant s'est-il manifesté devant le Directoire ? On ne sait. Le bruit a circulé qu'il était l'auteur d'une brochure intitulée : *Etrennes d'un habitant du Pays de Vaud à ses concitoyens* et dirigée contre Frédéric-César La Harpe et tous les patriotes vaudois ; une note manuscrite de la main d'Henri Monod dans l'exemplaire de la BCU de Lausanne attribue ce libelle à Benjamin. Rien n'est moins sûr cependant. Voir à ce propos Louis Mogeon, Laharpe et Benjamin Constant, *Gazette de Lausanne*, 22 avril 1931, p. 1 ; Alfred Roulin, La révolution vaudoise et les Constant-Rebecque, *ibid.*, 31 janvier 1948, p. 15 ; Marie-Claude Jéquier, Frédéric-César Laharpe, Benjamin Constant et Mme de Staël face à la Suisse (1797-1814), *Revue historique vaudoise*, 86e année, 1978, pp. 39-56.

²¹⁶ *Benjamin Constant à ses collègues de l'Assemblée électorale*, E[rnest] Tambour, *op. cit.*, pp. 339-342, en cite les principaux passages.

²¹⁷ Constant écrit le 7 germinal an VI (27 mars 1798) à Barras pour solliciter l'appui du Directeur. *Mémoires de Barras, op. cit.*, t. III, p. 200. Le 8 germinal an VI (28 mars 1798), il s'adresse à Laporte avec une longue

n'est pas élu ; il est permis de penser que cet échec est en partie le fruit de la publicité tapageuse que Poultier et Sibuet avaient faite autour de sa candidature. Mais le ton en avait été si insultant et les arguments si méprisables que Constant demande réparation aux journalistes. C'est Georges Sibuet qui relève le gant et les deux adversaires sortis indemnes de ce duel, s'expliquent et se réconcilient !²¹⁸ Ce qu'il faut retenir de cette ignominieuse campagne de presse contre l'écrivain, c'est que Constant est devenu un homme politique important et donc craint. Cependant, on ignore encore dans quel intérêt certains républicains ont voulu à tout prix nuire au jeune publiciste en le faisant passer pour royaliste.

Après son échec électoral, Benjamin Constant se retire quelque temps de la vie politique. Il retrouve sa campagne non sans une satisfaction qui le dédommage de ses déceptions. A sa tante de Nassau, son éternelle confidente, il écrit d'Hérivaux le 28 avril 1798 :

Cette lutte qui m'a empêché d'être député, ce que je regrette peu, m'a donné occasion de prouver que si, dans tous les temps, j'ai voulu imperturbablement la république, dans toutes les circonstances aussi je veux le maintien des propriétés et l'éloignement des hommes qui ont marqué par leur excès. A présent que j'ai rempli mon devoir et qu'on ne m'en a pas imposé d'autres, je ne veux plus m'occuper que de mes affaires et de mes plaisirs [...] En attendant, je jouis du plus beau printemps que j'aie jamais vu [...] Je goûte avec délices cette profonde paix qui a tous les charmes de la nouveauté.²¹⁹

Ses plaisirs seront en fait gâtés par des embarras financiers et une brouille sérieuse avec Germaine.²²⁰ Cependant, au milieu de ces

lettre de recommandation de Garat, qui date du 14 ventose an VI (4 mars 1798). Collection Th. Bringolf, Neuchâtel. Enfin, François de Neufchâteau lui adresse ses vœux pour son élection le 25 germinal an VI (14 avril 1798) ; Archives de Pückler, Mézery.

²¹⁸ Sur ces articles insultants et ce duel, voir Eugène Asse, Benjamin Constant et le Directoire, *Revue de la Révolution*, t. XVI, sept.-déc. 1889, 11^e partie.

²¹⁹ Lettre du 9 floréal an VI (28 avril 1798). Mélégar, pp. 279-280, corrigée sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17269, f^o 75).

²²⁰ Sur ses problèmes financiers, cf. la lettre de Mme de Staël à Juste de Constant du 30 avril 1798. *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 136. C'est peut-être cette ingérance de son amie dans ses propres affaires qui pousse Constant à demander une épouse à sa tante, afin de faciliter sa rupture avec Germaine ; cf. sa lettre du 15 mai 1798. Mélégar, pp. 266-268 ; 291-293. D. Mélégar a en effet tronqué cette lettre en deux ; les originaux sont également séparés ; la première partie se trouve à la B.N. (Nouv. acq. fr. 17269) et la seconde à la BCU (Fds C, Co 3327).

tracas, en été, l'étude reprend « une partie de ses charmes »²²¹ pour Benjamin qui se remet à son ouvrage sur les religions, ainsi qu'il l'annonce à Louis-Ferdinand Huber, le 16 août 1798 :

Mon goût de retraite n'a pas diminué depuis ma dernière lettre. J'ai repris avec ardeur l'ouvrage sur les religions qui vous est connu par quelques morceaux bien informés que je vous en ai lus il y a 4 ans. Cet ouvrage qui a toujours eu pour moi un grand degré d'intérêt a l'avantage particulier aujourd'hui de reporter mon attention sur des objets généraux et c'est ce qu'il faut, car les circonstances sont délicates et n'offrent que des questions de détails, qu'il vaut mieux confier aux destinées.²²²

A la solitude, à la vie retirée loin des agitations, des hommes, des « circonstances », correspond un certain type de recherches et d'études « sur des objets généraux ». Ceci rappelle ce qu'il disait au début de *Des effets de la terreur* : « oublier les hommes pour ne m'occuper que de la recherche de la vérité. » Incontestablement, la vie studieuse, réglée, un peu monacale, est un idéal de Constant, qu'il ne réalisera jamais pleinement d'ailleurs.

Cette même lettre à Huber contient une réflexion assez curieuse sur la souveraineté du peuple, dans un passage qui suit, sans aucune transition, celui que nous venons de citer :

Dans un Etat libre, dit très bien le Rédacteur de hier, toute différence d'opinion, toute observation contre une loi est un acte de rébellion, puisque la loi émanant du peuple, on se rend coupable, en l'examinant, d'attentat contre la souveraineté nationale.²²³

On remarque dans la correspondance de cette époque une réminiscence de Rousseau : un retour bienfaisant vers la nature, la fuite d'une société lassante et blessante, qui ne procure ni repos ni bonheur, enfin la soumission à la loi parce qu'elle émane du peuple

²²¹ Lettre du 28 messidor an VI (16 juillet 1798) à sa tante de Nassau. Mélégar, p. 282.

²²² Lettre du 29 thermidor an VI (16 août 1798) in Etienne Hofmann, *Lettres de Benjamin Constant à Louis-Ferdinand et Thérèse Huber (1798-1806)*, *Cahiers staëliens*, N° 29, à paraître.

²²³ *Ibid.* Le Rédacteur du 28 thermidor an VI (15 août 1798) publie un article intitulé : *Loi du 19 fructidor, considérée sous des rapports politiques*, qui se termine par ces phrases auxquelles Constant fait allusion : « La Cité française ne renferme qu'un seul élément universel que l'on appelle le peuple. Lois, magistrature, etc, etc. tout se rapporte à lui, tout dérive de lui. Toutes nos pensées politiques doivent donc se confondre dans notre gouvernement populaire, tel qu'il est constitué. Aucun point de dissidence n'y peut exister sans caractère de rébellion. L'écrivain dans l'émission de sa pensée, ne peut s'en isoler d'un seul pas, sans se mettre en opposition manifeste contre les lois qui doivent alors le punir. »

souverain, voici trois thèmes furtivement lancés dans ses lettres qui font penser qu'Hérivaux n'est effectivement pas très éloigné de l'Ermitage ou d'Ermenonville. La question de la toute-puissance de la loi est importante car elle montre que Constant ne s'est pas encore distancé de ce qu'il interprétera, dans ses *Principes de politique*, comme une dangereuse « métaphysique » : la théorie libérale de Constant ne prendra sa forme achevée qu'au moment où elle deviendra anti-rousseauiste.

A une date indéterminée, mais peut-être au mois de septembre ou d'octobre 1798, Constant remet une fois encore son ouvrage sur les religions dans un tiroir et entreprend la traduction de l'*Inquiry concerning political justice* de William Godwin.²²⁴ Burton R. Pollin a donné, dans l'édition récente de cette traduction, les nombreuses raisons qu'avait Benjamin de commencer ce travail²²⁵ : Godwin est un publiciste et un romancier fort prisé à cette époque ; en 1796, Samuel de Constant, l'oncle de Benjamin, avait publié à Genève une traduction de *Caleb Williams* ; enfin Mme de Staël rédige pendant l'été 1798 *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la révolution et des principes qui doivent fonder la république en France*,²²⁶ ouvrage dans lequel elle cite à plusieurs reprises les idées de Godwin. Non seulement Benjamin lit et annote le manuscrit de son amie, mais il doit encore abondamment en parler avec elle dont les idées sont très voisines des siennes. De ces conversations a pu naître l'intention de traduire et de commenter Godwin. Arrivé à Coppet avec Mme de Staël le 5 novembre 1798, c'est là et à Genève qu'il continue le travail qu'il n'avait peut-être qu'ébauché en France. L'ampleur de la tâche l'oblige à y employer presque tout son temps et sa correspondance enregistre l'avance du labeur. Le 27 novembre 1798, il déclare à Louis-Ferdinand Huber :

Je m'y [à Genève] occupe surtout d'achever une traduction que je me suis engagé avec un libraire de publier dans trois mois, accompagnée d'un commentaire. C'est la traduction d'un ouvrage anglais que peut-être vous connaissez intitulé : *An Enquiry on political Justice and its Influence on general Virtue*

²²⁴ Voir la lettre à sa tante de Nassau (BCU, Fds C, Co 3322) sans date, mais qu'une allusion au « mois prochain de brumaire » permet de situer entre le 22 septembre et le 21 octobre 1798. Constant parle d'un « auteur anglais [qui] dit que la propriété appartient toujours de droit à celui qui en a le plus grand besoin. » Ce passage, non reproduit par Mélégar (pp. 270-272 ; elle date par erreur cette lettre d'octobre 1797) permet de penser que Constant a au moins lu Godwin à cette époque.

²²⁵ Burton R. Pollin, *Introduction à De la justice politique*, op. cit.

²²⁶ Ouvrage resté inédit jusqu'à la parution en 1906 de l'édition malcommode et fautive de John Viénot. Il faut utiliser celle établie par les soins de Lucia Omacini, Genève, Droz, 1979.

and Happiness, by William Godwin. L'auteur est un homme très hardi dans ses conceptions et qui a surtout le mérite assez rare de ne se déguiser aucune difficulté. Il répond quelquefois assez mal aux objections qu'il se fait, mais il est toujours de bonne foi, et quelquefois ce qui au 1er coup d'œil paraît une réponse évasive ou absurde se trouve après un plus mûr examen une vérité neuve ou une distinction juste.²²⁷

Constant demande, après ce préambule, si Huber a entendu parler d'une traduction allemande car il est très jaloux de l'exclusivité de la sienne. A la fin de la même lettre, il avoue en effet : « Je suis plus intéressé que personne à ce que les travaux littéraires soient productifs, car j'ai vendu pour 6000 frs à un libraire ma traduction de Godwin et le commentaire. » Voilà qui prouve que l'affaire est sérieusement engagée et qu'il ne s'agit point d'un vague projet ou d'une occupation de dilettante. Le 6 décembre 1798, de Coppet, il annonce à sa tante qu'il « travaille comme un diable et [qu'il] avance beaucoup ».²²⁸ Le 5 février 1799, il a terminé mais compte encore « y mettre la dernière main à la campagne », ²²⁹ à Hérivaux, où il part le jour même. Cependant, l'ouvrage ne paraît toujours pas. Il l'annonce plusieurs fois, comme étant sur le point de sortir de presse, durant toute l'année 1799.²³⁰ Une note ajoutée à son livre, *Des suites de la contre-révolution de 1660 en Angleterre*, qui date de juillet 1799, indique qu'il « va paraître incessamment ».²³¹ Qu'est-ce qui empêche alors Constant de le publier ? Le 3 septembre 1799, il donne à son oncle une explication plausible :

²²⁷ Lettre du 7 frimaire an VII (27 novembre 1798). Etienne Hofmann, *Lettres de Benjamin Constant...*, art. cit.

²²⁸ Mélégar, p. 285.

²²⁹ *Ibid.*, p. 288. Cette lettre est datée par D. Mélégar : « Genève 1798. » L'original (BCU, Fds C, Co 3325) n'est pas daté, mais une allusion à son départ imminent et à une lettre écrite le même jour à son oncle Samuel permet de la situer très précisément au 5 février 1799, car la lettre à Samuel est correctement datée (Ménos, pp. 158-160).

²³⁰ A son oncle Samuel, le 24 ventose an VII (14 mars 1799), dans une lettre où il est question de « deux gros vol[umes] ». BPU, Ms C 34, f° 58. Puis au même, le 12 prairial an VII (31 mai 1799) : « Vous êtes bien bon de désirer, mon cher oncle, lire ma traduction que je suis sur le point de publier. Puisque vous en avez lu la moitié, je vous en enverrai un exemplaire dès qu'elle aura paru. » Louis Thomas, *Lettres inédites de Benjamin Constant, Revue politique et littéraire, revue bleue*, t. LII, 18 avril 1914, p. 482. Enfin, à sa tante, le 23 messidor an VII (11 juillet 1799) à laquelle il déclare : « Je vais passer trois mois à la campagne pour achever ma traduction promise depuis si longtemps. » Mélégar, p. 294, corrigé sur l'original (BCU, Fds C Co 3328 ; D. Mélégar avait lu six mois).

²³¹ Pp. 86-87 de l'édition originale (Paris, F. Buisson, an VII, X-94 p.). Le *Journal général de la littérature de France*, 2e année, pp. 119-120, indique de même : « Il paraît sous peu une traduction de la Justice politique de

Je suis fort occupé de l'impression de l'ouvrage politique annoncé depuis si longtemps. Les circonstances actuelles qui influent sur le commerce de la librairie rendent le matériel de cette publication plus lent et plus difficile que je ne pouvais m'y attendre. J'ai cherché dans cet ouvrage à porter dans les questions politiques toute l'impartialité possible. Je n'en ai écludé aucune quelque résultat qu'elle pût présenter et je dois convenir que si cette revue de toutes les opinions, soit-disant populaires, n'a fait que me confirmer dans mon inclination pour le gouvernement républicain, elle m'a confirmé dans mon aversion contre la plupart des mesures que l'on prend sous le prétexte de consolider la République.²³²

Comme l'indique cet extrait, il est possible que le libraire ait dû renoncer, pour des raisons financières ou matérielles, à publier un ouvrage déjà considérable.²³³ La correspondance entre F. Buisson, l'éditeur présumé, et Constant n'a pas été retrouvée, à supposer même qu'elle ait existé ; nous sommes donc réduits aux hypothèses sur cette question. Une autre cause a pu encore retarder la mise au point de la traduction elle-même : le 20 janvier 1800, Constant déclare en effet à son oncle Samuel : « Vous êtes bien bon de me parler avec intérêt de l'ouvrage que j'ai annoncé, j'y travaille encore, parce que l'auteur a publié une édition nouvelle qui m'oblige à plu-

Godwin, accompagnée d'un commentaire et des notes par B. Constant. Le traducteur a rectifié dans ses observations les idées exagérées ou bizarres qui déparent l'original anglais. Cet ouvrage en 2 vol. in-8° de 5 à 600 pages paraîtra chez Buisson. » Cité d'après Burton R. Pollin, *éd. cit.*, p. 31. Buisson est-il le libraire avec lequel Constant s'était déjà engagé en novembre 1798 ?

²³² Lettre du 17 fructidor an VII (3 septembre 1799). Ménos, p. 161. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit bien ici de sa traduction, bien que Constant en parle comme d'un ouvrage original. Le fait d'avoir changé l'ordre des chapitres, supprimé des passages, résumé d'autres, ajouté des notes et rédigé un commentaire, l'amène à le considérer comme son propre ouvrage. On ignore quelle devait être à l'origine la proportion entre la traduction proprement dite et le commentaire. Burton R. Pollin (*éd. cit.*, p. 31) estime un peu rapidement que le commentaire correspond exactement au manuscrit intitulé *Fragments d'un ouvrage abandonné* ; cela n'est guère possible, car ce texte fait partie d'un grand traité politique rédigé sous le Consulat ; mais ce grand traité est vraisemblablement le développement et l'aboutissement d'une recherche qui prit naissance avec ce commentaire de Godwin. D'autre part, le texte intitulé : *De Godwin, de ses principes et de son ouvrage sur la justice politique* (t. V des *Manuscrits de 1810*, B.N., Nouv. acq. fr. 14362, f^{os} 24-30) doit avoir été rédigé sous le Consulat ou l'Empire et ne peut pas être considéré comme l'introduction originale que Constant avait prévue en 1799 (cf. n. 238).

²³³ La BCU possède un manuscrit de la traduction de Godwin, plus ancien que celui qu'a édité Burton R. Pollin. Constant, qui a eu l'intention de tout traduire, s'est ravisé et a barré de très nombreux passages. Ne serait-ce pas le libraire-éditeur qui aurait suggéré de réduire ce texte déjà considérable ?

sieurs changements. »²³⁴ A tous ces inconvénients, s'ajoute un motif supplémentaire qui oblige Constant à renoncer définitivement à toute publication. Entre octobre 1798, date à laquelle il commença vraisemblablement son travail et janvier 1800, la situation politique a beaucoup évolué. Or, Benjamin avait entrepris cette traduction dans un but politique précis, comme il l'explique clairement dans un écrit intitulé : *De Godwin, de ses principes, et de son ouvrage sur la justice politique* :

En me livrant à ce travail, j'avais un but que je croyais utile. Dans un moment où des hommes [...] jetaient de la défaveur sur les principes de la liberté, en exerçant au nom de ses principes beaucoup de vexations tyranniques, je voulais prouver que ce n'était pas à la liberté même qu'il fallait reprocher cette tyrannie, mais à ses prétendus sectateurs. J'avais en conséquence choisi un écrivain assez exagéré dans ses opinions, mais ennemi néanmoins de tout système de violence et de toute mesure persécutrice. Sa désapprobation sur ce point me paraissait acquérir plus de poids par l'exagération même dont il se rendait coupable à d'autres égards. Ceux dont l'administration se serait trouvée indirectement critiquée dans son ouvrage, n'auraient pu repousser ses attaques, comme partant d'un homme attaché à des préjugés anciens, ou indifférent à l'affranchissement de l'espèce humaine : et les réclamations de Godwin, en faveur de l'humanité et de la justice contre l'arbitraire et les proscriptions, auraient eu d'autant plus de force que, ses intentions n'étant pas méconnaissables, l'on n'aurait pu révoquer en doute son amour ardent, quelquefois inconsidéré, pour la liberté.²³⁵

La traduction et son commentaire étaient donc prévus comme une machine de guerre contre les jacobins. Constant pensait durant l'hiver 1798-1799 procéder comme il l'avait fait avec ses précédentes brochures, c'est-à-dire lancer un écrit au moment le plus critique pour la république, l'époque des élections, afin de galvaniser l'opinion des modérés et de lutter à la fois contre les monarchistes et contre les terroristes. *Des réactions politiques* et le *Discours* du 27 février 1798 n'avaient pas eu d'autre but. On peut se demander

²³⁴ Lettre du 30 nivôse an VIII (20 janvier 1800). Ménos, pp. 162-163. L'édition originale de *l'Inquiry concerning political justice* est de 1793. L'auteur publia la deuxième en 1796 et la troisième en 1798. Burton R. Pollin estime que Constant n'a pas vu la troisième édition et qu'il n'en a en tout cas pas tenu compte dans sa traduction qui suit le plus souvent le texte de 1793 (*éd. cit.*, p. 33). La lettre à son oncle contredit en partie cette opinion.

²³⁵ Burton R. Pollin, *éd. cit.*, p. 361, en appendice. Cette critique de Godwin a été éditée par Constant, avec de nombreuses corrections et additions, dans le *Mercure de France*, N.S., t. II, avril 1817, pp. 161-173, puis, avec de nouvelles corrections, dans ses *Mélanges de littérature et de politique*, Paris, Pichon et Didier, 1829, pp. 211-224.

toutefois si les deux gros volumes prévus pour *De la justice politique* auraient eu la même efficacité et le même impact que des brochures. Le calcul de Benjamin Constant était aussi trop ingénieux, trop subtil pour atteindre à coup sûr les résultats escomptés. Il courait le risque de voir le public mal interpréter ses intentions et malgré les précautions prises (suppression des passages attaquant la propriété, par exemple) Godwin aurait pu servir, au lieu de gêner, la propagande des républicains extrémistes. Nous ne savons pas si de telles considérations sont intervenues pour retarder toujours davantage la parution de l'ouvrage ou si Constant a toujours cru à l'utilité politique d'une telle publication. Quoi qu'il en soit, celle-ci ne pouvait jouer le rôle que lui attribuait Constant que jusqu'au mois de septembre 1799 environ. Car la prépondérance des jacobins qui, depuis les élections de l'an VII et surtout depuis le 30 prairial (18 juin 1799), profitait de l'aggravation de la situation politique extérieure, pour faire voter des mesures de salut public rappelant singulièrement celles de l'an II, cède le pas devant la tendance révisionniste et modérée, conduite par Sieyès, dès que les victoires françaises (août et septembre 1799) rendent les lois d'exception de moins en moins nécessaires.²³⁶ Dans sa lettre du 3 septembre 1799, citée ci-dessus, Constant parle encore de son « aversion contre la plupart des mesures que l'on prend, sous le prétexte de consolider la République ». Il fait alors allusion aux lois de messidor, sur l'emprunt forcé (27 juin 1799) et sur les otages (12 juillet). Mais la fermeture du Club jacobin du Manège (13 août), l'insurrection royaliste de la région toulousaine et de Bordeaux démantelée le même mois, les victoires de Masséna et de Soult en Suisse au mois de septembre, enfin l'arrivée de Bonaparte en France le 9 octobre, tout concourt à rétablir la situation en faveur du Directoire et de l'élite bourgeoise. En octobre les lois de messidor sont critiquées dans les Conseils et le coup de grâce leur sera donné dès le 18 brumaire. A supposer donc qu'il ait été conçu comme une riposte à l'offensive des jacobins, l'ouvrage de Constant perd, dès la fin de l'été 1799, sa raison d'être. Cependant, il y travaille encore, comme nous l'avons dit, en janvier 1800 et peut-être même encore plus tard.²³⁷ Ce qui tend à faire penser que le traducteur n'aurait pas travaillé uniquement pour la circonstance et que les théories de Godwin l'avaient attiré pour d'autres raisons que celle que nous venons d'évoquer.

²³⁶ Georges Lefebvre, *op. cit.*, ch. 14, et Denis Woronoff, *op. cit.*, ch. 7.

²³⁷ Il est encore question de « deux gros volumes » à paraître dans une lettre à sa cousine Rosalie du 27 vendémiaire an IX (19 octobre 1800). Benjamin et Rosalie de Constant, *Correspondance, 1786-1830*, publiée par Alfred et Suzanne Roulin, Paris, Gallimard, 1955, p. 25.

Dans le cadre de ce chapitre, une analyse détaillée de la pensée de Godwin, telle qu'elle se dégage de la traduction de Constant, ne peut être envisagée. A partir de ce que nous connaissons déjà de la pensée politique de Constant, il suffira d'indiquer quels sont les principaux points de rencontre et de divergence entre les deux auteurs. Le texte cité ci-dessus et intitulé *De Godwin, de ses principes...* sera rédigé soit sous le Consulat soit sous l'Empire²³⁸ dans une période où la pensée politique de Constant est plus élaborée et plus mûre. Nous ne pouvons donc pas nous fonder sur ses critiques plus tardives, pour connaître ce qui l'a déterminé à entreprendre la traduction de cet auteur anglais. Ce qui est certain, c'est que cet important travail sur *De la justice politique* n'est pas fait en pure perte. Car, quelque excellentes que soient les connaissances linguistiques de Benjamin, sa traduction lui coûte incontestablement un effort au point de vue des concepts, de la compréhension et de l'analyse ; cet exercice salutaire lui donne l'occasion d'affiner son sens critique, de préciser sa pensée, d'affûter ses arguments et lui fournit encore une ample cargaison d'exemples historiques, de citations d'auteurs et de références utiles. Il ne s'agit pas à vrai dire d'influence de Godwin sur Constant ; les deux auteurs s'apprécient²³⁹ sans se connaître et jamais Constant ne se considère comme un disciple du publiciste anglais, car il est prévenu d'avance contre certaines idées de celui-ci. Toutefois, si l'on admet, à la suite d'Olivier Pozzo di Borgo, que 1795 à 1799 correspondent aux « années d'apprentissage » de Constant, sa traduction fait alors penser à un exercice de fin de stage ou à une formation complémentaire. Dans une certaine mesure également, les œuvres de la maturité, les traités politiques inédits rédigés entre 1800 et 1803 environ,²⁴⁰ peuvent être considérés comme un dépassement et à bien des égards comme une réfutation de Godwin. C'est pourquoi, lors de l'analyse des *Fragments d'un ouvrage abandonné...* et surtout des *Principes de politique*, nous reviendrons sur cette traduction pour confronter, dans chaque cas typique, les systèmes de Constant et de Godwin.

Godwin a le mérite, aux yeux de son traducteur, de compter au nombre des adeptes convaincus de la doctrine de la perfectibilité et d'être aussi un adversaire résolu de la monarchie, de l'aristocratie

²³⁸ Au début de ce texte, Constant écrit : « J'avais entrepris, il y a quelques années [...] » et à la fin : « A une époque où l'état de la France était très différent de celui dans lequel elle se trouve aujourd'hui, j'avais entrepris [...] » Il ne donne pas plus de précisions, mais ces indications permettent de situer cet écrit comme nous l'avons fait.

²³⁹ Burton R. Pollin donne dans son Introduction des détails sur la connaissance qu'avait Godwin des ouvrages de Constant.

²⁴⁰ Voir le chapitre suivant.

et des préjugés héréditaires. « Le trait le plus caractéristique de l'homme, dit Godwin, et celui qui doit avoir la plus grande influence sur toutes les branches de la science morale, est sans contredit la perfectibilité » (p. 79).²⁴¹ Quant à l'idée d'un roi, il la juge contre nature et absurde. Même la monarchie limitée, dont Constant deviendra plus tard le théoricien, est l'objet de ses critiques et de ses sarcasmes. Donc, en abordant l'auteur anglais, Constant voyage dans une contrée qui lui est familière. Il avait déjà depuis longtemps fait sienne la théorie d'une marche progressive de l'espèce humaine et même après Fructidor il n'a cessé de voir des adversaires dans ceux qui s'engageaient sur la voie d'une restauration monarchique : *Des suites de la contre-révolution*, ainsi que nous le verrons, en est la preuve indiscutable.

Encore que, sur les deux points que nous venons de signaler, l'accord ne soit pas absolu entre les deux écrivains. Tout d'abord, les *Fragments d'un essai sur la perfectibilité de l'espèce humaine* (suite de notes non datées, mais pas très tardives)²⁴² placent Godwin, en tête, avec Priestley, Price, Condorcet et Turgot, parmi les philosophes qui « se sont laissés emporter dans leurs conjectures sur le perfectionnement de l'espèce humaine, où je ne sais quel besoin de décrire ce qu'ils ne devaient que pressentir » (p. 363). Godwin, en effet, a consacré un chapitre à l'*histoire future des sociétés politiques*. Et l'ensemble de son livre tend à prouver que la justice sera réalisée pleinement lorsque tout gouvernement (mal qu'il juge encore nécessaire) et toute propriété seront abolis. Ce que nous savons de la pensée de Constant à propos de la perfectibilité, grâce à *De la Force du gouvernement* et à *Des réactions politiques*, laisse entrevoir qu'il s'oppose à Godwin déjà au moment de sa traduction. Il se refuse à faire des pronostics quelconques sur la société future ; toute utopie, toute apocalypse ou tout messianisme sont abolis de sa théorie. Il constate une évolution, il perçoit que le progrès a pris l'idée d'égalité pour guide, mais il ne s'aventure jamais au-delà de ce qu'il croit pouvoir positivement établir par l'étude des sociétés passées. Selon lui, les idées, qui entraînent la marche de l'humanité, sont le produit des faits, des événements et des circonstances ; comme il est impossible de savoir à l'avance ce

²⁴¹ La pagination entre parenthèses renvoie à l'édition de Burton R. Pollin.

²⁴² Burton R. Pollin édite ce texte en appendice à *De la justice politique* d'après le t. V des *Manuscrits de 1810* (B.N., Nouv. acq. fr. 14362, f^{os} 66-83). La BCU en possède un manuscrit plus ancien (Co 3291). Or, la cinquième note cite la préface de Dumont à Bentham et c'est en 1802 qu'ont été publiés les *Traité de législation civile et pénale* de Bentham par Dumont de Genève.

que nous réserve l'avenir, nous ignorons de même ce que seront les idées de demain et dans quel sens elles infléchiront la destinée humaine. Certes, l'espoir d'une égalité toujours plus grande est le moteur de cette marche en avant ; mais l'homme ne peut pas en déduire actuellement que l'égalité sera réalisée par la suppression de la propriété, du pouvoir ou de telle autre institution encore en place. De plus, toute intervention pour favoriser l'avènement de l'égalité est artificielle, intempestive et par conséquent nuisible à la société. Ainsi Constant est plus réservé, plus prudent que Godwin, et moins prompt que lui à extraire de la théorie de la perfectibilité l'espoir d'une amélioration des conditions de la vie humaine. Plus terre à terre, plus réaliste que l'auteur anglais, Constant apparaît aussi moins moderne au lecteur actuel. Godwin au contraire, par ses attaques contre les inégalités sociales dues à la propriété, par sa conception du pouvoir toujours malfaisant, passe aisément pour un précurseur du socialisme et, à certain égard aussi, de l'anarchisme. Constant reste le défenseur de la propriété. Non pas uniquement, comme veut le faire croire Henri Guillemin, par réflexe bourgeois d'un acquéreur de biens nationaux ; mais parce qu'il estime que cette institution est parfaitement adaptée au moment présent de l'évolution de l'humanité. Les arguments qu'il oppose, dans *Des réactions politiques* ou dans son *Discours* du 27 février 1798, aux ennemis de la propriété reviennent toujours à ce principe que les institutions doivent être au même niveau que les idées et, dans son esprit, la Révolution a été faite aussi en faveur de la propriété.

Quant à la monarchie, Constant la condamne surtout parce qu'elle n'est plus en accord avec les principes ; tandis que Godwin juge de toute façon absurde d'attribuer la puissance à un seul individu. L'auteur anglais est d'autant plus sévère à l'égard d'un régime politique que celui-ci concentre le pouvoir entre des mains de moins en moins nombreuses. La démocratie a sa préférence du fait que la souveraineté est partagée entre tous les citoyens. Pour Constant, la forme du gouvernement est relative à l'état social et à l'évolution historique : la monarchie, par exemple, est une institution qui a été utile en son temps, mais qui ne l'est plus. Ce relativisme, qu'on observe encore dans ses écrits du Directoire, laissera progressivement la place à une indifférence quasi totale pour toute forme de gouvernement. Peu à peu, il comprendra que ce n'est pas tellement la *répartition* du pouvoir entre un, plusieurs ou tous les citoyens qui importe, mais la *quantité* de puissance confiée aux gouvernants quel que soit leur nombre. Ainsi, une monarchie peut être un Etat moins despotique qu'une démocratie.

Comme nous l'avons dit, les circonstances en 1799 sont de moins en moins favorables à la publication de cette traduction. Mais, il

est vraisemblable aussi que Constant ait pris conscience d'un désaccord de plus en plus profond avec l'auteur anglais. Alors, plutôt que de résumer des chapitres, d'en supprimer d'autres, d'ajouter des notes et un commentaire, et enfin d'exprimer sa pensée pour ainsi dire par personne interposée, pourquoi ne pas composer soi-même un traité de politique ? Aucun document n'est venu confirmer ou rejeter cette supposition, et pourtant, il demeure plausible que Constant ait raisonné de cette manière. Cela expliquerait tout au moins l'abandon définitif de sa traduction et la rédaction, entre 1800 et 1803 approximativement, d'un grand traité, dont il ne reste que les *Fragments d'un ouvrage abandonné* et dont une partie a servi de base aux *Principes de politique*.

Il reste encore une brochure à commenter pour terminer cette revue des écrits de Constant sous le Directoire. En juillet 1799, il publie *Des suites de la contre-révolution de 1660 en Angleterre*, qui répond au livre de Boulay de la Meurthe intitulé *Essai sur les causes qui en 1649 amenèrent en Angleterre l'établissement de la république, sur celles qui devaient l'y consolider, sur celles qui l'y firent périr*. Dans sa préface, Constant expose les raisons de sa réplique :

Un écrivain [...] vient de nous peindre avec vérité, dans un ouvrage sur le rétablissement de la monarchie en Angleterre, les crimes et le délire des oppresseurs de la république anglaise ; mais il a passé sous silence les crimes non moins grands des restaurateurs de la royauté. Il nous a retracé, avec étendue, la route suivie par le prétendant, pour remonter sur le trône, et les engagements contractés, et les amnisties promises, et les protestations prodiguées ; mais il a négligé de nous montrer ces engagements violés, ces amnisties enfreintes, ces protestations foulées aux pieds [...]

Je me propose de raconter ce qui suivit la chute de la république en Angleterre. Je dirai comment Charles II, après avoir tout fait pour rassurer les Anglais, trompa misérablement ceux qui s'étaient laissés rassurer par lui ; et je rappellerai les détails d'un règne mal connu, parce que les historiens de la monarchie ont toujours officieusement rejeté ces détails dans l'ombre²⁴³ (pp. III-IV et VI).

Encore une fois, mais sous la forme d'un ouvrage historique, Constant répète son *video lupum*, en dénonçant le royalisme et la réaction comme le principal ennemi de la république. Ceci est d'autant plus digne d'attention qu'en été 1799, la menace la plus grave semble être plutôt le jacobinisme. Mais voici ce que Constant écrit à son oncle Samuel le 30 septembre 1799, à propos de sa brochure.

²⁴³ La pagination entre parenthèses renvoie à l'édition originale (Paris, F. Buisson, an VII).

J'ai voulu montrer les suites que dans ma conscience je crois qu'une contre-révolution aurait parmi nous, suites qui pourraient être plus horribles que la loi des otages et l'emprunt forcé, quoique toutes ces mesures révolutionnaires, ressuscitées de 1793, soient exécrables autant qu'inutiles.²⁴⁴

Constant ne se cache donc pas les périls actuels qui mettent le Directoire en danger, mais on voit surtout à quel point ses écrits sont dominés par la hantise de la réaction anti-républicaine.

Nous n'allons pas nous attarder sur les exemples historiques que Constant avance pour démontrer comment la plus atroce tyrannie succéda aux promesses d'indulgence et d'amnistie. Constant a voulu frapper son lecteur par la ressemblance des situations historiques de l'Angleterre du XVII^e siècle et de la France à la fin du XVIII^e siècle, et le mettre en garde contre tout espoir d'une restauration pacifique et modérée. Les lois de messidor ont effrayé tous ceux qui ont espéré voir la Révolution se terminer ; on craint une nouvelle dictature montagnarde et en conséquence on se tourne à nouveau vers les réactionnaires, comme vers un miroir aux alouettes. Constant avait clairement expliqué ce mécanisme dans *Des réactions politiques* :

Mais lorsqu'une révolution dépasse ce terme, c'est-à-dire lorsqu'elle établit des institutions qui sont par delà les idées régnantes, ou qu'elle en détruit qui leur sont conformes, elle produit inévitablement des réactions [...] (p. 27).

Constant juge alors nécessaire de rétablir l'équilibre en avertissant solennellement ses contemporains des dangers qu'ils courent s'ils persistent dans cette voie. On aurait tort de voir dans cette nouvelle attaque contre le royalisme une sorte de bienveillance à l'égard des jacobins, qu'il voudrait, on ne sait trop pourquoi, ménager.²⁴⁵ Il reste, au contraire, dans la logique de son système et proclame encore une fois que « prévenir la contre-révolution, maintenir la républi-

²⁴⁴ Lettre du 9 vendémiaire an VII (30 septembre 1799). Ménos, p. 157, corrigé sur l'original (BPU, Ms C 34, f^o 55).

²⁴⁵ C'est ce que pourraient faire croire, au premier abord, quelques-unes des corrections au manuscrit de l'ouvrage de Mme de Staël *Des circonstances actuelles...* Benjamin a souvent atténué les expressions trop dures de son amie à l'égard des « terroristes », « buveurs de sang » etc. Voir à ce sujet, l'édition de Lucia Omacini, *éd. cit.*, *passim*. Un passage du *Discours* du 27 février 1798 explique à notre avis cette édulcoration dans le vocabulaire relatif aux jacobins : « Ne ressuscitons pas, citoyens, des dénominations auxquelles toutes les persécutions se rattachent ; effaçons du vocabulaire de la révolution le mot terroriste, si nous voulons que la révolution se termine [...] Mais précisément parce que les factions inventent des noms équivoques pour égarer l'opinion, nous devons rejeter soigneusement ces dénominations abusives. » *Moniteur*, 11 mars 1798, p. 687.

que est donc dans l'intérêt commun de toutes les classes des Français » (pp. 79-80). Mais l'auteur constate alors que l'opinion s'est engourdie. Il s'interroge sur cette « indifférence universelle », ce « sommeil profond » et cette « dégradation de l'esprit public » (p. 80) et croit pouvoir en discerner les causes d'une part dans la « dictature accordée au Directoire » et d'autre part dans l'« imperfection des institutions » (p. 81). Il reconnaît dans le gouvernement les « signes distinctifs et inséparables d'un pouvoir sans bornes » (p. 82) et ajoute :

Mais de cela seul que nos institutions actuelles ont permis ou nécessité l'existence d'un pareil pouvoir, je conclus qu'elles ne sont pas complètes, qu'elles ne renferment pas toutes les garanties que demandent le salut de la république et la défense de la liberté (pp. 82-83).

C'est alors qu'apparaissent pour la première fois sous la plume de Constant une critique de la Constitution de l'an III et le désir clairement exprimé de la voir révisée. Il s'était sans doute rendu compte depuis longtemps de la faiblesse intrinsèque des Directeurs, qui, vis-à-vis de la Constitution « sont réduits sans cesse à la froisser, à l'éluder, à la violer même ouvertement dans leurs actes, en affichant, pour elle, dans leurs discours, une profonde vénération » (p. 83). Son expérience et son analyse de la situation politique, auxquelles il faut ajouter la lecture attentive de Godwin et du manuscrit *Des circonstances actuelles* de Mme de Staël, l'ont amené dans le camp des révisionnistes, dont Sieyès est le chef de file. Dans sa brochure de juillet 1799, il reste très vague et ne propose aucun plan précis. Il annonce seulement, en note, qu'« on trouvera dans le commentaire joint à la traduction de l'ouvrage de Godwin, qui va paraître incessamment, un examen approfondi de tous les principes d'une constitution républicaine ». Et il poursuit : « J'ai tâché d'y établir le système qui me paraît seul propre à consolider la liberté, et à l'entourer des moyens d'application qui lui manquent parmi nous » (pp. 86-87). Ce commentaire est malheureusement perdu ; et même si l'on peut supposer sans grand risque d'erreur qu'une partie de ce texte figurera dans les *Fragments d'un ouvrage abandonné*, il est impossible de distinguer avec certitude dans ce manuscrit ce qui provient du commentaire de 1799 et ce qui a été ajouté, refondu et corrigé. Il serait de même périlleux de vouloir reconstituer les théories constitutionnelles de Constant sur la base de celles de Mme de Staël, telles qu'elle les exprime dans *Des circonstances actuelles*. Certes Constant a épluché ce texte et a même suggéré des corrections, mais cela n'est guère suffisant pour se risquer au-delà

de conjectures.²⁴⁶ Dans sa brochure *Des suites de la contre-révolution* il esquisse, en passant, un vague programme :

Il faut donc, en conservant nos principes constitutionnels, l'amovibilité des dépositaires du pouvoir, l'abolition de tout privilège héréditaire, la souveraineté nationale, légitimement représentée, et la division du corps représentatif, donner à notre pacte social les moyens d'exécution, qu'on a remplacés jusqu'à ce jour par des convulsions révolutionnaires, et la garantie sans laquelle une constitution n'est que l'étendard banal des partis, qui se le disputent et se l'arrachent tour à tour (pp. 85-86).

Quels sont ces « moyens d'exécution » que souhaite Constant ? Probablement — car nous en sommes réduits aux hypothèses — des élections au pouvoir législatif moins fréquentes et le renforcement du pouvoir exécutif, grâce au droit de veto et à la dissolution de l'assemblée. Ces mesures n'auraient sans doute pas rétabli la situation politique et économique du pays mais auraient au moins évité le recours à l'illégalité :

Ce qui rattachera tous les Français à la cause de la liberté, c'est la certitude que des institutions perfectionnées les préserveront, pour jamais, des ressources trompeuses de la violence, et que leur gouvernement n'aura plus besoin, dans sa marche paisible, du mouvement désordonné des factions (pp. 87-88).

La succession des coups d'Etat et les violations continuelles des lois ont fini par jeter le discrédit sur les institutions républicaines. Une constitution réformée et qui éviterait les heurts entre les pouvoirs à chaque élection redonnerait une certaine vigueur à l'opinion et réchaufferait l'enthousiasme républicain. Cependant, les révisionnistes sont obligatoirement acculés au coup d'Etat, car ils ne peuvent attendre le délai d'une révision, sans voir le régime succomber auparavant, à force d'être bousculé chaque année au moment des élections. La nouvelle constitution quelle qu'elle soit sera donc entachée d'illégalité, au moment de sa naissance. Le même dilemme qu'en fructidor an V s'offre devant les républicains comme Constant. Il s'agit dans son esprit de sauver la république, la première fois contre la réaction, la seconde contre elle-même, c'est-à-dire

²⁴⁶ Nous ne suivons donc pas Edouard Herriot quand il conclut : « Il semble donc qu'on puisse facilement résoudre le problème de la collaboration de Benjamin Constant à l'ouvrage *Des circonstances actuelles*. Aux environs de 1799, l'intimité de Mme de Staël et de Benjamin avait abouti à la constitution d'une sorte d'androgynie. Dévoués l'un et l'autre au parti constitutionnel, mêlant d'une façon assez étrange l'amour et la politique, ces deux être avaient mis en commun toutes leurs idées. » *Un ouvrage inédit de Mme de Staël. Les Fragments d'écrits politiques* (1799), Paris, Plon-Nourrit, 1904, p. 75.

contre ses propres insuffisances. Dans les deux cas également, il accepte l'entorse faite à la légalité, alors qu'il est pleinement conscient du fait que les principes établis d'une manière aussi douteuse n'inspirent à l'opinion qu'une confiance mitigée. Le problème est également de savoir s'il lui reste une échappatoire : refuser la réforme de la constitution à cause de son prix, reviendrait en quelque sorte à renier cinq ans d'activité claironnante au service d'un idéal. Mais aux dépens de celui-ci, Constant apprend qu'il n'y a pas d'engagement sans compromission ni mains sales.

Il désavouera plus tard cette attitude. Ses *Principes de politique*, rédigés dans un demi-exil et dans une période d'éloignement des affaires publiques, peuvent à certains égards être interprétés comme un examen de conscience, bien que cette œuvre n'ait pas du tout le ton d'un *confiteor*. Dans le troisième chapitre de ce travail, nous étudierons précisément le cheminement qui conduit Benjamin Constant, depuis le 18 brumaire, au renoncement et à l'abandon d'un engagement trop partial et trop exclusif, au profit d'une réflexion plus mûre et de ce qu'il appellera lui-même l'esprit d'examen.

Après cette revue des premiers textes politiques de Constant, confrontés chaque fois au contexte qui les a vus naître, il convient maintenant de considérer cet ensemble d'œuvres de jeunesse et d'en résumer brièvement les caractéristiques majeures.

À l'exception des *Lettres à un député*, tous les écrits du Directoire conservent une unité de vue et d'opinion qui contraste avec les hésitations de la période brunswickoise. Cet homme, qui depuis son enfance et sa vie durant est obsédé par la crainte de gaspiller son temps et ses talents, trouve, dans l'engagement politique, une raison d'être et un but à une existence jusqu'alors trop dispersée. Ainsi, derrière la sincérité de son enthousiasme et de son ralliement, on sent le besoin profond de la stabilité, la recherche d'un sol ferme et d'une amarre ; on perçoit encore l'angoisse de ne pas toucher au port et de ne pas trouver la sécurité.

Ses premiers livres respirent une conviction de prosélyte, qu'il se hâte de faire partager ; il y a dans sa conception de l'action politique un côté missionnaire et frère prêcheur peu accusé mais réel. Très imbu du rôle de l'écrivain dans la société, il espère susciter une opinion, créer un parti capable de s'opposer à la fois au royalisme et au terrorisme. Il compte grouper les « honnêtes gens » modérés, leur faire prendre conscience de leurs droits, de leurs devoirs et de leurs intérêts communs ; il se sent très proche par les sentiments et par l'esprit d'une classe qui, comme lui mais pour d'autres raisons, a besoin de repos et de stabilité. Plutôt que d'en faire les spectateurs muets d'un combat que se livrent les seuls extrémistes, il veut au contraire faire du juste-milieu un groupe dynamique et

militant. Constant n'a cependant pas la tâche facile. Ceux à qui il s'adresse sont précisément las et découragés par des années de luttes intestines ; aucun slogan, aucune doctrine ne les intéressent. Rêvant d'une république des lettres et des talents dominée par les « hommes de génie », Constant prend sa mission à cœur et compte bien stimuler ces sceptiques en leur enseignant, en leur réapprenant les véritables principes, que les troubles et les factions ont obscurcis et même faussés. Il y a en effet tout un aspect didactique de son œuvre, qui n'a pas encore été étudié ; nous avons signalé, en passant, son goût pour l'apologue, pour certaines métaphores, mais une analyse plus systématique de son style révélerait le ton, un peu pédant parfois, du maître s'adressant à ses élèves.

Cependant, il n'est pas le seul à vouloir rallier les indécis. Son concurrent le plus dangereux, c'est l'opinion réactionnaire, qui parle d'or en présentant les anciennes institutions comme les plus aptes à procurer le calme et la durée, qu'ont perturbés toutes les « folies » révolutionnaires. Contre leur propagande rétrograde, Constant oppose une autre propagande qui réhabilite les hommes et les idées qui ont fait la Révolution. Il participe à ce second souffle de l'esprit philosophique des lumières, en défendant les *principes* contre les *préjugés*. C'est un débat avant tout idéologique, quoique se dessine peu à peu une évolution qui pousse Constant à s'intéresser de plus en plus aux problèmes moins abstraits des institutions. Car, dès que les événements semblent donner un démenti à certaines de ses théories, quand en particulier il se trouve obligé de reconnaître ce paradoxe que seule une violation de la constitution permet de la sauver, il ne lui reste plus qu'à prouver que les institutions seules sont en cause et qu'une simple révision suffira pour rétablir le régime sur sa base qui est saine. Constant aurait pu prendre à son compte ce mot d'Amaury Duval : « On ne renverse pas une colonne parce qu'on lui donne un autre chapiteau. »²⁴⁷

Face à ses adversaires, Constant souffre d'un lourd handicap : c'est un homme nouveau, un homme de l'extérieur, qui n'a vu la Révolution que de loin et qui vient prêcher l'oubli du passé et l'indulgence à ceux qui, dans leurs biens et dans leurs affections, ont gravement souffert de ces bouleversements. Et il mène en plus sa croisade contre la réaction sur un ton et avec une assurance tels qu'ils ne peuvent que blesser l'amour-propre de nombreux lecteurs. Le moins qu'on puisse dire c'est que ses écrits, autant à cause du talent que des invectives, ne laissent pas ses contemporains indifférents. Or la perspective dans laquelle nous étudions Constant sous

²⁴⁷ Dans un article de la *Décade*, 10 brumaire an VIII (1er novembre 1799) cité par Marc Régaldo, *op. cit.*, p. 439.

le Directoire est particulière du fait que la plupart des sources lui sont hostiles. Peu diplomate, Constant ne ménage pas ses ennemis, qui le lui rendent bien. Ainsi la presse royaliste avant le 18 fructidor et jacobine après cette date ne sont pas tendres à son égard. Ceux qui ont laissé des témoignages (Joubert, Montesquiou, Montmorency) détestent souvent plus le personnage que ses idées. D'autre part, les insultes de certains journaux subsistent, tandis qu'on ignore tout des conversations qui suivirent la réconciliation entre Constant et Bertin ou Sibuet. Des malentendus autant que des divergences d'opinion séparent un Dupont de Nemours ou un Roederer de Constant. Quant aux comptes rendus qui lui sont favorables, ils sont généralement jugés peu objectifs, parce qu'ils proviennent de journaux gouvernementaux, émargeant aux fonds secrets, comme le *Moniteur* ou la *Sentinelle*.

Sans doute, Constant est rejeté par une partie de l'intelligentsia, qui n'apprécie pas son caractère, ni sa tournure d'esprit et surtout qui ne le comprend pas et reste ancrée dans ses préjugés et ses partis-pris. Mais incontestablement, Benjamin a un public qui l'estime pour son talent et qui partage ses idées. Ses livres se vendent bien,²⁴⁸ une foule immense, selon la presse,²⁴⁹ applaudit à son *Discours pour la plantation de l'arbre de la liberté* ; au cours des réunions du Cercle constitutionnel, il doit être écouté, et ses conseils suivis. Mais tout ce courant favorable de l'opinion n'a pas laissé de traces et seuls quelques indices permettent de dire qu'il n'était pas insignifiant. Ses amis Riouffe, Jullian, Bergoeing n'ont rien dit à son sujet et l'on commence seulement à voir un peu plus clair dans les relations qu'il entretenait avec les rédacteurs de la *Décade* et avec les Idéologues.

Ainsi, non seulement la documentation à disposition est un peu trompeuse et déformante, mais l'étude de Constant sous le Directoire se complique encore du fait que cette période a mauvaise presse auprès des historiens.²⁵⁰ Entre les moments plus retentissants ou plus exaltants de la Révolution et de l'Empire, les années 1795-1799 apparaissent comme une transition morne, où l'on voit une bourgeoisie revancharde se dépêcher de mettre la main sur les

²⁴⁸ Seul le général de Montesquiou prétend le contraire, mais il avoue aussi sa prévention contre l'auteur. Dorette Berthoud, *op. cit.*, pp. 294 et 297.

²⁴⁹ Le *Conservateur*, 2e jour complémentaire an V (18 septembre 1797), p. 141. Le *Journal de Paris*, 2 vendémiaire an VI (25 septembre 1797), pp. 7-8.

²⁵⁰ Denis Woronoff dit en effet : « Il se dégage en effet de ces cinq années une impression de médiocrité confuse, celle d'un interrègne sans éclat. Au reste, discréditée ou délaissée, la révolution finissante n'a guère connu la faveur des historiens. » *Op. cit.*, p. 7.

postes-clé et de s'assurer définitivement une hégémonie un instant contestée par la démocratie montagnarde. Dans ce contexte, l'ami de Mme de Staël, de Talleyrand et de Barras est rangé du côté des intriguants, des profiteurs du régime et des porte-parole d'une classe conquérante, pressée de jouir de ses prérogatives. S'il n'est pas impossible d'envisager l'étude de la pensée constantienne sous cet angle, du moins une grande prudence est de rigueur, pour éviter certains présupposés. Nous avons déjà dit combien tendancieuses sont à ce propos les interprétations de Henri Guillemin. Albert Mathiez, à propos d'un détail, n'a pas été non plus exempt d'une partialité bien inutile. Cependant et à y regarder de près, la défense de la propriété n'est pas un élément aussi essentiel dans les écrits de Constant, qu'ont bien voulu le dire ces auteurs. Et en cela, il ne ferait d'ailleurs pas preuve d'une grande originalité. Enfin, quand bien même on prouverait qu'il est l'apôtre de l'idéologie bourgeoise, cela ne serait d'aucune aide pour comprendre les multiples nuances qui le séparent d'un Dupont de Nemours, par exemple, ou de toute une série de réactionnaires, qui seront sous l'Empire les cadres d'une société spécifiquement bourgeoise.

En fin de compte, l'analyse des textes sortis de la plume de Constant permet seule de se dégager d'une historiographie souvent contraignante et du fatras anecdotique, que le ressac des biographies ramène toujours à la surface. Ces brochures ne doivent pas être considérées uniquement comme des écrits de circonstance. Ainsi que n'importe quelles œuvres, elles sont évidemment dépendantes du contexte qui les a vues naître ; et en cela elles méritent d'être chaque fois correctement situées. Mais Constant a voulu développer des idées universellement valables. Tous ses livres, jusqu'à ses discours, reposent sur la même trame, sur le même système logique et cohérent : la toute-puissance des idées, leur évolution dans le sens de l'égalité, la correspondance nécessaire entre les idées et les institutions (théorie qui permet à Constant d'expliquer les causes des révolutions et des réactions), sans oublier la prépondérance de l'homme de génie dans la société. Cette dernière revendication est beaucoup plus importante que la défense de la propriété et elle fait de Constant un représentant distingué de cette époque, que Paul Bénichou a si bien nommée celle du « sacre de l'écrivain ».²⁵¹ Nous ne voulons nullement prétendre que Constant développe une philosophie originale ou qu'il devient le maître à penser d'une nouvelle

²⁵¹ Paul Bénichou, *Le sacre de l'écrivain, 1750-1830*, Paris, J. Corti, 1973. Dans son *Discours* du 27 février 1798, Constant prononce cette phrase caractéristique à cet égard : « Les actions s'interprètent ; les écrits sont immuables. La valeur des généraux, la souplesse des ministres peuvent servir également la tyrannie et la liberté. La pensée seule est rebelle à la séduction,

école. Il a surtout le mérite d'avoir défendu et relancé des thèses qui étaient battues en brèche par la majorité de l'élite d'alors. Il est intervenu avec courage et beaucoup de talent pour endiguer un courant hostile aux lumières. Il a cru avec candeur que le seul fait d'asséner la vérité à coup de brochures suffirait. Mais il a fallu employer la force pour venir à bout de l'esprit réactionnaire et cette alliance contre nature entre la force et les idées devait forcément porter préjudice à celles-ci. Constant l'avait pressenti déjà sous le Directoire, mais il en fera l'expérience sous le Consulat et l'Empire.

comme à la crainte. Jamais le despotisme ne peut la rendre son instrument et de là vient la haine dont tous les oppresseurs l'honorent. » *Moniteur*, 11 mars 1798, p. 686.

Chapitre III

L'EXPÉRIENCE TRIBUNITIENNE ET LA COMPOSITION DES TRAITÉS POLITIQUES 1800-1806

I. — *Benjamin Constant et le 18 Brumaire ; sa nomination au Tribunal*

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que la succession des coups d'Etat avait convaincu Benjamin Constant de la nécessité d'une réforme de la Constitution de l'an III, dont les rouages étaient à ce point grippés que le régime ne pouvait échapper que par la force aux tentatives réactionnaires ou jacobines. Le manque de document n'a pas permis de préciser quelle était la nature exacte du révisionnisme de Constant ni depuis quelle date il songeait effectivement aux modalités d'une refonte constitutionnelle. Il formula sans doute ses idées sur la question dans son « Commentaire » à la traduction de Godwin, mais la première version de ce texte ne nous est pas parvenue.

Cependant, c'est dès l'entrée de Sieyès au Directoire, le 16 mai 1799, que Constant attache ses pas à ceux de l'abbé, qui n'a jamais caché son aversion pour la Constitution de l'an III et qui passe alors, avec son entourage, pour le champion des révisionnistes. « J'ai beaucoup connu Sieyès, sans avoir eu précisément avec lui de relations intimes », dira Constant, en 1830, dans ses *Souvenirs historiques*, en précisant : « mais je l'ai vu presque chaque jour, depuis son entrée au Directoire jusqu'au 14 brumaire. »¹ Quel rôle Constant joue-t-il parmi les clients du Directeur ? Henri Monod, l'homme politique vaudois, le présente à F.C. de La Harpe comme l'« homme

¹ Benjamin Constant, *Souvenirs historiques*, Première Lettre, *Revue de Paris*, t. XI, 1830, p. 119. Il précise plus loin : « Lorsqu'il [Sieyès] revint de Prusse, je me hâtai de réclamer son ancien accueil. Je prévoyais que l'ordre établi depuis quatre ans serait modifié et que Sieyès serait le principal moteur de cette modification. Je croyais à la possibilité d'une République et je cherchais avec anxiété les présages de sa destinée dans la conversation de l'homme dont la tête me semblait devoir la contenir. » *Ibid.*, Deuxième Lettre, t. XVI, p. 111.

de Sieyès [qui] lui fait ses discours »² ; Honoré Declercq, député au Conseil des Cinq-cents, le dénonce — à Sieyès précisément, ce qui ne manque pas de piquant — comme celui qui « a prôné ouvertement l'incohérence de la Constitution de l'an III, la nécessité de la renverser en la rétablissant toutefois [...] sur les mêmes bases mais dans une autre distribution ».³ Cela ne nous apprend pas grand-chose et on ignore de même quels sont les sentiments de Sieyès à l'égard de Constant. Il est permis de penser toutefois que l'ancien constituant apprécie les talents du jeune publiciste, qui a défendu pendant quatre ans des idées proches des siennes. Mais, en plus de leurs affinités politiques, il est probable qu'un autre élément soit intervenu, pour sceller leur entente. Mme M. Adler-Bresse apporte en effet, dans une thèse récente, des lumières nouvelles et tout à fait convaincantes sur les démarches mal connues et contestées que Sieyès avait entreprises, pour rétablir la monarchie en France au profit d'un prince allemand, en l'occurrence le duc de Brunswick.⁴ Dans ces circonstances, Sieyès ne se serait-il pas attaché Constant d'autant plus volontiers que celui-ci avait été chambellan dans cette petite cour germanique et qu'il aurait pu devenir, le cas échéant, un conseiller utile grâce à ses connaissances et à ses anciennes relations ? Cela serait vraisemblable mais aucune confirmation n'est encore venue vérifier cette hypothèse. Constant ne semble d'ailleurs pas avoir été au courant des tractations diplomatiques de l'abbé, sinon par quelques insinuations malveillantes de la presse jacobine, qui accusaient Sieyès d'être vendu aux Prussiens.⁵ Son républicanisme encore fervent à cette époque ne lui aurait pas permis de s'engager en toute connaissance de cause dans des manœuvres aussi compromettantes.

Quelque étroites qu'aient été les relations entre Sieyès et Constant, ce dernier semble avoir tout ignoré des préparatifs du coup d'Etat. Peu de personnes d'ailleurs étaient dans le secret et, les jours précédant l'événement, du 14 au 17 brumaire, Constant était allé à la rencontre de Mme de Staël de retour en France. Ils arrivent à Paris le 18 au soir (9 novembre) et le lendemain, Constant assiste,

² Lettre du 27 novembre 1799, BCU, Fds La Harpe, J 156. Il n'y a guère que le discours du 10 août 1799 que Constant aurait pu rédiger pour Sieyès. Selon Daunou, les derniers discours de l'abbé ont été composés par Desrenaudes, cf. Paul Bastid, *Sieyès et sa pensée*, Paris, Hachette, nouv. éd. rev. et augm. 1970, p. 660, n. 2 de la p. 322.

³ Etienne Hofmann, Sur le « révisionnisme » constitutionnel avant le 18 brumaire, *Etudes de lettres*, t. II, N° 3, juil.-sept. 1979, p. 1.

⁴ Marcelle Adler-Bresse, *Sieyès et le monde allemand*, Lille, Université de Lille III, Paris, H. Champion, 1977, t. I, pp. CCXXII-CCXLV.

⁵ *Ibid.*, p. CCXXIII.

à Saint-Cloud, à « l'écroulement » du Directoire.⁶ C'est sans doute de cet endroit qu'il livre à Sieyès ses premières impressions et ses premières craintes :

Citoyen Directeur,

Après le premier sentiment de joie que m'a inspiré la nouvelle de notre délivrance, d'autres réflexions se sont présentées à moi. Peut-être y attaché-je trop d'importance mais je vous conjure de les lire ; je crois le moment décisif pour la liberté. On parle de l'ajournement des Conseils. Cette mesure me paraîtrait désastreuse aujourd'hui, comme détruisant la seule barrière à opposer à un homme que vous avez associé à la journée de hier, mais qui n'en est que plus menaçant pour la république ; ses proclamations, où il ne parle que de lui, où il dit que son retour a fait espérer qu'il mettrait un terme aux maux de la France, m'ont convaincu plus que jamais que dans tout ce qu'il fait il ne voit que son élévation. Il a cependant pour lui les généraux, les soldats, la populace aristocratique, et tout ce qui se livre avec enthousiasme à l'apparence de la force. La république a pour elle, Vous, et certes c'est beaucoup, et la représentation, qui, mauvaise ou non, sera toujours propre à mettre une digue aux projets d'un individu, et qui seule peut prononcer de ces décrets nécessaires, en cas de tentative d'usurpation, que n'oseraient ou ne pourraient prononcer deux commissions d'inspecteurs, peu nombreuses, et bien moins appuyées de souvenirs et de force morale que le Corps législatif. Conservez donc, s'il se peut, cette force collective, dont la partie viciée sera paralysée par la journée de hier, et dont l'ensemble vous suivrait merveilleusement dans sa lutte probable que vous et la République aurez bientôt à soutenir. Je sens qu'il est inutile de développer une idée qu'on vous a soumise ; il est peut-être ridicule de prétendre vous en suggérer. Mais je brave le ridicule pour vous et la liberté, et je répète, qu'il y aura lieu peut-être de la défendre contre B[onaparte] et que dans l'état de l'esprit national, pour lutter contre un individu comme B[onaparte] il faut être appuyé d'un corps.

Salut, respect, dévouement.

B.C.⁷

Cette lettre n'est pas datée. Cependant les allusions à la « journée de hier » font penser qu'elle a été écrite le 19 brumaire (10 no-

⁶ La chronologie fournie par Constant lui-même dans ses *Souvenirs historiques* est fautive ; il dit en effet : « Du 14 au 17 [brumaire], j'étais allé au-devant d'une amie toujours proscrite et je n'ai su les préparatifs immédiats d'une journée prévue dès longtemps que le 17 [en fait le 18] au soir. Le 18 [en fait le 19] au matin, spectateur plutôt que complice, je courus à Saint-Cloud, non sans incertitude et douleur, et je contemplai l'écroulement pour quatorze années de tout gouvernement représentatif. » *Op. cit.*, t. XI, p. 119. Sur le retour de Mme de Staël à Paris et sur la chronologie précise de l'emploi du temps de Constant, cf. *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 246.

⁷ A.N. 284 AP 16, dossier N° 5. Lettre inédite, présentée par Mme Suzanne d'Huart à la Société des études staëliennes, le 24 mai 1975.

vembre 1799). Il est même possible, croyons-nous, de préciser à quel moment Constant envoie ce message. En effet, vers les sept heures du soir, après la fameuse intervention de la troupe dans le Conseil des Cinq-cents et la dispersion des députés hostiles au coup d'Etat, une commission du Conseil des Anciens nomme les trois Consuls provisoires : Bonaparte, Sieyès et Ducos. Puis, la séance est levée. Elle reprend après le dîner, à neuf heures et c'est alors que Chazal propose l'ajournement des Conseils pendant six semaines et la création de deux commissions législatives.⁸ C'est peut-être pendant l'interruption de séance que Constant apprend que certains députés ont l'intention de demander l'ajournement des Conseils. Alarmé par ce bruit, il se décide à intervenir auprès de Sieyès et lui adresse la lettre qu'on vient de lire. Celle-ci permet de mieux comprendre l'état d'esprit de son auteur à l'aube du Consulat.⁹ Très vite, son enthousiasme ou, comme il le dit lui-même, sa « joie » devant la « délivrance » est partagée par la crainte de voir s'établir un régime despotique et militaire. Il admet le coup d'Etat à condition que cette mesure débouche sur une nouvelle légalité et non pas sur une usurpation du pouvoir par un seul homme ; il dénonce avec beaucoup de perspicacité les ambitions de Bonaparte. Contre un homme d'une telle envergure et qui a l'opinion pour lui, il faudrait prévoir un contrepoids : Constant estime alors salutaire pour la république et la liberté de conserver le Corps législatif. Ceci prouve encore une fois combien était fausse l'opinion d'A. Mathiez, qui voulait absolument voir chez Constant un apologiste du pouvoir fort et concentré, pour autant qu'il garantisse la propriété. Cette lettre à Sieyès montre bien, au contraire, qu'il est avant tout partisan de l'équilibre entre les pouvoirs, surtout au moment où surgit une personnalité marquante, charismatique, qui attire tous les regards et provoque toutes les ambitions. En fructidor an V, il avait redouté surtout l'arbitraire du pouvoir ; en brumaire an VIII, il a peur pour la légitimité de l'autorité : un homme, fort de sa gloire et de son génie, peut profiter des circonstances pour escamoter la république et ceci non dans l'intérêt d'une faction, royaliste ou jacobine, mais à son propre

⁸ Albert Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, t. I, *La Genèse du Consulat, Brumaire, la Constitution de l'an VIII*, Paris, Plon, 1903, pp. 390-402, et Paul Bastid, *Sieyès...*, *op. cit.*, p. 246.

⁹ L'attitude de Constant au début du Consulat a été souvent interprétée à tort comme celle d'un homme qui a accepté sans condition le coup d'Etat du 18 brumaire ; Jean Baelen, par exemple, se demande : « Mais comment ce coup d'Etat avec ses péripéties dramatiques et son aspect brutal n'a-t-il pas tout de suite ouvert les yeux d'observateurs, qui comme Constant et Mme de Staël, malgré un certain opportunisme, demeuraient attachés aux libertés politiques ? » *Op. cit.*, p. 103.

usage. Ainsi, dès le départ du nouveau régime et même bien avant que celui-ci ne soit officiellement établi, Constant se place d'emblée parmi les réticents et ceux qui craignent d'être floués dans leurs espoirs d'une meilleure constitution républicaine. Les faits allant peu à peu confirmer ses premières impressions, son enthousiasme va s'éteindre et laisser la place à l'inquiétude et à une certaine résignation. On observe indéniablement un changement dans son attitude politique et dans la conception qu'il a de son propre rôle : la situation politique ayant évolué, il ne s'agit plus pour lui de défendre la république contre la réaction, mais la liberté contre la volonté de puissance. Le militant républicain se mue en opposant libéral. Certes, cette métamorphose ne se fait pas en un jour ; nous en avons déjà relevé les prémices durant le Directoire, mais l'avènement de Bonaparte déclenche chez Constant un réflexe d'auto-défense, provoque une attitude nouvelle qui, conceptualisée, théorisée, débouchera sur la formulation d'un corps de doctrine libérale.

On le devine sans peine : l'intervention de Constant auprès de Sieyès n'a aucun effet. L'influence de Bonaparte éclipse celle de ses collègues. La nouvelle constitution, promulguée le 24 frimaire an VIII (15 décembre 1799), corrobore les craintes de Constant quant à l'effacement du pouvoir législatif : la confection des lois appartient désormais à trois organes, le Conseil d'Etat, le Tribunat et le Corps législatif, qui se partagent respectivement l'initiative, la discussion et le vote des projets de loi. Cette procédure en trois temps, cette répartition des compétences affaiblissent nécessairement le législatif, d'autant plus que les membres de ces chambres sont désignés par un Sénat à la dévotion du maître et non pas élus par le peuple. Seul le Tribunat, qui conserve une fonction délibérative, peut encore émettre des critiques à l'égard des lois existantes ou des actes du gouvernement, mais ne peut prononcer que des vœux (d'acceptation ou de rejet) après l'examen des lois que le Conseil d'Etat rédige et que le Corps législatif lui soumet.

C'est néanmoins dans ce dernier refuge de l'éloquence politique que ceux qui désirent encore s'exprimer espèrent trouver une place. C'est pourquoi, le 15 novembre et le 13 décembre,¹⁰ Constant

¹⁰ Ces lettres sont reproduites dans Henri Guillemin, *op. cit.*, pp. 276-279. La première de ces lettres, datée du 24 brumaire an VIII (15 novembre 1799) a déjà été publiée par Victor Glachant, *Benjamin Constant sous l'œil du guet*, Paris, Plon, 1906, pp. 310-311 (désormais cité : Glachant) et par Gabriel Vauthier, Une lettre inédite de Benjamin Constant, *Annales révolutionnaires*, t. XIII, 1921, pp. 413-418. Curieusement, G. Vauthier, qui ne s'était pas aperçu que cette lettre n'était plus inédite, estimait qu'elle avait été adressée à Bonaparte, alors qu'elle porte de manière ostensible l'en-tête suivant : « Au citoyen Sieyès, Consul de la République française, pour lui

s'adresse à Sieyès qui, relégué à la présidence du Sénat, a obtenu en guise de compensation la haute main sur les nominations dans les assemblées législatives.¹¹ Une légende tenace, qui tire son origine de quelque témoignage malveillant, présente Constant rampant successivement aux pieds de Bonaparte et de Sieyès pour tenter de leur arracher une place si longtemps attendue.¹² En fait, Constant n'a pas tellement besoin de quémander : Sieyès, cherchant à placer ses amis et ses alliés de la veille du 18 brumaire, il est normal qu'il songe à Benjamin¹³ ; et si celui-ci doit attendre jusqu'au 24 décembre sa nomination au Tribunat, c'est que l'ancien Directeur doit également s'occuper de sa propre situation et de celle d'une clientèle assez nombreuse : remanier le personnel politique n'est pas une petite affaire. De plus, la candidature de Constant ne va pas de soi et soulève sans doute quelques oppositions ; ses ennemis, qui sont fort nombreux, peuvent faire surgir la question de sa nationalité.¹⁴ Selon

seul. » Tout le commentaire de G. Vauthier, du reste hostile, tombe à cause de sa méprise.

¹¹ Paul Bastid, *Sieyès...*, *op. cit.*, p. 257, et Jean Baelen, *op. cit.*, p. 106.

¹² L'anecdote est racontée par Chabaud-Latour à Aimé Martin, qui la rapporte dans ses *Souvenirs inédits* parus dans l'*Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, t. XXIX, N° 642, 20 janv. 1894, col. 87-88. Albert Vandal (*op. cit.*, pp. 549-550) et Paul Gautier (*Madame de Staël et Napoléon*, Paris, Plon-Nourrit, 1903, pp. 29-30) ont répété les propos d'Aimé Martin en leur accordant tout leur crédit. Paul Gautier commente même : « A un grand talent, à un amour sincère de la liberté, Constant joignait un désir effréné de parvenir et une absence presque totale des scrupules qui arrêtent assez souvent le commun des hommes. » Henri Guillemin, qui fait pourtant flèche de tout bois quand il s'agit de Constant, reconnaît lui-même que l'anecdote de Martin est « suspecte » (*op. cit.*, p. 278). Quant à Jean Baelen (*op. cit.*, p. 106) et à Paul Bastid (*Benjamin Constant...*, *op. cit.*, p. 153), ils sont d'avis que ce ragot est sans valeur. Enfin, la général Bertrand évoque dans son *Journal*, le 27 janvier 1821, la nomination de Constant au Tribunat et prétend que c'est Bonaparte qui insista pour que Benjamin fit partie d'une assemblée, contre l'avis de Sieyès qui le tenait pour un intrigant. *Journal du général Bertrand, Cahiers de Sainte-Hélène*, janvier 1821-mai 1821, publié par Paul Fleuriot de Langle, Paris, Ed. Sulliver, 1959, t. III, pp. 50-51. Le rapport de Bertrand est pour le moins douteux.

¹³ Dans son *Histoire du Directoire*, Proper de Barante déclare : « Chénier, Bailleul, Chazal, Ginguené, Benjamin Constant, Andrieux, Jacquemont, Daunou, qui n'avaient voulu être ni Sénateurs ni Conseillers d'Etat, furent choisis [comme Tribuns] par l'influence de Sieyès ; non pas qu'il cherchât à créer un parti hostile au gouvernement, mais pour ne pas laisser dans l'oubli et hors du monde politique ses amis et son entourage. » Paris, Didier, 1855, p. 575.

¹⁴ C'est précisément pour circonvenir cette objection qu'il écrit à Sieyès le 13 décembre 1799 en arguant qu'il est Français-né depuis la réunion de Genève à la France. Sur ses démarches pour se faire reconnaître Genevois donc Français, voir : Edouard Chapuisat, *La Municipalité de Genève pendant la domination française*, Genève, Kündig, 1910, t. II, pp. 11, 80-82, et Eugène

le *Journal inédit de Sainte-Hélène*, Bonaparte lui-même est réticent.¹⁵ Toutefois, soit que l'avis de Sieyès l'emporte, soit que Bonaparte se laisse convaincre par son frère Joseph, auquel Mme de Staël a probablement vanté les mérites de Benjamin,¹⁶ celui-ci obtient finalement ce qu'il désirait depuis si longtemps et avec tant d'ardeur : une tribune où il puisse faire valoir son talent.

Encore une fois, nous ne croyons pas qu'il faille voir dans cette ambition quelque âpreté aux gains ou la cupidité d'un esprit aventurier. Constant a besoin d'une certaine considération ; il lui est nécessaire de jouer un rôle qui soit à la mesure de son talent et de ne plus rester sur la touche, en proie aux attaques de ses adversaires politiques ; il lui faut une amarre, un point fixe où se raccrocher. Durant le Directoire, il avait cru le trouver dans sa croisade contre la réaction et en faveur des principes, mais son origine étrangère qu'on lui reproche à tout moment venait compromettre ses espérances. Le Tribunat lui apporte la reconnaissance implicite de la nationalité française et lui procure une attache supplémentaire. Et puis aussi, l'enthousiasme qui l'avait soutenu au début de sa carrière s'est peu à peu émoussé et flétri ; il trouve alors dans la « mission » qui lui est confiée une nouvelle raison d'être, compensant la perte de cet élan, qui caractérisait les premières années de son activité politique. C'est sur un ton un peu désabusé, résigné qu'il écrit

Ritter, Une assertion aventurée de Benjamin Constant, *Revue historique vauchoise*, sept. 1917, N° 9, pp. 286-288.

¹⁵ « Après le 18 brumaire, Joseph me tourmenta pour faire nommer Benjamin Constant au Tribunat. Je ne voulais pas d'abord ; mais je finis par céder ; j'en écrivis à Lebrun et Benjamin fut nommé. » Gaspard Gourgaud, *Sainte-Hélène, Journal inédit de 1815 à 1818*, Paris, s.d., t. II, p. 133. Cette version des faits est en contradiction avec ce que rapporte le général Bertrand (cf. n. 12). Quant à ce que dit Las Cases à ce propos, cela n'emporte pas du tout la conviction : « Lors de la formation du Tribunat, [Constant] employa les plus vives sollicitations près du Premier Consul pour s'y trouver compris. A onze heures du soir, il suppliait encore à toute force ; à minuit et la faveur prononcée, il était déjà relevé jusqu'à l'insulte. » *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, Le Seuil, 1968, p. 49.

¹⁶ Mme Jasinski déclare à ce sujet : « On le sait, Mme de Staël ne fut pas étrangère à la nomination de Benjamin Constant au Tribunat. » *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 247. C'est en effet ce que les biographes ont répété sans fournir de textes attestant les démarches de Germaine. Aimé Martin dit que c'est elle qui alla trouver Chabaud-Latour ; mais ce témoignage, nous l'avons dit, n'est pas sûr. Abraham Furtado, dans ses *Souvenirs*, observe que Mme de Staël faisait tout pour caser Benjamin (*La Révolution française*, t. LXIX, 1916, p. 547). Il semble plus vraisemblable qu'elle se soit adressée à Joseph Bonaparte pour appuyer la candidature de Constant, car elle était en bons termes avec le frère du Premier Consul ; toutefois nous n'avons aucune confirmation de son intervention.

à sa tante, le 20 janvier 1800, pour lui faire part de ses nouvelles fonctions :

Les journaux vous auront appris, ma chère tante, ce qui est advenu de moi. Je l'ai beaucoup désiré, non comme bonheur, en est-il dans la vie ? mais comme occupation, comme occasion de remplir un devoir, ce qui est la seule manière de repousser le poids de l'incertitude, des souvenirs et des inquiétudes, partage éternel de notre triste et passagère nature. Ceux pour qui le plaisir a de l'attrait, pour qui la nouveauté existe encore et qui ont conservé l'heureuse faculté de s'intéresser n'ont pas besoin des affaires, mais lorsque la jeunesse physique et morale a fui, il faut une carrière pour avoir une route à suivre, il faut avoir reçu la mission formelle de faire le bien pour ne pas s'abandonner au découragement et à l'apathie. Je l'ai reçue cette mission et je tâcherai de la remplir.¹⁷

Sans doute, le désenchantement qui ressort de cette lettre est dû en grande partie aux déboires consécutifs à ses premiers discours au Tribunat, qui lui valent la réprobation presque unanime du public fatigué des discussions politiques et qui ne demande qu'à se courber devant le nouveau pouvoir. Mais, il faut tout de même observer la résurgence d'un thème habituel chez Constant : la peur de l'incertitude, des fluctuations et de tout ce qui n'est pas stable et fixe. Cette angoisse revient à chaque tournant de la vie de Benjamin ; nous l'avons vu en 1794. Mais il avait trouvé alors, dans son amour pour Germaine, dans son ambition et dans son activisme, une façon d'échapper à ce vertige. En 1800, il faut à cet homme, plus mûr et plus blasé, un autre exorcisme : il le trouve dans l'*occupation*, le *devoir*, les *affaires*, en un mot la *mission*. La différence entre l'état d'esprit de 1794 et celui de 1800 est très clairement notée dans la lettre à sa tante, car il dépeint précisément son propre cas et son ancienne mentalité en parlant de « ceux pour qui le plaisir a de l'*attrait*, pour qui la *nouveauté* existe encore et qui ont conservé l'heureuse faculté de *s'intéresser*... » . Cette aptitude lui fait défaut maintenant ; il a perdu le ressort, la volonté de l'engagement pour une cause. Avant aussi, bien sûr, il avait conscience d'une mission à remplir, mais il se l'était donnée lui-même, tandis qu'il la reçoit dorénavant. D'actif, son rôle devient en quelque sorte passif, ou du moins c'est ainsi que le jeune tribun le conçoit au début du Consulat. Nous verrons s'il n'y a pas lieu de nuancer cette opinion et d'observer une polarisation différente de son engagement politique. Constatons seulement qu'une nouvelle période s'ouvre pour lui, dont il faut brièvement esquisser les principaux caractères.

¹⁷ Lettre du 30 nivôse an VIII (20 janvier 1800). Mélégar, pp. 298-299, corrigé sur l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17269, f° 85). Le texte de Mélégar comporte de graves omissions et inexactitudes.

II. — Caractères principaux de la période 1800-1806

A première vue, la désapprobation du nouveau régime est en contradiction avec la précédente attitude de Benjamin Constant. En effet, cet écrivain qui, pendant quatre ans et dans presque tous ses écrits, avait attaqué ces « hommes scrupuleux, vétilliers et mécontents », ces « pyrrhoniens politiques », parce qu'ils s'en prenaient au gouvernement, devient lui-même un antagoniste au même titre, pourrait-on croire, que ses anciens adversaires. En fait, il n'en est rien. Constant ne change pas plus de camp qu'il ne renie son passé. Il reste incontestablement fidèle aux mêmes idéaux et aux principes qu'il avait défendus. Il s'était, on s'en souvient, rallié au Directoire, parce que celui-ci était à ses yeux la seule défense du républicanisme contre l'esprit réactionnaire. En 1800, le danger d'une contre-révolution est pratiquement écarté, mais une nouvelle menace se présente : la dictature, d'autant plus redoutable que l'opinion est consentante. La situation est donc inverse pour Constant : sous le Directoire, il s'agissait de défendre le gouvernement, au nom des principes et contre une certaine opinion ; sous le Consulat et l'Empire il faut plutôt défendre les principes, contre le gouvernement et malgré l'opinion.

L'élément nouveau, qui a modifié les calculs des républicains modérés, c'est évidemment l'entrée en scène de Bonaparte. Sûr de son prestige militaire, jouissant même auprès des intellectuels d'une réputation d'ami des lumières, le général ne s'est pas contenté de jouer le rôle d'instrument que lui voulait Sieyès. Il sut se glisser entre les partis et bénéficier des dissensions existantes, pour rallier tout le monde (ou presque) à son drapeau. Constant n'a pas été dupe longtemps ; sa lettre du 19 brumaire le montre clairement. Il est même probable qu'il se méfiait déjà depuis quelque temps ; souvenons-nous en effet de ce qu'il disait dans son *Discours pour la plantation d'un arbre de la liberté* à propos de la suprématie des lumières sur la force des armes.¹⁸ Mais, s'il reste évident que le pouvoir personnel de plus en plus despotique de Bonaparte est l'élément qui fit basculer définitivement Constant dans l'opposition, il ne faudrait toutefois pas mal interpréter les intentions du tribun et ne voir dans son attitude qu'un défi lancé à la tête du Premier Consul. Paul Gautier, par exemple, accuse Mme de Staël de manque de tact et de reconnaissance envers l'homme à qui elle doit son séjour parisien ; elle aurait, « avec une rare inconscience », décidé de « commencer l'attaque »¹⁹ ; elle serait donc l'âme d'une « petite conspi-

¹⁸ Cf. Ch. 2, p. 154.

¹⁹ Paul Gautier, *op. cit.*, p. 34.

ration »²⁰ qui se trame dans le Tribunat ; c'est elle alors qui inspire et suscite le premier discours de Constant, pièce maîtresse dans sa campagne contre le grand homme.²¹ Cette façon de voir les choses s'inspire un peu trop des journaux de l'époque à la solde de Bonaparte (le *Moniteur* et le *Journal des hommes libres*) et elle comprend en outre trois erreurs d'appréciation : Premièrement, on retrouve ce jugement simpliste qui ne fait de Constant que le jouet de ses maîtresses. Malgré la ressemblance de leurs idées politiques, l'opposition de Benjamin se distingue assez nettement de celle de Germaine, du fait de leurs différences de caractère.²² Et Mme de Staël n'a d'ailleurs aucune peine à répliquer à Fouché, qui l'accuse d'avoir « excité » Constant, que celui-ci est « un homme d'un esprit trop supérieur pour qu'on [puisse] s'en prendre à une femme de ses opinions ». ²³ Deuxièmement, s'il y a évidemment de la méfiance à l'endroit de Bonaparte, on trouve aussi chez Constant comme chez Mme de Staël une part d'admiration pour ce jeune héros, le plus civil des militaires (selon le mot de Sieyès)²⁴ apparemment plus fier de son titre de membre de l'Institut que de ses victoires. Sans doute il est facile de tracer un parallèle entre César, Cromwell et lui,²⁵ mais les républicains espèrent encore, au début du Consulat, que l'esprit des lumières et les principes de 89 gouverneront par le truchement de cet homme providentiel, sorte de génie de la république, venu à point nommé pour éviter à la France une nouvelle catastrophe. Il est fort probable que Constant participe, au moins en partie, à l'engouement pour Bonaparte ; et même si sa clairvoyance modère ses sentiments, il est obligé de reconnaître que le nouveau régime a réussi là où les autres avaient échoué : une ère de paix et de récon-

²⁰ *Ibid.*, p. 35.

²¹ *Ibid.*, pp. 40 et 71. Une interprétation équivalente se trouve sous la plume de Henri Guillemin, *Madame de Staël et Napoléon ou Germaine et le caïd ingrat*, Bienne, Ed. du Panorama, 1966, pp. 37-40.

²² Constant notera par exemple dans *Amélie et Germaine*, à la date du 6 janvier 1803 : « Je puis me taire sous le despotisme, mais je ne veux pas me réconcilier avec lui. Elle voudrait se réconcilier mais ne peut se taire. » Benjamin Constant, *Œuvres*, op. cit., p. 226.

²³ Mme de Staël, *Dix années d'exil*, édition nouvelle par Paul Gautier, Paris, Plon-Nourrit, 1904, p. 12. L'entrevue avec Fouché a lieu deux jours après le premier discours de Constant au Tribunat, soit le 7 janvier 1800. Mme de Staël doit quitter quelque temps Paris et se réfugie à Saint-Ouen.

²⁴ Paul Bastid, *Sieyès...*, op. cit., p. 232, d'après les *Mémoires* de Joseph Bonaparte.

²⁵ Ce thème a fait le sujet de plusieurs pamphlets à des dates diverses. Cf. Olivier Lutaud, *Des révolutions d'Angleterre à la Révolution française. Le tyrannicide et Killing no murder. Cromwell, Athalie, Bonaparte. Essai de littérature politique comparée*, La Haye, M. Nijhoff, 1973, XVI-463 p. (Archives internationales d'histoire des idées, 56).

ciliation nationale s'annonce, les factions sont dissoutes et l'élévation du cours de la rente, test infaillible, plébiscite l'avènement des institutions consulaires. Pour toutes ces raisons — ce sera notre troisième et dernière critique de l'interprétation de P. Gautier — il faut renoncer à voir chez Constant l'instrument d'une conjuration mesquine, ingrate et rancunière, qui se noue dans le salon de son amie. Son opposition au Tribunal s'apparente beaucoup plus à celle des Idéologues ou des collaborateurs de la *Décade*, dont Ginguéné et Jean-Baptiste Say.²⁶ Elle ne vise pas tellement la seule personne de Bonaparte, ce qui n'aurait pas de sens ; il ne faut pas confondre l'esprit récalcitrant de quelques tribuns avec la conspiration de Moreau. En fait, Constant essaye, avec certains collègues, de jouer le jeu du parlementarisme, alors que les règles n'en sont pas encore reconnues. Ils s'inspirent en partie du système anglais, ce qui ne manque pas de leur valoir un regain de désapprobation de la part de l'opinion généralement hostile à tout ce qui vient de la perfide Albion. A lire les discours de Constant au Tribunal, on s'aperçoit que pour lui l'opposition est légitime et nécessaire dans une assemblée ; c'est grâce à elle que les abus de l'administration, que l'arbitraire et l'injustice peuvent être dénoncés ; elle sert à défendre les individus et les minorités opprimés ; elle est une barrière contre le pouvoir, qui sans cela outrepasserait ses droits ; par la résistance qu'elle offre à la puissance, elle devient en quelque sorte la garantie de la constitutionnalité des actes gouvernementaux. Constant avait déjà esquissé dans ses écrits du Directoire la théorie selon laquelle tout pouvoir est abusif par nature,²⁷ et nous pouvons dire que le despotisme renaissant du Consulat vérifie tout à fait ses idées. Or le rôle qu'il attribuait jusqu'alors à l'écrivain, il le confie dorénavant à l'orateur, puisque la fonction de ce dernier est encore pour quelque temps reconnue par la constitution, tandis que l'écrivain est de plus en plus en butte à la censure.²⁸ Mais, c'est en ami des lumières et en philosophe que Constant se pose, estimant de son devoir d'éclairer le gouvernement sur ses erreurs ou, au contraire, de le louer et de l'encourager chaque fois que son action est conforme aux principes. Ainsi, c'est en vertu d'une conception assez nouvelle

²⁶ Face au despotisme napoléonien, la *Décade* observe une attitude semblable à celle de Constant. Cf. Marc Régaldo, *op. cit.*, t. I, pp. 442-507, et la thèse d'Adrienne Gobert, *L'opposition des assemblées pendant le Consulat (1800-1804)*, Paris, E. Sagot, 1925, 419 p.

²⁷ Cf. Ch. 2, p. 127.

²⁸ Alors que la loi du 27 nivôse an VIII (17 janvier 1800) supprime 73 journaux politiques parisiens, la Constitution de l'an VIII reconnaît encore au Tribunal le droit de discuter les projets de loi, d'exprimer « son vœu sur les lois faites et à faire, sur les abus à corriger » (Titre III, art. 28 et 29)

en France du rôle de l'opposition que Constant se heurte au nouveau pouvoir, mais pas du tout dans l'intention délibérée de froisser Bonaparte.²⁹ Sans doute, après l'éviction du Tribunat, la proclamation du Consulat à vie et de l'Empire, il n'en sera plus de même ; au fur et à mesure que le pouvoir se concentre entre les mains de Bonaparte, Constant le prend de plus en plus pour cible. Mais cette opposition-là est muette, puisqu'il ne fait plus partie d'aucune assemblée, et elle n'apparaît que dans sa correspondance ou dans ses manuscrits politiques.

Il faut en effet séparer la période 1800-1806 en deux phases distinctes : tout d'abord, de 1800 à janvier 1802, l'activité tribunitienne, puis une sorte de « retraite forcée »,³⁰ qui durera au-delà de 1806, jusqu'en 1814. Pendant les deux premières années, Benjamin se consacre à sa nouvelle fonction. Lui qui a été désigné en qualité d'« homme de lettres »³¹ et qui n'avait jusqu'alors traité que des questions de politique générale, doit subitement affronter des problèmes beaucoup plus techniques (les rentes foncières, la faculté de tester, la dette publique) et aussi des collègues, dont la plupart sont déjà rompus aux discussions de ce genre grâce à leur précédente expérience de députés. Benjamin prend donc à cœur sa nouvelle charge, qu'il considère comme un métier demandant beaucoup de soins et de travail. A Mme Lindsay, il écrit par exemple le 15 mars 1801 :

Je suis entassé [?] dans un discours sur une matière que je traite pour la première fois. Je suis au milieu des bons de deux tiers et du tiers provisoire, objets arides, dont le nom m'est presque étranger. Je travaillerai presque toute la journée. Je te verrai ce soir, je respirerai près de toi. Je travaillerai ensuite toute la nuit. Toute ma réputation *is at stake* en abordant un sujet nouveau. Il ne faut pas que ton ami soit ridicule.³²

²⁹ Ce qui a laissé supposer le contraire, c'est l'opinion de Bonaparte lui-même, qui, inquiet et susceptible, prend toute discussion ou la moindre critique du système pour une attaque personnelle. La diatribe qu'il lance dans le *Journal de Paris* du 15 nivôse an IX (4 février 1801) contre les « douze ou quinze nébuleux métaphysiciens » du Tribunat est tout à fait typique à cet égard.

³⁰ C'est ainsi que Paul Bastid intitule le Livre III de sa biographie de Constant.

³¹ Il apparaît sous ce titre dans le *Moniteur* du 4 nivôse an VIII (25 décembre 1799), quand paraît l'annonce de sa nomination au Tribunat, et dans la liste des *Archives parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises de 1800 à 1860*, Paris, P. Dupont, 1862, t. I, p. 8 (cité désormais : AP).

³² *Correspondance de Benjamin Constant et d'Anna Lindsay*, p.p. la baronne Constant de Rebecque, Paris, Plon, 1933, p. 76. Les lettres de Constant sont établies à partir des copies qu'en fit Anna Lindsay et non d'après

Et la nuit suivante, à deux heures, il confesse à la même personne :

C'est un rude métier d'acquérir des connaissances le matin et d'en faire usage le soir.³³

Cependant, comme nous le verrons en analysant ses Discours, Constant préfère le plus souvent éviter de se perdre dans les détails « arides », pour rester au niveau des principes auxquels il est attaché. Ses idées gagneront incontestablement à cette pratique de la vie politique et ses traités seront en partie nourris par la réflexion sur des sujets qu'il n'aurait peut-être jamais abordés sans les discussions du Tribunat. Le bénéfice qu'il retire de cette expérience est aussi profitable à son humeur et à son état d'esprit. Nous avons déjà souligné à quel point Constant a conscience de la mission qui lui a été dévolue. Mme de Charrière, avec laquelle il n'avait jamais cessé de correspondre, lui fait cette remarque pertinente :

A vingt ans vous vous êtes cru blasé sur tous les objets, à 25 vous vous êtes ranimé pour la politique, un peu plus tard pour l'amour, pour l'éloquence, pour le bel esprit, à présent [début 1801] vous allez votre chemin par devoir, nécessité, habitude, sans demander comme autrefois aux objets et à votre cœur des sensations bien vives. A tout prendre cela est bon. Tant de gens ne me paraissent malheureux que parce qu'ils comptaient sur plus de bonheur que la vie n'en peut donner. Vous ne vous ennuyez pas, c'est beaucoup.³⁴

La Dame de Colombier fait ici preuve de beaucoup de sagacité, en comprenant que Benjamin a trouvé dans sa fonction de tribun

les autographes de Benjamin qui ont disparu à l'exception de une ou deux lettres (BCU, Fds C II, 34/1). — Le discours dont il est question dans ce passage est celui qu'il prononcera le 19 mars 1801 sur la dette publique. Certains critiques ont cru discerner des indices d'une influence d'Anna Lindsay sur la pensée politique de Constant. Jean Baelen note « pour satisfaire les mânes de Sainte-Beuve, que Constant une fois de plus est sous l'influence d'une femme » (*op. cit.*, pp. 116-117). Henri Gougelot dit également : « En maints et maints passages de ses interventions devant le Tribunat, on reconnaît l'influence d'Anna Lindsay. » *L'idée de liberté dans la pensée de Benjamin Constant. Essai de critique historique*, Melun, Legrand, 1942, p. 155. Nous nous inscrivons en faux contre cette idée qui ne repose sur rien.

³³ *Correspondance de Benjamin Constant et d'Anna Lindsay, op. cit.*, p. 77.

³⁴ BCU, Fds C II, 34/1, N° 94. La lettre n'est pas datée, mais une allusion au discours de Benjamin sur les juges de paix, prononcé le 22 janvier 1801, permet de la situer au début de cette année-là. A Louis-Ferdinand Huber, Mme de Charrière écrit le 18 mai 1800 : « En vérité, je ne fais plus aucune conjecture sur les pensées politiques de Constant. Il m'a écrit qu'il n'avait ni peines ni plaisirs, mais des fonctions sérieuses et rendues suffisamment intéressantes par l'envie d'y faire son devoir. » Godet, t. II, p. 323.

la stabilité et l'équilibre, qui lui sont indispensables. On peut même parler de vocation, tant il se sent à l'aise dans ce rôle. Sa carrière de député sous la Restauration le prouvera d'une façon encore plus évidente, parce que les institutions seront aussi plus en accord avec ses idées.

Cette existence nouvelle, sans bonheur ni épanouissement, mais aussi sans ennui ni incertitude, prend brusquement fin, le 17 janvier 1802, lorsque le Sénat désigne, au lieu de tirer au sort, les vingt tribuns sortants, choisis parmi les moins dociles. Constant, bien sûr, est du nombre avec Chénier, Ginguéné, Ganilh et Jean-Baptiste Say. Bien qu'il affecte, sur le moment, une certaine indifférence et qu'il semble trouver une consolation dans la rédaction d'un ouvrage,³⁵ le coup porté à sa carrière, brisée alors qu'il a trente-cinq ans, l'accable certainement plus qu'il ne le dit. Il perd avec son mandat une raison d'être et de lutter ; n'ayant plus rien à espérer de la politique, aucune ambition n'étant permise, la hantise d'une vie à la dérive, sans but mais pleine d'ennui et d'indécision le reprend. Ce n'est pas pure coïncidence s'il commence un journal intime au début de cette période d'inaction ; à la façon d'un navigateur égaré, il éprouve la nécessité de faire le point.³⁶ Dès la première page d'*Amélie et Germaine*, il note le 6 janvier 1803 : « La peur de l'ennui est mon impulsion dominante »³⁷ ; et le 15 avril 1804 : « L'indécision est le grand supplice de la vie. Or il n'y a que le devoir qui nous en préserve. » Sans doute, ces expressions se rapportent avant tout au problème lancinant de sa rupture avec Germaine, mais elles caractérisent aussi bien toute la mentalité du personnage. On retrouve cette notion clé de devoir, qui semble être au centre des préoccupations de cette période, comme celle d'enthousiasme l'avait été pendant le Directoire, tant l'une que l'autre servant d'antidote à l'incertitude. Il faut remarquer en outre que le

³⁵ A sa tante de Nassau, il écrit le 29 nivôse an X (19 janvier 1802), deux jours après l'éviction du Tribunat : « Je vous dirai donc que nous sommes dans un grand désœuvrement [...] Je m'en mets peu en peine personnellement. Un ouvrage que j'ai commencé et qui offre une occupation très agréable me consolera de m'occuper moins des affaires publiques. » Mélégar, pp. 306-307. Sur cet ouvrage, voir ci-dessous, p. 220.

³⁶ L'hypothèse de l'existence d'un Journal intime antérieur à 1803 n'a jamais été vérifiée, cf. Dorette Berthoud, *Le Journal intime de 1795 a-t-il jamais existé ?*, *Cahiers Benjamin Constant*, N° 2, 1957, pp. 34-38.

³⁷ Les *Journaux intimes* de Benjamin Constant, c'est-à-dire pour l'époque qui nous concerne *Amélie et Germaine* (6 janvier-10 avril 1803), le *Journal* (22 janvier 1804-7 mai 1805) et enfin le *Journal abrégé* (22 janvier 1804-27 décembre 1807), figurent dans les *Œuvres* de Benjamin Constant. Nous ne mentionnerons pas désormais la page, puisque l'indication de la date permet de retrouver un passage cité.

devoir a succédé à l'amour, sur le plan sentimental, comme il a remplacé l'enthousiasme, sur le plan politique. Evidemment, le processus n'est pas synchronique, mais il y a un parallèle évident, qu'il ne faudrait toutefois pas poursuivre trop loin : les hésitations quant à son attitude politique ne réapparaissent pas, au moment où cesse son devoir ou sa mission de tribun ; il n'en ira pas de même pour ses sentiments, quand il aura définitivement rompu avec Germaine. En effet, au moment où il perd le contact avec la politique active, le doute ne réapparaît pas dans sa pensée et il ne balance pas entre deux systèmes comme il l'avait fait en 1794 ; son caractère en revanche retrouve cette instabilité naturelle chez lui, qu'il avait combattue grâce à son engagement actif (par enthousiasme) sous le Directoire et passif (par devoir) au début du Consulat. Nous ne pousserons pas plus loin cette brève analyse des liaisons inévitables entre les aspects caractériels, affectifs et politiques de la personnalité de Constant ; la récurrence de certains termes et surtout de l'antithèse incertitude/devoir, employée dans deux contextes différents,³⁸ nous obligeait à évoquer cette problématique, que le manque de compétence et de place ne permet pas d'approfondir.

Après l'exclusion du Tribunat, la vie errante recommence pour Constant. Considéré comme *persona non grata* à Paris,³⁹ il gagne Coppet dès le début mai 1802 et y séjourne, avec quelques sorties à Genève ou à Lausanne jusqu'en avril 1803. Après quelques mois passés dans sa nouvelle propriété des Herbages,⁴⁰ il accepte d'accompagner Mme de Staël dans son voyage en Allemagne.⁴¹ A Weimar, ils rencontrent Goethe, Schiller, Wieland, de Müller, l'élite des écrivains et des philosophes allemands. C'est là en particulier que Constant, entre des lectures de Herder et de Schelling, reprend Montesquieu en s'exclamant : « Quel coup d'œil rapide et profond ! »⁴² Cette incursion dans l'*Esprit des lois* ou les *Lettres per-*

³⁸ Dans la lettre du 20 janvier 1800 à sa tante (ci-dessus p. 194) et dans le Journal intime, à la date du 15 mars 1804.

³⁹ Voir à ce propos les lettres de Benjamin à Claude Fauriel, alors secrétaire de Fouché, publiées par Glachant, pp. 33-152. En dehors de cette sorte de disgrâce de 1802, Constant ne s'est jamais vu interdire le séjour de Paris, contrairement à Mme de Staël.

⁴⁰ Constant a vendu Hérivaux en mars 1802 à Bertin, avec lequel il avait failli se battre en duel en 1796. Il achète les Herbages, propriété plus modeste, près de Franconville en Seine-et-Oise.

⁴¹ Sur les circonstances précises qui déterminent Mme de Staël à quitter la France, voir Paul Gautier, *op. cit.*, ch. 9 et suiv., et Comtesse Jean de Pange, *Auguste-Guillaume Schlegel et Mme de Staël*, Paris, Albert, 1938, ch. 3. Constant et son amie partent le 19 octobre 1803 de Paris, séjournent une quinzaine à Metz auprès de Charles de Villers et prennent la route en direction de Francfort le 8 novembre.

⁴² Journal intime, 28 janvier 1804.

sanés fait figure d'exception, car Constant semble ne se nourrir alors que d'ouvrages philosophiques ou relatifs aux religions. Partis de Weimar le 1^{er} mars 1804 pour Leipzig, Mme de Staël et Constant se séparent dans cette ville le 6 mars, elle partant pour Berlin et lui désirant retourner en Suisse par petites étapes. Il apprend le 9 avril à Lausanne la mort de Necker et, bouleversé, se hâte de retourner en Allemagne à la rencontre de Germaine, sachant que sa présence offrira un réconfort à son amie. Sa décision de rompre cette liaison qui lui pèse est encore une fois retardée par les malheurs de Mme de Staël, auxquels il ne reste jamais indifférent. Rentré le 19 mai 1804 à Coppet, il ne retourne à Paris qu'en décembre où il reste jusqu'en juillet 1805. C'est là qu'il assiste, le 5 mai, à la mort de sa fidèle amie Julie Talma. Il passe tout le reste de l'année 1805 soit à Coppet, soit à Genève, où il apprend le décès de Mme de Charrière survenu le 27 décembre. En une année, il a vu la mort frapper successivement quatre de ses amis. Aux noms que nous avons déjà cités, il faut en effet ajouter encore ceux de Louis-Ferdinand Huber et de Henri-François de Blacons,⁴³ un ancien émigré qui était devenu l'intime de Constant sous le Consulat. Ces deuils jettent dans l'esprit déjà tourmenté de Benjamin de nouveaux accès de mélancolie et d'abattement. Le jour même de la mort de Blacons, Constant note dans son Journal, le 15 mars 1805 :

Je ne sais quoi de sombre et d'affreux se répand sur ma vie. Le monde se dépeuple de ce qui est bon ; les monstres vivent [...] Il y a un an, dans ce même journal, je me félicitais de revoir Huber à Ulm. Il n'est plus. J'écrivais que Mme Talma ne m'avait fait que du plaisir, sans me causer jamais aucune peine : elle va mourir. Je louais la douceur de la société de Blacons : il s'est tué. Je marche sur la terre comme sur le tombeau de mes amis ; et si je voulais remonter plus haut, Mauvillon, M. de Pange, M. Necker [...] Je suis comme un débris au milieu de ruines couchées. Mon âme est flétrie. Tout ce qui est bon périt, tout ce qui est vil ou féroce jouit ou triomphe. Pour qui penser, pour qui écrire, pour qui vivre ?

La fin prématurée de ses amis l'accable. Celle de Mme Talma lui procure un choc réel, au point de lui faire interrompre son journal intime qui lui devient odieux, parce que, une fois ou l'autre, il y avait dit du mal d'elle.⁴⁴ A ces chagrins successifs, à ses démêlés avec Germaine, vient encore s'ajouter une santé très déficiente. En 1803, il souffre constamment de douleurs aux yeux, et dès la fin de

⁴³ L.-F. Huber est mort le 24 décembre 1804 et H.-F. Blacons se suicide le 15 mars 1805.

⁴⁴ Voir l'explication fournie par Constant le 12 avril 1808, en face de la mention 8 mai 1805 dans son Journal intime.

1805 son journal enregistre ses plaintes continuelles. A certains égards, on retrouve son état d'esprit d'autrefois, quand il vivait à Brunswick : mêmes lamentations, même pessimisme.

L'année 1806 est une des plus agitées de la vie de Benjamin. Sans cesse en route, cumulant les déplacements, il passe au moins 34 jours entiers en voiture : en plus d'un séjour à Dôle pour voir son père et de deux visites à Lausanne, Constant rejoint Mme de Staël à Auxerre le 7 juin. Car, depuis plusieurs semaines, Germaine mobilise tous ses amis afin qu'ils obtiennent pour elle la permission de séjourner à moins de quarante lieues de Paris ; Fouché se montre conciliant, mais l'Empereur méfiant ne cède pas.⁴⁵ Constant multiplie les démarches et entreprend un curieux va-et-vient entre Paris et les demeures successives de Mme de Staël : Auxerre, Le Château de Vincelles, celui d'Acosta, puis Rouen. « Que de départs ! » « Toujours des paquets ! » se lamente-t-il dans son Journal. Loin d'être récompensé pour son dévouement, il subit tous les jours davantage les « scènes » de Germaine, que l'exil aigrit de plus en plus. Malgré ses tracasseries sentimentales, sa santé déficiente et ses vagabondages continuels, il trouve le temps (ce qui paraît presque impensable) de composer un traité complet de philosophie politique et il commence même, le 30 octobre, un roman, qui après plusieurs remaniements deviendra *Adolphe*.⁴⁶ On reste confondu devant une pareille capacité de travail et de concentration, même si l'on sait que Constant, en 1806, utilise des matériaux plus anciens, il n'en demeure pas moins qu'il rédige, refond et élabore un nouvel ouvrage, somme de toute sa pensée et de son expérience : les *Principes de politique applicables à tous les gouvernements*.

En dehors de ses discours au Tribunat et de quelques articles,⁴⁷ Constant ne publie aucune brochure de 1800 à 1806. Les circonstances et son état d'esprit ne se prêtent plus à ce genre d'ouvrage. Par contre, cette période est celle de la rédaction d'un corpus politique important, achevé une première fois en 1803, remanié et recomposé en 1806, recopié en 1810, il reste intact jusqu'en décembre 1813, au moment où Constant décide d'y puiser la substance de *De l'esprit de conquête et de l'usurpation*. Il en sera de même pour la plupart des textes de la Restauration, qui emprunteront des passages et des chapitres entiers à ces anciens manuscrits, détruisant

⁴⁵ Paul Gautier, *op. cit.*, pp. 181 et suiv.

⁴⁶ Sur la genèse de ce roman, voir Paul Delbouille, *Genèse, structure et destin d'Adolphe*, Paris, Les Belles Lettres, 1971, Première partie, et le résumé du même auteur dans son édition critique d'*Adolphe*, Paris, Les Belles Lettres, 1971, pp. 14-27.

⁴⁷ Benjamin Constant, *Recueil d'articles 1795-1817*, introduction, notes et commentaires par Ephraïm Harpaz, Genève, Droz, 1978, 276 p.

l'économie et la structure première de cette œuvre, sans toutefois la dépasser. Nous allons revenir en détails sur l'histoire des textes politiques de 1800 à 1806, maintenant que le contexte ou la toile de fond de ces années ont été esquissés.

III. — *Les discours au Tribunal*

Personne, à notre connaissance, n'a traité cette question d'une façon complète et systématique. Edouard Laboulaye, il est vrai, avait fort bien situé les discours de Constant dans leur contexte précis et les avait présentés avec le souci louable de réhabiliter leur auteur déjà décrié par la critique de Sainte-Beuve.⁴⁸ La sympathie parfois trop évidente, que Laboulaye portait à Constant, provenait aussi du fait qu'il était lui-même un opposant au Second Empire et qu'il trouvait, dans l'attitude du tribun, un exemple à suivre et un encouragement pour sa propre politique. Ce qu'il a écrit sur les discours de Constant reste encore valable, mais cette étude déjà ancienne mériterait d'être reprise et complétée, en tenant beaucoup plus compte des opinions des collègues de Benjamin et en insérant son opposition dans celle d'un groupe, dont il n'est qu'un des porte-parole.⁴⁹ Ce travail, malgré son intérêt évident pour l'étude du libéralisme, ne saurait être envisagé dans ce chapitre, qui doit se borner aux traits essentiels de la pensée politique de Constant sous le Consulat. C'est pourquoi, en dehors du premier discours qui mérite une attention spéciale, nous renonçons à présenter toutes les interventions du tribun, pour pouvoir mieux mettre en évidence quelques thèmes, qui rappellent ceux qui ont déjà été étudiés et qui annoncent ceux que nous retrouverons dans les *Principes de politique*.

Parmi les douze occasions que Constant a de prendre la parole en deux ans de Tribunal, la première opinion qu'il émet revêt un caractère particulier.⁵⁰ Elle fixe en effet l'attention sur lui et le

⁴⁸ Edouard Laboulaye, Benjamin Constant, *Revue nationale et étrangère*, t. VI, 1861, pp. 167-210. Voir aussi le bref résumé de Paul Bastid, *op. cit.*, t. I, pp. 156-161.

⁴⁹ Cf. Adrienne Gobert, *op. cit.*

⁵⁰ Pour plus de commodité, nous donnons ici la liste des discours de Constant. Le texte le plus facile d'accès se trouve dans les *Archives parlementaires* (*op. cit.*, désigné ci-après par AP). Le texte du *Moniteur* est souvent incomplet et surtout il n'est pas aisé d'y retrouver toutes les interventions relatives aux mêmes objets, ce qui est nécessaire pour comprendre certaines allusions de Constant. Le titre des discours provient de la version imprimée par ordre du Tribunal, qui ne diffère du sténogramme que par quelques notes que Benjamin a ajoutées après la séance. A toutes fins utiles, nous donnons la cote de la Bibliothèque nationale qui possède la collection com-

place au premier rang des esprits frondeurs, dont on croit le Tribunat rempli. Au milieu du silence qui commence à s'appesantir dans les institutions comme dans la société françaises, cette assemblée figure encore comme un îlot de liberté, dont on se méfie. Dès la troisième séance d'ailleurs, le Tribun Duveyrier évoque maladroitement, en parlant du Palais Royal, qui abrite les discussions du Tribunat, « ces lieux où, si l'on osait parler d'une idole de quinze jours, nous rappellerions qu'on vit abattre une idole de quinze siècles ».⁵¹ L'allusion peu flatteuse au Premier Consul soulève une vague d'indignation dans le public. Roederer, Conseiller d'Etat, s'en prend vivement au Tribunat dans le *Journal de Paris* du 15 nivôse an VIII (5 janvier 1800) et parle d'une « opposition organisée ».

plète des « opinions » imprimées par ordre de l'assemblée : — *sur le projet de loi concernant la formation de la loi*, 15 nivôse an VIII (5 janvier 1800), AP, t. I, pp. 30-34, rééd. Olivier Pozzo di Borgo, *op. cit.*, t. I, pp. 139-153 (B.N. : 8° Le 51/6) ; — *sur le mode à adopter pour prendre en considération les pétitions*, 12 pluviôse an VIII (1er février 1800), AP, t. I, pp. 132-136 (B.N. : 8° Le 51/32) ; — *sur le projet de loi qui met à la disposition du gouvernement les citoyens qui ont atteint leur vingtième année au 1er vendémiaire an VIII*, 15 ventôse an VIII (6 mars 1800), AP, t. I, pp. 310-314 (B.N. : 8° Le 51/69) ; — même titre ; défense du projet de loi précédent devant le Corps législatif, le 17 ventôse an VIII (8 mars 1800), AP, t. I, pp. 321-323 (B.N. : 8° Le 50/12) ; — *sur le projet de loi relatif aux rentes foncières*, 27 ventôse an VIII (18 mars 1800), AP, t. I, pp. 460-466 (B.N. : 8° Le 51/105) ; — *sur le projet de loi relatif à la faculté de tester*, 29 ventôse an VIII (20 mars 1800), AP, t. I, pp. 486-489 (B.N. : 8° Le 51/113) ; — *sur les victoires de l'armée d'Italie*, 3 messidor an VIII (22 juin 1800), AP, t. I, pp. 596-597 (B.N. : 8° Le 51/163) ; — *sur le projet de loi concernant la réduction des justices de paix*, 2 pluviôse an IX (22 janvier 1801), AP, t. II, pp. 129-132 (B.N. : 8° Le 51/262) ; — *sur le projet de loi concernant l'établissement de tribunaux criminels spéciaux*, 5 pluviôse an IX (25 janvier 1801), AP, t. II, pp. 179-188, rééd. : Olivier Pozzo di Borgo, *op. cit.*, t. I, pp. 156-189 (B.N. : 8° Le 51/271) ; — *sur le projet de loi relatif à la dette publique et aux domaines nationaux*, 28 ventôse an IX (19 mars 1801), AP, t. II, pp. 652-660 (B.N. : 8° Le 51/380) ; — *sur le projet de loi relatif aux actes de l'état civil*, 4 nivôse an X (25 décembre 1801), AP, t. III, pp. 259-265 (B.N. : 8° Le 51/493) ; — *seconde opinion sur le projet de loi relatif aux actes de l'état civil*, 7 nivôse an X (28 décembre 1801), AP, t. III, pp. 305-309 (B.N. : 8° Le 51/516). — Thiers dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire* critique violemment Constant à propos d'un discours sur le traité de la France avec la Russie, qu'il aurait prononcé en décembre 1801 (t. III, Livre XIII de l'éd. Paulin, Paris, 1845, p. 339). Voir aussi à ce sujet, *Discours et opinions, journal et souvenirs* de Stanislas Girardin, t. I, Paris, Moutardier, 1828, p. 146, où l'auteur précise : « Benjamin attaquait dans une opinion écrite et fortement raisonnée le fond de l'art. 3. » Cette opinion, émise en comité secret, n'a pas été retrouvée.

⁵¹ AP, t. I, p. 17. Gilbert Stenger, *La société française pendant le Consulat*, Paris, Perrin, 1904, p. 399, attribue par erreur l'apostrophe de Duveyrier à Constant.

Le même jour, le Tribun Girardin réplique d'un ton rassurant : « Je pense que nous devons donner à la nation un témoignage éclatant de notre attachement au pacte social [...] Suivons l'exemple du Sénat conservateur et du Conseil d'Etat ; nous fixerons ainsi l'opinion et nous ferons taire la malveillance qui répand déjà que le Tribunat est une opposition organisée ; que nous voulons censurer tous les actes du Gouvernement, dénoncer tous ses agents. Non, le Tribunat n'est point un foyer d'opposition, mais un centre où toutes les lumières doivent se réunir pour éclairer les discussions. Nous userons avec sagesse de la prérogative dont nous sommes investis... »⁵² Cet appel à la docilité est accueilli très favorablement. Tout de suite, Duveyrier s'empresse de faire amende honorable, dément l'interprétation qu'on a donnée à son expression et demande « à faire le premier la promesse de fidélité à la Constitution ».⁵³ C'est donc dans ce contexte de méfiance générale à l'égard du Tribunat, dont les membres viennent d'être poliment mais dûment chapitrés, que Constant se prononce contre le premier projet qui leur est soumis, concernant précisément la formation de la loi. La session s'ouvre en effet sur une question de la plus haute importance et, de leur réponse, dépendent et l'indépendance et la latitude à venir des tribuns. Or, le projet du Conseil d'Etat prévoit qu'au gouvernement appartiendrait le droit de fixer le délai des discussions au Tribunat ; certes, une prolongation pourrait être demandée, mais c'est encore le gouvernement qui en déterminerait la durée ; enfin, l'article 11 admet le consentement tacite de l'assemblée, si celle-ci n'a pas fait connaître son vœu dans le temps prévu.⁵⁴ L'on voit ainsi combien le gouvernement est pressé de réduire au maximum toute possibilité d'expression libre dans les institutions républicaines. Constant n'a donc aucune peine à démontrer que cette loi rendrait illusoire la faculté d'exercer les prérogatives que la Constitution accorde au Tribunat. Il le fait même avec beaucoup d'art et avec ce ton si personnel, où perce une ironie fine, qui, sans être à proprement parler blessante, frappe à l'endroit le plus sensible et tranche avec la bassesse et la balourdise de certains discours. Il s'efforce de réfuter d'abord cette idée que le Tribunat s'est constitué comme un corps d'opposition systématique et obstinée ; faisant apparemment allusion à l'article de Roederer, paru le jour même, il déclare :

⁵² *AP*, t. I, p. 50.

⁵³ *Ibid.*, p. 24.

⁵⁴ Le projet de loi, déposé le 12 nivôse an VIII (2 janvier 1800) devant le Corps législatif, est reproduit dans *AP*, t. I, p. 13. A propos de l'article 11, Constant dit dans son discours : « La Constitution jamais ne suppose votre silence et le projet transforme votre silence en assentiment. » *Ibid.*, p. 32.

L'on semble considérer le Tribunal comme un corps d'opposition permanente, ayant pour vocation spéciale de combattre tous les projets qui lui seront présentés et devant appeler à son secours, dans cette opposition nécessitée, tous les raisonnements, bons ou mauvais, qui pourraient la favoriser [...]

L'on sait bien que c'est l'opposition qui toujours est accusée des maux qui peuvent résulter de fautes ou de circonstances qui lui sont complètement étrangères [...] Dans tous les pays et dans tous les temps, si l'on veut en croire les dépositaires de l'autorité, tout tire sa source de l'opposition.

Si la guerre est malheureuse ou la paix retardée, c'est à l'opposition qu'il faut s'en prendre ; il est fâcheux vraiment qu'on ne puisse lui attribuer les phénomènes de la nature et l'accuser de diriger les vents qui détruisent les flottes et les orages qui dévastent les moissons.⁵⁵

Cet humour n'est certainement pas du goût de tous les auditeurs. Mais le tribun va même plus loin et accuse l'opinion malveillante à l'endroit du Tribunal d'avoir nettement inspiré le projet de loi :

Si la destination constitutionnelle du Tribunal n'avait pas été méconnue, le projet qui est sous nos yeux aurait subi peut-être plusieurs changements ; mais l'idée d'une opposition perpétuelle et sans définition d'objet, l'idée que la vocation du Tribunal ne pourrait être que de retarder la formation de la loi, a empreint tous les articles de ce projet d'une impatience inquiète et démesurée d'éluder notre résistance prétendue en nous gagnant de vitesse ; de nous présenter, pour ainsi dire, les propositions au vol, dans l'espérance que nous ne pourrions pas les saisir et leur faire traverser notre examen, comme une armée ennemie, pour les transformer en lois sans que nous ayons pu les atteindre.⁵⁶

Cette précipitation repose, selon Constant, sur une conception fausse de la nature et du rôle du Tribunal, qui « sans doute, doit déployer une ténacité courageuse toutes les fois que des propositions qui lui semblent funestes lui sont présentées ; il doit braver cette défaveur momentanée dont il est de l'essence de l'autorité d'entourer l'opposition. »⁵⁷ Cependant, cette attitude ne saurait être systématique et continuelle ; ce n'est qu'à l'endroit des lois défectueuses que le Tribunal s'élèvera, car celui-ci « est intéressé comme tous les corps de l'Etat, chacun de ses membres est intéressé comme tous les autres citoyens, à ce que les propositions utiles ne rencontrent aucun obstacle et n'éprouvent aucun délai ».⁵⁸

⁵⁵ *Ibid.*, p. 30.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 34. La dernière image a pu faire croire que Constant visait directement Bonaparte. En fait ce n'est pas le cas. Les métaphores relatives à l'armée ou à la guerre sont fréquentes dans la prose de Benjamin.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 30.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 31.

Pour Bonaparte et ses conseillers, toute opposition est un acte de rébellion, une mutinerie. Le Premier Consul admet encore la controverse et la discussion, mais à condition qu'elles se déroulent dans le secret de son cabinet et que l'opinion publique n'en soit jamais avertie. Il défend, pourrait-on dire, la théorie de l'infailibilité gouvernementale, tandis que Constant est persuadé que toute autorité dépasse nécessairement les bornes de ses attributions, quelles que soient ses intentions premières, et au détriment de la liberté individuelle. Le rôle d'une assemblée délibérante n'est jamais celui d'un ennemi inconditionnel mais bien plutôt d'un conseiller utile, prêt à intervenir au moment où le pouvoir franchit les limites qui lui sont imposées. Dans son second discours, Constant dit précisément à ses collègues :

Ce qui est de règle chez vous, c'est l'amélioration ; et ce qui est de hasard, l'opposition : l'opposition est votre droit, l'amélioration votre nature.⁵⁹

Ainsi, toutes les institutions et non seulement le gouvernement concourent au bien public. En étouffant les assemblées, en ne leur laissant qu'un simulacre de liberté, le gouvernement se prive d'un appui et les citoyens perdent un contrepoids à l'arbitraire du pouvoir :

Sans l'indépendance du Tribunat, il n'y aurait plus ni harmonie, ni constitution, il n'y aurait que servitude et silence, silence que l'Europe entière entendrait.⁶⁰

Cette menace et l'ensemble du discours courageux de Benjamin Constant ne sont guère compris de ses contemporains. On lui en veut d'avoir impudiquement révélé les défauts du système et d'avoir dénoncé à mots couverts le despotisme naissant. Son salon et celui de Mme de Staël sont désertés.⁶¹ Une campagne de presse se déclenche contre les deux amis, aussi calomnieuse que l'avaient été celles du Directoire.⁶² Mais, au Tribunat, c'est un ancien ami de Constant, Riouffe, qui se déchaîne contre lui dans une sorte d'hymne à la gloire de Bonaparte. Dans ce discours peu apprécié des tribuns, à cause de sa servilité, Riouffe fait sans arrêt allusion à Constant en parlant de « méfiances injurieuses », de « phrases inconsidérées », d'« allégations indiscrètes » et de « suppositions déplacées ».⁶³ Que

⁵⁹ *Ibid.*, p. 135.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 34.

⁶¹ Madame de Staël, *Dix années d'exil*, op. cit., ch. 2 et ce que dit Constant dans son Journal le 6 janvier 1805.

⁶² Dans le *Journal des hommes libres* du 7 au 12 janvier 1800.

⁶³ AP, t. I, pp. 34-35.

cette attaque provienne d'un homme qui professait apparemment les mêmes opinions que Constant et que l'on retrouvait autrefois au Cercle constitutionnel et aux dîners de Benjamin, cela ne doit pas surprendre outre mesure : c'est la preuve que bien des thermidoriens et des directoriaux ne s'étaient attachés au publiciste que dans la mesure où il défendait l'ordre et la propriété contre les royalistes et les jacobins. Mais dès que Constant formule d'autres exigences et réclame que la liberté et l'indépendance de la pensée ne soient pas de vains mots, tous ceux qui se satisfont du nouveau régime et qui espèrent en tirer parti lui tournent le dos. Certains d'ailleurs pensent tout bas ce que Constant vient de dire bien haut. Réal, par exemple, nouveau Conseiller d'Etat et futur dignitaire de l'Empire, appuie secrètement Benjamin dans les coulisses. Le tribun, sans doute effrayé par le soulèvement de l'opinion contre lui, s'était adressé à Réal, le 7 janvier 1800, avec une note ou un mémoire probablement, qui justifiait sa conduite.⁶⁴ Le 13 janvier, Réal lui répond :

Ce 23 nivôse an 8

Je vous salue,

J'ai pris votre parti parce que je crois que sur bien des points vous avez raison et que vous ne pouvez avoir tort que sur un seul ; et encore ce tort vient des circonstances que vous n'avez pas assez consultées ; quoiqu'à mon gré les circonstances soient quelquefois tout pour l'homme d'Etat.

Mais j'ai dû prendre votre parti quand je vous ai vu indignement attaqué, injurié, calomnié sur vos intentions par des hommes qui se disaient vos amis, et qui vous renient aujourd'hui.

⁶⁴ Voici le billet adressé par Constant à Réal le 17 nivôse an VIII (7 janvier 1800) : « Vous avez été trop aimable pour moi ce matin, pour que je ne vous prie pas de l'être encore en me donnant des nouvelles du résultat de votre conversation et de ce qu'on vous aura dit après une lecture qui a dû, je m'en flatte, détruire les impressions mal fondées que la malveillance a voulu donner. » Henri Guillemin, *Trois lettres inédites de Benjamin Constant*, *Journal de Genève*, 1-2 novembre 1958, p. 3. Sans connaître le texte que Constant remit à Réal pour se justifier, car ce document est perdu, H. Guillemin extrapole, selon son habitude, et prétend que Constant se soumit à Bonaparte. Voici son commentaire : « [Constant] perd la tête. Il se voit déjà privé de ce poste auquel il a eu tant de peine à parvenir, chez les Gaulois, s'acharnant en vain, depuis 1795, à s'insinuer dans le personnel gouvernemental. Il a volé chez Réal le 7 au matin et le relance le soir. Réal lui a promis de voir le maître, d'expliquer qu'il y a eu méprise, malentendu, douloureuse erreur sur la personne et les intentions. Le maître est-il guéri de ses 'impressions mal fondées' ? c'est la 'malveillance' de quelques vilaines gens qui lui ont fait prendre Benjamin Constant pour un adversaire. C'est fini n'est-ce pas ? Tout est réparé ? [...] Benjamin Constant, désormais, ne bougera plus. Exemple. Le Premier Consul n'aura pas, dans son Tribunat, de serviteur plus zélé. » En l'absence de document, on peut imaginer n'importe quoi et M. Guillemin ne s'en prive pas !

d'hui, comme ce brave St Pierre, dans une circonstance également difficile renia Jésus.

Je suis obligé d'aller à l'instant même au Conseil ; demain je serai chez moi à neuf heures et demie et jusqu'à sept heures. Choisissez même un mauvais dîner.

Je vous le répète deux choses ont reflété en noir sur votre opinion, le sot propos de Duveyrier et les propos très légers, plus que légers de Mme de Staël.

Hermès Vale
Réal⁶⁵

Lettre particulièrement intéressante et qui montre bien le climat politique dans lequel doit évoluer Constant. Sans aller comparer celui-ci à Jésus et ses anciens amis à Saint-Pierre, ce qui dut faire sourire Benjamin, il faut reconnaître qu'il y a, de la part d'un groupe politique important, une quasi abjuration des principes au profit des circonstances. Mais si le nouveau tribun est assez réaliste pour ne pas faire abstraction de celles-ci, il ne capitule toutefois jamais devant elles et n'abdique pas son rôle de défenseur de la liberté. Cette volonté de continuer non pas la lutte ou le combat, mais ce qu'il considère comme un emploi ou un service, est clairement exprimée dans sa lettre du 20 janvier 1800 à son oncle Samuel, où l'on retrouve le ton et les expressions de celle qu'il adresse le même jour à sa tante de Nassau et dont nous avons déjà parlé :

Je vous remercie bien, mon cher oncle, de votre aimable lettre et de la part que vous voulez bien prendre à un événement que j'ai beaucoup désiré,⁶⁶ je l'avoue, quoique les chances de l'avenir soient incalculables et la perspective assez sombre. Je pense comme vous sur les objets qui font le sujet de votre lettre et de vos inquiétudes⁶⁷ ; mais quel que soit le sort qui nous est réservé, il faut servir la liberté jusqu'au bout, sous toutes les formes, en conserver le plus possible, en se prêtant aux circonstances, à l'esprit et surtout à la lassitude nationale. Le cours des choses est bien plus fort que la volonté des hommes et la devise de tous ceux qui sont appelés à se mêler des affaires doit être :

⁶⁵ BCU, Fds C II, 34/5, inédite. Nous avons cité plus haut le propos de Duveyrier (ci-dessus, p. 205). En ce qui concerne Mme de Staël, il est plus difficile de dévoiler l'allusion de Réal ; peut-être s'agit-il d'un ou de plusieurs mots d'esprit qu'elle s'était permis dans son salon. Paul Gautier cite par exemple sa réplique à Joseph Bonaparte, qui était venu lui demander ce qu'elle voulait pour se rallier au Premier Consul ; elle répondit : « il ne s'agit pas de ce que je veux mais de ce que je pense. » *Op. cit.*, p. 34. Ce genre de coup de griffe ne devait évidemment pas plaire à Bonaparte.

⁶⁶ Il s'agit de sa nomination au Tribunat et non, comme le croit Menos, du coup d'Etat du 18 brumaire.

⁶⁷ La lettre de Samuel est perdue ; il y devait probablement faire allusion au premier discours de Benjamin et surtout à la campagne de presse qui suivit cette opinion.

fata viam invenient. C'est la mienne depuis longtemps. Suivre sa conscience et n'en appeler qu'à elle est le moyen unique de n'être pas dévoré d'incertitude.⁶⁸

Conscient de sa faiblesse et de son isolement, le tribun se place encore une fois dans la perspective qui lui est familière, celle du réalisme et du relativisme. Il ne se pose donc pas en martyr prêt à mourir pour un idéal, mais en homme de devoir laborieux et consciencieux, qui trouve un réconfort moral dans l'exécution de son travail. S'il y a une bonne part de renoncement chez lui, il ne transige cependant pas sur les principes, voulant seulement préserver ce qui peut l'être et avec les moyens du bord. Il conserve encore une arme redoutable pour un tribun qui a le droit de s'exprimer : son ironie, dont il n'est pas avare. Homme de devoir, mais aussi homme d'esprit, bien décidé à ne pas laisser étouffer cette dernière ressource contre le silence du despotisme.

Ainsi, dès son premier discours, la physionomie politique de Constant prend une forme plus authentique. Alors que sous le Directoire il était difficile de lui coller une étiquette, à part celle de modéré ou de républicain, il est désormais possible de parler de libéralisme en se référant à son attitude et à sa pensée politiques. « Servir la liberté jusqu'au bout, sous toutes ses formes, en conserver le plus possible », tel est son nouveau mot d'ordre. Mais la notion même de liberté ne cache plus seulement une série d'options fondamentales et de valeurs reconnues depuis 1789 par la plupart des Français ; il se charge d'une signification particulière au moment où, dans l'indifférence générale, la pratique de la liberté devient une chose vide de sens. Pour Constant, défendre la liberté revient à défendre une cause perdue, qui n'intéresse plus personne. Comme le dit un ancien Conventionnel à Mme de Staël : « nous en sommes arrivés au point de ne plus songer à sauver les principes de la Révolution, mais seulement les hommes qui l'ont faite. »⁶⁹ Relatant son entrevue avec Fouché à propos du discours de Constant, elle écrit de même dans *Dix années d'exil* : « J'ajoutai encore quelques mots sur le respect qu'on devait à la liberté des opinions dans un corps législatif ; mais il me fut aisé de m'apercevoir qu'il [Fouché] ne s'intéressait guère à ces considérations générales : il savait déjà très bien que, sous l'autorité de l'homme qu'il voulait servir, il ne serait plus question de principes et il s'arrangeait en conséquence. »⁷⁰ Le libéralisme va devenir peu à peu la doctrine d'une minorité sur la

⁶⁸ Lettre du 30 nivôse an VIII (20 janvier 1800). Ménos, pp. 161-162.

⁶⁹ Madame de Staël, *Considérations sur la Révolution française*, quatrième partie, ch. 3. Dans les *Œuvres complètes*, op. cit., t. XIII, p. 244.

⁷⁰ Madame de Staël, *Dix années d'exil*, op. cit., ch. 2, p. 12.

défensive, qui lutte, sans l'appui de l'opinion, pour le maintien de quelques principes. Le libéralisme constantien qui s'élabore sous le Consulat n'a en effet rien d'une doctrine triomphante ; son exemple nous oblige à revoir le schéma un peu rapide qui associe étroitement le courant libéral à l'avènement de la bourgeoisie comme classe dominante.⁷¹ Pour bien comprendre la pensée de Constant, il faut se souvenir qu'elle s'est fondue dans le creuset d'une opposition modérée mais irréductible à l'autoritarisme de Bonaparte.

En montant à la tribune, le 5 janvier 1800, Constant ne se borne pas à développer sa conception de l'opposition dans une assemblée législative ; il critique surtout le manque de temps qui est laissé à la discussion. Il dénonce l'inégalité flagrante entre les Conseillers d'Etat, qui disposent de plusieurs décades ou même de plusieurs mois pour élaborer leurs projets, et les Tribuns qui doivent se contenter de quelques jours pour prendre connaissance de ces textes et émettre leur vœu. « Quelle lutte inégale ! quel fantôme de discussion ; quel simulacre d'examen ! »⁷² s'écrie Constant qui demande malicieusement : « Comment se fait-il que les seuls hommes qui ont le droit de parler dans la République soient précisément ceux contre lesquels on entasse de si bizarres précautions ? »⁷³ Dès lors, il ne cessera de revenir sur le fait que le Tribunat n'obtient jamais les moyens de remplir correctement son mandat constitutionnel. Ainsi, par exemple, au début de son discours sur les rentes foncières (18 mars 1800), il parle du « temps si court qui nous est accordé pour la discussion et qui ne nous permet pas même d'attendre l'impression des discours qui pourraient guider notre jugement ».⁷⁴ Deux jours plus tard, à propos de la faculté de tester, il se plaint encore une fois : « Le temps nous est refusé pour nos discussions : j'ai d'ailleurs, aux dépens de l'élégance et de l'enchaînement des idées, voulu respecter vos moments. »⁷⁵ La rapidité des débats n'est d'ailleurs pas le seul point de sa critique du fonctionnement des assemblées. Il conteste aussi l'obligation de voter un projet en

⁷¹ Cet amalgame tient au fait que, par libéralisme, on entend généralement la doctrine qui fleurit en France sous la Restauration et qui l'emporte en 1830. Pour Jean Touchard, par exemple, « en France, le libéralisme reste dans l'ensemble étroitement lié à la défense des intérêts ». *Histoire des idées politiques*, Paris, PUF, 1967, t. II, p. 518. La meilleure critique de ce point de vue est formulée par Paul Bénichou, *Le temps des prophètes. Doctrines de l'âge romantique*, Paris, Gallimard, 1977, ch. 1 : *La pensée libérale. Benjamin Constant, Guizot, Jouffroy*.

⁷² AP, t. I, p. 32.

⁷³ *Ibid.*, p. 33.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 460.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 488.

bloc sans pouvoir réclamer la révision d'un ou de plusieurs articles. C'est ce défaut qui l'amène, le 25 décembre 1801, au sujet des actes de l'Etat civil, à rejeter « un projet dont 66 articles sur 68 [lui] paraissent inattaquables ».⁷⁶ D'autres fois, l'obscurité ou le manque d'unité de la loi⁷⁷ condamnent les tribuns soit à repousser des projets qui contiennent tout de même des dispositions utiles, soit à les accepter malgré des tares évidentes.

Ceci dit, la question de la durée des débats, des possibilités d'examen, reste au centre des récriminations de Constant. Selon lui, toute précipitation est funeste et ne peut aboutir qu'à la destruction des garanties de la liberté. Il rappelle à cet effet l'abus que l'on a fait en France des lois d'urgence de sinistre mémoire ; « je pensais, dit-il dans sa première intervention, que l'*expérience* nous avait prouvé que la lenteur des lois n'était pas à craindre, mais bien leur rapidité. »⁷⁸ Ceci n'est pas sans rappeler évidemment ce qu'il disait à propos du temps, grand régulateur de toute chose, dans les passages de ses brochures consacrés à la perfectibilité de l'espèce humaine. La durée, qui permet la réflexion ou l'examen, par opposition à la hâte qui bouscule tout, est un des éléments importants de son système de pensée. Mais, dans le cadre plus restreint d'un corps législatif, le temps n'est pas seulement utile à la discussion des lois, il est encore nécessaire à l'information des tribuns. Il ne peut pas y avoir débat sans connaissance préalable des faits. C'est pourquoi, il reproche au projet sur la formation de la loi de ne pas préciser que l'exposé des motifs doit être communiqué au Tribunat.⁷⁹ Il déplore pour les mêmes raisons, les différences de statut entre Conseillers d'Etat et Tribuns. C'est toutefois lors de son second discours, sur les pétitions, qu'il insiste le plus sur cette question de l'information. Il remarque, en effet, que « l'un des plus grands obstacles à la régénération de notre patrie, c'est que nous ne savons pas assez de faits ».⁸⁰ Il demande justement que le Tribunat se charge de l'examen attentif des pétitions et que celles-ci ne soient pas purement et simplement renvoyées devant le gouvernement, parce que « les pétitions pourront [...] servir à remplir ces lacunes : elles [...] fourniront des informations de détail qui, réunies, donneront plus de précision et plus d'exactitude à l'ensemble. »⁸¹ Car,

⁷⁶ *Ibid.*, t. III, p. 259.

⁷⁷ Voir les reproches de Constant à ce propos dans ses interventions du 6 mars 1800 (*ibid.*, t. I, p. 310) ; du 22 mars 1800 (*ibid.*, p. 488) ; du 25 janvier 1801 (*ibid.*, t. II, p. 179) ; du 25 décembre 1801 (*ibid.*, t. III, p. 259).

⁷⁸ *Ibid.*, t. I, p. 33 ; c'est nous qui soulignons.

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ *Ibid.*, p. 132.

⁸¹ *Ibid.*, pp. 132-133.

« l'information la plus minutieuse en apparence peut servir à rectifier le système général. Aucune vérité n'est inutile et il n'est aucune pétition qui ne puisse contenir quelque vérité ».⁸² Constant repousse les objections de ses collègues qui prétendent que le Tribunat risque d'être envahi par une masse de réclamations souvent ineptes et sans relation avec l'intérêt général. Ce qui importe pour lui c'est que tous les détails des pétitions soient réunis et classés, de manière à constituer un corpus recensant tous les cas traités :

La réunion de toutes ces choses finira par nous conduire à une connaissance exacte de cet esprit public qui décide en dernier ressort des destinées nationales [...] La collection des pétitions adressées au Tribunat se trouvera au bout de quelque temps, l'une des plus utiles et des plus précieuses que l'on puisse imaginer [...] la vérité, étant toujours une, sera tellement répétée dans toutes les pétitions qui auront trait au même objet, qu'elle en acquerra une démonstration irrésistible.⁸³

Il va sans dire que dans un pays où la presse est surveillée, où les assemblées sont bâillonnées, l'exercice du droit de pétition pourrait remédier un peu à l'absence de liberté d'opinion. En plus de cette défense d'un droit politique essentiel, il faut remarquer chez Constant son exigence d'une connaissance positive de la vie politique. Les cas précis, les faits touchant un individu ou une petite communauté, les détails pratiques sont des éléments d'un grand tout, qui n'ont d'importance et de signification réelles qu'au moment où on les considère dans leur ensemble, une fois qu'ils ont été groupés et répertoriés. Ce souci de conjuguer la partie avec le tout évoque implicitement une idée ancienne de Constant : dans le huitième chapitre de *Des réactions politiques*, il décrivait de la même manière l'articulation des principes secondaires avec les principes premiers, qui forment les anneaux d'une seule et unique chaîne. De même les informations révélées par chaque pétition pourraient être édifiées en un assemblage cohérent, en un « système de travail régulier et uniforme »,⁸⁴ dont l'exploitation rationnelle permettrait de posséder une connaissance précise de la réalité politique. Dans sa brochure, il prouvait qu'un « principe isolé est inapplicable »,⁸⁵ dans son discours il prétend aussi qu'« isolées, les pétitions ne sont rien ; réunies elles feront de toutes parts jaillir la lumière ».⁸⁶ Sans développer véritablement une épistémologie, Constant pose tout de même les

⁸² *Ibid.*

⁸³ *Ibid.*, p. 135.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Des réactions politiques, op. cit.*, p. 68 ; c'est nous qui soulignons.

⁸⁶ *AP*, t. I, p. 135 ; c'est nous qui soulignons.

fondements d'une conception de la connaissance, qui préfigure le positivisme. Dans les limites de ce travail, nous voulions seulement signaler l'existence d'une problématique qui mériterait de plus longs développements et insister aussi sur la récurrence de certains concepts fondamentaux de sa pensée.

La double exigence du temps et de la connaissance des faits constitue pour ainsi dire la trame de ses revendications au Tribunalat. Sur elle vient se nouer naturellement la défense de l'indépendance et de la liberté individuelles, car, s'il réclame sans cesse que le Tribunalat puisse jouer son rôle, c'est évidemment par souci de préserver les gouvernés de toute atteinte de l'autorité. On ne sera donc pas surpris de voir Constant revenir, dans ses discours, sur un thème favori, qui lui attire les foudres des admirateurs fervents et inconditionnels de Bonaparte ; il s'agit bien entendu de la nature abusive du pouvoir. Pour les courtisans en général, l'ordre et la prospérité nationale reposent sur la confiance absolue dans le chef de l'Etat ; toute défiance, toute supposition contraire est subversive ; pour les adulateurs du Premier Consul, génie politique s'il en fut, cette confiance se transforme en dévotion et en aveuglement, si bien que la théorie de Constant devient, à leurs yeux, un outrage et un véritable crime de lèse-majesté. Les intentions du tribun sont bien sûr beaucoup plus anodines. Selon son idée, la personne même du chef de l'Etat, de ses ministres et de ses agents ne sont pas en cause ; c'est le pouvoir en tant que phénomène, qui, d'où qu'il vienne et quel qu'il soit, comporte de tout temps et par fatalité une tendance pernicieuse à s'accroître outre mesure. Toute la réflexion politique et constitutionnelle de Benjamin Constant revient à trouver le palliatif à cette tare, sans détruire pour cela la nécessité de la puissance. En effet, Constant ne tombe pas dans l'autre extrême, qui consisterait à accuser le gouvernement de tous les maux ; il admet volontiers que les réclamations des individus opprimés seront rares, « parce qu'il y aura peu de vexations, que le gouvernement surveillera ses agents [...] et que les dépositaires du pouvoir se renfermeront toujours strictement dans les limites constitutionnelles ».⁸⁷ Cet optimisme est peut-être un peu excessif, mais montre bien que Constant n'est pas un ennemi de l'autorité. La formulation la plus précise de sa pensée se trouve encore une fois dans son premier discours. Il déclare en effet :

Pour l'examiner [le projet de loi], citoyens collègues, il faut considérer l'abus que l'autorité peut en faire. La supposition que l'autorité en abusera est la seule qui motive l'examen. Hors de cette hypothèse, tout examen serait inutile. Raisonner dans cette

⁸⁷ *Ibid.*, p. 134.

hypothèse, ce n'est point attaquer le gouvernement. Décrire les abus qui sont possibles, ce n'est point affirmer que ces abus auront lieu, ce n'est point inculper les vues des dépositaires du pouvoir. Mais la liberté ne s'occupe point de vues ; elle considère les moyens ; il ne lui suffit point d'être sans inquiétude sur la volonté présente ; elle veut être rassurée sur la puissance à venir.

J'ai cru devoir faire cette observation pour qu'on ne me reprochât pas une défiance excessive. J'ajouterai du reste qu'une constitution est par elle-même un acte de défiance, puisqu'elle prescrit des limites à l'autorité et qu'il serait inutile de lui prescrire des limites, si vous la supposiez douée d'une infaillible sagesse et d'une éternelle modération.⁸⁸

Soulignons d'abord la maîtrise et la logique parfaite avec laquelle Constant, en peu de lignes, condense l'essentiel de sa théorie. La nécessité de l'examen est présentée comme le corollaire du principe de base, à savoir les excès virtuels de la puissance. Car, sans ce doute initial, toute vérification, tout jugement critique, tout retour aux sources est inutile et s'efface devant la certitude de l'infailibilité gouvernementale. L'examen apparaît donc aussi comme un moyen de conjurer l'incertitude, et nous avons vu déjà à quel point cette dernière notion est au centre des préoccupations de Constant, tant sur le plan de son caractère que sur celui de son intelligence. L'incertitude quant à la suffisance des garanties d'une loi est une sorte de réflexe légitime, qui refuse tout a priori et réclame une recherche ou une analyse des motifs de cette loi. Constant insiste sur le fait que cette démarche n'a en soi rien d'offensant, qu'elle est au contraire naturelle et fidèle à l'esprit de n'importe quelle constitution. Cette approche critique d'un projet de loi devrait se faire sur la base d'une information aussi claire et étendue que possible ; c'est pourquoi il réclame tellement l'élaboration d'une collection de pétitions. Mais surtout, la méthode de Constant repose sur la distinction entre le *but* de la loi et les *moyens* mis en œuvre pour son exécution. « La liberté, dit-il, ne s'occupe point de vues, elle considère les moyens. » Les intentions du gouvernement sont généralement louables ; mais si le législateur se laisse aveugler par celles-ci, s'il ne part pas du principe qu'un abus est toujours possible, il ne s'apercevra pas que le texte de la loi peut receler un certain nombre de moyens d'application contraires au but pour lequel cette loi a été rédigée et contraires surtout à la liberté individuelle (qui doit être le but de chaque loi). Autrement dit, il doit toujours y avoir adéquation entre la lettre et l'esprit ou entre les mesures et les vues.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 31. Il dit de même p. 33 : « pour juger une loi, il fa[ut] consulter l'usage indirect ou dangereux qu'on p[eut] en faire. »

Chaque fois que cette règle n'est pas observée, quand il existe un risque, si minime soit-il, de froisser, dans l'exécution, des intérêts qu'on voulait protéger, Constant intervient. Ainsi, le 1er février 1800, à propos des pétitions, il déclare à la tribune : « mais les mesures que votre commission vous a proposées ne me paraissent pas complètement analogues au but que vous devez avoir en vue dans l'accomplissement de ce devoir. »⁸⁹ L'idée de la Commission était de renvoyer toutes les pétitions adressées au Tribunat à un bureau chargé spécialement de leur examen. Selon Constant, ce projet n'est pas absolument conforme à la constitution et revient presque à renvoyer ces pétitions devant le gouvernement, ce qui supprimerait toute utilité à l'institution et ôterait toute possibilité de contrôle sur les actes de l'autorité. De même le 18 mars 1800, il combat la loi sur les rentes foncières, parce que certaines dispositions vexent gravement les propriétaires acquéreurs de biens nationaux et que cette conséquence ne peut pas être attribuée à l'esprit de cette loi. C'est surtout enfin dans son fameux discours du 25 janvier 1801 contre l'établissement des tribunaux criminels spéciaux, qu'il dénonce violemment une loi, qui, sous le prétexte de pillages et d'insécurité sur les routes, détourne de la justice naturelle toute une série de délits qui devraient être soumis à des tribunaux ordinaires. Constant s'insurge contre cette manière d'étendre à tout une juridiction faite pour quelques cas particuliers. Le critère de l'analogie obligatoire entre les buts et les moyens reviendra fréquemment dans les *Principes de politique* et il fallait, dès son apparition dans les textes, insister déjà sur son aspect fondamental et sa corrélation inévitable avec d'autres thèmes importants de la pensée du tribun.

Nous n'avons évidemment pas épuisé l'analyse des discours de Constant. Ainsi que nous l'avions dit, il s'agissait de se limiter aux aspects structuraux de sa pensée, surtout à ceux que nous retrouverons dans ses traités. Certains thèmes sont d'ailleurs esquissés si brièvement dans le texte de Constant, que nous n'avons pas jugé bon de nous y arrêter. Faisons tout de même exception pour le triptyque « liberté-ordre-repos », qui apparaît furtivement dans le premier discours.⁹⁰ Ce n'est pas vraiment une devise constantienne ; mais ces trois éléments forment les composantes de l'état social idéal, où le bonheur individuel devient possible. L'ordre dans lequel nous les citons ou dans lequel ils se trouvent dans les textes de Constant est pratiquement indifférent ; aucun n'a plus d'importance que

⁸⁹ *Ibid.*, p. 132.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 31 : « tout ce qui facilite la précipitation dans les lois n'est pas moins redoutable au repos et à l'ordre qu'à la liberté. »

les deux suivants, car ils sont en fait indissociables et se définissent les uns par rapport aux autres : il ne peut pas y avoir de liberté dans l'anarchie ou le désordre, puisque tout désordre supprime ce qui est fixe et régulier et implique l'usage de l'arbitraire ; quant au « repos sous le despotisme », nous avons déjà vu ce qu'en pense Constant.⁹¹ Voilà ce que la présence de trois mots clés peut suggérer comme commentaire, sans qu'il soit possible ou même nécessaire d'aller plus loin. Il suffit d'être attentif à tout ce qu'un vocabulaire apparemment banal révèle de fondamental pour la connaissance générale de la pensée constantienne.

Nous avons aussi écarté à dessein de cette partie sur les discours tout ce qui est purement technique ou juridique. Dans le cas contraire, il aurait fallu, pour chaque discussion, dans laquelle Constant est intervenu, remonter souvent jusqu'aux débats de la Législative ou de la Constituante, pour mieux comprendre les motifs des lois nouvelles et la position respective des tribuns. Cela aurait exagérément surchargé ce chapitre, sans pour autant garantir une meilleure approche de la pensée de notre auteur. Toutefois, un tel travail serait nécessaire pour celui qui désirerait apprécier à leur juste valeur les talents de Constant tribun, jauger ses compétences et observer peut-être l'impact de ses arguments sur ses auditeurs, d'après les répliques qui lui auraient été opposées. Constant est-il écouté ? Dans quelle mesure son opposition et celle de quelques-uns de ses collègues porte-t-elle ses fruits ? Ce sont des questions importantes qui mériteraient un jour la curiosité d'un historien des institutions. Il nous reste, pour notre part, à examiner les traités politiques rédigés à cette période.

IV. — *La rédaction des traités politiques*

Pendant plus de trois années, dès le début de 1800 jusqu'en avril 1803, Constant entreprend un traité politique, qui prend rapidement des proportions considérables. Nous avons vu dans le chapitre précédent les raisons probables qu'il avait eues de ne pas publier sa traduction de Godwin.⁹² Nous avons alors émis l'hypothèse que Benjamin renonça à son projet initial et préféra écrire un ouvrage de son cru plutôt que de publier celui d'un autre. Cette idée lui est sans doute venue dans les premiers mois de 1800. On se souvient de l'excuse qu'il donne encore à son oncle le 20 janvier 1800 à propos du retard de sa traduction : « l'auteur a publié une édition nouvelle

⁹¹ Cf. Ch. 1er, p. 63 et n. 98.

⁹² Cf. Ch. 2, pp. 171-178.

qui [l']oblige à plusieurs changements. »⁹³ Mais, à partir de cette date, toutes les allusions à un ouvrage en cours ne font plus état du livre de Godwin et se réfèrent incontestablement à un traité original. Julie Talma lui écrit le 6 mars 1800 :

N'avez-vous pas peur que je méprise votre ouvrage ? C'est comme si vous me demandiez si je méprise ma pensée et tous les sentiments de mon cœur. Je vous l'ai déjà dit : à chacun de vos ouvrages il me semble que votre beau talent ait puisé dans mon âme tout ce qu'il exprime si bien ; et cela parce qu'il est naturellement l'organe de toutes les âmes vraiment républicaines. *Je vous regarde comme la voix et la pensée de la République.*⁹⁴

De son côté, Mme de Staël écrit à Brinkman, le 27 avril 1800 : « Benjamin va s'occuper de faire paraître cet été son ouvrage sur la politique. »⁹⁵ Il semble donc bien que *De la justice politique* ait été rangé dans un tiroir et que Constant se soit lancé désormais dans l'exposé de ses propres théories. Le passage d'un livre à l'autre s'est fait naturellement et Constant a sans doute repris pour son traité l'essentiel des notes et des matériaux qu'il avait accumulés pour rédiger son Commentaire de Godwin.

Cependant, cet ouvrage, qui aurait dû être terminé pendant l'été 1800, fait long feu. Il y travaille à Genève et à Coppet de juillet à septembre, compte pouvoir le finir à Hérivaux,⁹⁶ mais annonce de là à sa cousine Rosalie, le 19 octobre 1800, qu'elle aura « deux gros volumes dans le courant de l'année ». ⁹⁷ Il faut entendre par là : dans le courant de l'an IX, puisque Constant date sa lettre au moyen du calendrier républicain et cela signifie qu'il n'espère pas être au bout de ses peines avant 1801 ! Cette ambition est à nouveau déçue. Au début de 1801, le tribun est occupé par ses discours (22 et 25 janvier, puis 19 mars), si bien qu'il ne peut reprendre son manuscrit qu'à la fin mars, dès que les séances du Tribunat se font un peu plus rares.⁹⁸ A Coppet, pendant l'été, il met son séjour à profit, pour

⁹³ Cf. Ch. 2, p. 173 et n. 234.

⁹⁴ Lettre du 15 ventôse an VIII (6 mars 1800). *Lettre de Julie Talma à Benjamin Constant*, p.p. la baronne Constant de Rebecque, Paris, Plon, 1933, p. 39.

⁹⁵ Lettre du 7 floréal an VIII (27 avril 1800). *Corr. gén.*, t. IV/1, p. 268.

⁹⁶ Lettres à sa tante de Nassau du 23 thermidor an VIII (11 août 1800) et du 4 vendémiaire an IX (26 septembre 1800). Mélégar, pp. 297 et 300 ; la date de la première lettre est donnée par l'original (B.N., Nouv. acq. fr. 17269, f° 89).

⁹⁷ Benjamin et Rosalie de Constant, *Correspondance*, op. cit., p. 25 ; la lettre est datée d'Hérivaux le 27 vendémiaire an IX (19 octobre 1800).

⁹⁸ Après la séance du 5 germinal an IX (26 mars 1801), les deux suivantes ont lieu les 21 messidor et 2 thermidor an IX (10 et 21 juillet 1801), cf. AP, t. II, p. 766.

avancer sa rédaction ; il s'est même « imposé la tâche de finir » au moins une « portion » de cet ouvrage,⁹⁹ mais là encore l'ampleur de l'entreprise dépasse largement ses prévisions.

Le loisir auquel le condamne son expulsion du Tribunat (17 janvier 1802) lui permet peut-être de consacrer plus de temps à ses recherches, à moins que la déception qu'il éprouve ne lui fasse abandonner provisoirement son traité au profit d'un autre écrit. Il annonce en effet à sa tante le 19 janvier 1802 :

Un ouvrage que j'ai commencé et qui m'offre une occupation très agréable, me consolera de m'occuper moins des affaires publiques.¹⁰⁰

Cette façon de parler suggérerait qu'il commence quelque chose de nouveau, car il ne semble plus faire allusion à un travail qui dure depuis deux ans. S'agirait-il peut-être de son *Essai sur la perfectibilité de l'espèce humaine* ?¹⁰¹ Impossible de le savoir, car dans toutes ses lettres, Constant demeure très vague quant à l'objet de ses recherches ou de ses rédactions.

Parti de Paris à la fin du mois d'avril 1802, pour accompagner Mme de Staël qui rentre à Coppet avec son mari gravement malade,¹⁰² Constant séjourne tantôt à Genève, tantôt à Coppet pendant une année, jusqu'à son retour en France, en avril 1803. Cette longue absence, loin de Paris, lui est plus ou moins imposée¹⁰³ ; mais l'éloignement des affaires et de la vie mondaine lui permet au moins de se vouer entièrement à la composition de son traité politique. Celui-ci lui cause de plus en plus de soucis ; il éprouve une lassitude certaine devant ce travail de Sisyphe, cet « ouvrage dont [il] parle sans cesse et qui n'avance pas »,¹⁰⁴ ce « maudit ouvrage dont [il] parle depuis trois ans ». ¹⁰⁵ Dans presque toutes ses lettres, il y fait

⁹⁹ Lettre du 11 septembre [1801] à sa tante de Nassau. Mélégar, pp. 362-363.

¹⁰⁰ Cf. ci-dessus, n. 35.

¹⁰¹ Cf. Ch. 2, p. 176 et n. 242.

¹⁰² Le baron de Staël meurt pendant le voyage de Paris à Coppet le 9 mai 1802.

¹⁰³ Les raisons de ce demi-exil ne sont pas très claires ; comme nous l'avons déjà dit, ce sont les lettres de Constant à Fauriel qui fournissent quelques éléments d'explication à ce sujet. Cf. ci-dessus, n. 39.

¹⁰⁴ Lettre du 9 floréal an X (29 avril 1802) à Claude Fauriel. Glachant, p. 39.

¹⁰⁵ Lettre du 18 juin 1802 à sa tante de Nassau. Mélégar, p. 313. L'original (BCU, Fds C, Co 3331) ne porte comme date que « ce vendredi » ; cette indication et le contexte permettent de préciser. La version de D. Mélégar étant erronée, nous donnons le texte correct de l'endroit qui nous intéresse : « Le désir de finir un maudit ouvrage dont je parle depuis trois ans et que je n'achève point, me fait rester ici encore quelque temps sans inter-

allusion. Le 15 juillet 1802, il déclare à Fauriel : « Pour la quatrième fois j'ai recommencé mon ouvrage. »¹⁰⁶ Les lectures qu'il fait pendant cet été l'obligent peut-être à refondre son travail ou lui procurent certainement de nouvelles données, dont il doit tenir compte. Il lit la traduction et les commentaires de Bentham par Etienne Dumont, la brochure de Camille Jordan, l'ouvrage de Necker et aussi celui de Sismondi.¹⁰⁷ Il n'est dès lors pas étonnant que ce « malheureux travail [...] s'enfle et se prolonge ». ¹⁰⁸ Comme pour les deux années précédentes, il se fait des illusions quant à l'avance de son livre. Le 15 juin, il estime qu'un mois lui suffira pour terminer¹⁰⁹ ; mais le 9 août, il a encore besoin de vingt jours. Ses pronostiques sont chaque fois démentis, et chaque fois il se fixe des délais qu'il ne peut pas tenir. A la fin de l'année 1802, le traité n'est toujours pas terminé : ses yeux malades l'empêchent d'y mettre la dernière main. Enfin ! le 6 avril 1803, il peut écrire à Huber :

Je me suis occupé depuis à peu près deux ans d'un ouvrage assez considérable et assez complet sur la politique. Il est achevé ; mais il n'y a pas moyen de penser à le publier dans ce moment-ci. J'en ajourne par conséquent l'impression jusqu'à une époque indéterminée.¹¹⁰

La date qu'indique Constant surprend un peu. Dans sa lettre du 18 juin 1802 à sa tante, il était question de trois ans¹¹¹ et ce dernier chiffre correspond exactement à l'avance du travail, telle qu'on peut la suivre grâce aux lettres de Benjamin : de 1800 à 1803, il ne s'occupe que de son ouvrage politique. Il est vrai que les indications de Benjamin sont très imprécises et que, si on les examine isolément,

ruption. Ce n'est pas que je pense à le publier, mais je voudrais l'avoir terminé pour être complètement libre. »

¹⁰⁶ Lettre du 26 messidor an X (15 juillet 1802). Glachant, p. 63.

¹⁰⁷ Jérémie Bentham, *Traité de législation civile et pénale...* publiés par Et[ienne] Dumont de Genève, Paris, Bossange, Masson et Besson, an X, 1802, 3 vol. [Camille Jordan], *Vrai sens du vote national sur le Consulat à vie*, Hambourg, 1802, 50 p. *Dernières vues de politique et de finance offertes à la Nation Française*, par M. [Jacques] Necker, s.l., an X, 1802, XI-323 p. J[ean]-C[harles]-L[éonard] Simonde, *De la richesse commerciale ou principes d'économie politique appliqués à la législation du commerce*, Genève, J.-J. Paschoud, an XI, 1803, 2 vol.

¹⁰⁸ Lettre du 26 thermidor an X (14 août 1802) à sa tante de Nassau. Mélégar, p. 309. Constant emploie une expression semblable dans sa lettre du 12 thermidor an X (31 juillet 1802) à Claude Fauriel. Glachant, p. 73.

¹⁰⁹ Lettre du 26 prairial an X (15 juin 1802) à Claude Fauriel, *ibid.*, p. 46.

¹¹⁰ Lettre du 16 germinal an XI (6 avril 1803). Etienne Hofmann. *Lettres de Benjamin Constant...*, *art. cit.*

¹¹¹ Cf. ci-dessus, n. 105.

on peut croire qu'il fait allusion à son étude sur les religions.¹¹² Les analogies sont parfois frappantes : mêmes plaintes de l'auteur devant la durée et l'ampleur de la tâche, mêmes incertitudes quant au plan, même regret quant à l'époque et au public, qui selon Constant ne seraient pas propices à ses recherches.¹¹³ Cependant, lorsque ces mêmes allusions sont regroupées, il apparaît clairement qu'il ne peut s'agir que d'un traité politique et pas d'autre chose. De même ce qu'il dit à Fauriel, le 17 juillet 1802, en fournit une preuve supplémentaire :

On m'a mandé qu'un homme que vous devinerez facilement [Bonaparte] croit que je veux l'attaquer personnellement dans cet ouvrage. Il se trompe. Ni lui ni aucune partie de sa conduite ne se trouvent désignés. Il n'y a dans tout ce que j'ai écrit que des principes généraux que j'ai adoptés et que je développe, parce qu'ils m'ont paru vrais sans que j'aie réfléchi s'ils étaient ou non applicables à cet homme ou à tout autre.¹¹⁴

Et quand Julie Talma le taquine, le 27 juillet 1802, elle ne peut que se référer à un traité politique :

Montesquieu a été vingt ans à faire son ouvrage. Je suppose que, comme vous, à chaque déplacement, il relisait son manuscrit et le changeait. Je ne vous laisse pourtant cette liberté de changer que pour la rédaction. Il ne faudrait pas, par exemple, qu'après avoir conçu votre ouvrage comme un démocrate, il finit par être celui d'un oligarque. Dites comme vous voudrez, pourvu que vous *pensiez* toujours de même.¹¹⁵

¹¹² Dans ses notes explicatives des lettres de Constant à Fauriel, V. Glachant estime que Constant fait toujours allusion à son travail sur les religions quand il est question d'un ouvrage en cours ; cf. par exemple p. 39, n. 1. Pierre Deguise interprète aussi les références que nous avons données comme se rapportant à des recherches sur les religions (*op. cit.*, p. 45).

¹¹³ Le 26 messidor an X (15 juillet 1802) il écrit à Fauriel : « Il faut qu'il [son livre] ait assez de mérite pour se soutenir durant cette période de dégoût pour les sujets dont je traite de manière à se retrouver lorsque ce dégoût sera passé. » Deux jours plus tard, il avoue au même : « Je travaille en effet, quoique ne prévoyant guères quand ce que j'achève pourra être utile, ni quand cela pourra être publié. » Glachant, pp. 63-65.

¹¹⁴ Lettre du 28 messidor an X (17 juillet 1802) à Claude Fauriel, *ibid.*, pp. 64-65. Se référant au même passage, Paul Bastid reste pourtant convaincu que l'ouvrage en question ne peut être que celui sur la religion ! (*op. cit.*, pp. 172-173).

¹¹⁵ Lettre du 8 thermidor an X (27 juillet 1802). *Lettres de Julie Talma...*, *op. cit.*, p. 94. Constant apprécie-t-il l'humour de son amie ? Peut-être pas, car elle lui répond le 24 thermidor an X (12 août 1802) : « Je ne crois point que votre ouvrage, commencé en démocrate, finisse en oligarque. Est-ce que je vous aimerais si je le craignais ? J'ai dit cela par manière de conversation et pour faire une *jolie* plaisanterie ! Ce n'est pas ma faute si vous êtes assez bête pour le prendre sérieusement ! » *Ibid.*, p. 97.

La principale difficulté n'est donc pas tant de savoir si Constant fait un livre sur la politique ou sur la religion, car la confrontation de toutes les données est déterminante et ne permet plus d'hésitation, mais de se faire une idée précise du contenu de ce traité. A Huber, il le décrit comme « assez considérable et assez complet » et bien avant de l'avoir achevé, il le présentait à Fauriel comme quelque chose d'assez original :

Je commence à me flatter, lui écrivait-il le 21 août 1802, qu'à force de travail, je pourrai faire quelque chose de digne de l'amitié que quelques hommes que j'honore veulent bien me témoigner, et dans un genre qui ne prêterait point à d'absurdes imputations.¹¹⁶ Je ne sais si c'est vanité d'auteur, mais je mets une grande importance à avoir déposé d'une manière sûre un ouvrage étranger à tout ce qui se fait, qui prouve au moins, si le temps de faire mieux m'était refusé, ce que je désirais et quelle espèce d'intérêts a dirigé toute ma conduite.¹¹⁷

Voilà un aveu qui est plus éclairant sur les intentions de l'auteur que sur le fond de son ouvrage ! Il en parle avec une certaine fierté et il semble conscient d'avoir été plus loin que les autres philosophes et publicistes de son temps. Il se montre un peu plus explicite à ce sujet le 4 novembre 1802, en déclarant encore à Fauriel :

Je commence à espérer¹¹⁸ que cet ouvrage, si une fois il paraît, méritera sous quelques rapports votre suffrage et celui des hommes qui vous ressemblent. On n'a point fait ce qui me semble la chose la plus nécessaire, un ouvrage élémentaire sur la liberté ; et l'on est toujours parti tantôt de données vraies, mais qui, n'étant pas démontrées à tous les esprits, ne portaient pas la conviction suffisante pour en faire adopter tous les résultats, tantôt de données reçues, mais qui n'étant pas analysées, n'étaient pas d'une vérité suffisamment rigoureuse. Vous verrez ce que j'ai essayé et jusqu'à quel point j'ai approché du but.¹¹⁹

Même en admettant que notre curiosité est loin d'être satisfaite par un tel passage, il y a tout de même quelques éléments intéressants sur lesquels il faut s'arrêter un moment.

Nous retrouvons dans cet extrait, comme dans le précédent, cette idée que Constant n'écrit que pour un nombre limité de lecteurs, pour « quelques hommes », dont il espère être compris et

¹¹⁶ Constant veut dire par là qu'il ne fait pas un ouvrage de polémique dirigé spécialement contre le Premier Consul. Voir l'extrait de sa lettre du 17 juillet 1802 à Fauriel, ci-dessus, p. 222 et n. 114.

¹¹⁷ Lettre du 3 fructidor an X (21 août 1802). Glachant, pp. 79-80.

¹¹⁸ A remarquer la formule presque pareille qu'il emploie dans l'extrait précédent.

¹¹⁹ Lettre du 13 brumaire an XI (4 novembre 1802). Glachant, p. 90.

apprécié. Cela ne doit pas être interprété comme une simple formule de politesse à l'égard de son correspondant ; car sous cette apparence, se cache une inquiétude réelle de l'écrivain. Il ne peut évidemment pas se mettre dans les rangs des flatteurs du régime ni parmi les auteurs du *Mercure de France*, tels Fontanes et Chateaubriand, qui réagissent chacun à leur manière contre l'héritage des Lumières.¹²⁰ Devenir d'autre part l'émule d'un Camille Jordan, d'un Charles Nodier¹²¹ ou même d'un Necker ne tente pas non plus Constant. Il renonce à s'attaquer de front au régime bonapartiste, comme le font ces auteurs ; il les admire, certes, et partage bon nombre de leurs idées, mais il veut garder ses distances. Cette attitude est très nette à l'endroit de Necker par exemple ; il écrit à Fauriel à propos des *Dernières vues de politique et de finances* : « Cependant, qu'y aurait-il de commun entre cet ouvrage et moi ? Ce ne pourrait être qu'un ricochet d'imagination, qu'il serait facile de démontrer absurde. »¹²² Refusant tout à la fois l'allégeance et la polémique ouverte, il veut se cantonner dans le cercle restreint d'une élite, qui gravite autour de l'Institut et de la *Décade* et dont certains membres se rencontrent à la « Maisonnnette », demeure de Mme de Condorcet, dont Fauriel est l'amant. Il se sent d'autant plus proche de ces Idéologues qu'il n'a, dans ce demi-exil, que des contacts épistolaires avec eux. Ce petit groupe d'intellectuels compose, de son point de vue, son unique public. Il peut tout naturellement et sans flatterie excessive écrire à Fauriel : « Si vous enleviez de France, vous, et en comptant tout, une douzaine d'hommes et de femmes, je me résignerais à vivre partout ailleurs. »¹²³ Sans doute, ne partage-t-il pas toutes les opinions de ces philosophes, mais ses intentions, ses méthodes, dirions-nous aujourd'hui, sont incontestablement voisines des leurs.¹²⁴ Constant rédige donc son ouvrage politique en pensant

¹²⁰ Voir l'étude brève mais suggestive d'André Cabanis, *Le courant contre-révolutionnaire sous le Consulat et l'Empire* (dans le *Journal des Débats* et le *Mercure de France*), *Revue des sciences politiques*, N° 24, 1971, pp. 5-85.

¹²¹ Auteur clandestin de *La Napoléone*, pamphlet que l'on distribue en cachette en 1802. Glachant, p. 533.

¹²² *Ibid.*, p. 77. Lettre datée sans autre indication « ce 13 » ; nous pensons qu'il s'agit du 13 fructidor an X (31 août 1802), car le livre de Necker est paru au début du mois d'août et Constant l'a envoyé à Fauriel avec une lettre datée « ce 28 », sans doute 28 thermidor an X (16 août 1802), *ibid.*, p. 70.

¹²³ *Ibid.*, p. 59. Lettre datée « ce 19 » ; le contexte et une allusion à un commentaire de Fauriel sur le livre de Necker permettent de la dater du 19 fructidor an X (6 septembre 1802).

¹²⁴ Sur les différences et les analogies entre Constant et les Idéologues, voir les pages inégales de Pierre Deguise, *op. cit.*, pp. 70-82.

à ce petit nombre d'hommes, dont il espère mériter le suffrage. Cependant, il sait bien que le résultat de ses efforts ne pourra pas être publié (il le dit clairement dans ses lettres),¹²⁵ non seulement parce que son livre n'est pas adapté au goût du jour, mais surtout à cause de sa réputation d'opposant et de ses relations avec Mme de Staël et Necker, qui publient coup sur coup deux ouvrages provoquant la fureur du « maître ».¹²⁶ Paradoxalement, cette conscience de l'inutilité (toute relative bien sûr) de son travail ne décourage pas du tout l'auteur, qui s'acharne à terminer son livre. Il avoue, par exemple à Fauriel, le 22 octobre 1802 : « Une foule d'idées à demi développées me pèsent par leur désordre ; je veux les enrégimenter, sauf à les renfermer ensuite à jamais. »¹²⁷ Et le 28 décembre de la même année, il rapporte au même, alors que ses yeux malades lui interdisent toute étude : « Je voudrais bien cependant être débarrassé de cette entreprise, pour loger mon travail dans une cassette et pour regarder couler l'eau et passer les nuages. »¹²⁸ Nous découvrons là une conception particulière de la relation entre l'écrivain et son œuvre, qu'il serait trop facile d'expliquer en évoquant la désinvolture de Constant ou en prétextant qu'il ne s'agit là que de formules faussement modestes d'un auteur qui s'attend à être flatté par son correspondant. Pas du tout. L'expression banale en apparence cache souvent chez lui une réflexion intéressante ou un malaise profond. En l'occurrence, nous ne pensons pas que Constant estime que l'écriture est un acte gratuit ou, pour mieux dire, qui ne trouve sa raison d'être qu'en lui-même et qui peut se passer du jugement d'autrui ; il n'y a pas non plus de théorie de l'art pour l'art.¹²⁹ Mais si Benjamin s'efforce tellement d'achever ce qu'il a commencé, c'est qu'il trouve dans le travail, en plus du plaisir purement intellectuel, un dérivatif puissant à l'ennui qui le ronge et à sa peur continuelle de l'incertitude. Ceci est surtout vrai à partir de son expulsion du Tribunat, qui le prive d'une activité, dont nous avons déjà montré l'importance pour son état d'esprit. Le rapport qu'il y a entre lui et

¹²⁵ Voir les extraits de la correspondance ci-dessus, n. 105 et 113.

¹²⁶ Sur les réactions de Bonaparte lors de la parution des *Dernières vues de politique et de finance* puis de *Delphine*, voir Paul Gautier, *op. cit.*, ch. 7 et 8.

¹²⁷ Lettre du 30 vendémiaire an XI (22 octobre 1802). Glachant, p. 87, qui imprime par erreur : 1803.

¹²⁸ Lettre du 7 nivôse an IX (28 décembre 1802), *ibid.*, p. 97, qui imprime par erreur : 28 janvier 1803.

¹²⁹ Cf. cependant l'étude de Karl Heisig, *L'art pour l'art, Ueber den Ursprung dieser Kunstauffassung, Zeitschrift für Religions- und Geistesgeschichte*, t. XIV, 1962, pp. 201-229 ; pp. 334-352. L'auteur voit chez certains écrivains du Groupe de Coppet comme Mme de Staël et Constant les précurseurs de la théorie de l'art pour l'art.

son ouvrage est d'ordre psychologique plus qu'esthétique. Malgré ces fréquentes récriminations contre son « maudit ouvrage qui n'avance pas », on sent bien qu'il aime cette sorte de lutte, cet affrontement entre lui et son sujet. Quand il prétend alors se réjouir de pouvoir enfin « regarder couler l'eau et passer les nuages », c'est évidemment une image pour exprimer sa satisfaction devant l'accomplissement de sa tâche. Constant n'est nullement un oisif et à peine a-t-il achevé son traité politique qu'il se remet au travail. Il déclare en effet à Huber, le 6 avril 1803 :

Mais en attendant j'ai formé le projet d'une autre entreprise littéraire, qui, même en supposant quand je l'aurai finie des entraves du même genre que celles qui existent à présent, fût d'une nature plus admissible et sans inconvénient pour moi. J'ai choisi l'histoire du règne du grand Frédéric, que je voudrais écrire surtout sous le rapport philosophique et dégagée de tous les détails militaires, et même, autant que faire se pourrait, de la plupart des détails de la diplomatie de cette époque. Je voudrais considérer surtout le génie de Frédéric II, l'influence de sa philosophie sur celle de l'Allemagne, les progrès que la liberté de la presse qu'il respecte fit faire à la littérature, les avantages qui résultèrent de sa défense de l'Empire germanique contre l'Autriche, etc., etc., sans oublier ses nombreuses erreurs en fait de commerce et de finances. Je pourrais, sans m'écarter de mon sujet établir indirectement une foule de vérités, dont l'énonciation directe serait impossible.¹³⁰

On s'en rend bien compte : Benjamin regrette tout de même que, pour des raisons d'opportunité et de censure, son message politique ne puisse pas passer. Autant par désir de promouvoir ses idées que par peur du désœuvrement, il entreprend un nouvel ouvrage, que l'on pourra lire entre les lignes, à défaut d'un traité plus explicite mais moins innocent.

Il est évidemment regrettable que Constant ne se soit pas montré, dans sa lettre du 4 novembre 1802 à Fauriel, aussi disert et

¹³⁰ Lettre du 16 germinal an XI (6 avril 1803). Etienne Hofmann, *art. cit.* Voir aussi la lettre de Constant à Sismondi, du 23 avril 1803, in : Norman King et Jean-Daniel Candaux, *La correspondance de Benjamin Constant et de Sismondi (1801-1830), Annales Benjamin Constant*, N° 1, 1980, p. 91 (*Revue européenne des sciences sociales, Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XVIII, N° 2). — Le projet de Constant n'aboutit pas complètement. Dans les Œuvres manuscrites de 1810 se trouve un morceau intitulé : *Histoire de Frédéric le Grand* (B.N., Nouv. acq. fr. 14362, f°s 149-172). Une partie de ses recherches sur Frédéric II seront dispersées dans son livre sur la religion et dans une moindre mesure dans les *Principes de politique*. Constant devait assez bien connaître ce sujet grâce à ses séjours en Allemagne et surtout grâce aux conversations avec Mauvillon, qui avait collaboré à l'énorme travail de Mirabeau : *De la monarchie prussienne sous Frédéric le Grand*, Londres, 1788, 8 vol.

aussi précis sur ses intentions que dans le passage ci-dessus. De ses révélations à l'amant de Mme de Condorcet, nous pouvons toutefois extraire quelques renseignements.

Premièrement, son ouvrage apparaît comme une critique de ce qui a été fait jusqu'alors en matière de philosophie politique. Constant reprend le problème à sa base, en partant de « données », dont il veut, contrairement à ses prédécesseurs, « démontrer » la vérité. On retrouve cette exigence de l'esprit positif, qui ne veut rien admettre, avant que l'établissement rigoureux des faits n'emporte la conviction profonde. Mais surtout, ce bref exposé de sa méthode permet de penser qu'il a déjà en 1802 élaboré une partie tout au moins de ce qui apparaîtra dans les deux premiers livres des *Principes de politique*, intitulés : *Des idées reçues sur l'étendue de l'autorité sociale* et *Des principes à substituer aux idées reçues sur l'étendue de l'autorité sociale*. Il ne faudrait pas en déduire que l'« ouvrage élémentaire » achevé en avril 1803 et les *Principes de politique* ne font qu'un seul et même traité. Mais, comme nous le montrerons plus loin, les *Principes de politique* sont extraits de l'ouvrage de 1803, ce qui explique l'analogie entre la description sommaire du texte en 1802 et certains passages du manuscrit de 1806.

Deuxièmement, il ressort de la lettre du 4 novembre 1802 à Fauriel, que l'ouvrage de Benjamin est avant tout théorique et ne semble pas s'occuper des problèmes institutionnels et techniques. Mais sur ce dernier point, il faut se garder d'être trop affirmatif et l'impression fournie par quelques lignes d'une lettre ne saurait être définitive. Une chose est certaine, c'est que le manuscrit, connu sous le titre de *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*, ne correspond pas aux descriptions données par Constant dans ses lettres à Fauriel. Il se présente plutôt comme une étude critique des différentes formes de gouvernement et des rapports des pouvoirs entre eux. Les *Fragments* n'ont pas tellement l'allure d'un « ouvrage élémentaire » sur la liberté. Pourtant l'analyse de cette œuvre, en particulier les références à la politique contemporaine, montre bien qu'elle a été rédigée sous le Consulat ; de plus, le copiste employé par Benjamin à ce moment-là a pu être identifié : il s'agit d'un jeune garçon de douze à treize ans, Frédéric Rivière, dont l'écriture est reconnaissable sur le manuscrit des *Fragments* conservé à la bibliothèque de Lausanne.¹³¹ Nous pouvons donc en conclure que l'« ouvrage aban-

¹³¹ BCU, Fds C II, 34/8-9. Le manuscrit se présente sous la forme d'une très grosse liasse de 531 folios de 38 x 25 cm. L'écriture, ne recouvrant que la moitié droite de chaque page, est très grande et caligraphiée ; elle ne peut pas être attribuée à un adulte ou à un copiste professionnel (un certain

donné » est bel et bien celui auquel Constant travaille de 1800 à 1803 ; mais les passages auxquels il fait vaguement allusion dans ses lettres se rapportent à une partie qu'il détachera plus tard de son traité, duquel il ne subsistera que des « fragments ». En effet, il note dans son Journal intime, le 4 février 1806, alors qu'il est à Dole chez son père : « commencé le petit ouvrage que je veux publier bientôt extrait de mon grand traité de politique. » Cet « extrait », remanié et considérablement augmenté durant les mois suivants, va devenir à son tour un *opus magnum* qu'il intitule : *Principes de politique applicables à tous les gouvernements*. Il n'est évidemment pas possible de connaître avec précision ce que contenaient originellement ces pages détachées de son « grand traité ». A noter qu'elles ne devaient pas être très volumineuses, puisqu'il ne veut en faire qu'un « petit ouvrage ». Cependant, pour qu'il ait pu les retirer de son traité, sans détruire l'économie et la structure du reste (car les *Fragments*, malgré leur titre, demeurent un ouvrage complet et cohérent) il faut admettre qu'elles formaient au départ une partie relativement distincte du reste. En effet, Constant explique au début des *Additions aux Principes de politique*, en parlant de son « grand traité » : « Celui-ci contenait originellement deux parties, les institutions constitutionnelles et les droits des individus, en d'autres mots, les moyens de garantie et les principes de liberté. Comme sur les premiers on peut contester, tandis que les seconds sont incontestables, j'ai cru devoir présenter ces derniers séparément. J'ai donc retranché de mon ouvrage tout ce qui avait rapport aux formes du gouvernement. »¹³² La partie, qu'il sépare en 1806 et qui traite des

nombre de fautes montrent aussi que nous avons à faire à quelqu'un qui ne maîtrise pas toujours sa langue maternelle). Or, depuis le premier août 1801 jusqu'à une date indéterminée. Constant a engagé le jeune Rivière sur les instances de Mme de Charrière. C'est grâce aux lettres de cette dernière et en particulier à celle du 14 [avril] 1800, que nous connaissons ce garçon, qui prend à douze ans des leçons d'écriture et d'arithmétique auprès de l'instituteur de Peseux. Cet apprentissage tardif expliquerait à notre avis la graphie particulière du manuscrit de Lausanne. En outre, en 1802, pour déjouer les tracasseries policières dont son courrier est l'objet, Constant demande à Fauriel de lui répondre à l'adresse de Frédéric Rivière à Versoix (Lettres du 26 prairial an X, 15 juin 1802, et 13 brumaire an XI, 4 novembre 1802, Glachant, pp. 48 et 89). Puis on perd la trace du jeune homme. D'après le Journal intime, Benjamin engage un « jeune italien » le 27 août 1804. Est-ce pour remplacer Frédéric Rivière ? ou celui-ci a-t-il déjà quitté Constant en 1803, après avoir achevé la copie du traité politique ? On l'ignore, car les renseignements sur les domestiques de Constant ne sont pas à foison.

¹³² *Additions à l'ouvrage intitulé : Principes de politique*, pp. 512. Ce passage est cité déjà par Paul Bastid, *op. cit.*, t. II, p. 500, qui lui attribue une date beaucoup trop tardive (1814 ou 1815). En nous fondant sur les notes conservées à la BCU (Fds C II, 34/5) et qui serviront à la rédaction

« droits des individus » et des « principes de liberté », devait être primitivement la *Première partie* ou l'*Introduction* de son « grand traité ». En effet, dans les *Fragments*, à propos de « la souveraineté du peuple, absolue, illimitée », Constant renvoie son lecteur pour « l'examen et les conséquences de cette doctrine » au « 1er livre de cet ouvrage ».¹³³ Or, il ne fait aucun doute que par ces mots l'auteur désigne le Livre I de son « grand traité », et non pas le Livre I de ce que sont devenus les *Fragments* après le remaniement de 1806.¹³⁴ Comme la critique de la doctrine de la souveraineté populaire fait également l'objet du premier livre des *Principes de politique*, nous pouvons en conclure que Constant a repris, quitte à le modifier, le début de son premier ouvrage comme point de départ du second. Ceci confirme l'impression ressentie à la lecture de la lettre à Faurel du 4 novembre 1802,¹³⁵ dont on retrouve presque les mêmes termes dans le début des *Additions aux Principes de politique* :

Tant de vérités, qu'on eût dites universellement reconnues, ont été révoquées en doute ou même mises de côté, sans qu'on daignât dire un mot d'explication ou d'excuse, que je n'ai pas cru devoir énoncer une seule vérité, quelque évidente qu'elle fût, sans en rappeler les preuves. Mon but a été de composer un ouvrage élémentaire ; un ouvrage de ce genre, sur les principes fondamentaux de la politique, m'a paru manquer dans toutes les littératures que je connais.¹³⁶

La ressemblance est en effet frappante entre cette dernière explication et celle qu'il donnait plusieurs années auparavant à son ami : l'expression d'« ouvrage élémentaire » réapparaît, avec cette remarque qu'un tel ouvrage n'existe pas encore ; et l'on retrouve aussi la même intention de l'auteur : la recherche de la vérité en s'appuyant sur des « preuves ». Tout cela nous permet de répéter qu'en novembre 1802 l'essentiel des premiers livres des *Principes de politique* est déjà formulé¹³⁷ et nous aurons l'occasion de voir que ce ne sont pas les seuls emprunts qu'il fera, en 1806, à son grand traité.

de ces *Additions* en 1810, nous pouvons admettre que ce texte a été rédigé en 1806 déjà, au moment où il écrit les *Principes de politique*.

¹³³ *Fragments d'un ouvrage abandonné...*, Livre VI, ch. 7, BCU, Fds C II, 34/8, f° 240 v°. Cette note figure encore curieusement dans la copie de 1810, alors qu'elle n'a plus de raison d'être (B.N., Nouv. acq. fr. 14363, f° 124 v°).

¹³⁴ C'est évidemment en 1806, après avoir repris de son traité ce qu'il en veut conserver, que Constant donne le titre de *Fragments d'un ouvrage abandonné* au reliquat, dont il modifie la numérotation des Livres et des chapitres.

¹³⁵ Cf. ci-dessus, p. 223.

¹³⁶ *Additions à l'ouvrage intitulé : Principes de politique*, p. 511.

¹³⁷ L'essentiel seulement, car certains passages comme les références

Avant d'examiner plus en détails les différentes étapes de la rédaction du traité de 1806, il convient de se pencher quelques instants sur les *Fragments*. Nous nous limiterons à quelques aperçus principaux, d'une part parce que cet ouvrage est plus spécialisé et concerne davantage l'histoire des institutions que l'histoire des idées politiques, et d'autre part parce que nous remettons son étude et sa publication à plus tard.

L'idée centrale de ce traité « sur la possibilité d'une république dans un grand pays » est de répliquer à la thèse selon laquelle seule une monarchie peut exister dans un grand Etat ; la critique de Constant est surtout visible dans le chapitre 8 du Livre IV¹³⁸ et dans le chapitre 2 du Livre V, mais l'ouvrage entier est une démonstration de la suprématie du « pouvoir exécutif complexe » sur le « pouvoir exécutif unitaire ». Cette controverse sur les relations prétendument nécessaires entre les dimensions du territoire et la forme du gouvernement n'est évidemment pas nouvelle et à la suite de Montesquieu, c'était un des thèmes les plus répandus et les plus discutés de la philosophie politique du XVIII^e siècle. L'expérience française donnait au débat un regain d'intérêt. Nous avons d'ailleurs vu que, dans *De la force du gouvernement*, Constant était déjà intervenu à ce sujet. En août 1802, cependant, a lieu la proclamation du Consulat à vie et beaucoup d'observateurs (il n'y avait nul besoin d'être très perspicace) comprennent que le régime vient de faire un pas décisif vers la monarchie. Tandis que Necker, après une critique sévère de la Constitution de l'an VIII, propose la monarchie héréditaire et tempérée comme seule convenable pour la France,¹³⁹

à l'ouvrage de Molé, par exemple, ne peuvent pas avoir été rédigés avant 1806.

¹³⁸ Dans l'exemplaire des *Fragments* conservé à la Bibliothèque de Lausanne, le Livre IV n'est pas encore rédigé, mais se présente sous la forme d'une série de 85 notes autographes, écrites sur un cahier séparé de 38 folios, dont 22 seulement sont utilisés, et de format plus réduit que le reste du manuscrit (21 x 13 cm.). Les notes sont précédées de cet avertissement : « L'ouvrage dont ce livre devait faire partie, n'étant plus destiné à paraître. je me borne ici à réunir ou plutôt à copier seulement sans ordre les idées éparées que je voulais employer, lorsque, sous le gouvernement qu'on a nommé la République française, je croyais à la possibilité d'une république en France. » Constant n'a pas daté cette remarque ; mais on peut sans grand risque d'erreur la situer en 1806, au moment du remaniement du « grand traité ». Le plus curieux, c'est que cet avertissement subsiste encore dans la copie de 1810, alors que dans ce manuscrit le Livre IV est structuré et définitivement rédigé !

¹³⁹ *Dernières vues de politique et de finance*, op. cit., Section IV, pp. 184-209. Necker propose à la France une monarchie héréditaire et tempérée de type anglais. Une telle idée exclut d'emblée la candidature d'un Bonaparte, qui ne peut alors songer qu'à une monarchie élective et autoritaire.

Constant montre au contraire que la monarchie, héréditaire ou élective, est un non-sens à « l'époque actuelle de l'espèce humaine ».¹⁴⁰ Ainsi les deux écrivains, chacun à leur manière, trouvent, dans cette querelle sur les mérites respectifs de deux types de gouvernement, matière à s'opposer au régime de Bonaparte. Dans la mesure où la centralisation du pouvoir en France devient de plus en plus effective, Constant a de moins en moins de chances de pouvoir publier son ouvrage, dont le caractère polémique s'accroît, du fait même de l'évolution des événements. Il songe un instant, comme on l'a vu, à contourner l'obstacle de la censure par le biais d'un écrit sur Frédéric II ; mais là encore, ce projet est abandonné, sans doute à cause de son départ pour l'Allemagne avec Mme de Staël. Mais en plus des circonstances politiques qui l'obligent à mettre son livre en quelque sorte au rancart, il faudrait encore tenir compte d'une évolution de la pensée de Benjamin Constant. En effet, bien que les *Principes de politique* soient en partie issus du « grand traité », il y a incontestablement une différence de conception très nette entre les deux ouvrages, différence qui ne tient pas seulement au fait que l'un est une réflexion sur la liberté individuelle et l'autre un traité de droit constitutionnel : en passant du premier au second et dans l'intervalle de plus de deux ans, Constant renonce à la défense de la république et fait preuve désormais d'une indifférence totale à l'égard de la forme de l'Etat. C'est la raison pour laquelle les principes qu'il expose sont définis comme « applicables à tous les gouvernements ». Le revirement est de taille. Comment expliquer alors cette modification des perspectives ? Il est fort probable que l'étude avortée du règne de Frédéric II, conçue comme la recherche des effets de la liberté dans une monarchie, à quoi il faut ajouter la redécouverte de l'Allemagne, à la fin de 1803 et au début de 1804, qui lui apparaît comme une contrée très propice à l'épanouissement de la pensée, alors qu'en France tout est silencieux et « enrégimenté »,¹⁴¹ tous ces éléments le guident sans doute vers une conception plus élargie, moins obtuse et plus originale de la politique. De

¹⁴⁰ *Fragments...*, Livre IV, ch. 9 : *Du gouvernement d'un seul à l'époque actuelle de l'espèce humaine*, qui contient une allusion directe à Bonaparte : « Nul durant les dix premières années de nos troubles n'a pu se marquer une place à part. Le seul homme qui y ait enfin réussi a été forcé pour arriver à son but de quitter pour un temps les routes civilisées. » B.N., Nouv. acq. fr. 14363, f° 77 v° ; note N° 56 de l'ébauche du Livre IV dans le manuscrit de Lausanne (BCU, Fds C II, 34/9).

¹⁴¹ C'est le mot que Constant emploie volontiers pour qualifier les intellectuels français soumis à la férule de Bonaparte. Voir par exemple ses lettres du 14 février et du 7 mars 1803 à L.-F. Huber, dans lesquelles il oppose les critiques français aux critiques allemands à propos de *Delphine*. Étienne Hofmann, *art. cit.*

son point de vue, il deviendrait absurde de persévérer à défendre un régime particulier, alors que l'« expérience », comme il dirait lui-même, est contre lui. Il n'est pas question non plus pour Constant de rebrousser chemin et d'entrer dans l'autre camp, celui des défenseurs de la monarchie. Il faut plutôt dépasser ce stade, trouver une voie nouvelle ou une synthèse qui mette tout le monde d'accord. Pour cela, il est nécessaire d'abandonner une polémique désuète qui, en traitant de la forme du gouvernement, restait en surface, sans jamais atteindre les principes fondamentaux de la liberté politique.

L'évolution que nous venons d'esquisser ne se trouve pas nettement explicitée dans les sources à disposition, à savoir la correspondance et le Journal intime. Ce n'est que de la confrontation des deux traités, que l'on peut déduire un changement dans la pensée politique de Constant. En effet, à partir de la fin de 1803 et pendant deux ans, il se préoccupe avant tout de ses recherches sur les religions¹⁴² et les allusions à la politique deviennent presque inexistantes. Mais il ne faudrait pas placer entre ces deux champs d'action de la réflexion constantienne une barrière infranchissable. « Tout se tient, nous rappelle-t-il lui-même. Aucune vérité, aucun fait, aucune face nouvelle d'une idée n'est absolument isolée. »¹⁴³ Fort de cet avertissement, on serait tenté de se mettre à l'affût des interactions nécessaires entre les deux types de recherches. Jusqu'à quel point en effet l'un ne nourrit-il pas l'autre et vice versa ? Peut-on mesurer les influences réciproques ? Il nous paraît hautement probable que ses lectures et ses conversations pendant l'hiver 1803-1804 ont contribué, autant que la vision d'une Allemagne intellectuellement plus libre que la France, à l'élargissement et à l'enrichissement de sa compréhension des phénomènes politiques. On admettra volontiers que les preuves de pareilles osmose ne se repèrent pas facilement et qu'une longue enquête serait nécessaire pour les produire.

Mais, dans l'immédiat, il faut découvrir quelles sont les raisons de la reprise d'un ouvrage politique en 1806 précisément. Qu'est-ce qui décide Benjamin à laisser une fois encore de côté son ouvrage sur les religions ? Aucune réponse précise et définitive ne peut être donnée à cette question et nous en sommes réduits à quelques hypothèses. Il y a d'abord la parution en décembre 1805 des *Essais de morale et de politique* du comte Molé¹⁴⁴ que Constant découvre par des extraits parus dans la presse : « Je viens de lire, écrit-il à Hochet

¹⁴² Benjamin Constant, *Deux chapitres inédits de l'Esprit des religions (1803-1804)*, publiés avec une introduction et des notes par Patrice Thompson, Neuchâtel, Faculté des Lettres, Genève, Droz, 1970, 250 p.

¹⁴³ Journal intime, 10 décembre 1804.

¹⁴⁴ Paris, H. Nicolle, 1806, VIII-254 p. L'ouvrage est paru anonyme en décembre 1805, mais la page de titre porte : 1806.

le 1er janvier 1806, les extraits de l'ouvrage de M. Molé qui est sûrement, d'après les principes que les panégyristes y reconnaissent, la quintessence de l'absurdité, et qui me paraît être en même temps, d'après quelques-unes de ses phrases, la sublimité de l'impertinence. »¹⁴⁵ Un mois plus tard, il revient sur le même sujet dans une lettre à Hochet, datée du 5 février 1806, alors qu'il vient tout juste de commencer son nouveau traité :

Je n'ai pu me procurer le second chef-d'œuvre qui a illustré la fin de 1805, je veux parler de l'ouvrage de M. Molé. Il m'a paru d'après ce que j'en ai vu dans les journaux, que c'était un homme qui se présentait comme supérieur à son sujet, qui affectait un grand dédain pour la métaphysique, en se jetant dans une métaphysique très abstruse, qui appelait ses idées la nature des choses, et les idées des autres l'erreur, le tout en style imité de Chateaubriand qui a formé une école qui tient plus de la musique que de la littérature, car ce sont des mots assez harmonieux qui tantôt n'ont aucun sens, tantôt n'en ont qu'un vague comme le motif d'une sonate. Il y a longtemps que j'ai proposé d'intituler les ouvrages de cette école *Sonates sur tel objet*. Celui de M. Molé serait intitulé *Sonates sur le despotisme*. Ce qu'il y a de clair dans ce dernier c'est qu'il a eu envie de faire une bassesse avec dignité et il est résulté de là je ne sais quel mélange de servilité fière, et d'adulation mélancolique qui a quelque chose d'assez piquant. Avec tout cela je crains qu'on ne se souvienne pas longtemps de son livre, et que ces messieurs n'en soient pour leur musique. On devrait leur donner des places non pas à l'Institut mais dans les chœurs.¹⁴⁶

Au ton de ces lettres à Hochet, il est évident que l'ouvrage de Molé l'exaspère : il prend cette apologie du despotisme comme une sorte de provocation et il est possible qu'il commence son ouvrage comme une réplique aux *Essais de morale et de politique*.¹⁴⁷ S'il n'a

¹⁴⁵ Benjamin Constant et Madame de Staël, *Lettres à un ami*. Cent-onze lettres inédites à Claude Hochet, publiées avec une introduction et des notes par Jean Mistler, Neuchâtel, La Baconnière, 1949, p. 108. La lettre n'est datée dans cette édition que par le timbre de la poste (6 janvier 1806), mais le Journal intime enregistre, le 1er janvier, la rédaction sinon le départ d'une lettre à Hochet. — Des extraits de l'ouvrage de Molé étaient parus dans le compte rendu de Chateaubriand (*Mercure de France*, t. XXII, déc. 1805, pp. 583-593), dont une partie fut publiée dans le *Journal de l'Empire* du 22 décembre 1805, pp. 3-4 ; ce même périodique publia le 8 janvier 1806 un article sur les *Essais* de Molé, signé Fontanes, puis le 23 juin 1806 un compte rendu anonyme. Constant déclare aussi à Hochet qu'il a lu les critiques de Pauline de Meulan dans le *Publiciste*.

¹⁴⁶ Benjamin Constant, *Lettres à un ami*, op. cit., p. 113. Le premier « chef-d'œuvre », auquel il est fait implicitement allusion dans ce passage, est *Alphonsine* le roman de Mme de Genlis qui venait de paraître.

¹⁴⁷ Constant avait d'ailleurs prévu d'en faire un compte rendu, ainsi qu'il le dit dans sa lettre à Hochet du 1er janvier 1806 : « Si je puis me

pas entrepris ce nouveau travail avant son séjour à Dole, auprès de son père malade, c'est que pendant tout le mois de janvier, Constant est occupé par les répétitions de *Mahomet*, la pièce de Voltaire, que Mme de Staël monte au Molard à Genève avec ses hôtes du moment.¹⁴⁸ Constant, à cause de sa mauvaise santé et aussi peut-être de son piètre talent d'acteur, ne joue que dans *Mahomet* ; dans cette pièce, il a accepté le rôle de Zopire « pour avoir le plaisir de dire des injures à l'imposteur ».¹⁴⁹ Mais peut-être aussi que les répliques de Zopire, victime du fanatisme et du despotisme, plaisent tout particulièrement à Benjamin et réveillent en lui son goût pour la discussion politique. Il déclare à Hochet : « Je me suis laissé séduire à promettre de jouer Zopire dans *Mahomet*, si l'on peut arranger les lumières de manière à ne pas me crever les yeux. J'ai cédé en partie par faiblesse et en partie parce que ce rôle a un grand attrait pour moi. Si vous le relisez, vous le sentirez facilement. »¹⁵⁰ Le 27 janvier 1806, a lieu la représentation publique et le 31 il part pour Dole avec, dans ses bagages, le manuscrit de son « grand traité » politique, espérant trouver là-bas le calme qui lui manque à Genève pour ses occupations littéraires.¹⁵¹ Car il apparaît que ce n'est pas sur un coup de tête qu'il se met à rédiger un nouveau livre. Dans son Journal intime, il dit bien le 4 février 1806 : « Commencé le petit ouvrage que je veux publier bientôt. » L'emploi de l'article défini n'est pas indifférent et montre, selon nous, que le projet était déjà arrêté depuis plusieurs jours et en tout cas avant son départ pour Dole ; dans le cas contraire, il aurait été plus naturel de dire « commencé un petit ouvrage ». Cette dernière question chronologique n'est d'ailleurs pas capitale ; il faut surtout se souvenir que Constant veut se limiter à une brochure, dont l'essentiel serait tiré de son « grand traité » et qui serait vraisemblablement dirigée contre Molé et tous les adeptes présents ou passés de la théorie de la souveraineté illimitée. A tout prendre, ses motivations initiales ne

procurer cet ouvrage, il est possible que je vous adresse quelque chose à ce sujet. » *Ibid.*, p. 108. Dans les *Principes de politique*, il se réfère cinq fois au livre de Molé : pp. 21, 26, 29, 42, 453.

¹⁴⁸ Sur l'activité théâtrale du Groupe de Coppet à cette époque, voir Jean-Daniel Candaux, Le théâtre de Mme de Staël au Molard (1805-1806), *Cahiers staëliens*, N° 14, septembre 1972, pp. 19-32, et Martine de Rougemont, Pour un répertoire des rôles et des représentations de Mme de Staël, *ibid.*, N° 19, décembre 1974, pp. 79-92.

¹⁴⁹ Journal intime, 17 décembre 1805.

¹⁵⁰ Lettre du 1er janvier 1806. Benjamin Constant, *Lettres à un ami*, *op. cit.*, p. 107.

¹⁵¹ Dans l'entourage de Mme de Staël et surtout depuis les répétitions théâtrales, il ne lui est pas possible de travailler à sa guise. Le Journal intime de l'hiver 1805-1806 fourmille de plaintes à ce sujet.

sont pas différentes de celles qui l'avait déterminé, sous le Directoire, à écrire *Des effets de la Terreur* contre Lezay et *Des suites de la contre-révolution*, pour répondre à Boulay. Le goût de la riposte et de la polémique pourrait bien cette fois encore avoir servi de stimulant.

Quoi qu'il en soit, il se met à la tâche avec ardeur et enthousiasme. De retour à Genève le 14 février, il note dans son journal : « 4. Toujours plus en train de ma politique » ; et les jours suivants le même chiffre, qui dans son code signifie « travail », réapparaît avec les mentions « bien » ou « très bien ». A tel point que le 18 février, deux semaines seulement après le début, il proclame fièrement : « j'avance beacoup et sauf peut-être un chapitre, j'aurai fini dans 15 jours, si rien ne m'interrompt. » Cependant, comme il fallait s'y attendre, Constant est une fois de plus incapable de s'en tenir aux limites qu'il s'était fixées. Ainsi, dès le 23 février, il doit avouer : « je commence à aller moins vite. Il faut rester bien fidèle à mon plan et ne pas l'agrandir, comme cela m'arrive sans cesse. » Les jours suivants, il a beau se répéter la même consigne : « Il faut bien éviter de refondre le plan », « ne changeons rien au plan » ! Peine perdue. L'ouvrage s'accroît de plus belle, comme si l'auteur, victime de son inspiration, n'en était soudain plus le maître. Un traité imposant a très vite pris la place du « petit ouvrage » commencé à Dole. Le 2 mars, alors qu'il arrive presque au bout des quinze jours qu'il s'était donnés comme délai, il s'octroie encore un mois pour terminer. Mais à peine une semaine plus tard, le 8 mars, il lui en faut déjà quatre de plus. Chacune de ses estimations est démentie au fur et à mesure de l'avance du travail.

De la mi-mars à la mi-avril, son mauvais état de santé l'oblige à ralentir considérablement sa rédaction. Et puis aussi son livre le tourmente, il hésite sur la marche à suivre et a l'impression de se trouver dans une impasse. Le 27 mars, il confesse : « J'ai, dans mon ouvrage actuel, le même défaut que dans tous ceux que j'ai entrepris. Je me jette dans des détails qui n'y appartiennent pas et qui seront contestés. Il faut retrancher tous les détails de ce genre, ceux par exemple sur les impôts. » Cette remarque rappelle en effet singulièrement ce qu'il disait dans ce même Journal, à propos de son livre sur les religions, en septembre 1804 : sa méthode louvoye continuellement entre l'érudition et l'exposition plus simple, moins lourde et moins détaillée ; cependant, comme il l'avoue parfois, il se sent plus à l'aise dans l'exposé des faits ; mais leur abondance contribue à augmenter démesurément ses écrits. Cet obstacle est d'ailleurs beaucoup plus facile à surmonter dans son traité politique, parce que celui-ci l'entraîne moins souvent dans des controverses, qui l'obligent à ouvrir des parenthèses ou à multiplier les notes explicatives. Dans les *Prin-*

cipes de politique ce défaut est sensible pourtant dans les pages consacrées aux privilèges, aux prohibitions et au taux de l'intérêt.¹⁵²

Le 23 avril, « la marche des idées est arrangée » et son travail avance de nouveau. Constant fait dès le 28 avril un séjour d'un mois à Lausanne et là, comme la vie de société ne l'accapare presque pas, il progresse énormément, mais, dit-il le 7 mai, « à chaque chapitre que je fais j'en trouve un autre à faire ». Le lendemain, il note même : « Fini l'esquisse des derniers chapitres de mon ouvrage. Il faudra à présent relire les deux anciennes copies pour en extraire ce qui le mérite et tâcher d'avoir achevé ce travail avant de partir d'ici. » De quelles copies s'agit-il ? Cette allusion est pour le moins surprenante. Constant n'avait ni le temps ni le nombre de copistes nécessaires pour faire exécuter plusieurs doubles de son manuscrit. D'ailleurs, on comprendrait mal pourquoi il voudrait en faire des extraits ! L'une de ces « anciennes copies » doit être ce qui reste de son « grand traité », à savoir les *Fragments*, auxquels Constant emprunte effectivement certains passages, en plus bien sûr de l'« extrait » qui servit de point de départ aux *Principes de politique*. Quant à la seconde copie, l'identification est beaucoup plus problématique. La Bibliothèque de Lausanne conserve un manuscrit, qui ne porte pas de titre spécifique et qui comprend 53 morceaux détachés, non numérotés, sur divers sujets touchant à tous les domaines de la politique.¹⁵³ Tous ces textes proviennent de l'ouvrage de Mme de Staël : *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution*, que Constant avait lu et annoté, comme en témoigne encore son écriture sur le manuscrit de cette œuvre.¹⁵⁴ Les titres qu'il donna à ces passages recopiés sont presque toujours les mêmes que les apostilles qu'il avait insérées dans les marges du manuscrit de son amie ; l'ordre dans lequel se succèdent ces *excerpta* n'a par contre plus beaucoup de rapports avec la disposition des chapitres originaux. Ainsi, après que Mme de Staël eut renoncé à publier son

¹⁵² *Principes de politique*, pp. 277-299.

¹⁵³ BCU, Fds C II, 34/5. Manuscrit de la main d'un secrétaire (le même visiblement que celui qui écrivit les *Principes de politique*) avec des corrections autographes. Il se présente sous la forme de dix cahiers juxtaposés de 22 x 16 cm. ; la pagination est continue de 1 à 237, les dernières pages du dernier cahier n'étant pas utilisées. Le texte ne couvre que la moitié droite de la page, exactement dans la même disposition que pour les *Principes de politique*. La ressemblance de l'écriture et du papier entre les deux manuscrits permet de penser qu'ils ont été mis en ordre et recopiés à la même époque.

¹⁵⁴ Voir l'Introduction de Lucia Omacini dans son édition de *Des circonstances actuelles* et à l'Annexe V du même ouvrage, pp. 451-455. Voir aussi, du même auteur, Benjamin Constant, correcteur de Madame de Staël, *Cahiers staëliens*, N° 25, 2e semestre 1978, pp. 5-23.

livre, Benjamin avait prévu de constituer une anthologie des morceaux qu'il jugeait les plus proches de ses idées et les plus utiles à la réalisation de son propre travail.

Ce curieux manuscrit pourrait bien être l'une des « copies », dont parle Constant dans son Journal, le 8 mai 1806, car certains endroits du texte se retrouvent dans les *Principes de politique* et Constant annonce précisément qu'il les relit « pour en extraire ce qui le mérite ».

La lecture de ces « anciennes copies » suscite évidemment de nouvelles idées et l'ouvrage grossit en conséquence.¹⁵⁵ Mais le séjour à Lausanne prend fin le 27 mai et avec lui se termine la période la plus féconde de la rédaction des *Principes de politique*. Après quelques jours passés à Genève, il part le 1er juin pour retrouver Mme de Staël à Auxerre. Désormais, le temps qu'il peut consacrer à son travail est considérablement réduit par toutes sortes de tracasseries et par les déplacements sans fin qui l'occupent de juin à octobre. Son traité va donc s'achever ou presque au milieu des soucis et d'un va-et-vient continuel. Dans un sens, il est permis de se demander si, tout compte fait, cette situation apparemment intenable ne fut pas bénéfique à l'économie générale de l'ouvrage, qui sans cela se serait étendu démesurément et aurait subi des remaniements ininterrompus. Le 9 juin, à Auxerre, Constant veut « finir l'ouvrage le plus vite possible en ne [se] servant que des morceaux déjà faits », ¹⁵⁶ parce qu'il se rend peut-être compte que le loisir lui manquera pour en faire davantage. Le 12 juin, il note dans son Journal : « Mon livre avance, mais je perds bien du temps. » Dès le 13 juin, il s'installe au château de Vincelles que le banquier zurichois Bidermann a mis à la disposition de Mme de Staël et de ses amis. Là, son travail piétine ; puis il passe les quinze premiers jours de juillet à Paris et aussi dans sa campagne, pour ses affaires et celles de Mme de Staël. Il ne reprend son manuscrit qu'après son retour à Vincelles, mais cette fois la fin approche, ainsi qu'il le déclare à trois reprises dans le Journal :

- 22 juillet : « La rédaction de mon ouvrage sera bientôt achevée. Plans discutés. »
- 24 juillet : « Fini un chapitre. Il ne m'en reste que deux à faire pour que tout soit rédigé. »
- 29 juillet : « J'aurai bientôt fini la rédaction de mon ouvrage. »

Et en effet, le 1er août, il ne lui reste qu'un chapitre avant ce qu'il appelle la « rédaction définitive » et le 3 août, il note : « Fini

¹⁵⁵ Voir les remarques du Journal intime, les 10, 15, 16 et 18 mai 1806.

¹⁵⁶ *Ibid.*, 9 juin 1806.

la rédaction de l'ouvrage. Reste à classer les idées. Commencé cette classification. » Qu'est-ce que Constant entend par là ? Comme il l'indique lui-même, le lendemain 4 août, il a « 74 chapitres à revoir ». Or, il semble que par « classification des idées » Constant veut dire restructuration de l'ensemble de son traité. La phase de la rédaction proprement dite est achevée mais il faut encore revoir l'agencement ou la composition générale, ce qui l'oblige peut-être à intervertir l'ordre de certains chapitres ou même à en supprimer. Il faut avouer que le Journal intime n'est rien moins que clair à ce sujet et nous ne pourrions préciser ce point que dans le chapitre suivant, après avoir examiné la méthode de travail de Constant.

Cette nouvelle étape est à nouveau interrompue par des démenagements et Constant remarque qu'elle lui prend beaucoup plus de temps qu'il ne croyait.¹⁵⁷ Le 29 août, alors qu'il est de retour à Paris depuis cinq jours, il fait « un très bon chapitre », mais dans l'ensemble ce séjour n'est pas favorable à son travail. Il le reprend à Rouen, où il s'installe le 18 septembre. D'après les brèves allusions du Journal intime, qui témoignent d'un labeur assidu, il semble que Constant ait modifié quelque peu l'ordonnance de l'ouvrage ; car, alors qu'il n'était question jusqu'à présent que de chapitres, il parle dès le 22 septembre de division en livres et en sections. Mais en dehors de cette allusion à un nouveau découpage des *Principes de politique*, il est difficile de savoir en quoi consiste véritablement le travail de Benjamin durant cette dernière étape. Le 4 octobre, il dit : « L'ouvrage avance, mais bien plus lentement que je ne voudrais. Je n'espère pas l'avoir fini avant un mois. » Mais alors que fait-il ? Est-ce encore la « classification des idées » qui exigerait tout ce temps ? Peut-être, mais une réflexion du 7 octobre fait penser plutôt qu'il s'acharne sur son texte, le remaniant sans cesse et dans tous les sens, mais sans l'améliorer : « Je copie trop. Je refonds trop. Je retourne trop les mêmes phrases. » Puis, brusquement, et alors qu'il vient de trouver, le 15 octobre, « qu'il fallait une suite différente d'idées », à la veille d'un nouveau changement de plan, il interrompt son travail et ne le retouchera probablement plus avant de le faire recopier en 1810. En effet, il quitte Rouen pour Paris, le 18 octobre, y retrouve Charlotte du Tertre, qui devient sa maîtresse. Cette idylle bouleverse toute son existence et, à peine rentré à Rouen, il note dans son Journal le 30 octobre : « Commencé un roman qui sera notre histoire. Tout autre travail me serait impossible. » *Les Principes de politique* sont donc abandonnés pour un roman, qui deviendra *Adolphe*, puis pour son ouvrage sur les religions « que la nature [l']a destiné à faire [...] le seul qu'[il] continue sans fatigue et

¹⁵⁷ *Ibid.*, 17 août 1806.

qu'[il] reprenne toujours avec plaisir ».¹⁵⁸ Ainsi donc, à partir du milieu d'octobre 1806, il n'est plus jamais fait mention d'un ouvrage politique dans le Journal intime. Comme celui-ci s'arrête le 27 décembre 1807, pour ne reprendre que le 15 mai 1811,¹⁵⁹ nous ignorons si Constant a eu le temps de retoucher son ouvrage entre l'année 1808 et septembre 1810, époque où il fait recopier la collection complète de ses œuvres.¹⁶⁰ De plus, dans sa correspondance des années 1807 à 1810 avec Hochet, Barante ou sa famille, il n'y a nulle part la moindre allusion à un remaniement du traité rédigé en 1806. Pourtant, si l'on se réfère aux dernières notations à ce sujet, dans le Journal intime d'octobre 1806, il apparaît que les *Principes de politique* ne sont pas encore tout à fait achevés à ce moment. Il déclare même, le 16 octobre, d'un ton pessimiste : « 4 toujours trop lentement. Je n'en finirai jamais. » Or le manuscrit des *Principes de politique*, conservé à la Bibliothèque de Lausanne, malgré toutes les traces laissées par les corrections, les additions et les changements de plan, n'a pas le moins du monde l'apparence d'une ébauche ou d'un travail abandonné en cours de rédaction. Il faudrait donc admettre soit que Constant termine son ouvrage en 1808 ou en 1809, ce qui nous paraît difficile à concevoir, car il s'occupe beaucoup à ce moment-là de *Wallstein* ou de son *Polythéisme*, soit, hypothèse plus probable, que le manuscrit de Lausanne reflète bel et bien l'état d'achèvement dans lequel Constant laisse son traité en octobre 1806. Les notes du Journal intime montrent seulement qu'il n'est pas encore pleinement satisfait de son plan. Nous reviendrons plus en détails sur cette question, après avoir examiné, dans le prochain chapitre, la méthode de travail de Benjamin. Disons toutefois que nulle part dans le texte des *Principes de politique* ne se trouve une allusion à un fait ou à un ouvrage postérieurs à 1806. Le renvoi, par exemple, au « Discours des juifs au gouvernement en 1808 »¹⁶¹ est en fait une erreur du copiste, puisque, sans aucun doute possible, Constant se réfère à la réponse d'Abraham Furtado aux commissaires du gou-

¹⁵⁸ *Ibid.*, 6 décembre 1806. C'est le 3 décembre qu'il décide de reprendre son éternel ouvrage ; le 5, il note : « Repris mon ouvrage sur la religion après 10 mois d'intervalle. Pour cette fois, certainement, je ne l'abandonnerai pour aucun autre. »

¹⁵⁹ Le Journal du 27 décembre 1807 au 15 mai 1811 est perdu. On sait qu'il a existé à cause de ce que dit Constant le 12 avril 1808, mais à la place du 8 mai 1805.

¹⁶⁰ Il explique les raisons de cette entreprise à Prosper de Barante dans une lettre non datée, mais que l'on peut, grâce au contexte, situer de fin septembre 1810. Lettre de Benjamin Constant à Prosper de Barante, *Revue des deux mondes*, t. XXXIV, 1906, pp. 536-537.

¹⁶¹ *Principes de politique*, p. 177 et n. 49.

vernement sur la question des juifs en France faite le 18 septembre 1806. De plus, toutes les références aux ouvrages qui viennent de paraître (Molé, Ganilh, *Mémoires de Louis XIV*) confirment sans exception que ce traité n'a plus subi de transformations depuis l'automne 1806.

Sans aucun doute, une période s'achève avec la rédaction des *Principes de politique*. Une coupure nette apparaît au moment où Constant quitte ses réflexions sur la liberté individuelle pour ébaucher un roman. Désormais, la littérature, l'histoire des religions, la critique remplacent l'étude des institutions et la philosophie politique. Bien sûr, la correspondance fournit encore ici et là des commentaires sur les événements, témoignant ainsi de l'intérêt toujours vivace de Benjamin pour la vie politique ; son poème, *Florestan ou le siège de Soissons*, commencé en mars 1813, peut être interprété comme une épopée anti-napoléonienne. Mais malgré ces textes, il est clair que 1806 marque le point culminant, l'apogée de la pensée politique qui se fixe dans une œuvre de maturité, résultat de plus de dix années d'expériences, d'observations et de réflexions sur l'homme et la société.

Nous avons voulu dans ce chapitre insister sur l'importance des années 1800 à 1806 pour ce qui regarde notre sujet. Les biographes, préoccupés avant toute autre chose par les aventures sentimentales de Constant, n'ont pas suffisamment fait ressortir les aspects les plus intéressants de leur personnage, à savoir son travail et surtout la valeur qu'il attache au travail. La composition du « grand traité » politique de 1800 à 1803, souvent confondu avec l'ouvrage sur les religions, et la filiation entre le « grand traité » du Consulat et les *Principes de politique* n'avaient pas été éclaircies d'une façon satisfaisante.¹⁶² En s'appuyant sur des documents nouveaux et en particulier sur les manuscrits originaux des œuvres politiques, et non plus seulement sur la copie effectuée en 1810, il devient possible de rattacher ces données nouvelles aux renseignements fournis par la correspondance et les Journaux intimes.

Depuis que les *Fragments* ou les *Principes de politique* sont accessibles dans leur version de 1810, qui n'est d'ailleurs pas très différentes des manuscrits originaux, ils ont été surtout étudiés comme la source ou le réservoir principal, dans lequel le Constant de la Restauration venait puiser d'abondance pour composer ses bro-

¹⁶² Olivier Pozzo di Borgo, *op. cit.*, t. I, pp. 239-241, n. 22, fait une brève description du contenu des manuscrits de 1810. Il ne fait pas la relation entre le « grand traité », les *Fragments* et les *Principes de politique* ; il considère ceux-ci comme l'original du livre qui paraît en mai 1815 sous un titre presque semblable. Paul Bastid, *op. cit.*, t. I, p. 173, et t. II, p. 500, ajoute beaucoup de confusion à l'histoire de ces textes.

chures et ses ouvrages politiques. Maintenant que les circonstances qui ont vu naître ces textes ont été éclaircies, du moins autant que les documents le permettent, il convient de les approcher dans une autre perspective : c'est en tant qu'aboutissement d'une pensée politique, dont nous avons suivi les développements depuis ses origines, que les *Principes de politique*, clef de voûte d'une doctrine, vont être analysés dans la seconde partie de cette étude.

PARTIE II

LES *PRINCIPES DE POLITIQUE* :
MÉTHODE
ET STRUCTURE DES THÈMES

INTRODUCTION

Aborder la pensée politique de Constant, telle qu'elle ressort de ses manuscrits, sans avoir préalablement observé les divers « procédés de fabrication » de ses traités, pourrait conduire à de regrettables erreurs d'interprétation. Or, l'examen des papiers, des notes et des brouillons permet de se faire une idée de l'organisation matérielle du travail de Constant : ce sont ces documents qui nous font voir l'écrivain à l'ouvrage, car les témoignages extérieurs ne sont guère abondants. Incidemment cette approche — qui mériterait d'être plus développée, car nous nous en sommes tenu à l'essentiel — met en évidence cet élément capital pour Benjamin qu'est le *travail* et le travail érudit en particulier ; elle fait donc apparaître un aspect souvent négligé d'une personnalité jugée brillante, mais superficielle et fantasque. On découvre au contraire, en parcourant ses fiches, ses répertoires, ses liasses de feuillets couverts de réflexions et de notes de lecture, combien l'auteur des *Principes de politique* était méthodique et minutieux.

De plus, cette vision de l'œuvre par l'intérieur, si l'on peut dire, permettra au lecteur de se familiariser avec le contenu des *Principes de politique*. Puisqu'une édition critique de cet ouvrage accompagne ce travail, un résumé ne se justifie pas. Par contre, après l'exposé introductif sur la méthode, deux chapitres, à la fois distincts et complémentaires, exprimeront la substance propre du traité : l'un sur le caractère général de l'œuvre, c'est-à-dire sur ce qui la distingue ou la rapproche des écrits antérieurs et contemporains ; l'autre, sur l'architecture des principaux thèmes, fournissant ainsi le squelette autour duquel se rattache toute la pensée politique de l'auteur.

Pour éviter de donner une image confuse de cette pensée, nous avons renoncé à entrer dans trop de détails, comme nous y invitait d'abord la diversité des sujets abordés par Constant. Nous préférons livrer au public un nouveau corpus, lui laissant la possibilité de le commenter à son tour. Les *Principes de politique* apporteront sans aucun doute des informations nouvelles dans de nombreux domaines de l'histoire des idées. Mais à l'éditeur, revenait le rôle plus modeste de susciter la critique et la recherche et de proposer, en guise de conclusion, quelques lectures possibles de cet ouvrage.

Chapitre premier

LA MÉTHODE DE TRAVAIL DE CONSTANT ET LES PLANS SUCCESSIFS DES « PRINCIPES DE POLITIQUE »

Pour bien comprendre la gestation de l'œuvre politique de Constant et en particulier du traité de 1806, il convient d'examiner sa méthode de travail. La correspondance de Benjamin est pour ainsi dire muette à ce sujet ; elle permet seulement de situer chronologiquement les périodes pendant lesquelles l'auteur se remet à écrire, sans qu'il soit possible de savoir en quoi consiste ses véritables occupations : s'agit-il de la rédaction proprement dite du traité ou seulement de notes de lecture ou encore de l'élaboration de plans successifs ? Les allusions souvent vagues à un « ouvrage » en cours ne laissent rien entrevoir des matériaux et des outils avec lesquels l'écrivain construit son livre. Le Journal intime est sans doute plus explicite à ce propos, mais les précieuses indications qu'il fournit ne concernent la plupart du temps que les recherches sur les religions, sauf pendant les mois de février à octobre 1806. Toutefois, comme Constant ne change pas sa façon de travailler en passant de la religion à la politique et vice versa, nous pourrions parfois utiliser les remarques du Journal intime, même si elles ne touchent pas directement à la question qui nous préoccupe ici. C'est donc enfin en portant notre attention sur les papiers, notes et brouillons et sur les manuscrits originaux des œuvres politiques que nous pourrions mieux saisir la complexité de la méthode de Constant. Mais là encore, toute lumière ne pourra pas être faite et il est impossible de prétendre expliquer toutes les difficultés qui se présentent dans l'interprétation de ces sources.

Voyons d'abord comment se succèdent schématiquement les principales étapes de l'élaboration d'un ouvrage de Constant, ensuite de quoi nous étudierons plus en détails le cas des *Principes de politique*.

I. — Les principales étapes de l'élaboration d'un ouvrage de Constant

Depuis le temps où il entreprit ses recherches sur les religions,

Benjamin Constant avait l'habitude de travailler sur fiches. Mme de Charrière rappelle qu'à la fin de 1787, à Colombier, « il écrivait sur des cartes de tarot, qu'il se proposait d'enfiler ensemble, un ouvrage sur l'esprit et l'influence de la religion, de toutes les religions connues ».¹ On ne sait qui lui avait enseigné cette manière de procéder, mais elle devait paraître originale à ses contemporains.² Sainte-Beuve, en effet, rapporte à ce propos deux anecdotes, dont l'authenticité est douteuse, mais qui restent tout de même intéressante. Selon l'auteur de *Volupté*, Constant aurait affirmé un jour :

L'utilité des faits est vraiment merveilleuse ; voyez, j'ai rassemblé d'abord mes dix mille faits : eh bien ! dans toutes les vicissitudes de mon ouvrage, ces mêmes faits m'ont suffi à tout ; je n'ai eu qu'à m'en servir comme on se sert de soldats, en changeant de temps en temps l'ordre de bataille.³

Sainte-Beuve ajoute encore en note cet autre mot de Benjamin : « J'ai 30.000 faits qui se retournent à mon commandement. » L'auteur de *Port-Royal* ne cite pas ses sources ; mais il tenait probablement ces ragots de Molé ou de Pasquier, qui tous deux détestaient Constant,⁴ et dont le témoignage malveillant venait à point nommé pour nourrir l'animosité de Sainte-Beuve. Produites dans le but de noircir leur auteur et de montrer avec quelle légèreté et quelle désinvolture il abordait un sujet aussi grave que la religion, les paroles

¹ Sainte-Beuve, *Portraits littéraires*, Paris, Garnier, 1864, t. III, pp. 209-210 ; également dans Rudler, p. 261 ; Mme de Charrière s'exprime ainsi dans une lettre à Gérard Godard baron Taets van Amerongen van Schalkwijk en 1804 probablement (le correspondant et la date de cette lettre ont été obligeamment communiqués par Jean-Daniel Candaux, que nous remercions au passage). — Une note extraite des Mémoires de Mackintosh et datée du 23 décembre 1814 montre que Constant se servait encore du même procédé décrit par Mme de Charrière : « 23rd. — Constant called to read his pamphlet on the Responsibility of Ministers. In composing for the press, he never used paper. He writes on small cards, which are tied together by a string. He pretends that this facilitates addition and insertion ; and enables him easily to change the place of his ideas till they are in what he thinks the best order. But nobody, except a writer of contentious brevity and detached maxims, could endure such a mode of writing ; and it probably increases his tendency to an aphoristic style. » *Memoirs of the life of the right honorable Sir James Mackintosh*, ed. by Robert James Mackintosh, London, Ed. Moxon, 1836, t. II, pp. 328-329.

² Rudler, p. 261, n. 1, suggère que cette idée d'employer des cartes comme fiches provenait peut-être du pasteur Chaillet. Notons toutefois que les cartes à jouer étaient d'un usage courant dans la société de cette époque et que l'on s'en servait comme carton d'invitation, billet d'excuse ou faire-part. Une collection amusante qui a appartenu à Gibbon se trouve actuellement au château de Sévery, parmi les archives Charrière de Sévery.

³ Sainte-Beuve, *op. cit.*, p. 210.

⁴ Pierre Deguise, *op. cit.*, p. 7 ; pp. 25-27.

rapportées ci-dessus montrent l'incompréhension de certains contemporains devant la méthode de travail de Constant. Celui-ci, il faut bien le dire, s'était vraisemblablement moqué de ses interlocuteurs, en exagérant le côté surprenant de son système. Mais, le manque apparent de sérieux dont il faisait preuve, ces « faits » qui peuvent servir à toutes les théories, qui s'adaptent aux « vicissitudes » d'un ouvrage, qui ne se fixent pas une fois pour toutes dans leur case respective et selon une logique préétablie, mais qui, au contraire, se déplacent selon la fantaisie de l'écrivain, tout cela bousculait certaines conceptions un peu figées du travail intellectuel et accréditait la légende d'un Constant sans conviction, maléable et versatile, en proie à toutes les hésitations.

Avec le recul et en abordant ce sujet sans parti-pris hostile, nous pouvons interpréter différemment la déclaration de Constant, qui contient un fond de vérité malgré les transformations de la tradition orale. Premièrement, quand il parle de « l'utilité des faits », il entend par là la commodité d'un fichier, dont le classement peut être modifié à volonté ; ce n'est évidemment pas les faits eux-mêmes qui changent, mais leur ordonnance. Ensuite, Constant fait allusion à deux étapes distinctes de son travail : le rassemblement des faits d'une part et leur mise en ordre d'autre part. Sur ce dernier point toutefois, Benjamin se vantait un peu trop, quand il prétendait les faire tourner comme des soldats à la parade, car il a toujours éprouvé de grandes difficultés dans la réalisation de cette partie du programme. Mais il est vrai que la première phase consistait à accumuler un ensemble de matériaux divers : citations, notes de lecture, résumés, réflexions personnelles, ébauches de plans, etc. Il dut abandonner assez vite l'emploi peu pratique des cartes à jouer, pour se servir de feuilles d'un plus grand format ; la Bibliothèque de Lausanne, qui possède la plus grande collection de ses papiers, ne conserve aucune trace de cartes de tarot, mais on trouve encore en abondance des séries de notes concernant la religion ou la politique. Son projet de réfutation de Burke en 1790 et sa Vie de Mauvillon en 1794 n'ont probablement jamais dépassé le stade de la réunion de données sur fiches ; ses brochures du Directoire, rédigées pour tant rapidement, ont sans doute commencé par être un amas de renseignements puisés dans la presse et les libelles de l'époque. Mais ces anciennes notes n'ont pas été conservées dans leur état primitif. Un indice assez sûr permet de penser que les premiers ouvrages politiques de Constant ont été écrits à partir de fiches : c'est la résurgence dans les *Principes de politique* de quelques passages déjà publiés sous le Directoire ou dans un discours au Tribunat ; Constant, de toute évidence, ne s'est pas cité lui-même, car il se serait servi d'une formule comme : « Nous avons déjà dit, dans un ouvrage publié il y

a quelques années, que... » ; cela signifie par contre qu'il a réutilisé, peut-être sans s'en rendre compte, des textes qu'il avait déjà exploités.⁵ Les risques de double usage étant assez fréquents, Constant, pour les prévenir, avait l'habitude d'inscrire le mot « employé » sur les fragments qu'il venait d'insérer dans une rédaction⁶ ; à défaut de cette précaution, il arrivait bien sûr que l'auteur tire deux fois profit d'une même note.⁷

Ce réservoir de matériaux, qui ne cessait d'ailleurs jamais de se remplir au fur et à mesure des lectures et des réflexions de Constant, pouvait alimenter plusieurs ouvrages à des époques différentes. Au premier fonds, que nous venons d'évoquer et qui s'est constitué dès 1790 et surtout pendant la période du républicanisme militant, est venue s'ajouter l'énorme masse documentaire établie au moment de la traduction de Godwin, puis à partir de l'activité tribunitienne. En effet, en plus de la lecture nécessairement attentive de l'*Inquiry concerning political justice*, Benjamin lit également à la même époque et avec tout autant d'application d'une part le manuscrit de Mme de Staël : *Des circonstances actuelles*, et d'autre part l'ouvrage inédit de Sismondi : *Recherches sur les constitutions des peuples libres*.⁸ Voici donc trois traités politiques, dont Benjamin a pour ainsi dire la primeur — puisque deux d'entre eux étaient inédits et l'autre peu répandu en France — et qui allaient lui permettre de compléter abondamment le nombre de ses fiches. Il préleva même de nombreux morceaux du manuscrit de son amie et il s'inspira de plusieurs passages de cette copie partielle lorsqu'il rédigea en 1806 ses *Principes de politique*.⁹ Il est plus délicat de savoir ce qu'il prit dans les ouvrages de Godwin et de Sismondi, plutôt que d'en faire des extraits (inutiles d'ailleurs dans le cas de Godwin, puisqu'il le

⁵ Voir notre édition des *Principes de politique*, Annexe V.

⁶ La mention « employé » se retrouve fréquemment dans le « Registre violet » (BCU, Co 3261) et aussi dans le manuscrit lausannois des *Additions à l'ouvrage intitulé Principes de politique* (BCU, Fds Ct II, 34/5) [cf. Fig. I].

⁷ Voir notre édition des *Principes de politique*, Annexe III.

⁸ C'est en fait dès le mois d'octobre 1801 que Constant eut en mains le manuscrit des *Recherches sur les constitutions des peuples libres* ; il le conserva jusqu'à la fin de l'année et peut-être même au-delà. Voir J[ean]-C[harles]-L[éonard] Sismondi, *Recherches sur les constitutions des peuples libres*, texte inédit, edizione ed introduzione di Marco Minerbi, Genève, Droz, 1965, pp. 17-18.

⁹ Certains passages de cette copie servirent d'abord pour son « grand traité » et on en retrouve la trace dans les *Fragments d'un ouvrage abandonné*. Pour la concordance entre certaines pages des *Principes de politique* et l'ouvrage de Mme de Staël, voir notre édition, Annexe VII.

traduisait), Constant dut probablement multiplier les commentaires et les observations que ces textes éveillaient en lui.¹⁰

Après avoir ainsi constitué un stock de données, Constant, dans l'étape suivante de son travail, opérait un premier tri, classait ses notes et les numérotait. Tantôt, il les recopiait dans un cahier ou un registre ; c'est le cas par exemple du « Registre violet » (série de notes sur la religion, prises en 1804-1805,¹¹ des *Fragments d'un essai sur la perfectibilité de l'espèce humaine*,¹² et de la première version du Livre IV des *Fragments d'un ouvrage abandonné*,¹³ dont nous allons reparler [cf. Fig. II]. Tantôt, il conservait intactes ses premières fiches, les classant dans l'ordre numérique et les répartissant par Livres ou par Chapitres selon le plan prévu ; on trouve sous cette forme des notes sur la religion,¹⁴ mais aussi et surtout les feuilles autographes regroupées sous les titres *Additions à l'ouvrage intitulé Fragments...* et *Additions à l'ouvrage intitulé Principes de politique*.¹⁵

C'est vraisemblablement pendant cette période de classement et de numérotation de ses fiches que Constant échafaudait plusieurs plans successifs d'un ouvrage, qui seront encore modifiés dans les phases ultérieures de la rédaction. Le manuscrit Co 3394 de la Bibliothèque de Lausanne fournit un exemple de ces sortes d'ébauches : il s'agit de trois tables des matières prévues pour son étude *Du moment actuel et de la destinée de l'espèce humaine ou histoire abrégée de l'égalité* ; la première ne comprend que quatre chapitres répartis sur vingt-six pages, qui ont été effectivement rédigées mais non achevées¹⁶ ; la seconde prévoit neuf chapitres et enfin la dernière, intitulée « Suite d'idées », est en fait le résumé analytique des onze chapitres que devait compter cette monographie [cf. Fig. IV]. Mais Constant n'a jamais terminé son projet et les notes pré-

¹⁰ Un emprunt manifeste au traité de Sismondi se retrouve (sans référence !) dans les *Principes de politique*, p. 244, note P, et p. 521, n. 15.

¹¹ BCU, Co 3261.

¹² BCU, Co 3291 et dans les « Manuscrits de 1810 », B.N., Nouv. acq. fr. 14362, f^{os} 66-83, publiés enfin par Burton R. Pollin en appendice à son édition de la traduction de Godwin par Constant, *éd. cit.*, pp. 363-373.

¹³ BCU, Fds Ct II, 34/9.

¹⁴ BCU, Co 3267 ou Fds Ct II, 34/10.

¹⁵ BCU, Fds Ct II, 34/9 [cf. Fig. III] et Fds Ct II, 34/5 [cf. Fig. V] respectivement.

¹⁶ Il existe deux exemplaires de *Du moment actuel...* Le premier (BCU, Co 3393) est autographe et comprend 33 pages, mais les quatre premières sont perdues ou égarées ; le second (BCU, Co 3292) en est la copie par un secrétaire ; il compte 24 pages mais ne reproduit pas le cinquième chapitre déjà rédigé sur la version autographe.

vues pour ce texte ont été vraisemblablement réparties entre son Polythéisme et ses traités politiques.¹⁷

Puis vient bien sûr la rédaction proprement dite, étape que l'on situe relativement mieux que les autres, parce que c'est à elle que Constant fait allusion en disant, dans son Journal ou sa correspondance, qu'il « travaille à un ouvrage ». C'est durant cette période que le traité s'élabore et qu'il prend une première forme qui subira encore bien des métamorphoses. Constant procédait de la manière suivante : il recopiait ou dictait le contenu de ses fiches en tenant souvent très peu compte de leur classement initial. La meilleure illustration de ce système nous est fournie par la comparaison entre la première version du Livre IV des *Fragments* et sa rédaction définitive qui apparaît seulement dans les « Manuscrits de 1810 » : le contenu est identique, mais l'ordre est complètement bouleversé. Le tableau ci-dessous donne une idée de la dispersion et du brassage auxquels aboutit la technique particulière de Benjamin ; en regard de chaque chapitre du Livre IV (désigné par un chiffre romain), figurent le ou les numéros des notes de la version initiale :

I	24.
II	25, 26, 27 (1ère partie), 48, 27 (2e partie), 79, 60, 74, 27 (fin), 4, 38, 3, 7, 51.
III	53, 54.
IV	49 (début), 63, 62, 49 (fin).
V	50, 52, 73, 28, 59, 82, 32, 15, 16, 21, 80, 2, 29, 41, 64.
VI	69, 1, 30, 33, 45, 75, 76, 68, 72, 12, 13, 8, 9, 22, 43, 42, 44, 37, 40, 78.
VII	34, 35, 18, 71, 17, 71 (fin).
VIII	11, 14, 19, 20, 23, 31, 67, 81, 66, 46, 55, 56, 58, 57.
IX	55, 56, 58, 57.

La répartition très inégale que l'on observe dans ce tableau s'explique par le fait que certains numéros ont plusieurs pages et peuvent très bien former à eux seuls la matière d'un chapitre (ainsi le N° 24) ou d'une moitié de chapitre (comme les N°s 53 et 54), tandis que d'autres notes ne comptent guère plus de quelques lignes [cf. Fig. II]. Onze textes numérotés de la copie de Lausanne n'ont pas été repris dans la rédaction définitive et deux parmi ceux-ci figurent dans les *Additions à l'ouvrage intitulé Fragments...*¹⁸ On remar-

¹⁷ La comparaison entre les premiers chapitres de *Du moment actuel...* (BCU, Co 3393 et Co 3292) et les manuscrits sur la religion révélerait peut-être la parenté des deux recherches de Constant.

¹⁸ Il s'agit des numéros : 5, 6, 31, 36, 47, 61, 70, 77 et du numéro 65 qui est devenu le numéro 15 des *Additions aux Fragments* et du 83 qui se

quera que cette proportion est relativement faible, surtout si l'on sait que ces passages laissés de côté sont généralement brefs : Constant s'efforçait d'utiliser le maximum de ses fiches et répugnait toujours à rejeter l'une d'entre elles. Mais pourquoi cette dispersion totale des textes primitifs ? Premièrement, parce qu'en numérotant ses extraits et ses réflexions, Constant ne leur assignait pas une place définitive et préférentielle dans son ouvrage, mais leur attribuait plutôt une cote ou un repère commode, qui lui servait lorsqu'il préparait le plan de son livre. De même, lorsqu'il donnait ses notes à copier, il n'avait pas besoin de fournir de longues explications à son secrétaire : il suffisait de lui donner une série de chiffres, dans le nouvel agencement prévu, et le copiste se bornait ainsi à suivre les indications. Il n'est pas rare de rencontrer dans les papiers de Benjamin des renvois à des numéros, qui nous semblent énigmatiques seulement parce que nous ne possédons plus le lot de fiches correspondant. Mais, pour expliquer cette ventilation des notes primitives au moment de la rédaction, il faut en second lieu évoquer cette manie de Constant écrivain, qui ne se montrait jamais satisfait de son plan et qui retouchait sans arrêt la disposition de son travail, même lorsque celui-ci était pratiquement achevé¹⁹ ; ainsi, lorsqu'à la fin de l'Empire et sous la Restauration il reprit ses manuscrits politiques et en particulier les *Principes*, il ne manqua pas de bouleverser une fois encore l'ordonnance de ces traités, avant de les faire pour ainsi dire éclater en une suite de brochures, d'articles et de conférences.

A la lumière de cet exemple du Livre IV des *Fragments*, ce que nous appelons *rédaction* chez Constant apparaît plutôt comme une *formulation* d'idées nouvelles. L'auteur mettait bout en bout, très souvent sans les retoucher, des morceaux épars, un peu comme l'on construirait un puzzle. Pour la clarté de son exposé, il était obligé d'introduire des passages ou des chapitres d'introduction, de transition et de conclusion et parfois même il modifiait le style de certains textes, afin de donner à l'ensemble un aspect lié, uniforme et point trop heurté. Sans doute, des thèmes nouveaux et des idées auxquelles il n'avait pas songé autrefois surgissaient au cours de cette étape de son travail et venaient grossir son ouvrage, non sans causer quelques perturbations passagères dans l'organisation de ses

retrouve dans ces mêmes *Additions* au numéro 14. Nous n'avons pas fait figurer le 84, qui est une table des chapitres prévus pour ce Livre IV et le 85, qui est une note biffée.

¹⁹ C'est Constant lui-même qui emploie le mot « manie » pour qualifier sa méthode ; ainsi, le 27 février 1806, dans son Journal intime : « En revoyant mes papiers, j'ai gémi sur ma manie de plan, sans laquelle ma réputation serait déjà faite. »

chapitres. C'est pourquoi ses traités commencés dans l'intention d'être rapidement achevés, s'enflaient progressivement au cours de leur rédaction.²⁰ Cependant, le talent de Constant réside avant tout dans cette habileté extraordinaire de tirer profit de textes et de notes si diverses, et dans cette façon de faire disparaître toutes les imperfections dues à ces sortes de rapiéçages : à partir d'un « patch-work » un peu disparate et bariolé, il réalisait une œuvre parfaitement construite et homogène.

Tout à fait conscient d'ailleurs des difficultés et même des dangers que présentait ce procédé par montage, il avouait, le 8 août 1804, dans son Journal intime :

En général, c'est une mauvaise méthode, que de travailler sur des pièces rapportées écrites en différents temps.

C'est en effet ce qui rend la datation précise de ces textes si délicate pour le chercheur ; à moins d'allusions claires à des ouvrages récemment parus ou à des faits précis,²¹ il est impossible de déterminer dans l'ensemble de l'œuvre et pour chaque fragment particulier ce qui appartient à l'ancienne mouture et ce qui provient de la nouvelle. Mais il est légitime de se demander aussi pourquoi Constant préférerait rassembler ses notes plutôt que de refondre entièrement son livre, en s'inspirant, cela va de soi, des matériaux accumulés, mais sans les recopier nécessairement. La question, on le concevra volontiers, n'est pas facile à résoudre. Constant avoue lui-même, le 7 mars 1806, dans son Journal : « Je suis paresseux. J'aime mieux copier que composer. » La méthode de travail d'un écrivain dépend en effet étroitement de son caractère, de ses habitudes et de son psychisme. Nous ne saurions nous aventurer maintenant dans ces chemins difficiles et d'ailleurs contestés de la critique. D'aucuns constateraient simplement que ce système offrait une économie de temps appréciable pour cet homme toujours pressé et continuellement en déplacements ; sans doute ! mais à condition de ne pas s'achopper, comme Constant précisément, sur des problèmes de plans ou de structure générale de l'œuvre. Or à défaut d'une véritable explication, il faut se contenter de remarquer la fidélité

²⁰ C'est précisément le cas des *Principes de politique*, ainsi que nous l'avons montré dans le chapitre précédent ; cf. aussi le Journal intime les 23 et 25 février, 9 mars, 7 mai 1806.

²¹ C'est le cas par exemple des références aux *Mémoires de Louis XIV*, à l'ouvrage de Molé, à celui de Ganilh, à l'article du *Moniteur* du 22 janvier 1806 et enfin à la Réponse de Furtado du 18 septembre 1806 (sur ces deux derniers exemples, cf. les *Principes de politique*, p. 517 et 177, note B, et pour les allusions aux ouvrages parus en 1806 voir l'index des titres cités par Constant.

et le respect avec lesquels Constant restait attaché à tout ce qui était sorti une fois de sa plume. Ce n'est évidemment pas par fétichisme ou par égocentrisme exagéré ; par contre cette tendance rejoint ce besoin et ce goût des choses stables et fixes. Un texte déjà rédigé — et toutes ses notes étaient pour ainsi dire prêtes à l'emploi — lui assurait cet avantage de quelque chose qui existait, qui n'était pas seulement en projet et qui, moyennant quelques corrections et quelques adaptations sur lesquelles nous reviendrons, se prêtait facilement aux « circonstances » d'un nouvel ouvrage. Ce qui confère donc au discours constantien une physionomie particulière, c'est cette aptitude à s'intégrer dans un ordre ou un aménagement différent de celui pour lequel il avait été prévu. Nous avons pu suivre quelquefois des phrases ou des paragraphes navigant d'une œuvre à une autre ou à l'intérieur d'un même traité et changeant en tout cas de contexte mais très peu de forme.²² Quelle relation y a-t-il entre cette méthode et l'évolution de la pensée de l'auteur ? Le message contenu dans un fragment reste-t-il toujours le même quel que soit son déplacement ? Le sens d'un passage dépend-il uniquement de son contenu ou également de la structure dans lequel il est incorporé ? Il nous semble évident qu'il y a d'étroites relations entre les procédés de composition des traités et les idées qu'ils véhiculent, mais cela n'est pas aisé à démontrer. Nous savons par exemple qu'une grande partie des chapitres et des pages des *Principes de politique* ont été disséminés dans les brochures publiées sous la Restauration ; mais nous ne considérons pas moins le manuscrit qui porte ce titre comme un ouvrage véritablement inédit, à cause précisément de l'ordonnance différente et originale de ces mêmes textes, qui ont changé de sens du fait de leur démantèlement et de leur publication dans un contexte tout à fait différent.

Une analyse de cette circulation et de cette répétition de fragments nécessiterait probablement une approche structuraliste et, par manque de compétence et de place, nous renonçons une fois de plus à entraîner le lecteur en dehors des limites prévues pour ce travail. Il est rare d'ailleurs de pouvoir observer les métamorphoses ou, au contraire, l'invariabilité des passages repris, depuis leur origine sur fiches jusqu'à leur aboutissement dans les brochures de la Restauration.²³ De ce fait, l'enquête que nous suggérons ne concernerait pratiquement que le découpage des grands manuscrits politiques

²² Tous les passages supprimés dans le manuscrit des *Principes de politique* réapparaissent dans un autre endroit du même ouvrage ; voir Annexe VIII.

²³ Les seuls exemples concernent le Livre IV des *Fragments* et les *Additions aux Fragments* et aux *Principes de politique*.

(*Fragments et Principes*) en plusieurs tronçons qui s'éparpillèrent dans des traités publiés dès 1814.²⁴ Nous nous bornerons toutefois à l'étude de quelques transformations que Constant opéra sur certains textes et qui nous paraissent éclairantes à bien des égards. Mais revenons, en attendant, aux dernières étapes de la marche à suivre de Constant.

Après la rédaction, tout ce qui n'avait pas été inséré dans le texte lui-même était réuni sous le titre *Additions à l'ouvrage intitulé...* Ce sont donc des résidus, le plus souvent des notes de lecture, que l'auteur, selon son habitude, ne voulait pas détruire. Dans les manuscrits portant ce titre et conservés à la Bibliothèque de Lausanne, on reconnaît des anciennes fiches, couvertes de notes numérotées et dont la différence d'encre et d'écriture atteste des compositions exécutées à diverses époques. Comme nous l'avons dit plus haut, ce sont même les seuls vestiges des matériaux accumulés dans la première phase de l'élaboration d'un traité politique. Contrairement donc à ce que pourrait faire croire leur titre, ces *Additions* n'ont pas été écrites *après* les ouvrages auxquels elles correspondent ; mais en relisant ses traités, Constant s'efforçait encore de placer des compléments d'information, soit directement en marge du manuscrit, soit précisément sous forme de notes additionnelles placées à la fin du livre et provenant toutes de son stock de fiches. Le risque de double emploi était inévitable²⁵ ; Constant ne disposait pas de moyens de contrôle assez efficaces ou sa mémoire pouvait aussi lui faire défaut.²⁶

Enfin, lorsqu'il fit recopier ses œuvres manuscrites en 1810, Constant rédigea le Livre IV des *Fragments* et recomposa également

²⁴ Dans notre édition des *Principes de politique*, nous indiquons dans l'apparat critique les passages qui ont été publiés dans des brochures plus tardives.

²⁵ Ainsi, dans le manuscrit lausannois des *Additions aux Principes de politique*, se retrouvent des passages qui figurent déjà dans le corps de l'ouvrage (cf. Annexe II) mais Constant ne les a pas recopiés en 1810 dans la version définitive des *Additions*. En revanche, d'autres endroits des *Principes de politique* ont leur sosie dans les *Additions* ; par exemple, un passage, p. 24, l. 11-18 des *Principes* est répété dans les *Additions* p. 623, l. 23-30 (cf. Annexe III). Enfin, une série de notes figurant dans le manuscrit original des *Additions* n'ont pas été recopiées en 1810 ; nous les éditons séparément en Annexe I ; inversement, quelques lieux des *Additions* dans la version de 1810 n'ont pas leur original dans le manuscrit de Lausanne (cf. Annexe IV).

²⁶ Un exemple typique de doublet : les notes 5 et 11 du Livre XVII, ch. 3 des *Additions aux Principes de politique* (BCU, Fds Ct II, 34/5) [cf. Fig. V] dont le texte est presque identique et qui ont été reproduites une première fois dans les *Principes de politique* (p. 24, l. 11-18) et une seconde fois dans les *Additions* (p. 623, l. 23-30).

les *Additions aux Fragments* et aux *Principes de politique*.²⁷ Il s'était jusqu'alors contenté de répartir son surplus de fiches par Livres et par Chapitres, après les avoir numérotées ; en 1810, il profita de cette mise au net complète de ses travaux, pour arranger les *Additions* de façon à ce que chaque note corresponde soit à une phrase ou à un mot précis de son texte (Constant recopiait alors, en tête de la note, le membre de la phrase en question), soit à un chapitre (il notait parfois dans ce cas le sous-titre : « Addition »).²⁸

Ce faisant, il modifia une nouvelle fois l'ordonnance de ses fiches. Par exemple, des soixante-huit notes dont se composaient initialement les *Additions aux Fragments* (Fds Ct II, 34/9), une s'est perdue, vingt n'ont pas été recopiées en 1810²⁹ et le reste se trouve finalement groupé, dans la version définitive, suivant un ordre qui ne s'éloigne pas beaucoup de la disposition originelle :

1, 2, 7, 4, 5, 6, 10, 14, 15, 24, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 11, 12, 25, 26, 27, 28, 29, 35 b, 36, 37, ?, 40 b, 40, 39, 42, 41, 43, 63, 64, 49, ?, 47, 55, 48, 62, 52, 51, 54, 57, 58, 59, ?, 60, 61, 66, 67, 68.³⁰

Par contre, le brassage effectué en 1810 dans les feuillets intitulés *Additions aux Principes de politique* (Fds Ct II, 34/5) est tel qu'il défie toute représentation claire sous forme de tableau.³¹

On observe aussi un certain flottement dans l'attribution de telle ou telle note à l'un ou à l'autre des ouvrages. Ainsi, par exemple, sur un feuillet appartenant au manuscrit des *Additions aux Principes* (Fds Ct II, 34/5), on peut lire le titre suivant : « Fragments de l'Introduction à l'ouvrage intitulé : Des moyens de constituer une république dans un grand pays », que Constant modifia en biffant depuis : « Des moyens... » et en ajoutant à la place de ces mots :

²⁷ Dans les « Manuscrits de 1810 », les *Fragments*, jusqu'au Livre VI, ch. 5 (à l'exception des derniers folios) et les *Additions aux Fragments* et aux *Principes de politique* sont de la main de Constant.

²⁸ Dans certains cas, Constant avait prévu des « matériaux » pour de nouveaux chapitres. Voir, par exemple, les *Additions aux Principes de politique*, pp. 563-570, Ch. 17 et 18 du Livre X « à faire ».

²⁹ La note N° 3 est perdue ; les numéros 8, 9, 13, 16, 19, 30-35, 38, 44, 45, 46, 50, 53, 56, 65 n'ont pas été recopiés en 1810.

³⁰ Les points d'interrogation désignent des notes que l'on peut lire dans les *Additions aux Fragments* dans la version de 1810, mais dont on ne retrouve pas l'équivalent dans le manuscrit original de Lausanne ; soit la fiche s'est égarée, soit Constant a rédigé ces notes-là en 1810, au moment même de la mise au net de ses œuvres.

³¹ Nous avons renoncé, dans l'édition des *Additions aux Principes de politique*, à signaler pour chaque note la référence au manuscrit de Lausanne, bien que la collation ait été faite. En revanche, nous mentionnons les endroits de ces *Additions*, dont le texte original ne se trouve pas dans le manuscrit de Lausanne (voir Annexe IV).

« Principes de politique » [cf. Fig. VI]. Son « grand traité » n'étant plus destiné à paraître, il pouvait sans autre lui emprunter les éléments qu'il jugeait encore utilisables pour son nouveau livre.³² Un autre exemple analogue provient de la liasse des *Additions aux Fragments*. Entre les numéros 41 et 43 de ce manuscrit (Fds Ct II, 34/9), Constant a glissé un extrait provenant de sa réserve de fiches prévues pour les *Additions aux Principes*. En effet, en haut de cette page est inscrite la destination des deux notes qui la couvrent : « Livre XV, Ch. 5. » Or, les *Fragments* ne comptant que huit livres, l'origine de cette feuille ne peut être que celle que nous indiquons. La preuve en est donnée par l'utilisation effective des deux notes en question : la première, portant le numéro 8³³ ainsi que la mention : « employé », figure précisément à sa place prévue dans la copie de 1810 des *Additions aux Principes*, Livre XV, Ch. 5.³⁴ Tandis que l'autre note a changé de numéro (de 9 elle est devenue 42) pour s'insérer dans la série des *Additions aux Fragments* [cf. Fig. VII].³⁵ Ceci tend à prouver que l'arrangement et la numérotation des fiches destinées à compléter son « ouvrage abandonné » ont été faits après la mise au propre des *Additions aux Principes*. Dans les œuvres manuscrites de 1810, en effet, Constant a d'abord rédigé toutes les notes se rapportant à son traité de 1806 et a relégué à la fin, juste avant la table des matières, celles concernant un livre qui n'était plus propre à la publication.

Il est visible que l'auteur hésita souvent sur la répartition de ses notes supplémentaires et qu'il ne sut pas toujours à quel chapitre ou à quel livre chacune d'elles se rattacherait le mieux. Il dut même, dans son embarras, ranger quelques papiers sous le titre : « Secon-des additions éparses », qui ne se relie pas directement à un passage précis, mais qui sont en fait des pensées détachées.³⁶ Ceci montre encore une fois ce souci que Constant avait de ne rien perdre et

³² Ces « Fragments de l'Introduction » ont été recopiés, mais pas dans leur ordre initial, dans les *Additions aux Principes de politique*, pp. 513-514.

³³ Ce numéro 8 n'a évidemment pas de sens entre les numéros 41 et 43 ; par contre, dans les feuillets relatifs au Livre XV des *Principes de politique* (BCU, Fds Ct II, 34/5) il manque effectivement celui qui se rapporte au Ch. 5 et l'on passe dans cette liasse directement du numéro 7 au numéro 10, preuve supplémentaire de ce déplacement.

³⁴ Cf. notre édition des *Additions aux Principes de politique*, p. 608, l. 16-18.

³⁵ Elle apparaît en effet dans les « Manuscrits de 1810 » comme seconde addition au ch. 6 du Livre VI (B.N., Nouv. acq. fr. 14364, f° 97 v°).

³⁶ Elles figurent à la suite des *Additions* proprement dites (dans notre édition, pp. 637-641). Sur quelques fiches du manuscrit de Lausanne de ces *Additions* (BCU, Fds Ct II, 34/5) on lit cette mention : « 2des additions » [cf. Fig. I].

prouve aussi à quel point ses traités, même achevés et bien élaborés, gardent encore leur fonction d'instruments de travail ; Benjamin est un architecte précautionneux et bizarre, qui préfère laisser en place les échafaudages de l'édifice qu'il vient de terminer. Qu'on ne croie pas que cette remarque dérive d'une optique faussée par l'étude des manuscrits originaux : nous sommes bien conscient que toute œuvre non publiée conserve par la force des choses les traces de ses ébauches successives et les séquelles d'une gestation souvent longue et laborieuse. Tout ceci, dira-t-on, est appelé à disparaître au moment de l'impression. Cette objection, bien sûr, garde toute sa valeur. Mais il y a tout de même chez Constant cette volonté bien nette de ne pas lâcher trop vite son travail, ce désir de rester non seulement l'auteur ou le garant de l'œuvre mais encore le maître qui peut toujours changer son texte à sa guise et en fonction des circonstances. L'ouvrage sur les religions, auquel il travailla pendant quarante ans, est un exemple typique de cette attitude. Ses réflexions politiques ont eu évidemment un destin différent : nourries par l'expérience, elles devaient aussi soutenir l'action et le combat de leur auteur, c'est pourquoi elles furent publiées chaque fois que la censure le permettait. Mais là encore, le labeur intense que lui coûtèrent le découpage de ses traités en brochures, le remaniement, la refonte et les corrections de ces textes, témoigne de cette crainte de laisser échapper quelque chose qu'il ne puisse plus retoucher : cette peur du définitif va de pair avec un certain goût du perfectionnisme. Il est symptomatique aussi à cet égard que les *Réflexions sur les constitutions et les garanties* comportent dans leur réédition de 1818³⁷ autant d'additions et de notes que de texte proprement dit, ces additions étant elles-mêmes des reprises de chapitres publiés en 1815 dans son livre *Principes de politique*. Le discours constantien n'est jamais statique ; il est destiné à évoluer dans l'ensemble de l'œuvre à la recherche d'un emplacement toujours meilleur selon la perspective de l'auteur.

Cette revue des étapes principales de la fabrication d'un ouvrage par Constant n'est bien évidemment qu'une approximation et nous ne saurions prétendre avoir été complet jusque dans les détails. Il s'agissait seulement de donner une idée générale et un peu schématique d'une méthode que nous connaissons surtout grâce à la masse des papiers et des brouillons qui nous sont parvenus. Nous n'avons pas tenu compte des œuvres comme *Adolphe*, *Cécile*, *Wallstein* ou

³⁷ Dans la *Collection complète des ouvrages publiés sur le gouvernement représentatif et sur la Constitution actuelle de la France, formant une espèce de cours de politique constitutionnelle*, Paris, Plancher, 1818, la première édition des *Réflexions* date de 1814.

Florestan, d'une part parce que cela nous aurait entraîné trop loin et d'autre part aussi parce que nous ne possédons pas, dans le cas des écrits littéraires, de renseignements et d'indices analogues à ceux que nous avons utilisés. Il a fallu des prouesses d'érudition et d'imagination pour tenter d'élucider le mystère de la genèse d'*Adolphe*, car Constant n'a pas laissé d'autre pâture à ses exégètes que des allusions énigmatiques dans son Journal intime et deux copies de son roman.³⁸ Ceux qui traitent de la politique ou de la religion ont apparemment plus de chance, puisque les sources sont plus abondantes, mais souvent la quantité des données ne résout pas forcément les difficultés d'interprétation.

Il reste donc à examiner quels ont été les plans successifs des *Principes de politique*, du moins tels qu'il est possible de les reconstituer à partir des indications du Journal intime et de l'ancienne numérotation des Livres et Chapitres encore visible sur le manuscrit de Lausanne.

II. — Les plans successifs des *Principes de politique*

Nous avons tenté, dans le précédent chapitre, de dégager les principaux événements relatifs à la rédaction des *Principes de politique*, en montrant surtout le contexte général dans lequel s'était inscrit cet énorme labeur : la santé déficiente de l'auteur, ses déplacements, sa manie de plans l'avaient empêché de se consacrer entièrement et régulièrement à son travail. Il convient maintenant d'observer la croissance de ce traité, de février à octobre 1806, depuis sa naissance jusqu'à son achèvement ou du moins jusqu'à l'état dans lequel on le trouve aujourd'hui à la Bibliothèque cantonale de Lausanne. Nous allons donc reprendre l'histoire de cet ouvrage, mais cette fois de l'intérieur, pour ainsi dire, et en suivant les traces encore visibles des remaniements successifs.

Les *Principes de politique*, nous l'avons dit, proviennent d'un extrait du « grand traité » élaboré de 1800 à 1803. Celui-ci était

³⁸ Voir l'analyse des explications fournies à ce sujet dans Paul Delbouille, *Genèse, structure et destin d'Adolphe*, op. cit., Première Partie, et le résumé du même auteur dans l'Introduction de l'édition d'*Adolphe* (Paris, Les Belles Lettres, 1977). Les chercheurs sont encore plus pauvres en ce qui concerne *Cécile*, dont la date de composition n'est pas certaine ; voir à ce propos la notice d'Alfred Roulin reproduite dans Benjamin Constant, *Œuvres*, op. cit., pp. 1468-1472. Sur *Wallstein*, voir l'Introduction de Jean-René Derré dans son édition de cette pièce (Paris, Les Belles Lettres, 1966). Enfin, la thèse de Helen H. Sh. Hogue, *Benjamin Constant's « Florestan ou le siège de Soisson, poème »*. A critical edition with introduction and notes, Ann Arbor, Xerox University Micr., 1976, 379 p.

lui-même issu probablement du « Commentaire » à la traduction de Godwin. On remarque ainsi, dans l'œuvre politique de Benjamin Constant, une gestation ou une production par « scissiparité » ou, si l'on préfère, par division d'un travail antérieur, dont un fragment sert de germe au futur livre. Le même scénario se répète : les circonstances où la censure empêchent la publication de l'ouvrage ; l'auteur se résigne, attend des jours meilleurs, se remet au travail et crée quelque chose de nouveau sur la base de ce qui existait déjà. Il y a donc à la fois continuité et dépassement dans ces générations successives de traités politiques. Conservant encore quelques traits de ses ascendants directs, le nouveau rejeton se différencie de ses prédécesseurs par sa masse, toujours plus considérable,³⁹ et surtout par son caractère, si l'on peut dire, ou ses intentions : nous aurons l'occasion de revenir sur ce point, mais disons déjà que Constant ressent, à chacune de ses tentatives, la nécessité de s'élever au-dessus des contingences et d'écrire un livre qui, par le niveau auquel il se situerait, échapperait aux circonstances et mettrait tout le monde d'accord. *De la justice politique* aurait dû être un boulet lancé contre le jacobinisme renaissant de 1798-1799 ; déjà avant Brumaire, cette attaque ne se justifiait plus. Le « grand traité », beaucoup plus juridique, était une sorte de commentaire des institutions de l'an III et de l'an VIII, dont l'actualité allait être vite ruinée par la tendance monarchique de Bonaparte. Enfin, la tentative des *Principes de politique*, un peu naïve au départ,⁴⁰ est forcément vouée au même destin que les précédentes, puisque, en transcendant pour ainsi dire les événements, en gommant toutes allusions directes à l'Empire, Constant manquait son but et faisait de son livre une machine de guerre contre tout despotisme, beaucoup plus dangereuse que n'importe quel pamphlet dirigé contre Napoléon. C'est cette part d'illusion de Benjamin, illusion toute relative et

³⁹ Le « grand traité » devait être incontestablement plus volumineux que le « Commentaire » accompagnant la traduction de Godwin ; il est permis de le penser, bien que nous ne puissions pas les comparer. Les *Principes de politique* représentent le double des *Fragments*, à peu de chose près ; comme les *Fragments* et le « petit extrait » de 1806 forment ensemble le « grand traité », on peut en déduire que les *Principes de politique* sont également plus vastes que l'ouvrage sur « les possibilités d'une république dans un grand pays ».

⁴⁰ Dans les *Principes de politique*, p. 21, et dans les *Additions* correspondantes, p. 517, Constant fait allusion à la proclamation de Napoléon sur le respect de la liberté de la pensée, parue dans le *Moniteur* du 22 janvier 1806. Constant a-t-il vraiment pris cet article au sérieux ? Cela l'a-t-il encouragé à entreprendre un nouveau livre ? C'est difficile à dire, mais si Benjamin a été dupe, il ne l'est pas resté longtemps.

d'ailleurs passagère,⁴¹ qui permet de mieux comprendre cette mécanique subtile qu'est la création constantienne : elle produit une étincelle qui met en marche le processus, qui pousse l'auteur à rouvrir ses malles, à reprendre d'anciens textes pour en sauver l'essentiel, ce qui donnera naissance à un nouvel ouvrage.

Il n'est pas possible d'affirmer avec précision quelles ont été les parties extraites de cette somme, que Constant avait intitulée « Des moyens de constituer la république dans un grand pays ». Nous pensons seulement que cet emprunt ne devait pas être considérable — puisqu'il ne s'agissait au départ que d'un « petit ouvrage » — et qu'il provenait d'une Introduction générale ou d'une Première partie.⁴² Quels qu'aient été ses projets, il est évident que Benjamin s'adonna à sa nouvelle tâche avec enthousiasme et même avec une certaine euphorie. Malgré son état de santé déficient, il prépara en un mois 327 pages d'impression, ainsi qu'il le proclame avec fierté dans son Journal, le 3 mars 1806. Six jours plus tard, le total était déjà de 419 pages, ce qui en représente quatre-vingt-douze rédigées en moins d'une semaine ! Il ne lui fut plus permis désormais de tenir un pareil rythme ; d'une part à cause de la fatigue et de la lassitude devant un travail beaucoup plus important qu'il ne l'avait imaginé ; mais aussi, d'autre part, ce coup d'arrêt dans l'élan initial s'explique peut-être par le fait qu'il a achevé au bout d'un mois le remaniement du premier extrait et qu'il n'a plus devant lui les matériaux déjà rédigés et puisés dans des manuscrits antérieurs.⁴³

Grâce au Journal intime, il est permis d'être un peu plus précis dans la chronologie de cette première étape et de risquer quelques hypothèses. Du 18 au 22 février 1806, Benjamin lit, devant quelques intimes,⁴⁴ les vingt-sept premiers chapitres de son ouvrage,

⁴¹ Le 22 février 1806, après une lecture publique de ses premiers chapitres, Constant note dans son Journal intime : « Tout le monde en méconnaît les conséquences, ou je me les exagère. » De même, le 27 février, à propos du chapitre sur la liberté religieuse : « Excellent, mais gare l'effet. » Le 7 septembre encore : « mon ouvrage fera peut-être quelque sensation. » Il était donc conscient que son livre devenait un brûlot contre le régime en vigueur.

⁴² Ces questions ont été développées dans le chapitre précédent, auquel nous renvoyons pour les détails de l'argumentation.

⁴³ Entre le 9 mars et le 16 avril, en plus d'un mois, l'ouvrage n'augmente que de 50 pages ; si l'on compare ce chiffre avec les 92 pages rédigées en une semaine du 3 au 9 mars, on a une idée de son essoufflement.

⁴⁴ Les indications du Journal intime ne sont pas suffisantes pour connaître le nom des personnes qui écoutèrent Benjamin et qui bénéficièrent de la primeur de l'ouvrage. Le mieux est de se reporter au « Répertoire des rôles et des représentations de Mme de Staël », établi par Martine de Rougemont dans les *Cahiers staëliens*, N° 19, déc. 1974, pp. 84-85 ; voir aussi Béatrice Jasinski, Liste des principaux visiteurs qui ont séjourné à Coppet de

sans préciser dans son Journal leur titre ou leur sujet. Or, le 23 février, commencent les premières inquiétudes quant à la suite de son livre. Il note à cette date : « Je commence à aller moins vite. Il faut bien rester fidèle à mon plan et ne pas l'agrandir, comme cela m'arrive sans cesse. » La même antienne revient les 25 et 26 février. Selon nous, ces craintes annonceraient la fin du travail sur l'extrait du « grand traité » et le début d'une entreprise plus vaste. En effet, bouillonnant d'idées neuves et « toujours plus en train de [sa] politique », ⁴⁵ Constant aurait désiré poursuivre, mais de nouveaux développements risquaient de bousculer les plans du premier projet, qui était modeste. Nonobstant les avertissements qu'il se lançait, Constant décida de continuer la rédaction et de déborder le cadre qu'il s'était fixé. A partir de là, il indiqua dans ses éphémérides le sujet des chapitres qu'il créa ou qu'il lut ; et c'est ce qui nous permet de dire qu'une nouvelle période s'ouvre où Constant traite des questions qui n'existaient pas dans son « grand traité » ou qui n'y étaient pas complètement développées. En effet, le 27 février déjà, il fait allusion à un chapitre sur la « liberté religieuse », qu'il a en partie repris d'un texte de 1803, destiné à son ouvrage sur les religions. ⁴⁶ Le lendemain 28 février, Constant parle des chapitres « 30 à 33 sur le pouvoir judiciaire ». Ce sont ceux-là que nous retrouvons intacts dans le manuscrit de Lausanne, où cette ancienne numérotation est encore visible. ⁴⁷ Le même jour, il ajoute à propos de ces mêmes chapitres : « Plus faibles que les autres. Je tâcherai de les renforcer. » Nous examinerons plus loin comment il s'y est pris pour le faire et à quelle date approximative a eu lieu ce « renforcement » ; disons déjà que ce ne sont pas les seuls passages que Constant améliora par la suite. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que plusieurs chapitres surgissent de la plume de Constant, non pas assurément *ex nihilo*, mais vraisemblablement pas non plus du « grand traité »

1799 à 1816, *Le Groupe de Coppet, op. cit.*, pp. 470-471. A partir de là, on peut admettre que l'auditoire de Benjamin se composait de Mme de Staël, Auguste-Guillaume Schlegel, Prosper de Barante, Elzéar de Sabran, Charles de Labédoyère, Frédéric Lullin de Châteauevieux. Il est probable que tous n'étaient pas chaque fois présents ou que d'autres personnes, n'ayant jamais fait partie de la troupe du Molard mais étant simplement de passage, aient assisté à ces séances de lectures.

⁴⁵ Selon l'expression employée dans le Journal intime le 14 février 1806.

⁴⁶ Voir Benjamin Constant, *Deux chapitres inédits de l'Esprit des religions (1803-1804)...*, publiés par Patrice Thompson, Neuchâtel, Faculté des Lettres, Genève, Droz, 1970, 250 p.

⁴⁷ Voir dans notre édition, Livre IX, pp. 181, 184, 188, et, Livre VI, les Ch. 2 et 3 qui auparavant étaient numérotés 16 et 17. Ce sont les seuls vestiges de cette ancienne numérotation.

politique. C'est à partir de ce moment que l'auteur s'émancipe de la « tutelle » du précédent ouvrage, pour en créer un nouveau.

Du 1er au 9 mars, lors d'un véritable marathon, Constant ajouta environ quinze chapitres à ce qu'il avait déjà écrit. Nous n'en connaissons pas le sujet, mais il y a de fortes chances pour qu'ils correspondent au Livre X actuel, qui compte effectivement seize chapitres et dont la masse (93 folios du manuscrit de Lausanne) s'accorde assez bien avec le nombre de pages indiqué par Constant.⁴⁸ On s'aperçoit aussi que l'auteur rédige son ouvrage dans un ordre qui demeurera, dans les grandes lignes et pour les grands thèmes, inchangé jusqu'à la fin et tel que nous pouvons le voir actuellement. En effet, le chapitre sur la « liberté religieuse » se retrouvera dans le futur Livre VIII ; les Chapitres 30-33 formeront le Livre IX, les suivants, 34 à environ 50, le Livre X. Mais alors, à quoi correspondent les Livres I à VII, dans ce schéma ? Tout porte à croire qu'ils sont le résultat d'un remaniement de l'« extrait » du « grand traité », auquel Constant travailla du 4 au 25 février environ ; mais on ne saurait être formel à ce propos, tant les indications que l'on a sont lacunaires. Une chose du moins est sûre, c'est que près de la moitié de l'ouvrage a été composée dans cette période de travail intense qui s'étend du début février au 9 mars 1806.

Dès lors l'avance fut beaucoup moins fulgurante. Accablé par la maladie et les soucis, Constant ne rédigea qu'avec peine, pendant le reste du mois de mars et l'ensemble du mois d'avril. Son Journal fournit tout de même quelques repères sur les sujets qu'il aborda à cette époque. Le 27 mars, il évoque ce qu'il a écrit sur les *impôts* ; ce sera l'objet du futur Livre XI ; le 5 avril, il est question du chapitre sur l'*éducation*, qui trouvera sa place dans le Livre XIV ; le 16 avril, il finit celui sur la *guerre*, qui, à lui seul, deviendra le Livre XIII ; enfin, le 25 avril, celui sur les *républiques anciennes* est en passe d'être achevé ; on peut penser qu'il comprend déjà l'essentiel du Livre XVI. Pendant cette phase, où la progression est moins rapide, on constate aussi que la succession des thèmes traités ne concorde plus avec celle que l'on peut lire actuellement. On ne voit

⁴⁸ Les calculs s'effectuent sur la base des indications du Journal intime. En effet, le 1er mars 1806, il lit les Ch. 34-36 ; du 6 au 8 mars, les Ch. 37 à 41 et le 9 mars il déclare : « Plusieurs chapitres ajoutés. » Le chiffre de quinze que nous avançons est une simple conjecture. Quant au nombre de pages, il faut ajouter aux 92 écrites entre le 3 et le 9 mars celles qui correspondent aux Ch. 34-36, rédigés avant le 3 mars ; ce qui fait un total vraisemblable de plus de 100 pages pour les Ch. 34 à 50 environ ; ce chiffre est assez voisin des 93 folios que compte le Livre X. Il n'est pas possible d'être catégorique toutefois, car Constant établissait ses calculs sur la base de fiches autographes et nous d'après l'écriture d'un copiste.

pas encore apparaître, par exemple, l'énorme Livre XII, préparé au mois de septembre seulement. Nous en déduisons que Constant n'avait pas encore établi son plan définitif.

Une nouvelle ardeur s'empara de lui, lors de son séjour à Lausanne au mois de mai 1806. Le 8 déjà, il finit « l'esquisse des derniers chapitres », mais le même jour, il commença la lecture de deux « anciennes copies » que nous avons identifiées comme étant l'une les *Fragments* du « grand traité » sur « la possibilité d'une république dans un grand pays » et l'autre le recueil d'extraits de *Des circonstances actuelles* de Mme de Staël. Constant fit ce travail dans l'intention avouée de récupérer dans ces deux textes tout ce qui pourrait être utile à son nouveau traité. Quelques pages vinrent ainsi s'ajouter à ce qu'il avait déjà produit⁴⁹ ; le 10 mai, par exemple, il note dans son Journal : « Un chapitre nouveau. Mon ouvrage augmente, et, je crois, s'améliore. » Tout ce qu'il retrouvait d'intéressant venait en effet étoffer des parties un peu maigres ou un peu sèches et contribua sans aucun doute à leur donner plus de corps et d'ampleur. Non sans risque d'ailleurs ! Le 18 mai, il se sermonne en ces termes : « Il faut prendre garde de ne pas trop sortir des limites de mon sujet. Retrancher le chapitre particulier sur les assemblées. » En effet, il fut généralement attentif au but qu'il s'était assigné dès le départ, à savoir ne jamais intervenir sur des questions juridiques précises, sur des problèmes de législation ou sur des détails techniques. Les directives qu'il s'était fixées sont enregistrées au début des *Additions*, dans une note explicative sur l'origine et les intentions de son ouvrage. Dans le texte même des *Principes de politique*, surtout au début des Livres qui démentent cette résolution, il rappelle au lecteur les bornes de son sujet et s'excuse d'avance quand il doit les franchir sur un point particulier.⁵⁰ La tentation était évidemment grande de se laisser emporter par le sujet, surtout au moment où il relut ce qui restait de son « grand traité » qui était beaucoup plus spécialisé que celui qu'il était en train de rédiger.

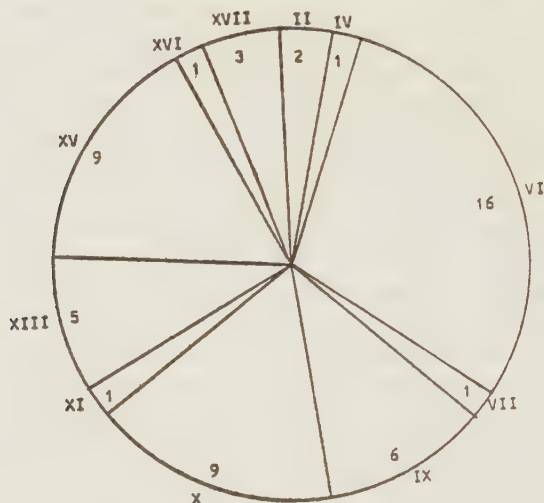
Le Journal intime, qui est la source principale de renseignements sur cette progression du labeur de Constant, ne révèle plus rien du contenu de sa rédaction du mois de mai jusqu'au mois de septembre. C'est pourquoi il est nécessaire de regarder d'un peu plus près les passages repris de ces « anciennes copies », tout d'abord pour se

⁴⁹ On peut estimer à une trentaine le nombre de pages provenant directement des deux anciennes copies ; cela représente, sur un total de 559 p. (y compris les *Additions*) une proportion de cinq pages et demie sur cent. Nous ne faisons pas intervenir dans ce calcul le « petit extrait » qui servit de point de départ aux *Principes de politique*, parce que nous ne pouvons pas le chiffrer.

⁵⁰ Voir par exemple le Ch. 1 du Livre X.

rendre compte de leur répartition dans les *Principes de politique* (ce qui fournira incidemment quelques indications sur les sujets traités pendant cette période) et ensuite pour essayer de comprendre la pratique et les procédés de Benjamin, quand il insérait un texte ancien dans un endroit nouveau.

De son « ouvrage abandonné sur les possibilités d'une république dans un grand pays », Constant découpa cinquante-quatre *excerpta* qu'il distribue dans les proportions suivantes :



Les chiffres romains désignent les Livres et les chiffres arabes le nombre d'extraits que chacun de ces onze Livres a reçus. Evidemment, au moment où il exécute ce travail (entre mai et fin juillet à peu près) il n'a pas encore découpé son ouvrage en dix-huit Livres ; il a probablement continué la numérotation courante par Chapitres. Mais comme la disposition finale respectera l'échelonnement primitif des grands thèmes (chacun devenant un Livre), nous pouvons donc nous fier sans autre au tableau ci-dessus.⁵¹ Celui-ci fait apparaître surtout les parties qui ont bénéficié le plus de cette opération : c'est-à-dire des Livres VI, XV, X, IX et XIII, qui ont reçu la grande majorité des morceaux détachés du « grand traité ». Dans le cas du Livre VI, ils sont venus renforcer les Chapitres 2 et 3 actuels (encore numérotés à ce moment-là 16 et 17), qui sans cet appui auraient été bien faibles. De même, la quasi totalité des Chapitres 4 et 5 du Livre XV provient des *Fragments* ; et, comme ils traitent de la composition des assemblées représentatives, nous pouvons en déduire

⁵¹ Ce tableau a été établi à partir de l'Annexe VI.

que Constant a détaché ces extraits-là autour du 18 mai 1806, puisque, à cette date précisément, il retranche un chapitre sur les « assemblées », de peur de « sortir des limites de son sujet ». On peut en conclure que les détails contenus dans ces Chapitres 4 et 5 du Livre XV étaient encore juste acceptables selon les critères de Benjamin, puisqu'ils n'ont pas été sacrifiés. En outre, l'allusion du 18 mai dans son Journal signifie aussi qu'à ce moment-là, il avait lu plus de la moitié de son ancien manuscrit ; car ce qu'il a extrait des *Fragments* pour ces chapitres sur les assemblées provient du Livre VI de cet « ouvrage abandonné » qui n'en compte que huit au total.⁵² Dans le Livre X également, sept extraits sur neuf se concentrent dans les Chapitres 11, 12 et 13. Enfin, six passages viennent « améliorer » les Chapitres 30 à 32 (ancienne mode) sur le pouvoir judiciaire, que Constant avait jugés « faibles » lorsqu'il les avait lus le 28 février 1806 à Genève. Le Chapitre 4 du Livre IX, sur le droit de grâce, est issu des réflexions que Constant trouva à la fin du Livre VIII des *Fragments* : c'est donc une addition plus tardive, faite au moment où il terminait la lecture de ce manuscrit. On remarque alors que Constant s'est servi de ces emprunts pour composer de nouvelles pages, plus que pour compléter çà et là ce qu'il avait déjà rédigé. Cette observation se vérifie encore dans le Livre XIII, dont la plus grande partie du Chapitre 3 vient des *Fragments*.⁵³

Lorsqu'on examine le manuscrit lausannois de cette œuvre, celui-là même qui a été calligraphié par le petit Rivière, on s'aperçoit que Constant a biffé les passages qu'il extrayait pour les *Principes de politique* ; mais il a procédé de cette manière à la fin de sa lecture, si bien que ce n'est pratiquement qu'à partir du Chapitre 11 du Livre VIII de l'ouvrage abandonné que ces suppressions sont visibles.⁵⁴ L'auteur s'est rendu compte sur le tard que cela était le

⁵² Le « grand traité » intitulé probablement *Des moyens de constituer une république dans un grand pays* comprenait sans doute plus de Livres ; mais, en février 1806, il avait été raccourci, comme on l'a vu, et il en est résulté huit Livres de *Fragments*.

⁵³ Dans cette énumération, il faut encore inscrire le Ch. 5 du Livre IV qui est extrait de passages du manuscrit original des *Fragments* (BCU, Fds Ct II, 34/8, f^{os} 189-191), passages qui n'ont curieusement pas été recopiés dans la version de 1810 des *Fragments* ; cf. Annexe VI n. 3.

⁵⁴ BCU, Fds Ct II, 34/8, f^{os} 465 v^o-491 r^o. A vrai dire, Constant avait déjà employé ce système de rature de passages qu'il reprenait pour les *Principes de politique* : au f^o 188 r^o pour un texte qui aboutira au Ch. 5 du Livre IV (voir notre édition des *Principes de politique*, p. 89, l. 16-20). Tous les textes qu'il reprit dès le Ch. 11 du Livre VIII des *Fragments*, avant de les raturer, deviendront les Ch. 2 et 3 du Livre VI des *Principes de politique*. Ainsi, sans le manuscrit de Lausanne des *Fragments* on n'aurait jamais su

seul moyen d'éviter des répétitions, lorsqu'il voudrait utiliser quand même son ancienne copie. Il y a en effet ce cas d'une note sur les constitutions de New Jersey et de la Caroline du Sud qui apparaît quatre fois : à deux reprises dans les *Fragments*, une fois dans les *Principes de politique* et enfin dans les *Additions aux Fragments*.⁵⁵

De l'anthologie faite de morceaux détachés de *Des circonstances actuelles*, Constant ne reprit pas plus d'une dizaine de textes. Il n'est pas possible d'être précis, car, parfois, et surtout dans le Livre XVIII, on sent qu'il s'est inspiré de ces extraits, sans vraiment les recopier. Certains sont d'ailleurs plus des réminiscences que de véritables citations ; ainsi, par exemple cette allusion, dans le Chap. 4 du Livre II, à Platon et à Aristote que l'on retrouve sous d'autres termes dans l'ouvrage de Mme de Staël.⁵⁶ Exemple analogue à propos de la liberté des anciens comparée à celle des modernes : Constant reprend, au Chapitre 7 du Livre XVI, certainement sans s'en rendre compte, une formule qui figurait déjà dans son recueil. Ce n'est qu'au moment où il relut celui-ci, à la fin du mois de mai ou au mois de juin, qu'il s'aperçut qu'il avait déjà écrit un passage très ressemblant et il décida alors de le tracer, pour ne pas risquer une répétition.⁵⁷ Mais c'est surtout pour rédiger son dernier Livre que Constant semble le plus s'être imprégné de ces extraits de *Des circonstances actuelles* ; on a le sentiment que pour sa conclusion, pour son bouquet final, l'auteur a voulu retourner aux sources et retrouver les impressions qu'il avait eues en compagnie de Mme de Staël avant Brumaire. Les *Principes de politique* s'achèvent en effet sur un ton plus exalté et sur une note plus personnelle, plus lyrique aussi. Sans doute, les passages véritablement empruntés sont rares⁵⁸ et Constant n'a pas laissé la plume à Mme de Staël ; mais il reste

que ces chapitres provenaient d'une œuvre antérieure, car évidemment, dans la copie de 1810 des *Fragments*, ces endroits biffés dans l'original n'apparaissent pas.

⁵⁵ Voir dans notre édition des *Principes de politique*, p. 414, note G, n. 77.

⁵⁶ On comparera le texte p. 56 de notre édition et p. 26 de *Des circonstances actuelles* (éd. de Lucia Omacini, Genève, Droz, 1979) ainsi que p. 154 de la copie partielle de cet ouvrage (BCU, Fds Ct II, 34/5).

⁵⁷ Comparer p. 432 de notre édition et p. 26 de la copie partielle de *Des circonstances actuelles* [cf. Fig. VIII].

⁵⁸ Voir pp. 491 et suiv. de notre édition pour ce qui concerne les passages repris. Les Ch. 4 et 5 du Livre XVIII s'inspirent en partie du fragment intitulé : « De la spontanéité et de l'influence de la contrainte sur la morale » (BCU, Fds Ct II, 34/5, pp. 73-82) issu lui-même de *Des circonstances actuelles*, éd. cit., pp. 322-329. De même encore, le passage sur le « fanatisme » (pp. 497-499 de notre édition) est voisin du fragment portant le même titre (BCU, Fds Ct II, 34/5, pp. 117-135 ; et *Des circonstances actuelles*, éd. cit., pp. 254-265).

symptomatique que la conclusion d'un traité de 1806 soit proche, par l'allure et le style, d'un manifeste républicain de 1798-1799 : c'est une preuve supplémentaire de la persistance et de la continuité des idéaux de leur auteur.

Parfois, en reprenant un texte ancien, Constant le modifiait. Ce n'était la plupart du temps que des retouches de style, sans grande importance. Mais, des changements plus conséquents se rencontrent aussi et certains cas méritent d'être examinés. Voici par exemple un fragment, provenant à l'origine de *Des circonstances actuelles* et qui a subi trois corrections avant de prendre place dans les *Principes de politique* :

A

Des circonstances actuelles, pp. 328-329.

Les pays révolutionnés par les armées françaises et qui n'ont pas souffert, comme nous, le règne de la Terreur, formeraient-ils au dehors un esprit républicain ? De longtemps encore on ne peut l'espérer. Les uns sont délivrés des obstacles qui s'opposaient chez eux à l'établissement des institutions libres ; d'autres, depuis longtemps républicains à l'ancienne manière, avaient un esprit public qui leur servira de bon guide dans leur nouvelle carrière ; mais il faut toujours qu'un long temps s'écoule entre l'ouvrage de la force et celui de la volonté. Il eût mieux valu, pour ces nations affranchies par nos armées, il eût mieux valu pour leur indépendance, de conquérir elles-mêmes leur liberté ; et de même peut-être, valait-il mieux imiter ainsi les Français, pour mériter à cet égard l'estime des Français, que les accueillir. Il est d'ailleurs bien peu probable que la grande nation soit influencée par des exemples étrangers, et c'est plutôt du sein de la France que sortiront les destinées du monde.

B

Copie partielle de *Des circonstances actuelles*
(Fds Ct II, 34/5, p. 83)

De la liberté imposée au peuple par la conquête.

Des peuples conquis au nom de la liberté peuvent difficilement contracter un esprit ou des habitudes républicaines. Il faut toujours qu'un long temps s'écoule entre l'ouvrage de la force et celui de la volonté. Il vaut mieux pour les nations conquérir elles-mêmes leur indépendance, que d'être affranchies par leur conquérant. Il vaudrait mieux pour elles imiter leurs conquérants, que les accueillir.

C

Copie partielle de *Des circonstances actuelles*
(*Ibid.*, corrections faites en 1806)

De la liberté imposée au peuple par la conquête.

Comment des peuples conquis pourront-ils contracter un esprit ou des habitudes républicaines ? Il faut toujours qu'un long temps s'écoule entre l'ouvrage de la force et celui de la

volonté. Les nations doivent se ressaisir elles-mêmes de leur indépendance, des maîtres ne peuvent imposer la liberté.

D

Principes de politique, Livre XIII, ch. 2, p. 338.

Donner à un peuple la liberté malgré lui, ce n'est que lui donner l'esclavage. Des nations conquises ne peuvent contracter un esprit ni des habitudes libres. Chaque association doit ressaisir elle-même ses droits envahis, si elle est digne de les posséder. Des maîtres ne sauraient imposer la liberté.

Comme on peut le voir, Constant s'efforce en premier lieu de ramasser le texte, de le raccourcir et de donner à la phrase un tour plus laconique et plus incisif. La dernière version est une suite de formules lapidaires que Constant affectionne beaucoup. De plus, au cours de ces transformations, les références à l'histoire contemporaine disparaissent peu à peu, pour ne laisser qu'une réflexion d'ordre général qui peut s'appliquer à toutes les époques. Mme de Staël faisait directement allusion à la politique expansionniste du Directoire ; et c'est à peine si, dans les lignes qui subsistent après l'épuration que leur a fait subir Benjamin, l'écho des événements de 1798-1799 est encore sensible. Constant va même jusqu'à changer l'expression « habitudes républicaines » en « habitudes libres », parce que le premier adjectif est encore chargé d'un sens trop précis et de souvenirs cruels pour certains lecteurs ; tandis que « libre » est plus neutre et convient mieux à un ouvrage adressé « à tous les gouvernements » et qui veut rallier toutes les factions à l'idée de liberté. Dans un autre endroit, Mme de Staël avait écrit :

Mais, en France, tous les journaux argumentent, inventent, calomnient dans un seul sens...⁵⁹

Reprenant le même passage, Constant le modifie ainsi :

Mais dans une contrée où la faction régnante s'est emparée de la presse, les écrivains de cette faction argumentent, inventent, calomnient dans un sens...⁶⁰

La collation de la copie partielle de *Des circonstances actuelles* avec le texte de Mme de Staël révélerait très bien cet escamotage fréquent de tout mot ou de toute phrase qui se rattacherait trop au contexte qui les a vus naître. On verrait apparaître le même résultat, en confrontant tous les passages repris des *Fragments* avec leur original : pour écrire son chapitre sur le droit de grâce, Cons-

⁵⁹ *Des circonstances actuelles*, éd. cit., p. 201.

⁶⁰ *Principes de politique*, p. 135.

tant a emprunté de nombreux éléments au Livre VIII, Ch. 13 de son « grand traité », mais en prenant grand soin d'éliminer toutes les phrases où il était question du Premier Consul et de la législation en vigueur en 1802 ou 1803.⁶¹

Constant tente ainsi d'élever le niveau du débat : de la sphère des circonstances, il passe à celle des idées. Le fond ne change pas, mais la forme s'adapte à une pensée qui se veut plus universelle. Le fait, l'événement encore proche, l'histoire récente, ne sont plus ressentis comme expérience vécue, mais deviennent des exemples-types, qui vérifient ou infirment une théorie générale. Constant n'écrit pas en tant que témoin, mais en tant que philosophe, qui se sert des contingences et des données pratiques, mais qui les relègue à l'arrière-plan, après leur usage. Rosalie de Constant a trouvé l'expression juste en désignant les *Principes de politique*, dont elle avait peut-être vu quelques bribes lors du séjour de son cousin à Lausanne, comme « l'histoire de la République et de l'Empire français traitée philosophiquement ».⁶²

Les modifications apportées à ces textes repris d'anciens manuscrits n'affectent pas seulement la forme et le style, mais encore l'ordre même des passages. Nous avons déjà remarqué cette habitude de l'auteur, en comparant le Livre IV des *Fragments*, dans sa version de 1810, avec les matériaux que Constant avait préparés pour sa rédaction. La même tendance réapparaît dans l'exemple ci-dessous, avec cette seule différence toutefois que Constant n'opère plus sur des fiches ou des notes éparpillées, mais sur un texte achevé :

Fragments, Livre VIII, ch. 13.
(B.N., Nouv. acq. fr. 14364,
f° 11 v°).

^aLe droit de faire grâce est indispensable parce que ce droit n'est en réalité que celui de prendre en considération les circonstances d'une action pour décider si la loi est applicable.^a ^bPlus une loi est générale, plus elle s'éloigne des actions particulières sur lesquelles néanmoins elle est destinée à prononcer. Une loi ne peut être parfaitement juste que pour

Principes de politique,
pp. 193-194

^bPlus une loi est générale, plus elle s'éloigne des actions particulières sur lesquelles néanmoins elle est destinée à prononcer. Une loi ne peut être parfaitement juste que pour une seule circonstance. Dès qu'elle s'applique à deux circonstances que distingue la différence la plus légère, elle est plus ou moins injuste dans l'un des deux cas.^b

⁶¹ *Principes de politique*, Livre IX, Ch. 4 et *Fragments* (BCU, Fds Ct II, 34/8, f°s 507-510 ou B.N., Nouv. acq. fr. 14364, f°s 11-12).

⁶² Lettre de Rosalie à Charles de Constant du 7 octobre 1806. BPU, Ms Ct 18/3, f° 113 v°. D'après son Journal intime, Benjamin passa la soirée du 8 mai 1806 chez sa cousine Rosalie après avoir « fini l'esquisse des derniers chapitres de [s]on ouvrage ». Il dut certainement en parler avec elle et peut-être lui en lire quelques passages.

une seule circonstance. Dès qu'elle s'applique à deux circonstances que distingue la différence la plus légère, elle est plus ou moins injuste dans l'un des deux cas.^b Mais vous multiplieriez les lois au-delà de toute mesure, que vous n'échapperiez pas à cette difficulté. ^cLes faits se nuancent à l'infini ; les lois ne peuvent les suivre dans leurs modifications multiformes.^c ^dC'est donc un raisonnement absurde que ce dilemme fameux : si la loi est juste, nul n'en doit pouvoir arrêter l'exécution ; si elle est injuste, il faut l'abroger.^d

^cLes faits se nuancent à l'infini. Les lois ne les peuvent suivre dans leurs modifications.^c ^aLe droit de faire grâce ou d'adoucir la peine est nécessaire pour suppléer à l'inflexibilité de la loi. Ce droit en réalité n'est autre chose que celui de prendre en considération les circonstances d'une action pour décider si la loi lui est applicables.^a

^dOn a opposé au droit de faire grâce un de ces dilemmes tranchants qui semblent simplifier les questions, parce qu'ils les faussent. Si la loi est juste, a-t-on dit, nul ne doit avoir la puissance d'en empêcher l'exécution. Si la loi est injuste, il faut la changer.^d Une condition seulement serait requise pour que ce raisonnement ne fût pas absurde, ce serait qu'il y eût une loi pour chaque fait.

Il est vrai que Constant ne procédait pas de cette manière avec tous les textes qu'il récupérait ; il se bornait parfois à recopier simplement l'extrait qu'il voulait reprendre. Mais le cas que nous présentons n'est pas rare non plus et deviendra fréquent lors du dépècement des traités sous la Restauration.

On voit donc que l'auteur déplace, inverse, croise les éléments de son propre discours. A quels critères obéissait-il alors, quand il traitait ainsi son texte ? Il n'est guère possible de fournir une réponse définitive à cette question, mais l'exemple proposé, à cause de sa concision, est instructif et permet d'avancer une explication. Constant veut prouver, tant dans les *Fragments* que dans son traité de 1806, la nécessité du droit de grâce. Dans le premier cas, il pose comme principe que cette institution est « indispensable » (lettre *a*) et s'efforce ensuite de le démontrer par toute une série de propositions explicatives : la relation entre loi générale et action particulière, le rapport entre justice et application de la loi (lettre *b*), enfin l'adaptation des lois aux faits (lettre *c*). Dans le second cas, ces trois énoncés (*b* et *c*) viennent en tête, sont exprimés comme des affirmations et servent de prémisses à cette conclusion : « Le droit de faire grâce ou d'adoucir la peine est nécessaire pour suppléer à l'inflexibilité de la loi » ; ce qui apparaît cette fois comme une conséquence de plusieurs axiomes indiscutables était auparavant formulé comme un fait établi ou comme allant presque de soi. Ainsi, dans la seconde version, l'auteur semble plus respectueux de la logique

formelle et plus rigoureux dans son argumentation ; ce qui est significatif à cet égard, c'est qu'il a séparé ses principales idées en trois alinéas. La confrontation des deux passages, qui restent pratiquement identiques quant au contenu, révèle que Constant s'est voulu plus méthodique et plus didactique aussi dans son nouvel ouvrage.

Il faudrait évidemment étudier chaque cas particulier, pour voir si les motifs qui ont dicté ces changements sont toujours les mêmes. Ce qui peut être affirmé en attendant, c'est que cette nouvelle expression correspond tout à fait aux intentions des *Principes de politique*, qui se présentent en effet comme un exposé clair des fondements de la vie de l'homme en société. Constant voulait apprendre ou en tout cas rappeler à ses contemporains quelles étaient les bases des phénomènes politiques et sociaux. D'où le ton et le tour de phrase un peu pédant parfois de celui qui veut instruire ; ce n'est pas pour rien qu'on affublera Constant du sobriquet de « maître d'école de la liberté ».

Pour conclure sur ces questions des reprises de textes anciens, nous dirons que, si elles ne sont pas très importantes quantitativement, leur examen permet au moins de percevoir la distance entre le « grand traité » et les *Principes de politique* et donc de comprendre dans quel sens la pensée de l'écrivain a évolué.

La bousculade et les remous continuels qui agitèrent Constant en été 1806 l'obligèrent à interrompre son travail. Ne voulant tout de même pas abandonner, dans les rares moments de calme qui lui restaient, il para au plus pressé. Le 9 juin, à Auxerre, il veut « finir le plus vite possible en ne [se] servant que des morceaux déjà faits ».⁶³ Ce programme s'achève le 3 août au moment où commençait la « classification des idées » ou la « rédaction définitive ».⁶⁴

Nous assistons incontestablement à un tournant dans la genèse de cet ouvrage et il faut tenter d'imaginer comment il se présentait à ce moment-là. Il y a de fortes chances pour que les 74 chapitres, que comptait alors ce traité⁶⁵ aient été rédigés sur fiches selon le procédé habituel de l'auteur ; leur trace n'est d'ailleurs pas complètement effacée, puisque trente-sept d'entre elles se retrouvent encore dans la liasse de notes prévues pour les *Additions*.⁶⁶ Ce n'est qu'à partir du mois d'août probablement et une fois terminée la rédac-

⁶³ Selon ce qu'il dit dans le Journal intime.

⁶⁴ Cette dernière expression apparaît déjà le 1er août 1806 dans le Journal intime : « Il ne me reste plus qu'un chapitre à faire, puis la rédaction définitive. »

⁶⁵ Le 4 août 1806, il note dans son Journal : « J'ai 74 chapitres à revoir. » Si le 9 mars précédent, on comptait environ 50 chapitres de faits (cf. ci-dessus, n. 48), cela signifie qu'en cinq mois Constant n'en écrivit que 24.

⁶⁶ Voir notre édition des *Principes de politique*, Annexe II.

tion, que Constant fit recopier ou dicta les chapitres dont il remaniait l'ordre en même temps. En effet, dans le manuscrit de 1806, les numéros des chapitres ont été visiblement ajoutés plus tard ; puis, étant donné la disposition des feuilles, qui sont juxtaposées et non pas emboîtées à la manière d'un cahier, il était toujours possible de déplacer quelques chapitres avant de leur attribuer une numérotation définitive ; et cela d'autant plus facilement que le copiste prenait toujours soin de commencer un nouveau chapitre sur une nouvelle feuille, afin d'éviter tout chevauchement qui eût gêné les modifications de plan. Cette formule était assez souple et offrait à Constant une certaine latitude pour lui permettre d'insérer des passages ou d'en ôter d'autres, sans remettre en cause la disposition de l'ensemble. C'est vraisemblablement cette opération qu'il appelait « classification des idées ».

Nous ignorons à quel moment Constant découpa son ouvrage en Parties, Livres, Sections et Chapitres. C'est seulement le 22 septembre qu'apparaît dans le Journal intime une allusion à un « Livre sur l'industrie » ; le 28 du même mois, il en parle comme d'une Section. Or, il est douteux que Benjamin ait eu le temps, parmi tous ses déplacements d'août et de septembre, de rédiger un Livre aussi important que celui sur l'industrie, qui est le plus volumineux de tous. Il est plus plausible que ces pages soient le résultat d'un nouveau classement adopté depuis peu de temps : l'auteur aurait alors réuni sous ce titre des chapitres et des passages déjà composés mais qui étaient groupés différemment ou qui n'avaient pas encore d'affectation précise.

Grâce à certaines indications encore lisibles sous les ratures du manuscrit de Lausanne [cf. Fig. IX], nous pouvons reconstituer approximativement le plan qu'il échaufauda sans doute en septembre 1806 ; dans la table ci-dessous, sont reportés à gauche les folios où se trouve inscrite encore l'ancienne répartition ; nous rétablissons entre crochets carrés les subdivisions et les titres manquants, en faisant suivre ces derniers d'un point d'interrogation, lorsqu'ils ne sont pas attestés, mais seulement reproduits d'après la version définitive ; quand cette restitution est trop hasardeuse, un point d'interrogation remplace le titre ; à droite, la succession actuelle des Livres, avec la mention du nombre des chapitres qu'ils contiennent ; chaque Livre est placé en regard de la section dont il reprend à la fois le contenu (il est permis de le supposer) et le titre :

	[PREMIÈRE PARTIE]	
	[PRINCIPES GÉNÉRAUX (?)]	
	[LIVRE I (?)]	

	[Section I Des idées reçues sur l'étendue de l'autorité sociale. (?)]	LIVRE I	9 chap.
f. 50 r.	Section II Des principes à substituer aux idées reçues sur l'étendue de l'autorité sociale.	LIVRE II	7 »
f. 81 r.	LIVRE II <i>De l'extension de l'auto- rité sociale.</i>		
f. 81 r.	Section I Des raisonnements et des hypo- thèses qui motivent l'extension de l'autorité sociale.	LIVRE III	5 »
	[Section II De la multiplicité des lois. (?)]	LIVRE IV	5 »
f. 131 r.	Section III Des mesures arbitraires.	LIVRE V	5 »
f. 156 r.	Section IV Des coups d'Etat.	LIVRE VI	3 »
f. 245 r.	LIVRE III [(?)]		
	[Section I De la liberté de la pensée. (?)]	LIVRE VII	7 »
	[Section II De la liberté de la presse. (?)]		
f. 245 r.	Section III De la liberté religieuse.	LIVRE VIII	10 »
	[Section IV Des garanties judiciaires. (?)]	LIVRE IX	4 »
f. 320 r.	SECONDE PARTIE APPLICATION DES PRINCIPES GÉNÉRAUX		
f. 320 r.	LIVRE I <i>De l'action de l'autorité sur la propriété.</i>	LIVRE X	16 »
f. 320 r.	Section I Du rang que la propriété doit occuper dans les institutions po- litiques.	Ch. 4 du L. X	
	[Section II (?)]	Incorporées au L. X	
	[Section III (?)]		
f. 413 r.	Section IV De l'impôt.	LIVRE XI	10 chap.

f. 466 r.	LIVRE II [De l'action de l'autorité sur l'industrie et la population. (?)]	
f. 466 r.	Section I De l'action du gouvernement sur l'industrie.	LIVRE XII 11 »
	[Section II Des mesures des gouvernements relativement à la population. (?)]	Ch. 11 du L. XII
f. 574 r.	Section III De la guerre.	LIVRE XIII 5 chap.
f. 616 r.	LIVRE III De l'action de l'autorité sur les lumières.	LIVRE XIV 7 »
f. 616 r.	Section I Du rapport de l'autorité avec les lumières.	
f. 664 r.	TROISIÈME PARTIE RÉSULTAT DES PRINCIPES GÉNÉRAUX ET DE LEUR APPLICATION	
f. 664 r.	LIVRE I Réponses à diverses objections et considérations additionnelles.	
f. 664 r.	Section I Résultat des recherches précédentes relativement à l'action de l'autorité.	LIVRE XV 8 »
f. 730 r.	Section II De l'autorité sociale chez les anciens.	LIVRE XVI 8 »
f. 797 r.	Section III Des vrais principes de la liberté.	LIVRE XVII 4 »
	[Section IV Des devoirs des individus envers l'autorité sociale. (?)]	LIVRE XVIII 6 »

Ce classement avait pour principal avantage de mieux faire ressortir les articulations logiques de l'ouvrage. En particulier, la distinction nette entre les trois parties : principes généraux, applications et résultat, donnait d'emblée un aperçu clair sur les intentions de l'auteur et le but de l'ouvrage. Mais une telle fragmentation comportait également de nombreux inconvénients, étant donné la méthode de travail de Constant. Il n'était pas facile, en effet, d'appliquer une grille aussi structurée à un ensemble de chapitres qui, sans être hétéroclites, bien au contraire, ne s'adaptaient cependant

pas du premier coup à ce vêtement trop serré et trop rigide pour leurs formes. Il fallait donc trouver quelque chose qui se prêtât mieux à la physionomie générale de l'œuvre, qui conservât l'agencement prévu, mais sans multiplier à l'excès les subdivisions encombrantes. C'est pourquoi Constant adopta, au mois d'octobre 1806 probablement, un système plus souple : il ne garda que la séparation entre Sections, qu'il rebaptisa Livres.⁶⁷ Cette nouvelle formule respectait l'ordre des grands thèmes (religion, justice, propriété, guerre, etc.) mais laissait dans l'ombre l'armature en trois parties de l'œuvre. Le résultat était peut-être moins bien construit, moins harmonieux, mais plus pratique pour l'écrivain pressé de finir. Pourtant, Benjamin n'était pas encore au bout de ses peines et il hésita sur la marche à suivre jusqu'à la mi-octobre 1806, date à laquelle il abandonna son traité avec un sentiment d'insatisfaction ; le 15, en effet, il écrit dans son Journal : « J'ai trouvé qu'il fallait une suite différente d'idées. » Ce dernier projet ne fut jamais exécuté.⁶⁸

Quand il changea la disposition de son plan, Constant esquissa un sommaire qui a été conservé⁶⁹ et qui est très utile pour comprendre les problèmes de l'auteur :

Principes de Politique applicables à tous les gouvernements.		
Idées reçues	I	1.2.3.4.5.6.7.8.9.
Principes à substituer	II	1.2.3.4.5.6.7.
Extension	III	
Multiplicité des lois	IV	.2.3.4.
Arbitraire	V	1.2.3.4.5.
Coups d'Etat	VI	1.
Pensée	VII	1.2.
Religion	VIII	1.2.3.4.5.6.7.8.
Garanties judiciaires	IX	
Propriété	X	1.2.3.4.5.6.7. . .10.11.12.
Impôt	XI	1.2.3.4.5.6.7.8.9.10.11.12.)13.14.15.16.(
Industrie	XII	1.2.3.4.5.6.7.8.9.10.11.12.13. 14.15.16.

⁶⁷ Parfois, Constant regroupe plusieurs Sections pour en faire un Livre : c'est le cas pour les Livres VII, X et XII.

⁶⁸ On pourrait interpréter la même citation du 15 octobre 1806, comme étant précisément la décision d'abandonner la répartition en Parties, Livres, Sections et de commencer celle que nous avons maintenant. Cette supposition ne fait que reculer le problème sans le résoudre. Quand, de 1807 à 1810, Constant aurait-il eu le temps de remanier encore son plan ? Nul document n'est venu confirmer cette éventualité. C'est pourquoi nous préférons nous en tenir à l'hypothèse selon laquelle les *Principes de politique* ont été achevé en 1806.

⁶⁹ Cette table autographe se trouve sur une feuille qui servait d'enveloppe aux dix-huit Livres des *Principes de politique* (BCU, Fds Ct II, 34/6). Les chiffres entre crochets pointus ont été biffés par Constant.

Guerre	XIII	1. . . 4.
Lumières	XIV	
Résultat	XV	.2. . . .6.7.8.
Anciens	XVI	
Vrais Principes	XVII	1.2.3.4 } 5.6 {
Devoirs	XVIII	1.2.3.4.5.6.7.8.9.10.

On constate d'abord que la succession des thèmes ou des Livres (ce qui revient au même) a été résolue sans difficulté. Par contre, ce qui n'a pas encore été établi, c'est de nouveau la répartition des chapitres dans le cadre un peu plus lâche que le précédent. Plusieurs espaces blancs apparaissent dans l'ébauche ci-dessus ; il ne s'agit pas, comme on pourrait le penser, de Livres ou de Chapitres à faire ; cela signifie seulement que Constant n'a pas encore choisi la place définitive de certains d'entre eux. Ce nouveau modèle exigea en effet quelques retouches ; certains éléments durent être déplacés,⁷⁰ d'autres amalgamés ou supprimés.⁷¹ C'est donc un traité complet et achevé que Constant abandonna le 17 octobre 1806, après neuf mois de travail intense et à la veille d'entreprendre un nouveau remaniement de son plan. Gageons que cela n'aurait pas changé grand-chose au contenu de cet *opus magnum* : le siège était fait.

Au terme de cette étude sommaire sur la méthode de Constant et après avoir suivi les développements de cet ouvrage, il faut encore s'interroger sur les raisons d'être de tant d'efforts, subitement interrompus au profit d'un roman d'abord, puis des recherches sur les religions.

L'approbation que Constant reçut de son entourage, chaque fois qu'il faisait une lecture publique, a été sans doute le seul stimulant extérieur de son travail ; il se doutait bien qu'il ne publierait jamais son livre. Il aurait pu récrire en 1806 les doléances qu'il adressait, en 1802, à Fauriel, à propos de l'absence d'un véritable public ; il savait qu'il n'écrivait en fait que pour un cercle restreint d'amis, qui seuls étaient vraiment capables d'apprécier ses raisonnements et de

⁷⁰ Ainsi, on peut encore lire sur la première page du Livre XIV des *Principes de politique* l'indication : « Livre VI » et de même sur la première page du Livre XV la mention : « Livre VII. » L'auteur hésita donc sur l'attribution définitive de certains passages.

⁷¹ Les chapitres supprimés sont donc entourés dans le sommaire ci-dessus par des crochets pointus. Mais, il est très probable que des suppressions sur le plan équivalent en fait à des déplacements. Quant aux amalgames, en voici trois exemples : les Ch. 4, 5 et 6 du Livre XI ont été réunis avec le Ch. 3 ; les Ch. 5 à 10 du Livre XII ont été regroupés avec le Ch. 4 ; enfin, les Ch. 3 à 6 du Livre XVIII forment un seul chapitre avec le Ch. 2. En outre, on trouvera au début du Livre VII un exemple de chapitre de transition que Constant dut écrire, après avoir adopté ce nouveau plan.

le suivre dans ses conclusions. Cela est d'autant plus paradoxal que les *Principes de politique*, tant par leur forme que par leur fond, étaient destinés à une large audience : Constant avait incontestablement l'ambition de fournir un nouveau « manuel » chargé d'éduquer cette classe politique née de la Révolution, à laquelle Montesquieu ne suffisait plus et dont l'esprit était corrompu (selon Constant) par les théories d'un Mably ou d'un Rousseau.

Mais, dans une certaine mesure aussi, il fallait que la censure impériale ne puisse pas accepter ce monument érigé à la gloire de la liberté individuelle, pour que se vérifie cette idée de Constant, que tout despotisme est incompatible avec la libre manifestation de la pensée. L'eût-elle admis, qu'elle aurait immédiatement apporté un démenti formel aux arguments de l'auteur.

Qu'est-ce qui donnait encore à Constant, ainsi condamné au silence, le courage d'écrire ? Est-ce la rancœur du tribun déchu ? Nous ne le croyons pas, car, encore une fois, même si certaines flèches à l'endroit du pouvoir absolu semblent viser Napoléon lui-même, les *Principes de politique* ne sont pas écrits contre un homme, mais pour défendre une certaine conception de la vie en société. Ce qui peut en partie expliquer la persévérance de l'écrivain, c'est sa conscience d'une mission à remplir,⁷² avec cette impression bien ancrée qu'il était le seul à pouvoir l'accomplir, parce qu'il considérait les phénomènes de l'extérieur. Contrairement à un d'Antraigues et aux émigrés, qui n'avaient que leur haine à faire valoir, contrairement à un Roederer et aux commis de l'Empire, qui ne pouvaient réagir sans risquer leur place et qui soutenaient le régime autant par intérêt que par conviction, contrairement enfin à un Molé et à tous les hommes de compromis, qui détestaient la Révolution tout en se servant de quelques-uns de ses principes pour soutenir l'arbitraire napoléonien, Constant nous apparaît suffisamment isolé, neutre et indépendant pour tirer les conclusions les moins partisans, en confrontant les théories de ses prédécesseurs à l'expérience des années cruciales que l'Europe était en train de vivre. Il ne se situait donc pas tellement « au-dessus de la mêlée », comme plus tard un Romain Rolland, mais plutôt loin de la mêlée, ménageant une certaine distance mais conservant en même temps, par ses relations, par ses lectures et ses souvenirs de républicain engagé et de tribun, de nombreux contacts avec la réalité.

Il y avait bien longtemps que Constant songeait à produire dans un ouvrage une théorie complète et cohérente de la politique. Il voulait rechercher l'essence, les fondements des phénomènes qu'il

⁷² Voir, par exemple, l'exhortation qu'il adresse aux « missionnaires de la vérité » à la fin du Livre XVIII des *Principes de politique*, p. 505.

observait. Il avait annoncé ce projet dans *Des réactions politiques*, au chapitre intitulé précisément *Des principes*, mais cette idée couvrait déjà peut-être depuis sa *Vie de Mauvillon* ou sa critique de Burke.

Si l'on inscrit le traité de 1806 dans cette perspective, l'on comprend mieux dès lors l'importance que revêt l'étude de la méthode de Constant. Elle permet de mettre en évidence d'une part la fidélité de l'auteur envers des rédactions anciennes et d'autre part sa volonté de dépasser chaque fois le but des recherches précédentes. Les *Principes de politique* ne seront pas remplacés par un ouvrage encore plus évolué ; ils sont l'aboutissement d'une pensée qui ne se figera certes pas, mais qui aura livré, dans ce domaine, son chef-d'œuvre.

[Fig. I]

livre IV. Ch. 3.

9

2^{de} additions.

les mêmes hommes, qui, jaloux de voir briser des équilibres, lorsqu'ils luttent contre le gouvernement, voyant ce pouvoir avec ses attributions, s'épuisent pour le multiplier les aggraver, les que d'adversaires du pouvoir, ils en sont devenus les amis. C'est dans les sites de réformation les plus arides des êtres les plus implacables des institutions existantes que l'on trouve les principes les plus absolus de la compétence de l'autorité sociale.

employé 10 Les lois coercitives destinées à forcer le gouvernement à telle ou telle action, ont un inconvénient de plus que les lois prohibitives, destinées seulement à interdire au gouvernement telle ou telle action. L'absence d'action est plus difficile à constater que l'action même. Il faut exercer contre ce crime négatif une surveillance plus constante, plus positive et plus inquisitoriale.

employé 11 Dans les cas où la loi coercitive servirait absolument nécessairement, il faudrait attacher plutôt des récompenses à l'obéissance que des punitions à la transgression, mais l'état ne pouvant être prodigue de récompenses, il faudrait en même temps la même possibilité de la loi de punir.

[Fig. II]

Livre IV.

de la Monarchie héréditaire

L'ouvrage dont il s'agit, devant faire partie n'étant plus destiné à paraître, je me borne ici à réunir ou plutôt à copier seulement sans ordre les idées éparses, que je voudrais employer, lors que, sous le gouvernement qu'on a nommé la République Française, je voudrais à la possibilité d'une République en France.

1. ^{quelques corporations, fortes d'une longue antiquité, et ayant valeur, avec plus ou moins de succès, des prérogatives plus ou moins vagues} L'opinion, les lumières, l'influence du commerce et des richesses, modifient souvent la puissance d'un monarque : mais ce ne sont point là des limites légales, des bornes précises : ce sont des barrières, quelquefois assez puissantes, jamais inviolables, et toujours à la merci du hasard.

2. On ne commence à jouir des avantages de la Monarchie héréditaire qu'à la quatrième génération. v. les rois de France même en Angleterre.

3. nous ne pouvons juger de la Monarchie par la Constitution Britannique.

4. donnez-moi une île qui puisse se passer de force militaire, 300 ans de guerres civiles, et les circonstances particulières de l'Angleterre, et je vous ferai une monarchie limitée, sans cela point.

5. la Tendance du pouvoir Monarchique est d'envahir. v. la Suède. Toutes les Monarchies ont suivi la même marche.

6. On ne peut lutter contre la Monarchie sans la

[Fig. III a]

Livre I. Ch. 3.

L'idée antihumaine de niveler une société toute entière
 éprouve au bon sens. partout la nature des inégalités
 morales et physiques, partout l'état de société les adopte,
 parce qu'il ne peut subsister sans elle. ceux qui se trou-
 vent rangés au tour de ces inégalités forment différents
 classes. on leur donnera le nom d'ordre ou de castes, s'im-
 porte. ils seront remplis par le choix ou par le hasard
 de la naissance. Autant stupide ou de mauvaise foi,
 d'être remplis par le choix, que l'être par les inégalités
 contre lesquels réclament les partisans de l'égalité.

2. raisonnement bizarre pour l'humanité, les titres et les
 distinctions faites. l'homme, a-t-on dit, a des besoins de
 tout genre. l'avarice a ses besoins, comme tous les autres
 passions. il faut les satisfaire. les distinctions sont les
 privilèges. c'est son patrimoine qui l'est barbare de lui
 enlever. ces privilèges ne sont pas le partage ex clusif de
 classes privilégiées. elle s'étendent à la classe dépendante,
 qui se trouve fléchée d'hommes d'ordre, récompensés d'un
 service, comme d'un fauteur. ainsi se forment entre
 les hommes des liens doux et délicats, d'affection et de ser-
 vices, d'égards et de protection, liens qui ne tiennent ni
 à la violence brutale ni à l'intérêt avide. le malheur de
 tous les raisonnements de genre, c'est de s'appliquer à
 tout, d'aller au-delà de ce qu'on veut, de justifier tous les
 abus. avec ce raisonnement, je ferais l'apologie de l'escla-
 vage. tous les hommes ont leur avantage, par l'usage ou
 apparence. selon, je montrerais mes réjouissemements
 d'un Européen une subitane assurée, et un travail

[Fig. III b]

modéré. de même l'impoint d'ice, quel retour n'en ex-
 gnerait de l'humil du noble, que l'on aime à l'at-
 à la voix d'un maître affable, qu'il jouit de l'insé-
 lité même dont on le prétend victime. on la dit il y a
 l'usages: l'édifice avait l'homme jusqu'au point de
 s'en faire aimer. mais la nature, mais la société sont-
 elles donc si pures et si justes qu'il faille toujours
 revenir à de tels liens faibles? la vérité est-elle si
 déplorable qu'il n'y ait d'autre azylo que l'escamot?
 au lieu de tirer parti de notre faiblesse et par là même
 de l'arrêter chaque jour, ne vaudrait-il pas mieux
 nous rendre de la force? au lieu de flatter les besoins
 d'une vanité revêlée, ne vaudrait-il pas mieux de viser
 vers un but plus noble que celui de la vanité?

[Fig. III c]

Additions à l'ouvrage intitulé~~L'ouvrage d'un ouvrage très sage de constitution
une République dans un grand pays.~~ Livre I. Ch. 5.

da noblesse l'adoceit par la civilisation; mais par
la civilisation même, elle le conompt. elle amoins de
carniers d'activité ouverte que les autres classes, et avec plus
de lois, plus de moyens d'abus.

J. nous écrivions plusieurs des pays de ce chapitre
avant l'époque qui a amanté la République
en France. nous les écrivions lors, que les vertus et
ceux qui s'intitulaient les premiers amis de la
liberté étaient en butte à une persécution comme
à l'instinct qui était perçu nous. ces hommes alors
recevaient de répéter que rien ne les avait éloignés
de la République, que des desordres incompatibles
avec la cause de la liberté pour la quelle ils
auraient toujours combattu, que si l'humanité
la justice, les vertus nécessaires sous toutes les formes
de gouvernement, se paraissaient sur le sol de la France
Républicaine, ils seraient heureux de consacrer au
triomphe de la liberté toutes leurs facultés et toutes
leurs forces. leur courage sont exaucés. les pressages
de violence et de sang qui les effrayaient sont évi-
rés. on leur tient compte de leur sang. on leur
confie les destinées de cette République qu'ils ont
sauvée. que font-ils. Ils justifient contre nous les
accusations de leurs ennemis. Ils nous forcent à nous
repentir de notre aveugle confiance. ces prétendus
amis des lumières en devenant les persécuteurs.
ces hommes qui vantaient leur mouvement
sans privilèges de leur caste, apportaient maintenant

[Fig. III d]

en leur vieillesse, ne reçoivent des influences que
leur amant sacrifié leur avoir données,
que pour nous ravir le fruit de douze ans
de combats, de malheur et d'efforts. que
représentons nous à aujourd'hui à ceux qui
nous diront avec Machiavel que la plus
incorruptible ennemie de la liberté, c'est la
noblesse, et que pour nous servir une Repu-
blique, de tous les fléaux, c'est la noblesse qu'il
faut le plus soigneusement épargner.

Malheureux, cent fois malheureux les amis
véritables d'une liberté pour et protégée de tous
les partis divers. Malheureux les hommes qui
se consacrent à la défense, tantôt contre la
férocité de l'état sauvage, tantôt contre la perfidie
de la corruption civilisée.

Aujourd'hui, en ce pays d'impulsion rétrograde,
enseignons dans quel genre d'écrits, peut être durable,
nos plaintes légitimes et nos profondes douleurs. N'ou-
blons pas, à de certaines époques, les classes sapienti-
ses ont pu se plaindre d'une proscription injuste,
il en fut une où ces classes eurent en main
le sort de leur patrie, de la liberté, de l'espèce
humaine, et que si la génération, qui nous suit
trouvait leur patrie détruite, la liberté perdue,
l'espèce humaine abrutie, à ces classes seules et
à leurs alliés, compatriotes, réduits par elles en
servant la honte éternelle, et l'impérissable forfait.
c'érit en 1800.

X. 6 Philippe Auguste condamna en 1181 les Nobles de
son Domaine qui provoquaient les mots Ventibler, Tête-
bleu, Corbleu, Sangbleu, à une amende et les Roturiers
à être noyés.

[Fig. IV a]

Co 3394

1

Du moment actuel, ~~et de~~ la destinée des espèces
humaines, ou histoire abrégée de l'égalité. Pages

- Ch. 1. But de cet ouvrage. — — — — 5.
 — 2. De l'égalité comme besoin primitif & essentiel
de l'espèce humaine. — — — — 16.
 — 3. de la première forme sous laquelle l'égalité
paraît dans l'histoire, ou de la théocratie. — 22.
 — 4. des difficultés qu'on rencontre à distinguer
historiquement les époques du pouvoir théocratique
& celles du pouvoir temporel. — — — 26
 — 5.

Première Table des matières de *Du moment actuel...* Les pages correspondent au manuscrit Co 3292, qui n'a toutefois que 24 p. et non 26 à la suite d'une perte probablement.

[Fig. IV b]

Co 3394	Du moment actuel, & de la destination de l'espèce humaine, ou <u>histoire abrégée</u> de l'égalité.		2
1. Objet de cet ouvrage. p. 1 à 5.	1. 5/40.		
2. De l'égalité, comme besoin essentiel & primitif de l'espèce humaine. 5 à 16.	2. 16/8/64.		
3. de la première forme de l'inégalité, de sa destruction & de son remplacement, X	3. 22/7 1/3 59.		
X du diff. = nullité & c.	4 26/67 2/3 59.		
5. de la seconde forme de l'inégalité, de sa destruction & de son remplacement. 22 à			
6. de l'influence du christianisme dans la destruction de l'esclavage.	5. de la troisième forme de l'inégalité, de sa destruction & de son remplacement par la forme actuelle.		
7. de la destruction prochaine, de cette forme actuelle & du peu de durée de celle qu'on essayera de lui substituer.			
8. de ce qui est encore possible & de ce qui ne l'est plus, dans la disposition présente de l'espèce humaine.			

Seconde Table des matières de *Du moment actuel*. Dans la marge de droite, Constant effectua les calculs suivants : il reporta le nombre de pages effectivement rédigées en face des chiffres désignant les chapitres ; puis il nota, après une barre oblique, le nombre moyen de pages par chapitre ($5, 8, 7 \frac{1}{3}, 6 \frac{1}{2}$), ce qui lui permettait d'évaluer le nombre total de pages de la brochure en multipliant la moyenne par le nombre de chapitres prévus ; il avait d'abord compté 8 chapitres, ainsi : $5 \times 8 = 40, 8 \times 8 = 64, 7 \frac{1}{3} \times 8 = 59$; il s'est ensuite aperçu qu'il n'avait pas le chapitre 4 dans sa liste ; il l'inséra donc et multiplia sa dernière moyenne ($6 \frac{1}{2}$) par le nouveau total des chapitres (9), ce qui donne également 59.

[Fig. IV c]

Co 3394 Suite d'ibeen.

- 1^o But de l'ouvrage. Découvrir quel est le besoin primitif & constant de l'homme. Et si depuis que nous connaissons son histoire il s'est rapproché de l'état de chaos par lequel ce besoin n'est satisfait.
- 2^o que le besoin primitif de l'homme, c'est l'égalité.
- 3^o Comment il se fait que dans certains Sociétés humaines l'égalité n'existe. attribut de l'égalité, depuis la Théocratie jusqu'à la propriété. que ce n'est pas la force qui a pu détruire l'égalité. que ce n'est pas le gouvernement paternel. hypothèses inadmissibles qui faudrait admettre pour les appuyer. que ce n'est pas la volonté divine: autrement nous dirions comme Hamilton, quelle affreuse providence! c'est donc hors de la nature de l'homme, & hors de la volonté de son créateur qu'il faut chercher l'origine de l'inégalité. Consultons l'histoire.
- 4^o Égalité physique constatée chez tous les peuples. Effets naturels de cette égalité. Théocratie. Époques de la Théocratie chez tous les peuples. Notamment avant la Calamité physique à laquelle toutes les annales nous reportent; l'espèce humaine nous est présentée par ces annales comme vivant dans une parfaite égalité. Age d'or.
- 5^o Destruction de la Théocratie par le pouvoir militaire. preuves historiques. passage naturel des Gouvernements militaires au gouvernement civil. traces de la Théocratie dans tous les gouvernements qui la remplacent. Preuves historiques. même à Rome. Second état de l'espèce humaine, Gouvernement civil au lieu de Théocratie, premier pas vers l'égalité.
- 6^o Époque de l'esclavage dans le gouvernement civil. Origine de l'esclavage, arguments en faveur de l'esclavage tout aussi plausibles que ceux allégués de nos jours en faveur de l'inégalité existantes, destruction de l'esclavage commençant dans l'Égypte, même avant aucun adoucissement dans la Pratique. Esclaves moralement les égaux de leur Maîtres, pendant que certains des leurs jetaient ceux d'autrui. Horace. Méditation d'Auguste. L'esclavage détruit dans l'opinion, il fallait un événement pour le détruire de fait. Religion Chrétienne.
- 7^o La Religion Chrétienne même dans l'opinion universelle du monde. preuves dans la Bible contre le Polythéisme. arguments en faveur des Polythéismes, parais à ceux d'autrui pour les religions dogmatiques existantes. Destruction de l'esclavage & son remplacement par la Fraternité. Comparaison des esclaves & des serfs.

[Fig. IV d]

Co 3394

second par son égalité.

9

- 8° Féodalité, renvoyez à divers auteurs pour le point de son affaiblissement. Substitution de la noblesse à la Rôdalité, troisième pas.
- 9° noblesse hériéditaire sans Rôdalité, beaucoup plus absurde que la Rôdalité même. impossibilité de la émettre, passage de la noblesse à la suprématie de la propriété foncière, quatrième pas vers l'égalité.
- 10° Propriété foncière, délicatesse du sujet. l'aborder avec franchise, en = justice du Gouvernement des propriétaires foncières ex clusivement. Pismoud, absurdité de garnies, comment par les progrès de la civilisation la propriété change de nature, passage du Gouvernement de la propriété foncière à la suprématie de la propriété industrielle qui n'est autre chose que la valeur de l'homme, à l'état actuel, cin = quième pas vers l'égalité, lutte.
- 11° Résultat, application de ces principes aux Institutions possibles aujourd'hui. Despotisme impossible. Oligarchie impossible, toutes les branches de l'oligarchie également. corporations de ¹⁰⁰ c'est l'époque des individus. Changement que cela ont apportés dans toutes les idées, Royauté Constitutionnelle bonne, comme n'ayant une place qui a proprement parler ne doit pas être occupée. Ministère, de fait République en dessous de la Royauté Constitutionnelle, a prêté beaucoup de sang, car de l'Etat public sans Royauté, pouvoir Royal autre, changement dans la propriété, la mobilisation la plus possible, dans un des angles de l'Etat sans rapport.

[Fig. VI]

Fragmens de l'Introduction à l'ouvrage
 Intitulé: ~~des moyens de constituer une République~~
~~dans un grand pays~~ Principes de politique

- A
4. 1.^o Lorsqu'une tête intempestive veut s'élever, immodérément de la théorie abstraite à la pratique, violente, et sur la foi de ses propres spéculations, peut être incomplète, peut être defectueuse, tout détruire, tout réformer, tout changer, il y a sans doute folie, et même plus, il y a crime, mais la perfidie seule peut comparer la pensée immobile et solitaire avec l'action s'étendant ou le conseil désordonné. l'action est faite pour le moment: la pensée juge pour les siècles. elle ligue ombrages et ruses futures et les vérités qu'elle a pu déconvoier, et les erreurs qu'elle semblait des vérités. Le temps dans sa marche éternelle, les recueille et les sépare.
3. 2.^o Lorsque des questions politiques ont causé de longues agitations et de nombreux malheurs, il s'établit, dans beaucoup de têtes, une conviction que sur tout ce qui se rapporte au gouvernement, le raisonnement ne sert à rien. Les erreurs de la théorie paraissent beaucoup plus factuelles que les abus de la pratique. Comme elles sont en effet plus illimitées et plus incalculables dans un instant, les craintes qu'elles occasionnent ont un caractère d'urgence dont les abus sont exempts. L'horreur se porte sur les institutions qu'il faut rétablir, on n'a à des yeux de la nature physique. Il a raison d'après leur défaut même, les intérêts, les spéculations, les plaines de vie, toutes les relations, toutes les

[Fig. VII]

Livre XV. Ch. 5.

§ employé

Smith sur l'influence avantageuse de l'élection populaire, votant d'abord de la considération à la classe inférieure des agriculteurs. à plusieurs ailleurs

42 ~~§~~ Les annales de tout le peuple nous apprennent que les corporations les plus anciennes sont en même temps les plus primitives, quand les circonstances le permettent. Le sénat de Rome qui votait si complaisamment le supplice ou l'exil de ceux de ses membres soupçonnés par l'empereur, votait aussi de l'empereur ennemi du peuple Romain, le ferait mourir, pour qu'il expirât sous les verges, le fait traîner aux gémonies, ou précipiter dans le Tibre ses cadavres. Rien n'est plus féroce que les esclaves, et leur férocité est en raison de la longueur et de la honte de leur esclavage. Ils croient alors opprimer leur pauvreté et se venger de leur déshonneur.

[Fig. VIII]

26.

s'attirait de la chose publique,
 mais parmi nous c'est le
 contraire. c'est le respect
 de l'existence particulière
 de la fortune privée qui
 seule peut faire aimer les
 institutions. le débat de ces
 deux anciens s'était tout
 ce qui assurait aux citoyens
 la plus grande part dans
 l'exercice du pouvoir, la
 liberté de tous modernes,
 c'est tout ce qui garantit
 l'indépendance des citoyens
 contre le pouvoir. de ces deux
 grande différences résulte
 la nécessité d'une morale
 préservative, plutôt que d'un
 système de dévouement qui
 devient force lorsqu'il n'est
 point volontaire. le
 perfectionnement de l'art
 social ayant rendu le
 bonheur privé plus facile

Extrait de la Copie partielle de Des circonstances actuelles de Mme de Staël. Le passage se retrouve un peu modifié à la p. 432 des Principes de politique.

[Fig. IX a]

1. 2. 1.

Principes Politiques.Livre Livre III.~~de l'Extension de l'Autorité Sociale.~~Extension sociale.des Raisonnemens et des hypothèses qui motivent
l'extension de l'autorité sociale.Chap. 1. de l'extension de l'autorité sociale, au delà
de sa juridiction indispensable, sous le pré-
texte de l'utilité.— 2. des hypothèses sans lesquelles l'extension de
l'autorité sociale est inadmissible.— 3. les gouvernans sont ils nécessairement plus
exemptés d'erreurs que les gouvernés?— 4. les erreurs des gouvernemens sont elles moins
dangereuses que celles des individus?— 5. de la nature des moyens que l'autorité sociale
peut employer, sous le prétexte de l'autorité.

[Fig. IX b]

1. 3. 3. ~~Principes de la~~ Liberté de la Religion VIII. 245Liberté de la Religion
de la liberté de la Religion.

- Chap. 1. pourquoi la religion fut si souvent attaquée par les hommes éclairés.
- 2. des intolérances civiles.
 - 3. de la multiplicité des sectes.
 - 4. de la maintenance de la Religion par l'autorité contre l'esprit d'examen.
 - 5. de l'établissement de la religion par l'autorité.
 - 6. de la Religion considérée comme un droit.
 - 7. de la tolérance quand l'autorité s'en mêle.
 - 8. de la persécution contre une croyance religieuse.
 - 9. de la multiplicité des sectes et de la forme des établissements religieux et de la morale.
 - 10. de l'esprit actuel de tolérance et de la religion.
 - 11. de la fin de la religion.
 - 12. des axiomes qui s'appliquent à une religion au peuple.
 - 13. de la Religion considérée comme un droit.
 - 14. autres et des axiomes qui s'appliquent à une religion au peuple.

Chapitre II

CARACTÈRE GÉNÉRAL DES « PRINCIPES DE POLITIQUE »

Jusqu'à ce stade de notre étude, les *Principes de politique* n'ont fait l'objet que d'une approche extérieure au texte. Il s'agissait d'abord de replacer cette œuvre dans l'évolution de la pensée de l'auteur, afin de pouvoir mieux la présenter comme un résultat ou une mise en forme nette et précise de toutes les idées de Constant sur les fondements et les buts de la société politique ; puis, en regardant d'un peu plus près sa méthode de travail et les plans qu'il avait choisis successivement pour ce traité, nous avons donné un premier aperçu des matières mêmes de l'ouvrage. Il convient donc d'aller plus en avant dans cette direction et d'analyser le contenu des *Principes de politique*. Il va sans dire, que tous les recoins de cet imposant édifice ne pourront pas être visités : il serait présomptueux de vouloir tout expliquer ou raccorder toutes les idées exprimées par Constant à celles de son temps et de ses prédécesseurs. Faire le commentaire de chaque Livre et de chaque chapitre serait un travail considérable, tout à fait au-dessus de nos forces, et sans doute peu utile en fin de compte : la publication du texte lui-même, avec une annotation aussi claire et développée que possible, suppléera avec beaucoup d'avantages à une longue et monotone paraphrase. Toutefois, ce monument de la pensée libérale ne peut être dévoilé sans autre éclaircissement ; si sa genèse, le contexte qui l'a vu naître et les matériaux dont il est constitué ont déjà fait l'objet des chapitres précédents, il faut encore présenter les éléments principaux qui sont comme la charpente de l'œuvre, qui sous-tendent l'ensemble et qui forment l'élément essentiel de la pensée politique de Constant.

C'est donc à l'examen de quelques thèmes centraux des *Principes de politique* que le chapitre suivant sera consacré ; dans celui-ci nous nous proposons de faire ressortir les traits distinctifs de l'ouvrage.

Il est évident que, suivant le point de vue du lecteur, la problématique du livre de Constant peut changer radicalement ; ce que nous donnons pour des caractéristiques essentielles pourrait paraître secondaires à d'autres critiques. Ce risque admis, et pour éviter précisément une trop grande part de subjectivité, ce sont les inten-

tions de l'auteur qui seront d'abord prises en considération : Constant, en effet, envisageait de composer un traité *nouveau et élémentaire* sur la politique. Ce projet, somme toute assez banal, produit suffisamment de conséquences (forme de l'ouvrage, choix et ordonnance des matières, style, etc.) — pour en faire un des « motifs » — ce mot pris dans sa double acception — des *Principes de politique*.

De cette première propriété de l'ouvrage en découle une deuxième : en voulant innover, l'auteur était amené à prendre une certaine distance vis-à-vis des écrivains et des publicistes dont la doctrine était en opposition avec la sienne. D'où le côté *critique et polémique* de son livre. Constant décèle, dans des théories comme celles de Rousseau ou de Mably, un vice fondamental — l'absence de bornes à l'autorité politique — d'autant plus dangereux qu'il était en quelque sorte camouflé par la réputation méritée de ces écrivains « amis de la liberté ». Ce ne sont donc pas du tout les intentions de ces philosophes que Constant critique, mais la charge potentielle d'arbitraire que leurs idées couvaient : au moment où celles-ci, sous l'effet d'un événement catalyseur, rencontreraient l'adhésion commune des gouvernés et des gouvernants, le despotisme le plus terrible qu'on puisse imaginer naîtrait et, paradoxe que dénonce Constant, s'instaurerait au nom et sous le couvert de la liberté. Les *Principes de politique* s'en prennent à ces théories parce que, dirait Constant, toute erreur doit être réfutée, mais aussi surtout parce qu'il les voit ressurgir sous une forme nouvelle et chez des auteurs contemporains qui apportent leur soutien et leur caution au régime napoléonien. C'est là que la critique de Constant devient polémique : il veut dénoncer chez ces écrivains « enrégimentés », comme il les appelle parfois,¹ toute trace d'un système qui justifierait un pouvoir sans limites.

L'*expérience révolutionnaire* fournit alors le critérium par excellence qui permet la confrontation des théories aux réalités. Les faits ont apporté un démenti à certaines conceptions qu'on avait sur l'étendue du pouvoir et il faut tenir compte de ces données pour reconsidérer les phénomènes politiques et sociaux. C'est en grande partie cette expérience qui permet de substituer des principes vrais à des principes faux ; Constant veut remplacer les spéculations artistiques, la « métaphysique » comme il dit sur un ton méprisant,²

¹ Voir p. 231, n. 141.

² « L'éternelle métaphysique du Contrat social », *Principes de politique*, p. 164. Il faut noter que, par ailleurs, Constant critique sévèrement (*ibid.*, pp. 31-32) ceux qui déclament contre toute métaphysique et contre la théorie en général. Il n'y a pas contradiction, car Constant ne s'en prend qu'aux spéculations vagues qui n'ont plus aucun rapport avec la réalité.

par une réflexion positive se fondant sur des exemples historiques : son ouvrage veut montrer, grâce à l'histoire des sociétés, que l'autorité s'est presque toujours arrangée pour usurper des attributions qui ne lui revenaient pas de droit et que, même dans ses fonctions légitimes (police, défense et impôts) elle a toujours abusé de ses prérogatives. La Révolution est à cet égard aussi une illustration typique de ce que Constant veut prouver et, à leur manière, les *Principes de politique* s'inscrivent dans la ligne des nombreuses « Considérations sur la Révolution » ; c'est pourquoi nous faisons de cet aspect important la troisième caractéristique de ce traité.

Ces trois éléments, qui donnent à cet ouvrage sa physionomie propre, ont été relevés de préférence à d'autres parce qu'ils sont très solidaires les uns des autres : l'expérience révolutionnaire, riche d'enseignements, apparaît dans le traité comme la composante objective qui favorise une révision des doctrines passées et présentes et qui suscite une nouvelle interprétation des phénomènes politiques. De même, la fonction critique de l'ouvrage et sa fonction didactique (volonté d'écrire un traité nouveau et élémentaire) sont des composantes subjectives tout à fait interdépendantes : en réfutant ses devanciers, Constant débouchait sur une nouvelle perspective et inversement s'il voulait innover, il devait commencer par combattre ses adversaires. Par contre, la marque que Constant imprime à son livre ou son choix délibéré d'en faire à la fois une arme et un manuel ne sauraient avoir d'incidence sur un événement ; c'est la raison pour laquelle nous avons distingué la composante objective des traits subjectifs de l'ouvrage. Nous avons évoqué d'abord ces derniers, parce qu'ils sont moins évidents : ne serait-ce que par leur date de composition, les *Principes de politique* sont inévitablement un discours sur la Révolution.

Même si, comme nous venons de le voir, la réciprocité ne joue pas dans tous les sens, les interactions entre les trois éléments distinctifs du traité méritaient d'être soulignées, car elles font apparaître la cohésion du texte et l'unicité de son caractère : les *Principes de politique* se présentent d'une manière générale comme un ouvrage de transition entre deux époques ainsi que nous aurons l'occasion de le remarquer. Mais examinons maintenant chacun des trois traits dominants que nous avons signalés.

I. — Un ouvrage nouveau et élémentaire

On se souvient que, lorsque Constant travaillait en 1802 à son « grand traité » de politique, il avait défini son livre, dans deux lettres à Fauriel, une première fois comme « étranger à tout ce qui

se fait » et ensuite comme un « ouvrage élémentaire sur la liberté ».³ En disant cela, il faisait plus particulièrement allusion à une *Introduction* ou à une *Première partie*, qu'il reprit et développa en 1806 pour en faire les premiers Livres des *Principes de politique*. L'indice qui nous avait permis de le supposer était cette analogie frappante entre le passage de la lettre du 4 novembre 1802 à Fauriel et le texte du début des *Additions*,⁴ début qui avait peut-être été prévu comme une Préface à une éventuelle édition du traité de 1806. Dans les deux endroits se retrouve en effet cette constatation qu'un « ouvrage élémentaire » manque encore dans la littérature politique. Ainsi, en se remettant au travail en février 1806, Constant manifestait la même intention de départ que pour son précédent ouvrage.

Or, dans le premier chapitre des *Principes*, Constant rappelle d'abord que « les recherches relatives à l'organisation constitutionnelle des gouvernements [...] sont frappées maintenant d'une grande défaveur » (p. 19).⁵ Sa tentative se présente alors comme le désir de renouer avec la tradition perdue des grandes théories politiques. Mais en même temps, il se propose de l'écrire d'une manière différente, car ce qui s'est fait jusque-là n'aurait provoqué selon lui que l'indifférence ou l'aversion du public et n'aurait été fondé que sur des erreurs : « si malgré le dégoût universel aujourd'hui pour toutes les discussions de ce genre, on voulait se livrer à des méditations sur la nature, les formes, les limites, les attributions des gouvernements, il est vraisemblable qu'on se tromperait dans un sens opposé à celui dans lequel on s'est trompé, mais qu'on ne se tromperait pas moins grossièrement » (pp. 19-20). Constant développe alors sa théorie de l'influence néfaste de la crise révolutionnaire sur le langage et les idées, sur quoi nous reviendrons plus loin dans ce travail. Ce qu'il faut retenir pour l'instant c'est que son ouvrage est différent de la production antérieure et qu'il surgit au milieu de la défaveur presque totale du public. L'auteur ne suit donc pas une mode ; il a même conscience d'être à contre-courant, position qui lui sied bien et dont il a l'habitude.

Ceci nous ramène également à ce côté « évangéliste » (au sens étymologique de porteur de bonnes nouvelles) que nous avons déjà relevé chez Constant. Son but est bien de révéler la *vérité*, les *vrais principes* à ceux qui sont dans l'*erreur* et dans les *préjugés*. N'exhorte-t-il pas, dans la très belle page qui termine son traité, les

³ Voir les textes cités et les références dans la Première Partie, Ch. 3, p. 223 et n. 117 et 119.

⁴ *Ibid.*, pp. 223-229.

⁵ Pour ne pas multiplier inutilement les appels de note, nous renvoyons à notre édition des *Principes de politique*, en indiquant, à la fin de chaque citation, les pages concernées.

« missionnaires de la vérité » à « redoubler de zèle » (p. 505) ? Son livre prend, toute proportion gardée, l'allure d'un catéchisme. Il a été conçu effectivement comme un « ouvrage élémentaire » devant reprendre les principes à leur base, puisqu'ils ont été travestis, mutilés par les bouleversements idéologiques de la Révolution. C'est pourquoi Constant insiste sur le sens des mots qu'on emploie et sur la distinction nette entre les différentes notions, « tant il importe [...] de se garder d'axiomes non définis ! » (p. 27) ; il montre par exemple pourquoi il ne faut pas confondre *anarchie* et *despotisme* (pp. 23-25) ; il critique Montesquieu qui prend la garantie de la liberté pour la liberté elle-même (p. 27) ; il relève les différences et les ressemblances entre *intérêt* et *opinion* (p. 30). Les citations pourraient être multipliées, puisqu'il a accordé une place de choix à ces questions de sémantique, mais nulle part il n'a exprimé sa pensée avec autant de netteté que dans le septième chapitre du premier Livre :

Lorsqu'on remarque qu'un auteur distingué arrive par des arguments spécieux à des résultats manifestement absurdes, une recherche à la fois instructive en elle-même et propre à faciliter singulièrement la réfutation des erreurs, c'est de remonter pour ainsi dire le fil des idées de cet écrivain, pour découvrir le point précis où il a commencé à dévier de la vérité. Presque tous les écrivains partent d'un principe vrai. Mais ce principe posé, il suffit, pour vicier tout leur système, ou d'une distinction inutile, ou d'un mot mal défini, ou d'un mot superflu (p. 41).

Ailleurs, il condamne ces écrivains qui prennent « une rédaction pour une découverte » (p. 61). Ce qu'il veut c'est retourner à la source des principes que l'on invoque, « remonter le fil des idées » pour retrouver la pureté et la vérité des *éléments* constitutifs de son système.

Au côté élémentaire de l'ouvrage se rattache aussi son aspect didactique : pour pouvoir ramener son lecteur potentiel sur la voie des principes, pour dénoncer la fausseté des arguments de ses adversaires, Constant va user de tout son talent déjà exercé par la rédaction de ses brochures et ses discours. Une étude particulière serait nécessaire pour faire le tour de tous les procédés rhétoriques qu'il emploie pour atteindre son but. Signalons seulement ses apostrophes au lecteur, si souvent pris à partie, figurant en lieu et place de l'écrivain que veut attaquer Benjamin et réduit à jouer le rôle de contradicteur muet ; puis ce goût prononcé pour les formules ramassées et les maximes générales, sans oublier bien sûr l'humour caustique à l'endroit des « ennemis » comme Ferrand. La palette de l'artiste est infiniment plus variée et plus colorée et les *Principes de*

politique forment une sorte d'anthologie des plus belles pages que Constant ait écrites.

Cependant, il est bien évident que l'ami de Mme de Staël n'était pas le seul à prétendre réaliser un ouvrage à la fois neuf et élémentaire. Voici par exemple ce que déclare Jean-Joseph Mounier dans la Préface d'un petit livre paru à Londres en 1795 sous ce titre qui ne manquera pas d'amuser les constantiens : *Adolphe ou principes élémentaires de politique et résultat de la plus cruelle des expériences* :

L'ignorance des vrais principes de l'ordre social a causé de si cruels malheurs, qu'on ne saurait mieux servir l'humanité qu'en tâchant de les répandre. On peut dire qu'il n'existe encore aucun écrit où ils soient clairement développés. Il n'était pas même donné au génie sublime de Montesquieu, de prévoir toutes les calamités que peuvent produire les théories des autres philosophes de son siècle. Aussi, dans son *Esprit des lois*, qui restera toujours le premier, le plus profond, le plus complet de tous les ouvrages politiques, il n'a pas insisté sur la démonstration des vérités les plus importantes ; il n'a pas énoncé toutes celles qui sont propres à combattre les erreurs si séduisantes et si funestes des écrivains qui lui ont succédé. D'ailleurs, il faut de profondes méditations pour bien comprendre la théorie de ce grand homme.

Le but de l'ouvrage que nous annonçons est de réunir dans un corps de doctrine, les principes de la civilisation. On les a tous attaqués ouvertement dans ces jours malheureux ; il est donc essentiel de les rétablir ; et l'on a maintenant, pour seconder ce projet, le triste avantage de la plus cruelle et de la plus instructive des expériences.

Outre le grand nombre de ceux que l'orgueil et l'ambition attachent aux fausses maximes du Contrat social de J.J. Rousseau et de ses imitateurs, il est encore des hommes dont les illusions ont une origine honorable, et tiennent à un zèle aussi sincère que mal-entendu pour le bonheur général. Ce sont ces derniers qu'on se propose de convaincre ; car l'orgueil et l'ambition ne se corrigent jamais.

On a voulu retenir aussi dans de justes limites, ceux que la haine de la doctrine française entraîne au-delà de la vérité, et qui, frappés uniquement de l'abus qu'on a fait du mot liberté, regardent la liberté véritable comme une chimère ; qui confondent sans cesse les crimes avec les erreurs d'opinion, et repoussent par leurs dédains et leurs exagérations, vers les ennemis de l'ordre public, des personnes égarées de bonne foi, qu'il faudrait accueillir avec bienveillance et éclairer par des dissertations paisibles, exemptes de tout esprit de parti.⁶

Si une aussi longue citation s'avère nécessaire, c'est que dans ce préambule de Mounier se trouvent rassemblés presque tous les thè-

⁶ Jean-Joseph Mounier, *Adolphe ou principes élémentaires de politique et résultat de la plus cruelle des expériences*, Londres, 1795, pp. III-VI.

mes que Constant met lui-même en avant et se propose de discuter : « l'ignorance des vrais principes », l'absence d'un « écrit où ils soient clairement développés », l'expérience révolutionnaire, « l'abus du mot liberté », la critique de Montesquieu et surtout celle de Rousseau, enfin la volonté de se situer entre les extrêmes, entre le jacobinisme terroriste et la réaction monarchiste. Loin de nous l'idée que l'ancien Constituant ait exercé une influence directe sur Constant ni que son petit livre ait servi de source aux *Principes de politique* ! Benjamin connaissait de réputation ce personnage assez célèbre et l'avait peut-être rencontré en 1805, un an avant sa mort.⁷ Mais leurs relations s'arrêtent là et n'ont jamais été suivies. En rapprochant ces textes, il s'agit seulement de montrer à quel point les intentions des deux écrivains se rejoignent à onze ans de distance. Cela permet incontestablement d'inscrire le traité de 1806 dans une lignée d'ouvrages qui poursuivent la même recherche, qui ont la même ambition de départ. Sismondi ne procède pas différemment non plus dans le préambule de ses *Recherches sur les constitutions des peuples libres*, commencées en 1796 mais achevées seulement cinq ans plus tard :

Les Français, au milieu des révolutions qui ne leur ont que trop appris à se défier des théories politiques, se sont lassés d'une étude importante à laquelle leurs nouveaux devoirs les appellent. Peut-être sera-ce en vain que je m'efforcerai de leur persuader que le sujet n'est point épuisé par les écrits dont on les a fatigués, qu'à peine a-t-on fait quelques pas depuis les grands maîtres qui ont précédé la Révolution, et que bien des questions importantes demandent encore à être débattues, bien des découvertes à être vérifiées, bien des idées nouvelles à être mises à jour. Ils trouveront en grand nombre de ces idées nouvelles dans le livre que je leur présente...⁸

Cette citation se passe de longs commentaires et l'on voit clairement la parenté qui existe entre le projet d'un Sismondi et celui d'un Constant. Et bien que nous sachions que Benjamin avait lu le manuscrit des *Recherches sur les constitutions* à la fin de 1801, il est quand même délicat de parler ici d'influence de Sismondi sur l'auteur des *Principes de politique*. Ce qui apparaît par contre nettement, c'est cette appartenance de l'œuvre constantienne à un courant qu'on pourrait qualifier de post-thermidorien ; en effet, les textes qui viennent d'être produits pour illustrer ces ressemblances

⁷ Dans son Journal intime, à la date du 13 janvier 1805, Constant note : « Visite à Mounier. » Ce dernier s'était retiré de la vie politique peu après les journées d'octobre 1789 ; il avait émigré en Suisse et en Allemagne. De retour en France dès 1801, il devint préfet puis conseiller d'Etat en 1805. Il mourut en 1806.

⁸ Jean-Charles-Léonard Sismondi, *éd. cit.*, p. 82 en n.

ont été l'un publié en 1795, l'autre entrepris en 1796. A cette même époque, Constant écrit ses premières brochures et commence sa croisade contre les préjugés et la réaction, pour réhabiliter les principes. Dans *Des réactions politiques*, en 1797, il déclare même : « dans la suite, si nul écrivain plus habile ne me devance dans cette carrière, j'essayerai peut-être d'exposer ce que je regarde comme les principes élémentaires de la liberté. »⁹ Ainsi donc, le traité de 1806 a des racines assez lointaines et se situe visiblement dans le prolongement de certains écrits du Directoire, dont les auteurs s'étaient donné pour tâche de faire renaître l'esprit de 1789, en séparant l'ivraie du bon grain, c'est-à-dire la bonne révolution de la terreur qui la suivit. Le crible, qui leur permet de procéder à cette opération, c'est *l'expérience*, mot qui revient sans arrêt sous leur plume.

Mais, si Constant est très proche de certains de ses contemporains par l'intention ou par le programme, il s'en distingue toutefois par le résultat et, comme il le déclarait à Fauriel avec raison en 1802, son ouvrage est à bien des égards « étranger à tout ce qui s'[est] fait ». Ce qui apparaît en effet le plus clairement dans son livre, c'est l'absence de toute discussion sur l'homme dans l'état de nature ou sur la théorie du contrat social, deux thèmes classiques de la philosophie des Lumières. La question de la naissance des sociétés humaines avait servi de point de départ ou même d'argument central à la littérature politique du XVIII^e siècle. Tandis que Mounier et Sismondi, pour s'en tenir à ces exemples précédemment cités, ne manquent pas de recommencer ce débat, Constant néglige quant à lui cet héritage, quitte ces sentiers trop souvent battus pour explorer plus librement son sujet. De tout temps, semble-t-il, il n'a porté qu'une attention limitée à ces sortes de spéculations ; son esprit positif et son goût pour les faits établis, qui s'étaient développés encore grâce à ses recherches sur les religions, l'avaient conduit vers des voies moins abstraites et moins conjecturales. Pour lui, la naissance du genre humain restait couverte d'un « nuage impénétrable »¹⁰ qu'il ne voulait pas s'aventurer à dissiper. Même dans ses *Fragments d'un essai sur la perfectibilité de l'espèce humaine* ou dans *Du moment actuel et de la destinée de l'espèce humaine*, ouvrages qui se seraient pourtant prêtés à ce genre d'analyse, Constant n'entre pour ainsi dire pas en matière sur ces domai-

⁹ *Des réactions politiques*, Ch. 8, éd. cit., p. 65. Nous avons déjà cité ce passage dans la Première Partie, Ch. 2, p. 140.

¹⁰ Selon l'expression employée dans *De la force du gouvernement*, éd. cit., pp. 95-96.

nes controversés.¹¹ Dans la seconde de ces ébauches inédites, il se montre particulièrement circonspect au moment de parler des origines de la théocratie : « Rechercher comment ce régime a pris naissance serait sortir de mon sujet et me précipiter dans des discussions qui ne conduiraient le lecteur qu'à demeurer indécis entre mille hypothèses contraire. »¹² Toujours prudent, il intitule le chapitre quatrième de cette même étude : *Des difficultés qu'on rencontre à distinguer historiquement les époques du pouvoir théocratique et celles du pouvoir temporel*.

Sismondi, en revanche, au début de ses *Recherches sur les constitutions des peuples libres* dit par exemple : « Essayons si, en nous transportant à la naissance des sociétés et en suivant les développements des droits et des rapports des hommes, nous pourrions faire naître la définition de la liberté de son histoire même. »¹³ Alors l'auteur évoque l'« état de nature » et les raisons du « pacte social » qui créa la société civile. Chez Mounier et bien sûr chez d'autres contemporains, se retrouveraient la même démarche et la même analyse de la vie sociale à travers sa genèse ; on concevait alors que toute discussion sur l'organisation des Etats devait passer d'abord

¹¹ Voir cependant ses remarques sur la distinction entre *droit* et *faculté* dans sa lettre à Mme de Charrière du 12 octobre 1793 (passage cité dans ce travail, Première Partie, Ch. 1, p. 60. De plus, dans sa traduction de Godwin, Constant a ajouté cette note à la fin du Livre III, Ch. 2 (*De la justice politique*, éd. cit., p. 120) : « L'histoire de la marche de l'espèce humaine nous semble conduire à une conclusion différente de celle où sont arrivés la plupart des auteurs qui se sont occupés du contrat social. Frappés du spectacle que leur offraient les contrats habituels dans la vie commune, contrats qui précèdent leurs effets, et regardant la société comme l'effet d'un contrat, ils ont dû supposer ce contrat antérieur à l'association. Au contraire, le contrat social est, sinon la dernière époque de la société, du moins l'une des plus tardives. La société a reposé successivement sur la théocratie, sur la conquête, sur l'hérédité, c'est-à-dire sur des bases et ont senti qu'il fallait en prendre une tirée de leur nature : et l'idée d'un contrat leur est venue. Cette idée leur a été suggérée par ce qui se passait chaque jour sous leurs yeux dans les transactions particulières. Cette idée était incompatible avec toute base différente de gouvernement, et aussi longtemps qu'il a existé une autre base de gouvernement l'idée d'un contrat social a été inapplicable. Il ne faut donc jamais parler d'un contrat tacite, antérieur à la société. Les hommes n'ont pu stipuler des conditions pour un état de choses qu'ils ne connaissaient pas. Le contrat social est une découverte, une application faite par la société. »

¹² *Du moment actuel et de la destinée de l'espèce humaine*, BCU, Fds Ct, Co 3292, pp. 15-16. Dans les *Fragments d'un essai sur la perfectibilité de l'espèce humaine*, note 16, il déclare seulement : « Le point de départ de l'espèce humaine fut probablement une calamité physique, qui détruisait la plus grande partie de ses membres et les ressources de tous. » *De la justice politique*, éd. cit., Appendice B, pp. 366-367.

¹³ Jean-Charles-Léonard Sismondi, éd. cit., p. 83.

par l'explication des causes qui déterminèrent l'homme à quitter l'état de nature.

La méfiance de Constant à l'endroit de ces raisonnements trop incertains le distingue à la fois de ses prédécesseurs et de beaucoup de ses contemporains ; cette différence contribue à le placer à un tournant de l'histoire des idées politiques : en abandonnant une problématique anthropologique conventionnelle, il se propose d'étudier la politique comme une science en se fondant sur les faits historiques et l'expérience fournie par les événements récents. On peut même dire que, dans une certaine mesure, Constant réalise la synthèse des recherches du siècle des Lumières, en combinant l'étude positive des institutions passées ou présentes (à l'instar d'un Montesquieu) avec une « métaphysique » politique, ce qu'avaient fait avant lui la quasi-totalité des publicistes.¹⁴ Dans *Du moment actuel*, il écrit de façon tout à fait significative à cet égard :

Mais quand les faits sont nécessaires, il faut bien examiner s'ils sont vrais, et quand l'explication de ces faits est indispensable, pour qu'ils ne soient pas stériles, le raisonnement, ou si l'on veut la métaphysique, est le seul fil à l'aide duquel nous puissions arriver à cette explication.¹⁵

Et au début des *Principes de politique*, il déclare de même :

J'ai donc essayé de combattre par des raisonnements qui m'ont paru justes des raisonnements défectueux. J'ai tâché d'opposer à la métaphysique que je crois fausse de la métaphysique que je crois vraie (p. 32).

Or c'est précisément à l'examen de cette distance prise avec certains écrivains que nous allons vouer les pages suivantes.

II. — *L'aspect critique et polémique de l'ouvrage*

À l'image de Janus, le regard que Constant porte sur les théories politiques de son temps est double : d'une part, il dénonce ce qu'il

¹⁴ Robert Dérathé dit en effet : « Il leur [aux philosophes et juriconsultes des XVIIe et XVIIIe siècles] paraissait naturel en effet de séparer la recherche des principes de l'étude concrète des institutions positives et ils ne voyaient aucun inconvénient à traiter uniquement par abstraction des questions de politique [...] Cette méthode purement abstraite et philosophique était d'ailleurs commune à tous les juriconsultes et à la plupart des écrivains politiques de l'époque, Montesquieu excepté. » Robert Dérathé, *Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps*, Paris, J. Vrin, 1970, 2e éd., pp. 24 et 25.

¹⁵ *Du moment actuel...*, ms. cit., p. 6.

appelle les erreurs de Rousseau, de Mably, de Hobbes ou de Bentham, ses prédécesseurs, et d'autre part, il s'en prend à Ferrand ou à Molé, ses contemporains. Cependant, et cela est essentiel pour bien comprendre la portée de ses reproches, à travers les premiers, il vise les seconds ; ou, si l'on préfère, la perspective dans laquelle il se place pour juger les idées antérieures aux siennes dépend étroitement de ses opinions sur la doctrine des apologistes du régime monarchique. Sans doute, sa contestation des principes de Rousseau est fondamentale ; la remise en question radicale des arguments développés dans *Du contrat social* est la base même des principes élémentaires que Constant veut mettre en avant. Mais cela admis, il n'en demeure pas moins que le ton et les termes dans lesquels cette attaque est formulée s'expliquent surtout par la persistance de ces « erreurs » qui réapparaissent toujours vivaces chez des écrivains qui n'ont — ô paradoxe ! — aucun point commun avec la philosophie des Lumières. La critique de Constant n'est donc pas neutre ; elle ne s'est pas élaborée « à tête reposée », c'est une critique de combat et faute de replacer les *Principes de politique* dans leur vrai contexte, on pourrait mal interpréter la pensée de leur auteur. Tandis qu'un Ferrand peut sans aucune difficulté publier et republier depuis 1802 *De l'esprit de l'histoire*,¹⁶ qui est à plus d'un titre une défense de l'Ancien Régime, des privilèges et du pouvoir royal, tandis que les *Essais de morale et de politique* ouvrent à Molé, en 1806, les portes du Conseil d'Etat,¹⁷ Constant et ses amis sont réduits au silence ! Sa rancœur de voir ainsi triompher ses adversaires est déjà vive, mais quand il flaire encore dans leur texte les relents de la théorie de la souveraineté illimitée du peuple, il éprouve le besoin de leur répliquer que les principes sur lesquels ils s'appuient n'aboutissent qu'à la pire des tyrannies. Il se trouve donc une fois de plus aux prises avec les réactionnaires. A cause de cette polémique, son traité perd peut-être en impartialité ce qu'il gagne assurément en vigueur. Il est probable du reste que son jugement sur Rousseau avait été plus nuancé, au moins dans la forme, lorsqu'il faisait partie du « grand traité » de politique et que l'esprit dans lequel il avait été initialement écrit s'est modifié au moment même de son intégration dans un ouvrage dont l'objectif et l'envergure étaient différents et plus vastes. En effet, si s'avère exacte notre hypothèse selon laquelle l'extrait de 1806 équivaut à l'*Intro-*

¹⁶ Entre 1802 et 1805, il y a eu quatre éditions successives de *De l'esprit de l'histoire*.

¹⁷ Bien que Constant cite toujours, dans les *Principes de politique*, les *Essais* comme d'un anonyme, ses lettres du 6 janvier et du 5 février 1806 à Claude Hochet prouvent qu'il en connaissait l'auteur. Cf. Benjamin Constant et Madame de Staël, *Lettres à un ami...*, éd. cit., pp. 108 et 113.

duction ou à la *Première Partie* du livre « Sur la possibilité d'une constitution républicaine », il est évident que la critique du *Contrat social* n'avait pas la même importance ni le même rôle comme préambule d'un traité de droit constitutionnel qu'au départ d'une œuvre comme les *Principes de politique*. Changeant de place et de contexte, ses remarques, par la force des choses, changeaient de caractère : le petit livre de Molé, sorte de « sonates sur le despotisme », ¹⁸ rendait urgente une mise au point catégorique, qui niât les fondements théoriques du régime napoléonien.

L'atout majeur dans le jeu de Constant face à ses adversaires passés ou présents c'est encore une fois l'expérience de la Terreur. Il accuse Ferrand de ne pas bénéficier de l'avantage que procure le recul vis-à-vis des événements, de ne pas tenir mieux compte de ceux-ci et de ne pas voir qu'entre leurs théories et celles d'un Robespierre, par exemple, la différence n'est pas aussi nette qu'on pourrait le penser. De même, s'il peut dire que Rousseau et Mably se sont trompés, c'est que leurs principes n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Car pour Constant, « la théorie n'est autre chose que la pratique réduite en règles par l'expérience, et [...] la pratique n'est que la théorie appliquée » (p. 18). Mais si la connaissance de ce qui s'est passé en France est comme la pierre de touche qui lui permet de juger la valeur des idées de ses prédécesseurs, jamais il ne les accuse d'avoir provoqué, par leur écrits, les bouleversements de la fin du XVIII^e siècle. La thèse d'un complot des philosophes ou des francs-maçons est totalement absente dans son œuvre. Mme de Charrière, qui lui écrivait le 21 avril 1794 : « Voltaire et Rousseau eux-mêmes ne se feraient plus entendre au milieu du bruit qu'ils ont excité », ¹⁹ employait une formule que Constant ne reprit jamais à son compte. Mme de Staël, pour sa part, voyait dans la « philosophie » la cause première de la Révolution. « En France, dit-elle dans *Des circonstances actuelles*, ²⁰ on a trouvé le point qu'Archimède cherchait pour soulever le monde : la haine des préjugés, l'amour de l'égalité. La philosophie proprement dite est la pensée première, le mot magique de la Révolution de France. Il est aisé de comprendre tous les excès, toutes les erreurs qui ont dû naître d'un tel principe abandonné aux passions des peuples. » Il serait complètement faux de faire de Mme de Staël, à cause de ce passage, une émule des Barruel, de Maistre ou de Bonald. Le philosophe, l'écrivain, l'homme de génie ont pour elle une telle importance dans la société et un tel pouvoir sur l'opi-

¹⁸ Selon l'expression que Constant emploie dans sa lettre du 5 février 1806 à Claude Hochet, *ibid.*, p. 113. Nous citons ce passage ci-dessus, p. 233.

¹⁹ BCU, Fds Ct II, 34/1, N° 44, p. 6.

²⁰ Madame de Staël, *éd. cit.*, p. 270.

nion qu'elle les place volontiers à l'origine des mouvements profonds qui changent le monde. Elle ajoute d'ailleurs, après avoir montré jusqu'à quelles folies l'abus de certaines idées a pu conduire les révolutionnaires :

Quel est le véritable remède aux traces qui nous restent encore de cette époque désastreuse [la Terreur] ? On ne peut le trouver que dans la source même du mal, dans la philosophie. Si la philosophie était en elle-même une mauvaise chose, on devrait s'attendre à la contre-révolution, parce qu'on finirait, tôt ou tard, par déromper d'un principe faux, mais comme la théorie philosophique de la Révolution de France est en elle-même incontestable, il n'y a de remède à ses effroyables abus qu'en jetant des torrents de lumières sur les principes et sur leur application [...] Ce sont les philosophes qui ont fait la Révolution, ce sont eux qui la termineront.²¹

Constant sans doute n'aurait pas complètement démenti un tel passage ; ses conceptions sur le rôle des idées qui mènent le monde, sur celui des écrivains qui sont plus les interprètes que les promoteurs de ces idées, le rapprochent de son amie. Il n'avait d'ailleurs pas manqué de retranscrire les textes que nous venons de citer dans sa « copie partielle » de *Des circonstances actuelles*, ce qui prouve manifestement son intérêt pour les arguments qui y étaient développés.²² Toutefois, il faut observer que dans les *Principes de politique* il se montre plus nuancé. Au Livre XVIII, Ch. 3 intitulé *Des révolutions*, il dit que celles-ci « participent de la nature des bouleversements physiques. Des causes cachées les préparent. Un hasard les décide, comme un hasard peut les retarder. La circonstance la plus légère, un événement moins important que mille autres qui n'avaient produit aucun résultat, donnent quelquefois tout à coup le signal inattendu de l'impulsion subversive. La fureur contagieuse se communique. Les âmes sont soulevées. Les citoyens se sentent poussés comme involontairement au renversement de ce qui existe. Les chefs sont dépassés au loin par la foule et les révolutions s'opèrent sans que personne sache bien encore ce qu'on voulait détruire et ce que l'on veut édifier » (pp. 485-486). Constant fait allusion dans ce passage aux causes immédiates des révolutions ; mais lorsqu'il évoque ailleurs des origines plus lointaines et plus profondes ce n'est pas aux philosophes qu'il pense mais au « désordre des finances, cause véritable de la Révolution » (p. 133).

Nous venons de voir que, dans *Des circonstances actuelles*, la « philosophie » était présentée de façon ambiguë : tout en n'étant

²¹ *Ibid.*, pp. 271 et 273.

²² BCU, Fds Ct II, 34/5, pp. 180-186.

pas « elle-même une mauvaise chose », elle était néanmoins considérée comme « la source même du mal ». On ne comprend pas bien comment des abus et des excès peuvent naître de principes justes. Certes, Mme de Staël explique que ceux-ci, « abandonné[s] aux passions du peuple » et « susceptible[s] d'interprétations diverses », ²³ peuvent conduire à la tyrannie la plus effroyable. Constant quant à lui est beaucoup plus précis dans son traité de 1806 : plutôt que de juger globalement la pensée des lumières, comme formant un tout uniforme et indissociable, il vise seulement quelques raisonnements vicieux à la base et dont les conséquences ne se sont fait sentir qu'au moment des bouleversements politiques et sociaux. Ce ne sont donc pas ces idées fausses qui sont responsables de ce qui s'est passé ; il n'y a pas eu de rapport de cause à effet, mais une conjonction accidentelle entre elles et les faits, ce qui allait créer une situation contraire à l'esprit même dans lequel ces principes erronés avaient été émis. « Les erreurs de nos philosophes, dit Constant, innocentes tant qu'elles ne furent qu'une théorie devinrent terribles en application. Lorsque le flot des événements porta, durant la Révolution française, à la tête des affaires des hommes qui avaient adopté la philosophie comme un préjugé, ces hommes crurent pouvoir exercer la force publique comme ils la voyaient exercée dans les Etats libres de l'antiquité. Ils crurent que tout devait encore aujourd'hui céder devant l'autorité collective... » (p. 438).

Ainsi Constant ne voit pas dans la « philosophie » en bloc la « source du mal », mais il attaque spécialement deux idées fausses, celle de la souveraineté illimitée du peuple et l'imitation trop servile de la liberté antique. Ces erreurs sont dues, selon lui, plus particulièrement à Rousseau et à Mably, qui ont fortement influencé leurs successeurs. Constant concentre et personnalise ses critiques, mais ne blâme pas pour autant les intentions de ces auteurs. Il leur rend même hommage et les distingue parmi les premiers « amis de la liberté ». ²⁴ La sévérité de certaines de ses expressions, ²⁵ le ton si

²³ Madame de Staël, *éd. cit.*, p. 270.

²⁴ « [Rousseau] a le premier rendu populaire le sentiment de nos droits. A sa voix se sont réveillés les cœurs généreux, les âmes indépendantes. Mais ce qu'il sentait avec force, il n'a pas su le définir avec précision. » *Principes de politique*, p. 44. Et sur Mably, il dit : « C'était un homme d'une âme pure, chérissant la morale et croyant aimer la liberté. » *Ibid.*, p. 438.

²⁵ Il qualifie le *Contrat social* d'« éloquente et absurde théorie » (*ibid.*, p. 21) ; plus loin, il dit : « Plusieurs chapitres du Contrat social sont dignes des écrivains scolastiques du seizième siècle » (*ibid.*, p. 44) ; enfin, au même endroit, il est encore question des « funestes subtilités théologiques qui fournissent des armes à toutes les tyrannies » (*ibid.*, pp. 44-45). De Mably, il dit : « C'était assurément l'esprit le plus faux, la tête la plus despotique qui ait existé » (*ibid.*, p. 438).

péremptoire de ses jugements et cette façon de réduire Rousseau presque au seul énoncé de son « erreur », tout cela provient du fait que Constant doit lutter et réagir contre la vogue des théories qu'il combat. Il les présente un peu comme le chant des sirènes, qui ont irrésistiblement attiré les défenseurs sincères de la liberté, pour les entraîner loin de leur route. Constant dénonce le subterfuge et le camouflage trompeur de ces théories :

Les erreurs de Jean-Jacques ont séduit beaucoup d'amis de la liberté, parce qu'elles se sont établies en opposition avec des erreurs plus avilissantes ; mais on ne saurait les réfuter avec trop de force parce qu'elles mettent des obstacles invincibles à l'établissement de toute constitution libre ou modérée et qu'elles sont le prétexte banal de tous les attentats politiques (p. 45).

Mais insistons encore une fois là-dessus : le seul tort que Constant attribue à Rousseau lui-même, c'est d'avoir manqué de clairvoyance en écrivant une œuvre qui en apparence prônait la liberté, mais qui en réalité couvait de nombreux risques d'arbitraire. Il fallait consommer ce fruit si beau et si parfait, pour s'apercevoir que l'intérieur en était gâté ; l'application révélait les défauts du système et c'est alors que des politiciens peu scrupuleux s'en sont emparés :

C'est nommément cette théorie [de Rousseau] qui a motivé les horreurs de notre Révolution, ces horreurs dont la liberté a tout à la fois été le prétexte et la victime. Je ne veux pas dire que les iniquités innombrables dont nous avons été les témoins ou les objets, n'aient eu d'ordinaire pour cause immédiate, les intérêts particuliers des hommes qui s'étaient emparés de la puissance. Mais ces hommes n'étaient parvenus à saisir d'une main coupable l'administration de la force publique, qu'en couvrant d'un voile les intérêts qui les dirigeaient, en alléguant des principes, des opinions en apparence désintéressées, qui leur servaient de bannière. Or tous leurs principes, toutes leurs opinions reposaient sur la théorie que nous avons exposée dans ce chapitre, sur la supposition que la société peut exercer sur ses membres une autorité illimitée et que tout ce qu'ordonne la volonté générale devient par cela seul légitime (p. 30).

Il ne nous appartient pas ici de donner raison ou tort à Constant, lorsqu'il voit dans les Conventionnels et dans les Jacobins — car c'est eux qu'il fustige ici évidemment — des hommes coupables, intéressés, et régnant despotiquement au nom de la liberté et des principes qu'ils avilissaient. Constant est tout à fait partial et, dans son esprit, tous les partisans de la terreur n'avaient pas les intentions aussi pures que les philosophes sur lesquels ils s'appuyaient pour commettre leur « excès ». Constant ne s'embarrasse pas des détails, il ne fait pas de personnalités et ne se soucie pas de savoir

qui, de Danton et de Robespierre, était sincère ou intègre : ils appartiennent tous deux, selon lui, à la même catégorie d'opresseurs. Par contre, est-il vrai que ces hommes politiques invoquaient Rousseau et gouvernaient sous son nom, le prenant en quelque sorte comme la caution de leurs agissements ? Roger Barny, au terme d'une longue et minutieuse enquête, conclut ainsi cette controverse, qui avait fait couler beaucoup d'encre avant lui : « Le grand philosophe de la Révolution bourgeoise, c'est Jean-Jacques. La 'bible' des révolutionnaires, dès le début, ce n'est pas l'*Esprit des lois*, mais le *Contrat social* et tout ce qui, dans l'œuvre politique de Rousseau, prépare, répète ou développe le *Contrat*. [...] La présence de l'œuvre de Rousseau dans la Révolution (en particulier de l'œuvre politique) est massive, indiscutable. Si j'en ai apporté la preuve tâtilonne avec une minutie parfois agaçante, c'est que je contredisais une idée reçue, je ne voulais pas qu'on puisse m'accuser d'extrapolation hâtive. »²⁶ Roger Barny intervient surtout contre la thèse célèbre de Daniel Mornet²⁷ qui disait en substance que le *Contrat social* n'avait pu jouer aucun rôle dans la Révolution, puisqu'il avait été très peu diffusé (donc peu lu) avant 1789. Toute polémique qu'elle soit, l'interprétation de Constant rejoint, à plus d'un siècle de distance, celles des historiens modernes : d'une part en effet, nous avons vu qu'il n'avait jamais prétendu qu'un écrivain ou que l'ensemble des philosophes eussent provoqué la Révolution et d'autre part il apporte son témoignage sur ce que Roger Barny appelle « l'éclatement du rousseauisme »²⁸ au moment même des événements révolutionnaires.

Mais, s'il paraît juste de dire que les théories du *Contrat social* ont eu du succès auprès des partisans de la démocratie, n'est-il pas un peu abusif de prétendre que des libellistes comme Molé les ont reprises à leur compte ? Constant affirme en effet que « l'auteur de certains Essais de morale et de politique a reproduit récemment, en

²⁶ Roger Barny, Jean-Jacques Rousseau dans la Révolution française (1787-1791), Contribution à l'analyse de l'idéologie révolutionnaire bourgeoise, *Annales historiques de la Révolution française*, t. L, N° 231, janv.-mars 1978, pp. 113-115. Il s'agit là de l'exposé de soutenance de thèse de doctorat ès lettres, devant l'Université de Paris X, le 25 juin 1977. — La bibliographie autour de cette question de l'influence de Rousseau est gigantesque. Nous renvoyons à l'article de Louis Trénard, Lumières et Révolution, 1750-1820, Vingt-cinq ans de bibliographie, *Dix-huitième siècle*, t. VI, 1974, pp. 24-25, et dans ce numéro à l'article déjà cité par Roger Barny, Rousseau dans la Révolution, *ibid.*, pp. 59-98.

²⁷ Daniel Mornet, *Les origines intellectuelles de la Révolution française*, Paris, A. Colin, 1933.

²⁸ Roger Barny, Jean-Jacques Rousseau dans la Révolution française..., *art. cit.*, p. 115.

faveur de l'autorité absolue, tous les raisonnements de Rousseau sur la souveraineté » (p. 29). Jean Roussel, dans son travail sur *Jean-Jacques Rousseau en France après la Révolution*, s'étonne à ce sujet que Constant ait pu assimiler la pensée de Molé à celle de Rousseau. Il explique cette confusion de la manière suivante : « Certes Molé fait mention d'un pacte social, et son biographe, le marquis de Noailles, verra dans ce fait, tout comme Benjamin Constant, la preuve de l'influence de J.-J. Rousseau. Les phrases de Molé à ce sujet, dans leur banalité et leur imprécision, reflètent tout au plus un Rousseau interprété à contresens. Sans doute même n'ont-elles rien à voir avec le *Contrat social*. Mais il est devenu impossible de reprendre les vieilles notions de pacte social, même si elles procèdent de la pensée traditionnelle, sans qu'on en accorde le mérite ou le démerite à Rousseau. »²⁹ Non ! ce ne sont tout de même pas les « banalités » de Molé sur le pacte social qui font sursauter Constant ! ce problème, on l'a vu, ne l'intéressait pas et il connaissait trop la littérature de son temps, ses poncifs et ses leitmotive, pour croire si vite à une influence de Rousseau à la moindre évocation de l'état de nature ou du contrat établissant la société civile. Constant dit pourtant clairement que c'est à propos de l'*autorité absolue* qu'il y a ressemblance entre les deux doctrines. Mais pour plus de clarté, il vaut la peine de verser au dossier les pages de Molé auxquelles Benjamin fait allusion :

Lorsque la société devint si nombreuse, qu'on ne vécut plus aux yeux les uns des autres, et qu'on put espérer de nuire en secret, sans crainte de retour ; que quelques forts ou quelques habiles purent préparer dans l'ombre des coups qui auraient écrasé les plus timides, et des pièges où seraient tombés les plus justes, une nouvelle et impérieuse nécessité se fit sentir. Un seul moyen existait pour tout régler et tout prévenir. Il fallait donner des sens à cet être moral dont on avait reconnu l'existence. Il était pressant qu'il eût des yeux pour tout pénétrer, et un glaive pour se faire obéir. On s'assembla et on convint ; on dit ces faits que l'on venait de découvrir ; on exprima tout haut ces rapports qui venaient de s'établir. On se tourna vers le plus âgé ou le plus juste, et on lui tint ce langage : « Nous savons qu'il ne faut faire à un homme que ce que nous voudrions qu'il nous fit ; cependant plusieurs d'entre nous, plus forts ou plus adroits, font à leurs frères un mal que ceux-ci ne sauraient leur rendre. Les forts et les habiles mêmes se nuisent entre eux. Chacun est en guerre avec son voisin, et ne le ménage qu'autant qu'il le redoute. Or, nous ne voulons point périr. Nous t'élevons au milieu de nous pour y être le fort par excellence. Tu nous jugeras et nous t'obéirons. » Le vieillard ou le juste, auquel s'adres-

²⁹ Jean Roussel, *Jean-Jacques Rousseau en France après la Révolution 1795-1830. Lectures et légende*, Paris, A. Colin, 1972, p. 500.

saient ses frères, leur montrant ses bras désarmés : « Pourquoi m'obéiriez-vous, leur dit-il ? Où est ma force pour vous contraindre ? Et de quel droit irais-je regarder vos actions ? — Ne t'avons-nous pas dit, s'écrièrent tous les hommes, *que toute force t'était donnée ; ta puissance sera celle de tous sur un seul ; ton droit, celui de tous tes frères, pour se conserver.* » — Ainsi fut personnifiée l'espèce, pour qu'elle pût surveiller et contenir chaque individu.³⁰

Nous avons souligné les endroits qui étaient propres à choquer Benjamin Constant. Il apparaît clairement, sur la base de ce texte, que, d'après le type de contrat imaginé par Molé, le pouvoir ainsi créé est sans limite sur les gouvernés. Or, c'est seulement cela, c'est dans le caractère *absolu* de l'autorité, dans l'absence totale de barrière ou de garantie quelconques, que Constant distingue une parenté entre les deux auteurs. Certes, et nous sommes bien d'accord avec Jean Roussel, les phrases simplistes de Molé n'ont rien à voir avec la réflexion subtile de Rousseau. Mais dans la mesure où Constant ramène pratiquement, par une réduction sans doute excessive et trop schématique de la pensée de Rousseau, la théorie du *Contrat social* à cette unique conclusion : la puissance sans bornes de la volonté générale, il est en droit désormais de rapprocher le folliculaire monarchiste du philosophe démocrate. Comme nous venons de l'admettre, il y a assurément chez Constant un rétrécissement du message rousseauiste ; mais quand il rattache ainsi l'idée d'une autorité toute-puissante aux théories du *Contrat social*, quand il voit chez Molé ou Ferrand comme un reflet de cette œuvre, son raisonnement est en quelque sorte légitimé par le succès incontestable de Rousseau et l'emploi que l'on en a fait.³¹ Dans un livre comme le sien, qui se veut didactique et élémentaire, Constant est obligé de trancher dans le vif, de détacher du corps sain de la philosophie des Lumières ce qu'il considère comme une gangrène ; et dans cette opération urgente selon lui, il fait fi des nuances qui importent à l'historien moderne. Ce dernier est peut-être plus impartial, surtout parce qu'il est dans un contexte différent. A cette époque, les questions que Constant discute sont d'une actualité encore brûlante : « C'est au nom de la liberté qu'on nous a donné des prisons, des

³⁰ [Louis-Matthieu Molé], *Essais de morale et de politique*, Paris, H. Nicolle, 1806, pp. 133-136.

³¹ Les conclusions de Roger Barny, dans son article des *Annales historiques de la Révolution française*, rejoignent — *mutatis mutandis* — celles de Constant : « On peut toutefois estimer que la Révolution a joué le rôle d'une sorte de critère de la pratique. Elle a mis en évidence les tensions dialectiques et les difficultés de l'œuvre de Rousseau, selon le mot profond de Lakanal en 1794 : 'la Révolution nous a expliqué le *Contrat social*'. » Roger Barny, *art. cit.*, pp. 115-116.

échafauds, des vexations innombrablement multipliées » (p. 20). Il n'est donc pas possible d'exiger de lui la sérénité et l'objectivité requises de l'exégète tranquillement assis à sa table de travail. Il est symptomatique par exemple de voir que, lorsque Constant rapproche avec assez de justesse Molé de Hobbes,³² il ne se sert que de citations extraites de Rousseau et non pas de Hobbes ! Ce n'est pas qu'il confonde ces deux derniers ou qu'il faille croire, avec Jean Roussel, que « cette substitution de Rousseau à Hobbes montre les limites de la lecture de l'œuvre politique de Rousseau par Constant ».³³ Pas du tout ! Cela prouve surtout et de façon intéressante que Constant avait trouvé le fil conducteur qui lui permettait de relier tous les écrivains qui, d'une manière ou d'une autre, étaient favorables à la puissance absolue d'un seul ou de plusieurs. L'obsession de Benjamin, c'est la digue, la barrière, la borne, la limite, le préservatif (son vocabulaire est inépuisable sur ce sujet) contre n'importe quel risque de débordement de toute autorité. On comprend alors qu'il sonne l'alarme, dès qu'il repère la moindre brèche par où l'arbitraire pourrait se répandre et son flair exercé est infaillible dans ce domaine. Son intervention peut toujours paraître intempestive ou disproportionnée vis-à-vis du danger réel, car c'est une question d'appréciation sur laquelle gouvernants et gouvernés

³² Dans les *Principes de politique*, Livre I, Ch. 8 : *Opinion de Hobbes reproduite*. Dans le long passage des *Essais* de Molé, que nous avons reproduit ci-dessus, le dialogue entre les hommes et leur futur chef évoque très bien un contrat de type hobbién prévu pour mettre fin à un état de guerre qui sans cela aurait conduit à la disparition même de l'espèce. Voici comment Robert Dérathé résume le principe du contrat hobbién : « Chacun se soumet alors volontairement à l'autorité d'un seul homme ou d'une assemblée à condition que tous les autres en fassent autant. Dans cette conception, le souverain — peu importe qu'il s'agisse d'un homme ou d'une assemblée — reçoit son pouvoir en vertu même du pacte que les citoyens ont conclu entre eux. Il n'est lui-même lié par aucun engagement envers ses sujets, puisqu'il n'a pas fait de pacte avec eux, et ne leur a pour sa part rien promis. Aussi dispose-t-il d'un pouvoir absolu sur tous les membres de l'État. » Robert Dérathé, *op. cit.*, p. 207.

³³ Jean Roussel, *op. cit.*, p. 501. Constatons, avec Robert Dérathé, qu'une analogie entre Rousseau et Hobbes ne proviendrait pas d'une mauvaise lecture, mais plutôt d'une observation pertinente de la part de Constant, puisque : « les rapprochements [...] entre Hobbes et Rousseau sont significatifs. Ils ne nous permettent pas seulement de constater l'influence du premier sur le second, mais aussi de préciser à quel moment cette influence a été décisive pour la formation politique de notre auteur. Il suffit de comparer le *Contrat social* et le *Discours sur l'inégalité* pour s'apercevoir qu'après avoir été l'adversaire de Hobbes, Rousseau est devenu de plus en plus son disciple. » Robert Dérathé, *op. cit.*, p. 338. Les analogies que cet auteur observe chez les deux philosophes concernent précisément le fait que le souverain n'est lié ni par les lois fondamentales ni par ses déclarations passées ; en d'autres termes, son pouvoir est donc absolu.

sont rarement d'accord. Constatons seulement à ce propos que la prose flatteuse de Molé passe sans encombre le cap de la censure napoléonienne, qui n'aurait jamais admis, et pour cause, le livre de Benjamin.

Celui-ci n'est pas plus tendre à l'égard de Ferrand et il distingue dans *De l'esprit de l'histoire* la même influence de la théorie de la souveraineté absolue qu'il décèle chez Molé :

On voit avec quelle facilité le système de Rousseau conduit au despotisme le plus absolu. Aussi avons-nous déjà remarqué que les partisans de cette forme de gouvernement s'en étaient avidement emparés. Les hommes en se réunissant, dit M. Ferrand, ont soumis à un mot de la volonté générale toutes les forces des volontés particulières. Préface de *L'Esprit de l'histoire*. Cette phrase ne semble-t-elle pas être de Rousseau (*Add.*, p. 520).

Contrairement à Molé, Ferrand est un vieil ennemi contre lequel Benjamin s'acharne depuis 1793 déjà. Et, *De l'esprit de l'histoire* étant paru en 1802, il est probable que les critiques que l'on trouve dans les *Principes de politique* sur cet ouvrage figuraient aussi dans le « grand traité ». En reprenant des maximes analogues à celles de Ferrand, Molé n'a fait qu'aviver encore la colère de Constant, qui se décide alors à répondre en incorporant aux pages plus anciennes de son « extrait », les nouvelles remarques que les *Essais de morale et de politique* lui suggèrent.

Nous pouvons donc répéter, à propos de Ferrand, ce que nous avons dit précédemment sur Molé : ce qui inquiète Constant, c'est bien sûr cette énorme réserve de puissance, que ces philosophes se plaisent à accumuler, cette charge de pouvoir considérable, qui pourrait anéantir l'individu sur « un mot de la volonté générale ». L'absence de restrictions et de réserves, qu'il constate et chez Rousseau et chez des écrivains monarchistes, lui fait redouter, de la part des contre-révolutionnaires, un régime « montagnard de sa nature, mais montagnard pour la royauté ».³⁴ Si la Terreur a pu s'appuyer sur les théories du *Contrat social*, n'est-il pas à craindre qu'une nouvelle Inquisition ne s'établisse, en se fondant sur la doctrine d'un Ferrand ou d'un Molé ? Jusqu'alors la fêrule napoléonienne s'était en quelque sorte instituée sous le prétexte de l'ordre et des circonstances : la situation intérieure et extérieure de la France exigeait une direction ferme et autoritaire, pour éviter l'anarchie et aussi pour sauvegarder les acquis sociaux de la Révolution contre un retour à l'Ancien Régime. Or, si Constant réagit si vigoureusement contre Molé ou Ferrand, c'est parce que ces derniers justifient *dans*

³⁴ *Des réactions politiques*, éd. cit., pp. 40-41.

les principes un régime despotique dans les faits, mais qui n'avait encore aucun fondement théorique ou dogmatique. Connaissant l'influence des idées sur le comportement des hommes, redoutant l'empire de ces publicistes sur l'opinion, Constant veut prévenir ses contemporains en leur rappelant, grâce à l'exemple de la Révolution et de l'usage que l'on a fait des théories de Rousseau, que l'arbitraire établi sur des préjugés répandus est beaucoup plus redoutable que celui qui repose sur des lois d'exception.

Le but politique que Constant poursuit l'oblige naturellement à condenser à l'extrême ce qu'il appelle la « métaphysique » du *Contrat social* et à la réduire à cette seule composante : la souveraineté illimitée. Cette analyse n'a pas manqué de choquer la plupart des historiens qui se sont penchés sur cette question ou, d'une manière plus générale, sur le problème de l'influence des Lumières sur Constant. A ce propos justement, Roland Mortier ne mâche pas ses mots et, commentant une remarque acerbe du Journal intime à l'endroit du *Compère Matthieu* de l'Abbé Dulaurens, il parle de « sécheresse très classique et bourgeoise du tempérament de Constant » et d'« image déformante et tendancieuse d'une philosophie identifiée hâtivement avec le cynisme, l'indifférence, la volonté de jouissance » ; et Roland Mortier ajoute encore : « Qu'une telle vue soit, non seulement une méconnaissance totale, mais une caricature injurieuse de la pensée des 'philosophes', une scandaleuse déformation de leurs intentions, cela va de soi pour qui les a quelque peu fréquentés. Si Constant a lu les auteurs du XVIIIe siècle, il les a souvent mal compris, parce qu'il les lit dans une perspective qui n'est pas la leur, mais qui colle étroitement à l'évolution politique de la France révolutionnaire vue par les yeux d'un modéré. »³⁵ Une sévérité presque aussi grande apparaît tout au long de l'article de Patrice Thompson « Constant et les vertus révolutionnaires », dans lequel l'auteur s'en prend aux jugements de Constant sur Rousseau et surtout sur Mably.³⁶ Jean Roussel, dans les pages détaillées qu'il consacre à cette question, qualifie Constant de « lecteur oublieux et partial ».³⁷ Enfin, Simone Goyard-Fabre, dans une étude récente,

³⁵ Roland Mortier, Constant et les « lumières », *Europe*, t. XLVI, N° 467, mars 1968, p. 12. L'ensemble de cet article concerne plus l'auteur de *De la religion* que l'écrivain politique ; Roland Mortier ne parle d'ailleurs pas des critiques de Constant à l'égard de Rousseau et de Mably. Toutefois, ce jugement sévère méritait d'être cité, parce qu'il a probablement inspiré beaucoup de remarques analogues.

³⁶ Patrice Thompson, Constant et les vertus révolutionnaires, *ibid.*, pp. 49-62. L'auteur a surtout utilisé pour cette étude le Livre XVI des *Principes de politique*, dans la version de 1810.

³⁷ Jean Roussel, *op. cit.*, p. 500. Sans être directement hostile, ce que dit cet auteur de Constant se situe tout de même dans la ligne des articles

insiste sur les limites de la compréhension de Hobbes par Constant et parle des « œillères que lui imposait son aversion pour les régimes autoritaires ».³⁸ Tout en reconnaissant la compétence de ceux qui les ont formulées, nous nous demandons tout de même si ces accusations sont vraiment légitimes. Il faut éviter de juger Constant, comme si nous devions attendre de lui l'objectivité la plus parfaite et l'absence de passions que nous réclamons d'un exégète moderne. Roland Mortier dit que Constant « a souvent mal compris » les écrivains du XVIII^e siècle, « parce qu'il les lit dans une perspective qui n'est pas la leur » ; cela est vrai, mais gardons-nous bien d'en faire autant avec l'auteur des *Principes de politique* ! Il n'est pas tellement nécessaire, croyons-nous, de défendre Rousseau et Mably devant les attaques de Constant, mais plutôt de comprendre pourquoi et comment ce dernier a dû réduire leur doctrine à un seul dénominateur commun. Seule l'étude du contexte immédiat, dans lequel son ouvrage a été écrit et recomposé, permet de saisir l'importance et le rôle de cette critique « en ricochet », qui doit atteindre d'un seul jet des cibles aussi différentes que Molé et Rousseau. L'art de Constant, qui est réel même s'il est purement subjectif, est d'avoir trouvé le biais par où toucher simultanément ses deux catégories d'adversaires. Dire que Constant est partial, c'est formuler une évidence, tout en apportant de l'eau à son propre moulin : ne disait-il pas en effet : « il faut être partial pour la liberté » ?³⁹ Dire qu'il n'a pas compris ou qu'il a mal lu les écrivains

précédemment cités ; il a d'ailleurs intitulé son chapitre : *Les fausses sinuosités de Benjamin Constant* ! ce qui est assez significatif. Nonobstant les remarques que nous nous permettons de faire à Jean Roussel, il faut reconnaître que son texte sur Constant et Rousseau est de loin ce qu'il y a de plus complet sur la question.

³⁸ Simone Goyard-Fabre, L'idée de souveraineté du peuple et le « libéralisme pur » de Benjamin Constant, *Revue de métaphysique et de morale*, t. LXXXI, N° 3, juillet-sept. 1976, p. 315. Dans cette étude, les *Principes de politique* de 1806-1810 sont analysés non pour eux-mêmes mais de façon tout à fait subsidiaire ; l'auteur prend indifféremment ses citations dans l'œuvre manuscrite ou dans l'œuvre publiée sous la Restauration. A cause de cela, son point de vue diffère du nôtre sur bien des détails. Il faut encore citer ici, pour être complet, le travail de Giuseppe Acocella, *Costituzione liberale e democrazia totalitaria nella critica di Benjamin Constant al « Contratto sociale »*, *Filosofia*, t. XXVII, fasc. 1, janv. 1976, pp. 67-100. Ce travail, assez général, ignore celui de Jean Roussel, fait trop souvent confiance à Paul Bastid et ne se réfère qu'à l'œuvre publiée de Constant. Enfin, Paul Hoffmann a présenté le 16 mai 1980 à l'Université de Strasbourg un exposé intitulé « Benjamin Constant lecteur du *Contrat social* » ; l'auteur concluait également à une incompréhension presque totale de la pensée de Rousseau par Constant.

³⁹ *Discours pour la plantation d'un arbre de la liberté*, 30 fructidor an V (16 septembre 1797), in Olivier Pozzo di Borgo, *op. cit.*, t. I, p. 119.

qu'il cite est un jugement pour le moins hâtif, car cela impliquerait qu'il existe une lecture normale d'un Rousseau, par exemple, et qu'il y a un critère infailible qui permet de déterminer à coup sûr que telle analyse est juste et telle autre fausse. On nous répondra que cette norme c'est le texte même de Rousseau qu'il ne faut pas déformer, et l'ensemble de l'œuvre dont il est absurde d'isoler telle ou telle partie ou telle ou telle citation. Sans doute, mais il est encore une fois impossible, à moins de commettre un anachronisme, d'exiger d'un contemporain de la Révolution un retour au texte des philosophes, en faisant abstraction ou table rase de toute la logomachie et de tout le foisonnement de concepts et d'idées que ces œuvres mêmes ont suscité depuis 1789 : l'herméneutique constantienne est orientée de par le contexte même dans laquelle elle s'inscrit.⁴⁰

En outre, le corpus que nous avons à disposition pour évoquer l'image de Rousseau à travers l'œuvre de Constant est particulièrement restreint. En effet, quels ouvrages de Jean-Jacques, Benjamin a-t-il lus et à quelle époque s'y est-il intéressé ? Nous sommes très mal renseignés sur ces questions.⁴¹ Sa correspondance, qui par ailleurs fourmille de notes de lecture et de jugements sur de nombreux auteurs, n'est d'aucune utilité pour savoir ce qu'il pensait du personnage en général et de l'œuvre en particulier. Rien non plus dans le Journal intime, si ce n'est cette courte allusion, le 19 janvier 1805, sur l'amour des « filles » pour Rousseau, parce que « l'état social pèse sur cette classe et que Rousseau est le plus éloquent ennemi de l'état social ». On se souvient de la curieuse réflexion de la lettre du 16 août 1798 à L.-F. Huber, dans laquelle Constant prétendait, en suivant fidèlement un article du *Rédacteur*, que « toute différence d'opinion, toute observation contre une loi est un acte de rébellion ».⁴² Ce petit indice permet de penser que Constant admettait encore à ce moment-là que la loi est toute-puissante, du seul fait qu'elle émane du peuple. Sans que le nom de Rousseau fût prononcé, il y avait visiblement accord sur ce point entre Rousseau et lui. Mais à partir de quand Benjamin va-t-il changer d'avis ? Il est bien probable que la lecture des *Recherches sur les constitutions des peuples libres* ait été, au moins en partie, à l'origine de ce

⁴⁰ Jean Roussel s'en est très bien rendu compte, puisqu'il dit : « Benjamin Constant n'étudie pas Rousseau pour lui-même, mais en fonction de ce qui apparaît en telle ou telle circonstance. » *Op. cit.*, p. 494.

⁴¹ Jean Roussel a repris toutes les données du problème et il résume les hypothèses que l'on peut faire à ce sujet (*ibid.*, pp. 489-495). C'est vraisemblablement auprès de Mme de Charrière, si ce n'est avant, que Constant fit connaissance avec la pensée de Rousseau.

⁴² Voir la citation plus complète et la référence dans notre Première Partie, Ch. 2, p. 169 et n. 223.

revirement, car l'ouvrage de Sismondi, selon l'expression de son commentateur, « doit être vu comme une réponse à Rousseau ».⁴³ On ne sait pas exactement à quel stade de son « grand traité » Constant était arrivé à la fin de 1801, quand il a eu la possibilité de consulter le manuscrit de Sismondi. Mais, sans grand risque d'erreur, il est permis de penser qu'il n'avait encore travaillé que sur les questions constitutionnelles et qu'il n'avait peut-être pas encore abordé la partie traitant des droits des individus,⁴⁴ qu'il commence sans doute après son éviction du Tribunat. Ainsi, la critique de Rousseau n'apparaît dans l'œuvre de Constant qu'à partir de 1802, pour figurer d'abord dans le « grand traité » et ensuite dans l'extrait de 1806.⁴⁵ Le début des *Principes de politique* est donc le seul texte de Constant sur Rousseau qui nous soit parvenu⁴⁶ et il est beaucoup trop particulier pour que l'on puisse affirmer, sur cette seule base, que Constant n'a pas compris Rousseau. En d'autres termes, nous manquons de données suffisantes, pour pouvoir reconstituer l'idée réelle que Constant se faisait du citoyen de Genève. Pour les raisons que nous avons indiquées, les *Principes de politique* sont à cet égard un miroir déformant, qui nous interdit de généraliser et nous invite plutôt à la prudence et à la réserve sur ce sujet délicat.

Cependant, et tout en tenant compte de ces précautions méthodologiques, il convient d'examiner l'importance des critiques de Constant, qui forment la base de son propre système. La démarche de Benjamin est foncièrement différente de celle de Rousseau ; leurs

⁴³ « Tutte le *Recherches* sono da vedere come una risposta a Rousseau : si trattava di porre in luce la reale e immediata connessione tra i principi sostenuti nel *Contratto sociale* e la politica rivoluzionaria. » Marco Minerbi, *Introduzione aux Recherches sur les constitutions...*, éd. cit., p. 32.

⁴⁴ Selon la division qu'il indique dans les *Additions aux Principes de politique*, p. 512.

⁴⁵ Les considérations de Constant sur Rousseau seront reprises presque dans les mêmes termes dans les ouvrages que celui-là publie à partir de *De l'esprit de conquête*. Simone Goyard-Fabre se trompe lorsqu'elle affirme : « Les manuscrits des *Principes de politique* antérieurs à 1815, à l'évidence rédigés en pensant à Rousseau, ne présentent pas, comme la rédaction de 1815, une réfutation systématique des thèses rousseauistes. Mais il faut ici remarquer que ce sont les années 1814 et 1815 qui dans la carrière du philosophe politique sont les plus importantes [...] On peut donc considérer que la réfutation explicite de la thèse de Rousseau sur la souveraineté du peuple se situe à l'acmé de la réflexion politique de Benjamin Constant. » Simone Goyard-Fabre, *art. cit.*, p. 292, n. 3. D'une part, il est contestable de placer si tard l'« acmé de la réflexion politique » de Constant et d'autre part, la critique de Rousseau fait partie intégrante du manuscrit original des *Principes de politique*.

⁴⁶ Exception faite des quelques passages sur la religion de Rousseau ; cf. Jean Roussel, *op. cit.*, pp. 508-510, et l'apparat critique du Livre VIII, Ch. 2 des *Principes de politique*.

deux points de vue sont à vrai dire inconciliables à cause de cela. Constant a certainement bien compris que l'auteur du *Contrat social* avait pour principales préoccupations la liberté et l'égalité de l'individu ; c'est pourquoi il lui rend hommage et n'accuse jamais ses intentions. Mais, pour réaliser son projet, Rousseau est parti, comme tous les publicistes de son temps, de ses réflexions sur la naissance des sociétés. Il envisage encore les problèmes relatifs à la constitution des Etats comme devant passer nécessairement par la réponse préalable aux questions sur l'homme dans l'état de nature, sur les causes et les conséquences de la disparition de cet état et sur les fins de la société civile ; sa théorie repose donc sur la résolution d'un certain nombre de problèmes fictifs. C'est au travers d'une conception originale et ingénieuse du contrat social, que Rousseau trouve le moyen de sauvegarder la liberté de l'homme en la transformant. Comme le dit Robert Dérathé,⁴⁷ il prévoit un « artifice » pour « convertir » les droits naturels en droits civils. Rousseau croit pouvoir atteindre ce résultat par la clause unique du pacte échangé entre chaque homme avec l'ensemble du corps des citoyens, à savoir « l'aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté ».⁴⁸ De la sorte, « la condition est égale pour tous, et la condition étant égale pour tous, nul n'a intérêt de la rendre onéreuse aux autres ».⁴⁹ Bien loin de vouloir instaurer un nouvel esclavage, Rousseau a pensé découvrir la formule qui évitât qu'un associé ne l'emporte sur les autres, pour les réduire à la servitude.⁵⁰

Tout en visant à peu près le même objectif, Constant y parvient par des voies différentes. Comme nous l'avons dit, il n'a pas voulu aborder les phénomènes politiques par le biais de l'anthropologie sociale et c'est cela entre autres qui fait la nouveauté de son livre. Il se fonde avant tout sur les aspects pragmatiques de la vie des hommes en société. Selon lui, toute théorie ne reçoit sa sanction définitive qu'au moment de son application. Il ne juge que sur pièces et d'après le résultat. Souvenons-nous précisément de la définition qu'il donnait du *principe* dans *Des réactions politiques* :

Un principe est le résultat général d'un certain nombre de faits particuliers [...] Tout dans l'univers a donc ses principes, c'est-à-dire toutes les combinaisons, soit d'existences, soit d'évé-

⁴⁷ Robert Dérathé, *op. cit.*, p. 228.

⁴⁸ Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Livre I, Ch. 6, in : *Œuvres complètes de Jean-Jacques Rousseau*, édition publ. sous la dir. de Bernard Gagnebin et Marcel Reymond, Paris, Gallimard, 1964, t. III, p. 360 (Bibliothèque de la Pléiade).

⁴⁹ *Ibid.*, pp. 360-361.

⁵⁰ En plus de l'explication fournie par Rousseau lui-même, il faut se référer à l'ouvrage cité de Robert Dérathé, pp. 222-247.

nements, mènent à un résultat : et ce résultat est toujours pareil, toutes les fois que les combinaisons sont les mêmes. C'est ce résultat qu'on nomme principes.⁵¹

On voit que pour Constant tout tire son origine du produit de « combinaisons » : il n'y a rien de purement fictif, où l'imagination supplée à l'absence des faits établis. Le point de départ (principe) du raisonnement constantien ne peut jamais être une spéculation vague mais seulement un résultat tangible. La théorie chez lui est toujours imbriquée dans le réel. Il ne conçoit aucune idée qui n'ait sa justification et sa vérification préalables dans l'expérimentation. Tout le reste est chimérique. Or, si la liberté individuelle ressort diminuée de cette confrontation entre un système et sa mise en pratique, c'est que ce système comporte une erreur : au lieu d'un « principe », on n'avait adopté qu'un « préjugé ».

C'est évidemment cette préférence pour le concret qui amène Constant, au Ch. 5 du Livre I, à critiquer chez Rousseau la distinction entre « les droits de la société et ceux du gouvernement » (pp. 21-24). Dans le *Contrat social*, Jean-Jacques dit en effet :

S'il était possible que le Souverain, considéré comme tel, eût la puissance exécutive, *le droit et le fait seraient tellement confondus* qu'on ne saurait plus ce qui est loi et ce qui ne l'est pas, et le corps politique ainsi dénaturé serait bientôt en proie à la violence contre laquelle il fut institué.⁵²

Si, pour Rousseau, « le droit et le fait » ne peuvent pas être « confondus », c'est parce que, le gouvernement n'étant qu'un administrateur, qu'un agent d'exécution,⁵³ il ne peut pas se mettre à la

⁵¹ *Des réactions politiques*, op. cit., p. 66. Cf. notre commentaire dans la Première Partie, Ch. 2, p. 141.

⁵² *Contrat social*, Livre III, Ch. 16, éd. cit., p. 432 (c'est nous qui soulignons).

⁵³ Constant prétend bizarrement que Rousseau « prenait [le mot de gouvernement] dans son acception la plus étendue, comme la réunion, non seulement de tous les pouvoirs constitués, mais de toutes les manières constitutionnelles qu'ont les individus de concourir, en exprimant leurs volontés particulières, à la formation de la volonté générale. » *Principes de politique*, p. 34. Ceci est en contradiction, comme le remarque Jean Roussel (op. cit., p. 503), avec le texte du Livre III, Ch 1 du *Contrat social*, où Rousseau prend le mot gouvernement dans un sens particulier et restreint. Cependant, Rousseau, au Ch. 2 du même Livre, déclare : « Au contraire, unissons le Gouvernement à l'autorité législative ; faisons le Prince du Souverain, et de tous les citoyens autant de magistrats » (éd. cit., p. 462). Ce passage pourrait expliquer la version de Constant. De toute manière, cette question n'enlève rien à sa critique de la distinction entre droits de la société et droits du gouvernement et nous pensons qu'il est faux de croire, comme Jean Roussel, que « c'est de cette erreur que procède sa critique de Rousseau ». S'il y a erreur,

place du peuple souverain qui possède seul la puissance législative et qui manifeste sa volonté par la loi. Constant réplique à cet argument par un exemple, ce qui montre bien sa volonté d'opposer la pratique à la théorie. Admettant, par hypothèse, que la société a seule le droit de proscrire une « minorité qui lui fait ombrage » (p. 35) — nul doute qu'il pense ici soit aux huguenots, soit encore aux émigrés — il veut prouver que c'est en dernière analyse le gouvernement qui décide en invoquant les droits de la collectivité : « de la sorte, par un détour facile et rapide, le gouvernement s'empare du pouvoir réel et terrible que l'on n'aurait regardé d'abord que comme le droit abstrait de la société tout entière » (p. 35). Ainsi, non seulement il n'est pas vrai, dans la réalité, que « le droit et le fait » soient distincts, mais il est même dangereux de prétendre que la volonté générale puisse conserver par derrière elle des prérogatives dont le gouvernement ne saurait se servir⁵⁴ :

L'on ne peut donc reconnaître à la société que des droits qui puissent être exercés par le gouvernement sans devenir dangereux. La souveraineté étant une chose abstraite et la chose réelle, l'exercice de la souveraineté, c'est-à-dire le gouvernement, étant nécessairement remis à des êtres d'une autre nature que le souverain, puisqu'ils ne sont pas des êtres abstraits, il faut prendre des précautions contre le pouvoir souverain, à cause de la nature de ceux qui l'exercent, comme l'on en prendrait contre une arme trop puissante qui pourrait tomber en des mains peu sûres (p. 36).

Constant ne considère la souveraineté qu'en acte ; c'est au moment où elle agit par le truchement du gouvernement que l'on peut juger si elle est légitime ou non. Si, dans son intervention, l'autorité blesse la liberté de l'individu, quel que soit le principe qu'elle invoque, elle se rend par là coupable et cesse d'être légitime. Chez Constant c'est l'individu qui est inviolable et sacré ; chez Rousseau, c'est la souveraineté populaire, la volonté générale qui est indestructible. Raisonnant dans l'abstrait, Rousseau imaginait un système capable de préserver l'égalité naturelle de chacun et propre à éviter qu'un membre de la collectivité devienne un maître et les autres esclaves ; il était amené pour cela à changer la nature des rapports

ce n'est que sur un point accessoire de la démonstration de Constant. Voir aussi sur cet aspect de la question Jean-Jacques Chevallier, Le mot et la notion de gouvernement chez Rousseau, in : *Etudes sur le « Contrat social » de Jean-Jacques Rousseau*, Paris, Les Belles Lettres, 1964, pp. 291-313 (Publication de l'Université de Dijon, XXX).

⁵⁴ Constant ne prévoit qu'une seule exception : « Il y a bien un droit qu'abstraitement parlant la société possède et qu'elle ne délègue pas au gouvernement, c'est celui de changer l'organisation de ce gouvernement même. » *Principes de politique*, p. 35.

sociaux et à transformer idéalement la société. Constant accepte pour sa part la société telle qu'elle est ; il la tient pour une donnée sur laquelle l'homme n'a pas de prise ; elle évolue, elle tend vers la perfectibilité en suivant l'égalité pour guide, mais il n'est pas possible d'infléchir son cours ou de vouloir devancer artificiellement ses progrès. Cependant, il reste une variable qui, au stade où la société est arrivée, doit être plus que jamais considérée : c'est la question de l'autorité et celle de la liberté, qui se situent l'une et l'autre sur la même échelle et qui sont interdépendantes. C'est pourquoi Constant n'insiste pas sur la source de la souveraineté, mais sur « le degré seul de pouvoir social » qui « en quelques mains qu'on le dépose fait une constitution libre ou un gouvernement oppressif » (p. 38). Tandis que le fait de réserver des droits à la souveraineté, tels que le gouvernement ne peut les exercer, « crée et jette au hasard dans la société humaine un degré de pouvoir trop grand pour lui-même et qui est un mal en quelques mains que vous le placiez [...] C'est le degré de force et non les dépositaires de cette force qu'il faut accuser. C'est contre l'arme et non contre le bras qu'il faut sévir. Il y a des masses trop pesantes pour la main des hommes » (*ibid.*).

Constant a prétendu que Rousseau avait été « frappé de terreur à l'aspect de l'immensité du pouvoir social qu'il venait de créer » (p. 44) et qu'il avait « raisonné très conséquemment », en déclarant « que la souveraineté ne pourrait être ni aliénée, ni déléguée, ni représentée, c'était déclarer en termes moins clairs qu'elle ne pouvait être exercée » (p. 43). Ainsi que Mme Goyard-Fabre l'a remarqué,⁵⁵ il n'est certainement pas vrai que Rousseau ait eu une conscience précise de ce problème, que la logique même de son système permettait de contourner. Remarquons toutefois que cette « erreur » de Constant est sans doute volontaire ; c'est un procédé habile et commode qui souligne une fois de plus l'excellence des intentions de l'auteur du *Contrat social*, tout en blâmant à plus forte raison sa théorie et ceux qui s'en serviraient :

Ceux-là seuls qui ont adopté son principe, en le séparant de ce qui le rendait moins désastreux, ont été mauvais logiciens et politiques coupables. C'est le principe qu'il faut rejeter, puisqu'aussi longtemps qu'il ne conduit pas au despotisme, il n'est qu'une théorie inapplicable et qu'il conduit au despotisme, dès qu'on tente de l'appliquer (p. 44).

⁵⁵ Simone Goyard-Fabre, *art. cit.*, pp. 308-309. Elle dit en particulier : « L'interprétation de Constant est, sur ce point, pour le moins scabreuse. » C'est juste, mais il faut prendre en considération le côté polémique de l'ouvrage et voir que Constant ne veut pas paraître un ennemi de Rousseau.

Même si, par certains côtés, il est possible de comparer Constant à Rousseau, leurs différences demeurent frappantes surtout en ce qui concerne leur vision du monde et de la société, leur méthode et leur approche de la politique.⁵⁶ Benjamin Constant, certes, n'a pas inventé le libéralisme, selon l'expression peu heureuse d'Emile Faguet,⁵⁷ mais il est vrai que sa réaction contre les idées de Rousseau spécialement donne à sa théorie libérale sa physionomie propre et caractéristique.⁵⁸ Si elle ne permet pas de saisir, dans toute sa complexité, l'image exacte que Constant se faisait du grand philosophe démocrate, la critique de Rousseau dans les *Principes de politique* apparaît comme la base même du système de Constant. Entre les deux penseurs, se dresse irrémédiablement la fameuse leçon de 1789 et de 1793.

Nous avons négligé, dans cette section, les brèves remarques que Benjamin adresse en passant à Helvetius⁵⁹ et au baron d'Holbach.⁶⁰ Elles ne sont pas assez importantes pour justifier une étude particulière. Quant aux accusations portées contre Mably, nous y reviendrons dans le chapitre suivant à propos de la liberté des anciens et des modernes. De même, nous avons laissé de côté les épigones de Molé ou de Ferrand : la publication des *Mémoires* de Louis XIV, qui paraissent pour la première fois en 1806 précisément, est pour Constant le signe indubitable et inquiétant du succès des théories sur le despotisme ; aussi ne manque-t-il pas de les réfuter.⁶¹ Toujours dans cette catégorie d'auteurs, on peut ranger également les rédacteurs du *Journal de l'Empire* et du *Mercure de France*, qui, tant sur le plan philosophique ou littéraire que politique, sont des adversaires du Groupe de Coppet en général et de Constant en particulier. Celui-ci ne les désigne jamais ouvertement dans son ouvrage, mais il est évident qu'il les prend pour cibles chaque fois qu'il est question du mépris pour la pensée, pour la métaphysique et pour les discussions politiques ; et à travers eux, Constant vise naturellement le régime qu'ils soutiennent. Par contre, deux éléments doivent encore entrer en ligne de compte : d'abord la critique de l'utilitarisme

⁵⁶ Jean Roussel (*op. cit.*, p. 489) montre bien les limites d'un rapprochement des deux personnalités.

⁵⁷ Emile Faguet, *Politiques et moralistes du XIXe siècle*, Première série, Paris, Lecène-Oudin, 1891, 2e éd., p. 255.

⁵⁸ Marcel Prélôt dit avec assez de justesse : « Le libéralisme pur prend, avec lui, un contour net et sans bavure. Il apparaît tel un dessin d'Ingres, aux traits d'une distinction suprême. » Marcel Prélôt, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 1961, p. 442.

⁵⁹ *Principes de politique*, pp. 41 et 379, note E.

⁶⁰ *Ibid.*, pp. 25 et 162.

⁶¹ *Ibid.*, pp. 70, 470-471.

benthamien et ensuite les curieux silences de Constant à propos de toute une frange de publicistes et de philosophes qui s'étaient avant lui posés en défenseurs des limites de la puissance exécutive.

A propos de Bentham, il n'y a pas lieu de s'étendre outre mesure, puisque, au Livre II, Ch. 7, Constant s'est expliqué fort clairement sur les nuances qui le séparent de cet « écrivain très recommandable par la profondeur, la justesse et la nouveauté de ses pensées » (p. 58). Il convient de signaler cependant que cette opposition entre les deux auteurs n'a pas été mise en évidence avec assez de netteté et que Constant est souvent rangé parmi les partisans de l'utilitarisme.⁶² Sa lecture des *Traité de législation civile et pénale*, d'après la traduction et l'arrangement d'Etienne Dumont,⁶³ date de la parution même de ces volumes, en 1802, comme l'atteste sa lettre du 15 juillet de cette année-là à Fauriel.⁶⁴ On peut penser que les remarques sur Bentham, telles que nous pouvons les lire dans les *Principes de politique*, remontent à cette période féconde et que Constant les avait probablement incorporées à son « grand traité ». Et même si Constant semblera, sous la Restauration, se rapprocher des fidèles de la doctrine benthamienne,⁶⁵ il est évident que son attachement à l'idée du droit naturel et son refus de la notion d'utilité sont très importants pour la compréhension de sa pensée. On

⁶² Dans son article, du reste excellent, « The airy form of things forgotten » : Madame de Staël, l'utilitarisme et l'impulsion libérale, *Cahiers staëliens*, N.S., N° 11, déc. 1970, p. 12, Norman King dit que « Constant et Sismondi seront influencés de manière permanente par cette doctrine [de Bentham] ». Le texte des *Principes de politique* va à l'encontre de cette opinion et l'on peut dire que Constant a suivi, à l'égard de Bentham, une évolution parallèle à celle de Mme de Staël. — Paul Bastid (*op. cit.*, t. II, pp. 581-584) n'a fait que reproduire presque mot pour mot (mais en se l'attribuant !) l'essentiel du Livre II, Ch. 7 des *Principes de politique*, d'après le manuscrit de 1810. Il est vrai que le texte limpide de Constant se passe de commentaire, mais il aurait été au moins correct de lui en laisser la paternité.

⁶³ *Traité de législation civile et pénale* par M. Jérémie Bentham, publiés en français par Et[ienne] Dumont, de Genève, d'après les manuscrits confiés par l'auteur, Paris, Bossange, Masson et Besson, an X, 1802, 3 vol. Sur ce travail de Dumont et les différences avec l'original anglais, voir Elie Halevy, *La formation du radicalisme philosophique*, t. I : *La jeunesse de Bentham*, Paris, F. Alcan, 1901, Appendice I, pp. 369-397.

⁶⁴ Glachant, p. 63. En plus de la lecture des *Traité*s, Constant avait rencontré E. Dumont à Coppet en 1802, comme l'indique Norman King, *art. cit.*, p. 11.

⁶⁵ Voir les billets de Constant à Bentham du 27 juillet 1821 et du 29 septembre 1824, publiés par Norman King, *ibid.*, p. 23. Ces messages de remerciement pour l'envoi de livres sont évidemment très différents, mais n'impliquent pas qu'il y ait eu accord total entre la pensée des deux écrivains.

retrouve, en effet, à travers cette critique modérée de Bentham, cette méfiance habituelle pour tout ce qui n'est pas fixe et durable :

Vouloir soumettre le droit à l'utilité, c'est vouloir soumettre les règles éternelles de l'arithmétique à nos intérêts de chaque jour [...] Mais en parlant du droit, vous présentez une idée indépendante de tout calcul. En parlant de l'utilité, vous semblez inviter à remettre la chose en question, en la soumettant à une vérification nouvelle (p. 60).

Ce n'est pas par souci de conformisme étroit que Constant craint cette « remise en question », mais pour éviter, dans tout ce qui touche à la liberté individuelle, de céder à l'empire des circonstances et d'être entraîné dans l'arbitraire. Bentham aboutit certes à la même conception de la justice et du bonheur, et surtout à la même crainte d'un pouvoir sans bornes, mais il introduit dans son système un élément incertain qui pourrait être la source de multiples abus. Constant le démontre très bien à l'aide d'un exemple :

Dites à un homme : vous avez le droit de n'être pas mis à mort ou dépouillé arbitrairement ; vous lui donnez un bien autre sentiment de sécurité et de garantie, que si vous lui dites : il n'est pas utile que vous soyez mis à mort ou dépouillé arbitrairement (*ibid*).

Détails de langage ! Disputes à propos de « terminologie », comme le reconnaît volontiers Constant ! Peut-être, mais pour lui les mots ont leur importance et les nuances si infimes soient-elles, comptent beaucoup dans ce domaine. Nous avons déjà mentionné au début de ce chapitre son goût pour les définitions claires et précises qui empêchent de tomber dans l'erreur ; il n'est donc pas étonnant de voir ici réapparaître cette insistance sur la propriété et le sens exact des termes que l'on emploie. Il dit, par exemple, que « le principe d'utilité, tel que Bentham nous le présente, [lui] semble avoir les inconvénients communs à toutes les locutions vagues » (p. 59) ; et plus loin, il pose cette question : « Les expressions qu'il veut nous interdire [droit naturel et inaliénable] ne rappellent-elles pas des idées plus fixes et plus précises que celles qu'il prétend leur substituer ? » (p. 60). Constant met donc en cause la prétention scientifique de Bentham, qui voulait précisément remplacer des notions que chacun définit comme il lui plaît, par des notions sur lesquelles chacun serait du même avis. En fait, les tenants du principe de l'utilité et ceux du droit naturel se reprochent mutuellement leur manque de rigueur et leur imprécision. Sans doute il serait exagéré de dire à propos de Constant ce que Dumont prétendra en 1813 au sujet de Mme de Staël : « Comme elle n'aime point l'utile et dédaigne tout le positif, il faut se livrer au vague, rester dans les nues, et on

arrive littéralement au point de parler sans s'entendre. »⁶⁶ Par peur de l'incertitude, du doute paralysant, Benjamin a souvent eu un réflexe défensif contre le vague à tout point de vue mais surtout dans le vocabulaire.⁶⁷ L'idée du droit naturel lui paraît non seulement plus immuable, plus solide et moins fluctuante que celle d'utilité, mais encore elle fait appel à des sentiments plus élevés, à une morale moins commune et moins vulgaire que l'intérêt bien entendu. Le droit naturel doit éveiller dans l'homme un écho plus profond qu'un simple calcul. Comme le Beau, l'Enthousiasme ou le sentiment religieux, cette idée d'une justice imprescriptible et inhérente à la nature humaine fait partie de ces éléments que la raison seule ne peut analyser mais qui sont néanmoins déterminants pour le bonheur.⁶⁸

Puisque Benjamin Constant prend ainsi la défense de l'idée du droit naturel contre l'utilitarisme, il est surprenant qu'il n'ait jamais fait allusion aux disciples de l'Ecole du droit naturel, Barbeyrac, Burlamaqui, Vattel, par exemple, qui, dans leurs œuvres et leurs commentaires de Grotius et de Pufendorf, se montrent des adversaires résolus du despotisme et de tout abus du pouvoir légal. A lire les *Principes de politique*, on pourrait croire que Constant a ignoré systématiquement toute une tradition protestante de la philosophie politique hostile à la monarchie absolue.⁶⁹ Le Lausannois qu'il était ne pouvait pas ne pas avoir entendu parler de Barbeyrac qui avait enseigné à l'Académie de Lausanne de 1711 à 1717⁷⁰ ; et l'étudiant d'Erlangen n'avait pas pu ignorer l'influence, très vive en Allemagne, de tous ces philosophes. Mais, si l'on peut encore comprendre que Benjamin ait voulu éviter de revenir sur des idées qui étaient désormais admises par la plupart de ses contemporains, et dont la discussion l'aurait entraîné trop loin du but qu'il poursuivait, il est difficile d'admettre qu'il ne les ait pas au moins cités une fois comme

⁶⁶ Lettre d'Etienne Dumont à Maria Edgeworth du 13 octobre 1813, citée par Norman King, *art. cit.*, p. 15.

⁶⁷ « Le vague des mots nous trompe toujours », *Principes de politique*, p. 404.

⁶⁸ Voir aussi, dans ce même ordre d'idées, l'analyse de Pierre Deguise dans son *Introduction à De la perfectibilité de l'espèce humaine*, *op. cit.*, et l'article de Norman King, pour tout ce qui touche à Mme de Staël. Celle-ci, selon Dumont, accusait les disciples de Bentham « de tuer la religiosité, l'imagination, la poésie, l'enthousiasme du grand et du beau, de réduire les hommes à de viles machines arithmétiques ». Cité par Norman King, *art. cit.*, p. 17.

⁶⁹ Constant cite une fois seulement Jurieu, en marge du manuscrit de 1810 des *Principes de politique* (dans notre éd., p. 38 dans l'apparat critique).

⁷⁰ Voir Philippe Meylan, *Jean Barbeyrac (1674-1744)*, Lausanne, F. Rouge, s.d.

exemple d'auteurs qui ont proclamé le droit de résistance à l'oppression du pouvoir. Comment expliquer surtout l'absence de toute référence à Locke, qui peut à juste titre passer pour le premier théoricien libéral ? Comment Constant a-t-il pu prétendre : « l'on peut regarder la théorie de Rousseau, qui déclare illimitée l'autorité sociale, comme la seule adoptée jusqu'à ce jour » (p. 30), sans mentionner l'auteur des *Treatises of Government* dans sa brève liste d'exceptions, qui ne fait état que de Montesquieu, Beccaria, Franklin, Paine, Condorcet et Sieyès ? (pp. 26-29). A bien des égards pourtant l'on peut considérer les *Principes de politique* comme le prolongement des théories du philosophe anglais. La parenté des situations entre les deux écrivains est aussi frappante : l'un comme l'autre, dans l'exil ou éloigné des affaires publiques, rédigent leur ouvrage après de grands bouleversements politiques et sociaux, le premier après la révolution de 1686 en Angleterre, le second après 1789 ; Locke, et Constant un siècle après lui, tentent d'expliquer les grands événements dont ils sont respectivement les contemporains et de les inscrire dans la logique de l'Histoire, dans le développement naturel des institutions humaines. Enfin, refusant la pure spéculation, ils insistent au contraire sur les interactions nécessaires entre la philosophie politique abstraite et les enseignements pratiques de l'expérience.⁷¹

Sans doute, Locke sacrifie-t-il à l'usage courant à son époque : il commence son livre par des réflexions sur l'état de nature, combat les théories de Hobbes sur l'état de guerre avant la naissance des sociétés, celle de Filmer sur l'origine patriarcale du pouvoir et expose à son tour sa propre conception du contrat social.⁷² Cependant, il semble que Constant, même s'il repousse cette approche traditionnelle et s'il opte pour une méthode différente, aurait dû reconnaître et approuver chez son illustre prédécesseur les prémisses d'une théorie de la souveraineté limitée. Ainsi, lorsque Locke dit :

S'il est vrai qu'en entrant en société les hommes abandonnent l'égalité, la liberté et le pouvoir exécutif qu'ils avaient dans l'état de nature, et les confient à la société pour que le pouvoir

⁷¹ « L'essentiel pour Locke [...] c'était d'établir entre les problèmes politiques de l'heure et les données de la réflexion philosophique de son temps un lien de continuité suffisamment solide pour que l'ensemble parut rationnel. En prétendant ainsi relier la philosophie politique à l'étude des institutions positives, il dépassait nettement le point de vue des jurisconsultes du Droit naturel et celui des publicistes anglais du XVII^e siècle. » Jean-Louis Fyot, *Introduction à l'Essai sur le pouvoir civil* de John Locke, Paris, PUF, 1953, pp. 5-6 (Bibliothèque de la science politique, 2^e série, Les grandes doctrines politiques).

⁷² Voir les huit premiers chapitres de l'*Essai sur le pouvoir civil*.

législatif en dispose dans la mesure où le bien de la société l'exigera, il n'en reste pas moins que, ce faisant, l'intention de chacun est uniquement de protéger le mieux possible sa propre personne, sa liberté et sa propriété. On ne peut supposer, en effet, qu'une créature raisonnable change de condition dans l'intention d'en obtenir une autre plus mauvaise. De ce fait on ne peut *admettre* que le pouvoir de la société ou le *pouvoir législatif* établi par elle *dépasse les limites du bien commun*.⁷³

On voit donc bien dans cette citation que la part de pouvoir que l'individu « abandonne » en quittant l'état de nature — ou qu'il aliène, pour reprendre le mot de Rousseau — n'est complète que relativement aux buts de la société civile ou que « dans la mesure où le bien de la société l'exigera ». Locke prévoyait dans son système des bornes au pouvoir souverain et Constant ne pouvait donc pas affirmer aussi catégoriquement : « Les publicistes antérieurs ou postérieurs à Jean-Jacques ont professé pour la plupart la même opinion [que lui]. Aucun ne l'a formellement rejetée » (p. 25).

Ce silence est d'autant plus inexplicable que Constant aurait très bien pu montrer en quoi sa propre théorie était plus libérale que celle de Locke, tout en reconnaissant à cet écrivain le mérite d'avoir insisté déjà sur le danger de la puissance sans borne.⁷⁴ C'est

⁷³ *Ibid.*, Ch. 9, *Des fins de la société politique et du gouvernement*, éd. cit., pp. 145-146. Robert Dérathé (*op. cit.*, p. 119) dit justement à ce propos : « Pour sauvegarder la liberté et la propriété individuelles, Locke n'hésite pas à affaiblir l'autorité de l'Etat, ou du moins à la renfermer dans d'étroites limites. Rousseau exclut au contraire l'éventualité d'un conflit entre l'individu et l'Etat. » Et, commentant visiblement le passage de Locke que nous venons de citer, Jean-Louis Fyot dit, dans son *Introduction* (éd. cit., p. 26) : « Tout pouvoir civil qui empiéterait gravement, au nom du bien public, sur les biens ou les libertés des particuliers sortirait par là du droit, puisqu'il serait directement en opposition avec les termes du contrat qui est à l'origine de son autorité. »

⁷⁴ Voici, par exemple, ce que déclare Locke au Ch. 7 de son *Essai sur le pouvoir civil* (éd. cit., p. 122) : « Enquêrez-vous, en effet, des garanties et de la *protection* qui sont assurées dans un Etat de ce genre* *contre la violence et l'oppression du souverain absolu*, c'est à peine si cette question même sera tolérée. On est prêt à vous dire que le seul fait de réclamer des garanties mérite la mort. Pour les rapports des sujets entre eux, on concédera qu'il doit y avoir des lois, des juges et des mesures prises, afin d'assurer leur paix mutuelle et leur sécurité ; mais le *souverain*, lui, doit être *absolu*, il est au-dessus de toutes les réglementations de ce genre, et parce qu'il détient le pouvoir de causer plus de dommages et de préjudices, ceux qu'il commet sont de ce fait justifiés. Demander alors comment se protéger contre le mal et l'injustice que la force suprême risque de commettre, c'est faire entendre la voix de la sédition et de la rébellion. Comme si, en quittant l'état de nature pour entrer en société, les hommes avaient convenu que tous, sauf un, seraient soumis à la contrainte des lois, mais que celui-ci devrait conserver toute la liberté de l'état de nature, accrue grâce au pouvoir et soustraite à

ce que Benjamin a fait par exemple avec Montesquieu, qui n'avait pas prévu, selon lui, des garanties suffisantes contre les empiètements inévitables de l'autorité.⁷⁵ Or, les fins de la société civile, c'est-à-dire la sauvegarde de la vie, de la liberté et des propriétés des citoyens,⁷⁶ n'est pas aux yeux de Constant une barrière assez efficace contre les abus du pouvoir, qui pourrait toujours opprimer un individu ou une minorité, en prétendant agir conformément aux buts et aux vœux de la majorité. Pour Constant, si les hommes doivent nécessairement abandonner une part de leurs prérogatives et de leur autonomie lorsqu'ils constituent une société et quittent l'état « sauvage », ⁷⁷ cette renonciation ne peut être que la plus petite possible et les attributions qui cessent d'être individuelles pour devenir collectives sont restreintes au strict nécessaire : l'ordre intérieur et l'indépendance de la nation ; à quoi il faut ajouter le prélèvement d'une part de revenu pour assurer le fonctionnement de ces deux uniques tâches dévolues à l'autorité sociale. Cette limitation extrême du rôle de l'Etat, cette suprématie que l'individu conserve encore malgré la réalisation d'une force publique destinée à le contraindre de cas en cas, tout cela forme pour Constant la garantie effective et valable contre tout débordement de cette puissance. Locke avait trouvé le fondement juridique, qui permettait de condamner le despotisme et l'arbitraire ; Constant invente le moyen de le prévenir, de le tuer dans l'œuf : il veut empêcher que la force publique créée au moment d'un contrat social ne se dé-

toute loi par l'impunité. C'est à croire que les hommes sont assez fous pour prendre soin d'échapper aux maux que peuvent leur causer les *putois* ou les *renards*, mais qu'ils sont satisfaits, et même s'imaginent que c'est pour eux une sauvegarde, d'être dévorés par des lions. »

* La monarchie absolue.

⁷⁵ Voir les *Principes de politique*, pp. 26-28. Les différences et les ressemblances entre les idées de Constant et celles de Montesquieu nécessiteraient une étude séparée, qui tiendrait compte aussi bien des *Fragments* que de l'ensemble de l'œuvre politique de Benjamin ; c'est pourquoi nous nous contentons ici de renvoyer le lecteur au texte même des *Principes de politique* et à l'article encore utile bien que vieilli de Gabriel Loirette, Montesquieu et son influence sur la doctrine politique de Benjamin Constant, *Actes de l'Académie nationale des sciences, belles lettres et arts de Bordeaux*, 4e série, t. XIII, 1944-1950 [publ. en 1952], pp. 61-79.

⁷⁶ Selon les termes mêmes de Locke : « Ce n'est donc pas sans raison qu'il [l'homme] cherche et qu'il consent à se joindre à d'autres qui forment déjà une société ou qui projetteront d'en former une pour la *sauvegarde* mutuelle de leurs vies, de leurs libertés, et de leurs biens, ce que je nomme, de façon générale, *propriété*. » (Ed. cit., p. 143.)

⁷⁷ Constant emploie de préférence « état sauvage » à « état de nature », pour distinguer la condition de l'homme avant l'« état social » ; cf., par exemple, *Principes de politique*, pp. 25, 106 et 181.

chaîne soudain, sans que l'on puisse lui opposer autre chose que le pacte même qu'elle viole.

Comme on le voit, il est aisé de montrer que le libéralisme et l'individualisme de Constant sont encore plus « avancés » que ceux de Locke. Mais si ces différences sont relativement faciles à établir, cela n'explique pas, bien au contraire, pourquoi Constant n'a pas voulu les signaler lui-même. Beaucoup d'éléments manquent pour donner à cette question une réponse claire et définitive. Il ne peut pas s'agir évidemment d'une simple méconnaissance de l'œuvre de Locke, puisque celui-ci avait eu une influence indéniable sur tout le XVIII^e siècle ; il faut donc admettre que Constant a délibérément choisi de n'en pas parler, sans que l'on puisse donner à cette attitude d'autre explication que l'hypothèse suivante : Du moment que les *Principes de politique* étaient un ouvrage de combat destiné à renverser une « idée reçue sur l'étendue de l'autorité sociale », ⁷⁸ Constant devait accentuer au maximum le contraste entre la théorie dite de Rousseau et la sienne ; or, toute discussion sur une doctrine assez voisine certes de celle qu'il développe, mais sur laquelle il aurait dû faire quelques réserves, aurait affaibli la portée de son message, aurait nui à l'efficacité de son arme et aurait comme dispersé ses efforts. Pour réaliser son programme, Constant devait passer par dessus bien des nuances, ainsi que nous l'avons déjà dit à propos de Rousseau. On peut le regretter, mais il est surtout nécessaire de constater encore une fois à quel point le contexte très particulier dans lequel baigne cette œuvre a des répercussions profondes sur son contenu.

III. — *L'expérience révolutionnaire*

Les deux précédentes sections ont suffisamment montré l'importance de la Révolution dans l'argumentation de Benjamin Constant : elle apparaît, on s'en souvient, comme l'épreuve déterminante qui permet de juger toutes les théories politiques qui l'ont précédée ; ne résistent que celles qui n'ont pas été démenties par les faits. Mais puisque toutes ont ce principal défaut de laisser une trop grande latitude à l'autorité, elles sont forcément erronées aux yeux du sévère Benjamin, pour qui la Terreur est une preuve manifeste des dangers que comporte la trop large étendue de la puissance collective. C'est pourquoi un livre nouveau est nécessaire, qui rétablisse la vérité des principes, en tenant compte des leçons de l'Histoire.

⁷⁸ Selon la formule employée dans les titres des premier et second Livres des *Principes de politique*.

Il est donc inutile de revenir sur ces aspects déjà traités. Mais, parmi les nombreuses facettes dont se compose l'image de la Révolution dans les *Principes de politique*, il faut examiner deux thèmes essentiels dans la pensée de notre auteur : l'influence des événements sur le langage d'une part et le rôle des faits positifs dans l'épistémologie constantienne d'autre part.

Pour un partisan de la perfectibilité de l'espèce humaine, une révolution n'est en elle-même jamais funeste ; sa raison d'être est de rétablir les institutions au niveau des idées.⁷⁹ Mais si d'aventure les révolutionnaires ne se contentent pas de cette simple adéquation, s'ils dépassent ce but et veulent mettre en place un système qui n'est pas encore accepté par l'opinion, c'est alors que la révolution devient néfaste : les principes qu'elle devait défendre sont galvaudés, ils perdent leur sens ; le langage même s'altère et devient victime de l'abus des mots :

Lorsque de certaines idées se sont associées à de certains mots, l'on a beau répéter et démontrer que cette association est abusive, ces mots reproduits rappellent longtemps les mêmes idées. C'est au nom de la liberté qu'on nous a donné des prisons, des échafauds, des vexations innombrablement multipliées. Il est tout simple que ce nom, signal de mille mesures odieuses et tyranniques, ne soit prononcé qu'avec une disposition défiante et malveillante (p. 20).

Constant observe et dénonce en même temps une distorsion sémantique, due à la prolifération gigantesque de certaines notions, qui, à la manière d'un objet trop souvent manié, ont fini par s'user. La multiplication des brochures, des journaux, l'habitude des débats et des discours ont abouti à une véritable explosion du vocabulaire politique, avec pour conséquence inévitable la dénaturation des significations précises. La cause de ce phénomène réside pour Constant dans le contraste entre une époque qui ne jouissait pas de la liberté de la presse et une autre où les écrits ont foisonné brusquement :

C'est parce que, durant des siècles, on n'avait pas osé réclamer les droits du peuple, que le peuple n'a su quel sens attacher à ces mots prononcés tout d'un coup au milieu de la tempête (p. 133).

Suit alors une période de confusion totale où les « philosophes ont pris les mots, c'est-à-dire les signes des idées, pour les idées » (p. 287). Tout souci de rigueur et d'exactitude disparaît, c'est l'anarchie verbale : « les hommes sont enclins [...] à s'enivrer de

⁷⁹ Voir le Ch. 1 de *Des réactions politiques*.

certains mots. Pourvu qu'ils répètent ces mots, peu leur importe la chose » (p. 406).

Constant n'est évidemment pas le premier à observer ce phénomène. La plupart de ses contemporains en étaient conscients.⁸⁰ Mais, sans être originales sur ce point, ses idées demeurent essentielles pour la connaissance du personnage et de son œuvre ; elles révèlent encore une fois sa recherche de stabilité : le vocabulaire doit être quelque chose de précis et, même s'il évolue, il doit rester un point où la pensée puisse se raccrocher en toute sécurité. Si cette amarre se rompt, les notions même les plus simples vont au hasard et à la dérive ; elles deviennent vagues et floues, elles recouvrent n'importe quelle réalité. On en arrive alors à nommer liberté ce qui n'est que la plus épouvantable tyrannie. Constant avait déjà souligné, dans *De la force du gouvernement*, le pouvoir des mots sur les hommes⁸¹ ; on vient de voir dans la dernière citation qu'il parle d'action enivrante des mots ; les paroles grisent non seulement celui qui s'en sert, mais encore le public qui l'écoute. D'où le très grand danger d'expressions mal définies ou peu nuancées. Le rôle de l'écrivain dans la société est donc rendu encore plus important. Il a pour fonction de veiller à la conservation de la pureté du langage, non pas tellement dans sa forme, mais surtout quant à sa signification. L'écrivain est un régénérateur ou un correcteur, qui, s'il n'est pas victime à son tour de « l'esprit de parti », condamne l'abus des mots et guide la foule égarée par les erreurs. Constant se montre, comme on l'a vu, très sévère à l'égard des publicistes qui n'ont pas assez bien défini leurs concepts : Rousseau, Condillac, Montesquieu, Bentham et d'autres encore sont accusés d'avoir confondu des idées et par conséquent d'avoir permis des catastrophes (ceci surtout pour Rousseau). Constant est très dur parfois à l'endroit de ceux qu'il nomme simplement « les écrivains » ; ainsi par exemple :

L'ambition des écrivains du moment, dans tous les moments, c'est de paraître plus convaincus que personne de l'opinion dominante. Ils regardent de quel côté la foule se précipite, puis ils s'élancent à toutes jambes pour la devancer. Ils croient par là s'acquérir la gloire d'avoir donné l'impulsion qu'ils ont reçue... (p. 20).

Dans le même ordre d'idées, il faut lire aussi ce passage sur « l'auteur paisiblement assis à son bureau » qui s'imagine être revêtu du pouvoir et qui préconise des mesures arbitraires : « Pauvre

⁸⁰ Voir l'étude d'Albert Soboul, Liberté. Du pouvoir et des dangers des mots, *Annales historiques de la Révolution française*, t. XLVIII, N° 217, juil.-sept. 1974, pp. 371-379.

⁸¹ Cf. ci-dessus, Première Partie, Ch. 2, p. 119.

imbécile ! conclut Benjamin, il parle à des hommes qui ne demandent pas mieux que de l'écouter et de le rendre un jour la première victime de sa théorie ! » (pp. 109-110).

C'est pourquoi les *Principes de politique* s'adressent avant tout aux philosophes et aux publicistes, que l'auteur exhorte, au Livre XVIII surtout, à la modération. Constant veut atteindre l'élite intellectuelle, dont l'action dans la société est déterminante : celle qui façonne l'opinion ou qui, devancée par elle, réclame le privilège de porter l'étendard. Dans le système libéral de Constant, l'opinion doit être la gardienne des libertés individuelles et c'est elle qui doit immédiatement dénoncer les abus de l'autorité. Il ne faut donc pas qu'elle soit corrompue par des discours ou des théories vagues et mensongers ; sinon cette ultime garantie est réduite à néant.

Son attitude devant la Révolution française, considérée comme le critérium par excellence qui jauge la valeur des théories politiques du siècle précédent, amène Benjamin Constant à préférer d'une façon générale les raisonnements fondés sur la pratique et les faits établis aux spéculations abstraites sans liaison avec la réalité vécue. Là encore, il s'oppose à Rousseau, qui déclarait au début de son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* :

Commençons donc par écarter tous les faits, car ils ne touchent point à la question. Il ne faut pas prendre les recherches, dans lesquelles on peut entrer sur ce sujet, pour des vérités historiques, mais seulement pour des raisonnements hypothétiques et conditionnels.⁸²

La Révolution française a indéniablement déclenché une prise de conscience des relations étroites entre la connaissance des phénomènes par la réalité et leur connaissance abstraite ou déductive. L'empirisme rejoint le pur rationnel, et Constant n'échappe évidemment pas à cette tendance qui touche tout le monde pensant de son époque. Il se place à un tournant et nous avons eu déjà l'occasion d'observer que chez lui le raisonnement ou la « métaphysique », comme il dit, prend toujours pour point de départ un résultat ou une application. Son ouvrage dès lors peut être défini, selon l'expression très pertinente de sa cousine, comme « l'histoire de la République et de l'Empire français traitée philosophiquement ». ⁸³ Il s'agit de pui-

⁸² Jean-Jacques Rousseau, *Œuvres complètes*, éd. cit., t. III, pp. 132-133. Constant dira au contraire : « Cette marche [de l'espèce humaine] que nous retraçons ici, ce n'est pas de la théorie, c'est de l'histoire. » *Principes de politique*, p. 147.

⁸³ Lettre de Rosalie de Constant à son frère Charles du 7 octobre 1806. BPU, Ms Ct 18/3, f° 113 v°. Déjà citée ci-dessus, Seconde Partie, Ch. 1, p. 271 et n. 62. Voir aussi l'exergue de ce travail.

ser dans l'insondable réserve de faits établis les éléments nécessaires à la construction théorique. La Révolution et principalement la Terreur ont suffisamment démontré les dangers qu'il y avait à créer une force démesurée entre les mains des gouvernants ; Constant cherche dans l'Histoire des exemples analogues ou des témoignages inverses prouvant au contraire que de solides barrières à la puissance sont obligatoires pour édifier une nation durable et heureuse.

De par ses recherches sur les religions, Constant était déjà rompu à cette méthode critique, mais c'est peut-être lors de son étude sur Frédéric II, commencée en avril 1803 juste après son « grand traité », ⁸⁴ qu'il applique cette même démarche à ses réflexions politiques. Il ne désirait pas faire œuvre d'historien au sens où on l'entendait, c'est-à-dire faire le récit des événements, mais, dit-il à Huber, « j'ai choisi l'histoire du grand Frédéric, que je voudrais écrire surtout sous le rapport philosophique et dégagée de tous les détails militaires... ». ⁸⁵ En fait l'histoire n'est que le prétexte, le squelette sur lequel vient s'ajouter une démonstration purement politique. Ainsi donc dans l'œuvre de Constant, aucune interprétation des phénomènes politiques ne provient d'une construction imaginaire ou hypothétique.

L'expérience révolutionnaire à cause de sa proximité et de son ampleur est l'événement primordial auquel Constant se réfère sans cesse. Ce bouleversement a ceci de particulier et de significatif, pour ce que veut montrer Benjamin, qu'il devait être l'aboutissement d'un long mouvement séculaire en faveur de la liberté et qu'en fait, selon lui, il a manqué son but et a fini par promouvoir, au nom même de la liberté, un régime des plus despotiques. La leçon est double : d'une part la Terreur qui est l'exemple type, avec Néron et Caligula, du gouvernement atroce et d'autre part les causes idéologiques lointaines de cette situation, les théories qui portaient en elles le germe de tous les abus futurs, ce sont ces deux aspects que l'auteur veut stigmatiser pour convaincre son lecteur.

L'image de la Révolution telle qu'elle ressort des *Principes de politique* est sombre ; elle est présentée plutôt comme un repoussoir que sous ses couleurs les plus avantageuses. Constant n'est de loin pas un contre-révolutionnaire à la manière des Maistre, Ferrand ou Bonald ; mais il y a tout de même chez lui cette interprétation d'une Révolution plus destructrice que créatrice de valeurs. Tout

⁸⁴ Voir ci-dessus, Première Partie, Ch. 3, p. 226.

⁸⁵ Lettre du 6 avril 1803 à L.-F. Huber ; le passage de cette lettre concernant la « Vie de Frédéric » est cité intégralement au même endroit ; voir aussi la n. 130 y relative.

changement n'est valable que lorsqu'il rétablit un équilibre rompu par une société qui n'a pas su s'adapter à l'évolution des idées. Mais, son goût de l'ordre, sa haine de l'anarchie reviennent très vite à la surface : tout désordre est pour lui facteur d'arbitraire et entraîne inmanquablement le despotisme. Il ne faudrait pas à ce propos crier trop vite à la peur sociale ou à un réflexe défensif de classe ; ce serait méconnaître l'environnement idéologique dans lequel son livre a été composé ; à ce moment-là en effet ce n'est pas la terreur jacobine ou une insurrection populaire qui est à craindre, mais un retour progressif vers les privilèges et vers une société aussi figée que celle de l'Ancien Régime. Constant défend un idéal des classes moyennes, bourgeoises si l'on veut, qui ont fait la Révolution, mais il le fait dans un sens progressif et non réactionnaire. La contre-révolution a également changé de visage : en 1806, elle n'est plus celle que Constant accusait sous le Directoire. Un grand nombre d'émigrés sont rentrés depuis le Consulat, ils s'accrochent assez bien d'un régime qui tente de singer l'absolutisme louis-quatorzien. Constant intervient auprès des écrivains, des intellectuels pour leur présenter une explication de la Révolution qui corresponde aux aspirations et aux idéaux de 1789 et qui rassure l'opinion modérée. Entre ses premières brochures et son traité, les intentions sont restées les mêmes, seule la manière de les formuler s'est adaptée aux circonstances différentes.

En réduisant les caractéristiques principales des *Principes de politique* aux trois thèmes traités dans ce chapitre, nous avons surtout voulu situer cet ouvrage dans la perspective propre à son auteur au moment même où il le compose. Bien des commentateurs ont jugé l'œuvre politique de Constant seulement à partir des textes publiés sous la Restauration.⁸⁶ Or il n'est pas possible d'analyser de la même manière des passages souvent identiques dans la forme mais dont la portée et la signification ont changé du fait de leur déplacement.⁸⁷ C'est pourquoi, en présentant pour la première fois intégralement le principal traité de Constant, il était nécessaire d'insister sur ce qui en fait l'originalité et quel en était le caractère intrinsèque.

⁸⁶ C'est le cas pour les articles cités de Simone Goyard-Fabre et de Giuseppe Acocella, qui connaissent l'existence des manuscrits de 1810, mais qui les emploient seulement de façon subsidiaire.

⁸⁷ Voir le Ch. précédent sur la méthode de travail de Benjamin.

Chapitre III

REMARQUES SUR QUELQUES THÈMES CENTRAUX DES « PRINCIPES DE POLITIQUE »

Oeuvre culminante, sans conteste, dans l'évolution de la pensée de leur auteur, les *Principes de politique* ne sont pas avares de problèmes et de questions à poser au philosophe comme à l'historien des idées. On comprendra qu'il n'est pas possible de tous les résoudre dans ce qui n'est qu'une présentation générale d'un texte inédit. C'est pourquoi nous nous bornons à rappeler quels sont les thèmes essentiels de ce traité, ceux qui forment le substrat d'une conception globale de la vie en société. Il ne s'agit pas tellement de faire l'étude comparative de certains aspects de la pensée constantienne ni de dire ce qu'elle contient d'original ou, au contraire, ce qu'elle doit à d'autres écrivains ; mais il convient surtout de montrer de quelle manière Constant met en place un système, quelles en sont les bases, les éléments primordiaux, qui donnent à sa démarche et à tous ses raisonnements une marque particulière.

Mais dans quel ordre présenter ces différents thèmes ? Il est délicat de se substituer à l'auteur lui-même et de privilégier ce qui lui semblait aller de soi et qui nous paraît important simplement parce que le recul nous le fait apercevoir dans une perspective différente. Au reste, l'image qui s'impose, lorsqu'on considère l'ensemble du système des valeurs constantien, c'est celle d'un cercle et non d'une droite ; si bien qu'il n'y a pas à proprement parler de point de départ, ni d'arrivée : il faut pénétrer une fois dans le cheminement de ses idées, « parcourir le cercle », selon l'expression qu'il emploie parfois,¹ pour en comprendre toute la logique interne.

Cependant, pour que le choix que nous proposons ne paraisse pas trop arbitraire ou trop fantaisiste, nous commencerons par exposer quelques concepts fondamentaux de la pensée de Benjamin, qui ne concernent donc pas uniquement ses idées politiques ; ceci permettra d'aborder ces dernières en les incorporant dans un ensemble logique plus vaste et nous verrons ainsi que ces thèmes se

¹ Cf. par exemple *Principes de politique*, p. 21, l. 7, p. 147, l. 36, et p. 488, l. 27.

structurent et s'articulent parfaitement les uns par rapport aux autres.

En rédigeant ce chapitre, nous avons voulu servir de guide au lecteur des *Principes de politique* et plutôt que de lui résumer l'ouvrage, nous avons évidemment préféré lui désigner d'avance les passages qui méritent une attention toute spéciale, indiquer quels sont les jalons et les carrefours principaux de cette œuvre et relever surtout les récurrences les plus marquantes ; il y a des mots qui reviennent souvent sous la plume de Constant et ces termes, qu'il emploie de préférence et qu'il répète, sont gros de significations sous leur apparente banalité. Ainsi, *chaîne*, *but*, *moyen*, *limite*, *garantie*, *repos*, *bonheur* et d'autres synonymes moins fréquents ne doivent pas laisser indifférent. C'est un type de vocabulaire qui a ses résonances propres et qui est digne d'être remarqué. Autour de ces expressions s'organise le système de pensée de notre auteur. Il fallait donc retrouver le fil conducteur entre toutes ces notions souvent éparses dans l'ouvrage, puis regrouper celles-ci, de façon à mieux faire sentir leur importance et pour assurer une meilleure compréhension du discours de Constant. En lisant les *Principes de politique*, le lecteur découvrira d'autres aspects intéressants : la richesse d'un tel traité l'y invitera. Mais du moins aurons-nous fourni l'essentiel.

I. — *La structure en chaîne des phénomènes et l'idée de nature*

Les *Principes de politique* ne développent aucune théorie sur « l'enchaînement des idées », ainsi que Constant l'avait fait brièvement dans *Des réactions politiques*² ; mais son livre est parsemé de réflexions à ce sujet : l'image de la chaîne, la vision des principes disposés en anneaux solidaires les uns des autres s'imposent à son lecteur avec une telle insistance que cette conception de la nature des choses apparaît bien comme une des pièces maîtresses de son système.

Il y a une expression qui, à ce propos, revient très souvent chez Constant et qui exprime parfaitement ce que celui-ci veut dire : *tout se tient* : « Tout se tient dans nos associations nombreuses » (p. 100) ; « toutes les facultés de l'homme se tiennent » (p. 147) ; puis surtout dans cette citation :

Plus il [l'homme] réfléchit, plus il s'aperçoit que toutes ses pensées se tiennent, qu'elles forment une chaîne indissoluble,

² *Des réactions politiques*, Ch. 8. Cf. ci-dessus notre Première Partie, Ch. 2, pp. 141-145.

qu'il est impossible d'en briser ou d'en soustraire arbitrairement un seul anneau (p. 357).

De par le fait qu'il vit en société, dans des « associations nombreuses », l'homme est inclus dans un réseau serré et complexe de relations diverses — relations d'autorité, de parenté, d'amitié, de travail, etc.³ — qui font que ses actions et son comportement ne sont jamais totalement indépendants, mais participent au contraire de cet enchevêtrement des rapports humains. Cette absence de cloisonnement, ces interférences nécessaires ne s'observent pas seulement dans la vie concrète et dans la réalité quotidienne, mais encore et surtout au niveau des idées, qui forment entre elles un tissu, un système logique et cohérent. Dans la dernière citation, Constant parlait précisément de « chaîne indissoluble ». Cette métaphore est réutilisée, lorsque l'auteur aborde la distinction classique entre *erreur* et *vérité* :

La raison est une faculté qui se perfectionne ou se détériore. En imposant à l'homme une erreur, vous détériorez en lui cette faculté. Vous brisez la chaîne de ses idées. Qui vous garantit que cette chaîne ne se brisera pas de nouveau, quand il s'agira d'appliquer l'erreur que vous lui aurez inculquée ? S'il était accordé à l'homme d'intervertir une seule fois l'ordre des saisons, quelque avantage qu'il pût retirer de ce privilège dans une circonstance particulière, il n'en éprouverait pas moins un désavantage incalculable, en ce qu'il ne pourrait plus dans la suite se reposer sur la succession uniforme et l'invariable régularité qui sert de base à ses travaux (p. 359).⁴

Cette comparaison avec l'ordre des saisons fait intervenir une composante essentielle de la théorie de Constant : la *nature*. En effet, Benjamin admet que cette articulation des idées entre elles procède de la nature des choses : « Il en est de la nature morale, comme de la nature physique » (*ibid.*). Bien que nous ne trouvions guère chez lui de références cosmologiques, il est clair que, dans sa pensée, les phénomènes « moraux » ou sociaux se combinent ou évoluent avec la même régularité, la même harmonie et selon les mêmes lois que celles du monde physique :

Rien n'est isolé dans la nature (p. 430).

Rien dans la nature n'est indifférent suivant le sens rigoureux de cette expression. Tout a sa cause, tout a ses effets. Tout

³ « Mille liens nous unissent à nos semblables et l'égoïsme le plus inquiet ne parvient pas à les briser tous. » *Principes de politique*, p. 98.

⁴ Il faut remarquer que ce processus corrosif et destructeur des erreurs avait déjà été décrit au Ch. 7 de *De la force du gouvernement*. En outre la dernière phrase de la citation sera reprise dans les *Additions*, p. 539.

a des résultats ou réels ou possibles, tout peut être utile, tout peut être dangereux (p. 67).

La nature en créant l'homme n'a pas consulté l'autorité. Elle a voulu que toutes nos facultés eussent entre elles une liaison intime et qu'aucune ne pût être limitée, sans que les autres s'en ressentissent (p. 144).

Les erreurs que vous appelez utiles nécessitent une série d'idées différentes de l'enchaînement auquel nous destinait la nature (p. 360).

Cet échantillonnage permet de constater l'insistance avec laquelle l'auteur revient sur ce thème favori. L'on sent bien aussi cette construction, créée par la nature, n'autorise aucun défaut, aucune faille ; la chaîne ne tolère pas de solution de continuité ; son intégrité garantit la bonne marche de la machine. Ainsi, en va-t-il de même pour la liberté, qui apparaît elle aussi comme un assemblage cohérent, dont chaque partie est nécessaire au fonctionnement du tout :

Les hommes voudraient transiger avec la liberté, sortir de son cercle pour un jour, pour un obstacle, pour un individu, pour un objet déterminé et rentrer ensuite dans l'ordre. Ils voudraient la garantie de la règle et les succès de l'exception. La nature s'y oppose. Le système de la liberté est complet et régulier. Une seule déviation le détruit, comme dans un calcul arithmétique, l'erreur d'un chiffre ou de mille fausse également le résultat (pp. 494-495).⁵

La liberté est donc présentée comme un ensemble ordonné, presque compact, d'où tout arbitraire et toute fantaisie sont bannis ; les différents rouages tournent, comme l'évoque la dernière image, avec une précision mathématique. La nature apparaît alors comme toute-puissante ; l'homme ne peut qu'observer ses enseignements et se conformer docilement au rythme de son évolution progressive. Aller contre ce courant ou vouloir le devancer ne peut aboutir qu'à des catastrophes. Ainsi, par exemple, les révolutions qui dépassent le but qu'elles s'étaient fixé à l'origine « brisent l'enchaînement régulier des causes et des effets ; elles séparent leurs actions de leurs suites naturelles, elles rompent tout équilibre entre les obligations et les sacrifices » p. 499). Cette idée, on s'en souvient, était déjà exposée au début de *Des réactions politiques*, où Constant prouvait que l'unique rôle des révolutions était de ramener les institutions aux niveaux des idées.

Il faut donc admettre que le « système de la liberté » décrit (on

⁵ Le même passage se retrouve, dans un style différent, dans Mme de Staël, *Des circonstances actuelles*, éd. cit., p. 147.

pourrait dire mis au point) par Constant, ne ressemble pas à une sorte d'élan spontané et vengeur de l'opprimé contre le despotisme, mais plutôt à une *mécanique*, qui fait partie intégrante d'un ordre naturel et universel. L'auteur insiste sur cet aspect, parce que pour beaucoup de ses contemporains, victimes ou contempteurs de la Révolution, le mot de liberté est resté longtemps synonyme de désordre et d'anarchie. Il est nécessaire alors de montrer qu'il n'en est rien et que la liberté n'est pas une vague aspiration désordonnée, mais une élaboration structurée et conforme à cette idée de nature telle que se la représentent les héritiers du siècle des lumières. En outre, Constant est lui-même trop à la recherche de la stabilité et de l'équilibre, pour échafauder une théorie qui repose sur autre chose que l'ordre et la mesure universels.

Sans doute, selon cette doctrine, l'homme n'est pas libre dans l'absolu : il ne peut pas infléchir, de sa volonté, le cours des choses ; il ne lui appartient évidemment pas d'intervenir sur sa propre destinée. Celle-ci suit une route tracée d'avance et qui conduit l'espèce vers une perfection toujours croissante. L'individu, un groupe ou une classe déterminée ne peuvent rien contre ce cheminement progressif.

Mais si l'homme demeure soumis à ce mouvement général, qui échappe à son libre arbitre et qu'il ne saurait contrecarrer sans risque pour son bonheur, il doit néanmoins envisager cette condition avec confiance et optimisme : la nature n'est pas tyrannique, mais providentielle ; sa marche lente et régulière lui confère, malgré quelques écarts passagers, une figure toute rassurante :

Il existe dans la nature une force réparatrice. Tout ce qui est naturel porte son remède avec soi. Ce qui est factice, au contraire, a des inconvénients au moins aussi grands et la nature ne fournit pas le remède (p. 51).

Et à ceux qui objecteraient que la nature est souvent dévastatrice, Constant réplique :

La nature n'est pas prodigue de ses rigueurs. Si l'on comparait le nombre des disettes qui ont été le résultat d'années véritablement mauvaises, avec celui des disettes occasionnées par les règlements, on se réjouirait du peu de mal qui nous vient de la nature et l'on frémirait du mal qui nous vient des hommes (p. 294).

La nature a mis le remède à côté de tous les maux qui viennent d'elle. Elle a doué l'homme d'une faculté qui paraît de l'insouciance ou de l'imprévoyance et qui dans le fait est de la raison. Il sent que les inconvénients qui naissent de la nature ne se renouvellent qu'à des époques éloignées l'une de l'autre, tandis que ceux qui naissent du caprice de ses semblables pèsent à chaque instant sur lui (p. 316).

A cette mécanique bien réglée et sûre, qui corrige automatiquement ses erreurs, Constant oppose le « factice » ou le « caprice » des hommes, c'est-à-dire l'interventionnisme intempestif du pouvoir. Nous avons déjà cité cette phrase, presque une boutade : « La nature, en créant l'homme, n'a pas consulté l'autorité » (p. 144). Et plus l'autorité s'accroît, plus elle entre en contradiction avec la nature :

Comme tout dans la nature tend à s'affranchir du despotisme, le despotisme ne peut rien permettre, il ne peut rien laisser de libre dans la nature (p. 288).

La nature est donc un guide précieux et fidèle, tandis que le pouvoir est perçu comme un gêneur, qui vient déranger ses plans pour le malheur de l'humanité. On comprend bien pourquoi Constant a été séduit par les démonstrations d'Adam Smith et de Jean-Baptiste Say, qui tous deux manifestent une confiance totale dans les vues de la providence et qui se méfient des règlements étatiques considérés comme des grains de sable grippant les rouages d'une machine. L'automatisme des lois du marché, par exemple, semblait à Benjamin aussi fiable et aussi universel que les grands principes qui gèrent le monde physique. Dans ce cas aussi, nul besoin d'intervention inopportune, il suffit de laisser faire.

La doctrine de Constant reposerait-elle, en fin de compte, sur un fatalisme assez commun ? Ne proposerait-il rien d'autre que d'attendre passivement que tout se règle selon un déterminisme providentiel ? Ou pourrait-on encore rapprocher sa conception de la nature souveraine et fondamentalement bienfaisante, de son attitude religieuse lors de sa crise piétiste des années 1807-1808 ? Dans l'un comme dans l'autre cas, on pourrait admettre en effet qu'il penche pour un abandon réconfortant aux bons soins d'une volonté supérieure.

Il ne faudrait pas toutefois pousser trop loin la comparaison. Constant a toujours réclamé pour l'homme une conscience libre, aux aguets et attentive à tous les empiètements de l'autorité. Cette tâche de gardien, dévolue surtout à l'intellectuel et à l'écrivain, demande un courage et une volonté qui ne se retrouvent guère chez celui qui se laisse balloter sans réagir par le tumulte des événements. Cette confiance dans la nature ordonnée et régulière ne le dispense pas, bien au contraire, de veiller à ce que cet ordre ne soit pas troublé inopinément par une autorité abusive, car « non seulement tous les abus se tiennent, mais tous les abus tiennent à toutes les idées. L'ébranlement se communique d'un bout à l'autre de la chaîne immense » (p. 488). Une seule intervention malencontreuse boule-

verse ainsi tout l'édifice, se répercute dans toutes les parties, comme lorsqu'on souffle sur des capucins de cartes.

L'on saisit mieux aussi pourquoi Constant n'a jamais eu une admiration démesurée à l'égard des bâtisseurs d'empire et des grands capitaines, censés avoir changé le cours de l'Histoire ; les César, les Charlemagne et les Napoléon ne sont point forcément des exemples à suivre : soit ils sont venus à point nommé et leur œuvre n'a fait que se conformer à l'évolution naturelle de la destinée ; soit ils ont voulu précipiter le cours des événements et ils n'ont provoqué que les malheurs. Mais en aucun cas, pour Constant, une civilisation ne peut avancer grâce à l'impulsion unique d'un chef d'Etat. Du moins, ce qui était concevable pour les peuples antiques, ne l'est plus de nos jours : « Plus de Lycurgue, plus de Numa, plus de Mahomet » (p. 434). Il y aurait beaucoup à dire, à partir de là, sur la conception de l'histoire chez Constant. Remarquons seulement que cette discipline n'apparaît jamais comme le simple recensement des *res gestae*, mais elle doit analyser dans quelle mesure l'action du pouvoir est en symbiose avec l'idéologie dominante ou si l'autorité a outrepassé ses fonctions légitimes. Ce que Benjamin dit à Huber et à Sismondi à propos de son projet d'« Histoire de Frédéric II » est très éclairant à cet égard⁶ ; de même, l'ensemble des *Principes de politique* est également une recherche systématique des exemples historiques confirmant que les initiatives des gouvernants sont souvent nuisibles, parce qu'elles bousculent un rythme et un équilibre naturels.

On voit ainsi comment Constant en arrive à admettre que l'autorité est par essence contre nature : il y a nécessairement dans tout pouvoir une volonté d'action (à quoi servirait sinon d'en être revêtu, si l'on ne pouvait pas en user ?) et si cette volonté n'est pas strictement canalisée et limitée, elle risque inévitablement d'entrer en conflit avec le mouvement général des idées, dont l'enchaînement et l'évolution progressive modèlent la destinée humaine.

II. — La différence entre les anciens et les modernes

La notion de perfectibilité est partout présente dans l'œuvre de Constant. Les *Principes de politique* en sont comme imprégnés et s'ils ne développent pas cette question dans un chapitre particulier, l'idée apparaît en transparence tout au long de l'ouvrage. Constant d'ailleurs avait songé à traiter ce sujet dans une étude séparée, comme le prouvent les *Fragments d'un essai sur la perfectibilité de*

⁶ Cf. ci-dessus, Première Partie, Ch. 3, p. 226 et n. 130.

l'espèce humaine.⁷ Toutefois l'auteur a estimé nécessaire, dans son livre de 1806, de parler d'un problème qui est étroitement lié à celui de la marche de l'espèce humaine : les différences entre la civilisation gréco-romaine et celle de son temps. Pour lui, comme pour Mme de Staël ou les rédacteurs de la *Décade*, par exemple, il ne faisait pas de doute que l'homme avait progressé depuis près de deux millénaires ; ces écrivains ne s'accordaient pas seulement pour admettre que les connaissances avaient évolué, que les conditions matérielles de l'existence avaient changé (et étaient sur le point d'être bouleversées par la révolution industrielle),⁸ mais ils pensaient encore que l'univers moral et mental des populations n'était plus le même et que les modes de pensées, les conceptions générales de la vie sociale étaient foncièrement et irréversiblement modifiés.

Ces considérations, qui pourraient aujourd'hui passer pour banales, n'étaient pas admises sans restrictions ni débats du temps de Benjamin Constant. Il n'y a qu'à penser, entre autres réactions significatives, aux critiques que suscita en 1800 le livre de Mme de Staël *De la littérature*.⁹ Cette défense de l'idée de la perfectibilité a, de façon symptomatique, provoqué une cabale dans les milieux proches du pouvoir consulaire. Le clivage philosophique entre adeptes et adversaires de cette théorie devenait *ipso facto* politique : ceux qui allaient se présenter comme les opposants à Bonaparte et à son régime étaient pour ainsi dire les mêmes qui avaient adopté les raisonnements de Mme de Staël : en gros et à quelques nuances près, le clan des Idéologues et le Groupe de Coppet. Ainsi, sans entrer dans les détails de cette controverse idéologique, qui dépasse largement le cadre de ce travail, on retrouve d'un côté les journalistes du *Mercure de France* et du *Journal des Débats*, des publicistes comme Ferrand et Molé et de l'autre côté, faibles et désarmés en face de ces soutiens du régime napoléonien, Mme de Staël et ses amis. C'est un peu, transposée sur un autre plan, l'ancienne querelle littéraire et philosophique du grand siècle entre les anciens et les modernes.

Benjamin a consacré tout le seizième livre de son traité à énumérer les principales différences entre l'antiquité et le monde moderne.¹⁰ Ce faisant, il revient sur un point que nous avons déjà ex-

⁷ Cf. *ibid.*, Ch. 2, p. 176 et n. 242.

⁸ Constant lui-même n'était pas encore conscient des conséquences de l'introduction du machinisme sur la vie économique et sociale ; cette question mériterait toutefois une étude approfondie.

⁹ Voir à ce sujet Simone Balaye, *Madame de Staël. Lumières et liberté*, Paris, Klincksieck, 1979, Ch. 3, *L'écrivain et le pouvoir*.

¹⁰ A cela il faut encore ajouter quelques réflexions éparées ; ainsi, sur la propriété dans l'antiquité, pp. 207-209 ; sur le revenu et le crédit public

pliqué dans le chapitre précédent, à savoir sa critique de quelques écrivains du XVIII^e siècle d'une part et de certains contemporains d'autre part. En effet, il ne leur reproche pas seulement d'avoir oublié, dans leur théorie, de fixer des bornes à l'autorité souveraine, mais encore de s'être trop servilement inspirés des modèles antiques. Sans doute Constant admet-il volontiers que l'admiration pour les Grecs et les Romains est légitime ; il avoue en effet :

L'on ne relit pas, même aujourd'hui, les belles pages de l'antiquité, l'on ne retrace point les actions de ses grands hommes, sans ressentir je ne sais quelle émotion d'un genre profond et particulier, que ne fait éprouver rien de ce qui est moderne. Les vieux éléments d'une nature antérieure pour ainsi dire à la nôtre semblent se réveiller en nous à ces souvenirs. Il est difficile de ne pas regretter ces temps, où les facultés de l'homme se développaient dans une direction tracée d'avance, mais dans un champ si vaste, tellement fortes de leurs propres forces et avec un tel sentiment d'énergie et de dignité [...] (p. 419).

Mais en concédant ainsi le fait que ces époques reculées sont dignes d'admiration, il prévient que l'on ne peut « puiser chez les anciens » (p. 420) des exemples, sans quelques précautions et sans reconnaître d'abord tout ce qui nous sépare de ces peuples. Cet avertissement s'adresse d'ailleurs à toute sa génération, imbibée de culture antique : l'art, l'architecture, la décoration, le nom des institutions, le vocabulaire et le style des écrits et des discours, etc., l'inspiration en un mot était presque partout conforme au modèle grec et surtout romain. Et comme ces deux peuples avaient vécu une grande partie de leur histoire sous un régime républicain, il était naturel que l'on se tournât vers ces sortes de démocraties types, afin d'en tirer le plus possible d'exemples et d'enseignements pour la conduite de l'Etat moderne. Mais, selon Constant, cet engouement s'est vite mué en imitation inconsidérée, ce qui n'a eu pour résultat que de confondre les notions les plus élémentaires. Celle de liberté, en particulier, ne peut être définie à partir des institutions de la Cité antique ; Constant a démontré, avec beaucoup de pertinence, tout ce qui sépare la liberté *politique* des anciens de l'idéal de liberté *civile* des modernes. A cause des différences géographiques, économiques, sociales et culturelles — comme il l'expose dans les chapitres 2 à 6 du Livre XVI — les anciennes civilisations gréco-latines n'ont jamais eu une conception de la liberté qui soit compatible avec les mœurs, les habitudes et les modes de pensées des modernes :

chez les anciens, p. 242, note F ; sur la pauvreté et la richesse, p. 222 ; sur les privilèges, pp. 227-228. C'est effectivement une idée-force qui revient constamment sous sa plume.

La liberté des temps anciens était tout ce qui assurait aux citoyens la plus grande part dans l'exercice du pouvoir social. La liberté des temps modernes, c'est tout ce qui garantit l'indépendance des citoyens contre le pouvoir. Les anciens par leur caractère avaient surtout besoin d'action et le besoin d'action se concilie très bien avec une grande extension de l'autorité sociale. Les modernes ont besoin de repos et de jouissances. Le repos ne se trouve que dans un petit nombre de lois qui empêchent qu'il ne soit troublé, les jouissances dans une grande liberté individuelle. Toute législation qui exige le sacrifice de ces jouissances est incompatible avec l'état actuel de l'espèce humaine (p. 432).

Ce qui est intéressant dans la démonstration de Constant c'est de voir qu'il ne s'est pas laissé abuser par des analogies trompeuses entre des institutions, dont les différences avaient échappé à de nombreux contemporains. L'historien chez lui se double d'un sociologue : la liberté d'un peuple ne se définit pas seulement en fonction des formes positives qu'il lui donne, mais surtout en fonction de ses aspirations profondes et de ses idéaux ; c'est pourquoi Constant insiste sur le « caractère », c'est-à-dire sur les mentalités collectives différentes entre une civilisation et une autre. Ce « caractère » dépend à son tour des conditions économiques et politiques, des traditions et des mœurs ; on retrouve ici implicitement l'image de la chaîne chère à Constant.

Mais ses remarques assez ingénieuses et originales¹¹ sont surtout importantes parce qu'elles inscrivent le « système de la liberté » dans le déroulement inéluctable de l'Histoire. Constant affirme en effet que l'homme, après être passé par les âges de la barbarie, de la théocratie et des privilèges du monde féodal, est arrivé actuellement à l'ère de la liberté. Ne pas comprendre cette évolution graduelle ou « prétendre aujourd'hui consoler les hommes par la liberté politique de la perte de la liberté civile, c'est marcher en sens inverse du génie actuel de l'espèce humaine » (p. 435). Ainsi, la défense de la liberté n'est pas simplement une révolte sporadique de l'opprimé, à l'instar d'un Spartacus ou d'un Jacques, mais une revendication qui vient à son heure, qui fait partie d'un mouvement

¹¹ On trouve cependant déjà dans *Des circonstances actuelles* de Mme de Staël un passage sur la différence entre les anciens et les modernes (*éd. cit.*, pp. 109-112) et c'est là que Constant a trouvé cette formule : « La liberté des temps actuels, c'est tout ce qui garantit l'indépendance des citoyens contre le pouvoir du gouvernement. La liberté des temps anciens, c'est tout ce qui assurait aux citoyens la plus grande part dans l'exercice du pouvoir. » Constant avait recopié ce passage dans sa « copie partielle » de *Des circonstances actuelles* (BCU, Fds Ct II, 34/5, pp. 19-27). On comparera avec ce qu'il dit dans les *Principes de politique*, p. 432, cf. ci-dessus, l. 1-4.

général et inévitable des sociétés. Celui qui lutte contre le dynamisme de ce courant se situe en quelque sorte hors de l'Histoire. Cette théorie permet à Constant de jeter, à sa façon, l'anathème sur ses adversaires ; il les exclut, pourrait-on dire, de la communauté de ceux qui naviguent dans le sens voulu par la force des choses. Il condamne ainsi à la fois ceux qui, comme Mably ou plus tard les Jacobins, veulent une république à la mode antique en sacrifiant la liberté civile à la liberté politique, et les réactionnaires qui, « parce que les anciens ont été libres, [...] concluent que nous sommes destinés à être esclaves » (p. 436).

Ce que Constant reproche à Mably, c'est d'avoir « entraîné l'opinion » (p. 438) dans cette confusion entre liberté politique et liberté civile. Cette influence a eu, selon lui, des conséquences funestes, que nous avons déjà eu l'occasion d'observer :

Lorsque le flot des événements porta, durant la Révolution française, à la tête des affaires des hommes qui avaient adopté la philosophie comme un préjugé, ces hommes crurent pouvoir exercer la force publique, comme ils la voyaient exercée dans les Etats libres de l'antiquité. Ils crurent que tout devait encore aujourd'hui céder devant l'autorité collective, que la morale privée devait se taire devant l'intérêt public, que tous les attentats contre la liberté civile seraient réparés par la jouissance de la liberté politique dans sa plus grande étendue [...] Les grands sacrifices, les actes de dévouement, les victoires remportées en Grèce et à Rome par le patriotisme sur les affections naturelles servirent parmi nous de prétexte au déchaînement plus effréné des passions particulières (p. 438).

Nous n'insisterons pas davantage sur cette critique des prédécesseurs et des contemporains, puisqu'elle a fait l'objet d'une partie du chapitre précédent. La lecture de Mably par Constant n'est d'ailleurs pas sans poser quelques problèmes délicats, car on ne sait pas toujours quelles étaient les sources de l'auteur des *Principes de politique*.¹² L'interprétation de la pensée de Mably n'est donc pas dénuée de parti pris.¹³ De même que Constant a réduit Rousseau presque au seul énoncé de l'aliénation totale des droits individuels, il ne voit chez Mably qu'une parodie grossière de l'antiquité et un goût bizarre pour tout ce qui contrarie la liberté :

A peine, apercevait-il, n'importe chez quel peuple, une mesure vexatoire, qu'il pensait avoir fait une découverte et qu'il la

¹² Cf. l'édition des *Principes de politique*, p. 450, n. 109.

¹³ Voir en particulier l'article déjà cité de Patrice Thompson, Constant et les vertus révolutionnaires. Toutefois, nous ne partageons pas entièrement l'opinion de ce critique, lorsqu'il présente l'attitude de Constant face à Mably ou Rousseau comme due à une sorte de conformisme petit-bourgeois apery par le jacobinisme.

proposait pour modèle. Ce qu'il détestait le plus, c'était la liberté individuelle et, lorsqu'il rencontrait une nation qui en était bien complètement privée, il ne pouvait s'empêcher de l'admirer, lors même qu'elle n'avait point de liberté politique (pp. 438-439).

Le portrait est certes caricatural, mais il faut dire, à la décharge de Constant, que Mably était à cette époque très souvent cité comme une autorité incontestée¹⁴ ; cela explique en partie le ton adopté par Benjamin.

Les différences qu'il observe entre les anciens et les modernes donnent à Constant l'occasion de s'en prendre à un adversaire autrement plus redoutable que les écrivains qui le servent : Napoléon. Des allusions directes à l'Empereur sont rares dans les *Principes de politique* ; l'auteur n'a jamais publié son ouvrage, qui lui aurait tout de même valu des représailles sévères. Mais on devine aussi à quel point ces flèches devaient être goûtées du petit cercle d'intimes de Coppet ou d'Auxerre, lorsque Benjamin en faisait la lecture.

Ainsi, par exemple, quand Constant veut prouver que « tout est aujourd'hui calculé pour la paix » et que la « tendance uniforme [de l'humanité] est vers la paix » (p. 457), il est obligé d'admettre, non sans ironie :

L'on se bat encore aujourd'hui. Les hommes puissants s'éclairent communément plus tard que ceux qu'ils régissent. Ils font tourner leur jouissance au profit de leurs préjugés. La guerre est encore quelquefois la passion des gouvernants, mais elle n'est plus la passion des gouvernés (p. 422).

Malgré l'emploi du pluriel (« les hommes puissants », les « gouvernants ») qui pourrait désigner l'ensemble des souverains du moment, ou du moins ceux qui sont en guerre, il ne fait pas de doute que la remarque vise un chef d'Etat particulièrement belliqueux et annexionniste. En outre, la guerre n'apparaît que comme un caprice d'autocrate qui ne se soucie pas des intérêts de son peuple. Plus loin, Constant présente encore cette manie guerrière comme tout à fait anachronique :

Un gouvernement qui parlerait aujourd'hui de la gloire militaire comme but, méconnaîtrait ou mépriseraient l'esprit des nations et celui de l'époque. Il se tromperait d'un millier d'années ; et lors même qu'il réussirait d'abord, il serait curieux de voir qui gagnerait cette étrange gageure, de notre siècle ou de ce gouvernement (p. 423).

¹⁴ Voir Ephraïm Harpaz, Mably et la postérité, *Revue des sciences humaines*, 1954, pp. 25-40, et surtout du même, Mably et ses contemporains, *ibid.*, 1955, pp. 351-366.

La concession « lors même qu'il réussirait d'abord » prouve encore une fois que Constant songe bien ici à l'Empire français triomphant de tous ses ennemis. Ailleurs encore, alors qu'il évoque l'antagonisme entre Rome la guerrière et Carthage la commerçante, l'allusion à la rivalité franco-anglaise transparait clairement :

Les nations commerçantes étaient autrefois toujours subjuguées par les peuples guerriers. Elles leur résistent aujourd'hui avec avantage. Carthage luttant contre Rome dans l'antiquité devait succomber ; elle avait contre elle la force des choses. Mais si la lutte s'établissait maintenant entre Rome et Carthage, Carthage aurait pour elle les vœux de tous les peuples ; elle aurait pour alliés l'esprit et les mœurs du siècle (p. 427).

Enfin, toujours dans le même ordre d'idées, qui ne reconnaîtrait pas les ambitions de Napoléon derrière ce trait ?

Aujourd'hui, l'état des choses étant essentiellement pacifique, ce qu'on demande aux gouvernants, c'est de la modération et de la justice ; et quand ils nous prodiguent de grands spectacles et de l'héroïsme et des créations et des destructions sans nombre, on serait tenté de leur répondre : le moindre grain de bonté serait bien mieux notre affaire (p. 435).¹⁵

Ce que Constant a donc voulu démontrer c'est que le système de la liberté est foncièrement opposé à celui du despotisme, par le fait même que le premier se place normalement dans la marche de l'espèce humaine, tandis que l'autre est révolu et nécessairement voué à l'échec. L'auteur met en quelque sorte le Temps, l'Histoire, l'Evolution de l'espèce dans son propre camp et il faut reconnaître que cette conviction donne un poids considérable à son argumentation. Le libéralisme qu'il instaure a donc une solide base doctrinale ; il n'est en rien opportuniste et l'on pourrait même déceler un certain messianisme dans cette annonce d'une ère de la liberté, désormais arrivée et qui règnera envers et contre toute autre force qu'on lui opposerait.¹⁶

¹⁵ A propos du « mouvement factice », de l'« agitation artificielle » et du goût des gouvernements pour les « choses extraordinaires », il faut lire les *Principes de politique*, pp. 148-149 ; c'est encore un endroit où apparaît clairement l'allusion à l'Empire napoléonien.

¹⁶ Une illustration typique de cette conviction profonde d'une victoire inéluctable de la liberté figure à la p. 101 des *Principes de politique* : « La haine de l'oppression, soit au nom d'un seul, soit au nom de tous, s'est transmise d'âge en âge, sous le despotisme qui variait ses formes. L'avenir ne trahira pas cette belle cause. Il restera toujours de ces hommes pour qui la justice est une passion, la défense du faible un besoin. La nature a voulu cette succession. Nul n'a jamais pu l'interrompre ; nul n'aura jamais ce pouvoir. Ces hommes céderont toujours à cette impulsion magnanime. Beaucoup

III. — *Les buts et les moyens*

Après avoir examiné brièvement, dans les sections précédentes, ce qu'étaient les principes fondamentaux sur lesquels reposait le libéralisme constantien, il faut aborder dès maintenant des aspects plus directement politiques de sa pensée.

Pour commencer, nous étudierons ce qu'on pourrait appeler son instrument d'analyse des institutions politiques : les notions de *buts* et de *moyens*. C'est en effet le recours à ces concepts simples qui lui permet, devant n'importe quelle situation donnée, de juger si tel gouvernement est oppressif ou si les individus sont au contraire libres d'agir selon leurs intérêts, leurs goûts et leurs habitudes, sans d'autre entrave que la liberté même d'autrui. Constant s'est expliqué fort clairement à ce sujet et il vaut la peine de citer quelques passages intéressants :

La théorie de l'autorité se compose de deux termes de comparaison, utilité du but, nature des moyens. Si l'on ne considère que le premier de ces termes, on se trompe. Car l'on ne fait pas entrer en ligne de compte la pression que ces moyens exercent, les obstacles qu'ils rencontrent et par conséquent le danger et le malheur des frottements. On peut alors faire un grand étalage des avantages que l'on se propose d'obtenir. Tant que l'on décrit ces avantages, on trouve le but merveilleux et le système inattaquable. Il n'existe aucun despotisme dans le monde, quelque inepte qu'il soit dans ses plans et quelque oppressif dans ses mesures, qui ne sache alléguer un but abstrait, plausible et désirable. Mais si ce but est impossible à atteindre ou si l'on ne peut y arriver que par des moyens qui fassent un mal plus grand que le bien auquel on aspire, l'on aura prodigué en vain beaucoup d'éloquence, on se sera soumis gratuitement à beaucoup de vexations (pp. 76-77).

Plus loin, il suggère comme méthode de « comparer les moyens que l'autorité sociale emploie lorsqu'elle franchit les bornes indispensables avec le but qu'elle doit se proposer, examiner si elle atteint le but et juger enfin si ce but, fût-il atteint, est une indemnité suffisante pour le résultat moral des moyens mis en usage pour y parvenir » (p. 79). Mais l'on perçoit très bien où veut nous conduire Constant : puisque le but des associations modernes est le « repos » et la tranquillité publique, nul besoin de moyens disproportionnés ; rien n'obligera jamais l'autorité à franchir ces « bornes indispensables ». Constant désire prouver à son lecteur que, puisque chaque

souffriront, beaucoup périront peut-être, mais la terre à laquelle ira se mêler leur cendre sera soulevée par cette cendre et s'ouvrira tôt ou tard. » Il y a là incontestablement une sorte de message prophétique et évangélique aux opprimés de tous les temps auxquels l'auteur s'adresse.

mesure vexatoire de la part du pouvoir n'est en fait jamais compensée par le but que l'on veut atteindre, autant admettre tout de suite que cet objectif est soit erroné, soit trop lointain pour être acquis sans préjudice pour l'individu. Les exemples de ce raisonnement *a contrario* abondent dans les *Principes de politique* et l'on peut même dire que ce livre est la réponse positive à cette question :

Les moyens qui sont entre les mains des gouvernements ne produisent-ils pas, lorsqu'ils sont employés sous le vague prétexte de l'utilité, un mal supérieur au bien que les gouvernements se proposent d'atteindre ? (p. 76).

Ainsi en est-il de la guerre, qui n'est plus comme chez les anciens un but, mais qui est devenue un moyen trop onéreux pour les nations modernes.¹⁷ De même les coups d'Etat, les mesures illégales sont jugés selon ce même critère :

Permettre à la société, c'est-à-dire aux dépositaires du pouvoir social, de violer les formes, c'est sacrifier le but même que l'on se propose aux moyens que l'on emploie (p. 109).

Et plus loin, il insiste encore presque dans les mêmes termes :

Toutes les fois que pour atteindre un but, il faut une violation des formes, il est à craindre que le but ne soit dépassé par ce seul effort (p. 118).

Peu importe que le but prévu soit utile ou non. Constant le montre bien à propos des lois sur le commerce des grains, qui les unes voulaient empêcher les intermédiaires entre le producteur et le consommateur, et les autres interdire l'exportation : « Dans les deux cas, dit-il, l'intention des gouvernements était louable ; mais dans les deux cas, ils ont pris de mauvais moyens et dans les deux cas, ils ont manqué leur but » (p. 289).

Presque chaque Livre des *Principes de politique* présente un domaine particulier dans lequel un gouvernement a l'habitude d'intervenir : les impôts, la guerre, l'industrie, l'éducation, les lumières, etc. ; et Constant s'est justement donné pour tâche de prouver que les mesures gouvernementales dépassent largement les objectifs fixés. Ainsi, c'est autour de cette distinction entre buts et moyens, qui revient si fréquemment, que s'articule et s'organise toute l'économie de l'ouvrage. L'auteur a beau jeu, après une telle démonstration, de réclamer que l'action du pouvoir s'exerce seulement dans une sphère bien précise et bien délimitée, et qu'elle n'en sorte jamais. Les buts de la société moderne, contrairement à ceux des peuples

¹⁷ Voir l'argumentation détaillée dans les *Principes de politique*, p. 423.

antiques, sont atteints d'autant plus facilement, dit Constant, que la puissance est strictement bornée. Nous reviendrons sur cette portion congrue que Benjamin assigne à l'autorité dans son système, mais voyons d'abord comment il caractérise l'essence du pouvoir.

IV. — *L'autorité abusive par nature*

La théorie libérale de Constant repose sur un postulat qui n'est certes pas nouveau, mais sur lequel l'auteur des *Principes de politique* revient souvent et qui explique plusieurs de ses prises de position : tout pouvoir contient en lui-même le germe de ses abus. Cette idée que l'on trouve clairement formulée chez Montesquieu,¹⁸ avait été adoptée par Constant déjà dans ses écrits du Directoire, au moins d'une manière implicite.¹⁹ Mais c'est surtout dans son ouvrage de 1806 qu'il se montre un peu plus disert et plus formel à ce sujet.

Pour expliquer le phénomène, l'auteur a recours, comme bien souvent dans son œuvre, à une interprétation psychologique. Au début du Livre *De la multiplicité des lois*, il distingue en effet : « deux penchants naturels à l'homme, le besoin d'agir et le plaisir qu'il trouve à se croire nécessaire » (p. 83). Et il ajoute aussitôt cette maxime : « Toutes les fois que vous donnez à un homme une vocation spéciale, il fait plutôt plus que moins » (*ibid.*). Ceci est valable à d'autant plus forte raison lorsqu'on investit quelqu'un de la puissance et du droit d'user de la force publique contre les autres individus. Une séparation nette a lieu entre les intérêts respectifs des gouvernés d'une part et des gouvernants d'autre part ; une barrière se crée entre les deux groupes, qui seront sans cesse en opposition : la liberté des uns est inversement proportionnelle à l'usage que les autres font de leur pouvoir ou, en d'autres termes, « lorsque la nation se désintéresse de ses droits, le pouvoir s'affranchit de ses limites » (p. 403). Il s'agira donc de trouver le point d'équilibre, le frein qui empêche la puissance d'aller à l'encontre des droits individuels, étant entendu que les volontés des deux antagonistes politiques sont inconciliables. Constant l'explique d'une manière toute simple :

Il n'est nullement vrai [...] que l'intérêt des gouvernants et celui des gouvernés soit le même. Les gouvernants, quelle que soit l'organisation politique, étant toujours limités en nombre,

¹⁸ Dans *De l'esprit des lois*, Livre XI, Ch. 4 : « C'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser ; il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. »

¹⁹ Voir ci-dessus, Première Partie, Ch. 2, p. 127.

sont menacés de perdre le pouvoir, si d'autres y parviennent. Ils ont donc intérêt à ce que les gouvernés n'arrivent point au gouvernement, c'est-à-dire ils ont clairement un intérêt distinct de celui des gouvernés (p. 464).

Constant observe encore à ce propos que l'investiture du pouvoir change la mentalité même de l'individu :

... le pouvoir tend à se concentrer. De là résulte qu'aussitôt qu'un homme passe, n'importe comment, de la classe des gouvernés dans celle des gouvernants, il prend l'intérêt de ces derniers [...] Le système représentatif ne lève point cette difficulté. Vous choisissez un homme pour vous représenter, parce qu'il a le même intérêt que vous. Mais par cela même que vous le choisissez, votre choix le plaçant dans une situation différente de la vôtre, lui donne un autre intérêt que celui qu'il s'est chargé de représenter (pp. 464-465).

L'image du pouvoir, telle qu'elle ressort des textes de Constant, est assez sombre et pessimiste. L'usage de la puissance est souvent présenté comme quelque chose de maléfisant, de corrupteur ou même d'hypocrite. C'est le cas, par exemple, dans ce passage :

Les gouvernants se sont créés des devoirs pour étendre leurs droits. Agents officiels du peuple, ils attendent sans cesse à sa liberté, c'est-à-dire aux moyens de bonheur que lui a donnés la nature et ils le font sous le prétexte de le rendre heureux (p. 411).

Même un certain manichéisme n'est pas absent de la pensée de Constant ; ainsi, quand il déclare un peu pompeusement : « La nature, comme Oromaze, avait mis en toutes choses le principe du bien. L'autorité, comme Arimane, est venue placer à côté le principe du mal » (p. 166). Ailleurs, il voit « dans le pouvoir quelque chose qui fausse plus ou moins le jugement » (p. 72) ; et plus loin, il dit aussi : « L'action de l'autorité, même la mieux intentionnée, a quelque chose de rude et de grossier et froisse mille fibres délicates qui souffrent et se révoltent » (p. 364). On remarquera au passage les emplois répétés des mêmes termes ; ce « quelque chose qui fausse » évoque un maléfice inhérent au phénomène du pouvoir ; la puissance contient en elle, dans son essence, « quelque chose » de vague et d'indéterminé, qu'on n'observe qu'à ses effets toujours nuisibles.

Mais parmi toutes les tares de l'autorité, c'est surtout sa propension naturelle à s'immiscer dans les multiples activités humaines qui a retenu l'attention de Constant :

Quand le gouvernement veut faire faire une seule chose d'autorité, il se voit bientôt réduit à tout faire (p. 294).

Benjamin ne se contente pas d'ailleurs d'exprimer sa pensée en formules lapidaires ; il montre encore à l'aide d'exemples que l'intérêt des gouvernements n'est pas de ne pas abuser de leur pouvoir, « mais de n'en abuser que jusqu'à un certain point » (p. 465). Constant a le mérite d'avoir insisté sur le fait que l'arbitraire savait être économe de ses moyens. Qu'il s'agisse de l'emploi des revenus publics, des expéditions militaires, ou de violations de formes, les gouvernants s'imposent d'eux-mêmes des limites à leurs exactions, afin de ne pas révolter l'opinion :

Entre ce qui est juste et nécessaire, et ce qui serait évidemment dangereux, l'intervalle est vaste et en accordant aux gouvernants de la prudence et un degré ordinaire de patriotisme, l'on est autorisé à supposer que, s'ils ne sont pas contenus, ils approcheront le plus possible de cette dernière ligne sans la dépasser (p. 465).

Ainsi, les gouvernants sont à la recherche d'un point d'équilibre ; comme Constant du reste. Mais le sien se situe bien en deçà du leur : leurs empiètements sur les droits des individus s'arrêtent juste avant de provoquer la révolution, ce qui serait contraire à leurs intérêts. Pour Constant et les libéraux, l'action de l'autorité ne doit jamais entraver la liberté individuelle.

Il ne faudrait pas déduire de tout ce que nous venons de dire que Constant est un partisan de la suppression de l'Etat ou qu'il s'est résigné à ce que celui-ci soit un mal nécessaire. Il estime au contraire avoir trouvé (et il se montre très fier de sa découverte) que le pouvoir n'est malfaisant que lorsqu'il outrepassé un certain nombre de prérogatives bien déterminées, mais, à l'intérieur de sa sphère, il n'est jamais néfaste. Nous reviendrons là-dessus dans la section suivante. Cependant, ceci devait être déjà précisé, car les attaques de Constant ne visent pas tellement l'autorité en tant que phénomène abstrait : pourquoi en effet, cet écrivain si respectueux de la nature des choses s'en prendrait-il à l'aspect essentiel, à la propriété la plus authentique de l'autorité ? En fait, il n'a fait que constater les dégâts que peut faire cette bête féroce une fois sortie de son milieu naturel. Mais sa condamnation, il l'adresse au gardien, au législateur qui a voulu jouer les apprentis-sorciers et qui n'a jamais su comment arrêter ce qu'il avait contribué à mettre en branle. Constant accuse surtout ses devanciers et beaucoup de ses contemporains de n'avoir jamais su mettre le véritable frein au déchaînement normal et parfaitement naturel de la puissance publique :

Les hommes de parti, quelque pures que leurs intentions puissent être, doivent répugner à limiter l'autorité sociale. Ils se

regardent comme ses héritiers présomptifs et ménagent même dans les mains de leurs ennemis leur propriété future. Ils se défient de telle ou telle classe de gouvernants, mais permettent d'organiser à leur manière l'autorité, souffrez qu'ils la confient à des mandataires de leur choix, ils croiront ne pouvoir assez l'étendre (pp. 29-30).

Cette récrimination revient tout le temps dans l'ouvrage et lui donne pour ainsi dire une de ses notes dominantes. Voici par exemple ce qu'il dit au début du Livre III :

Chez aucun peuple, les individus n'ont joui des droits individuels dans toute leur plénitude. Aucun gouvernement n'a restreint l'exercice de l'autorité sociale dans les limites du strict nécessaire. Tous l'ont étendue fort au-delà ; et les philosophes de tous les siècles, les écrivains de tous les partis ont sanctionné cette extension de tout le poids de leurs suffrages (p. 65).

En résumé, le pouvoir a toujours fait l'objet de compétitions innombrables, chacun s'est trouvé mal de ses abus, mais personne n'a voulu comprendre que la solution résidait dans la limitation sévère de cette puissance si dangereuse. Voyons donc maintenant, le système proposé par Constant.

V. — *L'autorité limitée au strict nécessaire*

On touche ici au cœur de toute la théorie libérale de Constant et, s'il n'est pas le premier à avoir posé des bornes fixes à l'action du gouvernement,²⁰ du moins est-il sans conteste celui qui l'a fait avec le plus de rigueur et de force. Chez lui, l'individu est roi, sacré, intouchable. Il admet cette situation privilégiée comme une suite logique de la destinée humaine ; dans son développement, l'homme en est arrivé à l'ère de la liberté, ainsi que nous l'avons déjà relevé en examinant sa distinction entre les anciens et les modernes. Selon Constant, il est donc nécessaire, il est dans la nature des choses que l'autorité ne gêne en rien les activités individuelles, sauf dans des cas rares et bien précis :

Il y a [...] une partie de l'existence humaine, qui, de nécessité, reste individuelle et indépendante et qui est, de droit, hors de toute compétence sociale. La souveraineté n'existe que d'une manière limitée et relative. Au point où commence l'indépendance de l'existence individuelle, s'arrête la juridiction de cette

²⁰ Voir la liste des publicistes qu'il donne lui-même au Livre I, pp. 28-29. A cela s'ajoutent, comme nous le verrons, les noms d'Adam Smith et de Mirabeau.

souveraineté. Si la société franchit cette ligne, elle se rend aussi coupable de tyrannie que le despote qui n'a pour titre que le glaive exterminateur. La légitimité de l'autorité dépend de son objet aussi bien que de sa source. Lorsque cette autorité s'étend sur des objets hors de sa sphère, elle devient illégitime (pp. 49-50).

Montesquieu, qui était parfaitement conscient de la tendance naturelle de la puissance à sortir de ses limites, avait proposé comme remède le système de la division du pouvoir : « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, dit-il, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. »²¹ Constant a bien vu que cette méthode n'empêchait nullement la somme totale du pouvoir public de rester encore trop importante ; il décèle même un nouveau risque d'arbitraire, que l'auteur de *De l'esprit des lois* n'avait, semble-t-il, pas distingué :

Si l'autorité sociale n'est pas limitée, la division des pouvoirs, qui est d'ordinaire la garantie de la liberté, devient un danger et un fléau [...] Si en divisant le pouvoir, vous ne mettez pas des bornes à la compétence de la loi, il arrive qu'une classe d'hommes fait les lois, sans s'embarrasser des maux qu'elle occasionne et qu'une autre classe exécute ces lois, en se croyant innocente du mal qu'elle fait, parce qu'elle dit qu'elle n'a pas contribué à la loi. La justice et l'humanité se trouvent entre ces deux classes, sans pouvoir parler à l'une ou à l'autre (pp. 54-55).

Mais, dans les *Principes de politique*, Constant s'est refusé à entrer dans des détails pratiques d'organisation constitutionnelle. Si bien qu'il ne donne aucune réponse précise à cette question : « comment borner le pouvoir autrement que par le pouvoir ? » (p. 55). Il s'est surtout contenté de poser en principe que l'autorité, quelle qu'elle soit, doit être restreinte le plus possible, « car avant d'organiser une chose, il faut en avoir déterminé la nature et l'étendue » (p. 56). Ce serait d'ailleurs un sujet de recherches intéressant que de comparer d'une part ses ouvrages et ses brochures de la Restauration, beaucoup plus orientés vers les problèmes institutionnels, et d'autre part l'Acte additionnel de 1815 et son activité de journaliste et de parlementaire, avec les *Principes de politique* de 1806, pour voir dans quelle mesure il est arrivé à concilier sa théorie avec les exigences de la vie politique. Nous ne faisons ici qu'esquisser un thème qui nécessiterait un livre entier pour être convenablement traité.

Cependant, il est vrai que Constant s'est vu souvent embarrassé par son projet de s'en tenir uniquement aux principes élémentaires,

²¹ *De l'esprit des lois*, Livre XI, Ch. 4.

en écartant les questions plus techniques. Son plan souffre parfois de cette division qu'il opéra en 1806 et il lui arrive de faire quelques entorses à la règle qu'il s'était fixée.²² On ne peut s'empêcher de sentir, à la lecture de son ouvrage, une certaine impatience de l'auteur qui aurait désiré mettre en application les théories qu'il développait. D'où ce souci de ne pas paraître trop abstrait. Ainsi, sachant combien on pourrait lui reprocher de ne pas être assez réaliste, en voulant limiter au maximum l'exercice de la souveraineté, il s'appuie sur la force de la vérité :

... sans vouloir, comme l'ont fait trop souvent les philosophes, exagérer l'influence de la vérité sur les hommes, l'on peut affirmer que, lorsque certains principes sont complètement et clairement démontrés, ils se servent en quelque sorte de garantie à eux-mêmes. Les intérêts les plus véhéments ont une sorte de pudeur qui les empêche de s'appuyer d'erreurs trop manifestement réfutées [...] Il se forme à l'égard de toutes les vérités que l'on parvient à environner de preuves incontestables une opinion universelle qui bientôt est victorieuse. S'il est reconnu que l'autorité sociale n'est pas sans bornes, c'est-à-dire qu'il n'existe sur la terre aucune puissance illimitée, nul, dans aucun temps, n'osera réclamer une semblable puissance (p. 56).

Cette conviction, que d'aucuns jugeraient naïve, l'autorise à ne pas entrer dans des développements juridiques complexes et à rester presque au seul niveau du raisonnement, en se fondant sur des exemples historiques. Après cette précaution d'ordre méthodologique, il a, pour ainsi dire, les coudées franches pour exposer le système qu'il préconise. Cela ne sera pas cependant sans créer quelques difficultés, comme nous le verrons.

C'est au cinquième chapitre du Livre II qu'il indique ce qu'il entend par « autorité sociale restreinte au strict nécessaire ». Il réduit l'action du gouvernement à trois domaines : la défense extérieure, l'ordre intérieur et la levée des impôts nécessaires à la dépense occasionnée par ces deux premières activités. Leur financement lui paraissant même aller de soit, il convient alors :

La juridiction indispensable de l'autorité sociale se compose donc de deux branches : châtement des délits, résistance aux agressions [...] Il est évident que la juridiction de la société ne peut rester en deçà de ces bornes, mais qu'elle peut s'arrêter là. On ne pourrait concevoir un peuple, chez lequel les crimes individuels demeureraient impunis et qui n'aurait préparé aucun moyen de résister aux attaques que pourraient entreprendre contre lui les nations étrangères. Mais on pourrait en concevoir dont le gouvernement n'aurait pas d'autre mission que de veiller à ces deux objets. L'existence des individus et celle de la société seraient parfaitement assurées. Le nécessaire serait fait (pp. 57-58).

²² Voir, par exemple, au Livre XV, le début du Ch. 5.

Il faut remarquer que, dans ce passage, Constant ne précise pas que l'idéal est de s'en tenir seulement à ce qui est nécessaire ; il dit que la société « *peut* s'arrêter là », mais il ne prétend pas qu'elle *ne doit pas* aller plus loin. Or cela crée incontestablement une ambiguïté qui pèse sur tout l'ouvrage, car il semble le plus souvent qu'il voit dans ces deux fonctions essentielles les seuls et uniques attributs de l'autorité. Le Livre III, par exemple, ne laisse aucun doute à ce sujet : lorsque le gouvernement s'étend au-delà de ces attributions minimales mais légitimes, sous quelque prétexte qu'il le fasse, il devient abusif, arbitraire, despotique, etc. Les *Principes de politique* se veulent être une démonstration exemplaire de cette idée et pourtant, malgré cette intention et malgré la logique et la rigueur de l'exposé, l'équivoque que nous signalons n'est pas complètement dissipée ; on reste à mi-chemin entre deux plans : celui du possible, du souhaitable et celui du réel, du positif. A ce propos, un détail de rédaction, que révèle le manuscrit de Lausanne, est tout à fait symptomatique : voici deux phrases, relatives à cette question, dans leur première version :

Les chances d'erreurs des gouvernants ne sont point un motif pour révoquer en doute la nécessité des fonctions positives du gouvernement (p. 73).

Rien de plus simple que les objets sur lesquels les fonctions positives du gouvernement l'appellent à se prononcer (*ibid*).

A une date indéterminée, l'auteur a supprimé les deux fois le mot « positives », pour le remplacer, dans le premier cas, par « dans ce qui a rapport à la sûreté extérieure ou intérieure » et, dans le second cas, par le simple démonstratif « ces fonctions ». Que pouvons-nous déduire de cet exemple ? Précisément que l'auteur s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas, dans la logique de son système, appeler « positives », c'est-à-dire *effectives* ou réellement existantes, des fonctions que lui seul juge nécessaires et suffisantes, mais que tout gouvernement estime, dans la pratique, beaucoup trop restreintes. Sa correction montre bien, à notre avis, que Constant était sensible à ce problème délicat de la distinction encore un peu floue entre un idéal théorique, qui lui sert de postulat de base pour toute sa démonstration, et une réalité tangible dont il devait tenir compte. Le même flottement se repère également lorsque Constant cite quelques références. Le comte de Mirabeau ne distinguait lui aussi « que deux affaires, celle de maintenir la paix extérieure par un bon système de défense et celle de conserver l'ordre intérieur par une administration exacte, impartiale, inflexible de la justice ».²³ Cet exem-

²³ Cité par Constant dans les *Principes de politique*, p. 383, et de nouveau dans les *Additions*, p. 639.

ple ne pose pas de problème ; Mirabeau apporte de l'eau à son moulin, sa théorie est conforme à la sienne. Par contre, on peut se demander pourquoi Constant ne fait aucun cas de cette opinion d'Adam Smith, qu'il cite à l'appui de ses dires et qui accorde pourtant à l'Etat cette troisième attribution inconnue chez Constant : « le devoir d'ériger et d'entretenir certains ouvrages publics et certaines institutions que l'intérêt privé d'un particulier ou de quelques particuliers ne pourrait jamais les porter à ériger ou à entretenir... »²⁴ Constant a en effet curieusement passé sous silence toute cette importante fonction de l'Etat qu'on déclare généralement d'utilité publique : la construction des routes, des ponts, des canaux, l'aménagement des ports, etc. ont toujours été reconnus comme devant être à la charge de la collectivité et cette activité n'entre pas non plus dans le budget de la défense nationale ou dans celui de la sécurité intérieure. Il y a là incontestablement une lacune dans la démonstration de Constant ; car, soit il devait faire figurer cette attribution normale de l'Etat parmi celles qu'il considère comme nécessaires ou suffisantes, soit il devait expliquer pourquoi il la rejetait hors de la sphère du gouvernement, pour la laisser à la charge des individus.

Mais l'embarras du lecteur réapparaît encore, lorsque Constant aborde la question de l'enseignement ; car il admet — bien que cela ne figure pas dans le minimum qu'il avait préalablement fixé — que « l'autorité peut multiplier les canaux, les moyens de l'instruction » :

Qu'elle assure aux citoyens des moyens égaux, qu'elle procure aux professions diverses l'enseignement des connaissances positives qui en facilitent l'exercice, qu'elle fraye aux individus une route libre pour arriver à toutes les vérités de fait constatées et pour parvenir au point où leur intelligence peut s'élancer spontanément à des découvertes nouvelles, qu'elle rassemble pour l'usage de tous les esprits investigateurs les monuments de toutes les opinions, les inventions de tous les siècles, les découvertes de toutes les méthodes, qu'elle organise enfin l'instruction de manière à ce que chacun puisse y consacrer le temps qui convient à son intérêt ou à son désir et se perfectionner dans le métier, l'art ou la science auxquels ses goûts ou sa destinée l'appellent (pp. 373-374).

Il faut convenir que c'est là un programme important, malgré les précautions que Constant prend pour éviter toute emprise idéologique du pouvoir sur l'éducation et l'instruction. Cela suppose en effet la construction d'écoles, d'universités, de bibliothèques, le salaire des enseignants et du personnel, etc. Or, il était pourtant

²⁴ Cité dans les *Additions*, p. 526.

admis que les impôts n'étaient prévus que pour le recouvrement des frais occasionnés par la police et l'armée !

La même surprise nous attend à propos de la propriété :

En sa qualité de convention sociale, [elle] est de la compétence et sous la juridiction de la société. La société possède sur elle des droits, qu'elle n'a point sur la liberté, la vie et les opinions de ses membres (p. 245).

En plaçant la propriété sous « la compétence et la juridiction » des pouvoirs publics — avec les limites qu'il précisera plus loin comme de bien entendu — il semble clair qu'il ne peut pas faire allusion aux impôts, qui grèvent le revenu des particuliers et non pas leur capital, comme le veut Constant dans le Livre où il traite cette question.²⁵ Il évoque donc, par cette expression, l'expropriation, qui est reconnue légitime précisément dans un cas d'utilité publique. Or, nous l'avons vu, l'auteur élude cette éventualité.

Il apparaît en fin de compte qu'au fur et à mesure de ses recherches et de l'avance de son travail, Constant s'est heurté à un certain nombre de difficultés pratiques qui rendaient sa démonstration moins convaincante. Sans être à proprement parler utopique, son idéal de restriction maximale de l'autorité devenait moins réalisable, dès qu'il entrait dans quelques détails sur l'organisation courante de l'administration. Il a sans doute senti lui-même cet inconvénient et c'est pourquoi il s'est parfois expliqué plus longuement et qu'il est sorti du cadre trop contraignant de son ouvrage, pour développer et discuter des questions plus concrètes.²⁶ S'il avait disposé de plus de temps, il aurait probablement repris son livre et aurait corrigé le hiatus que nous venons d'observer. Cependant nous avons vu dans quelles circonstances tourmentées il avait rédigé ses *Principes de politique*.²⁷

Nonobstant les quelques chicanes que nous avons dû opposer à la logique de l'argumentation de Constant, il faut remarquer tout de même l'importance que revêt pour lui le confinement extrême du pouvoir. Mais c'est dans ses objets, dans ses attributions qu'il est ainsi restreint et non dans sa force :

La circonscription de l'autorité sociale, dans ses limites précises, ne tend point à l'affaiblissement de cette autorité nécessaire. Elle lui donne au contraire la seule véritable force qu'elle puisse avoir. On doit limiter avec scrupule la compétence de l'autorité ; mais cette compétence fixée, on doit l'organiser de manière qu'elle ne soit jamais incapable d'atteindre rapidement

²⁵ Livre XI, Ch. 6.

²⁶ Voir les préambules des Livres XI et XII, par exemple.

²⁷ Voir ci-dessus, Première Partie, Ch. 3, pp. 235-238.

et complètement tous les objets de sa compétence. La liberté gagne tout à ce que le gouvernement soit sévèrement renfermé dans l'enceinte légitime, mais elle ne gagne rien à ce que, dans cette enceinte, il soit faible (p. 462).

L'idée de Constant, qui s'inspire visiblement de l'expérience du Directoire, est que, si le gouvernement est trop faible, il deviendra usurpateur ; « et de cette usurpation pour ainsi dire obligée à l'usurpation spontanée, à l'usurpation sans limites, il n'y a qu'un pas » (*ibid*). Une fois la puissance canalisée, il n'y a plus de heurts entre gouvernants et gouvernés : le consensus est total et le but de la société civile atteint. La liberté coexiste avec l'autorité dans une certaine harmonie, leurs actions étant solidaires et réciproques :

Il n'est aucunement nécessaire de sacrifier la moindre partie des principes de la liberté pour l'organisation d'une autorité légitime et suffisante. Les principes existent avec cette autorité, protégés par elle et la protégeant ; car ils s'opposent à ce que des factions la renversent... (p. 463).

Dans cette recherche d'un équilibre, on aperçoit de nouveau cette préférence pour ce qui est établi, pour la régulation mécanique et automatique des choses, sans brutalité superflue. Dans un tel univers politique, la souveraineté ne ressemble en rien à l'image qu'en avait donnée la totalité des gouvernements. Au faste et à la pompe qui entourent généralement la représentation de la puissance, Constant oppose une discrétion et un effacement complets. Il est aux antipodes de l'Etat du type louis-quatorzien et même du *welfare state* moderne. Le pouvoir n'est pas, pour lui, l'incarnation de la nation ; les individus ne sont pas du tout sensés se reconnaître dans la personne du souverain ou du chef de l'Etat. Tout en ayant beaucoup d'estime pour un patriotisme sous forme d'« attachement aux intérêts, aux mœurs, aux coutumes de localité » (p. 388), Constant refuse de respecter aveuglément un étendard ou un drapeau symbolisant le pays unanime derrière ses dirigeants. Il a trop de mépris et de méfiance en même temps pour ce qu'il nomme « l'esprit militaire », ²⁸ il craint trop la fascination charismatique d'un homme ou d'un parti, pour ne pas voir derrière l'élan qu'on inspire aux masses, de façon artificielle, autre chose qu'un prétexte du pouvoir pour sortir de ses limites. Mettre la puissance sur un piédestal, lui conférer un caractère imposant, sacré, hors du commun, c'est justifier d'avance ses empiètements et c'est rendre du même coup illégitime tout esprit de résistance à l'oppression. C'est pourquoi l'Etat est réduit, dans sa théorie au rôle subalterne de la sentinelle :

²⁸ Voir les *Principes de politique*, Livre XIII, Ch. 3.

Les gouvernements doivent veiller à ce que rien n'entrave le développement de nos facultés diverses, mais non se permettre d'y porter la main. Que diraient les habitants d'une maison, si des sentinelles qu'ils auraient placées aux portes pour repousser toute intrusion étrangère et pour apaiser tout désordre intérieur, s'arrogeaient le droit de les diriger dans leurs actions et de leur prescrire un genre de vie, sous prétexte de prévenir ces intrusions et ces désordres ou sous celui, plus absurde encore, que leur genre de vie serait plus doux par ces changements ? Les gouvernants sont ces sentinelles, placées par les individus, qui s'associent précisément pour que rien ne trouble leur repos, ne gêne leur activité. S'ils vont plus loin, ils deviennent eux-mêmes une cause de trouble et de gêne (pp. 383-384).

Il faut encore citer un autre passage tout à fait caractéristique de ce renversement des emplois et des missions respectives :

[Les gouvernants] doivent apprendre que le gouvernement est un poste de travail et de peine, que c'est à nous gouvernés qu'appartiennent le repos et la liberté et à eux gouvernants l'assujettissement, l'inquiétude et le travail. Les gouvernements confondent trop souvent la sûreté publique avec leur sécurité individuelle. Législateurs et magistrats de tous les pays, c'est au sacrifice de votre repos qu'est attaché le repos de l'Etat. S'il faut qu'on vous épargne toute alarme, qu'on vous dispense de toute sollicitude, qu'on vous délivre de tout souci, vos fonctions sont dénaturées ; et que restera-t-il donc ? Des honneurs et du pouvoir ? Non ce n'est pas là votre partage. La société, qui vous élève au poste que vous remplissez, vous y dévoue à une surveillance infatigable. C'est à vous d'observer le ciel et les vents, d'éviter les écueils, de diriger la manœuvre, de tenir assidûment le gouvernail et l'on n'inquiétera pas les passagers, pour favoriser le sommeil du pilote (*Add.*, p. 536).

Le pouvoir ainsi considéré ne peut plus faire l'objet de convoitises ; la modestie même de l'enjeu, les tracasseries et les responsabilités qu'il comporte, découragent des compétiteurs uniquement avides de gloire, de puissance et de richesse. On redécouvre ici les notions de devoir et de sacrifice qui sont parmi les thèmes les plus fréquents et les plus importants de toute la pensée constantienne. Il faut rattacher, croyons-nous, l'esprit qui a dicté cette dernière citation à cette conscience d'une mission à remplir qui caractérisait le Tribun de 1800.²⁹ Constant lui-même a recherché des places et des honneurs et ne dédaigna pas les décorations, mais il faut lui rendre cette justice que, lorsqu'il occupait une charge, il ne la considérait jamais comme une sinécure.

La puissance cantonnée hermétiquement dans les domaines prévus par Constant peut évidemment convenir à toutes les formes pos-

²⁹ Voir ci-dessus, Première Partie, Ch. 3, p. 194.

sibles d'organisation sociale. Les *Principes de politique* sont donnés, dans le titre même de l'ouvrage comme *applicables à tous les gouvernements*.³⁰ Cette indifférence pour l'étiquette sous laquelle se rangent les autorités constituées est la conséquence logique du raisonnement de Constant : du moment que c'est par son étendue, plus que par sa source, que se définit la souveraineté, peu importe que celle-ci soit partagée ou concentrée. Cela dit, il semble pourtant que ce gouvernement-sentinel ou ce gouvernement-pilote, au service de la tranquillité et du repos des individus, sans autre titre de gloire et sans autre ambition que l'accomplissement de son devoir, est bien plus conforme à l'idée que l'on se forme d'habitude d'une république que d'une monarchie ; celle-ci présuppose forcément un décorum, un respect et une soumission des gouvernés qui sont presque sans rapport avec la situation imaginée par Constant.³¹ La sympathie réelle de l'auteur transparaît donc à travers les métaphores qu'il emploie pour désigner le gouvernement selon son cœur et, en cela, l'ouvrage de 1806 conserve encore la trace de la démonstration prévue dans le « grand traité » *Sur la possibilité d'une république dans un grand pays*. C'est pourquoi, l'universalité des principes qu'il avance est, plus qu'une conviction profonde, un moyen de concilier les esprits, de les ramener vers un idéal identique, malgré leurs divergences de pure forme, auxquelles certains restent attachés, par tradition, par nostalgie ou par caractère : il s'agit toujours de rallier les modérés de toute tendance au système qui défend le mieux leurs intérêts communs.

VI. — *Les garanties de la liberté individuelle*

Nous avons vu comment il était possible de réaliser l'équilibre entre les deux antagonistes, gouvernants et gouvernés, il faut donc maintenant examiner par quels moyens cette harmonie peut être préservée. En effet, puisque le pouvoir est un phénomène susceptible de s'accroître et de sortir de sa mesure, il pourrait faire pencher de son côté le plateau de la balance et compromettre ainsi les libertés individuelles. Prévoir le plus possible de garanties contre ce risque inhérent au système est donc absolument nécessaire, car, dit Constant, « si une seule partie de l'ordre social est sans garantie, la garantie de tout le reste s'anéantit » (p. 67). Dans cette construc-

³⁰ Voir aussi les *Principes de politique*, p. 21, l. 13-14.

³¹ Ce qui permet à Constant de concilier tout à fait son système avec une monarchie, c'est sa théorie du « pouvoir royal neutre », qui fait que le roi règne, mais ne gouverne pas. Cette idée, déjà développée dans les *Fragments*, réapparaîtra évidemment sous la Restauration.

tion mécanique, il faut que toutes les pièces s'accordent et s'emboîtent les unes dans les autres, que tous les maillons de la chaîne résistent, sinon l'ensemble se grippe. Les garanties forment une des plus importantes parties de ces rouages et leur bon fonctionnement est vital pour tout l'ordre politique. Disons encore, toujours en empruntant cette image mécaniciste chère à Constant, qu'il ne doit pas y avoir de ratés ou d'à-coups, mais que la marche doit être régulière et durable. C'est pourquoi, d'une façon plus générale, Constant préfère se fier à la notion de *droit*, plutôt qu'à celle d'*utilité*. Cette dernière évoque le calcul, la circonstance, en un mot ce qui est éphémère et fluctuant, tandis que « le droit seul est la garantie » (p. 67) et « la garantie n'est autre chose que la durée » (p. 504).

Il faut remarquer également que les mesures préservatrices préconisées par Constant sont toujours appliquées aux gouvernants et jamais aux gouvernés. Les premiers seuls sont enclins à dépasser les limites de leurs attributions. Il y a dans le pouvoir, on l'a vu, quelque chose qui vicie et travestit la nature humaine, à tel point que celui qui en est revêtu ne réagit plus en fonction de ses intérêts individuels mais selon ses options de dirigeant. Le gouverné reste égal à lui-même. Contre lui, aucune précaution n'est à prendre. Certes, il faut lui rappeler ses « devoirs » au moment d'une crise révolutionnaire,³² mais, dans le système constantien, l'intérêt qui guide les particuliers est toujours naturel et bon, il ne sort jamais de la route que la destinée lui a tracée. L'auteur ne veut pas dire que chaque homme est parfait ; il y a bien sûr des criminels, des escrocs, des fous et toute sorte de gens nuisibles ; mais ce sont d'une part des épiphénomènes, qui n'influencent nullement sur le cours général des choses et, le plus souvent d'autre part, ces exceptions mêmes sont le résultat tangible des abus de l'autorité, qui s'est aventurée dans des domaines qui ne sont pas les siens. Constant déclare en effet au début du Livre XV, intitulé *Résultat des recherches précédentes* :

Nous avons parcouru presque tous les objets sur lesquels l'autorité, sortant des bornes du strict nécessaire, peut agir sous le prétexte de l'utilité. Nous avons trouvé que, sur tous ces objets, si l'homme avait été abandonné à lui-même, il en serait résulté moins de mal et plus de bien (p. 383).

Les précautions doivent donc être unilatérales ; elles ne protègent que l'individu contre l'usage abusif de la force, mais jamais les détenteurs de celle-ci, pourtant minoritaires, parce que ce sont tou-

³² « Ces devoirs diminuent en raison de ce que l'autorité empiète sur la partie de l'existence individuelle qui n'est pas de sa compétence. » *Principes de politique*, p. 475.

jours eux qui en fin de compte sont les factieux. De la puissance seule peut provenir l'initiative malencontreuse, l'intrusion fâcheuse dans la partie réservée aux droits individuels, et contre ces agissements, il faut établir des barrières solides et efficaces.

Si l'on excepte la préférence pour le concept de droit, plutôt que pour celui d'utilité, si l'on ne tient pas compte de cette *garantie morale*, il est possible de reconnaître trois types de mesures défensives contre les abus du pouvoir : la liberté politique, les formes tutélaires et l'opinion publique. Examinons successivement ces trois catégories.

C'est en étudiant les différences qui séparent les anciens des modernes que Constant a été amené à distinguer la liberté politique de la liberté civile. La première, qu'on peut définir comme la souveraineté du peuple ou comme la participation des citoyens aux prises de décisions engageant la société entière, était essentielle autrefois et compensait l'absence quasi totale de liberté civile ou de droits individuels. Constant a démontré, dans son seizième Livre, que l'évolution de la civilisation a opéré un renversement des valeurs et que c'est dès lors la liberté civile qui est au centre des préoccupations de l'homme moderne, tandis que l'autre a changé de place et de nature : la liberté politique ou les droits sociaux, comme dit aussi Constant, ne sont plus une fin en soi, mais demeurent essentiels comme garantie :

Loin d'opposer l'une de ces libertés à l'autre, il faut ne présenter la première que comme garantie de la seconde (pp. 435-436).

Il insiste sur le fait qu'il ne faut pas confondre la liberté et la garantie : « Les droits individuels, c'est la liberté ; les droits sociaux, c'est la garantie » (p. 27). Et il fait ensuite ce commentaire :

L'axiome de la souveraineté du peuple a été considéré comme un principe de liberté. C'est un principe de garantie. *Il est destiné à empêcher un individu de s'emparer de l'autorité qui n'appartient qu'à l'association entière* ; mais il ne décide rien sur la nature de cette autorité même. Il n'augmente donc en rien la somme de liberté des individus ; et si l'on ne recourt pas à d'autres principes pour déterminer l'étendue de cette souveraineté, la liberté peut être perdue, malgré le principe de la souveraineté du peuple ou même par ce principe (p. 28).

Nous avons souligné le passage déterminant de cette citation. En effet, la volonté générale, seule source légitime de la souveraineté, ne peut être préservée contre tout danger d'usurpation que par une participation suffisamment large des gouvernés à l'action gouvernementale, sous quelque modalité que ce soit. Par définition,

le pouvoir autocratique n'a aucune limite, si ce n'est la bonne volonté et l'élévation des sentiments de celui qui tient les rênes ; mais ce sont là des barrières excessivement fragiles contre le despotisme et on ne peut pas les prendre en considération. Tandis que la souveraineté populaire, si elle n'établit pas, par elle seule, la liberté, permet au moins d'éviter ce risque que le pouvoir soit d'emblée concentré et qu'il ne trouve absolument rien en face de lui pour le freiner dans ses ambitions.

Seulement, toucher au principe sacro-saint des droits politiques du peuple, à cet « axiome » fondamental de tout l'esprit de 1789, pouvait être considéré comme de l'hérésie pure ! Aussi ce n'est pas sans quelques précautions liminaires que Constant s'est engagé dans cette théorie. Afin donc qu'il n'y ait nulle équivoque et qu'on ne le prenne pas pour un défenseur des privilèges, il s'empresse de dire :

L'on me comprendrait mal néanmoins, si l'on prétendait puiser dans ce résultat des raisonnements contre la liberté politique [...] La conséquence que je tire des différences qui nous distinguent de l'antiquité, ce n'est point qu'il faille affaiblir la garantie, mais c'est qu'il faut étendre la jouissance. Ce n'est point à la liberté politique que je veux renoncer, c'est la liberté civile que je réclame avec d'autres formes de liberté politique (p. 436).

Ceci nous amène naturellement à observer comment les « formes », à leur tour, peuvent servir de bornes à l'étendue de la force publique. Constatons d'abord que ce sujet appartient à toute cette partie de son traité que Constant a délibérément laissée de côté et qu'il avait dénommée les « institutions constitutionnelles » ou justement « les moyens de garantie ».³³ C'est pourquoi nous ne trouvons dans son ouvrage de 1806 que peu de détails sur cette question ; ils sont presque tous concentrés dans le Livre IX, *Des garanties judiciaires*, au chapitre 2 intitulé *De l'abréviation des formes*. Cependant, ce qu'il en dit est suffisant pour comprendre le principe de son raisonnement ; et ce qui est fondamentalement valable pour le pouvoir judiciaire, l'est *a fortiori* pour tous les autres pouvoirs.

Les formes, c'est-à-dire toutes les dispositions qui fixent solennellement et durablement l'organisation du pouvoir (les constitutions, les règlements, les statuts, les lois, les procédures, etc.), sont disposées sur le parcours de l'autorité comme autant d'entraves et de chicanes, chaque fois qu'elle décide de franchir des limites, tandis que ces mêmes moyens peuvent lui faciliter la tâche, si elle reste fidèle au rôle qui lui est assigné :

³³ *Additions*, p. 512.

Quelque imparfaites que soient les formes, elles ont une faculté protectrice qu'on ne leur ravit qu'en les détruisant. Elles sont les ennemies nées, les adversaires inflexibles de la tyrannie populaire ou autre. Aussi longtemps que les formes subsistent, les tribunaux opposent au despotisme une résistance plus ou moins généreuse, mais qui sert toujours à le contenir (p. 186).

Pour reprendre un cliché, on peut dire aussi que les formes servent de digues en prévision des débordements d'un torrent trop impétueux.³⁴ Prises dans ce sens, elles imposent un cheminement régulier et uniforme à la puissance qui, alors, n'est plus jamais nuisible :

Il y a dans les formes quelque chose d'imposant et de précis, qui force les juges à se respecter et à suivre une marche équitable et régulière (pp. 186-187).

Ce qui fait l'efficacité de ces mesures, c'est la lenteur qu'elles opposent à la force. L'arbitraire naissant souvent de la précipitation, les formes suppriment cette hâte et rassurent par conséquent la justice et les droits individuels. C'est pour cette raison que Constant leur attribue souvent le qualificatif « tutélaires » :

Mais ce n'est point par la violence, par la suppression de la justice, en ramenant dans l'état social le chaos de l'état sauvage, ce n'est point ainsi que ces dangers se peuvent conjurer. C'est au contraire en adhérant plus scrupuleusement que jamais aux lois établies, aux formes tutélaires, aux garanties préservatrices ! (p. 106).

On remarque que les formes sont décrites dans ce passage presque comme un fétiche, qui écarte les situations maléfiques. Ailleurs, l'auteur dit encore dans le même sens :

Toutes les fois qu'on adopte ou qu'on justifie des moyens qui ne peuvent être jugés qu'après l'événement et qui ne sont pas accompagnés de formes précises et tutélaires, on érige la tyrannie en système (p. 112).³⁵

Mais ces formes protectrices des libertés individuelles sont-elles assez résistantes pour empêcher véritablement le pouvoir de passer outre ? Constant utilise, dans son système de défense contre l'arbi-

³⁴ Voici, par exemple, un passage où les termes employés pour désigner l'autorité évoquent l'image d'un cours d'eau capricieux : « Quand la liberté politique est tout à fait détruite, le pouvoir ne trouvant rien qui le règle, rien qui le dirige, rien qui le contienne, commence à marcher au hasard. Son allure devient inégale et vagabonde. Tantôt il est furieux et rien ne le calme, tantôt il s'affaisse et rien ne le ranime. » *Principes de politique*, p. 470.

³⁵ Voir aussi *ibid.*, p. 187, cette expression dans un passage biffé : « les garanties paisibles et tutélaires de la justice. »

traire, toute une série de moyens qui se soutiennent mutuellement, un peu comme on prévoirait des troupes de réserve prêtes à intervenir si l'avant-garde lâchait pied. De même que les formes donnent à la liberté politique son véritable caractère, son authentique fonction de garantie, de même l'opinion publique et la liberté de la presse viennent à la rescousse pour assurer le respect des mesures préservatrices. Alors, cette dernière garantie est par la même occasion la pierre angulaire de l'édifice constantien ; elle est en conséquence la plus vulnérable comme la plus importante des trois : que l'autorité s'en prenne directement à elle et tout le système de la liberté est compromis :

Toutes les barrières civiles, politiques, judiciaires deviennent illusoires sans liberté de la presse. L'indépendance des tribunaux peut être violée au mépris de la constitution la mieux rédigée. Si la publicité n'est pas garantie, ce délit ne sera pas réprimé, car il restera couvert d'un voile. Les tribunaux eux-mêmes peuvent prévariquer dans leurs jugements ou bouleverser les formes. La seule sauvegarde des formes est encore la publicité. L'innocence peut être plongée dans les fers. Si la publicité n'avertit pas les citoyens du danger qui plane sur toutes les têtes, les cachots retiendront indéfiniment leurs victimes à la faveur du silence universel (p. 136).

Quel espoir reste-t-il donc pour la liberté, si l'opinion publique, qui est la principale garantie contre l'arbitraire,³⁶ celle qui soutient les autres, est bâillonnée par le gouvernement ? Si ce dernier bastion cède sous la pression du pouvoir, le despotisme n'aura plus rien pour l'arrêter. Mais, Constant prouve, en particulier dans un des plus beaux Livres de son traité, le septième, intitulé *De la liberté de la pensée*, combien est absurde « toute tentative de la société sur l'opinion intérieure de ses membres », car « la nature a donné à la pensée de l'homme un asile inexpugnable. Elle lui a créé un sanctuaire impénétrable à toute puissance » (p. 128). Constant qui, avec ses *Principes de politique*, élève un monument à la gloire de la pensée et des manifestations les plus éclatantes de l'esprit humain, ne pouvait pas admettre que l'opinion individuelle ou collective se soumette définitivement au gouvernement. Il a vu au contraire en elle le principe positif³⁷ capable d'opposer à la force une puissance

³⁶ « La limitation de l'autorité sociale est donc possible. Elle sera garantie d'abord par la même force qui garantit toutes les vérités reconnues, par l'opinion. L'on pourra s'occuper ensuite de la garantir d'une manière plus fixe, par l'organisation particulière des pouvoirs politiques. Mais avoir obtenu et consolidé la première garantie sera toujours un grand bien. » *Ibid.*, pp. 56-57.

³⁷ Celui qui s'oppose au « mauvais principe [qui] courbe de sa main

au moins égale. Autant il est impossible de supprimer toute autorité, puisqu'il en faut conserver le strict nécessaire pour assurer l'ordre et la tranquillité publiques, autant il est vain de vouloir éliminer et faire taire toute résistance de la pensée :

Etouffer dans le sang l'opinion mécontente est la maxime favorite de certains hommes d'Etat. Mais on n'étouffe pas l'opinion. Le sang coule, mais elle surnage, revient à la charge et triomphe. Plus elle est comprimée, plus elle est terrible. Quand elle ne peut parler, elle agit (p. 487).

Ceci revient à démontrer qu'en définitive toute puissance finit par s'essouffler à combattre contre la liberté ; celle-ci tôt ou tard reprend ses droits par la force des choses : « Il est dans la nature de l'autorité de s'adoucir même à son insu [...] L'opinion pèse, malgré son silence ; la puissance fléchit » (p. 108). Le cercle se referme, l'équilibre entre les deux forces, entre l'autorité et la liberté, est de nouveau atteint.

Au terme de ce chapitre, qui devait souligner quelques points particulièrement importants de la démarche de Constant, il faut encore évoquer un dernier thème, celui du *bonheur*, du *repos* ou de la *tranquillité*. Car les recherches de Benjamin convergent toutes vers cette question de la finalité des sociétés humaines. Il est donc logique en un certain sens de terminer cette étude par le but même que Constant vise tout au long de ses réflexions.

Les hommes se sont réunis pour être heureux — Constant ne fait évidemment qu'emprunter une antienne du siècle des lumières — mais cet idéal leur a été ravi par les tracasseries innombrables que tous les gouvernements qui se sont succédé leur ont infligées. Le système de la liberté, tel que le conçoivent les *Principes de politique*, peut seul permettre aux hommes de recouvrer ce qui leur est dû. C'est encore à l'aide de la théorie de la perfectibilité et de la différence entre les anciens et les modernes, que l'auteur prouve que l'espèce humaine est arrivée au stade du repos et qu'on ne peut plus la distraire par des guerres, des démonstrations éclatantes de la puissance, au mépris de toute considération pour les besoins et les intérêts de l'individu :

Le repos, avec le repos l'aisance et pour arriver à l'aisance l'industrie sont le but unique vers lequel se dirige l'espèce humaine (p. 423).

Les modernes ont besoin de repos et de jouissances. Le repos ne se trouve que dans un petit nombre de lois qui empêchent qu'il ne soit troublé, les jouissances dans une grande liberté indi-

de fer notre front vers la terre, tandis que le ciel nous a créés pour marcher la tête haute et pour contempler les astres ». *Ibid.*, p. 150.

viduelle. Toute législation qui exige le sacrifice de ces jouissances est incompatible avec l'état actuel de l'espèce humaine (p. 432).

La paix, la tranquillité, le bonheur domestique étant la tendance naturelle et invincible des peuples modernes, il faut faire à cette tranquillité plus de sacrifices que n'en faisaient les anciens (p. 435).

Alors, en diminuant considérablement le rôle de l'Etat et en prenant des précautions suffisantes pour que, malgré sa tendance à tout envahir, le pouvoir reste dans un cercle étroit, la théorie libérale se conforme aux nouvelles exigences de la civilisation moderne et réserve ainsi un champ très vaste aux initiatives individuelles, qu'elle juge plus saines que celles de l'autorité. Car l'individu connaît de source sûre quel est son intérêt ; le gouvernement, trop éloigné ou s'occupant de trop d'affaires, ne peut pas le connaître aussi bien que le particulier et son intervention sera forcément maladroite et, le plus souvent, catastrophique.

C'est donc cette latitude seule qui permet à l'homme de s'épanouir selon sa nature et selon le développement progressif de ses facultés : sans entrave, sans conseil ni encouragement, livré à lui-même et sachant que de son côté l'Etat assure la paix et l'ordre public indispensables à ses projets, l'homme peut enfin se réaliser complètement.

Mais de quoi est faite cette situation privilégiée, en quoi consiste ce bonheur ou qu'est-ce que Benjamin Constant appelle ainsi ? L'auteur ne s'est pas étendu sur ce sujet dans son traité de 1806 ; pour examiner cette question, il faudrait envisager une enquête portant sur l'œuvre entière de l'écrivain. Cependant, on peut relever au passage quelques éléments qui permettent une première approche. Il y a les mots mêmes qu'il emploie : *repos, tranquillité, ordre* (le premier étant le plus fréquent des trois, semble-t-il). Ces termes révèlent à celui qui par ailleurs connaît bien la personnalité de Constant, une crainte viscérale pour tout ce qui leur est contraire : l'agitation, le désordre,³⁸ l'anarchie. Nous avons à plusieurs reprises insisté dans ce travail sur le besoin de stabilité de Benjamin, sa peur des tergiversations, ses inquiétudes devant des mouvances de n'importe quelle sorte, sur l'image enfin, très fréquente chez lui, de la barque agitée par les flots et dont l'équipage attend avec impatience la paix du port ; combien de fois évoque-t-il dans sa correspondance sa « thébaïde », désignant ainsi Hérivaux ou les Herbages, ses re-

³⁸ « Le désordre n'est pas toujours incompatible avec la liberté politique, mais il l'est toujours avec la liberté civile et individuelle. » *Ibid.*, p. 435.

traites loin du bruit, des salons, de la foule, des compromissions, des calculs et des ennuis ! On pourrait donc tracer un parallèle instructif entre son aspiration personnelle au calme et l'exigence de repos et de tranquillité qu'il réclame pour l'espèce humaine dans des écrits moins intimes et plus théoriques. Y aurait-il émergence dans les *Principes de politique*, sous une autre forme et avec d'autres expressions, d'une sorte d'angoisse existentielle de l'auteur ? Cela n'est pas improbable. Mais il ne faudrait pas oublier de dire, si l'on évoque le caractère de Constant, que ce même calme signifie aussi, au bout d'un certain temps, l'ennui ! et Benjamin s'empresse alors de retourner dans la tourmente, où il est sans doute blessé, mais où il a au moins le sentiment de vivre plus intensément. Le problème n'est donc pas si simple ; et pour éviter des contradictions ou de peur de jeter un pont trop fragile entre la personnalité de l'auteur et sa projection dans des écrits politiques, il vaut mieux s'en tenir au texte lui-même et avouer que celui-ci est presque muet sur une définition du bonheur. Cependant, quelques indications glanées au passage nous renseignent un peu. Voici par exemple, ce qu'il dit au Livre XVII :

Si l'on place le bonheur des gouvernés dans les jouissances purement physiques, il est possible de dire avec quelque raison que l'intérêt des gouvernants [...] n'est presque jamais de troubler les gouvernés dans ces jouissances. Mais si l'on place le bonheur des gouvernés plus haut, dans le développement de leurs facultés intellectuelles, l'intérêt de la plupart des gouvernements sera d'arrêter ce développement (p. 467).

Or, puisque l'ensemble de l'ouvrage démontre que le gouvernement va à l'encontre du bonheur des individus, l'on peut en déduire que pour Constant c'est toujours la seconde définition qui l'emporte et que Benjamin écarte d'emblée la réduction du bonheur aux seules « jouissances physiques ». Mais cela ne nous avance guère, car nous nous doutions bien que, dans l'idée de Constant, la seule satisfaction des besoins naturels, les « jouissances » ne rendent pas un peuple heureux, même si elles y contribuent. Mais ailleurs, nous trouvons quelques détails supplémentaires, quand l'auteur énumère quelques-unes des composantes du bonheur :

La moindre lumière, le moindre germe de la pensée, le moindre sentiment doux, la moindre forme élégante doivent être soigneusement protégés. Ce sont autant d'éléments indispensables au bonheur social (p. 496).

Les questions matérielles, encore une fois, importent peu à la collectivité pour qu'elle se réalise dans une plénitude totale — car,

après tout, le pire despotisme pourrait encore lui procurer une certaine aisance et une certaine abondance de biens — non, ce qu'il faut à l'homme, c'est un épanouissement plus moral, plus intellectuel que physique. Pour cela il faut qu'il soit complètement libre et qu'il ne vive pas dans des agitations ou dans des mouvements continuels qui viendraient menacer cette liberté. Dans cette situation seulement, chaque homme trouvera son bonheur individuel, « le seul véritable » (p. 415), que chacun définit comme il l'entend, et dont la somme équivaldra à ce bonheur collectif ou social.

Cette conception du bonheur, très idéal, subtil et formé de quantité de choses vagues, mais qui toutes ont un rapport étroit avec le goût, l'esthétique, les sentiments et la pensée, cette conception fait apparaître une fois encore le rôle de premier plan que jouent le philosophe, l'écrivain, l'artiste, en un mot l'intellectuel. Mais on aurait tort de penser que Constant imagine cette société libre à seule fin que l'homme de génie soit révééré comme le nouveau maître. Bien au contraire et assez paradoxalement, le plus grand moment de gloire pour le philosophe, pour l'ami de la liberté, c'est celui où il est opprimé ; car c'est alors que se reconnaît sa véritable raison d'être, son vrai combat : confronté au despotisme qui le muselle, l'écrivain se réalise pleinement, il devient l'authentique défenseur, le tribun des libertés individuelles. Tandis que si la liberté règne, son importance s'amenuise :

S'il fallait choisir entre la persécution et la protection, la persécution vaudrait mieux pour les lumières (p. 368).

Et dans cet hymne magnifique à la liberté courageuse qu'est la fin des *Principes de politique*, Constant insiste bien sur cette joie que procure la lutte contre l'arbitraire vainqueur et l'obscurantisme renaissant. Il y a dans ce sacrifice glorieux, une jouissance que n'apportera plus la liberté recouvrée : il est bien plus grisant d'être en première ligne, même si cela est dangereux, que d'être un simple factionnaire, surveillant que toutes les précautions ont été prises pour que la puissance ne déborde plus. Qu'on juge alors, en lisant cette dernière citation, de l'effet qu'elle devait immanquablement produire, en 1806, sur les auditeurs du cercle de Mme de Staël, presque tous proscrits ou du moins relégués par l'Empire :

Après l'avantage inestimable d'être citoyen d'un Etat libre, il n'est peut-être aucune situation plus douce que d'être l'interprète courageux d'une nation asservie, mais éclairée. Ce ne sont point des temps sans compensation que ceux où le despotisme, dédaignant une hypocrisie qu'il croit inutile, arbore ses propres couleurs et déploie avec insolence des étendards dès longtemps connus. Combien il vaut mieux souffrir de l'oppression de ses

ennemis, que rougir des excès de ses alliés. Les défenseurs de la liberté rencontrent alors l'assentiment de la meilleure partie de l'espèce humaine. Ils plaident une noble cause en présence du monde et secondés par les vœux de tous les hommes de bien. La persécution suivie de la gloire est largement récompensée. Celui qui succombe lègue avec confiance à ses contemporains le soin de défendre sa mémoire et d'achever son ouvrage (pp. 504-505).

CONCLUSION

Sans transformer radicalement la vision que l'on avait de la pensée politique de Constant, l'histoire de ses idées de 1789 environ à 1806 a néanmoins déplacé vers l'arrière le point où l'on situait généralement l'acmé de sa réflexion. Désormais la Restauration apparaît, selon ce point de vue, plutôt comme une période d'utilisation ou de mise en pratique, que de création véritable. Cette constatation n'est nullement un jugement de valeur ; et bien loin de mépriser les publications sorties de presse depuis 1813, nous pensons qu'il faudra un jour les réexaminer à la lumière d'un texte que les circonstances ont tenu trop longtemps caché.

Mais en plus de cette modification des perspectives, c'est le personnage de Constant et son rôle, dans ces années troublées du Directoire et du Consulat, qui ressortent sous des couleurs différentes de celles auxquelles la biographie traditionnelle nous avait habitués. Sa conviction, son enthousiasme, puis son sens du devoir contrastent singulièrement avec l'image de cet homme veule, blasé, sans caractère et dominé par les femmes, tel que l'avait dépeint Sainte-Beuve. Se fiant peut-être trop au témoignage de ses ennemis, une frange importante de la critique a vu Constant comme un raté, dont personne ne voulait s'embarrasser et qui réclamait pour lui-même une place dans tous les gouvernements. A la lecture de ses premiers écrits et en confrontant l'ensemble des documents qui nous sont parvenus, il semble au contraire que Constant ait joué un rôle non négligeable au sein d'une élite républicaine, qui rechercha ses talents de théoricien et ses conseils ; on soupçonne, plus qu'on connaît, tout un « parti » de républicains modérés et sincères qui l'ont pris comme chef de file et comme porte-parole. Les études et les monographies manquent encore qui montreront la réalité de ce mouvement.

Puis, peu à peu et les circonstances aidant, le philosophe chez lui prend le pas sur l'homme politique engagé. Progressivement, ses convictions ne font plus cause commune avec le régime en vigueur, elles s'en détachent pour se fixer sur des principes immuables. L'analyse de l'ouvrage de 1806 a mis en relief une pensée bien élaborée, dense, arrivée à sa maturité. Ne se préoccupant plus de défendre ou d'attaquer un gouvernement particulier, Constant a construit véritablement un « système de liberté », cohérent et structuré, qui est

la forme achevée d'une longue recherche qui trouve son aboutissement après quelques années de tâtonnements (la traduction de Godwin et le « grand traité » en fournissent la preuve). En comparaison des autres textes de leur auteur mais surtout par rapport aux productions de leur temps, les *Principes de politique* se révèlent comme un ouvrage très important, le seul pratiquement qu'on puisse opposer à ceux de Maistre ou Bonald.

Situé chronologiquement et hiérarchiquement dans la série des écrits constantiens, le message de 1806 prend tout son sens. Ce traité recueille en héritage toute l'expérience de Constant : à bien des égards, il est fait sur le modèle des textes précédents. On retrouve en particulier ce ton de réplique qu'avaient eu autrefois *De la force du gouvernement* ou *Des réactions politiques*. A sa table de travail, loin pourtant des fonctions publiques, Constant continue la lutte engagée contre tous les extrémistes. Ceci témoigne en faveur d'une longue fidélité aux mêmes principes et d'une ligne de conduite presque toujours identique ; la longévité des convictions est un trait que l'on discerne chez Constant bien avant son combat contre les ultras sous Louis XVIII et Charles X. L'interlocuteur ne change pas dans son œuvre : qu'il s'agisse du réactionnaire en 1796, du néo-jacobin en 1798, de Molé, de Ferrand ou du *Mercur de France* en 1806, Constant s'adresse toujours à celui qui veut le triomphe d'une faction et non celui des principes. Cependant, malgré cet héritage et ces ressemblances et bien que, pour les composer, Constant ait repris des passages rédigés antérieurement, les *Principes de politique* sont nouveaux en ceci surtout qu'ils généralisent de plus en plus et qu'ils s'élèvent du cas particulier, de la circonstance à la théorie censée être universellement valable. Constant a voulu que son livre remplace et dépasse à la fois les grandes œuvres politiques du siècle précédent, que l'expérience révolutionnaire avait rendues caduques. C'est un des intérêts de son traité que cette tentative de théoriser l'expérience ou de faire reposer toute idée sur la base solide des applications pratiques : on distingue, dans une telle démarche, une sorte de positivisme avant la lettre.

Puisque cet ouvrage paraît seulement aujourd'hui dans son intégrité et dans sa forme originale, il fallait avant toute autre chose en faire la présentation générale et le mettre à sa juste place ; comme il est considérable, il est évident que cette seule entreprise n'allait pas sans bousculer quelques idées reçues sur l'auteur et sa pensée. Mais il est souhaitable que ce nouveau matériau suscite d'autres approches et d'autres interprétations. Pour terminer cette étude, nous proposons donc quelques lectures possibles des *Principes de politique*.

Plutôt que de la circonscrire exclusivement à son auteur, il fau-

drait par exemple étudier ce texte comme l'expression d'un groupe d'opposants au régime napoléonien. C'est en effet par rapport à ce qu'elle repousse que cette œuvre se définit le mieux : menant un combat contre tout despotisme, elle vise en premier lieu celui qui bat son plein à cette époque ; à cet égard, elle est bien la traduction parfaite de l'état d'esprit du cercle de Mme de Staël, d'une petite minorité qui réunit les esprits les plus brillants sans doute, mais condamnés au silence. Les analogies avec les animateurs de la *Décade philosophique* sont aussi manifestes. Les *Principes de politique* pourraient se situer à mi-chemin entre les Idéologues et le groupe de Coppel ; ils sont représentatifs d'un courant de pensées, qui récolte sous bénéfice d'inventaire l'héritage des lumières et tente de réveiller tous les modérés, en les ralliant autour d'un étendard symbolisant les valeurs de 1789 sans les « excès » qui ont suivi. Le traité de 1806 prend de ce point de vue la forme d'un bréviaire politique, écrit à l'usage d'une élite qui refuse de se vouer uniquement à la cause napoléonienne. En effet, comme nous l'avons observé à plusieurs reprises, les écrivains, les intellectuels occupent une place déterminante dans la société telle que Constant et son entourage la souhaitent. Le propriétaire tient certes l'avant-scène, mais c'est surtout parce que son bien lui offre le loisir suffisant pour acquérir les lumières nécessaires à la conduite des affaires ; c'est sa compétence plus que sa richesse qui est prise en considération. Le critère distinctif, tant sur le plan social que politique, c'est l'éducation, l'instruction, une certaine culture qui, à condition qu'elle soit librement acquise, contribue à préserver les principes fondamentaux contre les atteintes de l'arbitraire. Chez Constant comme chez ses amis, on trouve cette volonté de créer un rempart de l'intelligence, du savoir et du goût, défendant l'élan progressif de la pensée contre ceux qui veulent l'enrégimenter ou la proscrire. Le ton de l'ouvrage, d'autant plus spontané qu'il n'a pas subi la censure, le montre bien : Constant essaie de provoquer une réaction parmi les « amis de la liberté », il essaie de les sortir de cette léthargie entretenue par le régime, de les exhorter à reprendre leur « mission » de gardiens des principes. Constant était probablement le mieux placé de tous pour forger cette machine de guerre contre un nouvel obscurantisme, pour susciter cette croisade contre l'assoupissement général de la pensée et de toute réflexion indépendante ; l'Europe selon lui était en train de ressembler à la Chine, à cet empire uniforme et silencieux, où l'autorité ne rencontre aucune résistance. Or, ce Vaudois de naissance, qui connaissait bien l'Allemagne et l'Angleterre, qui n'avait pas un passé compromettant de révolutionnaire ou d'émigré, était, au milieu de son entourage, peut-être le plus libre de réclamer la défense des valeurs que la Ré-

volution avait placées au premier rang. En ce sens, de par la puissance et la conviction des sentiments qui l'animent, le traité de 1806 dépasse largement le cadre dans lequel il avait été créé : ses accents ne sont pas non plus étrangers à nos oreilles de modernes.

Elargissant davantage le cercle dont les *Principes de politique* sont le centre, on pourrait encore le considérer comme un document révélateur d'un courant de pensées encore plus large, mais plus diffus et plus larvé. Constant a formulé des idées que de nombreux Français et de nombreux Européens étaient prêts à admettre. Synthèse de la réflexion d'un écrivain, écho de l'action courageuse mais limitée de quelques intellectuels « dissidents », les *Principes de politique* reflètent aussi les sentiments d'une bourgeoisie qui commence à se lasser des démonstrations brillantes d'un empereur qui s'est identifié à la nation, plus pour sa propre gloire que pour la défense des principes sociaux et politiques de 1789. René Rémond croit pouvoir distinguer, autour de 1808-1809, un tournant dans l'attitude des classes moyennes françaises¹ ; la bourgeoisie se rendrait compte en effet que le régime qui conviendrait le mieux à ses aspirations serait une monarchie tempérée par une constitution libérale, un peu à la manière anglaise. Les garanties obtenues en 1789 seraient préservées (il n'y aurait plus de retour aux anciens privilèges), l'Europe coalisée ne se sentirait plus alors menacée par la vague révolutionnaire et la paix reviendrait ; enfin l'idée d'un roi concilierait plus facilement les esprits : la France traditionnelle et la France moderne ne seraient plus partagées (à condition de s'entendre sur la dynastie qu'il faudrait placer sur le trône !). Les *Principes de politique* appartiennent indiscutablement à cette tendance conciliatrice. Ils peuvent même servir de point de repère commode pour mieux situer et mieux caractériser ce mouvement si bien décrit par René Rémond : on peut à certains égards reculer jusqu'en 1806 l'origine du courant qu'il décèle. Nous ne voulons pas dire que ce traité prône le retour des Bourbons ou le changement de dynastie !

¹ « Un curieux et imprévisible rapprochement commence à se dessiner entre la bourgeoisie libérale, bénéficiaire de la Révolution, celle qui a fait Thermidor et approuvé Brumaire, et l'idée monarchique libéralisée : cette alliance qui s'amorce discrètement préfigure l'interprétation libérale et constitutionnelle de la monarchie, qui se formulera bientôt et prendra corps dans la Charte de 1814. C'est ce rapprochement qui explique la sincérité réelle du ralliement d'esprits indubitablement libéraux à la monarchie restaurée de 1814. Comparée au despotisme napoléonien, l'autorité paternelle du roi semblera douce et libérale. » René Rémond, *La vie politique en France depuis 1789*, t. I, 1789-1848, Paris, A. Colin, 1965, p. 239. Et un peu plus loin, le même auteur fait encore cette réflexion : « ce ralliement à l'idée monarchique avait, à la fin de l'Empire, été orienté par le désir de retrouver un régime qui préservât les libertés fondamentales. » *Ibid.*, p. 262.

Constant ne veut être inféodé à aucun « parti » précis ; il indique seulement un moyen d'établir une constitution durable, qui permettrait aux énergies sociales libérées par l'abolition des privilèges de s'épanouir plus facilement. Et en cela, il se faisait probablement à son insu le porte-parole de toute une classe sociale.

La Charte octroyée par Louis XVIII en 1814 réalisera en partie ce programme. Constant pourra alors reprendre des théories qu'il avait dû laisser inédites. Sa rentrée en scène, si souvent interprétée comme la manifestation d'une ambition réfrénée, devrait être vue surtout comme le désir légitime de faire valoir des opinions qu'il savait être en parfait accord avec les vœux de la majorité. Après tant d'années de silence, le publiciste peut enfin produire le résultat de ses recherches sur les rapports entre les citoyens et l'Etat, entre la liberté individuelle et la force collective. Comme les idées qu'il préconise ne triomphent pas complètement sous la Restauration, son combat peut reprendre ; la différence avec l'époque précédente, est qu'il peut s'exprimer ouvertement. Toutefois les circonstances ayant changé, l'œuvre, de compacte qu'elle était, se fractionne et se diversifie : ce qui était ramassé en une synthèse s'éparpille dans de nombreux ouvrages. Il appartiendra à d'autres de comparer à ses métamorphoses tardives le texte original que nous publions.

BIBLIOGRAPHIE

Table de la bibliographie

Sources

A.	SOURCES MANUSCRITES	384
A. 1.	<i>Bibliothèques publiques</i>	384
	Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne	384
	Bibliothèque nationale, Paris	387
	Archives nationales, Paris	388
	Bibliothèque publique et universitaire, Genève	388
	Bibliothèque de la Ville de Neuchâtel	388
A. 2.	<i>Archives privées</i>	388
B.	SOURCES IMPRIMÉES	389
B. 1.	<i>Correspondances</i>	389
B. 2.	<i>Journaux intimes</i>	392
B. 3.	<i>Souvenirs</i>	393
B. 4.	<i>Oeuvres politiques</i>	393
B. 5.	<i>Mémoires et correspondances de contemporains</i>	393
B. 6.	<i>Liste des journaux consultés</i>	394
B. 7.	<i>Ouvrages contemporains</i>	396

Travaux

C.	SUR CONSTANT	397
C. 1.	<i>Biographies et études d'ensemble</i>	397
C. 2.	<i>Monographies et études particulières</i>	398
C. 3.	<i>Travaux sur la pensée politique</i>	400
D.	AUTOUR DE CONSTANT	404
D. 1.	<i>La famille</i>	404
D. 2.	<i>Le Groupe de Coppet et Mme de Staël</i>	404
D. 3.	<i>Les Idéologues et le mouvement des idées</i>	405

Sources

A. SOURCES MANUSCRITES

A. 1. Bibliothèques publiques

Bibliothèque cantonale et universitaire, Lausanne (BCU)— *Fonds Constant II* (Fds Ct II)

Ce sont les archives de famille léguées par le dernier baron Rodolphe de Constant-Rebecque ; elles n'ont été accessibles au public que depuis 1974 et elles ne sont pas encore définitivement classées. Les papiers de chacun des membres importants de la famille sont regroupés sous un numéro d'ordre distinct. Ainsi, tout ce qui concerne Benjamin Constant est rangé, dans ce fonds, sous le No 34. Voici une liste sommaire du contenu de cette section :

Carton 1 : Correspondance

1. Lettres autogr. de Mme de Charrière à Benjamin Constant, 1789 (?) - 1805.
2. Lettres autogr. de Thérèse Forster (la fille de Thérèse Huber) à Benjamin Constant, 1805.
3. Lettres de Benjamin Constant à Anna Lindsay. Copies de la main d'Anna Lindsay, 1800-1805.
Ces lettres ont été publiées sous le titre : *L'inconnue d'Adolphe. Correspondance de Benjamin Constant et d'Anna Lindsay*. Publié par la baronne Constant de Rebecque, préface de Fernand Baldensperger, Paris, La Palatine-Plon, 1933, XXIX-240 p.
Les originaux font apparaître que cette édition est défectueuse : fautes de lecture, de classement, lettres mal datées.
4. Lettres autogr. de Julie Talma à Benjamin Constant, 1796 (?) - 1805. Egalement publiées, sous le titre : *Lettres de Julie Talma à Benjamin Constant*. Publiées avec une introduction biographique et des notes par la baronne Constant de Rebecque, Paris, Plon, 1933, LXVIII-254 p. Cette édition mériterait aussi d'être revue.

Cartons 2-3 : Correspondance

5. Lettres autogr. de Charlotte de Hardenberg à Benjamin Constant, 1793 (?) - 1810. Cette correspondance, très volumineuse, n'est pas encore classée ; plusieurs lettres sont en allemand. Quelques-unes ont été publiées par Dorette Berthoud, *La seconde Madame Benjamin Constant d'après ses lettres*, Lausanne, Payot, 1943, 255 p.

Carton 4 : Correspondance

6. Lettres adressées à Benjamin Constant par différents correspondants, parmi lesquels : François de Pange, Chateaubriand, Mme de Staël (lettre du 15 juin 1809), Juste de Constant, Mme de Nassau, Prosper de Barante, Marianne Magnin.
7. Lettres de Benjamin à son père. Copies autogr. 1 vol. relié, intitulé : « Affaires de mon père », 175 p.

Carton 5 : Divers et Oeuvres politiques

8. Lettre autogr. de Guillaume-André Réal du 23 nivôse an VIII

(7 janvier 1800) à Benjamin Constant. Nous publions cette lettre ci-dessus, pp. 209-210 et n. 65.

9. *Additions à l'ouvrage intitulé Principes de politique applicables à toutes les formes de gouvernement*. 1 liasse de fiches autogr. de différents formats, qui servirent à la rédaction, en 1810, du texte des *Additions* que nous publions.
10. [Copie partielle de *Des circonstances actuelles* de Mme de Staël.] 10 cahiers de la main d'un secrétaire avec des corrections et des additions autographes, sans titre propre, 237 p.
Voir à propos de ce ms, ci-dessus, p. 236 et n. 153, ainsi que l'édition de *Des circonstances actuelles* [123],* Annexe V.

* Les N^{os} entre crochets carrés renvoient à la présente Bibliographie.

Carton 6 : *Principes de politique*

11. *Principes de politique applicables à tous les gouvernements*. 18 cahiers (équivalent chaque fois à 1 Livre) de la main d'un secrétaire, avec de nombreux passages et corrections autographes. Puisque c'est ce ms que nous publions, nous renvoyons à l'introduction de l'édition critique, pour une description plus détaillée.

Carton 7 : *De la justice politique*

12. *De la justice politique* [traduction de William Godwin, *Inquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness*, London, 1793, 2 vol.] 1 liasse importante formée de plusieurs cahiers et de feuilles volantes. De la main de deux secrétaires au moins, avec des passages et des corrections autographes.

Cartons 8-9 : *Fragments*

13. *Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays*. Ms de 536 f. de grand format 40 x 25 cm., de la main d'un secrétaire identifié comme étant le « petit Rivière », avec de nombreuses additions et corrections autographes ; chaque chapitre forme un cahier séparé. Sur ce manuscrit, voir notre Première Partie, Ch. 3, Section IV, pp. 218 et suiv.

Carton 9 : *Fragments*

14. *Livre IV De la monarchie héréditaire*. Ms autogr. 1 cahier de 21 x 13 cm., 21 f. rédigés et 16 f. blancs. Il s'agit d'une série de notes numérotées 1 à 85 qui servirent à rédiger, en 1810, le livre IV des *Fragments*, qui manque en effet dans le ms original [13].
15. *Additions à l'ouvrage intitulé Fragments d'un ouvrage sur les moyens de constituer la république dans un grand pays*. Ms autogr. 1 liasse de 32 fiches, formant un total de 68 notes, qui servirent à la rédaction, en 1810, des *Additions aux Fragments*.
Sur ces deux ms [14 et 15], nous renvoyons à notre Seconde Partie, Ch. 1.

Carton 10 : *Polythéisme*

16. *Recherches historiques sur les religions des principaux peuples de l'antiquité*. Ms autogr. comprenant 12 chapitres composés sur des fiches de formats divers.

Carton 10bis : Polythéisme

17. *Troisième Partie. Combinaisons et modifications ultérieures des deux espèces de polythéisme*. Ms autogr. comprenant 25 chapitres composés sur des fiches de formats divers ; les Ch. 10-12 manquent.

Cartons 11-13 : Oeuvre littéraire

18. Ces cartons contiennent les ms bien connus des *Journaux intimes*, d'*Adolphe*, du *Cahier rouge* et de *Cécile*. Ils ne sont cités ici que pour mémoire.

— *Fonds d'Estournelle de Constant* (BCU, Co ...)

Appelé également « Fonds Constant I » ou « Ancien fonds Constant », il groupe des pièces de provenances diverses, mais pour l'essentiel ce sont les papiers hérités par Louise d'Estournelle de Constant après la mort de son demi-frère Benjamin. En plus de nombreux manuscrits relatifs aux recherches sur les religions, ce fonds abrite une nombreuse correspondance (surtout celle du député de la Restauration) et des papiers concernant son activité de journaliste et d'orateur à la Chambre.

Nous avons consulté pour notre sujet :

19. Co 3295-3367. Lettres autogr. de Mme de Nassau à Benjamin Constant. La plupart ont été publiées avec de très grosses erreurs de lecture et de datation par Dora Mélégaré [41], pp. 167-389, lettres N^{os} 5, 6, 8, 9, 10, 14, 15, 19, 20, 23, 26, 28, 29, 30, 31, 33, 45, 46, 49, 50, 54, 60, 67, 68, 70, 70bis, 71, 72, 79, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 93, 101, 102, 103, 104, 105, 107, 108, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 119, 120, 124, 128, 130, 131, 134, 135. Les originaux des N^{os} manquants dans cette liste se trouvent à la Bibliothèque nationale de Paris [27]. Quelques-uns sont perdus.
20. Co 3259. *Introduction* [aux *Considérations sur la marche de la religion depuis l'origine du polythéisme, jusqu'à l'établissement du théisme*] Ms de la main d'un secrétaire, 19 x 12 cm., 33 f. Le titre artificiel est fourni par une phrase de Constant au f. 33, cf. Annexe IX à l'édition des *Principes de politique*. Les 13 premiers folios de ce ms ont été publiés par Patrice Thompson : Benjamin Constant, *Deux chapitres inédits de l'Esprit des religions (1803-1804)* : « Des rapports de la morale avec les croyances religieuses » et « De l'intervention de l'autorité dans ce qui a rapport à la religion ». Publiés avec une introduction et des notes par Patrice Thompson, Neuchâtel, Faculté des Lettres ; Genève, Droz, 1970, pp. 229-239 (Université de Neuchâtel, Recueil des travaux publiés par la Faculté des Lettres, 33).
21. Co 3261. [Registre violet] Ms autogr. 1 vol. relié, 29 x 19 cm., 151 f. comprenant plusieurs séries de notes numérotées. Les f. 47-71 sont inemployés.
22. Co 3415. *Considérations générales sur les rapports de la morale avec les croyances religieuses*. Ms autogr. 36 x 25 cm., 8 f. (Chaque double folio est numéroté en chiffres romains au crayon : I-IV.)
23. Co 3415. *De l'intervention de l'autorité dans ce qui a rapport à la religion*. Ms autogr. du même aspect que le précédent et faisant partie du même ensemble à l'origine. 21 f., même système de nu-

mérotation que le précédent : V-XV.

Ces deux derniers ms [22 et 23] sont publiés par Patrice Thompson, *Deux chapitres inédits...* [20] Cf. Annexe X de notre édition.

24. Co 3492. [Suite de notes numérotées] Ms autogr., sur feuilles volantes ou doubles feuillets, 19 x 12,5 cm., 27 f. La première note porte le No 541 et la dernière, 1123 ; de nombreux N^{os} manquent. Cf. Annexe XI de notre édition.
25. Co 4427. Fragment ms de la main d'un copiste, détaché d'une version d'un ms politique antérieur aux *Principes de politique*, 31 x 19,5 cm., 2 f.

Nous avons cité ces ms [20 à 25], parce qu'ils contiennent des passages qui ont été reproduits ultérieurement dans les *Principes de politique* ; ils sont chaque fois signalés dans l'apparat critique de notre édition. Il serait nécessaire de vérifier avec soin chaque recueil de notes et de fiches destinées à l'ouvrage sur les religions, pour s'assurer que l'un ou l'autre ne recèle pas encore un passage repris dans les ms politiques ; seul un sondage a été fait, mais sans être exhaustive, la liste que nous donnons ici mentionne au moins les principales rédactions auxquelles Constant a parfois puisé pour composer son traité de 1806.

Bibliothèque nationale, Paris (BN)

26. *Oeuvres manuscrites de 1810*. Acquises en 1961, elles comprennent 7 vol. reliés, dont voici la table des matières sommaire :

T. I (Nouv. acq. fr. 14358) :

— Articles de biographie, f. 2-30.

— Adolphe, f. 32-84.

— Principes de politique, Livre I-VII, f. 86-182.

T. II (Nouv. acq. fr. 14359) :

— Principes de politique, Livre VIII-XV, f. 2-179.

T. III (Nouv. acq. fr. 14360) :

— Principes de politique, Livre XVI-XVIII, f. 2-66.

— De la justice politique par Godwin, Livre I-III, f. 67-145.*

T. IV (Nouv. acq. fr. 14361) :

— De la justice politique, Livre IV-VI, f. 2-189.*

T. V (Nouv. acq. fr. 14362) :

— De la justice politique, Livre VII-VIII, f. 2-23.*

— De Godwin, de ses principes..., f. 24-30.*

— Fragments d'un essai sur la littérature, f. 31-51.

— Corinne ou l'Italie par Mme de Staël, f. 53-64.

— De la perfectibilité de l'espèce humaine, f. 66-83.

— Fragment d'un essai sur la perfectibilité, f. 83-94.*

— Lettre sur Julie, f. 96-107.

— Esquisse d'un essai sur la littérature du XVIII^e siècle, f. 109-

* Ces textes ont été publiés par Burton R. Pollin : Benjamin Constant, *De la justice politique*, traduction inédite de l'ouvrage de William Godwin, *Enquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness*, éditée par Burton R. Polin, Québec, Les presses de l'Université Laval, 1972, 393 p. (Droit, Science politique, 5).

112. [Texte publié par Simone Balayé dans *Europe*, N° 467, 1968, pp. 18-21.] Cf. p. 387.
- Apologie du Parlement anglais, f. 113-117.
 - Ferdinand de Brunswick, f. 119-122.
 - Observations sur un article du Journal de l'Empire, f. 124-127.
 - De la révolution du Brabant en 1790, f. 128-139.
 - De la discipline militaire des Romains, f. 140-148.
 - Histoire de Frédéric le Grand, f. 149-172.
 - Morceau de Filangieri sur la religion, f. 172-182.
- T. VI (Nouv. acq. fr. 14363) :
- Fragments d'un ouvrage abandonné sur la possibilité d'une constitution républicaine dans un grand pays, Livre I-VIII, Ch. 10, f. 3-205.
- T. VII (Nouv. acq. fr. 14364) :
- Fragments d'un ouvrage abandonné..., Livre VIII, Ch. 11-17, f. 2-26.
 - Additions à l'ouvrage intitulé Principes de politique, f. 28-93 [texte que nous publions].
 - Additions à l'ouvrage intitulé Des moyens de constituer une république dans un grand pays, f. 93-104.
 - Table des matières des sept premiers volumes, f. 162-174.
27. Nouv. acq. fr. 17269. Lettres autogr. de Benjamin Constant à Mme de Nassau. Il s'agit de l'autre série de lettres signalées ci-dessus [19].

Archives nationales, Paris (AN)

28. 284 AP 15. Lettres autogr. de Benjamin Constant à Sieyès.

Bibliothèque publique et universitaire, Genève (BPU)

29. Ms Constant 16/1. Lettres autogr. de Charles de Constant à sa sœur Rosalie.
30. Ms Constant 18/3. Lettres autogr. de Rosalie de Constant à son frère Charles.
31. Ms Constant 36/1. Lettres autogr. de Benjamin Constant à Mme de Nassau.

Bibliothèque de la Ville de Neuchâtel (BV)

32. Ms 1300. Lettres autogr. de Mme de Charrière à Benjamin Constant.
33. Ms 1312 et Ms 1313. Lettres autogr. de Benjamin Constant à Mme de Charrière.

A. 2. Archives privées

Archives de Pückler, Château de Mézery

34. Lettre de François de Neuchâteau à Benjamin Constant du 25 germinal an VI (14 avril 1798).

Collection Mme Th. Bringolf, Neuchâtel

35. Lettre autogr. de Benjamin Constant à Laporte du 14 ventôse an VI (4 mars 1798).

Collection Mme J. Chappey, Paris

36. Lettres autogr. de Benjamin Constant à Louis-Ferdinand et Thérèse Huber, photographie des originaux qui se trouvaient autrefois à la Preussische Staatsbibliothek de Berlin dans la Lessing Sammlung. Ces lettres seront publiées par nos soins dans les *Cahiers staëliens*, N° 29, 1er semestre 1981.

B. SOURCES IMPRIMÉES

B. 1. Correspondances

Il n'existe actuellement aucune édition complète de la correspondance de Constant ; les publications partielles laissent souvent à désirer. Nous ne mentionnons ici que les publications de lettres qui nous ont été utiles pour notre travail.

— Lettres à et de Mme de Charrière

La correspondance complète entre Constant et Mme de Charrière doit paraître prochainement dans les *Oeuvres complètes de Mme de Charrière* (Amsterdam, G.A. van Oorschot, 1979-). En attendant, il faut se contenter de nombreuses publications partielles :

37. Eusèbe-Henri Gaullieur, Lettres de Benjamin Constant à Mme de Charrière, *Revue suisse*, t. VII, 1844, pp. 181-187.
38. Charles-Augustin Sainte-Beuve, Benjamin Constant et Madame de Charrière, Lettres inédites, *Revue des deux mondes*, 14e année, N.S., t. VI, 15 avril 1844, pp. 193-264. — Cet article hostile reparut encore à trois reprises : d'abord dans une notice accompagnant l'édition du roman de Mme de Charrière, *Caliste ou lettres écrites de Lausanne* (Paris, J. Labitte, 1845, pp. 217-315) ; puis dans les *Derniers portraits littéraires* (Paris, Didier, 1852, pp. 180-273) et enfin dans la nouvelle édition des *Portraits littéraires* (Paris, Garnier, t. III, 1864, pp. 185-285).
39. Eusèbe-Henri Gaullieur, La jeunesse de Benjamin Constant (D'après de nouvelles lettres inédites), *Bibliothèque universelle de Genève*, 4e série, 2e année, t. VI, 1847, pp. 236-267 ; 344-375. Le même texte est repris dans les *Etrennes nationales, faisant suite au Conservateur suisse ou Mélanges helvétiques d'histoire, de biographies et de bibliographie*, recueillis par E.-H. Gaullieur, Genève, Ch. Gruaz, 1854, pp. 95-138.
40. Eusèbe-Henri Gaullieur, Benjamin Constant pendant la Révolution (D'après de nouvelles lettres inédites), 1791-1796, *Bibliothèque universelle de Genève*, t. VIII, 1848, pp. 50-84 ; 271-293. — Sur l'histoire de cette publication par Sainte-Beuve et Gaullieur, voir Gustave Rudler, Un portrait littéraire de Sainte-Beuve, *Revue d'histoire littéraire de la France*, t. XII, 1905, pp. 177-202, et Pierre Deguise, *Benjamin Constant méconnu* [131], pp. 3-37, *Comment on crée une légende : Sainte-Beuve et Constant*.
41. Dora Méléhari, Lettres de Benjamin Constant à Madame de Charrière, *Revue de Paris*, 15 octobre 1894, pp. 673-718. Reprises dans

Journal intime de Benjamin Constant et lettres à sa famille et à ses amis, précédés d'une introduction par Dora Mélégar, Paris, P. Ollendorff, 1895. — Une partie des lettres que D. Mélégar avait eues en main pour son édition a été perdue ; le reste des originaux est à la Bibliothèque de la Ville de Neuchâtel [33].

42. Lettres inédites de Benjamin Constant présentées par Dorette Berthoud, *Revue de Paris*, octobre 1964, pp. 65-75.

La meilleure édition jusqu'à ce jour reste celle de Gustave Rudler [146] qui publie dans son ouvrage la plus grande partie des lettres de Constant à Mme de Charrière. Les lettres de cette dernière à Benjamin sont encore inédites ; on en trouve des extraits publiés dans l'ouvrage de Philippe Godet [152].

— *Lettres à Mme de Nassau*

Les lettres de Benjamin Constant à sa tante ont été l'objet de publications diverses et pour la plupart mauvaises.

La série actuellement conservée à Paris [27] avait été publiée sous le titre :

43. Lettres de Benjamin Constant à sa famille, *Revue internationale*, 4e année, t. XIV, livraisons des 10 et 25 avril, des 10 et 25 mai 1887, pp. 24-53 ; 200-232 ; 355-379 ; 584-605. Une note liminaire précise que les autographes appartiennent à la famille de Loys-Chandieu.

La série actuellement conservée à Lausanne [19] avait été publiée sous le titre :

44. Lettres inédites de Benjamin Constant à sa tante la comtesse de Nassau, née Chandieu, *Revue internationale*, 6e année, t. XXI, livraisons des 10 et 25 janvier et du 10 février 1889, pp. 5-31 ; 149-176 ; 302-324. Une note précise que les originaux étaient propriété des enfants de Mme De Lessert de Loys, elle-même petite nièce de Mme de Nassau.

Ces deux publications séparées sont réunies dans le volume de Dora Mélégar [41].

La série conservée à Genève [31] avait été publiée une première fois dans :

45. *Nouvelle revue*, t. XLVIII, 1er-15 octobre 1887, pp. 446-470 et 712-737.

Puis une seconde fois en volume dans :

46. *Lettres de Benjamin Constant à sa famille, 1775-1830*, précédées d'une introduction, d'après des lettres et des documents par Jean-H. Menos [pseud. de Elisa Hudry-Menos], Paris, Savine, 1888, 598 p. (seconde éd. Paris, Stock, 1931, 598 p.).

Enfin quelques lettres qui avaient échappé aux précédents éditeurs sont publiées successivement par :

47. Louis Thomas, Lettres inédites de Benjamin Constant, *Revue politique et littéraire, revue bleue*, t. LII, 25 avril 1914, pp. 519-522.
 48. Henri Guillemain, Douze lettres autographes de Benjamin Constant, *La Table ronde*, Nos 115-116, juillet-août 1957, pp. 7-28.
 49. Henri Guillemain, Une correspondance inédite de Benjamin Cons-

tant, *La Table ronde*, N° 135, mars 1959, pp. 57-95, et dans Henri Guillemin, *Eclaircissements*, Paris, Gallimard, 1961, pp. 121-160.

50. Henri Guillemin, Trois lettres « politiques » de Benjamin Constant, *Journal de Genève*, N° 117, 19-20 mai 1962.

— *Lettres à Rosalie de Constant*

51. Eugène Crépet, Benjamin Constant d'après une correspondance de famille complètement inédite, *Revue nationale*, t. XXVII, 96e et 97e livraisons, avril-mai 1867, pp. 161-188 ; 415-459. Ce n'est pas à proprement parler une édition de correspondance mais une biographie citant de nombreuses lettres.

Les lettres à Rosalie sont publiées distinctement par Menos [46] et quelques-unes par Louis Thomas [47].

52. Benjamin et Rosalie de Constant, *Correspondance, 1786-1830*, publiée avec une introduction et des notes par Alfred et Suzanne Roulin, Paris, Gallimard, 1955, XXIII-369 p.

— *Lettres à Samuel de Constant*

Voir Eugène Crépet [51], Menos [46] et Louis Thomas [47].

— *Lettres à Anna Lindsay et Julie Talma*

Voir [3] et [4].

— *Lettres à Fauriel*

53. Eugène Crépet, Une correspondance inédite de Benjamin Constant, *Revue moderne*, 11e année, 2e période, t. XLV et XLVI, 25 mars et 10 mai 1868, pp. 531-532 ; 241-259.

54. Paul et Victor Glachant, Benjamin Constant, Cabanis, Manzoni, etc., etc., etc., Lettres à Fauriel, *Nouvelle revue*, t. XIV, 1er janvier 1902, pp. 63-78.

55. Victor Glachant, Lettres de Benjamin Constant à Fauriel (1802-1823), *Revue politique et littéraire, revue bleue*, 5e série, t. V, Nos 2 et 3, 13 et 20 janvier 1906, pp. 36-41 ; 65-70.

56. Victor Glachant, *Benjamin Constant sous l'œil du guet*, D'après de nombreux documents inédits, Paris, Plon-Nourrit, 1906, XXXIX-600 p. Dans cet ouvrage sont reproduites les lettres à Fauriel que Victor Glachant avait déjà publiées [54] et [55].

Les originaux sont conservés à la Bibliothèque de l'Institut, Ms 2327 et 2328.

— *Lettres à Hochet*

57. Georges de Lauris, Lettres inédites, *La revue. Ancienne revue des revues*, 1er et 15 mai 1904, pp. 1-18 ; 151-159.

58. Jean Mistler, Lettres à Claude Hochet, *Revue des deux mondes*, 15 mai, 1er juin, 15 juillet, 1er septembre 1948, pp. 193-200 ; 400-422 ; 217-233 ; 124-142.

Ces lettres sont reprises en volume :

59. Benjamin Constant et Madame de Staël, *Lettres à un ami. Cent onze lettres inédites à Claude Hochet*, publiées avec une introduction et des notes par Jean Mistler, Neuchâtel, La Baconnière, 1949, 253 p.

— *Lettres à Barante*

60. Lettres à Prosper de Barante, *Revue des deux mondes*, 15 juillet et 1^{er} août 1906, pp. 241-272 ; 528-567.

La correspondance Constant-Barante est en préparation par les soins de Pierre Deguise.

— *Lettres à Sismondi*

61. Carlo Pellegrini, Lettere inedite di Benjamin Constant al Sismondi, *Pegaso*, t. IV, 1932, pp. 641-660. Ces lettres sont reprises dans Carlo Pellegrini, *Madame de Staël : il gruppo cosmopolito di Coppet. L'influenza delle sue idee critiche*, Firenze, F. de Monnier, 1938, pp. 206-221 (seconde édition sous le titre *Madame de Staël e il gruppo di Coppet*, Bologna, Pàtron, 1974).

On se reportera désormais à l'édition très érudite de :

62. Norman King et Jean-Daniel Candaux, La correspondance de Benjamin Constant et de Sismondi (1801-1830), *Annales Benjamin Constant*, N° 1, 1980, pp. 81-172 (*Revue européenne des sciences sociales, Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XVIII, N° 50, mai 1980).

— *Lettres à L.-F. et Th. Huber*

Voir [36].

— *Lettres à Sieyès*

Voir Victor Glachant [56], pp. 310-311 et Henri Guillemin [136], pp. 276-279.

B. 2. *Journaux intimes*

Nous signalons, pour mémoire seulement, la toute première édition du Journal intime, transcrite par Adrien de Constant et publiée par sa fille la comtesse de Pückler ; jamais édition de texte n'a été plus fautive, tronquée et malhonnête :

63. *Revue internationale*, t. XIII, janvier-mars 1887, pp. 81-91 ; 944-947.

Repris en volume par Dora Méléhari [41].

64. Benjamin Constant, *Journal intime précédé du Cahier rouge et de Adolphe*, établissement du texte, introduction et notes par Jean Mistler, Monaco, Ed. du Rocher, 1945, XXXVII-437 p.

Enfin l'édition intégrale et la seule conforme aux originaux :

65. Benjamin Constant, *Journaux intimes*, édition intégrale des manuscrits autographes publiés pour la première fois avec un index et des notes par Alfred Roulin et Charles Roth, Paris, Gallimard, 1952, 574 p.

Le texte a été reproduit dans :

66. Benjamin Constant, *Oeuvres*, texte présenté et annoté par Alfred Roulin, Paris, Gallimard, 1957, pp. 223-823 (Bibliothèque de la Pléiade).

B. 3. *Souvenirs*

67. J[ean]-J[acques] Coulmann, *Réminiscences*, Paris, M. Lévy, 1869, t. III, pp. 44-56.
68. Benjamin Constant, *Souvenirs historiques* à l'occasion de l'ouvrage de M. Bignon, *Revue de Paris*, t. XI et XVI, février-juillet 1830, pp. 115-125 ; 102-112 ; 221-233.

B. 4. *Oeuvres politiques*

Un instrument de travail des plus utiles va paraître prochainement :

69. C[ecil] P[atrick] Courtney, *A bibliography of editions of the writings of Benjamin Constant to 1833*, London, The Modern Humanities Research Association, 1981.

Pour la période 1796 à 1802, à défaut des éditions originales, on peut utiliser les recueils commodes de :

70. Carlo Cordié, *Gli scritti politici giovanili di Benjamin Constant (1796-1797)*, introduzione, bibliografia e testi, Como, C. Marzorati, 1944, LXXV-239 p. (Bibliographie encore utile).
71. Benjamin Constant, *Ecrits et discours politiques*, présentation, notes et commentaires par O[livier] Pozzo di Borgo, Paris, J.-J. Pauvert, 2 vol. (contient une liste chronologique des œuvres ; le titre ne doit pas faire illusion, ce n'est qu'une petite partie des écrits politiques qui sont publiés par Pozzo di Borgo).

On trouvera la liste détaillée des brochures et des discours de Constant de 1795 à 1802, ci-dessus, pp. 95-96 et n. 47 et pp. 204-205 n. 50.

B. 5. *Mémoires et correspondances des contemporains*

Il convient de citer en premier lieu, parce que c'est un instrument de travail remarquable :

72. Madame de Staël, *Correspondance générale*, texte établi et présenté par Béatrice W. Jasinski, Paris, J.-J. Pauvert, t. I-, 1962-.
73. Madame de Staël, *Dix années d'exil*, édition nouvelle par Paul Gautier, Paris, Plon-Nourrit, 1904, XXXVI-427 p.
74. Madame de Staël, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, Paris, Delaunay, Bossange et Masson, 1818, 3 vol.
75. Prosper de Barante, *Histoire du Directoire*, Paris, Didier, 1855, 3 vol.
76. *Mémoires de Barras*, publiés par Georges Duruy, Paris, Hachette, 1895, 4 vol.
77. *Journal du général Bertrand. Cahiers de Sainte-Hélène*, publié par Paul Fleuriot de Langle, Paris, Ed. Sulliver, 1959, 3 vol.

78. *Mémoires de Madame de Chastenay (1771-1815)*, publiés par Alphonse Roserot, Paris, Plon-Nourrit, 1896, 2 vol.
79. [Jean-Pierre Fabre de L'Aude], *Histoire secrète du Directoire*, Paris, Ménard, 1832, 3 vol.
80. Abraham Furtado, Souvenirs, *La Révolution française*, t. LXIX, 1916, pp. 543-551.
81. *Discours et opinions, journal et souvenirs de S[tanislas] Girardin*, t. I, Paris, Moutardier, 1828, pp. 141-151.
82. Gaspard Gourgaud, *Sainte-Hélène. Journal inédit de 1815 à 1818*, Paris, s.d.
83. J[oseph] Joubert, *Pensées, essais, maximes et correspondance*, recueillis et mis en ordre par Paul Raynal, Paris, Le Normant, 2e éd., 1850, 2 vol.
84. *Les carnets de Joseph Joubert*, texte recueilli sur les manuscrits autographes par A. Baunier, Paris, Gallimard, 1938, 2 vol.
85. [Emmanuel-Pons-Dieudonné] Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, Le Seuil, 1968, 733 p.
86. Jacques Mallet du Pan, *Correspondance secrète avec la Cour de Vienne*, publiée par André Michel, Paris, Plon, 1884, 2 vol.
87. Aimé Martin, Souvenirs historiques, *Intermédiaire des chercheurs et des curieux*, t. XXIX, N° 642, 20 janvier 1894, col. 87-88.
88. Antoine-Claire Thibaudeau, *Mémoires sur la Convention et le Directoire*, Paris, Baudoin, 1824, 2 vol.

B. 6. *Liste des journaux consultés, pour la période du Directoire, du Consulat et de l'Empire*

89. *L'Accusateur public*. En particulier N°s XVII et XVIII, s.d. : Compte rendu de Richer-Sérisy sur *De la force du gouvernement*.
90. *L'Ami des lois*. En particulier N° 613, 29 germinal an V (13 avril 1797) : compte rendu de S[ibuet] sur *Des réactions politiques* ; N° 937, 20 ventôse an VI (10 mars 1798) : compte rendu sur le *Discours prononcé au Cercle constitutionnel le 9 ventôse*, par Benjamin Constant ; N° 940, 23 ventôse an VI (13 mars 1798) : « A Benjamin Constant » article anonyme ; N° 941, 24 ventôse an VI (14 mars 1798) : « Défense de Benjamin Constant », article signé Sibuet ; N° 970, 23 germinal an VI (12 avril 1798) : « Ni Benj[amin] Constant, ni Antonelle », article signé Poultier ; N° 976, 29 germinal an VI (18 avril 1798) : « Sur deux nouveaux grands hommes », article signé Blondin ; N° 977, 2 floréal an VI (21 avril 1798) : un article anonyme sur les élections à l'Assemblée de Versailles, auxquelles Constant s'était présenté.
91. *La Bibliothèque britannique*. Les années 1798 à 1806 ont été dépouillées. Il se trouve souvent des comptes rendus et des extraits d'ouvrages que Constant avait utilisés.
92. *La Clé du cabinet des souverains*. En particulier, N° 177, 27 messidor an V (15 juillet 1797), pp. 1589-1590 : compte rendu de *Des effets de la Terreur*, article signé A.D. [Amaury Duval].
93. *Le Conservateur, journal politique, philosophique et littéraire*, par Garat, Daunou, Chénier. En particulier le N° du 2e jour complé-

mentaire an V (18 septembre 1797) : compte rendu du *Discours pour la plantation d'un arbre de la liberté*, par Constant.

94. *Le Courrier républicain*.
95. *La Décade philosophique, littéraire et politique*. En particulier N° 75, 30 floréal an IV (19 mai 1796), pp. 335-340, et N° 76, 10 prairial an IV (29 mai 1796), pp. 412-422 : compte rendu de *De la force du gouvernement*, article signé A.D.* ; N° 26, 20 prairial an V (8 juin 1797), pp. 457-460 : compte rendu de *Des réactions politiques*, article signé Ch[arles] Th[éremine] ; N° 29, 20 messidor an V (8 juillet 1797), pp. 68-70 : compte rendu anonyme de *Des effets de la Terreur* ; N° 30, 30 messidor an VII (18 juillet 1799), pp. 182-184 : compte rendu anonyme de *Des suites de la contre-révolution en Angleterre*.
* Probablement le même Amaury Duval qu'au N° [92].
96. *L'Echo des cercles patriotiques*.
97. *La Feuille du jour*.
98. *L'Historien*. En particulier, N° 158, 8 floréal an IV (27 avril 1796), pp. 325-333 : compte rendu sur *De la force du gouvernement*, article signé P.N. [Du Pont de Nemours] ; N° du 18 germinal an V (7 avril 1797), pp. 275-277 : compte rendu de *Des réactions politiques*, article signé Fidelis.
99. *Journal des débats*, puis *Journal de l'Empire*.
100. *Journal d'économie publique, de morale et de politique*. En particulier, N° 25, 10 floréal an V (29 avril 1797), pp. 301-311 : compte rendu de *Des réactions politiques*, article non signé mais de Roederer ; N° 26, 20 floréal an V (9 mai 1797), pp. 371-383 : « Examen impartial de cette question : la profession de journaliste est-elle, de sa nature, un métier vil ? » (à propos d'un passage de *Des réactions politiques*) ; article signé R[oederer].
101. *Journal des hommes libres de tous les pays*. En particulier, N° 166, 11 brumaire an VI (1er novembre 1797), pp. 695-696 : « Questions à Benjamin, dit Constant, républicain suisse et représentant de tous les patriotes de 91, au cercle constitutionnel », article anonyme. N° 300, 25 ventôse an VI (15 mars 1798), p. 1242 : « Paris, 24 ventôse » (chronique sur le Cercle constitutionnel et Constant).
102. *Journal de Paris*. En particulier, N° 2, 2 vendémiaire an VI (23 septembre 1797), pp. 7-8 : compte rendu sur la fête de la plantation d'un arbre de la liberté au Cercle constitutionnel et du discours prononcé à cette occasion par Constant.
103. *Le Mémorial*.
104. *Le Mercure de France*. Les années 1800 à 1806 ont été dépouillées pour les articles et les comptes rendus d'ouvrages. Ce périodique, sous l'Empire, représente la tendance politique opposée à celle de Constant. Sa lecture suivie est nécessaire pour comprendre le contexte intellectuel des *Principes de Politique*. — Sous le Directoire, on trouve en particulier dans le t. XLVI, N° 38, 8 juillet 1796, pp. 75-96, et N° 40, 28 juillet 1796, pp. 193-197, un compte rendu sur *De la force du gouvernement*.
105. *Le Messenger du soir, Gazette générale de l'Europe*.
106. *Le Miroir*. En particulier, N° du 14 floréal an IV (3 mai 1796),

- pp. 10-11, N° du 16 floréal an IV (5 mai 1796), pp. 18-19, N° du 17 floréal an IV (7 mai 1796), pp. 26-27, N° du 21 floréal an IV (10 mai 1796), p. 39 : compte rendu anonyme de *De la force du gouvernement*.
107. *Le Moniteur*.
 108. *Nouvelles politiques nationales et étrangères*. En particulier, N° 226, 16 floréal an IV (5 mai 1796), p. 903, N° 227, 17 floréal an IV (6 mai 1796), pp. 907-908, N° 228, 18 floréal an IV (7 mai 1796), pp. 910-911 : compte rendu sur *De la force du gouvernement*, article signé Lacretelle ; N° 220, 10 floréal an V (29 avril 1797), pp. 879-880, N° 222, 12 floréal an V (1er mai 1797), p. 886 : compte rendu de *Des réactions politiques*, article non signé, mais peut-être de Lacretelle.
 109. *Le Publiciste*.
 110. *La Quotidienne*.
 111. *Le Rédacteur*.
 112. *Le Républicain français*.
 113. *La Sentinelle*. En particulier les N°s des 10, 11 et 12 messidor an III (28, 29 et 30 juin 1795), pp. 3-4 ; 2-4 ; 2-3 : « Lettre au Rédacteur de la Sentinelle », signée C.R.F., elle critique les *Lettres à un député* de Benjamin Constant.
 114. *Le Thé*.

B. 7. Ouvrages contemporains

115. Antoine Ferrand, *Le rétablissement de la monarchie*, s.l., 1793, 224 p.
116. Antoine Ferrand, *Considérations sur la révolution sociale*, Neuchâtel et Londres, 1794.
117. Antoine Ferrand, *Des causes qui ont empêché la contre-révolution en France...*, Berne, E. Haller, 240 p.
118. Jacques Mallet du Pan, *Considérations sur la nature de la Révolution française et sur les causes qui l'entretiennent*, Londres, E. Flon, 1793, VIII-103 p.
119. [Madame de Staël], *Réflexions sur le procès de la reine, par une femme*, [Londres], 1793, 35 p.
120. Madame de Staël, *Réflexions sur la paix, adressées à Mr Pitt et aux Français*, Genève, 1794, VIII-48 p.
121. Madame de Staël, *Réflexions sur la paix intérieure*, ouvrage posthume publié dans les *Œuvres complètes de Mme la baronne de Staël*, publiées par son fils, Paris, Treuttel et Würtz, 1820 (17 vol.), t. II, pp. 95-172.
122. Madame de Staël, *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations*, Lausanne, J. Mourer, 1796, 376 p.
123. Madame de Staël, *Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution et des principes qui doivent fonder la république en France*, édition critique par Lucia Omacini, Genève, Paris, Droz, 1979, LXXXVIII-477 p.

Cette liste n'est évidemment pas exhaustive ; nous citons les ouvrages

que Constant avait lus et commentés, mais qui ne seront pas cités dans les *Principes de politique*. Pour le reste, nous renvoyons à l'index alphabétique des titres cités dans ce traité.

T r a v a u x

C. SUR CONSTANT

C. 1. *Biographies et études d'ensemble*

Comme guides dans l'abondante littérature consacrée à Constant, on se servira des répertoires :

124. *Bibliographie analytique des écrits sur Benjamin Constant (1796-1980)*, réalisée par Brigitte Waridel, Jean-François Tiercy, Norbert Furrer et Anne-Marie Amos, sous la direction de Etienne Hofmann, Lausanne, Institut Benjamin Constant ; Oxford, The Voltaire Foundation, 1980, VIII-317 p.
125. David K. Lowe, *Benjamin Constant, An annotated bibliography of critical editions and studies, 1946-1978*, London, Grant & Cutler, 1979, 140 p. (Research bibliographies and checklists, 26).

et de l'article de :

126. Pierre Deguise, Nouvel état présent des études sur Benjamin Constant, *Annales Benjamin Constant*, N° 1, 1980, pp. 9-25 (*Revue européenne des sciences sociales, Cahiers Vilfredo Pareto*, t. XVIII, N° 50, mai 1980).
127. Paul Bastid, *Benjamin Constant et sa doctrine*, Paris, A. Colin, 1966, 1111 p. en 2 vol. ; t. I : *L'homme et le citoyen*, t. II : *L'œuvre et les idées* (Sciences politiques).
128. Dorette Berthoud, *Constance et grandeur de Benjamin Constant*, Lausanne, Payot, 1944, 197 p.
129. Carlo Cordié, *Benjamin Constant*, a cura di Carlo Cordié, con 33 tavole fuori testo, Milano, Hoepli, 1946, 449 p. (importante bibliographie).
130. John Cruickshank, *Benjamin Constant*, New York, Twayne Publ., 1974, 170 p. (chronologie, bibliographie, index) (Twayne's world author series, 297).
131. Pierre Deguise, *Benjamin Constant méconnu. Le livre « De la religion »*, Genève, Droz, 1966, XI-307 p.
132. Louis Dumont-Wilden, *La vie de Benjamin Constant*, Paris, Gallimard, 1930, 222 p. (La vie des hommes illustres, 61).
133. Joseph Ettlinger, *Benjamin Constant, Der Roman eines Lebens*, Berlin, Fleischel, 1909, XVI-324 p.
134. Alfred Fabre-Luce, *Benjamin Constant*, Paris, Fayard, 1939, 341 p. (Réédition : Paris, Librairie Académique Perrin, 1978, 352 p.).
135. Henri Gouhier, *Benjamin Constant*, Paris, Desclée de Brouwer, 1967, 166 p. (Les écrivains devant Dieu, 15).
136. Henri Guillemin, *Benjamin Constant muscadin, 1795-1799*, Paris, Gallimard, 1958, 299 p.

137. Henri Guillemin, *Mme de Staël, Benjamin Constant et Napoléon*, Paris, Plon, 1959, 210 p. (réédition : Bienne, Ed. du Panorama, 1966, 268 p.).
138. William Holdheim, *Constant*, London, Bowes and Bowes, 1961, 126 p.
139. Arnold de Kerchove, *Benjamin Constant ou le libertin sentimental*, Paris, Albin Michel, 1950, 363 p.
140. Edouard Laboulaye, Benjamin Constant, *Revue nationale et étrangère, politique, scientifique et littéraire*, t. V-VII, 19e-22e, 24e-25e et 27e livraisons, 10 août-10 décembre 1861, pp. 321-357 ; 489-533 ; 5-43 ; 161-210 ; 481-513 ; 5-27 ; 321-364.
141. Paul-L. Léon, *Benjamin Constant*, Paris, Rieder, 1930, 100 p. et 60 ill. h.-t.
142. [François-Adolphe Loeve-Weimars], Lettres sur les hommes d'Etat de la France, Lettre deuxième, *Revue des deux mondes*, t. I, 15 janvier 1833, pp. 177-223.
143. Harold Nicolson, *Benjamin Constant*, London, Constable, 1949, 290 p.
144. Andrew Oliver, *Benjamin Constant. Ecriture et conquête du moi*, Paris, Lettres modernes Minard, 1970, 284 p. (Situation, 24).
145. Georges Poulet, *Benjamin Constant par lui-même*, Paris, Le Seuil, 1968, 187 p. (Ecrivains de toujours).
146. Gustave Rudler, *La jeunesse de Benjamin Constant, 1767-1794. Le disciple du XVIIIe siècle ; utilitarisme et pessimisme. Mme de Charrière*, Paris, A. Colin, 1909, 542 p.
147. Gustave Rudler, *Bibliographie critique des œuvres de Benjamin Constant*, Paris, A. Colin, 1909, 108 p.
148. Elisabeth W. Schermerhorn, *Benjamin Constant, his private life and his contribution to the cause of the liberal government in France*, préface de Fernand Baldensperger, London, Heinemann, 1924, XXI-424 p.
149. Patrice Thompson, *La religion de Benjamin Constant. Les pouvoirs de l'image*, Pisa, Pacini, 1978, 621 p. (Critica e storia letteraria, 2). — Un résumé de ce travail a paru dans *l'Information littéraire*, t. XXIV, N° 5, novembre-décembre 1972, pp. 205-208, par les soins de Patrice Thompson.
150. Hélène Ullmann, *Benjamin Constant und seine Beziehung zum deutschen Geistesleben*, Marburg, A. Ebel, 1915, XI-51 p.
151. *Benjamin Constant. Actes du Congrès Benjamin Constant* (Lausanne, octobre 1967), édités par Pierre Cordey et Jean-Luc Seylaz, Genève, Droz, 1968, 229 p.

C. 2. Monographies et études sur quelques points particuliers de la vie politique de Constant

— Constant et Mme de Charrière

152. Philippe Godet, *Madame de Charrière et ses amis, d'après de nombreux documents inédits, 1740-1805*, Genève, A. Jullien, 1906, 2 vol. — Cet ouvrage, malgré sa date, reste fondamental.

153. Roland Mortier, Isabelle de Charrière, mentor de Benjamin Constant, *Actualité d'Isabelle de Charrière* (Château de Zuylen, 12-14 septembre 1974), Werkgroep 18e Eeuw., *Documentatieblad*, Nr 27, 28, 29, juin 1975, pp. 101-137. — Cet article, fondé sur une documentation inédite, en particulier les lettres de Mme de Charrière à Constant, renouvelle considérablement le sujet et ce que l'on savait de la psychologie des personnages. Cette étude rend pour ainsi dire caducs les travaux suivants que nous signalons pour mémoire :
154. Domenico Zampogna, *Benjamin Constant et Belle de Charrière*, préface de Pierre Cordey, Messina, Peloritana, 1969, 287 p.
155. Arnold de Kerchove, *Une amie de Benjamin Constant : Belle de Charrière*, Paris, Nouvelle revue critique, 1937, 254 p.
156. Henri Perrochon, Benjamin Constant et Mme de Charrière, *Cahiers Benjamin Constant*, N° 3, 1961, pp. 89-106, et repris dans Henri Perrochon, *De Rousseau à Ramuz*, Bienne, Ed. du Panorama, 1966, pp. 129-177.
157. Dorothy Farnum, *The Dutch divinity. A biography of Madame de Charrière, 1740-1805*, London, Jarrolds, 1959, 279 p. Le Livre III, pp. 145-241 : *The Constant Quality*.
158. Geoffrey Scott, *Le portrait de Zélide*, trad. de l'anglais par Ph. Neel, préface d'André Maurois, Paris, Gallimard, 1932, 223 p. La plus grande partie de cette biographie romancée est consacrée à la liaison entre Belle et Benjamin.

— *Constant et le Directoire*

A l'étude hostile mais bien documentée de Henri Guillemin [136] il faut ajouter les articles sévères, vieillis, mais encore utiles pour les documents qu'ils citent :

159. Eugène Asse, Benjamin Constant et le Directoire, *Revue de la Révolution*, t. XV-XVI, mai-août, septembre-décembre 1889, pp. 337-356 ; 433-453 ; 5-26 ; 105-125.
160. E[rnest] Tambour, Benjamin Constant à Luzarches, *Revue de l'histoire de Versailles et de Seine-et-Oise*, février-novembre 1906, pp. 5-23 ; 156-172 ; 248-261 ; 317-335 ; mai 1907, pp. 72-84 ; 172-190. Paru en volume séparé (Versailles, L. Bernard, 1906, 100 p.) et repris encore dans un recueil du même auteur : *Etudes sur la Révolution dans le département de Seine-et-Oise*, Paris, J.-B. Baillière, 1913, pp. 276-399.

Les deux articles suivants n'ajoutent rien aux recherches d'E. Tambour :

161. A. Albert-Petit, Benjamin Constant à Luzarches, *Revue hebdomadaire*, 23e année, t. VII, juillet 1914, pp. 364-376.
162. Louis Gillet, Benjamin Constant à Luzarches, *Le Figaro*, 3 décembre 1930, p. 5.

Par contre, l'ouvrage suivant a complètement renouvelé le sujet grâce à son érudition et à sa précision :

163. Béatrice W. Jasinski, *L'engagement de Benjamin Constant. Amour et politique (1794-1796)*, Paris, Minard, 1971, 292 p. — Un des nombreux avantages de ce livre est qu'il publie de nombreux textes de Constant souvent difficiles d'accès. De plus, l'interpré-

tation qu'il donne de cette période très controversée de la vie de Constant permet de corriger la vision trop partielle d'Henri Guillemin.

Une des affaires les plus graves qui pesaient sur la réputation de Constant était la « dénonciation » du curé Oudaille, mise en avant par Henri Guillemin comme preuve de la perfidie et de l'hypocrite ambition de Constant. Ce qui suscita les réactions suivantes :

164. François Mauriac, Sur le « vrai » Benjamin Constant, Le curé de Luzarches, *Figaro littéraire*, 3 novembre 1956, pp. 1-4.

165. Maurice Levaillant, Mise en accusation de Benjamin Constant, *Revue de Paris*, novembre 1956, pp. 165-166.

La mise au point définitive de cette controverse est due à la plume de :

166. Pierre Deguise, Benjamin Constant a-t-il été dénonciateur ? L'affaire Oudaille, *Mercure de France*, t. CCCXLIII, 1961, pp. 75-92.

— Constant sous le Consulat et au début de l'Empire

Plus qu'à l'ouvrage de Henri Guillemin [137], on recourra aux commentaires d'Olivier Pozzo di Borgo [68] et au livre de :

167. Jean Baelen, *Benjamin Constant et Napoléon*, Paris, J. Peyronnet, 1965, 248 p.

168. Gilbert Stenger, Les hommes du Consulat. Les opposants du Tribunal : Benjamin Constant, *Le mois littéraire et pittoresque*, t. X, 1903, pp. 534-546. Souvent mal informé et comporte des erreurs. Ce texte a été repris dans son ouvrage : *La société française pendant le Consulat*, Paris, Perrin, 1904, pp. 393-404.

C. 3. Travaux sur la pensée politique

La plus grande partie des études que nous donnons ci-dessous concernent surtout l'homme politique de la Restauration et peu sont fondées sur l'étude des manuscrits originaux (voir notre Introduction à ce sujet).

169. Giuseppe Acocella, Costituzione liberale e democrazia totalitaria nella critica di Benjamin Constant al « Contratto sociale », *Filosofia*, N.S., t. XXVII, fasc. 1, janvier 1976, pp. 67-100. Travail fait à partir des textes politiques publiés sous la Restauration et des renseignements fournis par Paul Bastid ou Olivier Pozzo di Borgo.

170. Waldemar Bach, *Benjamin Constant und die Politik, 1767-1802. Eine psychologisch-historische Studie*, Engelsdorf-Leipzig, C. et E. Vogel, 1936, 64 p. (Thèse de l'Université de Leipzig).

171. Jean Baelen, Positions générales de Benjamin Constant en matière politique et sociale, in : *Benjamin Constant. Actes* [151], pp. 23-30.

172. Fernand Bartholoni, *Introduction à la politique de Benjamin Constant*, [Evreux, Hérissé], 1964, 89 p.

173. Paul Bastid, Dos manuscritos de Benjamin Constant. *Revista de estudios políticos*, N° 143, septembre-octobre 1965, pp. 5-31. Paraphrase plus que commentaire de longs passages des *Principes de politique* et des *Fragments*, d'après les manuscrits de Paris [26].

174. Emmanuel Beau de Loménie, Ce qu'on appelle le libéralisme de Benjamin Constant, *Carrefour de l'histoire*, 14 février 1968, p. 20.

175. Pompeo Biondi, Introduzione al costituzionalismo di Constant, *Rivista di diritto pubblico, La giustizia amministrativa, raccolta di giurisprudenza amministrativa esposta sistematicamente*, 1ère Partie, 1944-1946, pp. 17-34 (Série II, années 36, 37, 38 de la *Rivista di diritto pubblico* ; années 55, 56, 57 de la *Giustizia amministrativa*).
176. Pompeo Biondi, La « politica » di Constant, *Studi politici*, t. II, Nos 3-4, septembre 1953-février 1954, pp. 295-313.
177. Axel Blaesche, Littérature et liberté : l'engagement selon Madame de Staël et Benjamin Constant, *Le Groupe de Coppet. Actes et documents du deuxième Colloque de Coppet, 10-13 juillet 1974*, publiés par la Société des études staéliennes, sous la direction de Simone Balayé et Jean-Daniel Candaux, Genève, Slatkine ; Paris, Champion, 1977, pp. 417-447.
178. Célestin Bouglé, La philosophie politique de Benjamin Constant, *Revue de Paris*, 21e année, t. II, mars-avril 1914, pp. 209-224.
179. Cecil Patrick Courtney, La pensée politique de Benjamin Constant, in : *Benjamin Constant. Actes* [151], pp. 31-39.
180. Pierre Deguise, La doctrine politique de Benjamin Constant, *Romanic review*, t. LVIII, N° 1, février 1967, pp. 200-203. A propos du livre de Paul Bastid [127], utiles réflexions sur la méthode critique pour aborder la pensée politique de Constant.
181. Aron Dolmatowski, *Der Parlamentarismus in der Lehre Benjamin Constants*, Tübingen, H. Laupp, 1907, 46 p. Paru également dans *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft*, t. XLIII, 1907, pp. 581-626.
182. Charles Eisenmann, La personnalisation du pouvoir de Locke à Benjamin Constant, in : *La personnalisation du pouvoir. Entretiens de Dijon*, Paris, PUF, 1964, pp. 69-89.
183. Jean-Paul Enthoven, Le Benjamin de la liberté, *Nouvel observateur*, N° 668, 29 août-4 septembre 1977, pp. 54-55.
184. Alfred Fabre-Luce, La modification des perspectives : le défenseur de la liberté, *Le Monde*, 4 octobre 1967, p. V.
185. Emile Faguet, Un nouveau livre sur Benjamin Constant, *La revue. Ancienne revue des revues*, 1er mars 1904, pp. 46-51. A propos du livre de Georges de Lauris [197].
186. Emile Faguet, Benjamin Constant, *Revue des deux mondes*, 58e année, 3e période, t. LXXXVII, livraison du 1er juin 1888, pp. 598-639. Texte repris dans Emile Faguet, *Politiques et moralistes du XIXe siècle*, Première Série, Paris, Lecène-Oudin, 1891, pp. 187-255.
187. Béatrice Camille Fink, Benjamin Constant on equality, *Journal of the history of ideas*, t. XXXIII, N° 2, avril-juin 1972, pp. 307-314.
188. Vittorio Frosini, Libertarismo antico e liberalismo moderno, *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, Série 3, t. XXXVII, 1960, pp. 409-419.
189. Francesco Gentile, Suggestioni di un libro nuovo su Benjamin Constant, *Rivista internazionale di filosofia del diritto*, Série 3, t. XXXIX, 1962, pp. 807-827.
190. Henri Gougelot, *L'idée de liberté dans la pensée de Benjamin*

- Constant. *Essai de critique historique*, Melun, Legrand, 1942, 301 p. (Thèse de droit de l'Université de Paris). Encore utile pour sa bibliographie.
191. Simone Goyard-Fabre ; L'idée de souveraineté du peuple et le « libéralisme pur » de Benjamin Constant, *Revue de métaphysique et de morale*, t. LXXXI, N° 3, juillet-septembre 1976, pp. 289-327.
 192. Mary Susan Hartmann, *The liberalism of Benjamin Constant during the Bourbon Restoration in France*, Ann Arbor, University Microfilm, 1971, VI-XII-396 p. (Thèse de Columbia University).
 193. Jana Srba Hearn, *The schoolmaster of liberty or the political views of Benjamin Constant de Rebecque*, Ann Arbor, University Microfilm, 1971, 178 p. (Thèse de Indiana University).
 194. Jean Hiestand, *Benjamin Constant et la doctrine parlementaire*, Genève, J. Guerry, 1928, 115 p. (Thèse de droit de l'Université de Lausanne).
 195. Francis Jeanson, Benjamin Constant ou l'indifférence en liberté, *Les temps modernes*, N° 33, 1948, pp. 2128-2153. Texte repris dans Francis Jeanson, *Lignes de départ*, Paris, Ed. du Seuil, 1963, pp. 7-36.
 196. Jacqueline de la Lombardière, *Les idées politiques de Benjamin Constant*, Paris, Au commerce des idées, 1928, 143 p.
 197. Georges de Lauris, *Benjamin Constant et les idées libérales*, Paris, Plon-Nourrit, 1904, 295 p. Comme thèse de droit de l'Université de Paris, cet ouvrage portait le titre : *Benjamin Constant et les droits individuels*, Paris, Rousseau, 1903, 271 p.
 198. Yves Lévy, La matière et la forme, *Le contrat social*, *Revue historique et critique des faits et des idées*, t. VII, N° 2, mars-avril 1963, pp. 79-85. Fait quelques suggestions intéressantes sur la date de composition des *Fragments*.
 199. Gabriel Loirette, Montesquieu et son influence sur la doctrine politique de Benjamin Constant, *Actes de l'Académie nationale des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux*, t. XIII, 1944-1950, pp. 61-79.
 200. Albert Mathiez, Saint-Simon, Lauraguais, Barras, Benjamin Constant etc. et la réforme de la Constitution de l'an III, après le coup d'Etat du 18 fructidor an V, *Annales historiques de la Révolution française*, t. VI, 1929, pp. 5-23. Nous commentons cet article ci-dessus, pp. 156-161.
 201. Konrad Meister, *Benjamin Constant und die Freiheit (Unter besonderer Berücksichtigung der politischen und religionsphilosophischen Werke)*, Horgen, Studer, 1956, VI-111 p. (Thèse de droit de l'Université de Zurich).
 202. Jean Mistler, 1767-1967 : Benjamin Constant, prophète du libéralisme, *Annales conferencia*, N.S., t. LXXV, N° 208, février 1968, pp. 3-16.
 203. Louis Morel, L'influence germanique chez Benjamin Constant, Benjamin Constant à la cour de Brunswick, *Revue d'histoire littéraire de la France*, 1915, pp. 86-112.
 204. Roland Mortier, Constant et les « lumières », *Europe*, N° 468, pp. 5-18. Texte repris dans Roland Mortier, *Clartés et ombres du*

- siècle des lumières. *Etudes sur le XVIIIe siècle littéraire*, Genève, Droz, 1969, pp. 144-156.
205. B[asil] Munteano, Episodes kantien en Suisse et en France sous le Directoire. Ph.-A. Stapfer, L.-F. Huber, Mme de Charrière, B. Constant, *Revue de littérature comparée*, t. XV, 1935, pp. 387-454.
 206. B[asil] Munteano, *Les idées politiques de Madame de Staël et la constitution de l'an III*, Paris, Société d'édition Les Belles-Lettres, 1931, 77 p. (Etudes françaises, 25e cahier, 1er juin 1931). Ne parle pas directement de Constant, mais par analogie ce qu'il dit à propos de Mme de Staël est aussi valable pour Constant.
 207. Olivier Pozzo di Borgo, Un libéral devant une dictature. *Revue d'histoire littéraire de la France*, t. LXVI, 1966, pp. 94-114.
 208. Ivo Rens, Aspects du libéralisme politique dans la première moitié du XIXe siècle, *Synthèses*, t. XIX, N° 220, septembre 1964, pp. 214-233.
 209. Edouard Rod, Les idées politiques de Benjamin Constant, *Bibliothèque universelle et revue suisse*, 109e année, t. XXXIV, Nos 100-102, avril-juin 1904, pp. 449-475.
 210. André Romieu, *Benjamin Constant et l'esprit européen*, Paris, Fabre, 1933, IV-185 p.
 211. Jean Roussel, *Jean-Jacques Rousseau en France après la Révolution, 1795-1830. Lecture et légendes*, Paris, A. Colin, 1972, 591 p. Pp. 489-522 : *Les fausses sinuosités de Benjamin Constant*.
 212. Alberto Signorini, Constant e la libertà dei moderni, *Storia e politica*, t. II, fasc. 1, janvier-mars 1963, pp. 115-128.
 213. Jean-François Suter, L'idée de légitimité chez Benjamin Constant, *Annales de philosophie politique*, 1967, pp. 181-193.
 214. Patrice Thompson, A propos de la récente publication des « Ecrits politiques de Benjamin Constant » par M. Pozzo di Borgo, La politique, la religion et la doctrine de la perfectibilité, *Revue des sciences humaines*, N° 177, 1965, pp. 129-145.
 215. Patrice Thompson, Constant et les vertus révolutionnaires, *Europe*, N° 467, mars 1968, pp. 49-62.
 216. Fritz Wagner, *Der liberale Benjamin Constant : zur Geschichte seines politischen Wesens*, Murnau Obby, Fürst, 1932, 117 p. (Thèse de l'Université de Munich).
 217. Analiese Wernli, *Le thème de la liberté dans l'itinéraire spirituel de Benjamin Constant*, Zurich, Juris Verlag, 1968, 130 p. (Thèse de l'Université de Zurich).
 218. Antonio Zanfarino, *La libertà dei moderni nel costituzionalismo di Benjamin Constant*, Milano, A. Giuffrè, 1961, 203 p. (Pubblicazioni dell'Istituto di filosofia del diritto dell'Università di Roma, XVI).
 219. Antonio Zanfarino, Potere e legalità nel pensiero politico di Benjamin Constant, *Studi politici*, t. IV, Nos 2-3, avril-juin 1957, pp. 182-207 ; juillet-septembre 1957, pp. 343-403.
 220. Maria Zenner, Der Begriff der Nation in den politischen Theorien Benjamin Constants, *Historische Zeitschrift*, t. CCXIII, N° 1, août 1971, pp. 38-68.

D. AUTOUR DE CONSTANT

D. 1. *La famille*

221. Lucie Achard, *Rosalie de Constant, sa famille et ses amis, 1758-1834*, Genève, Eggiman, 1901-1902, 2 vol.
222. William [et Clara de Charrière] de Sévery, *La vie de société dans le Pays de Vaud à la fin du dix-huitième siècle. Salomon et Catherine Charrière de Sévery et leurs amis*, Lausanne, G. Bridel ; Paris, Fischbacher, 1911-1912, 2 vol.

Ces deux ouvrages sont vieillis et ne facilitent pas beaucoup le retour aux sources originales. Mais, agréablement écrits et bien documentés, ils rendent encore d'appréciables services.

D. 2. *Le Groupe de Coppet et Mme de Staël*

223. *Cahiers staëliens*, N.S., 1962- (2 N^{os} par année). En plus des articles de fond, la chronique de la Société des études staëliennes, des bibliographies sur tous les personnages du Groupe de Coppet et des comptes rendus d'ouvrages.

Dans cette série, nous extrayons comme utiles pour notre sujet :

224. Norman King, « The airy form of things forgotten » : Madame de Staël, l'utilitarisme et l'impulsion libérale, *Cahiers staëliens*, N^o 11, décembre 1970, pp. 5-26.
225. Jean-Daniel Candaux, Le théâtre de Mme de Staël au Molard (1805-1806), *Cahiers staëliens*, N^o 14, septembre 1972, pp. 19-32. Cet article permet de bien situer le milieu et l'ambiance dans laquelle évoluait Constant juste avant la rédaction des *Principes de politique*.
226. Martine de Rougemont, Pour un répertoire des rôles et des représentations de Mme de Staël, *Cahiers staëliens*, N^o 19, décembre 1974, pp. 79-92. Même remarque que pour l'article précédent.
227. *Le Groupe de Coppet. Actes et documents du deuxième colloque de Coppet, 10-13 juillet 1974*, publiés par la Société des études staëliennes, sous la direction de Simone Balayé et de Jean-Daniel Candaux, Genève, M. Slatkine ; Paris, H. Champion, 1977, 528 p., index. Parmi toutes les communications, on retiendra surtout pour notre sujet les deux suivantes :
228. Simone Balayé, Le Groupe de Coppet : conscience d'une mission commune, pp. 29-45.
229. Jean Roussel, L'ambiguïté des Lumières à Coppet, pp. 171-184.
230. *Madame de Staël et l'Europe. Colloque de Coppet (18-24 juillet 1966)*, Paris, Klincksieck, 1970, 398 p.
231. Simone Balayé, *Madame de Staël, Lumières et liberté*, Paris, Klincksieck, 1979, 271 p. Replaçant l'œuvre dans la vie de Mme de Staël ou faisant l'histoire de l'œuvre parallèlement à celle de l'auteur, cet ouvrage est non seulement remarquable par sa fine analyse et par les connaissances qu'il apporte, mais encore par la qualité de la méthode.

Pour l'établissement de certains faits, et bien que leur interprétation

soit parfois erronée, les deux ouvrages suivants méritent encore d'être mentionnés :

232. Paul Gautier, *Madame de Staël et Napoléon*, Paris, Plon-Nourrit, 1903, 421 p., index.
233. Pierre Kohler, *Madame de Staël et la Suisse. Etude biographique et littéraire*, avec de nombreux documents inédits, Lausanne, Paris, Payot, 1916, X-720 p., index.

Sur Sismondi :

234. Jean-Rodolphe de Salis, *Sismondi, 1773-1842 : la vie et l'œuvre d'un cosmopolite philosophe*, Paris, H. Champion ; Bern, A. Francke, 1932, XV-481 p. (Bibliothèque de la Revue de la littérature comparée, vol. 77).
235. *Sismondi européen. Actes du Colloque international tenu à Genève les 14 et 15 septembre 1973*, Genève, M. Slatkine ; Paris, H. Champion, 1976, 434 p. (Bibliothèque de littérature comparée, t. CXVII).

Sur Necker :

236. Henri Grange, *Les idées de Necker*, Paris, Klincksieck, 1974, 669 p.
237. Henri Grange, *Necker, Madame de Staël et la Constitution de l'an III, Approches des Lumières*, Mélanges offerts à Jean Fabre, Paris, Klincksieck, 1974, pp. 225-239.

D. 3. *Les Idéologues et le mouvement des idées à la fin du XVIIIe siècle*

238. Marc Regaldo, *Un milieu intellectuel : La Décade philosophique (1794-1807)*, Paris, H. Champion, 1976, 5 vol.
239. Georges Gusdorf, *Les sciences humaines et la pensée occidentale*, t. VIII : *La conscience révolutionnaire ; les idéologues*, Paris, Payot, 1978, 551 p.
240. Joanna Kitchin, *Un journal « philosophique » : La Décade (1794-1807)*, Abbeville, Impr. Paillard, 1966, VIII-315 p. (Thèse de l'Université de Paris, 1956).
241. Fernand Baldensperger, *Le mouvement des idées dans l'émigration française (1789-1815)*, Paris, Plon, 1924, 2 vol., index.
242. Sergio Moravia, *Il tramonto dell'illuminismo. Filosofia e politica nella società francese (1770-1810)*, Bari, Laterza, 1968, 662 p., index.
243. Paul Bénichou, *Le sacre de l'écrivain, 1750-1830. Essai sur l'avènement d'un pouvoir spirituel laïque dans la France moderne*, Paris, J. Corti, 1973, 492 p.
244. Paul Bénichou, *Le temps des prophètes. Doctrines de l'âge romantique*, Paris, Gallimard, 1977, 589 p. Ch. 1 : *La pensée libérale : Benjamin Constant, Guizot, Jouffroy*.

INDEX DES NOMS

Avertissement :

Les noms propres figurant dans les titres d'ouvrages cités ne figurent pas dans l'index ; de même, les noms des éditeurs scientifiques n'ont pas été retenus, sauf lorsqu'il s'agit de recueils de textes de Constant ou de Mme de Staël.

La mention B N° renvoie à la bibliographie pp. 384-405.

- ACHARD, Lucie, 40 n. 24 - B N° 221.
- ACOCCELLA, Giuseppe, 318 n. 38, 337 n. 86 - B N° 169.
- ADLER-BRESSE, Marcelle, 188 et n. 4.
- ALBE, Fernando Alvarez de Tolède, duc d', 58.
- ALBERT-PETIT, A., B N° 161.
- ALLART, Hortense, 53 n. 68, 91 n. 38.
- ALLART, Nicolas-Gabriel, 90, 91 n. 38, 92 n. 39.
- AMOOS, Anne-Marie, B N° 124.
- ANDRIEUX, François, 192 n. 13.
- ANTRAIGUES, Emmanuel-Henri-Louis-Alexandre de Launay, comte d', 101 et n. 71, 279.
- ARCHIMÈDE, 308.
- ARIMANE, 355.
- ARISTOTE, 268.
- ASSE, Eugène, 90 n. 35, 95, 152, 168 n. 218 - B N° 159.
- BABEUF, François-Noël, dit Gracchus, 114.
- BACCOLO, Luigi, 17 n. 6.
- BACH, Waldemar, B N° 170.
- BAELEN, Jean, 92, 93 n. 42, 94, 190 n. 9, 192 n. 11, 199 n. 32 - B N°s 167, 171.
- BAILLEUL, Jacques-Charles, 192 n. 13.
- BALAYÉ, Simone, 81 n. 5 et n. 8, 346 - B N°s 26, 228, 231.
- BALDENSBERGER, Fernand, B N°s 3, 148, 241.
- BARANTE, Prosper de, 11, 192 n. 13, 239 et n. 160 - B N°s 6, 60, 75
- BARBET, informateur de Rewbell, 161 n. 209.
- BARBEYRAC, Jean, 328.
- BARNAVE, Antoine, 47.
- BARNY, Roger, 61 n. 94, 312 et n. 26 et n. 28, 314 n. 31.
- BARRAS, Paul, vicomte de, 87 et n. 25, 91 n. 38, 145, 150 n. 178, 151, 152 et n. 187, 156, 167 n. 217, 185 - B N° 76.
- BARRUEL, Augustin de, Abbé, 125 n. 134, 308.
- BARTHÉLEMY, François, 104.
- BARTHOLOMI, Fernand, B N° 172.
- BASIRE, Claude, 50.
- BASTID, Paul, 16 et n. 2, 18 et n. 11, 19, 23, 81 n. 6, 188 n. 2, 190 n. 8, 192 n. 11-12, 196 n. 24, 198 n. 30, 204 n. 48, 222 n. 114, 228 n. 131, 240 n. 162, 318 n. 38, 326 n. 62, 400 - B N°s 127, 173.
- BEAU DE LOMÉNIE, Emmanuel, B N° 174.
- BEAUMONT, Pauline de, 87 n. 26.
- BECCARIA, Cesare, 329.
- BECC, Annie, 142 n. 171.
- BEHLER, Ernest, 143 n. 172.
- BÉLAVAL, Yvon, 124 n. 130.
- BÉNICHOU, Paul, 185 et n. 251, 212 n. 71 - B N°s 243, 244.
- BENTHAM, Jeremy, 176 n. 242, 221 et n. 107, 326-328, 334.
- BÉRENCE, Fred, 17 n. 6.
- BERGOEING, François, 90 et n. 38, 184.

- BERTHOUD, Dorette, 18 n. 8, 62 n. 97, 111 n. 106, 184 n. 248, 200 n. 36 - B N^{os} 5, 42, 128.
- BERTIN, Georges, 92 n. 39.
- BERTIN DE VAUX, Louis-François 90 n. 35, 91 n. 38, 108, 109 n. 93, 184, 201 n. 40.
- BERTRAND, Henri, comte, 192 n. 12, 193 n. 15 - B N^o 77.
- BIDERMANN, Jacques-Antoine, 237.
- BILLAUD-VARENNE, Jean-Nicolas, 68.
- BIONDI, Pompeo, B N^{os} 175, 176.
- BLACONS, Henri-François, 202 et n. 43.
- BLAESCHKE, Axel, B N^o 177.
- BLOCH-MICHEL, Jean, 86 n. 21.
- BLONDIN, Jean-Noël (?), B N^o 90.
- BOISSY D'ANGLAS, François, comte de, 98.
- BONALD, Louis de, 308, 336, 378.
- BONAPARTE, Joseph, 193 et n. 16, 196 n. 24, 210 n. 65.
- BONAPARTE, Napoléon, 29, 91 n. 38, 100, 116, 167, 174, 189-193, 195-198, 205, 207-210, 212, 215, 222, 223 n. 116, 225 n. 126, 230 n. 139, 231 et n. 140-141, 261, 271, 346. Voir aussi NAPOLÉON.
- BOSSUET, Jacques-Bénigne, 109 n. 98.
- BOUGLÉ, Célestin, B N^o 178.
- BOULAY DE LA MEURTHE, Antoine, 235.
- BOULOISEAU, Marc, 53 et n. 66.
- BOURBONS, les, 380.
- BOURDON DE L'OISE, François, 79 et n. 1.
- BRETEUIL, Louis-Auguste Le Tonnelier, baron de, 47.
- BRINGOLF, Théophile Mme, 168 n. 217, 389.
- BRINKMAN, Carl-Gustaf, 219.
- BRISSOT, Jacques-Pierre, 63, 65 et n. 103, 66, 92, 147.
- BRUNOT, Ferdinand, 47 n. 48.
- BRUNSWICK, Charles-Guillaume-Ferdinand, duc de, 37, 42 n. 32, 46, 51 et n. 61, 52, 162, 188.
- BUISSON, F., 172 et n. 231.
- BURKE, Edmund, 33, 45, 46, 248, 280.
- BURLAMAQUI, Jean-Jacques, 328.
- CABANIS, André, 146 n. 175.
- CABANIS, Georges, 47 n. 46, 125, 224 n. 120.
- CAJUMI, Arrigo, 17 n. 6.
- CALIGULA, 58, 117 n. 118, 336.
- CALONNE, Charles-Alexandre de, 37 n. 18, 62 n. 97.
- CANDAUX, Jean-Daniel, 266 n. 130, 234 n. 148, 248 n. 1 - B N^{os} 62, 225.
- CAROLINE, 54 n. 70.
- CARON, Pierre, 65 n. 103.
- CARRA, Jean-Louis, 63.
- CÉSAR, 196, 345.
- CHABAUD-LATOURE, Antoine-Georges-François, baron de, 192 n. 12, 193 n. 16.
- CHABOT, François, 50, 109 n. 98, 110 n. 98.
- CHAILLET, Henri-David, 248 n. 2.
- CHALAMEL, Augustin, 150 n. 178.
- CHAMPAGNEUX, Luc-Antoine, 65 n. 103.
- CHAPPEY, Jean, Mme, 389.
- CHAPUISAT, Edouard, 192, n. 14.
- CHARLEMAGNE, 345.
- CHARLES I^{er}, 36.
- CHARLES II, 178.
- CHARLES X, 21, 378.
- CHARRIÈRE, Charles-Emmanuel de, 68.
- CHARRIÈRE, Isabelle de, 32-34, 36, 37 n. 16-17, 39 n. 21, 40 et n. 25, 42-76, 79-84, 89 n. 32, 106 et n. 89, 122 n. 126, 157 n. 199, 199 et n. 34, 202, 228 n. 131, 248 et n. 1, 305 n. 11, 308, 319 n. 41 - B N^{os} 1, 32, 33, 37-42.
- CHARRIÈRE DE SÉVERY, Clara et William, 42 n. 31, 248 n. 2 B N^o 222.
- CHARRIÈRE DE SÉVERY, Salomon de, 31 n. 2, 41-43, 124.
- CHASTENAY, Victorine de, 87, 88 n. 28-29.
- CHATEAUBRIAND, François-René, vicomte de, 224, 233 - B N^o 6.
- CHAZAL, Jean-Pierre, 150 n. 178, 190, 192 n. 13.
- CHÉNIER, Marie-Joseph de, 91 n. 38, 103 n. 78, 130 n. 150, 135, 192 n. 13, 200.
- CHEVALLIER, Jean-Jacques, 323 n. 53.

- COLLOT D'HERBOIS, Jean-Marie, 58, 68.
- CONDILLAC, Etienne Bonnot de, 334.
- CONDORCET, Marie-Jean-Antoine-Nicolas Caritat, marquis de, 50, 124 et n. 130, 125, 176, 329.
- CONDORCET, Sophie, marquise de, 224, 227.
- CONSTANT, Adrien de, 392.
- CONSTANT, Charles de, 9, 90, 92 n. 39, 96 n. 48, 110 n. 100, 114 et n. 112, 115 et n. 115, 271 et n. 62, 335 et n. 83 - B N^{os} 29, 30.
- CONSTANT, Juste de, 85 n. 19, 168 n. 220, 203, 228, 234 - B N^{os} 6, 7.
- CONSTANT, Rosalie de, 9, 40 n. 24-25, 92 n. 39, 96 n. 48, 104 n. 85, 105 n. 85, 110 n. 100, 114 n. 112, 115 n. 115, 174 n. 237, 219 et n. 97, 271 et n. 62, 335 n. 83 - B N^{os} 29, 30, 51, 52.
- CONSTANT, Samuel de, 37-42, 129 n. 147, 146 n. 175-176, 150 et n. 178, 156 n. 196, 160, 170-172, 178, 210 et n. 67, 391 - B N^{os} 46, 47, 51.
- CONSTANT, Victor de, 51 n. 60.
- CONSTANT DE REBECQUE, Charlotte, baronne de, B N^{os} 3, 4.
- CONSTANT DE REBECQUE, Rodolphe, baron de, 20, 384.
- CORDEY, Pierre, B N^o 154.
- CORDIÉ, Carlo, 95 et n. 46-47 - B N^{os} 70, 129.
- COS, 90, 91 n. 38.
- COULMANN, Jean-Jacques, 86 et n. 23-24, 88 n. 30, 90 n. 36, 98-100 - B N^o 67.
- COURTNEY, Cecil-Patrick, B N^{os} 69, 179.
- CRAMM, Minna von, 85 n. 19.
- CRÉBILLON, Claude Jolyot de, 35 n. 11.
- CRÉPET, Eugène, 391 - B N^o 51, 53.
- CROMWELL, Olivier, 58, 93, 157, 158, 196.
- CRICKSHANK, John, B N^o 130.
- CUSTINE, Adam-Philippe, comte de, 52.
- DANTON, Georges-Jacques, 109 n. 98, 164, 312.
- DAUNOU, Pierre-Claude-François, 125, 135, 188, 192 n. 13.
- DECLERQ, Honoré, 188.
- DEGUISE, Pierre, 16 et n. 4, 35 n. 10 et n. 12, 49 n. 55, 80 n. 4, 92 n. 41, 125 n. 137, 222 n. 112, 224 n. 124, 248 n. 4, 389, 392 - B N^{os} 126, 131, 166, 180.
- DELBOUILLE, Paul, 203 n. 46, 260 n. 38.
- DELESSERT DE LOYS, famille, 390.
- DERATHÉ, Robert, 306 n. 14, 315 n. 32-33, 321 et n. 47 et n. 50, 330 n. 73.
- DERRÉ, Jean-René, 260 n. 38.
- DESMOULINS, Camille, 68.
- DESPORTES, Félix, 111 n. 106.
- DESRENAUDES, Martial-Borie, 188 n. 2.
- DOLMATOWSKI, Aron, B N^o 181.
- DUBOIS CRANCÉ, Edmond-Louis-Alexis, 58, 79 et n. 1, 80.
- DUCOS, Roger, 190.
- DUFOURNY, Louis-Pierre, 69.
- DUGAZON, Jean-Baptiste-Henri Gourgaud, dit, 91 n. 38.
- DULAURENS, Henri-Joseph, 317.
- DUMONT, Etienne, 176 n. 242, 221 et n. 107, 326 et n. 63-64, 327, 328 n. 66 et n. 68.
- DUMONT-WILDEN, Louis, B N^o 132.
- DUMOURIEZ, Charles-François Duperrier, 50, 51 n. 61, 53.
- DUPERRET, Claude-Romain-Laus, 63.
- DUPONT DE NEMOURS, Pierre-Samuel, 91 n. 38, 109, 126, 184, 185.
- DUROC, Gérard-Christophe, Michel, 91 n. 38.
- DURUY, Georges, 87 n. 25.
- DUVAL, Amaury, 183 B N^o 92, 95.
- DUVEYRIER, Honoré-Nicolas-Marie, 205 et n. 51, 206, 210 et n. 65.
- EDGEWORTH, Maria, 328 n. 66.
- EISENMANN, Charles, B N^o 182.
- ENTHOVEN, Jean-Paul, 17 n. 5 - B N^o 183.
- ESTOURNELLE DE CONSTANT, Louise d', 386.

- ETTLINGER, Joseph, B N° 133.
 EUGÈNE, Eugène de Beauharnais, dit Prince, 91 n. 38.
- FABRE DE L'AUDE, Jean-Pierre, 87 et n. 27, 151, 152 n. 185 - B N° 79.
 FABRE-LUCE, Alfred, B N°s 134, 184.
 FAGUET, Emile, 15 n. 1, 325 et n. 57 - B N°s 185, 186.
 FAJN, Max, 96 n. 49.
 FARNUM, Dorothy, B N° 157.
 FAURIEL, Claude, 125, 201 n. 39, 220-229, 278, 299, 300, 304, 326 - B N°s 53-56.
 FELLER, Richard, 104 n. 83.
 FERRAND, Antoine, 51 n. 62, 59 et n. 89, 60 n. 90, 62 et n. 97, 64, 80, 101 et n. 71, 120 et n. 122, 144 n. 173, 147, 301, 307, 308, 314, 316, 325, 336, 346, 378 - B N°s 115-117.
 FILMER, Sir Robert, 329.
 FINK, Béatrice C., 19 n. 11 et n. 12, 125 n. 133 - B N° 187.
 FONTANES, Louis de, 224, 233 n. 145.
 FONTETTE, 90, 91 n. 38.
 FORSTER, Georges, 66.
 FORSTER, Thérèse, B N° 2.
 FORSTER-HEYNE, Thérèse, voir HUBER, Thérèse.
 FOUCHÉ, Joseph, 91 n. 38, 196 et n. 23, 201 n. 39, 203, 211.
 FRANKLIN, Benjamin, 329.
 FRÉDÉRIC II, 226, 231, 336, 345.
 FRÉRON, Louis, 91 n. 38.
 FROSINI, Vittorio, B N° 188.
 FURRER, Norbert, B N° 124.
 FURTADO, Abraham, 193 n. 16, 239, 254 n. 21 - B N° 80.
 Fyot, Louis, 329 n. 71, 330 n. 73.
- GALLOIS, Jean-Antoine Gauvain, 125.
 GANILH, Charles, 200, 240, 254 n. 21.
 GARAT, Dominique-Joseph, 125, 168.
 GAULLIEUR, Henri-Eusèbe, 60 n. 91 - B N°s 37, 39, 40.
 GAUTIER, Paul, 110 n. 102, 192 n. 12, 195 et n. 19, 197, 201 n. 41, 203 n. 45, 210 n. 65, 225 n. 126 - B N° 232.
- GAXOTTE, Pierre, 51 n. 61.
 GENLIS, Stéphanie-Félicité Ducrest de Saint-Aubin, comtesse de, 233 n. 146.
 GENTILE, Francesco, B N° 189.
 GIBBON, Edouard, 248 n. 2.
 GILET, Louis, 162.
 GINGUENÉ, Pierre-Louis, 125, 192 n. 13, 197, 200.
 GIRARDIN, Stanislas de, 205 n. 50, 206 - B N° 81.
 GLACHANT, Paul, B N° 54.
 GLACHANT, Victor, 191 n. 10, 201 n. 39, 221-225, 228 n. 131, 326 n. 64, 392 - B N°s 54-56.
 GOBERT, Adrienne, 197 n. 26, 204 n. 49.
 GODARD, Gérard, baron Taets van Amerongen van Schalkwijk, 248 n. 1.
 GODET, Philippe, 32 n. 3, 33 et n. 5, 37 n. 17, 48 n. 49, 57-59, 69 n. 115, 70 n. 116, 75 n. 128, 82 n. 11, 84 n. 14-15, 89 n. 32, 130 n. 150, 199 n. 34, 390 - B N° 152.
 GODWIN, William, 20, 22, 85, 94 n. 45, 161, 170 et n. 224, 171-177, 180, 187, 218, 219, 250, 251 n. 12, 261 et n. 39, 305 n. 11, 378 - B N° 12.
 GOETHE, Johann Wolfgang von, 201.
 GORSAS, Antoine-Joseph, 63.
 GOUGELOT, Henri, 199 n. 32 - B N° 190.
 GOUHIER, Henri, B N° 135.
 GOURGAUD, Gaspard, 193 n. 15, B N° 82.
 GOYARD-FABRE, Simone, 19 n. 11 et 12, 317, 318 n. 38, 320 n. 45, 324 et n. 55, 337 n. 86 - B N° 191.
 GRANGE, Henri, 82 n. 10, 119 n. 120 - B N°s 236, 237.
 GROTIUS, Hugo de Groot, dit, 328.
 GUADET, Marguerite-Elie, 50.
 GUILLEMIN, Henri, 17 et n. 5, 86 et n. 21, 92 et n. 41, 94, 95, 97 n. 54, 101 et n. 69, 128 n. 142, 152 et n. 187, 161 n. 209, 177, 185, 191 n. 10, 192 n. 12, 196 n. 21, 209 n. 64, 392, 400 - B N°s 48-50, 136, 137.
 GUSDORF, Georges, B N° 239.

- HALÉVY, Elie, 326 n. 63.
 HARDENBERG, Charlotte de, 67 n. 108, 238 - B N° 5.
 HARPAZ, Ephraïm, 203 n. 47, 350 n. 14.
 HARTMANN, Mary-Susan, 19 n. 11 et n. 12 - B N° 192.
 HATIN, Eugène, 113, n. 110.
 HEARN, Jana Srba, B N° 193.
 HEISIG, Karl, 225 n. 129.
 HELVÉTIUS, Anne-Catherine, 125.
 HELVÉTIUS, Claude-Adrien, 325.
 HENRIOT, Emile, 17 n. 6.
 HERDER, Johann-Gottfried, 201.
 HERRIOT, Edouard, 181 n. 246.
 HIESTAND, Jean, 15 et n. 1 - B N° 194.
 HOBBS, Thomas, 307, 315 et n. 33, 318, 329.
 HOCHET, Claude, 232, 233 et n. 147, 239, 307 n. 17, 308 n. 18 - B N°s 57-59.
 HOFFMANN, Paul, 318 n. 38.
 HOFMANN, Etienne, 22 n. 15, 169 n. 222, 171 n. 227, 188 n. 3, 221 n. 10, 226 n. 130, 231 n. 141 - B N°s 36, 124.
 HOGUE, Helen H., 260 n. 38.
 HOLBACH, Paul-Henri Dietrich, baron d', 325.
 HOLDHEIM, William, B N° 138.
 HUART, Suzanne d', 189 n. 7.
 HUBER, Louis-Ferdinand, 66 et n. 107-108, 67 et n. 108, 69, 130 et n. 150, 151, 169-171, 199 n. 34, 202 et n. 43, 221, 223, 226, 231 n. 141, 319, 336 et n. 85, 345, 392 - B N° 36.
 HUBER, Thérèse, 66 et n. 107, 384, 392 - B N° 36.
 HUGUES, Philippe d', 17 n. 7.
 INGRES, Jean-Auguste-Dominique, 325 n. 58.
 JACQUEMONT ?, 192 n. 13.
 JANUS, 306.
 JASINSKI, Béatrice, 81 n. 5 et n. 8, 82 et n. 10, 86 n. 21, 89 n. 33, 90 n. 35, 95 et n. 47, 98-104, 109 n. 93, 111 et n. 103, 112 et n. 107, 118 n. 119, 129 n. 144, 193 n. 16, 262 n. 44 - B N°s 72, 163.
 JEANSON, Francis, B N° 195.
 JEQUIER, Marie-Claude, 167 n. 215.
 JÉSUS, 210.
 JORDAN, Camille, 221 et n. 107, 224.
 JOUBERT, Joseph, 87 et n. 26, 184 - B N°s 83, 84.
 JULLIAN, Pierre-Louis-Pascal, 90, 91 n. 38, 184.
 JURIEU, Pierre, 328 n. 69.
 KANT, Emmanuel, 143 et n. 172.
 KERCHOVE, Arnold de, 35 n. 11, 81 n. 6 - B N° 139, 155.
 KING, Norman, 226 n. 130, 326 n. 62 et n. 64-65, 328 n. 68 - B N°s 62, 224.
 KITCHIN, Joanna, 96 n. 49 - B N° 240.
 KOHLER, Pierre, 106 n. 87 - B N° 233.
 LABEDOYÈRE, Charles de, 263 n. 44.
 LABOULAYE, Edouard, 154 et n. 192, 204 et n. 48 - B N° 140.
 LACRETELLE, Charles de, 90, 98 n. 57, 103, 109, 110 et n. 101, 114, 115 n. 114 - B N° 108.
 LA FAYETTE, Marie-Jean-Paul-Roch-Yves-Gilbert de Motier, marquis de, 65.
 LA FONTAINE, Jean de, 70, 107.
 LA HARPE, Amédée de, 91 n. 38.
 LA HARPE, Frédéric-César de, 91 n. 38, 167 n. 215, 187, 188 n. 2.
 LAHARPE, Jean-François de, 134 et n. 154, 135.
 LALLY-TOLLENDAL, Trophime-Gérard, comte de, 62 n. 97.
 LA LOMBARDIÈRE, Jacqueline de, 15 et n. 1 - B N° 196.
 LANJUINAIS, Jean-Denis, 90.
 LAPORTE, ?, 167 n. 217.
 LAREVELLIÈRE-LÉPEAUX, Louis-Marie de, 91 n. 38, 145.
 LAS CASES, Emmanuel-Pons-Dieu-donné, comte de, 193 n. 15 - B N° 85.
 LA TOUR DU PIN-GOUVERNET, Mme de, 151 n. 184.
 LATOUR-LAMONTAGNE, Jacques, 65 n. 103.
 LAURIS, Georges de, 15 et n. 1, 17 n. 4 - B N°s 57, 197.

- LEBRUN, Charles-François, 193 n. 15.
 LEFEBVRE, Georges, 96-98, 130 n. 148, 150 n. 178-179, 155, 157, 158 n. 200, 174 n. 236.
 LÉON, Paul-L., 61 - B N° 141.
 LESCHAUX, 36.
 LEVAILLANT, Maurice, B N° 165.
 LÉVY, Yves, B N° 198.
 LEZAY-MARNÉSIA, Adrien de, 110 et n. 100, 129, 135 et n. 157, 146, 147, 149, 235.
 L'HARDY, Henriette, 58 et n. 83, 84 n. 14.
 LINDSAY, Anna, 198 et n. 32, 199 n. 32, 391 - B N° 3.
 LOCKE, John, 329-332.
 LOÈVE-VEIMARS, François-Adolphe, B N° 142.
 LOIRETTE, Gabriel, 331 n. 75 - B N° 199.
 LOUIS XI, 58, 117 n. 118.
 LOUIS XIV, 240, 325.
 LOUIS XVI, 65.
 LOUIS XVIII, 21, 378, 381.
 LOUVET DE COUVRAY, Jean-Baptiste, 86 n. 24, 91 n. 38, 99 n. 63, 100 et n. 68, 103-105, 130 n. 150.
 LOWE, David K., B N° 125.
 LOYS-CHANDIEU, famille de, 390.
 LULLIN DE CHATEAUVIEUX, Frédéric, 263 n. 44.
 LYCURGUE, 158, 345.
 MABLY, Gabriel Bonnot de, 279, 307, 308, 310 et n. 24-25, 317 et n. 35, 325, 349 et n. 13, 350.
 MACKINTOSH, Sir James, 248 n. 1.
 MAGNIN, Marianne, 34 - B N° 6.
 MAHOMET, 345.
 MAISTRE, Joseph de, 120, 121 et n. 125, 308, 336, 378.
 MALLET DU PAN, Jacques, 59 et n. 87 et n. 89, 60, 62 et n. 97, 80, 120 et n. 122, 152 et n. 187, 161 n. 209 - B N°s 86, 118.
 MANUEL, Jacques-Antoine, 147.
 MARAT, Jean-Paul, 53, 58, 62 et n. 97, 65, 66, 147.
 MARET, Hugues-Bernard, 91 n. 38.
 MARET, imprimeur, 65 n. 103.
 MARIE-ANTOINETTE, 59, 63, 64.
 MARTIN, Aimé, 192 n. 12, 193 n. 16 - B N° 87.
 MASSÉNA, André, 174.
 MATHIEZ, Albert, 93 et n. 43, 94, 156 et n. 197, 157 et n. 199, 160 et n. 206-207, 161 n. 210, 185, 190 - B N° 200.
 MATUCCI, Mario, 35 n. 10.
 MAURIAC, François, 86 n. 21 - B N° 164.
 MAUVILLON, Jacob, 33, 74 et n. 123, 75 et n. 128, 202, 226 n. 130, 249, 280.
 MEISTER, Henri, 130 n. 149, 167, n. 215.
 MEISTER, Konrad - B N° 201.
 MÉJAN, Etienne, 90, 91 n. 38.
 MÉJAN, Maurice, 91 n. 38.
 MÊLÉGARI, Dora, 21 n. 13, 34 n. 8, 51 n. 59-60, 52 n. 63, 55-57, 59-61, 64-68, 74 n. 123, 75 n. 125, 84 n. 16, 88 n. 30, 89 n. 31, 94 n. 44, 96 n. 50, 102-104, 106 n. 88, 116 n. 116, 127 n. 139, 129 n. 146-147, 146 n. 174, 168 n. 219-220, 169 n. 221, 170 n. 224, 171 n. 228-230, 194 n. 17, 200 n. 35, 219-221, 386, 390, 392 - B N° 41.
 MÉNARD, Jean, 110 n. 102.
 MÉNOS, Jean-H., 38 n. 20, 42 n. 32, 68 n. 112-113, 140 n. 167, 146 n. 175-176, 150 n. 178, 156 n. 208, 171-173, 179 n. 244, 210 n. 66, 211 n. 68, 391 - B N° 46.
 MERLIN DE THIONVILLE, Antoine-Christophe, 50.
 MEULAN, Pauline de, 233 n. 145.
 MEYLAN, Philippe, 328 n. 70.
 MINERBI, Marco, 320 n. 43.
 MIRABEAU, Honoré-Gabriel Riqueti, comte de, 47, 48, 74, 91 n. 38, 226 n. 130, 357 n. 20, 360, 361.
 MISTLER, Jean, 233 n. 145 - B N°s 58, 59, 64, 202.
 MOGEON, Louis, 167 n. 215.
 MOLÉ, Louis-Mathieu, 230 n. 137, 232-234, 240, 248, 254 n. 21, 279, 307, 308, 312-316, 325, 346, 378.
 MONGLOND, André, 65 n. 103.
 MONOD, Henri, 167 n. 215, 187, 354.
 MONTESQUIEU, Charles de Secon-dat, baron de, 75 et n. 128, 201,

- 222, 230, 279, 301-303, 306 et n. 14, 329, 331 et n. 75, 334, 358.
- MONTESQUIOU-FEZENSAC, Anne-Pierre, marquis de, 111 n. 106, 184 et n. 248.
- MONTMORENCY, Matthieu de, 110 et n. 102, 184.
- MONTOLIEU, Isabelle de, 111, n. 106.
- MORAVIA, Sergio, B N° 242.
- MOREAU, Jean-Victor, 197.
- MOREL, Louis, B N° 203.
- MORNET, Daniel, 312 et n. 27.
- MORTIER, Roland, 33 n. 7, 317 et n. 35 - B N°s 153, 204.
- MOUNIER, Jean-Joseph, 302 et n. 6, 303-305.
- MUELLER, Jean de, 201.
- MUN, Adrien de, 105 n. 85.
- MUNTEANU, Basil, 82 n. 10, 119 n. 120, 143 n. 172 - B N°s 205, 206.
- MURAT, Joachim, 91 n. 38.
- NAPOLÉON Ier, Empereur, 203, 261 n. 40, 279, 345, 350, 351.
- NARBONNE, Louis, comte de, 81, 105 n. 85.
- NASSAU, Anne de, 33 et n. 8, 40 n. 25, 48 n. 51, 50-52, 55-57, 65 n. 104, 67 n. 110, 68 n. 112-113, 74 n. 123, 84 n. 16, 88, 94 n. 44, 97 n. 56, 102, 103 n. 79-80, 106 n. 88 et n. 90, 116 n. 116, 126 n. 139, 129 et n. 147, 157 n. 199, 168-171, 194, 200 n. 35, 201 n. 38, 210, 219-221 - B N°s 6, 19, 27, 31, 43-50.
- NECKER, Jacques, 35 n. 12, 135, 202, 221 et n. 107, 224 et n. 122-123, 225, 230 et n. 139, 405.
- NECKER DE SAUSSURE, Mme, 110 n. 102.
- NÉRON, 58, 117 n. 118, 336.
- NEUFCHATEAU, François de, 168 n. 217 - B N° 34.
- NICOLSON, Harold, B N° 143.
- NOAILLES, marquis de, 313.
- NODIER, Charles, 224.
- NUMA, 345.
- OLIVER, Andrew, B N° 144.
- OMACINI, Lucia, 22 n. 15, 170 n. 226, 179 n. 245, 236 n. 154, 268 n. 56 - B N° 123.
- ORLÉANS, famille d', 91, 160.
- OROMAZE, 355.
- ODAILLE, François, 92 et n. 41, 400.
- PAILLERON, Marie-Louise, 53 n. 68.
- PAINE, Thomas, 329.
- PANGE, François de, 102-104, 109 n. 98, 159, 202 - B N° 6.
- PANGE, comtesse Jean de, 201 n. 41.
- PANGE, Mme François de, 87 n. 26.
- PASQUIER, Etienne-Denis, 248.
- PELLEGRINI, Carlo, B N° 61.
- PERROUD, Claude, 65 n. 103.
- PÉTION, Jérôme, 50.
- PHILIPPE II, 58.
- PHILIPPEAUX, Pierre, 68.
- PICTET, Marc-Auguste, 104-106, 109.
- PICTET-DIODATI, Jean-Marc-Jules, 146 n. 175.
- PITT, William, 72.
- PLATON, 268.
- POIX, princesse de, 99 n. 62.
- POLLIN, Burton R., 94 n. 45, 170 et n. 225, 172 n. 231-233, 173 n. 234-235, 175 n. 239, 176 n. 241-242, 251 n. 12 - B N° 26.
- PONTÉCOULANT, Louis-Gustave Doucet, comte de, 152 n. 187.
- POULET, Georges, B N° 145.
- POULTIER D'ELMOTTE, François-Martin, 135 n. 155, 167, 168 - B N° 90.
- POURRAT, Jenny, 37 n. 18.
- POZZO DI BORGIO, Olivier, 18 et n. 11, 19, 95 et n. 46-47, 128 n. 141, 134 n. 154, 154 et n. 190, 155 et n. 193, 175, 205 et n. 50, 240 n. 162, 218 n. 39, 400 - B N°s 71, 207.
- PRÉLOT, Marcel, 156 et n. 195, 325 n. 58.
- PRICE, Richard, 176.
- PRIESTLEY, Joseph, 176.
- PRIOR, O.H., 124 n. 130.
- PUECKLER, famille de, 168 n. 217.
- PUECKLER, Louise de, 392.
- PUFENDORF, Samuel, 328.
- RACINE, Jean, 109 n. 98.
- RÉAL, Guillaume-André, 209 et n. 64, 210 et n. 65 - B N° 8.

- RÉGALDO, Marc, 96 et n. 49, 125 n. 135-136, 183 n. 247, 197 n. 26 - B N° 238.
- REGNAUD (ou REGNAULT) DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY, Michel-Louis-Etienne, 91 n. 38.
- RÉMOND, René, 380 et n. 1.
- RENS, Ivo, B N° 208.
- RESTIF DE LA BRETONNE, Nicolas-Edme, 36.
- REWBELL, 161 n. 209, 166.
- RIBBING, Adolphe de, 82 n. 10.
- RICHER-SÉRISY, 108, 109 - B N° 89.
- RIOUFFE, Honoré, 90, 91 n. 38, 109 n. 93, 184, 208.
- RITTER, Eugène, 193 n. 14.
- RIVIÈRE, Frédéric, 227, 228 n. 131, 267, 385.
- ROBESPIERRE, Maximilien de, 53, 55, 62, 64, 65 n. 103, 67-71, 73, 76, 80, 90, 113, 146, 157, 158, 164, 308, 312.
- ROCKINGHAM, Charles Watson-Wentworth, marquis de, 36 n. 14.
- ROD, Edouard, 15 n. 1 - B N° 209.
- ROEDERER, Pierre-Louis, 104, 105 n. 85, 110 et n. 100 et n. 102, 112, 114 n. 114, 127 n. 140, 135 et n. 156, 136 et n. 159, 137-139, 141 n. 169, 146, 184, 205, 279 - B N° 100.
- ROLAND DE LA PLATIERE, Jean-Marie, 32, 53 et n. 68.
- ROLLAND, Romain, 279.
- ROMIEU, André, B N° 210.
- ROTH, Charles, 21 n. 13 - B N° 65.
- ROUGEMONT, Martine de, 234 n. 148, 262 n. 44 - B N° 226.
- ROULIN, Alfred, 18 n. 10, 20 n. 13, 21 n. 13, 36 n. 14, 167 n. 215, 174 n. 237, 260 n. 38 - B N° 52, 65.
- ROULIN, Suzanne, 174 n. 237 - B N° 52.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques, 61 et n. 94, 69, 109 n. 98, 169, 279, 298, 302, 307, 308, 310-325, 329, 330, 332, 334, 335 et n. 82, 349 et n. 13.
- ROUSSEL, Jean, 19 n. 11, 313-315, 317-320, 322 et n. 53, 325 n. 56.
- ROUSSELIN DE CORBEAU DE SAINT-ALBIN, Alexandre-Charles-Omer, comte de, 87 n. 25.
- ROUSSILLON, Camille de, 89 n. 32.
- RUDLER, Gustave, 15 n. 1, 17 n. 4, 31-55, 57, 58, 60, 63-68, 70, 72, 74, 75, 85 n. 19, 104 n. 82, 110 n. 101, 157 n. 199, 248 n. 1-2, 390 - B N°s 40, 146, 147.
- SABRAN, Elzéar de, 263 n. 44.
- SAINTE-BEUVE, Charles-Augustin, 34, 35 n. 10, 53 n. 68, 79 et n. 1, 81, 86 n. 21, 199 n. 32, 204, 248 et n. 1 et n. 3, 377 - B N° 38.
- SAINTE-GENEVIEVE, 62 n. 97.
- SAINT-PIERRE, 210.
- SALIS, Jean-Rodolphe de, B N° 234.
- SARTINE, Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de, 47.
- SAY, Jean-Baptiste, 197, 200, 344.
- SCHELLING, Friedrich-Wilhelm-Joseph von, 201.
- SCHERMERHORN, Elisabeth, B N° 148.
- SCHILLER, Friedrich von, 201.
- SCHLANGER, Judith, 142 n. 171.
- SCHLEGEL, August-Wilhelm von, 263 n. 44.
- SCOTT, Geoffrey - B N° 158.
- SIBUET, Georges, 90 n. 35, 135 n. 155, 166 et n. 214, 167, 168, 184 - B N° 90.
- SIEYÈS, Emmanuel, 108 n. 91, 157, 174, 180, 187-193, 195, 196, 329, 392 - B N° 28.
- SIGNORINI, Alberto, B N° 212.
- SISMONDI, Jean-Charles-Léonard, 221 et n. 107, 226 n. 130, 250 et n. 8, 251 et n. 10, 303 et n. 8, 304, 305 et n. 13, 320, 326 n. 62, 345, 405 - B N°s 61, 62.
- SISYPHE, 220.
- SMITH, Adam, 344, 357, 361.
- SOBOUL, Albert, 334 n. 80.
- SOLON, 158.
- SOULT, Nicolas-Jean-de-Dieu, 174.
- SPARTACUS, 348.
- STAËL, Anne-Louise-Germaine, baronne de, 29, 59, 72, 74, 80-85, 87 et n. 25, 88 et n. 30, 90 n. 37, 91 n. 38, 98 n. 56, 102-105, 110-114, 118 n. 119, 119 et n. 120, 123 n. 128, 127 n. 140, 130 et n. 149, 136 et n. 159, 137 et n. 162, 139 n. 166, 146 n. 175, 151, 152 et n. 187, 156, 157, 160-162, 165-168, 170, 179-181, 185, 188-190, 193-

- 197, 200-203, 208 et n. 61, 210 et n. 65, 211 et n. 69-70, 219, 220 et n. 102, 225 et n. 129, 231, 233 et n. 145, 234 et n. 151, 236 et n. 154, 237, 250 et n. 9, 263 n. 44, 265, 268, 270, 294, 302, 307 n. 17, 308 et n. 20, 310 et n. 23, 326-328, 342 n. 5, 346, 348 n. 11, 374, 379 - B N^{os} 6, 10, 72-74, 119, 123.
- STAËL, Eric-Magnus, baron de, 81.
- STENGER, Gilbert, 205 n. 51 - B N^o 168.
- SUARD, Jean-Baptiste-Antoine, 48 n. 49, 90, 99, 103, 109, 110 et n. 101, 134.
- SURATTEAU, Jean-René, 86 n. 21, 130 n. 148.
- SUTER, Jean-François, B N^o 213.
- TACITE, 35 n. 11.
- TALLEYRAND, Charles-Maurice de, 81, 150 n. 178, 157, 185.
- TALMA, François-Joseph, 91 n. 38, 391.
- TALMA, Julie, 202, 219, 222 et n. 115 - B N^o 4.
- TAMBOUR, Ernest, 92 et n. 40, 94, 95 et n. 47, 96 n. 47, 129 n. 147, 167 n. 216 - B N^o 160.
- TARQUIN, le Superbe, 68.
- TASSIER, Suzanne, 41 n. 30, 45 n. 38-39.
- TERRAY, Hippolyte, 105 n. 85.
- THÉREMIN, Charles, 146 n. 175 - B N^o 95.
- THÉRIVE, André, 17 n. 7.
- THIBAudeau, Antoine-Claire, 151 et n. 183, 152 et n. 186 - B N^o 88.
- THIERS, Adolphe, 205 n. 50.
- THOMAS, Louis, 171 n. 230, 391 - B N^o 47.
- THOMPSON, Patrice, 19 n. 11, 35 n. 12, 232 n. 142, 263 n. 46, 317 et n. 36, 349 n. 13, 387 - B N^{os} 20, 149, 214, 215.
- TIBÈRE, 58.
- TIERCY, Jean-François, B N^o 124.
- TOUCHARD, Jean, 212 n. 71.
- TRENARD, Louis, 312 n. 26.
- TROUVÉ, Claude-Joseph, 90-92.
- TURGOT, Anne-Robert-Jacques, 176.
- ULLMANN, Hélène, B N^o 150.
- USTERI, Paulus, 130 n. 150.
- VALÉRY, Paul, 84 n. 15.
- VAN BERCHEM, Guillaume, 90, 91 n. 38.
- VANDAL, Albert, 190 n. 8, 192 n. 12.
- VAN DER MERSCH, Jean-André, 41 n. 30.
- VATTEL, Emmerichs de, 328.
- VAUTHIER, Gabriel, 191 n. 10, 192 n. 10.
- VERGNIAUD, Pierre-Victorin, 50, 92, 147.
- VERMALE, F., 120 n. 122.
- VIENOT, John, 170 n. 226.
- VILLERS, Charles de, 201 n. 41.
- VOLTAIRE, François-Marie Arouet, 69, 234, 308.
- WAGNER, Fritz, B N^o 216.
- WARIDEL, Brigitte, B N^o 124.
- WENTWORTH, Charlotte, 36 n. 14.
- WERNLI, Analiese, B 217.
- WESTERHOLT, Egon von, 110 n. 100.
- WIAZ, 17 n. 5.
- WICKHAM, William, 104.
- WIELAND, Christoph-Martin, 201.
- WORONOFF, Denis, 97 n. 55, 103 n. 77, 174 n. 236, 184 n. 250.
- ZAMPOGNA, Domenico, B N^o 154.
- ZANFARINO, Antonio, B N^{os} 218, 219.
- ZENNER, Maria, B N^o 220.
- ZOPIRE, 234.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	13
INTRODUCTION	15

Première partie

DES PREMIÈRES MANIFESTATIONS D'UN INTÉRÊT POUR LA POLITIQUE A LA RÉDACTION DES *PRINCIPES* (1789-1806)

Introduction	29
------------------------	----

Chapitre premier

Benjamin Constant devant la Révolution française, 1789-1794 .	31
I. De l'indifférence aux sentiments démocrates, 1788-1790	35
II. Découragement et espérances nouvelles, 1791-1792	48
III. De l'horreur de la Convention aux sentiments républicains, 1793-1794	54

Chapitre II

Le républicain militant sous le Directoire, 1795-1799 . .	79
I. Le retour à la modération ; l'engagement politique .	79
II. Les caractères principaux de la période 1795-1799 .	85
III. Les premières publications de textes politiques . .	95

Chapitre III

L'expérience tribunitienne et la composition des traités politiques, 1800-1806	187
I. Benjamin Constant et le 18 Brumaire ; sa nomination au Tribunat	187
II. Caractères principaux de la période 1800-1806 . .	195

III. Les discours au Tribunat	204
IV. La rédaction des traités politiques	218

Deuxième partie

LES PRINCIPES DE POLITIQUE : MÉTHODE ET STRUCTURE DES THÈMES

Introduction	245
------------------------	-----

Chapitre premier

La méthode de travail de Constant et les plans successifs des <i>Principes de politique</i>	247
I. Les principales étapes de l'élaboration d'un ouvrage de Constant	247
II. Les plans successifs des <i>Principes de politique</i>	260
Figures	281

Chapitre II

Caractère général des <i>Principes de politique</i>	297
I. Un ouvrage nouveau et élémentaire	299
II. L'aspect critique et polémique de l'ouvrage	306
III. L'expérience révolutionnaire	332

Chapitre III

Remarques sur quelques thèmes centraux des <i>Principes de politique</i>	339
I. La structure en chaîne des phénomènes et l'idée de nature	340
II. La différence entre les anciens et les modernes	345
III. Les buts et les moyens	352
IV. L'autorité abusive par nature	354
V. L'autorité limitée au strict nécessaire	357
VI. Les garanties de la liberté individuelle	365

CONCLUSION	377
BIBLIOGRAPHIE	383
INDEX DES NOMS	407

Composition du texte :
René Perrin - Notre-Dame 22 - CH-2013 Colombier

Impression :
Imprimerie Nouvelle E.G. Chave S.A. - CH-2002 Neuchâtel

Octobre 1980

